

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

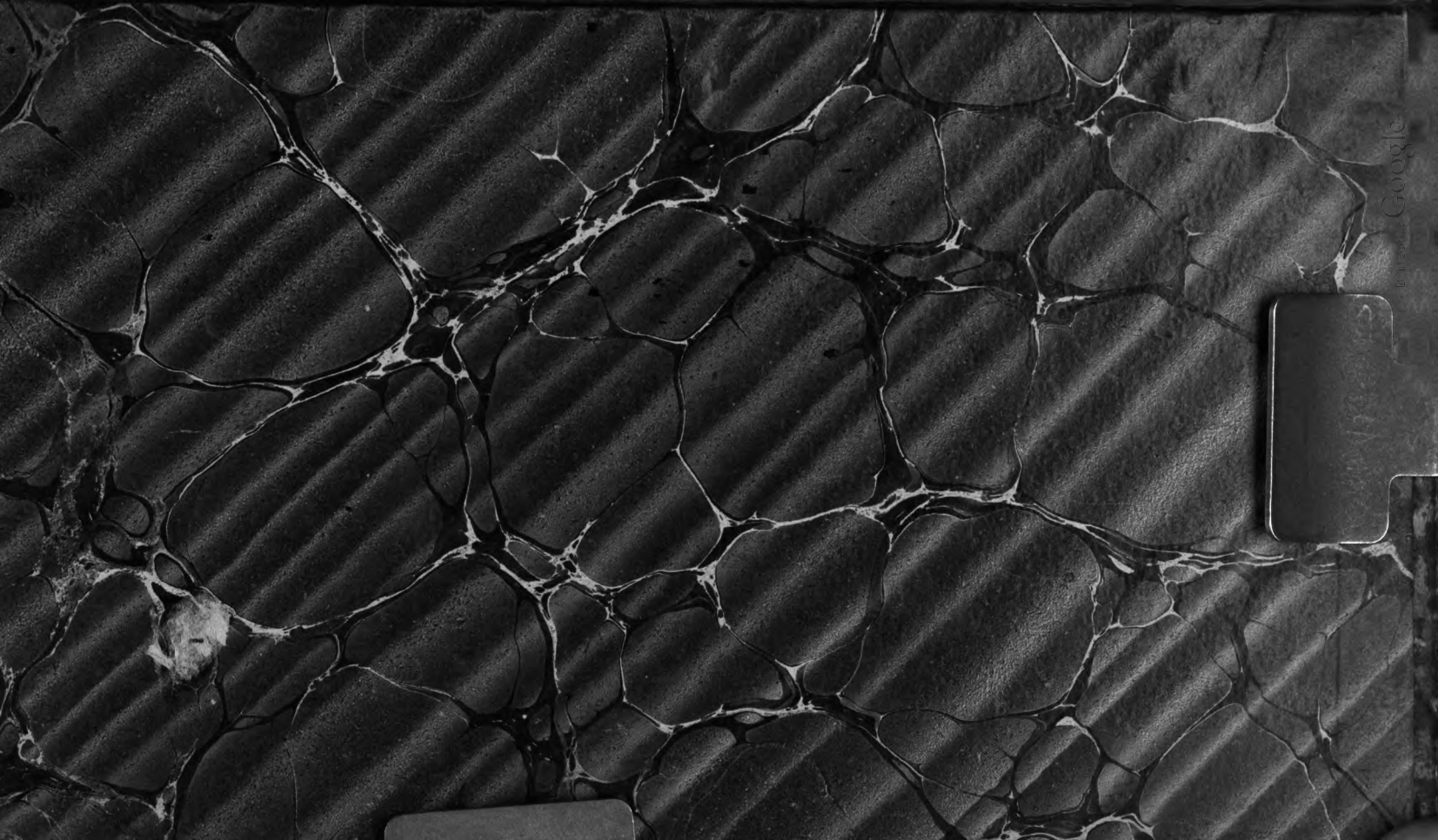
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`





Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE

Digitized by Google

Paris. — Imprimerie de E. Donnaud, rue Cassette, 9.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE FRANCE

DEPUIS

LES PREMIERS AGES JUSQU'EN 1848.

Ouvrage dédié à Mgr l'Évêque de Verdun

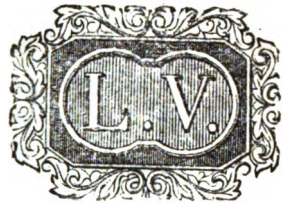
PAR L'ABBÉ PIERROT

CURÉ-DOYEN DE DUN, CHANOINE HONORAIRE DE BAYEUX

PUBLIÉ AVEC LE CONCOURS D'UN DE NOS ÉCRIVAINS LES PLUS CONNUS DANS LA PRESSE POLITIQUE ET RELIGIEUSE

DEUXIÈME ÉDITION

TOME DIXIÈME





PARIS
LOUIS VIVÈS, LIBRAIRE-ÉDITEUR
9, RUE DELAMBRE, 9

1862

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE DE FRANCE.

IVe ÉPOQUE, 3e PÉRIODE, LIVRE II, CHAPITRE Ier (Suite).

§ IV. *Louis XIV commence à gouverner par lui-même (1661-1667).*

Louis XIV qui, selon l'expression de Mazarin, avait l'étoffe de quatre rois, s'était à peine révélé jusque-là et s'était même écrié à la mort de son ministre : « Encore s'il pouvait vivre quatre ou cinq ans pour que je puisse être en état de conduire les affaires. » Aussi on était tellement persuadé de l'absolue nécessité d'un premier ministre, qu'aucun de ceux qui avaient travaillé jusqu'alors avec Mazarin ne demanda au roi quand il voudrait les entendre; ils venaient tous lui dire : « A qui nous » adresserons-nous? » Et Louis XIV leur répondit : « A moi. »

Cette réponse étonna; cependant elle était prévue par quelques courtisans qui avaient entendu Louis XIV dire,

Digitized by Google

quand il avait vu Mazarin pencher vers sa fin, qu'il voulait à l'avenir gouverner son royaume.

Malgré ses résolutions, tout le monde s'attendait que le roi se fatiguerait bientôt. Mais il y avait déjà quelque temps qu'il consultait ses forces; il s'était reconnu assez de génie pour gouverner; aussi, lorsqu'il eut pris en main le gouvernail, il voulut le tenir jusqu'au dernier moment de sa vie. Il fixa à ses ministres les bornes des affaires dont ils auraient à s'occuper, détermina les heures où ils auraient à lui rendre compte de tout ce qu'ils avaient fait; leur donna toute la confiance dont ils avaient besoin pour remplir avec dignité leur noble mission, veillant en même temps sur eux pour les empêcher d'abuser du pouvoir qui leur était confié.

Ce qui engagea Louis XIV à prendre cette détermination, c'est que Charles II, roi d'Angleterre, avait pris lui-même la direction des affaires aux applaudissements de ses sujets. Il surpassa infiniment son modèle.

Les finances, depuis longtemps livrées à un gaspillage effrayant, attirèrent d'abord son attention; il y mit l'ordre qu'il voulait établir partout. La discipline reprit une nouvelle vigueur dans l'armée; et il sut donner à la cour un air de grandeur et de magnificence inconnu auparavant; tous les arts reçurent de l'encouragement et furent employés à la gloire du roi et de la France. Chacun vit alors se lever l'aurore du jour le plus brillant.

Pour bien suivre Louis XIV, il est nécessaire de caractériser son gouvernement tant au dedans qu'au dehors. Louis voulant établir le gouvernement absolu, prenait en main les rênes de l'empire à l'époque la plus propre pour un tel établissement. Ses peuples qui, de-

Digitized by Google

puis la mort de Henri IV, n'avaient pas vu de roi, qui avaient toujours été soumis à l'empire d'un premier ministre, conçurent les plus hautes espérances et bénirent un monarque dont le règne ferait disparaître ces rois secondaires, plus orgueilleux que les souverains, sans être placés assez haut pour développer à leur aise leurs grandes capacités. Mais les peuples sont souvent ingrats, ils ne savent pas apprécier les situations. Si Henri IV avait eu un premier ministre, il eût réveillé les factions; si Louis XIII n'avait pas obéi à la faiblesse de sa santé, il eût bientôt succombé sous le poids. Louis XIV, à vingt-deux ans, était assez fort de santé et de génie pour entreprendre ce que Henri IV avait fait à cinquante.

Louis XIV conserva les ministres en qui Mazarin avait le plus de confiance, savoir: Le Tellier, Lionne, Fouquet et Colbert. Tous les jours il travaillait avec eux de dix heures à midi, éloignant ainsi la nécessité de réunir un conseil nombreux. Les princes du sang et même sa mère n'avaient pas lieu de se plaindre, puisqu'il paraissait ne travailler qu'avec des commis.

Michel Le Tellier, l'auteur de l'illustration de sa famille, ayant été envoyé sous Louis XIII en qualité de maître des requêtes, pour informer contre les révoltés de Normandie connus sous le nom de *Va-nu-pieds*, s'était fait remarquer de Richelieu, qui lui avait confié bientôt après la place d'intendant en Piémont. C'est dans ce poste qu'il fut distingué comme une haute capacité par Mazarin, qui le présenta à Louis XIV pour remplacer Desnoyer au département de la guerre. Il partagea la bonne et la mauvaise fortune du cardinal pendant la Fronde, eut la plus grande part au traité de Rueil, et fut chargé

Digitized by Google

par Anne d'Autriche de remplacer Mazarin lorsque ce ministre fut contraint de s'éloigner. Il conserva sa charge après la mort du cardinal-ministre.

Le second ministre, Hugues de Lionne, doué de la plus haute capacité, avait aussi été remarqué en Italie par Mazarin, qui l'appela auprès de lui quand il devint ministre dirigeant, et le mit ensuite auprès de la reine Anne d'Autriche, avec l'espoir de la conduire. Quoique bien jeune, Lionne déploya une grande finesse diplomatique et beaucoup de cette finesse italienne qu'on nomme duplicité, formée sur le modèle de celle de son maître. S'apercevant qu'il cherchait à travailler plus pour lui-même que pour son patron, Mazarin se détermina à lui donner des missions au dehors, et le nomma d'abord ambassadeur de France à Rome; il fut une des causes de l'élection d'Alexandre VII, qui fut si dévoué à la France. Envoyé en Espagne pour négocier le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, il vit un instant sa demande repoussée, mais il sut si bien épouvanter Philippe IV et don Louis de Haro d'une alliance de la France avec les puissances secondaires de l'Allemagne, qu'il obtint son consentement. Appelé en 1661 au ministère des affaires étrangères, à la place de Mazarin, Lionne se montra digne de cette haute position, et déploya, pendant les dix années qui suivirent sa nomination, une capacité diplomatique qui lui assure une des premières places parmi nos plus grands hommes d'Etat.

Nicolas Fouquet, marquis de Belle-Isle, le dernier surintendant des finances sous Louis XIV, est un de ces hommes que l'on admire dans les vastes conceptions de leur génie, et que l'on plaint dans les rigueurs qui les

Digitized by Google

frappent, lors même que la justice s'exerce sur eux avec le plus d'équité. Maître des requêtes à vingt ans, procureur-général au parlement de Paris à trente-cinq, plein de magnificence et ami des dépenses folles, il se vendit au cardinal Mazarin, afin de refaire sa fortune et de pouvoir satisfaire à ses goûts pour la représentation. Lorsqu'il fut appelé, en 1652, à la surintendance des finances, il montra une rare facilité pour le travail et des vues étendues; il conçut, assure-t-on, les vastes plans réalisés par Colbert sur les encouragements à donner au commerce, à l'industrie et à la marine. Mais un goût dominait toutes ses facultés, c'était un amour excessif pour le plaisir, qui le jetait hors des devoirs les plus sacrés.

Après avoir imité et secondé le cardinal dans ses *voleries*, comme on disait alors, dans le dessein de les continuer et de dérouter Louis XIV, lorsque le jeune monarque voulut voir tout par lui-même, il lui présenta des comptes tellement embrouillés, que le roi ne savait que penser de son ministre. Mais ce qui mettait au grand jour ses iniquités, c'était son luxe extravagant, ses mauvaises mœurs, les sommes énormes qu'il offrait aux plus belles femmes pour les entraîner au gré de ses désirs. Fouquet, sachant que Mazarin avait eu plusieurs fois l'intention de le faire poursuivre comme concussionnaire, et qu'il avait instruit le roi de ses déprédations, travailla à se faire de nombreux amis en donnant des pensions plus considérables que le roi lui-même, en achetant tous ceux qui voulaient se vendre, surtout dans le Parlement, parce qu'étant procureur-général, il ne pouvait être jugé que par cette compagnie; et, pour plus de sûreté, il fit fortifier avec un soin tout particulier la

Digitized by Google

place de Belle-Isle en Bretagne. Le roi, n'osant attaquer un tel ministre, qui se serait fait absoudre de toutes ses déprédations par le Parlement, feignit n'en avoir aucun soupçon. Ce qui hâta la chute du surintendant, c'est qu'il se laissa entraîner à une vive passion pour M^lle^ de La Vallière, maîtresse du roi, et qu'il osa lui offrir deux cent mille francs pour la gagner, car Fouquet disait qu'il avait dans son coffre-fort le tarif de toutes les vertus. Sa perte fut alors résolue.

Pour pouvoir le soustraire à la juridiction du Parlement et en même temps faire rentrer dans la caisse de l'Etat une partie de ce qu'il avait volé, Colbert le détermina à se défaire de la charge de procureur-général et à en offrir le prix au roi, moyen sûr, disait-il, d'arriver dans le plus bref délai à la place tant enviée de premier ministre. Fouquet, infatué de son mérite, tomba dans le piége. Le roi, dès le soir même, dit à Colbert : « Tout » va bien ; il s'enferre lui-même; il est venu me dire » qu'il porterait à l'épargne tout l'argent de sa charge. » Il y porta en effet, au mois d'août 1665, quatorze cent mille livres. Pour lui témoigner sa reconnaissance, le roi lui marqua le désir de voir sa villa de Grand-Vaux, palais d'une telle splendeur et d'une si brillante coquetterie, que, sans avoir l'étendue de nos grands châteaux royaux, elle les surpassait de beaucoup en magnificence et en richesse ; ce château avait en effet coûté dix-huit millions, somme énorme qui valait à cette époque plus de soixante millions de notre temps.

Stupéfait de la splendeur de la fête et des devises (1)

(1) En voici une : *Quo non ascendam?*

Digitized by Google

ambitieuses qu'il rencontrait, le roi voulait arrêter le ministre « au milieu des hautbois et des violons, dans un » lieu qui se pouvait dire une preuve parlante de la dis- » sipation des finances. » La reine-mère lui persuada d'attendre encore quelque temps.

Invité par le roi à le suivre à Nantes, où le monarque se rendait pour assister aux Etats provinciaux, le surintendant, fier de la faveur royale, dit à des amis qui lui conseillaient de prétexter la fièvre dont il était atteint pour s'en dispenser : « Je me fie au roi, je me flatte que » je n'ai rien à craindre : si quelqu'un est menacé, cela » regarde Colbert. » Mais ce n'était pas sur Colbert, c'était sur lui-même que devaient tomber les coups. Le 6 septembre, en sortant du château, il fut arrêté et conduit dans la forteresse d'Angers, et un courrier fut expédié à l'instant même à Paris pour se saisir de tous ses papiers. Une foule de femmes et de filles qui, selon l'expression de M^me^ de Motteville, avaient sacrifié au veau d'or, furent compromises. On trouva derrière une glace une instruction adressée à ses amis, s'il venait à être poursuivi par Mazarin, instruction dont on se servit comme d'une preuve qu'il s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté.

Une commission de vingt-deux membres n'ayant pas trouvé l'accusation suffisamment fondée pour livrer Fouquet à la mort, on le condamna au bannissement et à la confiscation de ses biens. Louis XIV commua la peine en celle d'une détention perpétuelle, « vu qu'il pouvait y » avoir le plus grand péril à laisser sortir ledit Fouquet, » à cause de la connaissance particulière qu'il avait des » affaires les plus importantes de l'Etat. »

Digitized by Google

Parmi les amis fidèles qui osèrent défendre Fouquet, il en est trois que nous devons nommer : le premier fut Pellisson, son premier commis et élevé par lui à une place de conseiller d'Etat. Disgracié avec son protecteur, Pellisson fut renfermé à la Bastille, où il composa en faveur de son bienfaiteur trois mémoires, qui ont été placés par quelques critiques à côté des beaux discours de Cicéron. Quoique ces mémoires n'aient pas la valeur littéraire qu'on leur a faite, ils sont une belle preuve de courageuse fidélité, que Louis XIV sut reconnaître, car il tira Pellisson de sa prison et chercha à lui en faire oublier la rigueur par ses bienfaits. Pellisson passa le reste de sa vie à célébrer les louanges du monarque, quitta le protestantisme pour se faire catholique, et employa une partie de sa fortune, ainsi que ses lumières, à travailler à la conversion des huguenots, dont il déplorait l'aveuglement.

La Fontaine implora la grâce de Fouquet par une touchante élégie; Mme de Sévigné, dans une suite de lettres à M. de Pompadour, lui rendit compte du procès du surintendant avec la plus tendre sollicitude.

Louis XIV supprima la charge de surintendant des finances lors de la disgrâce de Fouquet, et se contenta d'un simple contrôleur-général, qui fut le célèbre Colbert. Cette famille, qui a donné de si grands hommes à la France, descendait, suivant un titre assez douteux, d'une maison originaire d'Ecosse. L'oncle de Colbert, secrétaire du roi, le plaça chez le financier du cardinal Mazarin, qui apprécia ses talents et lui confia le soin de ses affaires. On doit compter au nombre des grands services que le cardinal rendit à la France, d'avoir désigné

Digitized by Google

Colbert pour son successeur, et de l'avoir donné comme un homme d'une application infatigable, d'une fidélité à toute épreuve, et d'une capacité supérieure. Chargé d'abord simplement du soin des finances, il fut ensuite nommé au ministère de la marine et de la maison du roi, en sorte qu'à l'exception de la direction de la guerre, il se trouva investi de l'administration de la France entière. Le contrôleur-général des finances avait alors, non-seulement le soin de percevoir les impôts et d'effectuer les paiements, mais encore il statuait sur tout ce qui peut influer sur le revenu de l'Etat : la fixation des diverses sortes d'impôts et leur taux, la direction des sources de richesse publique, c'est-à-dire les réglements et les encouragements relatifs à l'agriculture, les arts mécaniques, le commerce, en un mot le bien-être général du pays.

Colbert demeura toujours à la hauteur de ses fonctions, et il est du petit nombre des ministres dont le nom est resté populaire. Nous apprécierons plus tard ses grands principes économiques et commerciaux, ainsi que leur influence sur la nation et sur la fortune publique et particulière.

Tels étaient les ministres que le roi trouvait en entrant aux affaires. Il voulut que chacun lui rendît un compte exact de la situation de son département, défendit au chancelier d'apposer les sceaux de l'Etat sur aucune pièce sans son autorisation, obtint que Colbert aurait un petit livret où était rigoureusement établi chaque jour l'avoir et la dépense de l'Etat, en sorte que, par un simple coup-d'œil, le roi pouvait juger de la situation de ses finances.

Digitized by Google

Il y avait, dans le caractère du roi, un penchant qui eut une grande influence sur son règne : après avoir témoigné un vif attachement à Marie Mancini, puis à Olympe Mancini, sa sœur, épouse du comte de Soissons, il montra de l'inclination pour Mme Henriette d'Angleterre, qui venait d'épouser son frère. La reine-mère, craignant les suites d'un amour qui pouvait devenir incestueux, favorisa peut-être son entraînement pour la célèbre Mlle de La Vallière. C'était une personne d'une beauté rare, d'un cœur extrêmement sensible, formée à la vertu par une bonne éducation et pleine d'horreur pour le vice honteux. Peu sensible à l'appât des richesses, elle avait su résister à une offre de deux cent mille francs que lui avait faite Fouquet. Mais elle vit Louis XIV dans toute sa majestueuse beauté, elle se laissa entraîner. Loin d'afficher les faveurs de son royal amant, elle chercha à les déguiser, et deux ans se passèrent avant que la cour fût instruite de leurs liaisons.

Les amours du roi ne lui faisaient cependant point négliger les devoirs de la royauté ; il sut toujours les remplir au dedans et au dehors. Louis XIV portant le drapeau de la France très haut au dehors, une lutte de préséance faillit amener la guerre avec l'Espagne. Quoique les anciens rois de l'Europe aient toujours prétendu avec assez de raison être traités sur le pied de l'égalité, les rois de France ont cependant toujours voulu avoir le pas sur tous les autres monarques de l'Europe, et cette préséance, fondée sur un antique usage, est encore appuyée sur l'importance et sur l'antiquité du royaume de France. Cependant le chef électif de la république allemande, quoique peu puissant par lui-même, ayant, à

Digitized by Google

cause de son titre de César, dont il avait hérité de Charlemagne, obtenu le pas sur les autres couronnes, poussa l'orgueil jusqu'à refuser le titre de Majesté aux autres souverains. Les rois de France auraient pu disputer la prééminence aux empereurs avec d'autant plus de droit, que la France a fondé l'empire d'Allemagne; mais si les rois de France avaient consenti à céder le pas à l'empereur, du moins ils voulaient jouir du droit de préséance sur tous les autres souverains de l'Europe. L'Espagne leur contesta ce droit.

Les principaux débats de préséance s'élevaient presque toujours à Rome, quoique la France y eût toujours obtenu la supériorité. Cependant, depuis Charles-Quint, l'Espagne avait, dans toutes les circonstances, essayé de se relever et de se donner l'égalité; elle notait comme un triomphe un pas de plus dans une procession, un fauteuil un peu en avant devant l'autel ou devant la chaire d'un prédicateur.

La rivalité de préséance entre les couronnes de France et d'Espagne éclata avec fureur en 1661; quand l'ambassadeur de Suède fut reçu solennellement à la cour de Londres, le comte d'Estrade, ambassadeur de France, et le baron de Vatteville se disputèrent le pas. L'Espagnol, dont la suite plus nombreuse était encore renforcée d'une troupe d'Anglais qui avaient été achetés à prix d'argent, fit tuer les chevaux des carrosses français, ordonna de mettre l'épée à la main et de disperser les Français. Après ce brillant exploit, digne de forbans, les Espagnols s'avancèrent l'épée nue comme des triomphateurs.

Louis XIV, indigné de l'insulte faite à ses ministres, rappela son ambassadeur de Madrid, renvoya celui que

Digitized by Google

Philippe IV avait à Paris, prescrivit aux agents français occupés alors sur les frontières des Pays-Bas à tracer les limites entre la France et la Flandre, de suspendre leur travail, et fit déclarer à Philippe IV, son beau-père, que si la réparation de l'insulte n'arrivait dans le plus bref délai, la guerre allait recommencer. Le roi d'Espagne, craignant de replonger son royaume dans une guerre nouvelle, pour une simple préséance, envoya à Fontainebleau le comte de Fuentès, qui déclara, en présence de tous les ministres étrangers, « que les ministres » espagnols ne concourraient plus dorénavant avec ceux » de France. »

Ce n'était pas sans doute une déclaration entière de la prééminence de la France, mais c'en était assez pour humilier l'Espagne, et le roi se montra satisfait. Plus tard, lorsque l'infortune vint éprouver Louis XIV, les Espagnols renouvelèrent leurs prétentions et obtinrent l'égalité à Nimègue.

Cette affaire terminée, Louis XIV poussa avec plus de vivacité encore une autre réparation qu'il exigeait de la cour de Rome, où les jeunes Français, durant les guerres d'Italie, se distinguaient par leur extrême vivacité, et avaient mérité le nom de barbares plus gais que les autres, mais aussi plus dangereux, parce qu'ils portaient dans toutes les maisons le déshonneur avec la débauche.

Le duc de Créqui, ambassadeur de France à Rome, avait déployé à l'égard des citoyens de cette grande ville la plus grande hauteur; ses domestiques, espèce de gens toujours prêts à singer leurs maîtres et à pousser leurs défauts à l'excès, commirent dans la capitale du monde chrétien les mêmes désordres que la jeunesse indisci-

Digitized by Google

plinable de Paris, qui se faisait un honneur d'attaquer le guet à qui était confiée la garde de la grande ville.

Quelques laquais se mirent à courir l'épée à la main sur une escouade de Corses chargés de donner main-forte pour l'exécution des décisions de la justice. Les Corses irrités prirent les armes, coururent assiéger la maison de l'ambassadeur détesté, tirèrent de son carrosse la duchesse de Créqui, tuèrent un de ses pages et en blessèrent plusieurs autres. Le duc de Créqui irrité sortit aussitôt de Rome, demandant une éclatante réparation d'un tel attentat. Le Pape voulait rendre une justice équitable et fondée sur la réciprocité des fautes; mais Créqui ne voulut rien entendre. Le Pape, cependant, faisait pendre un Corse et un sbire, et renvoyait de Rome le gouverneur soupçonné d'avoir autorisé l'attentat. Loin d'être satisfaite d'une telle réparation, la cour de France parla plus haut que jamais, et menaça de mettre le siége devant Rome. C'était évidemment la loi du plus fort. Louis XIV, assuré que le Pape, incapable de se défendre par lui-même, n'aurait point alors l'appui de l'empereur, ni du roi d'Espagne, qui étaient occupés, l'un contre les Turcs, et l'autre contre le Portugal, se saisit du comtat d'Avignon et contraignit le Chef de l'Eglise à se soumettre. Le Pape cassa la garde corse, fit sortir son frère de Rome, envoya le cardinal Chigi en qualité de légat *à latere* pour donner une satisfaction imméritée à Louis XIV, et fit élever une colonne au milieu d'une place publique de Rome, où l'on voyait inscrites l'injure et la réparation. Si le roi permit, quelques années après, la destruction de ce monument, symbole de l'humiliation du Chef de l'Eglise, il laissa Castro et

Digitized by Google

Ronciglione au duc de Parme, dédommagements accordés au duc de Modène pour ses prétentions sur Commacchio. C'est par ces mesures violentes que Louis XIV se prétendit faire regarder comme le protecteur des petits princes de l'Italie.

Cette fierté déployée par Louis XIV n'était pas sans un certain mélange de ruse et d'astuce, qu'on trouve dans le fameux traité des Pyrénées, où il était dit « que les infractions secrètes seraient regardées comme non avenues, et le sens des paroles expliquées comme les compléments de celles qui n'ont qu'une signification bien au-dessous de ce qu'elles sonnent. »

Cette morale politique, qui laisse fort à l'aise, fut mise en pratique dans une lutte que le Portugal soutenait alors contre l'Espagne. Le roi n'accorda aucun secours au Portugal, mais il le réconcilia avec la Hollande, détermina le roi d'Angleterre à épouser une princesse portugaise, s'engagea à faire passer annuellement deux cent mille francs à ce prince pour seconder le Portugal, et promit davantage si cette somme ne suffisait pas. Le roi voulut marier le cruel Alphonse IV, roi de Portugal, avec M^lle^ de Montpensier, l'un des plus riches partis de France, qui, comprenant le peu de solidité du trône qu'on lui offrait, refusa la main d'Alphonse, aimant mieux être Mademoiselle en France, avec cinq cent mille livres de rentes, faire honneur à la cour et ne lui rien demander, que d'aller faire la reine dans quelque petite ville.

Mademoiselle fut exilée à Saint-Fargeau, où elle demeura deux ans sans vouloir se départir en rien de ses volontés. Turenne conseilla au roi d'envoyer en Por-

Digitized by Google

tugal le comte de Schomberg, allemand et protestant, formé à l'art militaire dans les armées françaises, moyen assuré de secourir efficacement le Portugal sans s'engager directement. Schomberg partit avec quatre-vingts officiers et quatre cents cavaliers, tous vieux soldats, releva les forts tombés en ruine, forma des guerriers, rétablit la discipline et sauva la nation du joug espagnol.

Cependant le roi signait pour vingt-cinq ans, avec la Hollande, un traité de confédération, de navigation et de commerce, dont la durée fut à peine de six ans. Un semblable traité fut en même temps signé avec le Danemark.

Les finances bien administrées par le sage Colbert permirent de racheter Dunkerque et Mardick de Charles II, prince aussi prodigue que pauvre, ce qui causa à l'Angleterre la plus vive douleur, et fit bannir le favori soupçonné d'avoir donné ce conseil à son maître.

Louis XIV, dans le dessein de faire de Dunkerque une place de premier ordre, envoya trente mille hommes pour élever de grandes fortifications tant du côté de la mer que du côté de la terre; il fit creuser entre la ville et la citadelle un grand bassin capable de contenir trente vaisseaux de guerre, en sorte que cette place, à peine cédée à la France par l'Angleterre, devint un objet de terreur pour les Iles-Britanniques.

Un traité plus important, s'il avait été pleinement exécuté, fut celui que le roi passa entre la France et la Lorraine. Charles IV, duc de Lorraine, si connu par sa vie aventureuse, voulant se marier à Marianne Pajot, fille d'un apothicaire, union qui ne pouvait s'allier avec la dignité souveraine, vendit au roi de France ses duchés de Bar et de Lorraine, moyennant une pension d'un

Digitized by Google

million de livres. Louis XIV déclara les princes lorrains princes français et même princes du sang, parce qu'ils descendaient de Charlemagne, ce qui excita une grande rumeur entre les princes lorrains et les princes du sang. Ceux-ci prétendaient que le roi n'avait pas le pouvoir de changer les lois de la nature, qu'un prince du sang ne se créait point comme on fait un duc. Les héritiers présomptifs de la Lorraine et ceux qui y avaient des droits éloignés parlèrent plus haut encore. Le roi lui-même, indigné du mariage projeté, fit arrêter Marianne Pajot et la renferma dans un monastère, avec ordre de ne lui permettre de voir ni d'entretenir personne. Le traité, vainement vérifié au Parlement, ne servit qu'à montrer de nouvelles inconstances du duc de Lorraine; il refusa de livrer Marsal, la seule place qui lui restait dans ses domaines. L'année suivante (1663), le roi commanda au maréchal de La Ferté d'aller assiéger Marsal, et se rendit lui-même à Metz, où le malheureux Charles IV alla se jeter à ses pieds et consentit à lui remettre la forteresse dans trois jours. A cette condition, il rentra dans la jouissance de ses Etats.

Toutes ces négociations n'empêchaient pas les fêtes de se multiplier à la cour. C'étaient des bals, des courses, des carrousels. Le roi, qui brillait dans tous ces exercices, disait cependant qu'il se proposait un but plus élevé qu'un simple amusement. « Ces plaisirs honnêtes » qui délassent du travail, fournissent de nouvelles forces » pour s'y appliquer, servent à la santé, calment les » troubles de l'âme et l'inquiétude des passions, inspirent » l'humanité, polissent l'esprit, adoucissent les mœurs et » ôtent à la vertu je ne sais quelle trempe trop aigre qui

Digitized by Google

» la rend quelquefois moins sociable et par conséquent » moins utile; il veut qu'un prince et un roi de France » considère quelque chose de plus dans ces divertisse- » ments publics, qui, dit-il, ne sont pas tant les nôtres » que ceux de notre cour et de tous nos peuples. »

Ces fêtes qui, au dire du roi, semblaient avoir un but si spécieux, ne tendaient qu'à satisfaire ses penchants effrénés pour l'amour. Sa passion pour Mlle de La Vallière éclatait alors d'une manière scandaleuse; il l'admettait à sa table et lui faisait rendre des honneurs publics à Versailles et dans tous les châteaux royaux. Quand la reine-mère, accablée de tant de scandale, menaçait son fils de se retirer dans un monastère, s'il ne changeait de vie, il pleurait, faisait les plus belles promesses, et le lendemain se retrouvait aux pieds de sa maîtresse. La reine régnante, dont le roi avait déjà un fils qui fut cinquante ans Dauphin sans jamais régner, tomba malade et obtint de son royal époux les plus belles promesses; et à peine la reine fut-elle guérie, qu'il oublia tous ses engagements, crut faire beaucoup en promettant à sa femme et à la reine-mère de cesser sa vie désordonnée à l'âge de trente ans. La passion du roi coûtait immensément à l'Etat; il construisait des châteaux pour ses maîtresses, les faisait meubler magnifiquement, et renouvelait tous les quatre mois l'ameublement de Mlle de La Vallière.

Cette vie désordonnée du roi ne lui faisait pas perdre de vue nos grands intérêts du dehors. Depuis François Ier la redoutable nation des Turcs avait toujours été l'alliée de la France. Cette alliance était jugée d'une bonne politique, parce qu'elle nous avait donné de grands avan-

Digitized by Google

tages pour le commerce de l'Orient, qu'elle avait arrêté l'immense prépondérance de la maison d'Autriche, et qu'elle nous accordait le protectorat sur les chrétiens soumis à la Porte. Mais encore, en s'alliant aux Turcs, il ne fallait pas leur donner trop de puissance et créer à l'Europe occidentale un ennemi bien autrement redoutable que la maison d'Autriche. Les Musulmans menaçant la Hongrie d'une effroyable invasion, qui ne devait être que la première étape d'un peuple farouche, Louis XIV mit sous les ordres du comte de Coligny six mille hommes tirés du sein de la noblesse française la plus ardente et la plus valeureuse; ils allèrent se ranger sous le commandement du fameux Montecuculli, qui devait balancer la réputation de Turenne. Il y eut sur les bords du Raab un grand combat, où les Impériaux remportèrent une brillante victoire, dont le principal honneur revint à nos soldats.

En soutenant l'empereur contre les Turcs, Louis XIV ne voulait pas relever la maison d'Autriche; il cherchait au contraire à l'abaisser sans cesse par d'autres moyens. Nous avons dit ce qu'il fit pour le Portugal contre l'Espagne. La Hollande, l'alliée de la France, attirait aussi l'attention de Louis. Cette nation, faible sur terre, avait acquis sur mer une immense puissance, ce qui fit naître entre elle et l'Angleterre, alors maîtresse de la mer, une lutte gigantesque. La Hollande avait demandé à Louis d'unir sa flotte à la sienne pour combattre les Anglais; mais le roi, qui désirait voir affaiblie la puissance maritime de ces deux souverains des mers pour ensuite dominer sur leurs ruines, suivit avec une bien vive attention la lutte dans laquelle l'amiral hollandais Ruyter

Digitized by Google

se fit alors la réputation du plus grand homme de mer qui eût paru jusque-là, et fit triompher la Hollande contre les Anglais.

Les Hollandais, vainqueurs sur mer, ayant rencontré sur terre des adversaires redoutables payés avec l'or de l'Angleterre, s'adressèrent alors au roi de France, qui consentit à leur envoyer six mille hommes pour les aider dans leur lutte contre l'évêque de Munster. Mais ce secours, accordé de mauvaise grâce, fut reçu sans reconnaissance, et le roi éloigna de lui un peuple qui, soutenu avec plus d'intelligence et de vigueur, aurait pu le servir infiniment pour l'exécution de ses vastes projets.

La puissance de Louis XIV avait alors pris des proportions réellement formidables. Partout le nom français était redouté. Nos soldats avaient triomphé en Hongrie, en Hollande et en Portugal; Rome s'était vue contrainte de céder; l'empereur d'Allemagne était épuisé par la guerre qu'il avait soutenue contre les Turcs; Charles II, roi d'Angleterre, employait les revenus de son Etat à de vaines prodigalités; Philippe IV se mourait et laissait un royaume aussi débile que lui. Il n'y avait réellement en Europe qu'un seul monarque puissant, Louis XIV.

C'est au milieu de ces mouvements extérieurs et des désordres du roi que mourut Anne d'Autriche, princesse dont tous les partis ont reconnu le mérite. Sans lui attribuer tout ce qui s'est fait pendant la régence, et en en faisant remonter le principal mérite à Mazarin, on doit avouer qu'il lui fallut une fermeté de caractère bien rare pour soutenir un ministre en butte aux plus violentes attaques. Elle avait toujours conservé un grand

Digitized by Google

empire sur le roi, qui, libre alors de se livrer à ses penchants pour l'amour et pour la guerre, s'y abandonna sans retenue.

§ V. *Guerre de Flandre (1667-1672).*

Louis XIV eut quatre grandes guerres à soutenir : celle de Flandre, qui entraîna le démembrement de cette province de la monarchie espagnole; la seconde, celle de Hollande, qui nous valut la Franche-Comté; la troisième, dite d'Allemagne, quoique toute l'Europe ait été coalisée contre nous, et dont Louis XIV triompha sans rien céder de ses conquêtes précédentes; enfin celle d'Espagne, qui abattit les Pyrénées. Toutes ces guerres eurent un même but, abaisser la maison d'Autriche.

Au commencement du règne de Louis XIV, la maison d'Espagne n'avait plus cette puissance effrayante pour le monde que nous lui avons vue; Richelieu l'avait abattue; si elle n'était pas réduite à ce triste et déplorable état où elle tomba plus tard, elle y touchait. C'est incontestablement à cette décadence précoce que Louis XIV dut une partie de ses magnifiques succès militaires.

L'empereur d'Allemagne, l'allié naturel de la monarchie espagnole, commandait à des peuples valeureux; mais les menaces de la Turquie l'empêchaient de donner à son parent les secours que ce prince aurait pu réclamer.

Pour tenter avec succès l'abaissement de cette monarchie espagnole, jadis si puissante, Louis XIV comprit qu'il devait, avant tout, ou se concilier l'Angleterre et

Digitized by Google

la Hollande, ou les mettre dans l'impuissance de nuire.

Quoique la Hollande ne vît pas sans jalousie les projets du roi de France sur la Flandre, cependant l'espérance de gagner quelques provinces des Pays-Bas espagnols la déterminèrent à s'attacher à la France, malgré le peu de bonne foi de cette puissance, qui, après de magnifiques promesses, en remettait sans cesse la réalisation. Heureusement pour Louis XIV, la guerre maritime entre les Anglais et les Hollandais prit une activité nouvelle, cé qui lui permit d'attendre que ces deux nations vinssent d'elles-mêmes se jeter entre ses bras. Il ne voulut même pas répondre à leur premier appel.

Charles II, roi d'Angleterre, lui ayant offert de seconder tous ses efforts sur les Pays-Bas, et la Hollande ayant de son côté mis à sa disposition la ville de Maëstricht, qui pouvait servir de point d'appui pour les opérations militaires, Louis écrivit le 9 janvier 1665 à son ambassadeur à Londres, qu'il fallait attendre que ses alliés eussent éprouvé quelques revers, « car ils ne sont » pas encore assez pressés pour entendre à une pareille » chose (1). »

Lorsque la guerre fut bien engagée, après le terrible combat de Suffolk, Louis XIV se déclara pour la Hollande et s'engagea à unir sa flotte à la sienne; mais ce n'était qu'un leurre; le roi voulait relever le courage des Hollandais et ranimer la lutte entre la Hollande et l'Angleterre, afin d'écraser ces deux puissances l'une par l'autre. Si les mémoires et la correspondance de Louis XIV nous montrent à chaque page que ce mo-

(1) Lettres du comte d'Estrade, liv. III, pag. 12-15.

Digitized by Google

narque voulait réellement seconder la marine hollandaise, nous devons avouer aussi qu'il agit comme s'il n'avait pas eu ce dessein. Il envoya sa flotte en Portugal pour y conduire mademoiselle d'Aumale, qui avait été donnée pour femme à Alphonse VI. Par ses intrigues, cette princesse fit déposer deux ans après son mari et lui substitua dom Pedro, son beau-frère et son amant, aussi méprisable que le premier.

La flotte française rentra à La Rochelle au mois d'août. Au lieu de n'y rester que trois jours, elle y demeura trois semaines, laissant se réaliser la prophétie de M. de Lionne, qui avait dit « qu'il fallait laisser les deux na-» tions s'entredétruire, regarder le jeu de loin, souffler » adroitement le feu, faire beaucoup de bruit du secours » qu'on promettait, en donner de légers lorsque le be-» soin le demanderait, et laisser tout le fardeau de la » guerre sur les Hollandais, jusqu'à ce qu'ils fussent hors » d'état de s'opposer aux desseins des Français sur les » Pays-Bas. »

L'attitude résolue de la Hollande et le coup de main de Ruyter, qui eut l'audace de pénétrer jusque dans les eaux de la Tamise, fit faire un grand pas aux négociations. Charles II, pressé par la nation anglaise, qui trouvait cette guerre contraire aux véritables intérêts de l'Angleterre, n'avait pas attendu ce moment pour ouvrir des conférences. La paix fut enfin signée, le 31 juillet 1667, par les plénipotentiaires réunis de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, du Danemark et de la Suède, dont la médiation avait été acceptée par Charles II et par les autres souverains.

Par ce traité, connu sous le nom d'acte *uti possidetis*,

Digitized by Google

c'est-à-dire par lequel, des deux côtés, on restait comme on se trouvait, l'Angleterre garda la nouvelle Belgique, et la Hollande resta maîtresse de Surinam; mais l'acte de navigation fut modifié en ce qui concerne la navigation du Rhin.

Le traité qui intervint alors entre la France et l'Angleterre, assura les îles de Saint-Christophe, d'Antigoa et de Mont-Serra aux Iles-Britanniques, qui, de leur côté, restituèrent à la France l'Acadie, qui avait été conquise par les Français sous Henri IV et dont les Anglais s'étaient emparés comme d'une terre abandonnée.

Avant la signature de ce traité, Louis XIV avait commencé la guerre en Flandre. Nous devons, avant tout, en rappeler les causes. Louis XIV savait que, dans certaines provinces de la Belgique, d'après des coutumes immémoriales du Brabant, de Malines, de Gueldre, Namur et autres lieux, les enfants du premier lit héritaient à l'exclusion du second. Peu après son mariage avec Marie-Thérèse d'Autriche, avait paru un ouvrage qui soutenait cette coutume et en faisait l'application à la reine de France, qui, restant seule du premier lit, avait des droits sur les provinces espagnoles des Pays-Bas. Inquiète de cette prétention, la Hollande, qui pouvait à ce titre être revendiquée par Louis XIV, répondit 1° que la coutume défendue par Louis XIV existait entre particuliers, mais qu'il n'y avait pas d'exemple qu'elle eût eu lieu dans la succession des fiefs-liges; 2° que Charles-Quint avait changé cette loi, si elle avait jamais existé, en faveur de la succession souveraine. Mais Charles-Quint pouvait-il, de sa propre autorité, changer les lois fondamentales d'un Etat? pouvait-il, par une simple dé-

Digitized by Google

claration, détruire les droits imprescriptibles d'un tiers? Telle était l'objection que faisait Louis XIV. La mort de Philippe IV, son beau-père, mettant Louis XIV en demeure de réaliser ses théories, il y travailla très activement; mais « plus la chose me paraissait avancée, dit » Louis XIV, plus je m'efforçais de la cacher, et pour » cela j'amusais encore les Espagnols par la proposition » d'une ligue, et, me servant du prétexte de la guerre » anglaise, ou de quelques autres, que je prenais selon » les diverses occasions qui se présentaient, je fortifiais » insensiblement mes troupes et faisais les autres pré- » paratifs que je croyais les plus importants.

Afin d'endormir la Hollande, qui repoussait les prétentions de la France, et de la laisser dans l'illusion jusqu'à ce que le moment d'agir fût arrivé, Louis XIV, par une lettre du 29 avril, chargeait son ambassadeur à La Haye de déclarer « qu'il n'entreprendrait rien pour les » droits de la reine sans en donner avis aux Etats. »

Cependant, pour avoir un prétexte de commmencer la guerre, le roi faisait valoir que les cinq cent mille écus assurés pour douaire à la reine de France n'avaient pas été payés; l'Espagne ayant répondu que la dot de la fille de Henri IV n'ayant pas été acquittée, c'était un compte à régler, on vit une guerre de chiffres; chacun résumait par des multiplications, des additions et des soustractions, un démêlé qui avait un autre but, car derrière ces chiffres se cachait la raison politique, trop oublieuse du juste, de l'humanité et des sentiments de la nature. Il convenait à Louis XIV que la Flandre fût à lui, et il dit: « Je serai maître de la Flandre. » Pour réaliser ce dessein, il fallait intéresser à la spoliation le chef de la mai-

Digitized by Google

son d'Autriche, l'empereur d'Allemagne, qui ne devait pas laisser dépouiller sans combat le jeune roi d'Espagne. Il se passa alors un acte ignominieux longtemps ignoré, que les mémoires du marquis de Torcy avaient fait révoquer en doute, mais qui a été ensuite retrouvé et déposé dans les archives nationales. Cet acte, qui consacre cette affreuse maxime, que *la convenance et le droit du plus fort tiennent lieu de justice entre les rois*, surtout quand cette justice semble douteuse, renfermait le partage des Etats du jeune Charles d'Autriche, roi d'Espagne. Par cet acte, Léopold s'engageait à laisser Louis XIV se mettre immédiatement en possession de la Flandre, à condition qu'à la mort de Charles II, prince très faible de santé, l'Espagne passerait sous la domination de l'empereur. On est surpris de ne pas voir quelque somme stipulée pour cet infâme marché; mais, dans les conventions de cette nature, il y a des conditions qu'on n'ose insérer dans les traités même destinés à demeurer dans l'ombre.

Lorsque Léopold eut signé cet acte, il comprit ce qu'il renfermait d'infamant; n'osant en demander la destruction, il exigea au moins qu'aucune cour n'en eût connaissance.

Le roi, comptant beaucoup plus sur ses forces que sur le droit, réunit trois armées, l'une de trente-cinq mille hommes, la seconde de huit mille, et la troisième de quatre mille. Colbert avait multiplié les ressources pour faire face aux dépenses occasionnées par cet armement; Louvois, nouveau ministre de la guerre, fit des préparatifs immenses pour la campagne, et distribua des magasins, le long de la frontière, dans tous les lieux vers

Digitized by Google

lesquels les armées devaient opérer. C'était une nouvelle méthode inconnue jusqu'alors, et qui devait donner la plus grande prépondérance aux armes françaises; car, de quelque côté que pussent se tourner nos troupes, elles étaient sûres de trouver des vivres; quelque ville que le roi voulût assiéger, les munitions étaient si bien disposées, qu'elles arrivaient au moment où l'on en avait besoin. Ce qui servait le plus à animer la valeur, c'est que les services furent exactement comptés, et que le mérite, beaucoup plus que la naissance, fut un titre à l'avancement. Jusqu'alors les principales faveurs avaient été distribuées à la cavalerie; en appréciateur exact de l'infanterie, dont les armes étaient devenues plus utiles, le roi voulut qu'elle eût, dans les récompenses, une part proportionnée à ses services.

Louis XIV, pour assurer le succès de la campagne qu'il ouvrait, et pour empêcher l'ennemi de faire des excursions sur notre territoire, plaça, aux deux extrémités de l'immense ligne sur laquelle il se proposait d'opérer, les deux petites armées, celle de huit mille hommes à Dunkerque, et celle de quatre mille vers Luxembourg. Il prit lui-même le commandement de l'armée de trente-cinq mille hommes et se fit accompagner par Turenne, qui était le commandant réel de toutes les opérations.

Dirigé par un général habile, suivi des meilleures troupes de l'Europe et ligué de nouveau avec le Portugal, le roi ne pouvait manquer d'obtenir de brillants succès en attaquant une province mal défendue, relevant d'un gouvernement faible et imprévoyant. Les places flamandes situées près des frontières de la France, étaient presque sans garnison et dépourvues de fortifica-

Digitized by Google

tions. Louis n'eut qu'à se présenter pour y entrer ; Charleroi lui ouvrit ses portes, et il y fit son entrée comme dans l'une de ses bonnes villes de France; Ath et Tournay résistèrent à peine deux jours; Furnes, Armentières et Courtray ne tinrent pas longtemps; Douai fut attaqué avec vigueur; Louis descendit dans la tranchée et la ville se rendit le lendemain. Lille, la cité la plus florissante de ce pays, qui avait pour défenseurs trois mille braves commandés par le comte de Brossai, l'un des plus habiles capitaines, qui en outre était soutenue par une population ennemie des Français et avait l'espoir d'être secourue par un corps de quinze mille hommes réunis alors à Ypres, capitula cependant après neuf jours de siége. L'armée espagnole chargée d'arrêter les Français, diminuée par les désertions, se jugea incapable de tenir la campagne et alla chercher un abri sous Bruxelles et sous Mons, laissant le roi vaincre sans combattre.

Alarmés de la rapidité de ces conquêtes, les habitants de Bruxelles transportaient déjà leurs meubles à Anvers; il suffisait, ce semble, à Louis XIV de se présenter devant toutes les places pour se les faire ouvrir. Mais le monarque, qui avait donné l'exemple du courage et d'une exacte discipline, manquant des troupes nécessaires pour garder des places si nombreuses, suspendit ses conquêtes, revint à Paris et y reçut, au milieu des acclamations des peuples, les hommages de ses courtisans et de ses maîtresses, enivrés de ses succès.

Tandis que la cour et la ville se livraient à la joie, et que chacun croyait le roi uniquement occupé de fêtes, il se formait dans les conseils du monarque une de ces

Digitized by Google

grandes résolutions dont le succès est d'autant plus assuré, que tout s'est préparé dans le plus profond silence. Au milieu des fêtes données par le roi à Saint-Germain, dans le courant du mois de janvier, on apprend que des troupes sont en marche de tous les côtés, qu'elles vont et reviennent dans les trois évêchés : des trains d'artillerie, des chariots chargés de munitions se dirigent vers la Bourgogne sous divers prétextes ; chacun forme des conjectures; les ambassadeurs étrangers interrogent tous ceux dont ils peuvent obtenir quelque révélation ; ils se montrent disposés à acheter au prix de l'or un secret qu'il leur importait si fort de connaître : et rien ne transpire au dehors, car jamais secret ne fut mieux conservé. Inquiète de la marche irrégulière des troupes vers le nord-est, l'Allemagne s'épouvante. Enfin, le 2 février, Louis XIV, accompagné du duc d'Enghien, fils du grand Condé, et des principaux officiers de sa cour, va à cheval, à grandes journées, à Dijon, où il trouve vingt mille hommes arrivant de vingt routes différentes par petits pelotons, pour entrer en même temps en Franche-Comté, à quelques lieues de Besançon. Le grand Condé paraît à la tête des troupes, ayant pour second le duc de Luxembourg, son élève dans l'art de la guerre et l'un de ces hommes fidèles qui se dévouent dans la bonne et dans la mauvaise fortune.

Cette guerre si imprévue, entreprise avec tant d'habileté, avait pour cause la jalousie. Le nom de Turenne, à qui on faisait à juste titre l'honneur de la brillante campagne qui venait d'être terminée, ne laissait point dormir le grand Condé ; Louvois, craignant que les vastes plans qu'il avait conçus pour la réformation de l'art mi-

Digitized by Google

litaire ne fussent soumis au grand capitaine, qui lui en ravirait la gloire, écouta le prince gouverneur de la Bourgogne, qui lui proposa une campagne pour effacer, par son éclat, celle que Turenne venait de terminer. Il ne s'agissait de rien moins que de la conquête de la Franche-Comté.

La soumission de cette province assez pauvre en argent, peu fertile, mais; bien peuplée, couverte d'hommes énergiques, fut proposée au roi par Louvois, avec les moyens d'action qui devaient en rendre la conquête prompte et facile. Pour soumettre rapidement la Franche-Comté, il ne suffisait pas d'avoir la force matérielle, il fallait encore avoir des intelligences dans les places; plusieurs citoyens se laissèrent gagner par des présents et des espérances. L'abbé Jean de Vatteville, qui jouissait d'une certaine influence dans le pays, se laissa entraîner d'autant plus facilement, que son frère, ayant, par un zèle inconsidéré, insulté l'ambassadeur français à Londres, avait contraint la maison d'Autriche-Espagne à s'humilier devant la France. Comme le pays était pauvre, les magistrats se vendirent à bas prix. Le marquis d'Yenne, gouverneur général, osa même accepter publiquement, après la guerre, une grosse pension et le grade de lieutenant-général de France. Vingt mille hommes vinrent donner une grande force à ces intrigues secrètes à peine commencées.

Le prince de Condé sépara cette armée en deux corps, en confia l'un au duc de Luxembourg et se mit à la tête de l'autre. Condé se présenta devant Besançon, qui, quoique très fortifié, mais n'ayant pour sa défense que les habitants de la ville, se rendit à la première sommation, sans faire ni traité ni capitulation.

Digitized by Google

Le duc de Luxembourg investit Salins en même temps et somma les forts placés sur la hauteur de se rendre. Les troupes de la garnison firent mine de se défendre; mais à peine eurent-elles aperçu les enfants perdus de l'armée française, que, sans avoir entendu ni vu le canon, elles se rendirent; la ville et les forts ouvrirent leurs portes le 6 février, le même jour que Besançon.

Louvois, qui avait précédé le monarque pour diriger toutes les marches de l'armée, accourut aussitôt après la soumission de ces deux places, pour lui apprendre cette bonne nouvelle. Le roi se hâta de se montrer fidèle à la fortune qui faisait tout pour lui; il alla assiéger Dôle.

Cette place, qui était regardée comme très forte, avait pour commandant le comte de Montrevel, homme d'un grand courage, fidèle à son devoir, quoique peu ami des Espagnols. Malgré le petit nombre des défenseurs (il n'avait que quatre cents hommes de troupes), il sut communiquer son courage aux habitants. La tranchée avait été ouverte et commencée dans les formes; mais l'impétuosité du soldat ne permit point de suivre cette méthode.

Une foule de jeunes volontaires qui suivaient le roi, coururent attaquer la contrescarpe et s'y logèrent. Le prince de Condé, à qui l'âge et l'expérience avaient donné un courage tranquille, les fit soutenir à propos et partagea leur péril pour les en tirer. Ce prince était partout avec son fils, et venait ensuite rendre compte de tout au roi, comme un officier qui aurait eu fortune à faire. Le roi, dans son quartier, montrait plutôt la dignité d'un monarque dans sa cour, qu'une ardeur impétueuse, qui n'était pas nécessaire. Tout le cérémonial

Digitized by Google

de Saint-Germain était observé. Il avait son petit coucher, ses grandes, ses petites entrées, une salle des audiences dans sa tente. Il ne tempérait le faste du trône qu'en faisant manger à sa table ses officiers généraux et ses aides-de-camp. On ne lui voyait point, dans les travaux de la guerre, ce courage emporté de François Ier et de Henri IV, qui cherchaient toutes les espèces de dangers. Il se contentait de ne pas les craindre et d'engager tout le monde à s'y précipiter pour lui avec ardeur. Il entra dans Dôle au bout de quatre jours de siége, douze jours après son départ de Saint-Germain; et enfin, en moins de trois semaines, toute la Franche-Comté lui fut soumise. Le conseil d'Espagne, étonné et indigné de si peu de résistance, écrivit au gouverneur que le roi de France aurait dû envoyer ses laquais prendre possession de ces pays, au lieu d'y aller en personne (1).

Si la campagne de Flandre avait jeté la terreur dans tous les esprits, celle-ci causa bien plus d'effroi. Les Suisses, voisins de la Franche-Comté, commencèrent à trembler pour eux-mêmes; le reste de la Flandre soumise encore à la domination espagnole, s'attendait à être envahi; les Hollandais, les alliés de Louis XIV, effrayés de ses conquêtes et craignant de l'avoir pour voisin, se rapprochèrent de l'Espagne, leur ennemie, et devinrent le noyau d'une coalition contre la France.

La Hollande venait d'élire pour grand pensionnaire ou chef de l'Etat, le célèbre Jean de Witt, homme aussi ami de la liberté de son pays que de sa grandeur per-

(1) Voltaire. *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

sonnelle. Persuadé que, dans une république, les premiers chefs doivent se distinguer par la frugalité et la modestie, il n'avait qu'un laquais et une vieille servante; il allait à pied dans La Haye, tandis qu'il avait la première place dans les négociations de l'Europe; c'était un homme infatigable, plein d'ordre dans les affaires et bon politique : toutes ces qualités ne purent lui assurer les succès qu'il ambitionnait.

L'Angleterre avait à La Haye un ambassadeur fameux, dénué de tout principe religieux, n'ayant d'autre règle de politique que le succès et l'intérêt de sa patrie; il détermina Jean de Witt à une coalition pour arrêter les progrès de la France.

Tout marchait alors avec une extrême rapidité; la Flandre française avait été conquise en trois mois, la Franche-Comté en trois semaines, et le traité entre la Suède, la Hollande et l'Angleterre, fut proposé, discuté et signé en cinq jours. L'empereur Léopold soutenait secrètement les alliés, mais il n'osa prendre part à cette intrigue, parce qu'il craignait que Louis XIV ne mît au jour le traité de partage de l'Espagne, par lequel on lui avait permis, avant tout, de faire la conquête de la Flandre.

Quoique fort indigné de l'audacieuse entreprise d'un petit Etat comme la Hollande, Louis XIV, sentant la nécessité de contenir ses sentiments de vengeance afin de leur préparer plus de succès, proposa lui-même la paix et sut ainsi détourner l'orage prêt à éclater de tous les côtés. La France et l'Espagne acceptèrent Aix-la-Chapelle pour lieu des conférences et le pape Clément IX pour médiateur.

Digitized by Google

Les Hollandais, fiers de la prépondérance qu'ils avaient acquise en peu de temps, ne voulurent point partager l'honneur des discussions. Leur ambassadeur auprès de la cour de Louis XIV, Van Beuning, échevin d'Amsterdam, qui avait la vivacité d'un Français, la fierté d'un Espagnol et le sentiment d'indépendance d'un vieux républicain, eut le courage de répondre à Lionne, qui lui demandait un jour s'il ne se fiait pas à la parole du roi : « J'ignore ce que veut le roi; je considère ce qu'il peut. » Toutes les conditions du traité étaient arrêtées à Saint-Germain entre le ministre de France et Van Beuning, et ensuite envoyées à Aix-la-Chapelle, pour être signées par les plénipotentiaires. Le roi consentit à rendre la Franche-Comté et conserva la Flandre française. Les Hollandais auraient bien mieux aimé que l'Espagne insistât pour la restitution de toute la Flandre et abandonnât la Franche-Comté; mais l'Europe trouva que Louis XIV était extrêmement conciliant et lui accorda volontiers les portes de la Hollande.

« Louis XIV, forcé de rester quelque temps en paix, continua, comme il avait commencé, à régler, à fortifier et embellir son royaume. Il fit voir qu'un roi absolu, qui veut le bien, vient à bout de tout sans peine. Il n'avait qu'à commander, et ses succès dans l'administration étaient aussi rapides que l'avaient été ses conquêtes. C'était une chose véritablement admirable de voir les ports de mer, auparavant déserts et ruinés, maintenant entourés d'ouvrages qui faisaient leur ornement et leur défense, couverts de navires et de matelots, et contenant déjà près de soixante grands vaisseaux qu'il pouvait armer en guerre; de nouvelles colonies, protégées par son

Digitized by Google

pavillon, partaient de tous côtés pour l'Amérique, pour les Indes orientales et pour les côtes de l'Afrique. Cependant en France, et sous ses yeux, des édifices immenses occupaient des milliers d'hommes avec tous les arts que l'architecture entraîne après elle; et dans l'intérieur de sa cour et de sa capitale, des arts plus nobles et plus ingénieux donnaient à la France des plaisirs et une gloire dont les siècles précédents n'avaient pas eu même l'idée. Les lettres florissaient (1). » Tous ces détails de la gloire et de la félicité de la nation, trouveront leur véritable place dans cette Histoire; il ne s'agit ici que des affaires générales et militaires.

Malheureusement cet amour des arts et des belles-lettres, ce brillant de la cour, cette élégance qu'aucun souverain du monde n'avait déployée jusqu'alors avec autant de magnificence, tout cela était mêlé à une immoralité honteuse capable d'engendrer partout la corruption. Le roi s'attacha alors à la trop célèbre M^me^ de Montespan. Cette femme apportait à la cour une grande beauté, un esprit vif, piquant, très cultivé, et une vertu que l'on peut appeler sévère; mais son esprit mordant n'épargnait personne, esprit héréditaire dans sa famille et qui devint proverbial, sous le nom de *langage des Mortemart*.

M^me^ de Montespan, admise dans la société de M^lle^ de La Vallière, voyait très souvent le roi, soit chez la reine, soit chez la maîtresse. D'abord vertueuse et pleine de piété, elle conçut le projet réalisé plus tard par M^me^ de Maintenon, d'être amie du roi sans se laisser entraîner à

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

des désordres, de rendre à la malheureuse Marie-Thérèse le cœur de son volage époux, et toute la cour savait qu'en parlant de Mlle de La Vallière, elle avait dit : « Si j'étais assez malheureuse pour que pareille chose » m'arrivât, je me cacherais pour le reste de ma vie. » Le roi, qui aperçut les desseins de la marquise, disait à Mlle de La Vallière : « Elle voudrait bien que je l'ai- » masse, mais je n'en ferai rien. » Il ne tint pas parole et fut épris de ses charmes. Mlle de La Vallière était alors poursuivie par les remords, qui la déterminèrent à se retirer dans l'ordre le plus sévère, celui des Carmélites, où elle pleura longtemps ses fautes. Chacun sait qu'ayant appris la mort du duc de Vermandois, son fils, elle donna à la nature quelques larmes qu'elle arrêta aussitôt, disant qu'elle devait bien plutôt pleurer sa naissance que sa mort.

Mme de Montespan, convaincue bientôt de la nécessité d'être arrachée au danger, si elle voulait demeurer fidèle à son devoir, conjura alors son mari de l'éloigner du péril, mais le marquis eut l'infamie de spéculer sur le déshonneur de sa femme et la poussa violemment dans la voie du crime.

Au milieu de ses désordres « elle n'avoit jamais, dit » Saint-Simon, perdu de vue la religion; rien ne lui au- » roit fait rompre un jeûne, ni un jour maigre : elle fit » tous les carêmes, et avec austérité; quant aux jeûnes, » quand elle étoit à la cour, elle y ajoutoit des aumônes » abondantes, jamais rien qui approchât du doute et de » l'impiété; mais impérieuse, altière, dominante, mo- » queuse, et tout ce que la beauté et la toute puissance » qu'elle en tiroit, entraînent après soi. Quand elle eut

Digitized by Google

» rompu avec le roi, elle donna l'exemple de la péni-
» tence la plus austère; elle travailloit pour les pauvres
» à des ouvrages bas et grossiers. Ses jeûnes furent fort
» multipliés; sa prière interrompoit sa compagnie, et le
» plus petit jeu auquel elle s'amusoit;... elle portoit sans
» cesse des bracelets, des jarretières, des ceintures de
» pointes de fer qui lui faisoient des plaies; sa langue,
» autrefois si à craindre, dit Saint-Simon, avoit aussi sa
» pénitence. » La France, dit Feller, parut lui pardonner ses fautes pour avoir introduit à la cour Bossuet, Montausier et Mme de Maintenon.

Le roi, cependant, ne perdait pas de vue son gouvernement, et il le conduisait avec une fermeté qui ne permettait pas aux méchants de remuer. La magistrature ayant voulu, un instant encore, ressaisir une partie de son autorité, il interdit à plusieurs conseillers l'exercice de leurs fonctions. Il tenta aussi de ramener à l'obéissance la classe la plus turbulente de ses sujets, les protestants, qui rêvaient encore une sorte de fédération. Le roi, absolu par caractère, comprenant plus qu'aucun autre combien il y avait de principes de désordre et d'anarchie dans le protestantisme, ne voulut cependant pas d'abord recourir à la violence; il exposait lui-même à son fils, en 1670, sa conduite à l'égard des protestants : « Je crus,
» mon fils, que le meilleur moyen pour réduire peu à
» peu les huguenots de mon royaume, était en premier
» lieu, de ne les point presser du tout par aucune ri-
» gueur nouvelle contre eux, de faire observer ce qu'ils
» avaient obtenu de mes prédécesseurs; mais de ne rien
» accorder au-delà, et d'en renfermer même l'exécution
» dans les plus étroites bornes que la justice et la bien-

Digitized by Google

» séance le pouvaient permettre..... Mais, quant aux » grâces qui dépendaient de moi seul, je résolus, et j'ai » assez ponctuellement observé depuis, de ne leur en » faire aucune, et cela par bonté, plus que par aigreur, » pour les obliger par là à considérer de temps en temps » d'eux-mêmes et sans violence, si c'était avec quelques » bonnes raisons qu'ils se privaient volontairement des » avantages qui pouvaient leur être communs avec tous » mes autres sujets..... Je résolus aussi d'attirer, même » par récompense, ceux qui se rendraient dociles; d'a- » nimer autant que je pourrais les évêques, afin qu'ils » travaillassent à leur instruction et leur ôtassent les » scandales qui les éloignaient quelquefois de nous (1). »

Le roi suivit pendant vingt ans cette excellente politique et en recueillit des fruits abondants. Un grand nombre de protestants rentrèrent dans le sein de l'Eglise catholique. Le plus illustre des convertis fut incontestablement le maréchal de Turenne. En créant pour lui la dignité de maréchal général des armées, qui donnait au titulaire le pas sur tous les autres maréchaux, Louis XIV lui dit : « Je voudrais bien que vous m'o- » bligeassiez à faire encore quelque chose de plus pour » vous. » Le roi voulait parler de la place de connétable, qui ne se donnait pas à un protestant, et engageait ainsi Turenne à quitter la réforme pour embrasser le catholicisme.

« Turenne commençoit depuis longtemps, dit le pré- » sident Hénault, à entrevoir la vérité, mais il tenoit en- » core à l'erreur par les préjugés d'éducation et par l'at-

(1) *Mém. hist.*, tom. I, pag. 87.

Digitized by Google

» tachement qu'il portoit à Mme de Turenne, sa femme, » fille du duc de La Force, calviniste de bonne foi. Sa » mort arrivée en 1666, et les instructions de M. Bossuet » achevèrent de décider Turenne; ce fut pour lui que ce » prélat composa son livre de l'*Exposition de la doctrine* » *de l'Eglise catholique*, ouvrage raisonnable et solide, » que les protestants laissèrent passer sans réplique. »

Après la conversion de Turenne, conversion qui avait porté un rude coup au protestantisme, le roi avait repris plus de fermeté dans ses vues de ramener tous les Français à l'unité religieuse. Nous remettons à traiter cette question au dernier paragraphe de cette Histoire qui, à l'occasion de la révocation de l'Edit de Nantes, exposera spécialement l'état du protestantisme en France.

Une affaire bien importante excitait alors l'attention des princes chrétiens. Les Turcs, bien que moins formidables que du temps des Mahomet, des Selim et des Soliman, mais rendus dangereux par les divisions de l'Occident, assiégeaient alors Candie regardée comme le boulevard de la chrétienté en Orient. Louis XIV équipa des vaisseaux nouvellement construits à Toulon et y envoya sept mille hommes sous les ordres du duc de Beaufort, espérant, par cet exemple, engager les autres souverains à l'imiter. La Feuillade renouvela ce qui ne s'était pas vu depuis le moyen âge : il équipa trois cents gentilshommes et les conduisit à Candie à ses dépens, quoiqu'il ne fût pas riche. Si les autres puissances, si les grands de l'Europe avaient imité Louis XIV et La Feuillade, Candie ne serait point tombée. Cette ville, après deux années de la plus brillante défense, n'étant plus qu'un monceau de ruines, fut obligée de capituler. On a

Digitized by Google

remarqué que ce siége fit faire des progrès remarquables à l'art militaire; que les Musulmans, instruits par un ingénieur italien, firent les premiers, dans les siéges, des lignes parallèles, et qu'ils fondirent les plus gros canons qu'on eût encore vus en Europe. D'ailleurs, la nation musulmane, conduite par de lâches empereurs et de mauvais généraux, abâtardie par la servitude énervante, était déjà le dernier des peuples de l'Europe.

§ VI. *Guerre de Hollande (1672-1678).*

Le roi, peu touché de ces événements presque étrangers à la France, méditait dans le silence le grand projet de réunir la Hollande et la Belgique à son royaume, et de donner ainsi à ses Etats le Rhin pour limite. La réalisation de ce projet paraissait d'autant plus facile, que, forte sur mer, où elle avait porté toute son attention, la Hollande était très faible sur terre. La cavalerie hollandaise, fournie par chaque riche bourgeois, ne se composait que de la lie du peuple, payée par les commerçants pour faire le service à leur place; l'infanterie n'était guère meilleure, et formée à peu près de même. Les bons bourgeois, et surtout les bourguemestres, croyaient relever leur famille en donnant les titres d'officiers, de gouverneurs des places de guerre à des enfants dépourvus de toute instruction militaire. Jean de Witt, si bon politique d'ailleurs, se reposant sur les traités de paix et sur l'alliance de la Hollande avec l'Espagne et l'Angleterre, n'avait rien fait pour préparer la défense à l'intérieur.

Pour entreprendre la guerre avec succès, le roi, ayant

Digitized by Google

besoin d'alliances, avait inutilement tenté de s'en former en Allemagne. Quoiqu'il fût prêt à acheter, au prix le plus exorbitant, toute puissance qui voudrait se vendre, à peine avait-il pu rallier à sa cause l'électeur de Cologne.

Instruit que le parlement d'Angleterre refusait à son roi les subsides qu'il demandait, Louis XIV se détermina à acheter sa neutralité, dessein qui ne fut confié qu'à madame la duchesse d'Orléans, sœur de Charles II, à Turenne et à Louvois.

On est étonné de voir un grand roi charger d'une mission très délicate une jeune princesse de vingt-six ans, dont l'expérience et la raison semblaient loin d'être à la hauteur des négociations qu'on voulait terminer. Afin de ne faire naître aucun soupçon et de jeter sur les frontières du Nord une armée suffisante pour préparer la conquête et permettre au roi de faire passer sa belle-sœur en Angleterre, Louis XIV annonça le dessein de visiter en roi les villes de Flandre récemment réunies à la couronne. Trente mille hommes furent mis sur pied pour accompagner la cour la plus brillante du monde. Les fêtes se multiplièrent sous les pas du roi, les libéralités se répandaient sur toutes les classes, les populations se montraient heureuses d'avoir un monarque si magnifique. La duchesse d'Orléans, se trouvant si près de l'Angleterre, sollicita la faveur de passer le détroit et d'aller embrasser son frère. Charles II, séduit par cette princesse et plus encore par l'or de la France, signa tout ce que Louis XIV désirait, et prépara la ruine de la Hollande.

Mademoiselle revenait plus grande de ce *glorieux voyage*, comme dit Bossuet; *la confiance de deux grands*

Digitized by Google

rois l'élevait au comble de la grandeur et de la gloire, lorsque tout-à-coup une grande voix retentit comme un coup de tonnerre : *Madame se meurt, madame est morte!* Quelle fut la cause de cette mort? Tout annonçait un empoisonnement. Elle avait demandé un verre d'eau de chicorée, et à peine l'eut-elle bu qu'elle se sentit saisie par de violentes convulsions. A en croire Saint-Simon, le duc d'Orléans s'était plaint vivement de sa femme à ses amis : ceux-ci se seraient chargés de l'en délivrer. Le chevalier de Lorraine, alors à Rome, aurait envoyé un poison très subtil, pour être donné à la princesse. On dit que le prince ignora les circonstances de cette trame, mais qu'il en profita et témoigna sa gratitude aux coupables.

Tout ce qui a été dit de l'empoisonnement de la princesse ne repose probablement que sur une vaine rumeur, car les médecins qui l'ouvrirent déclarèrent qu'ils n'avaient pas trouvé de trace de poison.

Louis XIV, le jour même de la mort de sa belle-sœur, voulant donner à son frère une nouvelle épouse, avait jeté les yeux sur la Grande Demoiselle, qui refusa un si grand parti : « Elle aimoit Lauzun, qui étoit un petit » homme blondasse, bien fait dans sa taille, de physio- » nomie haute, pleine d'esprit, qui imposoit, mais sans » agrément dans le visage; plein d'ambition, de ca- » prices, de fantaisies; jaloux de tout, voulant toujours » passer le but, jamais content de rien; sans lettres, sans » aucun ornement ni agrément dans l'esprit; naturel- » lement chagrin, solitaire et sauvage; fort noble dans » toutes ses façons, méchant et malin par nature, encore » plus par jalousie et par ambition; toutefois bon ami,

Digitized by Google

» quand il l'étoit, ce qui étoit rare, et bon parent volon-
» tiers; ennemi, même des indifférents, et cruel aux dé-
» fauts, et à trouver et donner des ridicules; extrême-
» ment brave, et aussi dangereusement hardi; courtisan
» également insolent, moqueur et bas jusqu'au valetage,
» et plein de recherches, d'industrie, d'intrigues, de bas-
» sesse pour arriver à ses fins; avec cela, dangereux
» aux ministres, à la cour redouté de tous, et plein de
» traits cruels et pleins de sel, qui n'épargnoient per-
» sonne (1). »

Lauzun, après avoir passé cinq ans dans un cachot de Pignerol, et avoir été exilé quatre ans à Angers, obtint enfin la permission de revenir à Paris, grâce aux magnifiques dons que la Grande Demoiselle fit aux bâtards du roi. Elle donna le comté d'Eu, le duché d'Aumale et la principauté de Dombes au duc du Maine et à ses descendants. Les deux amants réalisèrent enfin leur désir, ils se marièrent en secret; mais ce qui semblait le commencement de leur bonheur en fut le terme; ils apprirent que le désir surpasse de beaucoup la réalité, car il y eut bientôt entre les époux des scènes violentes, « tant
» qu'à la fin, lassés l'un de l'autre, ils se brouillèrent
» une bonne fois pour toutes, et ne se revirent jamais
» depuis. »

Le roi poursuivait toujours avec activité son dessein contre la Hollande. Les dépouilles de cet Etat étaient déjà partagées par un traité secret entre la France et l'Angleterre, comme en 1645 on avait partagé la Flandre avec les Hollandais. Tristes vicissitudes de la poli-

(1) *Mém. de Saint-Simon*, liv. XX, pag. 428.

Digitized by Google

tique, qui, dominée uniquement par l'ambition, change de vues, d'alliés et d'ennemis. Le bruit des desseins de Louis XIV se répandit en Europe sans y produire d'émotions, comme on aurait dû en attendre. L'empereur, occupé à apaiser les séditions de la Hongrie; la Suède, endormie par d'habiles négociateurs; l'Espagne, incapable, par sa faiblesse et son irrésolution, de faire un armement considérable, toutes les puissances laissèrent une libre carrière à l'ambition de Louis XIV.

Il eût fallu alors une grande union à la Hollande pour résister au prince contre lequel toute défense semblait téméraire, et cet Etat était alors divisé par deux factions, dont l'une, composée de républicains rigides, repoussait tout ce qui rappelait l'idée de la royauté; l'autre, formée de républicains mitigés, pensant qu'un Etat ne sera jamais puissant sans une autorité fortement constituée, proposait de rétablir dans les charges de ses ancêtres le jeune prince d'Orange, depuis si célèbre sous le nom de Guillaume III. Plus préoccupée de ses dissensions intérieures que du soin de sa défense, la Hollande préparait elle-même sa propre ruine.

Louis XIV, pour se former dans le voisinage de la Hollande des alliés qui pussent seconder ses efforts, soudoya non-seulement l'archevêque de Cologne, mais encore Van Galen, évêque de Munster, abbé de Corbie, contre lequel il avait soutenu auparavant les Hollandais.

La Suède abandonna les Provinces-Unies à elles-mêmes, sans les attaquer, et rentra dans ses anciens rapports avec la France, moyennant quelques subsides.

Tout conspirait à la destruction de la République, et cependant il n'y avait pas un seul motif de guerre. Il

Digitized by Google

semble qu'on voulait renouveler l'iniquité que Louis XII, l'empereur Maximilien et le roi d'Espagne avaient autrefois consommée à l'égard de la république de Venise.

Les Provinces-Unies, qui n'avaient pu se persuader qu'elles allaient être attaquées, envoyèrent enfin une ambassade à Louis XIV, pour lui demander si les immenses préparatifs qu'il faisait étaient dirigés contre elles, et lui déclarer qu'elles étaient disposées à lui accorder toutes les réparations exigées. Le roi répondit « qu'il ferait de ses troupes l'usage que demanderait sa » dignité, dont il ne devait compte à personne. » Toutefois, les ministres du roi déclarèrent que la *Gazette de Hollande* avait outragé Louis XIV en faisant frapper une médaille injurieuse, où se trouvaient orgueilleusement énumérés tous les prétendus droits des Hollandais à la gloire : « Les traités affermis, la religion épurée, les » rois secourus, défendus et réunis, la liberté des mers » vengée, l'Europe pacifiée. » Louis XIV regarda comme une insulte qu'une petite république pût se vanter aux yeux de la postérité d'avoir fait la loi à l'Europe. Le coin de la médaille fut brisé, mais le roi ne voulut pas se tenir pour satisfait.

Charles II se plaignit que la flotte hollandaise n'avait pas rendu le salut ordinaire à une petite embarcation anglaise ; qu'on voyait en Hollande un tableau représentant Corneille de Witt, au fond duquel on apercevait un certain nombre de vaisseaux anglais entraînés par la marine hollandaise ou brûlés sur mer. Comme le tableau était dans une chambre obscure et retirée, les Hollandais feignirent d'ignorer ce que voulait dire la réclamation du roi d'Angleterre par ces mots : *abusives pictures*,

Digitized by Google

qu'ils traduisaient par *tableaux trompeurs;* était-ce ignorance ou mépris? nous croyons plutôt au mépris qu'à l'ignorance.

Louis XIV, dont tous les projets étaient alors conduits avec la plus grande prudence, faisait d'immenses préparatifs. Cinquante millions, somme alors considérable, furent réunis pour cette guerre. Trente vaisseaux de cinquante pièces de canon joignirent la flotte anglaise, forte de cent voiles; le roi se mit à la tête de cent douze mille hommes, que devaient seconder vingt-cinq mille hommes de l'évêque de Munster et de l'archevêque de Cologne, et alla établir son quartier-général à Maëstricht et à Charleroi. Le roi avait pour lieutenants Condé et Turenne, sous lesquels Luxembourg commandait; Vauban conduisait les siéges; Louvois était partout avec sa vigilante attention, afin que rien ne manquât.

Louvois, afin d'affaiblir les ennemis qu'il allait attaquer, avait acheté du hollandais Bentheim, secrètement gagné au roi, une grande partie des munitions qui allaient servir à détruire la Hollande. Ce n'était pas d'ailleurs une chose inconnue, que la Hollande eût servi ses ennemis, même pendant les guerres les plus acharnées. On raconte que le prince Maurice, réprimandant un jour un marchand sur un tel négoce, reçut cette réponse : « Monseigneur, si on pouvait par mer faire quelque né» goce avantageux avec l'enfer, je hasarderais d'y aller » brûler mes voiles. »

Qu'est-ce que la Hollande avait à opposer à Turenne, Condé, Luxembourg, Vauban, à une armée de cent trente mille combattants, à une artillerie prodigieuse, et à l'argent avec lequel on attaquait encore la fidélité des commandants des places ennemies? elle n'avait qu'un

Digitized by Google

jeune prince d'une constitution faible, qui n'avait assisté à aucun combat ni dirigé aucun siége, n'ayant pour armée que vingt-cinq mille mauvais soldats. Jean de Witt, le grand pensionnaire, avait enfin cédé au vœu général de la République, et avait laissé élire capitaine-général des forces de terre le prince Guillaume d'Orange, âgé de vingt-deux ans. Ce jeune prince, flegmatique comme les Hollandais, froid, sévère, doué d'un génie actif et perçant, dévoré par une ambition et un amour excessif de la gloire, ne se laissait rebuter par aucun mauvais succès.

Le seul allié qui se fût rattaché à sa cause venait de succomber; l'imprudent duc de Lorraine, toujours animé d'une haine implacable contre la maison de France, consultant plus cette haine que sa puissance, avait osé prendre les armes, et ses Etats avaient été envahis et soumis en un moment.

Le roi fit avancer vers Cologne, pour prendre la Hollande par ce côté, l'armée française, qui présentait un spectacle admirable par sa discipline. Dans chaque village on payait noblement tous les dégâts qui avaient pu être faits par les troupes; et quiconque avait subi la moindre perte ou la moindre insulte, n'avait qu'à se plaindre pour obtenir une réparation convenable. Un envoyé du gouverneur des Pays-Bas étant venu demander des indemnités pour quelques dégâts commis par les troupes, reçut de la main du roi son portrait enrichi de diamants, estimé plus de douze mille francs. Les peuples, aussi bien que les grands, touchés de tant de noblesse, souhaitaient la prospérité des armes du roi.

Rhinberg, Orsoy, Wésel et Burick, petites villes peu importantes, furent assiégées en même temps et n'opposèrent presque aucune résistance. Celle de Rhinberg,

Digitized by Google

que le roi voulait assiéger en personne, n'attendit même pas qu'on lui lançât un boulet. Le commandant de cette place, âme vénale, eut la sottise, après avoir vendu cette ville, de se retirer à Maëstricht. Le prince d'Orange le fit punir de mort.

La consternation était telle en Hollande, que, lorsque les villes apercevaient de loin quelques soldats français, elles leur remettaient leurs clefs et se soumettaient immédiatement. Quelques-unes même n'attendaient pas que les Français fussent sur leur territoire, elles envoyaient leur soumission lorsqu'ils étaient distants encore de plusieurs lieues. Tandis que le prince d'Orange rassemblait des troupes et fortifiait la ligne du Rhin pour en disputer le passage, les gens du pays informèrent Condé que la sécheresse avait formé un gué sur un bras du Rhin, auprès d'une vieille tourelle dans laquelle avaient été placés dix-sept soldats. Après s'être assuré qu'il y avait à peine vingt pas à nager au milieu de ce bras du fleuve, dont le courant était d'ailleurs très peu rapide et les bords peu escarpés, le roi commanda le passage. Il n'y avait, pour l'empêcher, qu'un corps ennemi de cinq cents cavaliers et de deux régiments d'infanterie, sans canon, que l'artillerie française foudroya en flanc. La maison du roi et les meilleures troupes de cavalerie passèrent sans danger au nombre d'environ quinze mille hommes, que le prince de Condé côtoyait sur un bateau en cuivre.

Les cavaliers hollandais, après avoir fait quelques pas dans l'eau pour faire semblant de combattre, s'enfuirent et abandonnèrent l'infanterie, qui mit aussitôt bas les armes et demanda grâce de la vie. Mais un jeune im-

Digitized by Google

prudent, le duc de Longueville, dont la tête était échauffée par le vin, répondit : « Point de grâce pour » cette canaille, » et tua un officier hollandais, dont les soldats irrités firent une décharge qui tua le duc de Longueville. Un capitaine de cavalerie ennemie s'élança aussitôt sur le prince de Condé, qui eut à peine le temps de détourner le pistolet qu'on appuyait contre sa tête. Le prince eut alors le poignet cassé, c'est la seule blessure qu'il ait reçue dans le cours de sa longue carrière militaire. Les Français, saisis de fureur, se précipitèrent sur cette faible infanterie et la mirent en fuite. Louis XIV, qui avait lui-même dirigé toute la marche de l'armée, passa ensuite sur un pont de bateaux avec l'infanterie.

Tel fut le fameux passage du Rhin, célébré par tous les écrivains de l'époque comme l'un de ces grands événements dont la mémoire doit demeurer à jamais gravée dans l'esprit des hommes. L'air de grandeur dont le roi relevait ses moindres actions, la rapidité étonnante de ses conquêtes, l'éclat de son règne, l'idolâtrie de ses courtisans, le penchant si naturel à l'homme d'exagérer tout ce qui le flatte, l'ignorance de la guerre, le danger que semblait devoir présenter la traversée d'un fleuve tel que le Rhin, toutes les circonstances se réunissaient pour faire regarder ce passage rapide comme une véritable merveille.

Lorsque le passage du Rhin fut opéré, on vit se renouveler la terreur qui s'était manifestée sur la rive gauche du fleuve. Doelburg, Zutphen, Arnheim, Nosembourg, Nimègue, Shenk, Bommel, Crèvecœur, se soumirent ou furent contraints par la force d'ouvrir

Digitized by Google

leurs portes. Telle était d'ailleurs la rapidité des conquêtes, qu'il se passait peu d'heures dans le jour où le roi ne reçût la nouvelle de la prise de possession de quelque bourg ou forteresse. Un officier nommé Mazel écrivait à Turenne : « Si vous voulez m'envoyer cinquante chevaux, je pourrai prendre avec cela deux ou trois places. »

La ville d'Utrecht et toute la province de ce nom, ne voulant pas opposer une résistance inutile, envoyèrent leur acte de soumission. Louis XIV fit une entrée solennelle dans Utrecht, ayant à ses côtés son confesseur et l'évêque titulaire de cette ville, pour montrer au peuple que le catholicisme faisait avec lui des progrès comme la patrie. On rendit avec la plus grande solennité la grande église aux catholiques, et l'évêque, qui auparavant n'avait que le titre de pasteur sur un troupeau rebelle, reprit son autorité épiscopale.

Après la soumission complète des provinces d'Utrecht, d'Over-Yssel et de Gueldre, Amsterdam n'attendait que le moment de son esclavage ou de sa ruine. Les juifs, qui avaient un commerce très étendu dans cette grande ville, offrirent à Gourville, intendant et ami du prince de Condé, deux millions de florins pour racheter leur quartier du pillage. Naerden, dans le voisinage d'Amsterdam, venait d'être emporté; quatre cavaliers, allant à la maraude, s'avancèrent jusqu'aux portes de Muiden, ville située à une lieue d'Amsterdam, et maîtresse des écluses qui peuvent inonder le pays. Eperdus à cette vue, les magistrats de Muiden sortirent pour présenter leurs clefs aux quatre soldats. Mais, voyant qu'ils n'étaient point suivis de l'armée, ils les reprirent, les reportèrent

Digitized by Google

dans la ville et fermèrent leurs portes. Un peu plus de rapidité dans la marche de Louis XIV eût mis Amsterdam entre ses mains. La terreur était à son comble. Les plus riches familles songeaient au moyen de se racheter, et les ardents promoteurs de la liberté se préparaient à fuir aux extrémités du monde. On avait déjà rassemblé tous les vaisseaux pour les transporter à Batavia; on compta que la flotte hollandaise pouvait contenir cinquante mille familles. La Hollande n'eût plus existé qu'à l'extrémité des Indes-Orientales; Amsterdam, l'entrepôt et le magasin de l'Europe, où deux cent mille âmes cultivaient le commerce et les arts, allait être converti en marais; car, sans l'industrie, sans le commerce qui soutient cette grande ville, quel est le monarque qui aurait voulu supporter presque inutilement les frais immenses que nécessite l'entretien des digues du voisinage? probablement aucun; bientôt, sans doute, une partie du pays eût été submergée (1).

Les calamités désolaient ce malheureux pays, et la division intérieure les portait au comble. Jean de Witt, républicain ardent, redoutant plus pour sa patrie le prince d'Orange que Louis XIV, aurait mieux aimé la voir temporairement asservie à un souverain étranger que placée sous le vasselage d'un prince du pays, dont l'autorité pouvait à jamais la tenir esclave. Quoiqu'il eût fait jurer au prince d'Orange la fidèle observation d'un édit par lequel était à jamais interdit le rétablissement du stathoudérat, cette garantie ne lui suffisant pas encore, il pressa sa nation de traiter avec le roi de

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

France, afin de sauver, s'il était possible, le reste de la Hollande, et de l'arracher au péril imminent d'être livrée à un maître.

Quatre députés partirent d'Amsterdam et se rendirent au camp de Louis XIV, où, loin d'être reçus avec cette bienveillance qui devrait toujours caractériser la conduite du grand et du puissant à l'égard du faible, ils se virent traités avec hauteur par Louvois, qui ne leur donna que des espérances vagues. Enfin, après qu'ils eurent fait plusieurs fois le voyage, le roi exigea que les Etats lui abandonnassent tout ce qu'ils possédaient sur la rive droite du Rhin; qu'ils remissent entre ses mains Nimègue, avec plusieurs villes fortes et des forts au sein de leur pays; qu'on lui payât vingt millions; que les Français fussent maîtres de parcourir tous les grands chemins de la Hollande par terre et par eau, sans payer jamais aucun droit; que la religion catholique fût partout rétablie; que la république lui envoyât tous les ans une ambassade extraordinaire, avec une médaille d'or sur laquelle il fût gravé qu'ils tenaient leur liberté de Louis XIV; enfin qu'à ces satisfactions ils joignissent celle qu'ils devaient au roi d'Angleterre et aux princes de l'empire, tels que ceux de Cologne et de Munster, par qui la Hollande était encore désolée (1).

Lorsque les ambassadeurs rapportèrent ces dures conditions, le prince d'Orange, qui avait été opposé à la demande de la paix, ranima le courage de ses concitoyens et leur fit prendre la résolution de sauver leur patrie ou de s'ensevelir sous ses ruines. La populace d'Amster-

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

dam, animée par ses émissaires, se souleva et massacra dans les rues les deux frères de Witt, dont l'un avait gouverné la Hollande pendant dix-neuf ans et l'autre l'avait défendue par son épée.

Il fallait recourir à de grandes mesures pour sauver le pays, car les moyens ordinaires devaient le perdre. La république fit percer les digues qui retiennent les eaux de la mer. Les innombrables maisons placées autour d'Amsterdam, les villes et les villages voisins, Leyde, Delft, furent couverts d'eaux. Tel était le patriotisme, que le paysan ne murmura point de voir périr ses troupeaux. On apercevait, au milieu d'une vaste mer assez profonde pour donner accès aux grands vaisseaux, Amsterdam qui semblait un fort planté au milieu de l'Océan. Les habitants réunis dans cette grande cité eurent beaucoup de privations à souffrir, moins en vivres cependant qu'en eau douce, car on en manquait presque absolument. Au moyen de ce désastre, la Hollande conserva sa puissance maritime.

Pour pouvoir triompher de ce peuple généreux, il eût fallu être maître de la mer, et le pavillon hollandais flottait toujours sur les ondes. La flotte hollandaise, forte de cent vaisseaux de guerre et de plus de cinquante brûlots, commandée par le fameux Ruyter, qui valait à lui seul plus qu'une armée navale, était allée, pendant que Louis XIV traversait le Rhin, à la rencontre des flottes combinées de France et d'Angleterre. Alors fut livrée la célèbre bataille de Solbaie, qui dura un jour entier. Quoiqu'il n'y ait eu d'avantage décisif de part ni d'autre, la principale gloire en revint à Ruyter, qui avait rendu la mer libre. Les trente vaisseaux français, trop

Digitized by Google

peu exercés, n'avaient presque pas pris part à la lutte.

Après ce combat, Ruyter fit rentrer la flotte marchande dans le Texel, et la protégea pour retourner dans les grandes Indes, où elle faisait le plus brillant commerce. Un consul de France ayant dit un jour au roi de Perse que Louis XIV avait conquis toute la Hollande : « Com- » ment cela peut-il être, répondit le roi persan, puis- » qu'il y a toujours au port d'Ormuz vingt vaisseaux » hollandais pour un français? »

Le prince d'Orange, en inondant son pays et en arrêtant la marche du roi, avait envoyé dans les principales cours de l'Europe des émissaires pour éveiller l'attention de l'empereur, des principaux princes allemands, de la cour d'Espagne et du gouverneur de la Flandre sur les désirs insatiables du roi de France. Tout marcha si vite, que le roi, entré en campagne au mois de mai, vit dès le mois de juillet l'Europe conjurée contre lui, et son seul allié, le roi d'Angleterre, disposé à faire la paix.

Monterey, gouverneur de la Flandre, fit passer secrètement quelques régiments aux Provinces-Unies; Montecuculli se dirigea vers la Hollande à la tête de vingt mille hommes; l'électeur de Brandebourg se mit de son côté en marche avec une armée de vingt-cinq mille hommes.

Le roi, ne pouvant plus continuer à faire de brillantes conquêtes, et ennuyé de son éloignement de M^me^ de Montespan, quitta la Hollande, satisfait d'avoir pris en deux mois une multitude de villes, laissant à Turenne et à Luxembourg le soin d'achever la guerre. Il eût fallu, au lieu de partir, faire un effort prodigieux, conduire des digues jusque sous les murs d'Amsterdam, battre cette

Digitized by Google

ville en bréche. Le roi ne le voulut pas; il perdit ses conquêtes et il ne lui resta que de brillants trophées.

Dans le cours de cette campagne, tous les princes avaient fait de grandes fautes. L'Angleterre, qui devait craindre de voir la France devenir trop puissante, n'aurait-elle pas plutôt dû s'allier à la Hollande qu'à notre pays? L'empereur d'Allemagne et le gouvernement espagnol n'auraient-ils pas dû, dès le commencement de la guerre, s'opposer à la marche du roi, ou du moins faire de grandes diversions? Louis XIV fit peut-être la plus grande faute. Condé et Turenne avaient proposé de démolir la plupart des forteresses hollandaises et de n'en conserver qu'un très petit nombre des plus fortes pour demeurer maître de la route et dominer le pays. C'était le moyen de conserver une armée plus nombreuse et toujours formidable. Mais Louvois, trop préoccupé de l'avenir, demanda la conservation de ces places, pour qu'on ne fût pas obligé plus tard d'en ériger d'autres. Le roi céda à cette considération, et se trompa, comme il l'avoua depuis; il manqua le moment favorable d'entrer dans la capitale de la Hollande; il affaiblit son armée en la disséminant dans un trop grand nombre de places et permit à un ennemi aux abois de prendre de grandes mesures de défense.

Après le départ du roi les affaires avaient entièrement changé de face. L'armée fut obligée de se diviser pour tenir tête aux ennemis qui nous arrivaient de tous les côtés. Turenne s'avança vers la Westphalie pour s'opposer à la marche des Impériaux. Condé fut envoyé en Alsace, avec dix-huit mille hommes, pour empêcher, de ce côté, le passage du Rhin par les Allemands. Mon-

Digitized by Google

terey, gouverneur de Flandre, sans être avoué par le conseil timide de l'Espagne, renforça la petite armée du prince d'Orange d'un corps de dix mille hommes. Avec ce puissant renfort, le prince fit une tentative sur Charleroi, ce qui occasionna les plus vives appréhensions à Louis XIV, car la prise de cette ville, qui était dans un mauvais état de défense, ouvrait les portes du royaume. Mais l'ennemi mit tant de lenteur, que le comte de Montal, gouverneur de la place, eut le temps de préparer une défense énergique. Le prince d'Orange fut obligé de lever le siége. L'Espagne se justifia en désavouant le comte de Monterey.

Le prince d'Orange fit tous ses efforts pour tenir tête aux Français jusqu'à l'hiver, dans l'espérance que les plaines inondées sauveraient ce pays, ce qui n'arrêta pas même nos soldats; car Luxembourg, commandant du roi à Utrecht, réunit au milieu d'une nuit une armée de douze mille hommes, fit mettre des crampons sous les souliers des hommes et s'avança vers Leyde et vers La Haye. Un dégel étant survenu, l'armée de Luxembourg, alors environnée d'eau de tous côtés, fut exposée aux plus grands dangers; pour retourner à Utrecht, il n'y avait qu'une digue étroite et fangeuse, où l'on pouvait à peine se traîner quatre de front; encore, pour parvenir à cette digue, il fallait attaquer un fort qui paraissait imprenable sans artillerie : un seul jour de défense faisait périr l'armée française de faim et de fatigue. Heureusement pour les Français, le commandant du fort abandonna lâchement son poste sans résistance. On doit déplorer la faiblesse de Luxembourg, qui, pour consoler les soldats de la fatigue excessive de cette expédition,

Digitized by Google

abandonna à tous les excès d'une soldatesque effrénée Bodegrave et Swammerdam, deux gros bourgs aussi peuplés que nos villes médiocres.

Il est vrai qu'il y a beaucoup d'exagération dans le récit fait par les auteurs hollandais de l'événement que nous venons de rapporter. Quarante ans après on mettait en Hollande, entre les mains des enfants, pour leur apprendre à lire, des livres où ces faits étaient racontés de la manière la plus tragique, afin de rendre odieux le nom français.

Le roi, qui ne s'était pas endormi au milieu de l'agitation générale de l'Europe, et qui avait dans tous les lieux importants des émissaires habiles, gagna le duc de Hanovre et amena l'électeur de Brandebourg à faire un traité qui ne dura qu'un moment, il est vrai; dans toutes les cours il avait des pensionnaires qui lui livraient les secrets des différents Etats; il agitait même la Hongrie, province mécontente de la sévérité exercée contre elle. Par cette activité dévorante, par le bruit qu'il faisait en Europe, par l'agitation qu'il produisait chez tous les peuples, le roi détermina l'empereur, l'empire et Charles II, souverain de l'Espagne, à s'unir à la Hollande pour lui déclarer solennellement la guerre. C'est ainsi que, par un revirement inattendu, la Hollande était devenue l'alliée de l'Autriche, son ennemie naturelle.

Le roi de France mit cinq armées sur pied, l'une pour être prête à se porter où besoin serait; la seconde, pour surveiller l'Espagne du côté des Pyrénées; la troisième, sous les ordres du prince de Condé, pour agir en Hollande; la quatrième, sous les ordres de Turenne, devait

Digitized by Google

maintenir les Allemands au-delà du Rhin : le roi conserva la cinquième sous son commandement immédiat.

L'armée navale avait reçu d'immenses accroissements dans l'espace d'un an. A trente vaisseaux qu'on avait joints l'année précédente à la flotte anglaise, il fut possible d'en ajouter quarante, sans compter les brûlots. Nos marins, novices encore, avaient, dans leurs relations avec les Anglais, appris à manœuvrer habilement un vaisseau et à profiter de tous les avantages de la mer. Auparavant, toute la science des Français consistait à faire lutter un vaisseau contre un vaisseau; ils apprirent le grand art d'en faire agir plusieurs de concert pour attaquer les ennemis avec avantage. Leurs progrès furent si rapides, qu'on les a comparés aux Romains, qui apprirent en peu de temps à vaincre les Carthaginois et à devenir leurs maîtres sur mer aussi bien que sur terre.

Le vice-amiral d'Estrées et son lieutenant Martel firent le plus grand honneur à la marine française dans trois batailles navales consécutives, qui se donnèrent au mois de juin entre les flottes de Hollande, de France et d'Angleterre. C'est réellement alors que la gloire de l'amiral Ruyter fut portée à son comble. D'Estrées écrivit à Colbert : « Je voudrais avoir payé de ma vie la gloire » que Ruyter vient d'acquérir. » Noble langage, digne de l'un de nos plus illustres marins. Les Anglais ayant osé accuser les Français de mollesse, Ruyter les justifia et rendit un complet hommage à leur valeur. Le talent qu'on déploya dans les deux armées fut si grand, que la victoire demeura indécise pendant trois jours. Les Anglais profitèrent de cette incertitude de la victoire pour préparer leur défection.

Digitized by Google

Tandis que, d'un côté, Colbert poussait si rapidement la marine française et la mettait à la hauteur de celle des grandes puissances navales, Vauban perfectionnait de l'autre l'art de la guerre sur terre. Cet habile ingénieur, qui se trouva sous les ordres du roi devant la place de Maëstricht, l'une des clefs des Pays-Bas et des Provinces-Unies, mit alors en usage les parallèles, que nous avons vu pratiquer par les Turcs au siége de Candie; il ajouta à ces travaux des places d'armes pour y mettre les troupes en bataille et pour les mieux relier en cas de sorties. Le roi montra pendant ce siége ce courage réfléchi qui seul est vraiment digne d'éloge; il donna lui-même au soldat l'exemple de la constance et de la patience au travail.

Le roi, dans le dessein de fortifier la discipline, recourut à des rigueurs dont le prince d'Orange lui avait donné l'exemple. Le stathouder, n'ayant à opposer au roi que des officiers sans instruction et des soldats sans courage, les forma par une sévérité excessive. Le roi voulut aussi, par un acte cruel, montrer à ses officiers qu'ils devaient se défendre jusqu'au dernier soupir. Un officier, nommé Du Pas, ayant, après quatre jours de siége et un combat de cinq heures, remis Naerden au prince d'Orange, pour éviter un assaut général qu'une armée faible et découragée ne pouvait soutenir, fut condamné à être traîné dans Utrecht une pelle à la main et son épée rompue. Il est vrai que les lois de la guerre obligeaient les commandants de place à soutenir trois assauts avant de se rendre. Du Pas, qui avait été si profondément humilié pour avoir fait ce que commandait la prudence, prit du service comme volontaire et se fit

Digitized by Google

tuer l'année suivante au siége de Grave. Louis dut alors se repentir de son excessive sévérité, et apprendre que s'il est possible de maltraiter un homme de cœur, il n'est pas permis de le déshonorer.

Après avoir pris Maëstricht, Louis XIV assiégea Trèves, qui se rendit le 8 septembre. Tandis qu'il allait en Lorraine pour affermir cette province ébranlée, Louvois passait en Alsace, s'emparait des villes de Colmar, de Schelestadt et de huit autres places moins importantes. Le roi fit raser les fortifications de ces cités pour épouvanter l'Allemagne. Il ne voyait pas qu'en l'effrayant, il réunissait contre lui la multitude de ses ennemis.

Tous les efforts du roi, les talents de Turenne et de Condé, et la vigilante sévérité de Louvois ne purent réparer la faute qu'on avait commise de garder trop de places, d'affaiblir ainsi l'armée et de manquer Amsterdam. Le prince de Condé tenta vainement de pénétrer au cœur de la Hollande inondée.

Turenne, mis à la tête de quinze à vingt mille hommes, se porta sur le Mein pour arrêter l'un des plus habiles tacticiens de cette époque, Montecuculli, qui, étant parti d'Egra avec trente mille hommes, fut rejoint par les troupes de Saxe et de Franconie, en sorte qu'en arrivant devant le Mein, il avait plus de quarante mille hommes. Turenne n'en avait pas moitié, et vainement il demandait des renforts; car Louvois, jaloux de sa gloire, non-seulement ne lui en accorda pas, mais contraria encore ses plans par des ordres intempestifs. Montecuculli parvint à rejoindre le prince d'Orange, et il termina la campagne par la prise de Bonn. La perte de cette ville était un échec considérable, car Bonn servait de com-

Digitized by Google

munication entre l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster; la jonction de Montecuculli et du prince d'Orange eut un effet plus fâcheux encore, ce fut de nous obliger à retirer nos troupes de la Hollande.

Pendant que l'évêque de Munster, qui avait juré la ruine des Etats-Généraux, était contraint de céder devant les attaques des Hollandais, le parlement d'Angleterre, honteux de voir son roi l'instrument de la politique française, le contraignit d'entrer sérieusement en négociation pour conclure la paix. Après ce grand abandon, Louis XIV se vit dans la triste nécessité de se retirer de la Hollande avec autant de promptitude qu'il l'avait conquise. La retraite fut si rapide, que vingt-huit mille prisonniers hollandais furent rendus à la liberté pour la minime somme d'un écu par tête. Le fameux arc de triomphe de la porte Saint-Denis, où sont ciselés de si magnifiques trophées, était à peine achevé, que déjà la conquête était abandonnée. La Hollande, dont la gloire reçut par cette guerre le plus vif éclat, avait montré qu'elle n'était pas seulement capable de combattre sur mer, mais encore de lutter sur terre. Louis XIV passa pour avoir joui trop précipitamment d'un triomphe de si courte durée. Loin d'avoir été avantageuse pour la France, cette guerre n'avait eu d'autre résultat que de la priver de ses alliés, de l'Angleterre et des évêques de Cologne et de Munster, de réunir l'Empire, l'Espagne et la Hollande, et enfin de nous faire détester dans tous les pays que les soldats français avaient ravagés.

Le traité d'alliance signé à La Haye le 30 août, entre l'empereur, le roi d'Espagne et les Etats-Généraux, réunissait les forces de ces trois puissances contre la France.

Digitized by Google

L'empereur promit de faire avancer trente mille hommes sur le Rhin; l'Espagne, d'attaquer la France avec toutes ses forces; la Hollande, de restituer Maëstricht à l'Espagne et de lui faire rendre tout ce qu'elle avait perdu par le traité d'Aix-la-Chapelle; enfin le duc de Lorraine promit dix-huit mille hommes, moyennant un subside.

Si le roi avait paru grand quand il avait conquis, avec la rapidité de la course, la Flandre, la Franche-Comté et la moitié de la Hollande, il le fut bien plus quand, par la prévoyance de son gouvernement et la force de son Etat, il tint seul contre tous les ennemis qu'il s'était faits et contre les habiles capitaines appelés à sa ruine. C'est surtout dans ces éminents dangers qu'on reconnaît l'immense avantage du gouvernement absolu, dont les Romains avaient compris la nécessité, puisque, dans les grands périls, ils nommaient un dictateur. Louis parvint en peu de temps à fournir à la fois une armée de vingt-trois mille hommes à Turenne contre les Impériaux, et une de quarante mille à Condé contre le prince d'Orange; un corps de troupes fut placé sur les frontières du Roussillon; une flotte chargée de soldats fut envoyée pour porter la guerre aux Espagnols jusque dans Messine. Louis XIV se mit lui-même à la tête d'une armée, pour marcher une seconde fois à la conquête de la Franche-Comté. On voit qu'il se montrait prêt, non-seulement à se défendre partout, mais encore à attaquer sur tous les points.

C'est surtout dans sa nouvelle tentative sur la Franche-Comté que parut la grande habileté de son gouvernement. Il ne se proposait pas seulement de réunir à la couronne une province pauvre en terre, mais riche en

Digitized by Google

hommes vigoureux ; il avait surtout le dessein de mettre dans son parti ou du moins d'endormir les Suisses, nation redoutable malgré sa pauvreté, puisant dans l'aridité de ses montagnes un grand amour de la liberté et une haine invincible contre tout ce qui pouvait porter atteinte à son indépendance. Déjà la Suisse s'était alarmée de la puissance croissante de Louis XIV, et avait prêté l'oreille aux sollicitations de l'empereur et du roi d'Espagne, pour faire passer des troupes par ses terres. Louis intervint avec son argent, gagna les Cantons et parvint à faire refuser le passage. Si Louis XIV était plus faible général que Turenne et Condé en stratégie et dans l'art de livrer des batailles, il entendait aussi bien qu'eux l'attaque des places. Il se porta devant Besançon, accompagné de Vauban, le génie des siéges et des fortifications, et secondé par Louvois, qui faisait admirablement tous les préparatifs d'une campagne. Louis parut devant la forteresse le 2 du mois de mai. A son arrivée, il reconnut la place avec le plus grand soin et régla, de concert avec Vauban, le plan de l'attaque. La citadelle était extrêmement forte, non-seulement parce qu'elle est située sur un rocher escarpé abordable par un seul côté, mais encore parce que cette face avait deux bastions environnés d'un bon fossé taillé dans le roc, avec une demi-lune sur la droite et une tour à l'antique sur la gauche. En examinant attentivement le véritable état des choses, le roi reconnut que d'un rocher à pic, situé dans le voisinage, il serait possible de battre la place ; la plus grande difficulté était d'y transporter des canons. Les Suisses, animés par les exhortations du monarque et plus encore par ses récompenses, parvinrent,

Digitized by Google

à force de bras, à y établir des pièces du plus gros calibre. Enflammé d'ardeur en entendant le canon gronder sur la place, le soldat gravit le rocher à pic sur lequel était la citadelle, et y planta un drapeau, ce qui jeta un tel effroi parmi les assiégés, qu'ils capitulèrent. Besançon avait été emporté après neuf jours de siége; toute la Franche-Comté fut soumise en six semaines. Elle est demeurée à la France comme un monument de la force de Louis XIV, et comme une preuve de la faiblesse du ministère autrichien-espagnol.

Cependant le prince de Condé tenait tête en Flandre au jeune prince d'Orange, tandis que Turenne chassait les Allemands de l'Alsace. La campagne du maréchal de Turenne fut heureuse, celle de Condé fut sanglante; toutes deux, sous le rapport militaire, sont instructives.

Les alliés, effrayés des conquêtes rapides et incessantes de Louis XIV, déterminés à l'arrêter par des efforts héroïques et combinés, formèrent dans les Pays-Bas une grande armée, composée de Hollandais, d'Espagnols et d'Allemands, dont la réunion devait s'élever à un effectif de soixante-dix mille hommes. Ce n'était pour ainsi dire qu'un moyen de diversion, afin d'attirer les principales forces françaises de ce côté et de faciliter à l'armée du Rhin l'entrée en France par l'Alsace, la Lorraine et la Champagne. Le prince de Condé, chargé de tenir tête aux ennemis du côté de la Flandre, réunit les garnisons des villes que nous occupions en Hollande et se contenta de conserver Maëstricht et Grave. Le prince d'Orange, commandant général de l'armée alliée, après avoir détaché dix ou douze mille hommes pour faire le siége de cette dernière ville, où les Français avaient déposé leurs

Digitized by Google

prisonniers, résolut de s'avancer à la tête de soixante mille hommes contre le prince de Condé, qui en avait à peine quarante mille. Arrivé à Senef, il fit observer le camp du prince, qui se trouvait à une faible distance. Jugeant ses retranchements trop forts, et irrité de se voir réduit à ne rien faire, il se détermina à se mettre en marche pour opérer le siége de Tournay ou celui de Charleroi. Le prince de Condé, qui avait prévu ce mouvement, l'attendait avec confiance, parce que l'ennemi ayant à traverser des défilés, il serait facile de le couper et d'écraser une partie de son armée.

Quand le prince d'Orange eut fait avancer son armée en une longue file, Condé en fit attaquer l'avant-garde avec un faible détachement, afin d'amener sur ce point tous les premiers corps, tandis qu'avec le gros de ses troupes, il tomba sur l'arrière-garde, l'enfonça partout, lui fit un grand nombre de prisonniers et enleva deux mille chariots de bagages; c'était tout ce que possédaient les ennemis. Après ce premier succès, dû principalement à l'imprudence du prince d'Orange, Condé voulut compléter sa victoire en se portant sur le centre de ses adversaires. Mais le prince d'Orange, s'étant à son tour couvert de houblonnières, ne put être forcé, malgré l'acharnement du combat et quoique le prince de Condé eût eu trois chevaux tués sous lui. La nuit devint tellement obscure, qu'il fallut cesser le combat. Les deux armées restèrent dans leurs positions, et le lendemain se retirèrent toutes les deux, s'attribuant l'une et l'autre la victoire; mais elle était évidemment restée aux Français, qui avaient fait six mille prisonniers, avaient pris cent sept drapeaux ou étendards, trois pièces de canon, deux

Digitized by Google

mille chariots, deux cent mille écus et soixante pontons. Les pertes, sur le champ de bataille, avaient été considérables. Les alliés avouèrent près de neuf mille morts, et les Français cinq à six mille; mais il paraît que le nombre fut beaucoup plus considérable, car Basnage, dans son *Histoire des Pays-Bas*, dit qu'il resta vingt-cinq mille hommes sur le champ de bataille. Les deux généraux firent chanter un *Te Deum* pour une victoire au moins douteuse.

Pour persuader qu'il était réellement vainqueur, le prince d'Orange mit le siége devant Oudenarde; mais il se hâta de le lever à la seule apparition de Condé, et se replia sur Grave, qui se rendit à lui après la plus belle défense. Il prit ensuite Hui et Dinan, sans que le prince de Condé pût l'inquiéter, car ce grand capitaine avait été obligé d'envoyer de nombreux détachements en Alsace, pour sauver cette province menacée par les Allemands.

Le maréchal de Turenne avait reçu la mission d'arrêter de ce côté les ennemis de la France et de leur montrer que le nombre ne peut rien contre les savantes combinaisons. Les Hollandais, les Espagnols et les Impériaux, ne se sentant pas encore assez forts pour tenir tête aux Français, travaillèrent à attacher à leur cause tous les petits princes allemands; à force d'intrigues, d'offres et de sollicitations, ils entraînèrent les ducs de Zell, de Lunebourg, de Brunswick, l'évêque d'Osnabruck, le landgrave de Hesse, et même l'électeur de Brandebourg, qui manqua ainsi aux engagements qu'il avait contractés avec la France et la Suède.

Ces différents princes se hâtèrent de réunir une ar-

Digitized by Google

mée, à l'aide de laquelle ils espéraient repousser le vicomte de Turenne, qui n'avait pas moitié de leurs troupes. Cet habile capitaine, qui savait joindre l'activité et la prudence à l'audace, se hâta de passer le Rhin avant que les ennemis fussent réunis. Il traversa le fleuve à Philippsbourg, se porta la nuit à Sinzheim et surprit le lendemain les généraux ennemis Caprara et le vieux duc de Lorraine Charles IV, prince qui passa toute sa vie à perdre ses Etats et à lever des troupes. Turenne les battit malgré l'immense supériorité de leur cavalerie, et leur tua beaucoup de monde. Il ne voulut cependant pas s'engager à leur poursuite dans les plaines découvertes situées au-delà de la gorge de Sinzheim, où la cavalerie ennemie aurait pu manœuvrer à son gré.

Les ennemis s'étant retirés au-delà du Necker, fortifièrent le gué de Ladenbourg et se vantèrent d'avoir enfin arrêté l'habile capitaine français. Turenne, informé de leurs vanteries, prit des pontons, traversa le Rhin en silence au-dessous du Necker, et se trouva subitement derrière les ennemis, que les retranchements ne pouvaient plus protéger. Les Impériaux battus se replièrent sur tous les points, espérant prendre une prompte revanche.

Maître du Palatinat, Turenne, pour châtier les excès des habitants et donner une sorte de satisfaction à ses soldats, leur permit de ravager le pays. Pour se venger des malheurs de la guerre, les palatins devinrent barbares; ils massacrèrent tous les soldats qu'ils purent saisir, pendirent aux arbres les traînards dont ils pouvaient s'emparer; ils arrachèrent le cœur et les entrailles de quelques-uns, crevèrent les yeux à plusieurs, les mu-

Digitized by Google

tilèrent de la manière la plus étrange, et les exposèrent sur les grands chemins afin d'exciter la barbarie de leurs compatriotes. Les Français, irrités, répondaient à ces actes barbares par des actes de férocité non moins grands. Le pays était livré à la plus horrible désolation, lorsque parut enfin sur les frontières une armée allemande, forte de soixante-dix mille hommes. Turenne, qui en avait à peine vingt mille, demanda des renforts et obtint quelques faibles détachements de l'armée de Condé.

Lorsque Louvois connut le passage du Rhin par la grande armée ennemie, il se hâta d'expédier à Turenne l'ordre d'abandonner l'Alsace et de se retirer dans les gorges de la Lorraine, afin de couvrir la Champagne. Turenne refusa nettement d'obéir et adressa au ministre de la guerre une lettre curieuse, qui nous dévoile ses grandes vues militaires : « Les ennemis, quelque grand » nombre de troupes qu'ils aient, ne sauroient, dans la » saison où nous sommes, penser à aucune autre entre- » prise qu'à celle de me faire sortir de la province où je » suis, n'ayant ni vivres ni moyens pour passer en Lor- » raine que je ne sois chassé de l'Alsace. Si je m'en allois » de moi-même, comme Votre Majesté me l'ordonne, je » ferois ce qu'ils auront peut-être de la peine à me con- » traindre de faire. Quand on a un nombre raisonnable » de troupes, on ne quitte pas un pays, encore que l'en- » nemi en ait davantage. Je suis persuadé qu'il vaudroit » mieux, pour le service de Votre Majesté, que je per- » disse une bataille, que d'abandonner l'Alsace et de » repasser les montagnes. Si je le fais, Philippsbourg et » Brisach seront bientôt obligés de se rendre; les Im- » périaux s'empareront de tout le pays, depuis Mayence

Digitized by Google

» jusqu'à Bâle, et se transporteront d'abord, peut-être » en Franche-Comté, de là en Lorraine, et viendront » ensuite ravager la Champagne. Je connois la force des » troupes impériales, les généraux qui les commandent, » le pays où je suis; je prends tout sur moi et je me » charge des événements. »

Le roi, loin de combattre les vues de ce grand capitaine, le laissa absolument maître d'agir comme il le voudrait, et de se placer sur le terrain qu'il jugerait le plus favorable. Les Impériaux qui, en franchissant le Rhin, s'étaient persuadé que le maréchal de Turenne n'oserait pas les attendre, qu'ils pourraient à leur gré emporter les places de l'Alsace, et ensuite se porter sans obstacle sur la Lorraine, furent très étonnés de trouver devant eux un ennemi présent partout pour leur barrer le passage, sans qu'ils pussent rencontrer l'occasion de le combattre. Par des manœuvres habiles, notre savant capitaine parvint à retenir les ennemis en Alsace jusqu'à l'hiver. C'est le moment qu'il avait choisi pour les détruire et les contraindre à repasser le Rhin.

Afin de ne pas laisser soupçonner ses desseins, Turenne repassa en Lorraine, fit ses dispositions comme s'il eût dû y passer l'hiver, et donna ainsi une telle confiance à ses ennemis, qu'ils dispersèrent leur armée dans toute l'Alsace, afin de pouvoir vivre dans l'abondance.

Au milieu de l'hiver, quoique les montagnes fussent couvertes de neige, Turenne mit son armée en mouvement, franchit les Vosges, surprit les premiers détachements ennemis et les fit prisonniers, puis parut inopinément devant Colmar, que l'électeur de Brandebourg, commandant-général des troupes impériales, avait choisi

Digitized by Google

pour son quartier-général, et jeta l'épouvante au milieu de la troupe, qui allait se mettre à table. L'ennemi prit la fuite à la hâte; mais Turenne l'avait déjà fait tourner à Turckheim, où il tailla en pièces l'infanterie allemande et lui fit un grand nombre de prisonniers. Enfin les débris de la grande armée allemande qui se flattait d'arriver sous les murs de Paris, ou du moins d'envahir la Lorraine, furent heureux de repasser le Rhin à Strasbourg, au nombre de vingt mille hommes, après en avoir perdu cinquante mille sans combat important, par les manœuvres habiles du plus grand de nos capitaines.

Pendant cette campagne, Turenne avait saccagé le Palatinat, l'Alsace et la Lorraine, pour ne rien laisser à ses ennemis. Dans un langage plus ingénieux qu'équitable, on a dit, pour le justifier, « qu'il aimait mieux être appelé le père des soldats qui lui étaient confiés, que des peuples qui, selon les lois de la guerre, sont toujours sacrifiés; que tout le mal qu'il faisait paraissait nécessaire; que sa gloire couvrait tout; que d'ailleurs, les soixante-dix mille Allemands qu'il empêcha de pénétrer en France, y auraient fait beaucoup plus de mal qu'il n'en fit à l'Alsace, à la Lorraine et au Palatinat. »

Les succès de la France, durant une campagne qu'on avait regardée comme le signal de son abaissement, engagèrent l'Angleterre, devenue jalouse de nos triomphes, à offrir sa médiation pour la paix. Quoiqu'on ne se crût pas assez épuisé de part et d'autre pour y songer sérieusement, cependant la conquête de la Franche-Comté, le combat de Senef, qui avait fait perdre l'espoir d'entrer en France, la levée du siége d'Oudenarde, l'inutilité des armées d'Allemagne, la révolte de Messine, déter-

Digitized by Google

minèrent nos ennemis à changer de langage sans changer de sentiment. La médiation, acceptée par la France, le fut le 15 décembre par l'Espagne, l'Empereur et les Etats-Généraux; mais cette tentative fut sans résultat; elle ne servait qu'à couvrir et faciliter de nouveaux préparatifs de guerre.

L'empereur, voyant que le commandement des princes ne lui avait pas réussi, résolut de mettre à la tête de son armée le célèbre Montecuculli, qui avait vaincu les Turcs à la journée de Saint-Gothard, et qui, malgré Turenne et Condé, avait arrêté Louis XIV après la conquête de trois provinces de Hollande. Montecuculli avait réduit la guerre en art, aussi bien que Turenne, en qui seul il trouvait un adversaire digne de lui. Ces deux grands hommes de guerre, mis enfin en présence et libres de leurs mouvements, passèrent quatre mois à se suivre, à s'observer dans des marches et des campements plus estimés que des victoires par les officiers allemands et français. L'un comme l'autre jugeait ce que son adversaire allait tenter par les démarches que lui-même eût voulu faire à sa place, et ils ne se trompèrent jamais. Se mettant l'un et l'autre en grand péril par d'habiles manœuvres, ils savaient s'en tirer avec un égal bonheur. Enfin, après bien des marches et des contre-marches, comme fatigués de leur habileté mutuelle, ils avaient résolu d'en venir aux mains et de se juger, non-seulement par les manœuvres, mais encore dans le combat. Il semble que la Providence voulut nous dérober le magnifique spectacle d'une bataille livrée par ces deux grands hommes, car elle permit qu'un boulet enlevât le plus grand capitaine de France, au moment où il allait reconnaître

Digitized by Google

la position de son ennemi. Turenne s'était avancé jusqu'au village de Saltzbach, pour y déterminer la place d'une batterie; un coup de canon tiré au hasard le frappa à l'estomac : son cheval le ramena, le visage penché sur l'arçon, jusqu'au milieu de l'armée française. C'est alors seulement qu'il tomba entre les bras de ses gens et rendit le dernier soupir. Si quelque chose peut peindre le sentiment profond de l'armée à la vue d'une si grande perte, c'est cette parole de Saint-Hilaire, lieutenant-général d'artillerie, qui, ayant eu le bras emporté par le même boulet dont Turenne avait été frappé, dit à son fils, qui se jetait en larmes à son cou : « Ce n'est pas » moi, dit Saint-Hilaire, c'est ce grand homme qu'il » faut pleurer. »

Jamais mort ne causa plus de stupeur à Paris que celle-là. La cour et la ville témoignèrent le plus profond regret. Le roi en fut affligé comme on doit l'être de la mort du plus grand capitaine et du plus honnête homme du monde. On était près d'aller à Fontainebleau prendre quelques parties de plaisir; tout fut rompu à l'instant. Tout Paris et tout le peuple étaient dans le trouble et dans l'émotion; chacun parlait et l'on s'attroupait pour exprimer la même admiration et les mêmes regrets!

Le roi ne crut pas trop faire, pour rendre hommage à ce guerrier, de lui accorder l'honneur de la sépulture dans les caveaux de Saint-Denis, destinés aux rois. Duguesclin, le plus fameux des chevaliers du moyen âge, avait aussi reçu un semblable hommage, bien qu'il soit, comme capitaine, à une grande distance de Turenne. Quoique Turenne n'ait pas toujours été heureux à la guerre, qu'il ait été battu à Mariendal, à Rethel, à Cam-

Digitized by Google

brai, qu'il ait fait des fautes qu'il avouait avec simplicité, il est assurément un des plus grands capitaines que le monde ait connus.

Montecuculli, après avoir donné un jour à l'armée française pour pleurer son général, songea à profiter de la consternation que cette perte irréparable avait jetée dans nos rangs. Nos officiers, incapables de suivre les plans de Turenne, se replièrent vers le Rhin pour repasser ce fleuve à Altenheim. Déjà une partie de l'armée française avait franchi le fleuve quand l'ennemi arriva et attaqua notre infanterie. Il s'était persuadé que, laissée à elle-même, elle ne saurait se défendre avec des généraux aussi désunis et aussi incertains que Lorges et Vaubrun. Mais l'infanterie, se montrant supérieure à ses officiers généraux, se défendit avec la plus grande valeur et arrêta l'ennemi. La nuit étant arrivée, toutes nos troupes franchirent le fleuve. Les hommes de l'art blâment ici Montecuculli de n'avoir pas précédé les Français sur la rive gauche du Rhin, pour leur en couper le passage, en s'emparant d'Altenheim, et ensuite de Brisach, si les Français avaient essayé de remonter le fleuve jusqu'à cette ville.

Une fois rentrées en Alsace, nos troupes auraient dû au moins tenir écartées de cette province les armées allemandes; mais telle était l'inhabileté de nos généraux, qu'ils permirent aux officiers ennemis de parcourir toute la province à leur gré et de la désoler par leurs excursions. Il semblait que tous les malheurs devaient fondre sur nous à la fois. Le maréchal de Créqui, homme d'un courage entreprenant, capable des actions les plus belles et les plus téméraires en même temps, dangereux à la

Digitized by Google

patrie autant qu'aux ennemis, venait de se laisser battre à Consarbruck.

L'électeur de Trèves, qu'on avait chassé de ses Etats, voyant les Français obligés de se retirer en Alsace, engagea les alliés à aller mettre le siége devant la ville épiscopale, pour s'en emparer. Le maréchal de Créqui accourut avec des forces inférieures et vint camper à une faible distance de Trèves, espérant que les alliés abandonneraient le siége pour marcher à sa rencontre; il avait prescrit à la garnison de Trèves de faire une puissante diversion, tandis que lui-même arrêterait les ennemis au passage de la Sarre, derrière laquelle il s'était couvert. Au lieu d'occuper, avec des forces capables de tenir tête à l'ennemi, un pont et une tour élevée près de Consarbruck, pour le commander, il y mit à peine un faible détachement de quarante hommes, et s'établit lui-même à une assez grande distance, couvert par des montagnes, des marais et des bois qu'il regardait comme impénétrables. Ses adversaires s'emparèrent presque sans coup férir de la tour et du pont, et se déployèrent dans la plaine sans obstacle. Il fut abordé bien plus facilement qu'il ne l'avait cru; aussi ses troupes tinrent à peine un moment; elles prirent la fuite la plus précipitée, abandonnant aux ennemis les canons, les drapeaux, les bagages. Il y eut peu de morts, mais beaucoup de prisonniers. Malgré l'agilité de nos soldats, comme on aime toujours à masquer les défaites sous des noms supposés, on appela simple *déroute* de Consarbruck ce qui était un véritable désastre. Créqui se sauva lui quatrième et alla se jeter dans Trèves, qu'il aurait dû secourir avec prudence et qu'il défendit avec courage. Ayant juré de s'en-

Digitized by Google

sevelir sous les ruines de la place, il s'obstinait à tenir, quoique la brèche ouverte de toute part fût très facilement praticable. La garnison murmura vivement d'un courage inutile; c'est alors que le capitaine Bois-Jourdain se mit à la tête des séditieux et alla capituler sur la brèche, contre la volonté du maréchal, qu'il voulut contraindre à signer sa capitulation en lui mettant une arme sur la gorge. Créqui, sans se laisser abattre par une telle audace inouïe dans les fastes de la guerre, se retira avec quelques officiers fidèles dans une église voisine, aimant mieux être pris à discrétion que de capituler.

Le gouvernement français, ne pouvant laisser passer sans une punition exemplaire un acte de rébellion véritable contre les premiers généraux, livra à toute la rigueur des lois militaires les officiers qui avaient été assez lâches pour capituler. Leur chef eut la tête tranchée, d'autres furent dégradés ou bannis, et ceux qui n'étaient pas gentilshommes tirèrent au sort pour désigner celui qui serait pendu.

Après des pertes aussi grandes que celles que nous venions de faire, des levées extraordinaires étaient nécessaires, afin de mettre nos frontières en état de résister aux ennemis qui pouvaient entrer par l'est et par le nord. On conseilla au roi de lever le ban et l'arrière-ban de son royaume, c'est-à-dire d'appeler toute la noblesse capable de porter les armes. Cette dernière ressource des gouvernements aux abois ne produisit point les résultats qu'on en avait attendus, car peut-être mille hommes à peine, la plupart mal équipés et de mauvaise volonté, répondirent à l'appel du roi. Il était nécessaire de rappeler la levée de ce ban, parce qu'elle fut la der-

Digitized by Google

nière trace d'un grand usage de la féodalité. Mais l'esprit n'était plus à la poésie du moyen âge; il avait appris à s'arrêter au positif et à mettre l'intérêt personnel à la place de ce dévoûment héroïque qui produit de si grandes choses quand il est bien dirigé.

Il fallait au roi deux grands capitaines pour tenir tête à l'ennemi, l'un en Flandre et l'autre en Alsace. Persuadé que Condé seul pourrait faire renaître la confiance dans l'armée, Louis XIV le nomma au commandement des troupes qui avaient obéi à Turenne. Condé désigna le maréchal de Luxembourg pour commander en Flandre.

Les ennemis, qui se flattaient déjà d'imposer la loi à Louis XIV, furent loin de remporter les victoires sur lesquelles ils avaient compté d'avance : partout ils furent battus par ces deux habiles généraux.

Condé, que nous avons vu si vif, si ardent à Senef, parce qu'il avait en tête un ennemi qu'il fallait mener durement, changea de tactique quand il se trouva en face de Montecuculli, l'homme aux savantes manœuvres. C'est surtout dans ces occasions qu'on reconnaît l'homme de génie qui sait se plier aux circonstances. Deux seuls campements arrêtèrent Montecuculli et le déterminèrent à lever le siége de Haguenau et de Saverne. Ce fut là le terme de la carrière du prince de Condé; il la couronna d'une manière moins brillante, mais, au jugement de tous les hommes de l'art, il fut beaucoup plus habile qu'à Senef. Le grand Condé, déjà vieux, eût voulu former son fils à la guerre ; il demanda même au roi un commandement pour ce jeune prince, se chargeant de servir sous lui. Mais le roi craignait de confier

Digitized by Google

à un jeune adolescent le commandement d'une grande armée dans une circonstance difficile. Il ne voulait pas d'ailleurs habituer les princes à avoir de grands commandements militaires, de peur qu'ils ne prissent trop d'ascendant sur les troupes.

Condé se retira alors à Chantilly, d'où il vint très rarement à Versailles voir sa gloire éclipsée dans un lieu où le courtisan mettait la faveur au-dessus du plus grand mérite. Sa retraite à Chantilly présentait quelque chose d'admirable; il y donnait l'exemple des plus belles vertus chrétiennes, et ainsi « il nous avertit que, pour trou- » ver à la mort quelque reste de nos travaux, et n'arri- » ver pas sans ressource à notre éternelle demeure, avec » les rois de la terre il faut encore servir le Roi du ciel. » Cependant, ayant épuisé les faiblesses d'un corps plus agile que robuste, il tomba dans la caducité avant le temps, et il ne resta plus rien du grand Condé les deux dernières années de sa vie. Il mourut en 1686. Chacun connaît la magnifique oraison funèbre que Bossuet prononça sur son tombeau.

Le héros qui avait pu remporter de si belles et si grandes victoires, était digne d'animer la plume du plus beau génie français. Bossuet sentit sous ses cheveux blanchis par les années se réveiller toute la verve de sa jeunesse pour célébrer les vertus et les exploits d'un grand capitaine. Ce fut pour ainsi dire le dernier chant du cygne. Tout finit dans ce monde, le génie de l'intelligence aussi bien que la valeur des armes. Je ne sais quelle triste réflexion s'empare de l'esprit quand on voit l'aigle de Meaux parler de ses cheveux blancs en pleurant sur le cercueil du grand Condé.

Digitized by Google

Le fameux Montecuculli quitta la scène en même temps que le prince de Condé. On a dit que ce général célèbre, voyant Turenne dans la tombe, renonça au métier des armes, parce qu'il n'y avait plus d'émule digne de lui. Cette sottise n'a pas dû sortir de la bouche de ce général, tant qu'il avait encore en face Condé, qui sut montrer qu'il pouvait être un tacticien aussi habile que Turenne, s'il se fût trouvé dans les mêmes circonstances.

La mort de Turenne et la retraite de Condé laissaient une grande carrière à parcourir aux généraux formés à leur école. Quoique aucun n'eût le génie de ces fameux capitaines, le roi ne résolut pas moins de continuer la guerre et de contraindre, par l'héroïsme de ses sacrifices, l'ennemi à accepter ses conditions de paix. Il avait Louvois, qui lui valait mieux qu'aucun général, parce que sa prévoyance mettait les généraux en état d'entreprendre tout ce qu'ils voulaient. Animées par le souvenir de leurs longues victoires, excitées par la présence du roi qui voulut lui-même être à leur tête, ses armées se montrèrent disposées à soutenir leur vieille réputation. Louis XIV prit en personne, dans le cours de cette guerre, Condé, Bouchain, Valenciennes et Cambrai. Condé, attaqué dès le mois d'avril, fut pressé avec tant de vivacité, qu'après cinq jours de tranchée ouverte la garnison se rendit à discrétion.

L'armée des ennemis, commandée par le prince d'Orange, était déjà aux environs de Mons quand arriva la nouvelle de la chute de Condé ; le prince suspendit sa marche pour observer les desseins des Français. Sans se laisser intimider par ce redoutable adversaire, Louis XIV alla mettre le siége devant Bouchain, qui fut emporté

Digitized by Google

sous les yeux mêmes du prince d'Orange. Le siége de Bouchain aurait pu être témoin d'une grande bataille, si les généraux de Louis XIV avaient suivi son ardeur. Il avait un moment quitté ses lignes pour marcher à la rencontre du prince d'Orange, qui s'avançait à la tête de cinquante mille hommes; mais les officiers, plus prudents, lui conseillèrent de ne pas s'exposer à la chance d'une défaite, lorsque, sans péril, il était possible d'obtenir un succès certain. Cependant on accusa le monarque d'avoir craint de combattre le prince d'Orange : on voit quelle est la valeur de l'accusation. On a reproché également au prince d'Orange d'avoir pu livrer bataille à Louis XIV et de ne l'avoir pas fait. C'était, en effet, à ce prince à risquer la bataille sur le lieu que le roi de France avait choisi, puisqu'il arrivait pour délivrer la place.

Le siége de Valenciennes présenta quelque chose de plus remarquable que les précédents; cette grande et forte place fut emportée d'assaut par un de ces événements singuliers qui caractérisent le courage impétueux du soldat français. La ville de Valenciennes était couverte par l'Escaut et par des ouvrages avancés de la plus haute importance, par deux demi-lunes bien fortifiées et soutenues par un grand ouvrage couronné, palissadé, fraisé, entouré d'un fossé coupé de plusieurs traverses. Ces premières et redoutables difficultés une fois vaincues, il fallait franchir un bras de l'Escaut sous le feu des grandes fortifications, emporter un fort nommé le Pâté, traverser le grand bras de l'Escaut qui baignait les murailles de la ville, enfin escalader un rempart élevé. Ce n'était point sans une secrète terreur qu'on examinait ces immenses travaux de défense, tout couverts de ca-

Digitized by Google

nons servis par d'habiles canonniers et protégés par trois mille hommes de garnison.

Vauban, contre l'avis général et la pratique habituelle, proposa une attaque soudaine et au grand jour, afin d'étonner l'ennemi et de le surprendre. Le roi adopta cet avis, contre le conseil de tous ses généraux, et il eut un succès inattendu.

A neuf heures du matin, les deux compagnies de mousquetaires, une centaine de grenadiers, un bataillon des gardes, un du régiment de Picardie, montent de tous côtés sur ce grand ouvrage à couronne. L'ordre était simplement de s'y loger, et c'était beaucoup; mais quelques mousquetaires noirs, ayant pénétré par un petit sentier jusqu'au retranchement intérieur qui était dans cette fortification, s'en rendent d'abord les maîtres. Dans le même temps, les mousquetaires gris y abordent par un autre endroit; les bataillons des gardes les suivent : on tue et on poursuit les assiégés. Les mousquetaires baissent le pont-levis qui joint cet ouvrage aux autres : ils suivent l'ennemi de retranchement en retranchement, sur le petit bras de l'Escaut et sur le grand. Les gardes s'avancent en foule. Les mousquetaires sont déjà dans la ville avant que le roi sache que le premier ouvrage attaqué est emporté. Ce n'était pas encore ce qu'il y avait de plus étrange dans cette action : il était vraisemblable que de jeunes mousquetaires, emportés par l'ardeur du succès, se jetteraient aveuglément sur les troupes et sur les bourgeois qui venaient à eux dans la rue, qu'ils y périraient, ou que la ville allait être pillée; mais ces jeunes gens, conduits par un cornette nommé Moissac, se mirent en bataille derrière les char-

Digitized by Google

rettes, et tandis que les troupes qui venaient se formaient sans précipitation, d'autres mousquetaires s'emparaient des maisons voisines, pour protéger par leur feu ceux qui étaient dans la rue. On donnait des ôtages de part et d'autre ; le conseil de ville s'assemblait ; on députait vers le roi ; tout cela se faisait sans qu'il y eût rien de pillé, sans confusion, sans faire de fautes d'aucune espèce. Le roi fit la garnison prisonnière de guerre et entra dans Valenciennes, étonné d'en être le maître. La singularité de l'action a engagé à entrer dans ce détail (1).

Pour mettre le comble à sa gloire, il ne restait plus au roi qu'à prendre Gand et Ypres : c'est ce qu'il fit en quelques jours dans les années suivantes. Mais, quelque grands que fussent ces brillants succès, ils n'égalèrent pas ceux de ses généraux.

Le maréchal de Luxembourg, chargé de conduire les opérations militaires du côté de l'Allemagne, laissa d'abord prendre Philippsbourg, bien qu'il fût accouru au secours de la place à la tête de cinquante mille hommes. Le général qu'il avait en tête était Charles V, duc de Lorraine, héritier de son oncle Charles IV, dépouillé comme lui de ses Etats. Cet habile capitaine, l'un des plus grands généraux de son temps, avait les qualités de son oncle sans en avoir les défauts. Il eut l'honneur de commander longtemps les armées impériales, et toujours avec gloire. Ce prince ne formait qu'un seul désir, reconquérir son duché, rentrer sur ses terres, et il ne put jamais réaliser ses vœux. Afin de s'encourager à tenter autant que la fortune pouvait le per-

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

mettre, il inscrivit sur ses drapeaux ces mots célèbres: *Aut nunc, aut nunquam;* « ou maintenant, ou jamais. » Tout lui faisait, en effet, espérer que ses vœux seraient enfin comblés. Il se voyait à la tête d'une armée forte de soixante mille hommes, encouragé encore par le brillant succès dont ses efforts avaient été couronnés devant Philippsbourg. Le maréchal de Créqui, racheté aux ennemis et devenu plus prudent depuis qu'il avait été battu à Consarbruck, fut chargé d'arrêter le prince lorrain et de l'empêcher de pénétrer dans ses Etats où sa présence aurait pu être dangereuse. Créqui, après l'avoir battu dans le petit combat de Kocherberg, à quelque distance de Fribourg en Brisgau, le fatigua par des marches continuelles, prit Fribourg sous ses yeux et battit une seconde fois un détachement de son armée à Rheinfeld. Devenu plus audacieux par ses succès, Créqui passa la rivière de Kinzig en présence du prince lorrain, le contraignit à se retirer vers Offenbourg, et emporta le fort de Kehl, dont il brûla le pont célèbre qui avait tant de fois fourni passage aux armées d'outre-Rhin pour déboucher par la ville libre de Strasbourg. C'était là une magnifique réparation, non-seulement de la journée de Consarbruck, mais aussi des revers qui avaient suivi nos drapeaux après la mort de Turenne.

Le prince d'Orange n'était pas plus heureux en Flandre que le duc de Lorraine en Allemagne. Il avait tenté le siége de la forte place de Maëstricht, qui était encore en notre pouvoir; elle fut défendue avec un extrême courage par un officier qui avait peu de talents militaires, mais beaucoup de bravoure et un dévouement à la France qui était partagé par tous ses subalternes. Ayant

Digitized by Google

été obligé de lever ce siége, le prince d'Orange se rabattit sur Charleroi, où il rencontra une égale résistance. Croyant du moins réparer ces échecs en dégageant Saint-Omer, il courut à une défaite que lui fit essuyer le duc d'Orléans, frère du roi. Les maréchaux d'Humières et de Luxembourg, qui commandaient sous le jeune prince, s'étant aperçus d'une faute commise par le prince d'Orange, en profitèrent pour décider le gain de la bataille; il perdit dans cette journée trois mille morts, quatre mille prisonniers et treize pièces de canon. Le duc d'Orléans qui commanda à cette bataille, est la souche de la branche des d'Orléans que nous avons vue de nos jours monter sur le trône; il montra dans cette journée une valeur peu en rapport avec les habitudes ordinaires de sa vie, car il y a dans notre histoire peu de princes plus efféminés que lui. Il s'habillait souvent en femme, et avait les manières et les habitudes des personnes de ce sexe, ce qui, sans doute, eut une fatale influence sur l'éducation déplorable de son fils, le trop fameux régent.

Tous les ennemis du gouvernement amolli de l'Espagne, étant assurés de trouver appui à la cour de France, recouraient à Louis XIV pour se mettre sous sa protection. Les magistrats de Messine, fatigués du joug des Espagnols, levèrent l'étendard de la révolte et en appelèrent au roi de France, qui reçut avec joie leurs ouvertures, envoya le chevalier de Valbelle avec quelques frégates, des armes, des vivres et des soldats. Le chevalier fut bientôt suivi du duc de Vivonne, à la tête de sept vaisseaux de guerre de soixante canons, deux de quatre-vingts, et plusieurs brûlots. Cette flotte entra dans le port de Messine après avoir battu la flotte espagnole.

Digitized by Google

L'Espagne réclama l'appui des Hollandais, et obtint que l'amiral Ruyter quitterait le fond du Zuyderzée, passerait le détroit et entrerait dans la Méditerranée à la tête de vingt-trois grands vaisseaux de guerre. Notre flotte, toujours inférieure à celle des grandes puissances maritimes, avait alors à sa tête l'un de nos plus habiles marins. L'amiral Duquesne fut chargé de tenir tête à Ruyter et de soutenir Vivonne, obligé lui-même de rester à Messine pour maintenir le peuple léger de cette ville déjà devenue l'ennemie des Français à qui elle s'était donnée. Duquesne, personnage aussi singulier que Ruyter, parvenu comme lui, par son seul mérite, au grade de lieutenant-général des armés navales de France, plus connu comme puissant armateur que comme un amiral capable de faire manœuvrer une grande flotte, se plaça tout d'un coup au premier rang des hommes de mer. Après avoir battu l'avant-garde de Ruyter à Stromboli et avoir tué l'amiral Veischow, Duquesne fut maître de la mer. Informé que Ruyter avait rallié la flotte espagnole, il résolut d'aller la chercher pour la combattre. Il partit des environs de Messine le 19 avril, et dès que l'amiral Ruyter en eut avis, il avança avec sa flotte et celle de l'Espagne, à mesure que Duquesne approchait. Les flottes se rencontrèrent le lendemain, sur le midi environ, à trois lieues d'Agosta, par le travers de Catane : celle de la France était composée de trente vaisseaux et de sept brûlots; celle des ennemis était de vingt-neuf vaisseaux tant espagnols que hollandais, de neuf galères et de quelques brûlots.

Les deux avant-gardes commencèrent le combat sur les quatre heures après-midi, et s'attaquèrent avec tant

Digitized by Google

de valeur et d'opiniâtreté que presque tous les vaisseaux, de part et d'autre, furent endommagés. L'amiral Ruyter eut le devant du pied gauche emporté d'un éclat et les deux os de la jambe droite brisés, en sorte qu'il tomba du coup et se fit une légère blessure à la tête, ce qui ne l'empêcha pas de donner ses ordres le reste du jour.

La blessure de l'amiral Ruyter ayant fait perdre à nos ennemis une partie de leur confiance, ils furent écrasés. L'amiral hollandais parvint à se retirer dans le port de Syracuse, où il mourut peu de jours après des suites de sa blessure. Le roi eut assez de grandeur d'âme pour être affligé de la mort de ce célèbre marin; et comme on paraissait surpris de sa douleur, il répondit « qu'on » ne pouvait s'empêcher d'être sensible à la mort d'un » grand homme. »

Duquesne attaqua une troisième fois les deux flottes hollandaise et espagnole, les défit, coula à fond et brûla plusieurs vaisseaux. L'Europe, étonnée d'apprendre que la France était devenue, de la manière la plus inattendue, aussi puissante sur mer que sur terre, commença à s'effrayer et résolut de mettre un terme à une grandeur de nature à inquiéter toutes les puissances. Le roi d'Angleterre, après avoir commencé la guerre dans l'intérêt de la France, épouvanté, effrayé à son tour, se rapprocha du prince d'Orange qui venait d'épouser sa nièce. La France se détermina à faire un sacrifice nécessaire à elle-même. Messine, loin d'être une ressource, était au contraire pour la France un mal qui lui coûtait d'immenses sacrifices sans aucun résultat avantageux. Louis XIV abandonna cette ville au moment même où l'on croyait que son ambition le portait à conquérir l'île tout entière.

Digitized by Google

Il y eut aussi quelques combats en Amérique. Le comte d'Estrées y avait été envoyé au mois d'octobre de l'année précédente avec six vaisseaux et quatre frégates pour reprendre Cayenne, dont les Hollandais s'étaient emparés. Après y avoir réussi et avoir repris aussi Marie-Galante, il vint, au mois de février, attaquer l'amiral Beniken sur la rade de Tabago, fit une descente dans l'île, eut, le 3 mars, l'audace d'entrer dans la baie, encore qu'il sût que les Hollandais y avaient dix vaisseaux de guerre, trois frégates et un brûlot. Dans cet espace resserré les manœuvres étaient rendues impossibles, et le feu ayant pris à deux vaisseaux, l'un français, l'autre hollandais, qui s'étaient abordés, il se communiqua bientôt aux autres. L'incendie fut épouvantable; douze vaisseaux brûlaient en même temps; leur explosion, leurs projectiles et les éclats de bois qui volaient en tous sens remplissaient de carnage et d'effroi non-seulement le port, mais le rivage à un quart de lieue à la ronde. Après sept heures d'un horrible combat, d'Estrées fit rembarquer ses troupes et retira du port ce qui lui restait de sa flotte; deux de ses vaisseaux étaient brûlés, deux étaient pris, deux démâtés. Les Hollandais avaient eu cinq vaisseaux de guerre brûlés et trois échoués. Avant la fin de la saison d'Estrées revint vers l'Afrique avec une plus forte escadre, et cette fois il se rendit maître de Gorée et de Tabago (1).

Si Louis XIV fut obligé d'abandonner quelques-unes de ses conquêtes, il dut paraître encore bien redoutable, puisqu'il n'avait d'autre malheur que de ne pas conserver

(1) Sismondi, tom. xxv, pag. 354.

Digitized by Google

tout ce qu'il avait conquis sur ses ennemis. D'un bout de l'Europe à l'autre il pressait ses adversaires et les contraignait à recevoir sa loi.

Ce bonheur inouï enflait l'esprit du roi, qui avait aussi des poètes historiens pour exalter son amour-propre et brûler devant lui un encens capable de l'enivrer. Mme de Montespan avait confié à Racine et à Boileau le soin de chanter les victoires du roi. « Ils suivaient la cour, plus » ébaubis que vous ne le sauriez, à pied, à cheval, de » la boue jusqu'aux oreilles, couchant poétiquement aux » rayons de la belle maîtresse d'Endymion. »

Louis XIV, malgré l'enivrement que lui causaient ses victoires, travaillait à obtenir la paix, et il est à remarquer que, dans tout le cours de cette guerre, il y eut presque toujours des négociateurs pour en discuter les conditions. La Suède ayant offert son inutile médiation, des conférences s'étaient ouvertes à Cologne sans pouvoir aboutir : ensuite, à la demande de l'Angleterre, des plénipotentiaires se réunirent à Nimègue. Mais il est bon d'observer que l'intervention de l'Angleterre fut vaine. Louis XIV se posa en arbitre, et, en effet, il fut le seul à dicter les conditions. Le 9 avril 1678, au milieu de ses brillantes conquêtes, lorsque la victoire était toujours plus attachée à ses drapeaux, il posa ses conditions de paix à ses ennemis et leur donna jusqu'au 10 mai pour les accepter; seulement, à la demande bien humble des Etats-Généraux, il consentit à accorder six semaines de plus.

Il est à remarquer qu'un grand revirement s'était opéré dans la politique du roi à l'égard de la Hollande. Après avoir d'abord voulu abattre cette puissance, il

Digitized by Google

avait tourné sa principale colère contre l'Empire et l'Espagne, qui avaient pris parti pour cette jeune république et ne lui avaient laissé que le rôle d'auxiliaire.

Les conditions proposées par le roi n'avaient rien d'exagéré; il laissait Maëstricht aux Hollandais, dont il favorisait encore le commerce; il remettait aux Espagnols quelques forteresses pour servir de barrières contre les Provinces-Unies; telles étaient Courtray, Charleroi, Oudenarde, Ath, Gand, Limbourg; il conservait, pour être annexées à la France, les villes de Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Poperingen, Bailleul, etc., ce qui formait une partie importante de la Flandre. Il y ajoutait la Franche-Comté, qu'il avait deux fois conquise. Ces grandes et riches adjonctions étaient un fruit magnifique de ses victoires. Sur la frontière de l'Allemagne, il se contentait de Fribourg ou de Philippsbourg, au choix de l'empereur. Strasbourg conservait presque ses anciennes franchises et rétablissait dans l'évêché et les propriétés qu'ils avaient dans cette ville, les deux frères Furstemberg.

La Suède, cette alliée fidèle à qui la France devait tant, non-seulement sous ce règne, mais encore sous celui de son prédécesseur, trouva dans le grand monarque un appui extrêmement ferme contre le Danemarck et l'électeur de Brandebourg, qui lui avaient fait éprouver des pertes considérables. Il exigea que le Danemarck rendît tout ce qu'il avait pris sur la Suède, qu'il modérât les droits de passage dans la mer Baltique, que le duc de Holstein fût rétabli dans ses Etats, que le Brandebourg cédât la Poméranie qu'il avait conquise, et que

Digitized by Google

les traités de Westphalie fussent rétablis de point en point.

L'électeur de Brandebourg, trouvant ces conditions extrêmement dures, lui écrivit en vain une supplique très humble pour le conjurer de les modérer; il demeura ferme dans ses desseins, et il fallut que le vainqueur des Suédois rendît toutes ses conquêtes.

La province de Lorraine, dont Charles IV et son successeur avaient été dépouillés à cause de leur hostilité à la France, était rendue à Charles V, à condition que Nancy demeurerait ville française, et que tous les grands chemins seraient sous notre domination.

Louis XIV alla même jusqu'à disputer pour ses ambassadeurs le droit de préséance aux électeurs de l'Empire, qui cependant étaient souverains dans leurs terres.

Louis XIV parlait à Nimègue, non point en égal avec les plus grands monarques, mais avec la hauteur d'un maître qui impose la loi et veut qu'elle soit acceptée sans discussion. Cette hauteur indisposa les souverains, qui se réunirent contre lui pour le contraindre à fléchir devant la volonté de tous. Cette union embarrassant le grand roi, il travailla à semer la dissension parmi les puissances et commença par détacher la Hollande; elle accepta les conditions imposées, malgré l'opposition du prince d'Orange, qui voulait continuer la guerre.

Les Espagnols, abandonnés par les Hollandais, sentant l'impossibilité de soutenir le poids de la guerre, apportèrent, pour signer aussi la paix, le prétexte que l'Empire ne faisait pas assez de sacrifices dans la redoutable lutte engagée contre la France.

Que pouvaient faire les Allemands abandonnés par

Digitized by Google

les Hollandais et les Espagnols? signer et accepter les conditions; c'est ce qu'ils firent en ratifiant le traité de Westphalie et en laissant Fribourg au roi de France.

C'est ainsi que, malgré leurs efforts, malgré leurs demandes et leurs sollicitations, tous les ennemis de la France furent contraints de subir toutes les conditions imposées par le grand roi. Un seul refusa d'accepter le traité, ce fut le duc de Lorraine, qui préféra être entièrement dépouillé et être un prince errant, plutôt que de consentir à la division de ses Etats.

Au moment même où les Hollandais signaient la paix contre la volonté du prince d'Orange, ce chef de la république des Provinces-Unies montra à Louis XIV combien il était un ennemi dangereux pour quiconque ne condescendait pas à ses désirs. Le maréchal de Luxembourg, qui assiégeait Mons, ayant reçu la nouvelle de la paix, dînait tranquillement au village de Saint-Denis, sans prendre les précautions nécessaires en temps de guerre. Le prince d'Orange se mit à la tête de ses troupes, fondit sur le quartier du maréchal, le força à combattre avec des soldats surpris, se reposant sur la foi d'un traité solennellement signé. Le maréchal de Luxembourg eut beaucoup de peine à résister et fut même obligé de laisser à l'ennemi le terrain sur lequel l'infanterie avait combattu ce guet-apens. Cette perfidie, qui coûta la vie à deux mille hommes, trouva des approbateurs.

§ VI. *Apogée de la gloire de Louis XIV (1678-1686).*

C'est après ce traité que la France, enivrée de gloire, voyant encore ses frontières étendues au loin par la réunion de la Franche-Comté, de Dunkerque et de la moitié

Digitized by Google

de la Flandre au domaine de la couronne, décerna à son roi le titre de *Grand*. Malgré cet hommage solennel, le nom de Louis XIV a prévalu sur celui de Louis-le-Grand. Le fameux siècle qui s'est personnifié en lui, a pris le nom de *siècle de Louis XIV*.

Quoique la paix eût été signée, que l'Empire, l'Espagne et la Hollande eussent désarmé, que toutes les nations, pressées par le besoin de repos, parussent avoir en horreur le souvenir de la guerre, Louis XIV, toujours aussi ambitieux, ou plus prudent, comme le dira certain lecteur, ne désarma point et employa le temps de la paix à se préparer à la guerre. Il visita lui-même les principales forteresses du Nord, afin de connaître celles qui avaient besoin de réparations; il fit bâtir Huningue à une faible distance de la Suisse, pour effrayer ce peuple ami de la liberté; il ferma l'entrée de la Lorraine par la forteresse de Sarrelouis; il releva les fortifications de Landau et de Phalsbourg; il fortifia Montlouis en Cerdagne, pour remplacer Puycerda rendu à l'Espagne; dans le seul territoire des Trois Evêchés, il y eut plus de quatre-vingts fiefs réunis à la couronne, dont plusieurs très importants. Plusieurs souverains étrangers ayant des terres en Lorraine et en Alsace, Louis XIV établit à Metz et à Brisach des juridictions particulières pour examiner avec le plus grand soin leurs titres, pour confisquer les biens dont les titres ne paraissaient pas fondés, et pour obliger ces souverains à venir lui faire hommage sous peine de confiscation. Depuis Charlemagne et Philippe-Auguste, il n'y avait pas eu en France, ni dans les nations voisines, de prince pour agir ainsi en maître et en juge des souverains et conquérir des pays par des arrêts.

L'électeur palatin et celui de Trèves ayant été dépouil-

Digitized by Google

lés des seigneuries de Falkembourg, de Germersheim, de Veldentz, portèrent leurs plaintes à la diète de Ratisbonne, qui crut se montrer courageuse en rédigeant une vaine protestation.

Les dix villes libres de l'Alsace, habituées à une grande indépendance pendant qu'elles relevaient de l'Empire, s'aperçurent bientôt du changement de régime quand elles furent soumises au roi de France ; elles durent oublier leurs franchises pour subir la loi commune. Strasbourg seul, la reine de l'Alsace, garda ses franchises et reconnut à peine nominalement la France.

Louvois, connaissant les richesses de l'arsenal de cette place, où l'on ne comptait pas moins de neuf cents pièces d'artillerie, avait résolu de la donner à son maître et d'en faire un redoutable boulevard vers l'Allemagne. Les principaux citoyens voyant leur cité resserrée de toute part, respirant à peine dans l'étroite enceinte que le roi et son ministre leur laissaient, se demandèrent s'il ne vaudrait pas mieux, pour la grandeur présente de la ville et pour sa splendeur future, qu'elle appartînt à la France. La vue des hommes de guerre qui l'environnaient, l'or du roi qui servit plus d'une fois de talisman pour les bons bourgeois de la ville, déterminèrent les magistrats à oublier un moment le serment qu'ils avaient fait de maintenir la ville libre. Ils se donnèrent à Louis XIV, qui, sachant sans doute qu'il ne fallait pas mener durement une ville habituée au régime de la liberté, lui laissa une partie de ses franchises. La citadelle de la place fut remise aux mains de Vauban, qui y exerça son génie et en fit la barrière la plus forte de la France.

Les ministres du roi cherchaient en même temps s'il y

Digitized by Google

avait dans le traité de paix quelques territoires oubliés, quelques frontières mal définies, non point pour régler ces objets sur les principes de la stricte équité, mais bien d'après la loi du plus fort. Ayant découvert que la ville d'Alost et son territoire, dans les Pays-Bas, n'avaient été assignés à personne, quoiqu'ils fissent clairement partie de la Belgique, ils les réclamèrent, et, sur le refus de l'Espagne de les rendre, ils firent mettre le siége devant Luxembourg.

Un petit prince, duc de Mantoue, homme corrompu et ami des plaisirs, ayant mis une partie de ses états en vente, Louis XIV lui acheta Casal. Le roi avait en même temps noué des négociations avec le duc de Savoie, à qui il demandait le Piémont, se chargeant de l'indemniser en lui faisant épouser l'héritière du Portugal. Ce mariage ne put s'effectuer; mais la tentative du roi ne prouve pas moins jusqu'où il portait ses prétentions et comment il prétendait asservir le monde à ses volontés.

Si les conquêtes du roi avaient épouvanté l'Europe pendant la guerre, ses envahissements continuels pendant la paix l'alarmèrent bien davantage. L'Empire, la Hollande et la Suède elle-même, cet Etat pour lequel Louis XIV avait tant fait, s'associèrent pour mettre enfin une digue au torrent qui menaçait de tout envahir. Les Anglais se montrèrent menaçants, les Espagnols armèrent, et le prince d'Orange essayait de tout agiter sans cependant pouvoir ébranler aucun peuple, tant on craignait de se hasarder contre une nation qui frappait de si terribles coups.

Loin de s'arrêter dans une voie où il soulevait partout de trop justes jalousies, Louis XIV ne songeait qu'au

Digitized by Google

moyen d'affermir et d'agrandir sa puissance. Voulant dominer sur mer comme sur terre, il porta le nombre de ses matelots à soixante mille et fit rédiger un code maritime excessivement sévère. L'Angleterre et la Hollande, dont la réputation navale était grande, n'avaient ni autant d'hommes de mer, ni d'aussi bonnes lois. Des compagnies spéciales furent formées pour défendre les ports de mer.

Parmi les grands établissements maritimes dus au génie de Louis XIV, nous devons mettre Toulon en première ligne. Ce grand port, l'un des plus beaux du monde, fut construit avec des frais prodigieux pour contenir cent vaisseaux de guerre, avec un arsenal et des magasins immenses; Brest sur l'Océan devenait presque aussi important; Dunkerque et le Hâvre prenaient rang entre les grands ports de commerce et voyaient les vaisseaux marchands affluer; le plan de Cherbourg était tracé par Vauban, et on commençait à mettre la main à ce grand travail qui vient d'être terminé et solennellement inauguré (7 août 1858).

Notre marine, élevée au chiffre prodigieux de cent vaisseaux de ligne, dont plusieurs portaient plus de cent canons, sillonnait les mers sous le commandement de Duquesne, nettoyait la Méditerranée des corsaires d'Alger et de Tripoli; Alger, ville fameuse par la piraterie, qu'un coup d'éventail devait soumettre à notre domination, présentait de grandes difficultés à celui qui voulait la punir. Bernard Renaud, nommé Petit Renaud, marin plein de génie, sans instruction, inventa des galiotes à bombes à l'aide desquelles on pouvait s'approcher des villes et les embraser. On ne s'était pas, auparavant, per-

Digitized by Google

suadé qu'il fût possible de faire reposer des mortiers sur des navires; il montra que cela se pouvait. Le bombardement d'Alger fut alors résolu.

Cinq vaisseaux plus petits que les autres, mais beaucoup plus fournis en bois afin de résister à la secousse, furent préparés avec soin et montrés à Duquesnē, qui n'en espéra rien. Quand il les vit en action, qu'il aperçut la justesse du tir, qu'il contempla les bombes s'élevant majestueusement en l'air et allant frapper sur les plus beaux édifices d'Alger, il admira un art qui, porté chez les autres nations, devait ajouter aux grands moyens de destruction. L'homme réellement ami du progrès, loin de chercher ces puissants moyens destructeurs, devrait les enfouir dans l'oubli, lorsqu'ils se présentent par hasard; mais on se glorifie plus de la découverte de ces machines que de celles qui sont destinées à produire et à centupler les forces de l'homme.

Le nom de la France, répété alors dans toutes les contrées de l'Europe comme celui de la terre heureuse, de la richesse et du progrès, y amenait tout ce que les autres royaumes avaient de grand et d'illustre. Les étrangers accouraient en foule à Paris et y fixaient leur demeure, rendant ainsi hommage à la première nation du monde par ses arts et par son bon goût.

Louis XIV, ami d'une autorité qui, en plusieurs points, touchait au despotisme, lui, le grand ennemi de tout ce qui pouvait affaiblir le pouvoir en France, et qui, dans ce dessein, avait combattu le protestantisme dans ses Etats, se montra le protecteur des protestants d'Allemagne, les soutint contre l'autorité légitime, et il contribua à amener jusqu'aux portes de Vienne ces barbares Ottomans

Digitized by Google

qui, pendant tant de siècles, avaient affligé le nom chrétien.

Nous n'avons pas à suivre les Turcs dans cette expédition; observons seulement que Louis XIV, conduit par un reste de pudeur, ne voulut pas attaquer l'Empire pendant que la capitale était assiégée par un peuple dont le nom était une honte pour l'Europe. Il dit qu'il voulait laisser à la maison d'Espagne toute latitude nécessaire pour seconder la maison d'Autriche, à une condition cependant, c'est que tous les articles du traité de Nimègue seraient interprétés en sa faveur. Sur le refus nouveau de céder le bailliage d'Alost, Louis XIV fit presser plus vigoureusement le siége de Luxembourg et s'empara de cette ville. Alors Jean Sobieski, l'illustre roi de Pologne, avait délivré Vienne et éloigné le péril pour l'Europe, qui croyait encore revoir ces invasions formidables des Ve et VIe siècles. Le roi de France, croyant n'avoir plus rien à ménager, se saisit de Courtray et de Dixmude en Flandre; il s'empara de Trèves, dont il démolit les murailles; en conformité de l'esprit du traité de Nimègue, il ravagea, sans rencontrer le moindre obstacle, les belles provinces de Catalogne et de Navarre. C'était ainsi que le monarque entendait son traité de Nimègue, qu'il convertit bientôt en une trève de vingt ans, en se conservant au moins pendant ce temps Luxembourg et toute la principauté qui en dépendait.

Alger, déjà bombardé, ayant recommencé ses courses rapaces sur les mers, Louis XIV ordonna de le bombarder une seconde fois. Plus de douze mille bombes lancées sur la ville la changèrent en ruines et causèrent un tel carnage, qu'on voyait dans certains quartiers des lam-

Digitized by Google

beaux d'hommes, de femmes et d'enfants mis en pièces. Le peuple soulevé massacra le dey et se soumit; Tunis et Tripoli subirent le même sort et firent aussi leur soumission.

L'une des conditions du pardon accordé par le roi de France, c'est que tous les chrétiens, de quelque nation qu'ils fussent, recouvreraient la liberté. Lorsque le capitaine de vaisseau Damfreville se présenta dans Alger pour opérer la délivrance des captifs, il se trouva des Anglais dont l'orgueil fut si sot, qu'ils prétendirent que c'était au roi d'Angleterre et non à Louis XIV qu'ils devaient leur délivrance. Pour toute réponse, le capitaine français fit appeler les Algériens, et remettant les Anglais à terre : « Ces gens-ci, dit-il, prétendent n'être dé- » livrés qu'au nom de leur roi ; le mien ne prend pas la » liberté de leur offrir sa protection : je vous les remets ; » c'est à vous à montrer ce que vous devez au roi d'An- » gleterre. » Les Anglais, remis aux fers, apprirent à leurs dépens si leur roi Charles II avait l'autorité nécessaire pour faire briser ces fers.

La Turquie, dont on humiliait les sujets le long de la côte de Barbarie, loin de se montrer mécontente de Louis XIV, avait de nouveaux égards pour lui et accordait à ses ambassadeurs des distinctions que les plénipotentiaires des autres puissances n'avaient jamais obtenues.

Les Algériens avaient trouvé dans Gênes, la république mercantile, un appui qu'un peuple chrétien, fidèle à sa religion, aurait dû dénier à des barbares indignes d'être comptés au nombre des peuples civilisés. A cette cause de mécontentement contre Gênes se joignaient les

Digitized by Google

rapports d'amitié qui existaient entre cette république et la monarchie espagnole, à qui elle fournissait des vaisseaux. Le roi lui fit défense de lancer à l'eau les nouvelles galères construites, et la menaça des plus sévères châtiments si elle osait contrevenir à ses ordres. Les Génois, peu habitués à un langage aussi fier, ne tinrent aucun compte des menaces du roi de France, et voulurent user des droits que leur donnait leur qualité de peuple libre. Louis XIV fit diriger contre leur ville quatorze gros vaisseaux, vingt galères, dix galiotes à bombes, plusieurs frégates. Le jeune Seignelay, ministre de la marine, voulant à la fois avoir l'honneur de prescrire les opérations maritimes et de commander les expéditions, monta lui-même sur la flotte, et prit le vieux Duquesne pour commandant des vaisseaux, tandis que le commandement des galères fut confié à Mortemart.

La flotte, arrivée devant Gênes, vomit quatorze mille bombes sur la ville et détruisit une multitude de palais de marbre. Non content d'avoir ainsi humilié Gênes la Superbe, Seignelay fit débarquer quatre mille soldats qui s'avancèrent jusqu'aux portes de la ville et incendièrent le faubourg de Saint-Pierre-d'Arène. Après de si grands malheurs, il ne restait d'autres ressources à Gênes que de se soumettre à toutes les conditions que le roi de France voudrait lui imposer. Louis XIV exigea que le doge et les quatre principaux citoyens de la ville vinssent à Versailles implorer sa clémence, et, sachant qu'il y avait une loi fondamentale de la république génoise qui portait que tout doge qui aurait quitté la ville, aurait par là même perdu son autorité et même le titre de sa dignité, il exigea que cette loi fondamentale fût

Digitized by Google

réformée pour la circonstance présente, et que les droits et le titre de doge fussent accordés à celui qui était en fonctions, non-seulement dans Gênes, mais encore dans tout son voyage, à la cour de France.

Imperiali-Lercari, doge de Gênes, les sénateurs Lomellino, Garibaldi, Durazzo et Salvago se rendirent à Versailles pour demander grâce. Le doge, en habit de cérémonie, parla couvert d'un bonnet de velours rouge, pour montrer qu'il était encore le chef de la puissante république de Gênes; il l'ôtait fréquemment par marque de respect, et sans doute à chaque phrase louangeuse dont Seignelay avait parsemé sa harangue. Après avoir entendu ce discours avec toute la majesté qu'il savait mettre dans toutes ses actions, Louis XIV traita les envoyés de Gênes avec beaucoup de bonté, ce qui les toucha vivement : « Le roi, dirent-ils, ôte à nos cœurs la » liberté par la manière dont il nous reçoit, mais ses » ministres nous la rendent. » Effectivement, Louvois et Seignelay les traitaient avec une hauteur insultante. Un jour Seignelay ayant demandé au doge ce qui le surprenait le plus dans Versailles : « C'est de m'y voir, » répondit-il simplement.

Si la France s'enorgueillit de voir la superbe Gênes humiliée aux pieds de son roi, elle fut bien plus satisfaite encore quand on lui répéta que les nations les plus lointaines lui envoyaient des ambassadeurs pour lui rendre hommage. Le roi de Siam, qui sans doute ignorait peu auparavant s'il y avait un roi de France, avait pris pour premier ministre un Grec de Céphalonie, fils d'un cabaretier. Cet homme, sentant la nécessité d'un appui pour s'affermir, ne voulant se confier ni aux Hol-

Digitized by Google

landais ni aux Anglais, voisins trop dangereux pour le royaume de Siam, pensa à s'abriter derrière le grand roi de France dont il connaissait toute la puissance. Afin de flatter l'orgueil d'un monarque ami des distinctions et des honneurs extraordinaires, il prépara une ambassade magnifique pour aller féliciter le roi de France, lui demander une alliance commerciale, et l'assurer qu'il était disposé à se faire instruire de la religion chrétienne. Le roi envoya, à son tour, une ambassade accompagnée de huit cents soldats, qui devaient faire aimer et respecter le nom français au milieu des Siamois. Nous ne retirâmes pas de cette liaison les avantages que nous étions en droit d'en espérer : quatre ans après le Grec fut mis à mort; sa femme, après avoir été sur le point de se voir déclarée reine, fut condamnée à l'état de servante; les Français, en leur qualité d'amis et de soutiens du ministre grec, eurent beaucoup à souffrir et furent la plupart mis à mort.

S'il était sur la terre une puissance pour laquelle le roi eût dû avoir du respect, c'est bien incontestablement celle du Vicaire de Jésus-Christ; mais Louis XIV prétendait que le Chef de l'Eglise plierait sous sa volonté. Innocent XI, pontife plein de science et de vertu, prince aussi ferme que courageux, occupait alors le siége pontifical. Une des premières causes de dissension entre lui et Louis XIV, fut l'alliance de ce monarque avec les ennemis du nom chrétien. Non content de blâmer comme une chose indigne d'un prince catholique les secours que Louis XIV accordait au Sultan, le Pape donna les plus grands éloges à l'empereur d'Autriche et au roi de Pologne, qui s'étaient armés contre les Turcs; il les aida même

Digitized by Google

des fonds du trésor de Saint-Pierre. Louis XIV, irrité de cette conduite, ne cessait de chercher des moyens de tourmenter le Chef de l'Eglise; il s'en présenta un auquel un prince ami de l'ordre n'aurait jamais dû recourir.

Il s'était introduit à Rome un abus épouvantable qui y faisait disparaître toute sécurité et rendait impossible l'exercice de la police. Le chef de l'Eglise, ayant souvent reçu des princes étrangers de grandes preuves d'intérêt et des marques de munificence, avait accordé aux ambassadeurs des rois chrétiens le droit d'asile, non-seulement pour leurs maisons, mais encore pour le quartier qu'ils habitaient; de là était résulté cet épouvantable abus, que tous ceux qui avaient commis quelque crime, qui s'étaient souillés de vices ou rendus coupables d'assassinat, de vol, d'adultère, d'impiété, se retiraient dans le quartier d'un ambassadeur et échappaient à la justice pontificale. Le désordre était tel, qu'il n'y avait plus de sécurité pour les biens et les personnes, que les mœurs tombaient dans le dernier degré d'avilissement. Innocent XI, dont les mœurs étaient si pures, la piété si vive, résolut d'extirper la racine du mal; il s'adressa à toutes les cours et leur demanda de renoncer au droit d'asile et d'inspection de police, non point pour leurs maisons, mais pour les quartiers qu'ils regardaient comme privilégiés. Les rois d'Espagne, d'Angleterre et de Pologne, l'empereur d'Autriche, répondirent aux vœux du Chef de la chrétienté en renonçant à ces priviléges, cause d'un désordre irremédiable. Louis XIV seul refusa d'y accéder et fit cette orgueilleuse réponse : « qu'il ne s'était » jamais réglé sur l'exemple d'autrui, et que c'était à lui » à servir d'exemple. » Pour montrer qu'il ne voulait

Digitized by Google

pas renoncer à l'espèce de souveraineté que son ambassadeur exerçait à Rome dans le quartier des Français, il ordonna au marquis de Lavardin de partir pour la capitale du monde chrétien, non pas avec la suite ordinaire d'un plénipotentiaire, mais avec quatre cents gardes de la marine, quatre cents officiers volontaires et deux cents hommes de livrée, tous bien armés. Le Pape refusa de recevoir un homme qui se présentait plus en souverain qu'en ambassadeur. Mais ce qu'on n'aurait osé faire à l'égard du plus petit seigneur allemand, Louis XIV le fit contre le Chef de l'Eglise, afin sans doute de l'humilier dans son caractère sacré. Le Pape, se voyant ainsi bravé jusque dans sa capitale, ne voulut point recourir à la force ni répandre le sang; il se détermina à employer l'arme qui faisait trembler les souverains au moyen âge, et qui ne demeure jamais sans effets; il lança la sentence d'excommunication contre tout ambassadeur qui oserait user du droit de franchise. Après en avoir usé ouvertement et avoir bravé le Chef de l'Eglise, Lavardin méprisa l'excommunication personnelle, assista aux offices et même communia le jour de Noël dans l'église de Saint-Louis-des-Français.

Le Pape lança alors l'excommunication contre toutes les personnes qui communiquaient avec le marquis de Lavardin et interdit l'église Saint-Louis.

Le cardinal d'Estrées, chargé spécialement des affaires de France, ayant communiqué plusieurs fois avec l'ambassadeur français, ne fut pas reçu par le Souverain Pontife, à moins qu'il ne se fît absoudre de l'excommunication qu'il avait encourue. Il repoussait l'absolution sous le prétexte qu'il n'avait pas encouru l'excommunication,

Digitized by Google

mais il fut obligé de subir l'absolution, que le Pape lui accorda aussitôt qu'il se présenta devant Sa Sainteté.

L'interdit lancé sur l'église Saint-Louis-des-Français, et la déclaration que Lavardin avait encouru l'excommunication, firent une douloureuse impression sur l'esprit du roi. Le procureur-général interjeta appel comme d'abus, non-seulement de la sentence lancée par le cardinal-vicaire, mais encore de la bulle d'excommunication. Il prétendait que le Pape ne pouvait avoir le droit de se servir de ses armes spirituelles contre les ambassadeurs, attribuait à l'âge la tentative du Souverain Pontife, et semblait lui pardonner à cause de l'affaiblissement de son intelligence. L'avocat-général Talon, beaucoup plus violent, ne se contenta pas d'insinuer que le Souverain Pontife radotait, il voulut le faire passer pour hérétique. Il lui reprocha « de n'avoir cessé, depuis qu'il était assis » sur la chaire de saint Pierre, d'entretenir commerce » avec tous les jansénistes, de les avoir comblés de ses » grâces, d'avoir fait leur éloge, de s'être déclaré leur » protecteur. » On est surpris de cette accusation, quand il était de notoriété publique que le Parlement était attaché aux jansénistes. C'est une bassesse insigne. Talon accusa encore Innocent XI d'indulgence à l'égard des Quiétistes, qu'il avait cependant été le premier à condamner. Il lui reprocha amèrement de causer à la France de légitimes griefs, dans les choses mêmes qui seraient très avantageuses à la religion. C'est-à-dire que le Pape n'avait pas approuvé les conversions forcées, et il regardait comme un sacrilége la communion imposée aux nouveaux convertis qui la repoussaient. Les avocats-généraux se sont trop souvent laissé entraîner sur un terrain qui n'était

Digitized by Google

pas de leur compétence, et ils ont gravement dévié de la vérité. Cette déviation pourrait être pardonnée à un simple avocat qui emploie tous les moyens qu'il juge utiles pour la défense des accusés, mais elle est absolument intolérable dans un avocat-général, qui est le représentant de l'autorité. Talon concluait à supplier le roi de conserver dans toute leur étendue les franchises des ambassadeurs, d'ordonner la tenue des conciles provinciaux ou nationaux, pour remédier aux désordres que produisait la vacance des évêchés ; de défendre enfin à ses sujets d'avoir aucun commerce avec Rome, et d'y envoyer aucun argent. Le Parlement rendit un arrêt conforme à ces décisions, et l'arrêt fut affiché dans tous les lieux publics (1).

Il se présenta encore une circonstance spéciale où Louis XIV montra tout son mauvais vouloir, non-seulement contre le Pape, mais encore contre l'empereur. Voulant dominer sur l'Allemagne, il chercha surtout à se rendre maître de certains électorats en y faisant parvenir ses créatures. L'électeur de Cologne, le prince Ferdinand de Bavière, étant accablé de vieillesse et d'infirmités, il lui fit conseiller d'accepter un coadjuteur, et fit élire, pour cette fonction importante, le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, l'un des plus grands ennemis de l'empereur, qui l'avait retenu prisonnier dans la dernière guerre.

Après ce premier succès de l'élévation du cardinal-évêque de Strasbourg à la haute dignité de coadjuteur de Cologne, Louis XIV essaya d'en remporter un second.

(1) Sismondi, tom. XXV, pag. 557 et suiv.

Digitized by Google

A la mort du prince Ferdinand de Bavière, l'élection du titulaire étant abandonnée au chapitre, à la condition que l'élu aurait les deux tiers des voix, le roi de France recourut à tous les moyens de séduction, promesses, menaces, présents. Mais, malgré toutes ces manœuvres, il ne put obtenir plus de quatorze voix pour son protégé, tandis que le jeune frère du prince-archevêque qui venait de mourir en obtint neuf. Quand l'élection était invalide ou qu'elle n'avait pu se faire, le choix était dévolu au Chef de l'Eglise. Persuadé que mettre le cardinal de Furstemberg sur le siége de Cologne ou Louis XIV, c'était la même chose, l'empereur engagea le Pape à porter son choix sur le jeune prince de Bavière, qui fut en effet placé sur le siége archiépiscopal. A cette nouvelle, le roi de France se livra à la plus violente colère, fit rédiger contre le Chef de l'Eglise un factum de la force de celui que nous venons d'analyser, et menaça de prendre les armes contre l'empereur. Il inquiétait en même temps l'électeur palatin et revendiquait les droits auxquels son frère avait renoncé en épousant une princesse palatine, car il est bon d'observer que les contrats, sacrés pour les particuliers, ne le sont pas toujours pour les souverains. C'est ainsi que Louis XIV, au comble de sa grandeur, insultait tous les souverains et les déterminait à se liguer contre lui.

§ VII. *Ligue d'Augsbourg (1686-1697).*

Si la France n'avait jamais été plus grande, son orgueil croissait aussi sans cesse, et il n'y avait pas un seul peuple qui n'eût à se plaindre de Louis XIV. On le voyait

Digitized by Google

en pleine paix agrandir ses Etats, établir en Lorraine, en Alsace et en Franche-Comté, juges de ses prétentions, des chambres dont les arrêts lui étaient toujours favorables. Ses ambassadeurs parlaient dans toutes les cours avec un ton de maîtres. Tout pliait sous lui. Lorsque l'arc est trop tendu il finit par se briser ou rompre la corde.

Plus ambitieux encore que Louis XIV, le stathouder de Hollande avait conçu de vastes projets qui pouvaient passer pour chimériques, et que cependant il eut l'habileté et le courage de réaliser. Ayant formé le dessein d'abaisser le roi de France et de s'emparer du trône d'Angleterre, il parvint à animer tous les princes de l'Europe contre Louis XIV et à les déterminer à prendre les armes. L'empereur, une partie de l'Empire, la Hollande, le duc de Lorraine, s'étant ligués secrètement à Augsbourg, amenèrent à eux la Savoie et l'Espagne. Si le Pape ne voulait pas entreprendre de guerre, il était évidemment pour une confédération destinée à abaisser le prince le plus orgueilleux, le souverain qui affectait une espèce de souveraineté sur l'Eglise. Tous les princes d'Italie, les puissances du Nord, la Suède spécialement, suivirent le même mouvement. La France n'eut plus d'autre ami que le Danemarkc, allié inutile.

Cette ligue puissante se formait au moment où le roi, inquiété d'un côté par les catholiques sincères qu'affligeaient ses démélés avec la cour de Rome, et de l'autre par le parti protestant, qu'il accablait par la révocation de l'édit de Nantes, par les dragonnades et par l'ordre de quitter la France, avait le plus besoin de paix et de repos. Ses finances avaient d'ailleurs été épuisées dans

Digitized by Google

ces magnifiques constructions dont les grandeurs étonneront tous les siècles.

C'est au milieu des difficultés qu'on voit avec intérêt se développer les ressources du génie. Un seul des ennemis du roi, tel que l'Espagne et l'Angleterre, avait suffi autrefois pour envahir la France et la mettre à deux doigts de sa perte : l'Europe se ligue aujourd'hui contre Louis XIV, et elle ne peut entamer notre territoire. Dans cette guerre, l'une des plus redoutables que la France ait soutenues, le roi eut constamment cinq corps d'armée sur pied, quelquefois six, jamais moins de quatre. Les armées de Flandre et d'Allemagne s'élevèrent jusqu'à plus de cent mille combattants. Les places frontières conservèrent toujours le nombre de guerriers destinés à leur défense; jamais aucune nation n'avait eu un si grand nombre de soldats sous les armes. La Turquie, malgré l'immensité de ses Etats, n'aurait pu en mettre autant sur pied. Rome elle-même n'en comptait pas autant quand elle vainquit les grands rois de l'Asie. Il faut dire aussi que Rome n'eut jamais autant de guerres à soutenir à la fois.

Louvois conseilla au roi de ne pas attendre la déclaration de guerre de ses adversaires mais d'attaquer lui-même (1).

(1) Le marquis de Saint-Simon donne à cette guerre une cause bien futile; il prétend que le roi, bâtissant alors Trianon, s'aperçut d'un défaut d'une croisée qu'on achevait de former. Louvois, surintendant aux bâtiments, était naturellement fort brusque; il soutint que la croisée était bien; le roi la fit mesurer sous ses yeux ; Louvois avait raison : le roi lui donna une semonce sévère en présence des ouvriers sur son opiniâtreté. Rentré chez lui, Louvois tomba dans un grand découragement. « C'en est fait, dit-il à ses amis, je suis perdu avec le roi; à

Digitized by Google

Connaissant les projets du stathouder de Hollande contre Jacques II, roi d'Angleterre, il pensait que, par une brusque attaque, on parviendrait à dissoudre la ligue et à retenir le stathouder, en l'obligeant à défendre ses possessions du continent. Le roi aurait probablement obtenu ce dernier résultat s'il avait porté ses armes au cœur de la Hollande et s'il eût tenté de se rendre maître d'Amsterdam ; mais il crut devoir porter la guerre sur un autre point : ce fut sur le Rhin qu'il voulut frapper d'abord.

Afin de donner une plus grande autorité au commandant chargé de diriger les opérations militaires sur le Rhin, le roi avait mis à la tête d'une armée de cent mille hommes son fils le Dauphin, prince aussi remarquable par sa modestie et sa douceur que par la pureté de ses mœurs.

Louis XIV ne voulant pas exposer son fils, l'héritier présomptif de la couronne, à un échec, avait pris toutes les précautions nécessaires pour assurer le succès et pour épargner une défaite à celui qu'il voulait rendre aussi grand que lui-même. Le jeune prince avait pour second et pour commandant réel le maréchal de Duras. Deux corps étaient détachés pour observer les mouvements de l'ennemi, l'un vers Cologne, sous les ordres du maréchal

» la façon dont il vient de me traiter pour une fenêtre, je n'ai de res-
» source qu'une guerre qui le détourne de ses bâtiments, et qui me
» rende nécessaire, et par..... il l'aura. » Il tint parole. Malgré le roi et les autres puissances, il jeta la France dans une guerre générale (1) Cette anecdote donnée comme l'une des causes du vaste incendie, quoique rapportée par les chroniqueurs du temps, est loin d'avoir le degré de certitude désirable dans un monument historique.

(1) Saint-Simon, tom. XIII, pag. 9.

Digitized by Google

d'Humières, l'autre en deçà du Rhin, sous le commandement de Boufflers. Heidelberg et Mayence furent enlevés facilement. Un siége, préliminaire de toutes les guerres contre l'Allemagne, fut commencé devant Philippsbourg par Vauban, qui en dirigeait les grandes opérations, tandis que Catinat, alors lieutenant-général, homme capable de tout et fait pour tous les emplois, était chargé de suivre tous les détails dans lesquels Vauban ne pouvait entrer. La tranchée était ouverte depuis six jours quand le Dauphin arriva. Fidèle imitateur de son père, il s'exposa autant que devait le faire un général en chef qui ne redoute pas la mort, sans cependant être jamais téméraire. Sachant qu'un mot suffit souvent pour gagner le soldat, il parlait également à tous, sans distinction de grade ni de rang, et donnait aux plus pauvres des secours toujours habilement distribués. Quand on rapportait tous ces détails au roi, il était heureux d'avoir un fils qui, bien que digne de lui, ne manifestait nullement la volonté d'éclipser sa gloire.

Après un siége de dix-neuf jours, Philippsbourg fut emporté; Manheim, qui renfermait d'immenses approvisionnements de guerre, ne se défendit que trois jours; Franckendal résista à peine deux jours. Après la soumission de ces places, les autres villes ne songèrent pas à se défendre. Spire, Trèves, Worms et Oppenheim n'attendirent pas même une sommation pour ouvrir leurs portes.

Le roi, voulant épouvanter ses ennemis, au risque de faire reculer le genre humain d'horreur, donna l'un de ces ordres barbares à peine supposables dans la bouche d'un chef sauvage. Louvois, d'après son ordre, prescri-

Digitized by Google

vit aux généraux en chef de dévaster le Palatinat et de le couvrir de ruines. Ses ordres furent fidèlement exécutés par des soldats avides qui espéraient s'enrichir en ruinant une province riche et bien peuplée. Quand on annonça que le Palatinat allait être livré à feu et à sang, on vit les malheureux habitants des villes et des campagnes abandonner leurs maisons, leurs villages, leurs cités pour aller chercher un refuge dans les provinces voisines. Rien alors ne fut plus respecté; Manheim et Heidelberg, séjour des électeurs, parurent, à cause de cette distinction, mériter l'honneur ou le malheur d'être les premières victimes; tout fut livré aux flammes. Les palais des électeurs furent changés en ruines, aussi bien que la demeure du plus simple citoyen. Les tombeaux des anciens souverains du pays furent ouverts par des mains avides qui s'attendaient à y trouver de l'or. Ce n'est pas sans indignation qu'on voit des généraux permettre à leurs soldats de profaner les tombeaux et de disperser la cendre des morts. C'était pour la seconde fois que le Palatinat était ainsi livré à la dévastation. La première fois sous Turenne; quoique ce général eût livré deux villes et vingt-trois villages aux flammes, les dévastations commises alors n'étaient rien, comparées à celles que prescrivit Louvois en 1689. Si Louis XIV, qui étalait sa grandeur dans les vastes domaines de Versailles, sous ces plafonds chargés de dorures, eût vu un peuple infortuné sans asile, sans foyer domestique, obligé d'errer dans les campagnes et dans les forêts, il eût, incontestablement, fait cesser des excès que le droit de la guerre ne peut tolérer et que la civilisation réprouve. Tous les peuples indignés crièrent

Digitized by Google

malheur contre un roi que jusqu'alors ils avaient respecté en le craignant et en l'admirant.

Louis XIV, qui avait éprouvé la plus vive douleur de la dévastation du Palatinat, repoussa la demande de Louvois qui voulait détruire Trèves, cette antique cité, capitale de l'empire des Gaules, pleine de monuments romains. Le refus du roi ne déconcerta pas le ministre; à quelques jours de là Louvois, revenu à son ordinaire travailler chez Mme de Maintenon, dit au roi, à la fin de son travail, « qu'il avait bien senti que le scrupule était la » seule raison qui l'eût retenu de consentir à une chose » aussi nécessaire à son service que l'était le brûlement » de Trèves; qu'il croyait lui en rendre un essentiel de » l'en délivrer, en s'en chargeant lui-même, et que pour » cela, sans lui en avoir voulu reparler, il avait dépêché » un courrier avec l'ordre de brûler Trèves à son arrivée! » Le roi fut à l'instant, et contre son naturel, si transporté de colère, qu'il se jeta sur les pincettes de la cheminée, et en allait charger Louvois, sans Mme de Maintenon qui se jeta aussitôt entre eux deux, en s'écriant : » Oh! sire, qu'allez-vous faire? et lui ôtant les pincettes » des mains. Louvois cependant gagnait la porte; le roi » cria après lui pour le rappeler, et lui dit, les yeux » étincelants : — Dépêchez un courrier tout à cette heure » avec un contre-ordre, et qu'il arrive à temps, et sachez » que votre tête en répond, si on brûle une seule maison. » Louvois plus mort que vif s'en alla sur-le-champ. Ce » n'était pas dans l'impatience de dépêcher le contre-» ordre, car il s'était bien gardé de laisser partir le pre-» mier courrier; il lui avait donné ses dépêches portant » l'ordre de l'incendie; mais il lui avait ordonné de l'at-

Digitized by Google

« tendre tout botté au retour de son travail. » Cet acte de Louvois eut une grande part à sa disgrâce (1).

La guerre avait éclaté sur tous les points : en Angleterre, en Flandre, en Italie, en Espagne. Pour mettre plus d'ordre dans l'exposé de chacune de ces guerres, nous allons les traiter successivement. Nous commençons par la plus importante, celle contre l'Angleterre.

Jacques II, roi d'Angleterre, étant monté sur le trône de la Grande-Bretagne, y faisait asseoir avec lui le catholicisme. Charles II, son prédécesseur, n'ayant embrassé le catholicisme qu'à son lit de mort, s'était presque montré indifférent à l'égard de la vraie religion. Jacques II, catholique de conviction profonde, certain que sa religion était la seule véritable, voulut manifester ses sentiments, tout en laissant cependant ses sujets libres de suivre la secte hérétique qu'ils préféreraient. L'Angleterre, déjà arrivée à une profonde indifférence en matière de doctrine, malgré sa fidélité extérieure au culte chrétien, eût vu sans indignation sur le trône d'Angleterre un mahométan, un disciple de Confucius; mais quand on sut que ce n'était point un païen qui siégeait sur le trône d'Angleterre, mais bien un chrétien catholique ferme dans ses croyances, on commença à attaquer le papisme, non pas seulement sous le rapport religieux, mais sous le point de vue politique. Il semblait, à entendre les défenseurs des libertés publiques, que si un roi catholique continuait à siéger sur le trône, c'en était fait désormais de la grande charte et de toutes les concessions octroyées dans le cours des siècles par les rois.

(1) Saint-Simon, tom. XIII, pag. 32.

Digitized by Google

Il eût fallu à Jacques II, dans la lutte qu'il soutenait, une grande prudence et un ministre habile; car, quand on veut toucher à la religion d'une nation, on ne saurait y apporter trop de sagesse. Jacques II recevait en outre du dehors des conseils donnés par des hommes qui ne comprenaient pas assez sa situation. Louis XIV, habitué à dire : *L'Etat c'est moi*, et à gouverner en conséquence, loin de lui recommander la prudence, l'engageait à agir avec beaucoup de vigueur et à ne pas s'arrêter devant une opposition factice. Ce n'était pas ainsi qu'envisageait les choses le Chef de l'Eglise, habitué à dominer plus par l'esprit que par la force. Innocent XI, persuadé que, pour commander à un peuple fier et détruire des préjugés religieux invétérés, il fallait marcher avec prudence et beaucoup demander au temps, l'engageait à montrer une grande modération et à ne pas donner subitement à la religion catholique cet éclat public capable d'indisposer les peuples. Il refusa même le chapeau de cardinal au confesseur du roi, par le même sentiment. Les cardinaux, effrayés de la marche religieuse que prenaient les affaires en Angleterre, après avoir tant espéré à l'avénement du nouveau roi, disaient en riant « qu'il fallait excommunier Jacques II, » comme un homme qui allait perdre le peu de catho- » licisme qu'il y avait encore en Angleterre. »

La nation anglaise, une fois agitée, trouva des chefs pour comploter la chute de Jacques II et l'avénement d'un nouveau souverain.

Le prince d'Orange, gendre du roi Jacques, ayant été élevé chez un peuple républicain, parut être l'homme le plus disposé à respecter les franchises nationales, celui

Digitized by Google

qui aspirerait le moins au despotisme. D'ailleurs, sa qualité de gendre du monarque semblait lui donner des droits qu'aucun autre n'aurait osé s'attribuer.

Guillaume, prince d'Orange, ayant déployé en Hollande une grande habileté, aspirait évidemment à une dignité plus élevée que celle de stathouder. Quand on lui offrit la couronne d'Angleterre, il l'accepta et se prépara à s'en saisir. Sachant qu'il fallait agir en secret et ne rien donner au hasard, il prépara une flotte que, dans le monde, on disait être destinée à combattre contre la France. L'infortuné Jacques II le crut et refusa l'appui que lui avait offert Louis XIV, qui, plus prévoyant, avait dit que le stathouder de Hollande ne voulait pas se mesurer contre lui. Jacques ne perdit sa sécurité que lorsque la flotte hollandaise, sortie du Texel, se dirigea vers l'Angleterre. Il demanda alors des secours au roi de France; mais il était trop tard; les événements se précipitèrent, et il fut contraint de quitter ses Etats. Le roi fugitif, accompagné de sa femme et du prince de Galles, encore enfant, vint se jeter entre les bras de Louis XIV, qui ne reconnut pas le prince d'Orange pour roi d'Angleterre, quoique les autres souverains le traitassent en roi légitime. La reine d'Angleterre, émerveillée en voyant ce palais de Versailles tout chargé d'or, et qui surpassait de beaucoup en magnificence ce que la renommée se plaisait à en publier, fut bien plus touchée encore de la courtoisie du monarque qui l'habitait. Le roi alla au-devant d'elle jusqu'à Chatou et lui dit : « Je » vous rends, Madame, un triste service; mais j'espère » vous en rendre bientôt de plus grands et de plus heu» reux. » Le roi lui donna pour habitation le château de

Digitized by Google

Saint-Germain, où tout avait été préparé avec autant de somptuosité et de délicatesse que s'il avait dû être habité par la reine de France. On avait mis à sa disposition des bijoux, des étoffes très riches, une belle argenterie et des bourses pleines d'or et d'argent : l'une d'elles renfermait dix mille louis d'or.

Jacques II, qui arriva un jour après sa femme, fut l'objet des mêmes soins. Le roi lui fit une pension de six cent mille francs, sans compter les présents sans nombre qu'il lui fit. Il mit à sa disposition ses valets et ses gardes, et voulut, en un mot, que le roi détrôné fût toujours traité en roi. C'était là la moindre partie des dépenses que Louis XIV se proposait de faire pour son infortuné parent.

Une flotte fut équipée avec soin pour transporter le monarque en Irlande, pays catholique qui semblait devoir donner à Jacques II un appui plus considérable et un dévoûment sans bornes. Une escadre de treize vaisseaux de premier rang avait été préparée à Brest et devait transporter les troupes de débarquement. Louis XIV alla à Saint-Germain faire ses adieux au monarque détrôné et lui dit en le quittant : « Tout ce que je peux » vous souhaiter de mieux, c'est de ne nous revoir ja» mais. » La traversée du roi Jacques fut heureuse, et il put débarquer en Irlande sans grand obstacle. Il était à peine débarqué, que vingt-trois autres grands vaisseaux et une infinité de navires de transport le suivirent. Cette flotte dispersa les vaisseaux ennemis chargés de lui barrer le passage, débarqua heureusement son chargement, prit à son retour sept vaisseaux marchands hollandais, et rentra à Brest victorieuse de l'Angleterre et chargée des dépouilles de la Hollande.

Digitized by Google

L'expédition de Jacques II en Irlande fut une époque glorieuse pour notre marine. La nécessité d'entretenir des relations habituelles avec l'Irlande fit redoubler d'efforts le ministère français. On vit bientôt ce qu'on n'avait jamais osé espérer jusque-là, un vice-amiral de France, Tourville, à la tête de soixante-douze grands vaisseaux, ayant rencontré une flotte anglaise et hollandaise, se déterminer à livrer bataille contre les soixante vaisseaux ennemis et leurs trente frégates et brûlots. Il remporta une victoire qui, cependant, est restée presque inconnue. Les Anglais, peu auparavant encore maîtres absolus de l'Océan, et de qui les Français avaient appris l'art de livrer de grandes batailles maritimes, furent entièrement vaincus. Ils perdirent dix-sept vaisseaux, qui se brisèrent ou brûlèrent sur la côte : le reste alla se cacher dans la Tamise ou entre les bancs de la Hollande. Louis XIV vit alors se réaliser le plus beau des rêves de sa vie; l'empire de la mer, qui semblait ne devoir jamais appartenir à la France, fut réellement à lui, comme si ce grand roi avait été destiné à avoir toute espèce de domination. Seignelay, ministre de la marine, voyant les flottes ennemies se cacher en présence de nos vaisseaux, ordonna aux galères de Marseille de passer de la Méditerranée dans l'Océan, pour faire des descentes sur les côtes d'Angleterre et s'emparer des vaisseaux marchands. Dans la seule baie de Tingmouth, nous brûlâmes plus de trente bâtiments de commerce. Les armateurs de Saint-Malo et du nouveau port de Dunkerque, n'ayant plus rien à craindre, parcoururent toutes les mers et coururent sus à tous les petits bâtiments anglais et hollandais. Ils firent dans ces courses d'importantes captures

Digitized by Google

et amassèrent des richesses prodigieuses. Pendant près de deux ans, le pavillon français flotta presque seul sur la Manche et dans la mer du Nord.

Si le roi Jacques II avait eu le talent de seconder ces efforts et de faire sur terre ce que Louis XIV faisait sur mer, il aurait pu facilement, et en peu de temps, reconquérir ses Etats. Mais, bien qu'il se trouvât à la tête de forces respectables, qu'il eût une armée composée de six mille Français et de quinze mille Irlandais, et que les trois quarts du pays se fussent déclarés en sa faveur, il se laissa vaincre. Le premier échec considérable qu'il éprouva fut devant Londonderry, ville forte qui n'avait d'autre défenseur qu'un presbytérien nommé Walker, dont la vie se passait à mener la milice tour à tour au prêche et sur les remparts. Ce presbytérien sut si bien fanatiser le peuple, qu'il le détermina à supporter la famine la plus extrême pour le triomphe de sa cause. Après quatre mois d'un siége mal dirigé, Jacques fut obligé de se retirer honteusement et d'avouer son impuissance.

Jacques II avait déjà perdu une grande partie de sa puissance morale, quand arriva Guillaume, à la tête de troupes bien aguerries, commandées par le maréchal de Schomberg, officier du premier mérite, que la révocation de l'édit de Nantes avait déterminé à quitter sa patrie pour prendre du service chez un peuple étranger. La position que Jacques II choisit pour combattre son gendre avait quelque chose de redoutable. Pour arriver à lui, Guillaume était obligé de traverser la Boyne, rivière profonde, de franchir un marais, et enfin de gravir un terrain escarpé qui formait un retranchement naturel.

Le roi Guillaume fit passer son armée à la nage en

Digitized by Google

trois endroits différents et aborda les positions de ses adversaires.

Jacques II qui, dans plusieurs circonstances, avait fait preuve d'un grand courage, sentant que la partie était perdue pour lui, ne se présenta même pas à la bataille; il fut le premier à prendre la fuite.

Avant la bataille, un coup de canon lâché au hasard ayant effleuré l'épaule de Guillaume, on le dit mort en France, ce qui occasionna un délire de joie à peine concevable. Tout-à-coup, sans aucun ordre de l'autorité, toutes les cloches sont mises en branle, le canon des Invalides gronde, le peuple se livre à des réjouissances publiques. Mais Guillaume vivait et il était vainqueur.

Jacques, voyant enfin son malheur irremédiable, remonta sur les vaisseaux français avec les guerriers des deux nations qui avaient soutenu sa cause, et revint encore demander à la France, pour lui et pour les siens, cette noble hospitalité que nous ne refusons jamais au malheur.

Il y avait encore plusieurs cantons en Irlande qui tenaient pour l'infortuné Jacques II. La ville de Limerick ne comptait pas moins de douze mille soldats bien approvisionnés, que trois mille Français vinrent rejoindre. Les vaisseaux français voyageaient sans cesse de France sur les côtes de l'Irlande, sans que le mauvais succès et l'indolence du roi Jacques d'Angleterre pussent décourager Louis XIV. Au lieu de raffermir par sa présence le courage de ses partisans déconcertés de son absence, Jacques demeura toujours en France, attendant, pour aller se mettre de nouveau à la tête de ses sujets, qu'ils eussent triomphé de l'usurpateur. Cependant les villes

Digitized by Google

tombaient les unes après les autres, et nos flottes ramenaient sans cesse des guerriers qui quittaient l'Irlande, devenue pour eux une patrie inhospitalière.

Louis XIV, dont l'âme grande et généreuse semblait ne savoir mettre aucune borne à ses sacrifices quand il s'agissait de soutenir un ami infortuné, fit un effort héroïque pour triompher enfin d'un ennemi qui, grandissant chaque jour, montrait qu'il ne serait pas redoutable seulement à son malheureux beau-père, mais au roi qui avait si généreusement prêté à l'infortuné Jacques ses palais, sa bourse, ses soldats de terre et de mer, et ses flottes. Voulant enfin tenter une entreprise décisive, Louis XIV ordonna de faire tous les préparatifs nécessaires pour une descente en Angleterre avec quinze mille hommes de bonnes troupes, qui, réunis entre Cherbourg et la Hogue, attendaient pour s'embarquer que d'Estrées, parti de Toulon à la tête de trente vaisseaux, eût rejoint l'amiral Tourville, commandant général de la flotte expéditionnaire. Malheureusement un temps fâcheux empêcha d'Estrées de rejoindre Tourville, qui, à la tête de quarante-quatre vaisseaux et de onze brûlots, fut rencontré à la hauteur de la Hogue par les flottes combinées de l'Angleterre et de la Hollande, fortes de quatre-vingt-huit vaisseaux et de onze brûlots.

Louis XIV, qui ne connaissait pas la jonction des deux flottes, croyait que la seule flotte anglaise était en mer, et comptait d'ailleurs sur la promesse de défection donnée par quelques amis de Jacques II; il ordonna à Tourville de chercher la flotte anglaise et de la combattre. Cet ordre était à peine expédié que, informé de l'immense supériorité des ennemis, Louis XIV envoya de nouveaux

Digitized by Google

ordres à notre amiral, pour lui recommander de ne livrer bataille que lorsqu'il aurait été rejoint par les vingt-trois vaisseaux du duc d'Estrées; mais aucune des barques envoyées pour lui communiquer ces derniers ordres ne put le rejoindre. Tourville, qui ne connaissait qu'une seule chose, obéir, surtout quand on lui commandait de se mesurer avec les ennemis de la patrie, ne compta pas les vaisseaux anglais et laissa arriver vent arrière sur l'ennemi, à sept ou huit lieues au large du cap de la Hogue et de la pointe de Harfleur. L'action, engagée dès huit heures du matin (29 juillet 1692), commença par une canonnade terrible. Bientôt chaque vaisseau fut enveloppé de plusieurs bâtiments ennemis. L'amiral Tourville, environné de trois vaisseaux et de cinq ou six brûlots, tint tête à tous ces adversaires et leur fit craindre d'être coulés à fond. Le combat s'était soutenu pendant longtemps avec une grande égalité de succès, malgré l'immense supériorité de nos adversaires; et, quoique notre ligne eût été enfin abordée et morcelée en plusieurs parties, on se battit avec la plus grande valeur, tout le jour et une partie de la nuit. Le vent étant devenu favorable, Tourville, dont les vaisseaux tiraient trop d'eau pour pouvoir entrer dans les ports de la Manche, fit signal de regagner Saint-Malo: vingt-deux vaisseaux y parvinrent; trois demeurèrent à Cherbourg; sept se réfugièrent à Brest; douze autres, poursuivis par l'amiral anglais Russel, s'échouèrent dans la rade de la Hogue; les capitaines en retirèrent les canons, les munitions, les agrès, et ordonnèrent de mettre le feu à la coque, afin de ne pas laisser cet honneur aux Anglais. Tous les historiens ont répété que le désastre

Barfleur

Digitized by Google

de la Hogue fut la ruine de notre marine : c'est une grave erreur que les faits viennent contredire; bientôt après nous eûmes en mer des forces égales à celles que nous avions auparavant; quelques jours après la bataille de la Hogue, les vingt-deux vaisseaux retirés à Saint-Malo en sortirent, formèrent plusieurs escadrilles et capturèrent deux flottes marchandes.

Les ministres de Louis XIV qui s'étaient succédé à la marine avaient voulu nous donner sur mer cette supériorité que nous possédions sur terre. Colbert, qui avait tout fait pour notre marine, avait eu pour successeur Seignelay, dont l'administration avait été très remarquable; après la mort de celui-ci, arrivée en 1691, Pontchartrain suivit la route que lui avaient tracée ses illustres prédécesseurs; mais s'il porta notre flotte à un nombre de vaisseaux aussi grand que dans les plus beaux jours de notre puissance maritime, il ne put lui donner cette confiance qui décuple les forces. Aussi notre marine, qui avait dominé la mer en maîtresse, osa à peine se présenter ensuite en face de celle des Anglais et des Hollandais.

Le malheureux roi Jacques II, qui avait assisté du rivage au désastre de la Hogue, retourna tristement à Saint-Germain, où il passa le reste de ses jours dans les exercices de la plus tendre piété, heureux si son imprudence ne lui avait pas fait perdre, ainsi qu'à son fils, la brillante couronne d'Angleterre. Il mourut en 1700, à Saint-Germain, laissant une grande réputation de sainteté. Il semble qu'il y ait des familles que la Providence éprouve par de grandes calamités pour l'instruction des peuples.

Digitized by Google

Cependant il se passait au nord de grandes opérations. Louis XIV, qui avait couvert les frontières du nord de cent mille soldats, avait, par ce déploiement de forces, appris à l'Allemagne à faire des efforts aussi généreux. Cette vaste contrée, plus peuplée que la France, fournit des hommes moins actifs, plus lents que les Français, mais aussi plus persévérants. Les Allemands avaient d'ailleurs repris un grand courage depuis qu'ils avaient vaincu les Turcs et délivré l'Europe de la terreur de ces barbares. Ce grand succès, l'une des gloires de l'Autriche, fut dû à Jean Sobieski, roi de Pologne, et un peu aussi à Charles V, duc de Lorraine, qui, après s'être consolé de la perte de ses Etats par les victoires qu'il remportait sur les adversaires de l'Empire, était heureux de combattre contre les Français, qu'il regardait comme des spoliateurs de sa famille. Il fit deux siéges importants et nous enleva deux grandes villes sur les frontières de l'Allemagne, Bonn et Mayence. La première de ces villes, célèbre par son université, et qui avait une vaillante garnison française, commandée par le baron d'Asfeld, ne se rendit qu'après trois mois de siége, quand son valeureux commandant eut été blessé à mort dans un assaut général.

La défense de Mayence fut remarquable surtout par le talent rare du marquis d'Uxelles, qui prit de si bonnes dispositions que, pendant plusieurs mois, la garnison se défendit sans être fatiguée, qu'elle fit avec le plus grand succès vingt et une sorties et tua cinq mille hommes aux ennemis. Telle est, cependant, l'appréciation de la multitude, que quand la nouvelle de la reddition de la place arriva à Paris, le peuple accusa le défenseur de lâcheté et le poursuivit de ses huées un jour qu'il se

Digitized by Google

présenta au théâtre. Le roi l'avait vengé de cette injure : « Marquis, lui avait-il dit, vous avez défendu la place » en homme de cœur, et vous avez capitulé en homme » d'esprit. »

Vers cette époque le maréchal d'Humières, l'une des créatures de Louvois, se laissa battre à Valcour-sur-Sambre par le prince de Waldeck, échec qui ne fit point à nos armes le tort qu'on aurait eu lieu de craindre, parce que Louvois, toujours actif, prépara tout pour réparer cette défaite. Envoyé pour remplacer d'Humières, le maréchal de Luxembourg, connaissant la haine de Louvois contre lui, craignait que ce ministre ne lui préparât quelque échec. Il fut rassuré par le roi qui lui dit : « Je vous promets que Louvois ira droit; je l'obligerai » de sacrifier au bien de mon service la haine qu'il a » pour vous; vous n'écrirez qu'à moi; vos lettres ne pas- » seront point par lui. » Les grands commandements furent ainsi répartis : Luxembourg eut le commandement en Flandre, Catinat en Italie, de Lorges en Allemagne, de Noailles en Catalogne.

Le maréchal de Luxembourg, l'élève de Condé, avait quelques traces de ressemblance avec ce génie militaire : un esprit ardent, une exécution prompte, un coup-d'œil juste, une intelligence vaste et avide de connaissances, mais peu réglée. Ce qui lui faisait perdre de son énergie, c'était une suite d'intrigues avec des femmes dont il savait se faire aimer, quoiqu'il fût contrefait et d'un visage peu agréable.

Les Français, comme il arrivait presque toujours, furent les premiers en campagne. Luxembourg ravagea dès les premiers jours de mai le territoire de Bruges et

Digitized by Google

de Gand, et, sur l'ordre de Louvois, il traversa la Sambre : heureusement qu'il avait en tête un général peu expérimenté, car il aurait pu être battu dans ce passage. Il rencontra l'ennemi entre les villages de Saint-Amand et de Fleurus, où il remporta une victoire : de l'aveu de tous les capitaines, cette victoire fut due spécialement à la supériorité que le général français avait sur le prince de Waldeck. Huit mille prisonniers, six mille morts, deux cents drapeaux, le canon, les bagages furent des preuves incontestables de l'importance de cette journée. Lorsqu'on croyait l'ennemi vaincu sur ce point, on le vit reparaître plus puissant sur le champ de bataille et commandé par le prince d'Orange, devenu Guillaume I^er^, roi d'Angleterre, qui, après avoir défait les restes du parti de Jacques II, était revenu sur le continent pour défendre sa chère Hollande. Il sut si bien agir sur le sénat, à qui il fallait arracher les subsides, qu'il obtint, en hommes et en argent, les secours nécessaires pour se présenter devant Luxembourg avec une armée égale à la nôtre, et avec des soldats aussi bien équipés que les Français.

L'armée française, forte de plus de quatre-vingt mille hommes, était arrivée aux environs de Mons avec tant de précision, que tous les corps, l'artillerie, les bagages, les vivres s'y trouvèrent presque à la même heure, et que, malgré la présence de la puissante armée ennemie, la ville fut emportée après neuf jours de tranchée. Louis XIV, qui était entré dans la place après avoir pris part aux travaux du siége, confia son armée à Luxembourg, dont les manœuvres furent si habiles en face de son adversaire, qu'à la brillante action de Leuze, vingt-

Digitized by Google

huit escadrons de la maison du roi et de la gendarmerie défirent soixante-quinze escadrons de l'armée ennemie.

La ville de Namur, qui, par sa situation au confluent de la Sambre et de la Meuse, et par la protection d'une citadelle bâtie sur des rochers, semblait devoir résister longtemps et nécessiter un long siége, fut emportée en huit jours, et les deux châteaux en vingt-deux. Ces travaux avaient été spécialement conduits par le roi, tandis que le maréchal de Luxembourg empêchait le roi Guillaume de passer la Mehaigne à la tête de quatre-vingt mille hommes destinés à faire lever le siége de la place. Ce fut là la dernière conquête que Louis XIV fit en personne; il réunit alors toutes les troupes de Flandre sous le commandement unique du maréchal de Luxembourg, qui livra peu après l'importante bataille de Steinkerque.

Trompé par l'un de ses espions, qui avait laissé surprendre sa mission par le roi Guillaume et avait eu la faiblesse d'écrire un faux avis, Luxembourg alla prendre position dans les lieux où les ennemis voulaient le surprendre. Le 3 août 1692, les Anglo-Hollandais tombèrent sur les Français encore plongés dans le sommeil, et mirent en fuite une brigade avant que le général en chef en fût informé. Tout eût été perdu sans un excès de bravoure et de prudence; tout eût été encore perdu s'il se fût trouvé dans l'armée française un lieutenant-général jaloux de son supérieur. Heureusement tous les officiers secondèrent le maréchal de Luxembourg, qui, bien que malade, recouvra une énergie presque surhumaine. Se voyant inopinément attaqué dans un lieu désavantageux, n'ayant pas un champ de bataille où il pût ranger ses troupes, il se hâta de rallier ses soldats,

Digitized by Google

mission que remplit avec bonheur le jeune prince de Conti, doué des qualités les plus brillantes ; ensuite il ordonna un mouvement pour changer la position de l'armée et occuper enfin un terrain plus convenable. Afin d'avoir le temps d'opérer cette manœuvre en présence d'un ennemi qui chargeait avec vigueur, il prescrivit à la maison du roi, c'est-à-dire à l'élite de l'armée, d'arrêter les Anglo-Hollandais. A cet ordre, la première noblesse s'ébranla. Philippe, duc d'Orléans, alors duc de Chartres, et depuis régent du royaume, âgé seulement de quinze ans; Louis de Bourbon, petit-fils du prince de Condé, jeune homme d'un naturel austère, mais plein des qualités les plus solides; le prince de Conti; enfin le célèbre duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, âgé alors de quarante ans, qui n'avait pas encore commandé en chef une grande armée, se mirent à la tête d'un corps d'élite, arrêtèrent les ennemis et s'élancèrent bientôt sur une position très importante occupée par les Anglais. Après une lutte longtemps prolongée, lorsque le champ de bataille fut couvert d'armes, d'hommes, de chevaux, de lambeaux de chair, de membres palpitants, les Anglais prirent la fuite. Ce fut là le signal de leur défaite : enfoncés de toutes parts, ils opérèrent leur retraite; car, quoique Guillaume eût perdu environ sept mille hommes, il se retira avec autant de fermeté qu'il en avait montré dans l'attaque. Il tint toujours la campagne avec la plus grande tenacité et la plus haute prudence : au milieu de sa défaite, il ne cessait d'être redoutable à ses adversaires.

Il y a peu de victoires qui aient causé plus d'enthousiasme en France que celle de Steinkerque. Le prince de

Digitized by Google

Condé et le duc de Vendôme étant retournés à la cour, trouvaient les chemins qu'ils suivaient tout couverts de peuple pour admirer les vainqueurs et leur faire raconter quelque circonstance de cette brillante journée. Les femmes, toujours légères, facilement impressionnées par les actions d'éclat, voulurent célébrer à leur manière le triomphe de nos braves. Ayant appris la manière négligente dont les princes et les officiers supérieurs avaient porté leurs cravates brodées, elles portèrent des ornements faits sur ce modèle et qu'on nomma des Steinkerques ; les objets de bijouterie étaient eux-mêmes confectionnés à la Steinkerque.

Parmi les officiers d'espérance que nous perdîmes dans cette journée, on cite le jeune prince de Turenne, neveu du héros que la France pleura longtemps. Quoique jeune encore, ce guerrier montrait de si grands talents, que déjà on le comparait à son oncle : il fut pleuré de la cour et de l'armée.

Les victoires épuisent : on le sentait au camp français ; on demandait des renforts ; le roi souhaitait lui-même en accorder, mais il ne le pouvait. Malgré ses pertes, Luxembourg marchait de victoires en victoires. A Steinkerque succéda Nerwinde. « Le maréchal de Luxembourg avait donné l'ordre d'attaquer le village de ce nom à neuf heures du matin ; mais les dragons qui étaient dans les haies de Neerlanden s'engagèrent avec l'ennemi, ce qui détermina les brigades de Navarre, de Bourbonnais, de Lyonnais et les autres à s'avancer pour les soutenir, de sorte que l'affaire s'engagea à la droite contre les ordres du maréchal, et sans la participation des officiers généraux qui y commandaient.

Digitized by Google

» Le village de Nerwinde, qui avait été emporté par l'infanterie française, fut repris par le prince d'Orange, et attaqué de nouveau ; mais les troupes fatiguées hésitaient. Limiers rapporte que le maréchal de Luxembourg prit alors son chapeau à la main et parcourut les rangs en criant « qu'ils se souvinssent de la gloire de la France, » et qu'alors les troupes retournaient à l'attaque avec plus de vigueur.

» La cavalerie ennemie, qui n'avait pas encore donné, sortit alors de derrière le retranchement du front et du village, s'avança en bon ordre dans la plaine où la nôtre débouchait, et y fit d'abord plier des troupes d'élite, jusqu'alors invincibles, mais qui n'avaient point eu le temps de se former et de se bien mettre en bataille. En sortant de ces fâcheux passages du village, par où il avait fallu défiler dans la plaine, les gardes du prince d'Orange, ceux de M. de Vaudemont et deux régiments anglais en eurent l'honneur; mais ils ne purent entraîner ni faire perdre un pouce de terrain aux chevau-légers de la garde (1). »

Le duc de Luxembourg, voyant les ennemis ébranlés, chargea lui-même à la tête de toute sa cavalerie, et amena ainsi une victoire complète.

« Cette victoire fut des plus grandes et des plus mémorables qu'on ait jamais vues; les ennemis avaient l'avantage de la situation, et quoique notre armée fût d'à peu près un tiers plus forte, après la jonction du marquis d'Harcourt, que celle des ennemis, l'on peut dire que l'avantage du terrain et les retranchements incroya-

(1) Saint-Simon, tom. I, pag. 105.

Digitized by Google

bles qu'ils avaient faits en si peu de temps, les récompensaient bien de la supériorité des troupes que nous avions sur eux (1). »

Peu de journées furent plus sanglantes que celle de Nerwinde. Vingt mille hommes restèrent sur le champ de bataille, douze mille hommes du côté des alliés et huit de celui des Français. C'est après cette journée que les plus nobles familles disaient qu'il fallait chanter plus de *De profundis* que de *Te Deum*.

Après cette victoire, le maréchal de Luxembourg alla visiter le prince de Salm, qui était blessé et prisonnier à Tirlemont. Celui-ci, touché des soins assidus que lui rendait le capitaine français, lui dit avec beaucoup de vérité : « Quelle nation vous êtes? Il n'y a point de na-» tion plus à craindre sur un champ de bataille, ni de » plus généreux amis après la victoire. »

Il y eut, chez les ennemis, depuis le commencement de la guerre, une progression dans l'art militaire qui était réellement effrayante pour les Français, et qui devait leur présager des revers. Lorsque Louis XIV avait fait la conquête de la Franche-Comté et de la Hollande, il n'avait presque pas rencontré d'armée; tout s'était réduit à quelques siéges. Tout était changé depuis lors; nos adversaires avaient de puissantes armées, qui se présentaient sur les champs de bataille et y tenaient tête à nos troupes : aucune victoire n'était décisive. Les Anglo-Hollandais, bien que successivement battus à Fleurus, à Steinkerque et à Nerwinde, étaient presque aussi forts après ces grandes défaites qu'auparavant.

(1) Quincy, *Histoire militaire de Louis XIV*, tom. II, pag. 635.

Digitized by Google

L'armée du Rhin, que nous avons vue sous les ordres du Dauphin, était sous le commandement spécial du maréchal de Lorges, qui eut aussi sa brillante journée à Spirebach, où il prit le vieux duc de Wurtemberg. Lorges ayant perdu presque aussi vite le pays qu'il l'avait envahi et ayant même été obligé de céder une partie du Palatinat, le Dauphin revint de nouveau à l'armée afin de l'encourager par sa présence; il reprit et saccagea la malheureuse ville de Heidelberg, dont les Allemands s'étaient rendus maîtres.

Les historiens, qui parlent à peine des guerres d'Allemagne, s'étendent longuement sur celles d'Italie, qui étaient conduites par le célèbre Catinat. Ce grand capitaine avait reçu de la nature toutes sortes de qualités éminentes qui auraient fait de lui un aussi bon ministre de la marine, de la guerre, de la justice, qu'un grand maréchal de France. Il avait débuté par le barreau; mais telle était la délicatesse de sa conscience, qu'ayant perdu une cause juste, il résolut de ne plus plaider, pour ne pas avoir la douleur de faire perdre à ses clients des procès qu'ils devaient gagner. Il prit alors le parti des armes, et s'éleva par son seul mérite au premier rang. Il n'avait d'ailleurs presque aucun des défauts des hommes de son temps. Il pensait qu'il fallait accepter les honneurs comme une charge et non les rechercher. La galanterie, qui jouait alors un rôle si important, lui fut aussi étrangère que le faste. Il montra dans toute sa vie les vertus aimables d'un vrai chrétien.

Le roi, qui avait remarqué Catinat à l'attaque de la contrescarpe de Lille, l'envoya d'abord en Italie, non pas comme un ennemi du duc de Savoie, mais comme un ami

Digitized by Google

chargé de l'observer et de l'aider à combattre les Vaudois. Le 1er janvier 1686, Victor-Amédée, duc de Savoie, jaloux de suivre l'exemple du roi de France et de délivrer son pays de l'agitation causée par les protestants, et surtout par les Vaudois, leur interdit l'exercice de leur religion dans ses Etats, et leur défendit d'avoir des écoles. Irrités de la promulgation d'une loi qu'ils regardaient comme attentatoire à leurs droits acquis, les Vaudois prirent les armes et se réunirent en troupes nombreuses pour résister à leur souverain.

Les rebelles, renfermés dans leurs forêts et les creux des rochers, se livrèrent à d'affreux brigandages et méritèrent d'être poursuivis. Dans les campagnes, « tous » les malheureux qui étaient trouvés avec des armes, » des balles ou de la poudre, étaient arrêtés, remis au » prévôt et pendus. Comme on en prenait une trop » grande quantité et que l'on ne pouvait suffire aux » exécutions, Catinat permit à nos soldats de les tuer. » Il y eut un très grand nombre de paysans assommés » pendant cette campagne (1). »

Le duc de Savoie, devenu ensuite ouvertement ennemi de la France, rappela les Vaudois dans leur vallée, et, tout en négociant avec la France, se tint renfermé dans un camp retranché sous les murs de Turin. Catinat résolut de l'en faire sortir en mettant tout le pays à feu et à sang. La ville de Moncalier fut entièrement pillée et réduite en cendres : l'église elle-même ne fut pas épargnée. A Cavour, « on passa au fil de l'épée tout ce qui se présenta » dans la ville ; rien n'échappa à la fureur de nos sol-

(1) *Mém. de Catinat.*

Digitized by Google

» dats, qui d'eux-mêmes et sans autres ordres que la » présence de leurs officiers qui les conduisaient, atta- » quèrent la montagne et firent un grand carnage d'hom- » mes, de femmes et d'enfants qui s'y trouvèrent. On fit » cependant ce que l'on put pour les retenir. La ville fut » pillée et brûlée (1). »

Victor-Amédée, prince sage, mais politique malheureux, du reste guerrier plein de courage, sortit de son camp, conduisant lui-même ses armées, s'exposant comme le dernier de ses soldats, et montrant une grande capacité pour cette guerre d'escarmouches que l'on fait avec tant d'avantage sur les terrains entrecoupés par des montagnes. Il commit une faute à la célèbre bataille de Staffarde, qui ouvrit aux Français l'entrée de la Savoie. Victor-Amédée avait placé son armée dans les marais, le long du Pô, dans l'intention sans doute de la rendre inabordable; mais elle fut attaquée avec vivacité et avec tant d'avantage, que Catinat tua quatre mille hommes aux ennemis et n'éprouva lui-même une perte que de trois cents hommes. L'énorme différence dans les morts vient, comme nous l'avons observé, de ce que Victor-Amédée avait choisi une mauvaise position.

La bataille de Staffarde ayant désorganisé l'armée piémontaise, Catinat ne rencontra plus aucune difficulté; il força toutes les lignes, s'empara des places de Sore, Villefranche, Montalban, Nice, réputée imprenable; Veillane, Carmagnole, ouvrirent leurs portes sans coup férir. Montmélian seule opposa une assez vive résistance: ce ne fut qu'après un siége opiniâtre que Catinat put s'en

(1) *Mém. de Catinat.*

Digitized by Google

rendre maître. Feuquières, très habile tacticien en spéculation et dans ses mémoires, contraria plus d'une fois les vues de l'habile capitaine, qui avait soumis tout le Piémont en quelques mois.

Après ces brillants exploits, Catinat fut privé d'une partie de son armée, tandis que celle des ennemis fut augmentée, ce qui l'obligea à se tenir un moment sur la défensive. Ayant ensuite reçu des renforts, il remporta la célèbre victoire de Marsaille. Catinat s'étant mis à la tête de l'aile droite, fit avertir le duc de Vendôme et tous les officiers-généraux qui étaient à la gauche, qu'il allait faire charger; et toute la ligne, s'étant ébranlée en même temps, marcha dans un si bel ordre et avec tant de fierté, qu'elle enfonça tout ce qu'elle rencontra devant elle. Les ennemis laissèrent six mille morts sur le champ de bataille; deux mille prisonniers, toute l'artillerie, les munitions et les drapeaux, tombèrent entre nos mains.

Malgré les deux brillantes victoires de Staffarde et de Marsaille, Catinat ne put empêcher l'invasion du Dauphiné par ce même duc de Savoie qu'il venait de vaincre, ni sauver l'importante ville de Casal, qui tombait sous ses coups.

L'armée destinée à agir contre l'Espagne avait à sa tête le duc Anne-Jules de Noailles, qui avait embrassé de bonne heure la carrière des armes et y avait fixé sa place par des talents tels, que Louis XIV crut devoir lui confier, fort jeune encore, le gouvernement de l'importante province du Languedoc. Touché de la prudence qu'il avait montrée dans son gouvernement, surtout après la révocation de l'édit de Nantes; déterminé encore par les relations spéciales que ce capitaine avait formées

Digitized by Google

avec les Espagnols, le roi le mit à la tête de l'armée destinée à agir en Catalogne. Ce général avait une connaissance complète de l'état de la province; il savait que les Catalans, irrités de voir sans cesse violer leurs priviléges, redoutant d'être volés par des soldats qu'on ne payait pas, étaient disposés à se révolter contre le gouvernement espagnol pour se jeter entre les bras de la France. Noailles demanda, en conséquence, des troupes en nombre suffisant pour tenter la conquête de la Catalogne, déclarant que s'il n'entrait pas dans les plans du roi de faire cette conquête, il le priait de lui permettre de se tenir sur la défensive, pour ne pas attirer sur ce pays de grands malheurs et ne pas y soulever la haine contre la France. Ce n'était pas le système de Louvois, qui, tenant fort peu à l'attachement des Espagnols, prétendit que Noailles entrerait en Catalogne et ferait vivre ses troupes aux dépens du pays. Pour être fidèle à cet ordre peu politique, Noailles consacra les campagnes de 1689 et 1690 à enlever des petits châteaux, à brûler des villages et à dévaster le plat pays; et il le fit avec d'autant plus de cruauté que des Miquelets, paysans demi-sauvages des montagnes, étant venus se ranger sous ses étendards, firent la guerre en brigands. Noailles voulait préserver du pillage et conserver les deux places importantes d'Urgel et de Belner, qu'il enleva en 1691; mais Louvois lui ordonna de tirer le plus d'argent qu'il pourrait des habitants, de châtier le chapitre d'Urgel et d'abandonner les places après les avoir démantelées.

Le comte d'Estrées, ayant paru avec une flotte sur les côtes d'Espagne, bombarda la ville de Barcelone, uniquement pour faire du mal aux Espagnols, car il n'avait

Digitized by Google

pas de troupes pour se rendre maître de la place; se fût-elle rendue d'elle-même, il n'aurait pu y mettre de garnison. L'arsenal, le palais du vice-roi, la cathédrale, une centaine de maisons furent en partie détruits par les flammes. Alicante éprouva le même sort. Ces funestes campagnes amoncelèrent contre le nom français des haines dont ils éprouvèrent les effets malheureux au moment de la *guerre de la succession*.

Le maréchal de Noailles, longtemps abandonné sur les frontières d'Espagne avec des forces insuffisantes, reçut, en 1694, quinze mille hommes de pied et dix mille chevaux, sans vivres ni sans argent, parce que l'armée devait vivre aux dépens du pays où elle opérerait. L'armée espagnole, plus faible encore, demandait sans cesse des renforts à Madrid sans pouvoir rien obtenir : « En quatre » mois de temps, dit Noailles, on n'a pu mettre mille » hommes ensemble, car il déserte chaque jour autant » de vieux soldats qu'on amène de recrues, et quand ces » nouvelles levées sortiront de la ville, plus de la moitié » disparaîtra avant d'entrer en Catalogne, les officiers » eux-mêmes, qui désirent seulement marcher avec éclat » hors de Madrid, leur ayant promis de fermer les yeux » sur leur fuite (1). »

Après avoir tué trois mille hommes et fait trois mille prisonniers aux Espagnols, qui, avec des forces inférieures, avaient commis la faute de vouloir défendre le passage du Ter, Noailles prit successivement Palamos, Girone, Ostalrick, Castel-Follit, et reçut l'ordre de se rendre maître de Barcelone et de toute la Catalogne,

(1) *Mém. de Noailles*, liv. XXI, p. 360.

Digitized by Google

ordre qu'il était impossible d'exécuter, dans un pays montagneux, avec une armée fatiguée et mal pourvue. Les Français, vainqueurs de toute part et affaiblis par leurs propres succès, pouvant difficilement combler les vides faits dans leurs rangs, avaient à combattre une hydre toujours renaissante. L'argent, le premier besoin de la guerre, semblait disparaître. La température paraissait se joindre à tous les maux pour accabler le malheureux peuple; et, tandis qu'on chantait des *Te Deum*, la nation gémissait sous le poids de la misère; la confiance du guerrier, ce garant assuré de la victoire, avait elle-même disparu.

En même temps la France perdait deux de ses plus grands hommes de guerre, Louvois et Luxembourg.

Louvois est un des plus grands ministres de la guerre que la France ait possédés. Comme tous les hommes supérieurs, il était absolu et voulait que tout pliât sous lui, même le roi. Louis XIV commençait cependant à se fatiguer de l'ascendant qu'il lui avait laissé prendre sur toutes choses. On s'attendait d'un moment à l'autre à le voir renvoyer, quand il mourut presque subitement en sortant du conseil, le 14 juillet 1691. On a fait entendre des paroles d'empoisonnement, sans l'ombre de preuve; il semble, en effet, que les morts des grands hommes ne doivent point ressembler à celles des autres mortels. Quoi qu'il en soit, Louis XIV ne témoigna aucune douleur de cette mort, qui le débarrassait d'un personnage gênant sous certains rapports, quoique si utile sous d'autres.

Louvois, l'une des plus hautes capacités pour le ministère de la guerre, ne voyait que le succès, sans s'in-

Digitized by Google

quiéter des moyens qui pouvaient y conduire. Bombardements, incendies, dévastations, massacres lui plaisaient; il n'écoutait point la voix de l'humanité. Parce que Mme de Maintenon avait inspiré à Louis XIV des sentiments plus humains, il devint son ennemi, ce qui augmenta encore la répulsion que le roi avait pour sa rudesse et sa hauteur insupportable.

La mort du maréchal de Luxembourg, sous qui les soldats se croyaient invincibles, sembla mettre un terme à nos victoires. « Rien de plus juste, dit Saint-Simon, » que le coup-d'œil de M. de Luxembourg; rien de plus » brillant, de plus avisé, de plus prévoyant que lui de- » vant les ennemis, ou un jour de bataille, avec une au- » dace, une flatterie, et en même temps un sang-froid » qui lui laissoit tout voir et tout prévoir au milieu du » plus grand feu et du danger le plus imminent. Pour » le reste, la paresse même. Peu de promenades sans » grande nécessité, du jeu, de la conversation avec ses » familiers, et tous les soirs un souper avec un très petit » nombre, presque toujours les mêmes, et si étoit voisin » de quelque ville, on avoit soin que le sexe y fût agréa- » blement mêlé. Alors il étoit inaccessible à tous, et s'il » arrivoit quelque chose de pressé, c'étoit à Puységur, » son premier aide-de-camp, à y donner ordre. Telle » étoit à l'armée la vie de ce grand général, et telle en- » core à Paris où la cour et le grand monde occupoient » ses journées, et ses plaisirs les soirs. A la fin, l'âge » (67 ans), le tempérament, la conformation le trahirent; » il tomba malade à Versailles d'une péripulmonie. Il » mourut le matin du 4 janvier 1696, cinquième jour de » la maladie, et fut regretté de beaucoup de gens, quoi-

Digitized by Google

» que, comme particulier, estimé de personne et aimé » de fort peu (1). »

L'art de bombarder les villes retomba sur ses inventeurs. Depuis longtemps, sans doute, on connaissait le moyen de pousser contre les cités maritimes ces énormes machines de destruction qui éclataient au milieu d'un port et consumaient par les flammes les vaisseaux qui y étaient renfermés. Mais ce qui nous appartenait, c'était l'art d'établir sur mer des mortiers avec autant de solidité que sur terre et de tirer avec la même justesse.

Les Anglais s'en servirent contre nous et bombardèrent Dieppe, le Hâvre, Dunkerque, Saint-Malo et Calais. Dieppe fut presque totalement détruit; et c'est à sa ruine qu'il dut d'être reconstruit sur un plan nouveau et rebâti régulièrement. Le Hâvre eut vingt maisons renversées et son port presque comblé. Les autres villes ne souffrirent presque pas, grâce à la nécessité où furent les ennemis de se tenir dans un grand éloignement.

Namur, cette ville importante dont Louis XIV s'était emparé si glorieusement, retombait au pouvoir de nos ennemis. On avait regardé comme un magnifique trophée que le roi s'en fût rendu maître en présence d'une armée de près de cent mille hommes, commandée par le prince d'Orange, Guillaume III, roi d'Angleterre. Ce monarque prit à son tour la ville dans une circonstance semblable. Le maréchal de Villeroi, à la tête de quatre-vingt mille hommes, était dans le voisinage, placé précisément derrière la Mehaigne marécageuse, que Guillaume n'avait pu franchir. Le maréchal de Boufflers,

(1) Saint-Simon, chap. 28, pag. 253.

Digitized by Google

renfermé dans la place à la tête de vingt mille braves, soutint les efforts des assiégeants avec la plus grande valeur, les contint dans leurs lignes, fit des sorties brillantes, et cependant la place tomba! Il est vrai que l'art des siéges était dès-lors si avancé, qu'on pouvait prédire le jour et même l'heure où une forteresse ne pourrait plus tenir. On accusa les deux maréchaux de cette perte importante : Villeroi de n'avoir point dégagé une place qu'il avait reçu mission de délivrer, Boufflers de n'avoir pas déployé la constance qu'il aurait dû montrer.

Louis XIV, pour se relever de la perte de Namur, ordonna à Biron, commandant général de son armée des Pays-Bas, d'aller bombarder Bruxelles pour punir cette ville d'un malheur arrivé à nos armes et auquel elle était entièrement étrangère. Cet amour farouche de la vengeance se faisait sentir dans le Nouveau-Monde et jusque dans les régions si éloignées de l'Inde. Si nous avons porté la civilisation aux sauvages habitants de l'Amérique, ils nous reprochent aussi de leur avoir appris, non point le malheur de se combattre, il existe depuis que Caïn commit sur son frère le premier des homicides, mais d'avoir réduit en science un art qui devrait être banni de la terre. C'est alors surtout qu'ils virent les enfants de l'Europe civilisée s'appliquer à amonceler des ruines, sans autre but que de faire du mal à des adversaires et de ruiner des établissements florissants.

Nous n'avions dans les Indes qu'un seul établissement que Colbert y avait formé avec des frais immenses, notre colonie de Pondichéry, dont nous ne pouvions attendre des revenus sérieux qu'après plusieurs années; les Hol-

Digitized by Google

landais s'en emparèrent et détruisirent tout ce que nous y avions fondé.

Les Anglais furent également heureux à Saint-Domingue, où ils arrachèrent nos belles plantations.

Nous nous vengeâmes de ces ravages par d'autres non moins considérables. Un armateur de Brest porta la dévastation au milieu des établissements de nos ennemis dans la Gambie, en Afrique; ceux de Saint-Malo ravagèrent la partie du territoire qu'ils occupaient à Terre-Neuve; la célèbre colonie de la Jamaïque éprouva de grandes pertes et vit de nombreux vaisseaux ruinés par nos escadres.

Pontès, chef de nos escadres, s'unit à des corsaires américains et se jeta sur les comptoirs espagnols de Carthagène. On dit qu'il y causa des dégâts pour vingt millions et qu'il fit lui-même pour dix millions de profit. Il se peut sans doute qu'il y ait ici de l'exagération, car chacun se plaît à augmenter le mal qu'il fait comme le bien.

Parmi nos armateurs il en est deux que nous devons caractériser, parce que leur nom arrivera à la postérité, et qu'ils auraient fait de grandes choses s'ils avaient été à la tête de grandes flottes; ces deux hommes sont Duguay-Trouin et Jean Bart.

Duguay-Trouin, après avoir montré le plus grand courage dans quelques expéditions, reçut de son père, à l'âge de dix-huit ans, le commandement de l'un de ses corsaires, armé de quatorze canons. Jeté sur la côte d'Irlande par une horrible tempête, il brûla deux vaisseaux anglais, s'empara d'un fort et le ruina malgré la vive résistance des soldats chargés de la défense. Les années

Digitized by Google

suivantes il ne cessa de prendre ou de couler à fond les bateaux marchands des Anglais.

En 1694, voulant venger le lâche attentat des Anglais contre Saint-Malo, à l'aide de la machine infernale, il quitte le port, tombe par une brume épaisse sur une escadre anglaise de six vaisseaux et la combat avec une violence extrême; vainement on le conjure d'amener son pavillon, il se défend, malgré de nombreuses et profondes blessures; il est enfin fait prisonnier et conduit à Plimouth. Il dut sa liberté à l'amour que la fille de son geôlier conçut pour lui.

Animé du désir de venger cet échec, à peine rentré à Saint-Malo, il prend le commandement d'un bâtiment de quarante-huit, et s'en va sur les côtes d'Irlande, où, en quelques jours, il se rend maître de cinq navires anglais chargés d'une riche cargaison. Informé par un de ses prisonniers qu'un convoi de quarante voiles se trouvait dans le voisinage, il a l'audace de l'attaquer, et se rend maître des deux bâtiments de guerre chargés de l'escorter. Malheureusement une horrible tempête le contraignit à abandonner ses prises, heureux de pouvoir rentrer à Brest avec son bâtiment démâté, après avoir perdu la moitié de son équipage. Louis XIV voulut récompenser ce magnifique fait par le don d'une épée d'or.

Quand ses avaries furent réparées, il se joignit à Nemours et Beaubriant pour attaquer de nouveau les Anglais; il prit, en effet, sur les côtes d'Irlande trois bâtiments de la Compagnie des Indes, chargés de marchandises. Après ce glorieux exploit, il se montra un moment à la cour de Louis XIV, qu'il quitta bientôt pour reprendre ses courses heureuses : Brest et Port-Louis le virent

Digitized by Google

rentrer successivement avec trois vaisseaux hollandais.

Se sentant assez fort pour être chef d'escadre, il ne se contenta plus de commander un seul navire, il prit le commandement de trois bâtiments de guerre et de deux frégates, et alla devant Bilbao attaquer les Hollandais. Il demeura vainqueur, s'empara de la personne de Walsenaer, commandant de l'escadre ennemie, prit deux vaisseaux de guerre et douze bâtiments du convoi. Cette brillante journée valut à Duguay-Trouin l'honneur d'entrer dans la marine royale avec le grade de capitaine de frégate.

Dès le début de la *guerre de succession*, il ne cessa de lutter contre les Hollandais et se distingua partout, principalement au Spitzberg, où il brûla, prit ou rançonna la plupart des baleiniers.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de toutes ses expéditions particulières : mentionnons spécialement son brillant succès de Rio-Janeiro (1711), où, à la tête d'une escadre équipée par une compagnie de négociants et d'armateurs, il détruisit en onze jours les fortifications de cette ville, prit ou coula à fond soixante vaisseaux marchands, trois bâtiments de guerre et deux frégates.

Jean Bart, l'autre marin fameux, se fit une très grande réputation comme corsaire, et parvint à attirer l'attention de Louis XIV, bien qu'il ne fût qu'un fils de pêcheur. Les succès de ses courses faisant beaucoup de bruit, le chevalier de Forbin le conduisit à la cour, en 1691. Les courtisans se moquaient de sa rudesse, mais Louis XIV savait le venger. Un jour le roi lui dit : « Jean Bart, je vous ai nommé chef d'escadre. — Sire, » répondit Jean Bart, vous avez bien fait. » Les courti-

Digitized by Google

sans s'étant mis à rire de cette réponse, Louis XIV se tourna vers eux et leur dit : « Vous n'avez pas compris » Jean Bart; la réponse est d'un homme qui sent ce qu'il » vaut et qui compte m'en donner de nouvelles preuves. » Le marin répondit bientôt à l'attente de Louis XIV. A la tête de sept frégates il traversa une ligne de trente-deux vaisseaux anglais et hollandais destinés à fermer le port de Dunkerque; il s'empara de quelques navires richement chargés, et dans le cours d'une année brûla plus de cent vaisseaux anglais et hollandais. Avec trois bâtiments de guerre il dissipa une forte escorte et s'empara de seize bâtiments marchands. Jean Bart déploya dans une multitude de circonstances, non-seulement la bravoure indomptable du corsaire, mais aussi le talent d'un grand chef d'escadre.

Ces deux hommes fameux, dont le nom vivra dans nos annales maritimes, ravirent à nos ennemis beaucoup plus de vaisseaux marchands qu'ils ne nous en capturèrent, avantage dont nos hommes de mer se vantèrent beaucoup. Pour être juste, nous dirons que le commerce était presque exclusivement retombé entre les mains de nos adversaires; nous n'avions guère de bâtiments marchands, il était donc difficile que les Anglais et les Hollandais nous en prissent beaucoup.

Quoique la France conservât toujours la supériorité, qu'elle fît la guerre sur le territoire de ses ennemis, qu'elle remportât de nombreuses victoires sans qu'on pût citer un seul échec grave, Louis XIV comprit que les peuples coalisés, ayant des populations vingt fois plus nombreuses que les nôtres, pouvaient, sans souffrir beaucoup, remplacer les guerriers qu'ils perdaient, tandis

Digitized by Google

que nos victoires nous épuisaient. Il n'y avait que deux moyens de sortir avec honneur de la situation : la division parmi nos ennemis ou la paix. Le roi de France commença par jeter la division entre ses adversaires et amena ainsi la paix.

Le duc de Savoie, dont l'esprit léger passait facilement d'un parti à l'autre, écouta avec plaisir les discours de paix qui lui furent tenus par le marquis de Tessé. Convaincu que si la France succombait entièrement, il retomberait sous le joug de l'Espagne, et que les places de Casal, Pignerol, Suze recevraient des garnisons allemandes, Victor-Amédée envoya en plusieurs circonstances Gropello, en costume de paysan, pour conférer avec Tessé. Le duc protestait de son profond attachement pour le roi de France : « Si j'ai le malheur de perdre son » amitié et sa protection, je ne suis pas si à plaindre que » si j'eusse perdu son estime. »

Pendant ces négociations, que l'empereur soupçonnait, le duc fut menacé par ses alliés, s'il montrait la moindre hésitation ; Casal était cependant assiégé et on contraignit le duc à venir prendre part aux travaux du siége. Quoiqu'il livrât tout le secret des opérations des ennemis à Catinat, celui-ci, qui n'avait pas moitié de troupes de ses adversaires et n'osait attaquer, prit seulement des mesures pour avoir les conditions les plus avantageuses possibles. La garnison française capitula, et les fortifications de Casal furent détruites, comme le désiraient Victor-Amédée et Louis XIV. Cette place importante serait sûrement tombée entre les mains des Espagnols, qui s'en seraient servis comme d'un point d'appui contre la France et le Piémont.

Digitized by Google

Un traité fut conclu par lequel Louis XIV rendait ses Etats au duc, lui donnait de l'argent et lui proposait de marier sa fille avec le duc de Bourgogne, l'héritier présomptif de la couronne. Pour colorer sa défection, le duc feignit d'avoir un vœu à remplir à Notre-Dame-de-Lorette, que Catinat visita aussi. En remplissant leurs devoirs religieux ils signèrent la paix, et le duc de Savoie, Victor-Amédée, un moment auparavant le généralissime de l'Empire, devint celui de Louis XIV.

Afin de donner au duc un motif pour couvrir un changement subit, Catinat, qui avait reçu des renforts, fit publier « qu'il allait exterminer entièrement le pays, » brûler les bâtiments, détruire les blés, couper les bois, » les vignes et les arbres fruitiers, partout où il pourrait » porter ses armes. »

Le duc de Savoie demanda à grands cris les secours de ses alliés. Aussitôt qu'il connut leur refus, il joignit ses troupes à celles des Français, et passa ainsi de la manière la plus inopinée et presque sans transition du service de l'Empire à celui de la France. Il conduisit lui-même à Versailles sa fille, âgée de onze ans, pour épouser le duc de Bourgogne, qui en avait treize.

La défection du duc de Savoie ayant jeté tous les petits Etats dans un extrême embarras, ils traitèrent avec l'Espagne pour lui faire accepter leur neutralité, et se chargèrent de payer trois cent mille doublons. Les ducs de Toscane, de Mantoue, de Modène, de Parme, de Massa, de Guastalla, les républiques de Gênes et de Lucques contribuèrent à compléter cette somme. Les deux plénipotentiaires déclarèrent accepter la neutralité. Les Allemands et les Français évacuèrent également l'Italie. Le

Digitized by Google

duc de Savoie prit l'engagement de ne pas permettre aux réfugiés français de se retirer dans les vallées protestantes de son pays.

Libre par la paix avec la Savoie et par la neutralité des petits princes italiens de reporter ailleurs toutes les forces qu'il avait en Italie, Louis XIV travailla à miner le pouvoir du roi d'Angleterre qui était l'âme de la guerre. Non content de ruiner le commerce anglais, il crut que le moment de tenter un soulèvement en Angleterre en faveur de Jacques II était arrivé. Le duc de Berwick le seconda dans ses desseins. « Le roi Jacques, dit-il, avait » sous main concerté un soulèvement en Angleterre, où » il avait fait passer nombre d'officiers. Ses amis y » avaient trouvé le moyen de lever deux mille chevaux » bien équipés et même enrégimentés, prêts à se mettre » en campagne au premier ordre. Plusieurs personnes » de la première distinction s'étaient aussi engagées dans » l'affaire, mais tous, unanimement, avaient résolu de » ne point lever le masque qu'un corps de troupes n'eût » premièrement débarqué dans l'île. Le roi très chrétien » consentait volontiers à le fournir, mais il insistait » qu'avant de faire l'embarquement, les Anglais prissent » les armes, ne voulant point risquer des troupes sans » être sûr d'y trouver un parti pour les recevoir. Ni les » uns ni les autres ne voulant se relâcher de leurs réso- » lutions, de si belles dispositions ne pouvaient rien pro- » duire : ce qui détermina le roi d'Angleterre à m'en- » voyer sur les lieux (1). »

A son arrivée en Angleterre, Berwick ayant appris

(1) *Mém. de Berwick.*

Digitized by Google

qu'il y avait un projet d'assassinat contre Guillaume, se hâta de repasser en France. Jacques II précipita ses préparatifs pour profiter du soulèvement qui devait accompagner la mort de Guillaume, et se dirigea sur Calais, où il s'arrêta, parce que ses projets et ceux des assassins avaient été découverts.

Ces tentatives contre la vie de Guillaume III, les demandes de paix de la part de son peuple lui disaient que l'heure de la cessation de la guerre avait sonné. Le roi d'Angleterre, le plus ferme champion de la guerre, une fois gagné à la paix, tous les autres souverains plus épuisés que lui devaient le suivre.

Les Hollandais, afin de donner un plus grand air d'indépendance et de liberté aux négociations qui allaient s'ouvrir, offrirent le château de Ryswick, près de La Haye, pour la tenue des conférences préliminaires. Ce qui engageait à hâter les conclusions d'une paix désirée si vivement par des peuples épuisés, c'est que Louis XIV avait sur pied quatre puissantes armées qui faisaient trembler ses adversaires. Le maréchal Villeroi avait quatre-vingt mille hommes en Flandre ; Choiseul, quarante mille sur les bords du Rhin ; Catinat, quarante mille en Piémont ; enfin le duc de Vendôme, une belle armée en Catalogne, où il faisait de nouvelles conquêtes et se rendait maître de Barcelone. Les succès de ce général avaient fait une profonde sensation et faisaient craindre aux ennemis de la France un de ces foudres de guerre à qui ils n'auraient rien à opposer.

La Suède, qui était demeurée presque étrangère à la dernière guerre, ayant conséquemment un caractère suffisant d'indépendance pour servir de médiatrice, fut acceptée comme telle.

Digitized by Google

Dès les premières conférences, on fut étonné de voir Louis XIV, ce roi superbe qui, à Nimègue, avait dicté en maître les conditions de la paix, se montrer conciliant et prêt à faire des concessions inattendues. Les conditions qu'il accepta témoignaient de son vif désir d'avoir enfin une paix durable, parce qu'elle serait basée sur les principes de la stricte équité. « Le roi rendait à la branche autrichienne d'Espagne tout ce qu'il lui avait pris vers les Pyrénées, et ce qu'il venait de lui prendre en Flandre, dans cette dernière guerre : Luxembourg, Mons, Ath et Courtrai. Il reconnut pour roi d'Angleterre Guillaume III, traité jusqu'alors de prince d'Orange, d'usurpateur et de tyran. Il promit de ne donner aucun secours à ses ennemis. Le roi Jacques II, dont le nom fut omis dans le traité, resta à Saint-Germain avec le nom inutile de roi, et des pensions de Louis XIV. Il ne fit plus que des manifestes, sacrifié par son protecteur à la nécessité, et déjà oublié de l'Europe. Les jugements rendus par les chambres de Brisach et de Metz contre tant de souverains, et les réunions faites à l'Alsace, monuments d'une puissance et d'une fierté dangereuse, furent abolis, et les bailliages juridiquement saisis furent rendus à leurs maîtres légitimes. Outre ces désistements, on restitua à l'Empire Fribourg, Brisach, Kehl, Philippsbourg. On se soumit à raser les forteresses de Strasbourg sur le Rhin, le Fort-Louis, Trarbach, le Mont-Royal, ouvrages où Vauban avait épuisé son art, et le roi ses finances. On fut surpris dans l'Europe et mécontent en France que Louis XIV eût fait la paix comme s'il eût été vaincu. Harlay, Crécy et Callières, qui avaient signé le traité, n'osaient se montrer, ni à la

Digitized by Google

cour, ni à la ville; on les accablait de reproches et de ridicule, comme s'ils avaient fait un seul pas qui n'eût été ordonné par le ministère. La cour de Louis XIV leur reprochait d'avoir trahi l'honneur de la France, et depuis on les loua d'avoir préparé, par ce traité, la succession à la monarchie espagnole. Mais ils ne méritèrent ni les critiques ni les louanges.

» Ce fut enfin par cette paix que la France rendit la Lorraine à la maison qui la possédait depuis sept cents années. Le duc Charles V, appui de l'Empire et vainqueur des Turcs, était mort. Son fils Léopold prit, à la paix de Ryswick, possession de la souveraineté, dépouillé à la vérité de ses droits réels, car il n'était pas permis au duc d'avoir des remparts à sa capitale : mais on ne put lui ôter un droit plus beau, celui de faire du bien à ses sujets; droit dont jamais aucun prince n'a si bien usé que lui (1). »

Le prince à qui on restituait la Lorraine était un de ces petits souverains doués de vertus si éminentes, qu'on regrette qu'ils n'aient pas eu de plus vaste empire à gouverner. Léopold, duc de Lorraine, a laissé dans ses Etats de longs et précieux souvenirs. Traitant ses sujets comme ses enfants, il ne cessa de travailler à leur donner les établissements destinés à relever leur dignité morale et à aider les forces physiques, hôpitaux, colléges, distribution de secours aux malheureux, instruction donnée à tous. Grâce à la puissante activité et à la générosité de ce prince, la Lorraine prit rang parmi les pays les plus fortunés.

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

Digitized by Google

La modération de Louis XIV à Ryswick a fait présumer que ce grand monarque devait avoir un mobile caché, pour le déterminer à faire des concessions semblables. Peu de temps après, il survint un événement qui fit soupçonner que Louis XIV avait voulu céder un faible avantage pour en obtenir un beaucoup plus grand. Louis XIV pouvait prévoir que bientôt la riche succession de l'Espagne serait dévolue à quelque membre de sa famille, puisqu'il descendait de la maison d'Espagne par Anne d'Autriche, sa mère, et que ses enfants en descendaient par la reine, sa femme. Il pouvait donc espérer que la monarchie espagnole lui serait dévolue ou à quelques-uns de ses enfants. Mais, pour faire accepter par l'Europe une immense augmentation territoriale, pour lui permettre de pardonner à la France la formation d'un empire presque aussi vaste que celui de Charles-Quint, il était nécessaire de ne point effaroucher les puissances de l'Europe. Quelques historiens ont contesté la vérité de ce motif et ont prétendu trouver la facilité du roi dans la fatigue de la guerre, dans le besoin de la paix qui se faisait généralement sentir, et dans l'intervention active de M^me^ de Maintenon et du duc de Beauvilliers, adversaires déclarés de la guerre. Nous ne pensons pas que Louis XIV eût perdu de sa fierté jusqu'à ce point, qu'il eût abdiqué ainsi sa volonté. La cour, qui ne pénétrait point les motifs du roi, maudit les négociateurs; elle leur demanda comment leurs mains ne s'étaient pas desséchées en signant de pareilles conditions. Peu après, quand on vit la succession d'Espagne dévolue à la maison de France, loin de regarder le traité de Ryswick comme une faiblesse, on y trouva la preuve de la plus haute capacité.

Digitized by Google

Cependant il se présentait une occasion de mettre sur le trône le plus chevaleresque de l'Europe, à la tête de la nation la plus valeureuse et en même temps la plus remuante du monde, un prince français. La noblesse polonaise, divisée sur le choix d'un souverain, grâce à d'habiles manœuvres du prince de Polignac, notre ambassadeur à Varsovie, élut le prince de Conti. Mais une assemblée différente de la première, à peu près égale en nombre et réunie presque en même temps, porta son suffrage sur le prince Auguste, qui, se trouvant sur le terrain, pouvait rallier tout le pays et soumettre les mécontents avant l'arrivée du prince français.

Il n'y avait que deux moyens de sortir heureusement de l'impasse dans laquelle M. de Polignac avait mis un prince français : renoncer généreusement et sans arrière-pensée au royaume de Pologne, ou prendre des mesures pour assurer une prise de possession. Louis XIV, fatigué d'une longue guerre, ne voulait point s'exposer à en recommencer une plus dangereuse dans un moment où il tenait à persuader à l'Europe qu'il renonçait à toute vue ambitieuse. Mais, en s'arrêtant à cette résolution, il eût fallu avoir la force de dire au prince de Conti que la moindre tentative ne pouvant aboutir qu'à un échec, il devait s'abstenir; au lieu de cela, on le laissa s'embarquer, et on lui donna même quelques secours en argent. Ce prince infortuné arriva dans la baie de Dantzick, espérant y être reçu comme un souverain par des sujets fidèles; il ne lui fut pas même permis d'entrer dans le port; les traites qu'il avait apportées, quoique reposant sur les meilleures garanties, furent repoussées comme un papier sans valeur. Le prince de Conti, qui était parti avec l'espoir d'être couronné roi de Pologne, dut re-

Digitized by Google

venir sans diadême, avec la seule vanité d'une élection contestée par un rival heureux, et pour la France avec la honte d'avoir compromis, par sa politique incertaine, un de ses plus nobles princes.

§ IX. *Succession d'Espagne (1697-1714).*

L'attention de l'Europe tout entière se portait vers l'Espagne, dont le monarque allait descendre dans la tombe sans laisser d'héritiers. On se demandait à qui allait échoir cette immense succession, composée de Naples, du Milanais, de l'Espagne, de l'Amérique méridionale et de grandes et riches îles dans l'étendue de l'Océan. Quand on cherchait dans les lignes collatérales les héritiers de cette maison, on trouvait deux autres maisons déjà trop puissantes aux yeux de l'Europe, l'Autriche et la France. A ne considérer que les lois ordinaires (1), elles donnaient

(1) **Tableau de la succession des rois d'Espagne.**

PHILIPPE III, roi d'Espagne.

BRANCHE FRANÇAISE.	BRANCHE ALLEMANDE.
PHILIPPE IV, frère de	
Anne-Marie l'aînée, femme de Louis XIII en 1615.	Marie-Anne la cadette, épouse de Ferdinand III, empereur en 1631.
CHARLES II.	
Louis XIV épouse en 1660 Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe IV, dont il eut :	Léopold, fils de Ferdinand III et de Marie-Anne, épouse en 1666 Marguerite-Thérèse, fille cadette de Philippe IV, dont il eut :
Le grand Dauphin, père :	Marie-Antoinette-Josèphe, mariée à l'électeur de Bavière, Maximilien-Emmanuel, qui eut d'elle :
1° du duc de Bourgogne ;	
2° du duc d'Anjou, roi d'Espagne ;	Joseph-Ferdinand-Léopold de Bavière, nommé prince héréditaire de toute la monarchie espagnole à l'âge de quarante ans.
3° du duc de Berry.	

Digitized by Google

l'avantage à la France. Louis XIV, descendant d'Anne d'Autriche, était, il est vrai, parent de Charles II, roi d'Espagne, au même degré que Léopold; mais il descendait de l'aînée des filles de Philippe III, tandis que Léopold descendait de la cadette. La femme de Louis XIV, la mère de ses enfants, était fille de Philippe IV, et conséquemment plus rapprochée d'un degré de Charles II que Léopold. Selon les lois ordinaires de la nature, qui admet du moins la représentation, les enfants de Marie-Thérèse devaient avoir l'héritage de Charles. Il y avait cependant un obstacle. Anne d'Autriche, en montant sur le trône de France, et sa nièce Marie-Thérèse, en épousant Louis XIV, avaient renoncé à leurs droits sur la couronne d'Espagne. Louis XIV prétendait que cette renonciation n'avait été qu'une pure formalité sans avoir rien de sérieux, il affirmait qu'une mère ne pouvait pas ainsi priver ses enfants de droits incontestables. Si la renonciation était valide et légitime, il est certain que l'héritage de la maison d'Espagne devait revenir à l'Autriche; si elle était nulle, elle appartenait indubitablement à la France. Au milieu des contestations des deux couronnes sur la valeur de la renonciation, parmi les consultations des diplomates, des docteurs en droit canon, des hommes les plus versés dans le droit des gens, les deux souverains, persuadés qu'une déclaration sortie de la plume de Charles II avancerait plus la décision que les plus savantes discussions, circonvinrent le roi d'Espagne et le traitèrent comme ces moribonds tourmentés par des héritiers avides qui le pressent sans cesse de disposer en leur faveur. La France avait d'autant plus besoin d'un pareil acte, qu'elle avait tous les désavantages contre elle : d'a-

Digitized by Google

bord, comme nous l'avons dit, la renonciation de nos reines, renonciation dont la valeur était contestée, parce que l'Espagne n'avait point accompli les conditions du contrat de mariage, et parce qu'il n'appartient pas aux rois, par des contrats particuliers, de changer les constitutions de leur empire. Or, c'était changer les lois de succession de la monarchie espagnole par un simple contrat. Un autre désavantage, beaucoup plus grand pour la France, était l'antipathie que les Espagnols avaient conçue contre nous durant les longues guerres que nous avions soutenues contre eux; enfin l'Espagne était habituée depuis longtemps à ne former avec l'Autriche qu'un seul Etat; la réunion des deux couronnes sur la tête de Léopold, loin d'être une anomalie, semblait donc une chose toute naturelle. Toutes les chances étant pour l'Autriche contre la France, il fallait une grande habileté pour les faire tourner en notre faveur.

Le roi Charles II, sentant lui-même le poids des difficultés qui l'environnaient, avait montré une grande hésitation, et, sur le conseil de sa mère, il jeta les yeux sur un fils de l'électeur de Bavière, Maximilien-Marie, son arrière-petit-neveu. Après la mort de sa mère, le roi Charles II comprenant que ce choix n'avait rien de sérieux, qu'il ne pourrait résister à l'action des deux grandes maisons de France et d'Autriche, il cassa son premier testament et sembla se reporter vers la maison d'Autriche. Charles II promit en effet à sa femme qu'il n'aurait aucun autre héritier qu'un fils de l'empereur Léopold.

Le roi de France s'était jusqu'alors tenu presque à l'écart et semblait réserver toutes ses forces pour le moment décisif, lorsque le roi, déjà affaibli par les crises

Digitized by Google

de la maladie, verrait de nouveaux motifs pour se déterminer.

Les puissances étrangères étaient aussi intéressées que la France et l'Autriche au débat, parce qu'elles ne voulaient pas voir renouveler en Europe de monarchie prépondérante. L'Angleterre et la Hollande voulaient une Espagne indépendante et prétendaient qu'on ne réunirait point cette grande monarchie soit à celle de France, soit à celle d'Autriche.

Au milieu de ce conflit, qui semblait inextricable, se présenta un nouveau prétendant qui ne faisait pas remonter ses droits à quelques années, mais, parcourant la suite des siècles, il croyait que la monarchie espagnole avait dévié dans son cours et que la couronne d'Espagne lui appartenait. Ce souverain était le roi de Portugal, descendant d'un fils naturel de Pierre-le-Justicier, qui vivait au XV^e^ siècle. Ce monarque trouva même à la cour d'Espagne un défenseur de ses droits, qui fut, il est vrai, à peine entendu et même disgrâcié pour avoir osé faire une proposition semblable.

Cependant, avec les années, la solution de la succession devenait plus pressante. Charles II n'avait pas d'enfant, sa débile santé annonçait qu'il ne pouvait vivre longtemps. On proposa alors un projet de partage. On ne sait positivement quel personnage osa proposer ce partage entre les deux monarchies française et impériale. Il est très vraisemblable que ce fut le marquis de Torcy, notre ministre des affaires étrangères, qui en fit l'ouverture au comte de Portland-Bentinck, ambassadeur de Guillaume III à la cour de France. D'après ce premier projet, l'Espagne et les Indes devaient appartenir au

Digitized by Google

jeune fils de l'électeur de Bavière; le Dauphin, fils de Louis XIV, obtenait Naples, la Sicile, le Guipuscoa et quelques autres villes; le second fils de l'empereur Léopold aurait eu le Milanais, mais son fils aîné devait être entièrement déshérité.

Louis XIV s'engageait, en vue d'un tel partage, à renoncer à tout droit de succession sur l'Espagne; le Dauphin accepta ces conditions qui donnaient, en Europe, une vive satisfaction aux puissances désintéressées; celles-ci échappaient de la sorte au danger d'une guerre universelle et au péril plus grand de voir reconstituer une puissance aussi vaste que celle de Charles-Quint. Quoique la France n'eût pas, dans ce partage, tout ce qu'elle pouvait attendre, cependant on lui donnait tant, qu'elle pouvait se contenter. Avec Naples et la Sicile, au midi de l'Italie, avec le Guipuscoa, au nord de l'Espagne, avec une partie de la Flandre, la France pouvait faire une halte, respirer un peu et constituer ses nouveaux Etats à son image, avant de reprendre sa marche ascendante. Mais ce traité, fait sans aucune participation de Charles II, indigna ce monarque. Trouvant étrange que des peuples étrangers se permissent de morceler ainsi ses vastes Etats, il résolut de déjouer tous les calculs des ambitieux, et de donner à la monarchie espagnole un souverain qui en maintînt les diverses proportions. On s'attendait qu'il allait choisir l'empereur Léopold pour son héritier; point du tout, il jeta les yeux sur le prince de Bavière, à qui on avait fait une si bonne part dans le traité de partage; il l'institua son héritier, à la grande satisfaction de l'Espagne. On se persuadait que la difficulté qui tenait l'Europe en suspens était enfin

Digitized by Google

vaincue. Mais celui qu'on regardait comme une solution naturelle, celui qui aurait trouvé appui dans l'Espagne entière et auprès des puissances désintéressées, le prince de Bavière mourut à Bruxelles, remit ainsi tout dans une plus grande incertitude et suscita même de plus grandes difficultés. On osa accuser la maison d'Autriche d'avoir causé cette mort, qui allait jeter l'Europe dans une guerre horrible. Mais on n'eut aucune preuve pour confirmer cette accusation, sinon que celui-là est l'auteur d'un acte à qui cet acte peut servir, comme s'il ne pouvait pas y avoir d'autre cause pour le produire.

La mort du prince de Bavière fut le commencement de nouvelles intrigues. Louis XIV, qui n'osait aspirer encore ouvertement à la possession de toute la monarchie espagnole, consentit à amuser ses alliés, les Anglais et les Hollandais, par de nouvelles combinaisons. Il semblait que l'on conserverait encore suffisamment l'équilibre européen en donnant même à l'archiduc Charles, fils puîné de l'empereur, la part qui avait été assignée à l'infant qui venait de mourir. La France obtenait non-seulement tout ce qui lui avait été accordé par le premier traité, Naples, la Sicile, le Guipuscoa, mais encore la Lorraine, qui devait lui être définitivement attribuée. Le duc de Lorraine obtenait pour indemnité le duché de Milan. La diplomatie fut longtemps courbée sur la carte de l'Europe pour peser les avantages et les inconvénients de ce partage, qui fut tout aussi inutile que le premier.

L'empereur Léopold s'adressa à Louis XIV lui-même; il lui fit proposer, par le marquis de Villiers, ambassadeur de ce prince à Vienne, et par le comte de Sinzen-

Digitized by Google

dorf, son propre ambassadeur à Paris, de ratifier ostensiblement le traité de partage de mars 1700, à condition qu'ils en feraient un autre très secret, par lequel le Milanais serait assuré à la maison d'Autriche, qui, en retour, céderait à la France toutes les Indes et même les Pays-Bas (1).

Ces offres étaient spécieuses, mais un peu suspectes. Louis XIV, en les acceptant, courait un double risque, d'abord d'être dupé par Léopold, et ensuite de perdre l'amitié de Guillaume III, roi d'Angleterre, qui pesait déjà si fort dans la balance de l'Europe. Il refusa en conséquence, et ne voulut prendre d'autre base d'arrangement que le traité arrêté avec ses alliés. C'était une position très avantageuse choisie par le roi de France, qui espérait s'appuyer sur tous les souverains de l'Europe. C'est dans ce sens que nos ambassadeurs reçurent des instructions. Afin de pouvoir gagner plus facilement les Etats secondaires, on leur promettait à tous des lambeaux de cette puissante monarchie. Le duc de Savoie avait la promesse d'avoir Naples et les provinces qui en dépendaient. Si cette négociation avait réussi comme son début le faisait espérer, et si Louis XIV eût exécuté religieusement le traité, la France eût dès-lors obtenu sa frontière naturelle à l'est, la chaîne des Alpes, et se fût avancée vers celle du nord.

On est presque saisi de dégoût quand on voit des rois, sans nul autre droit que celui de l'intrigue, disposer de grands peuples comme d'un patrimoine, du vivant d'un monarque qu'on ne consultait même pas. Lorsque Char-

(1) Mignet, pag. 72.

Digitized by Google

les II apprit les nouvelles manœuvres auxquelles on se livrait, il se laissa aller à une grande tristesse, en voyant à l'avance cette vaste monarchie espagnole tomber en lambeaux et déchirée par des souverains obéissant à l'unique loi du plus fort.

Telle était déjà la puissance de cette maxime, qu'il ne faut pas en Europe d'État trop puissant, que le malheureux Charles, uniquement préoccupé de conserver entière sa monarchie, n'osa la donner au fils aîné de l'empereur. Il consentait à la donner au second, et conjurait Léopold de lui envoyer le prince Charles avec dix mille hommes, l'assurant que c'en serait fait, que l'Espagne passerait aussitôt à la maison d'Autriche. L'empereur Léopold sentait que l'Europe ne consentirait point à voir sous un même sceptre l'Autriche, la Hongrie, la Bohême, le Milanais, Naples et la Sicile, les Pays-Bas, l'Espagne, le Mexique, le Pérou et d'immenses possessions dans les Indes. N'osant envoyer des troupes en Espagne, il en dirigea sur l'Italie, ce qui indisposa vivement la fierté castillane. L'empereur avait encore eu l'imprudence d'envoyer en Espagne des agents orgueilleux, plaçant les Allemands bien au-dessus des Espagnols. Il n'y avait pas jusqu'au prince Charles, qui fut plus tard empereur sous le nom de Charles VI, qui ne donnât des noms injurieux à la nation qu'on l'appelait à gouverner. Il dut apprendre qu'un prince destiné à jouer un grand rôle doit mettre beaucoup de mesure dans ses paroles. L'évêque de Lérida, ambassadeur de la cour de Madrid à Vienne, écrivait à sa cour tout ce qu'il entendait de malveillant, soit contre son souverain, soit contre la nation espagnole : « Les ministres de Léopold ont l'esprit

Digitized by Google

» fait comme les cornes des chèvres de mon pays, petit, » dur et tortu. » Ces mots de l'ambassadeur étant devenus publics, l'évêque de Lérida fut rappelé et anima encore les Espagnols contre les Allemands, présentés comme des êtres intraitables.

C'est dans cette circonstance que Louis XIV envoya, pour le représenter, un homme extrêmement habile, qui sut en peu de temps gagner toute la faveur de Charles II. Le duc d'Harcourt, qui d'abord avait été reçu avec une extrême froideur à la cour d'Espagne, sut, par sa magnificence, par sa dextérité et par le grand art de plaire, se concilier les cœurs même les plus hostiles à la France. Pendant trois mois, il avait été tenu à l'écart; on lui avait, sous divers prétextes, refusé une audience du roi. Cependant d'Harcourt n'élevait aucune plainte; il ne parlait qu'avec respect du monarque, et avec admiration de la nation près laquelle il était envoyé. C'est par ces actes de courtoisie qu'il parvint à rétablir entre deux peuples fiers, entre les Espagnols et les Français, une si complète harmonie, qu'ils se traitèrent comme avant Ferdinand le Catholique, *de couronne à couronne, de peuple à peuple et d'homme à homme.* C'est par ses habiles flatteries que d'Harcourt apprit aux ministres de Charles II à ne plus tant s'effrayer des Français. C'est alors qu'on examina la valeur des renonciations de Marie-Thérèse et d'Anne d'Autriche; ces actes, qui avaient paru auparavant un obstacle insurmontable, ne furent plus une difficulté; on trouva des raisons de nullité, et Charles II commença à balancer entre sa propre maison et celle des Bourbons.

Malgré les dispositions favorables de la cour d'Es-

Digitized by Google

pagne, Louis XIV n'osa pas encore présenter son petit-fils pour être substitué au prince autrichien; il comprenait qu'il fallait, par des services nouveaux et éclatants, amener le roi d'Espagne à faire, pour ainsi dire de lui-même, ce qu'on désirait le plus. Les Maures ayant assiégé Ceuta, le duc d'Harcourt fit mettre la flotte française à la disposition du roi d'Espagne pour délivrer cette place. La reine, toute dévouée à la maison d'Autriche, craignant que son mari n'eût trop de reconnaissance, refusa le secours.

Cependant le roi Charles II, sentant sa mort approcher, semblait se déclarer toujours plus en faveur de la France, ce qui piqua si vivement l'Autriche, qu'elle rappela son ambassadeur et ne consentit à le renvoyer que quand le roi d'Espagne eut promis de disposer de la couronne en faveur de l'archiduc. Louis XIV, mécontent à son tour, laissa en Espagne un capitaine, secrétaire d'ambassade, et rappela le duc d'Harcourt, qu'il mit à la tête d'une armée réunie sous les Pyrénées, pour agir sur l'Espagne dans le cas d'éventualités importantes. Le monarque, chaque jour déclinant, souffrait moins de la dissolution de son corps que de la pensée des malheurs qui allaient arriver après sa mort. Il voulait empêcher la guerre, conserver l'intégrité de ses Etats, et il cherchait en vain le moyen d'atteindre ce double but, bien honorable pour un souverain.

Plusieurs grands d'Espagne, à la tête desquels se plaça l'archevêque de Tolède, voyant la fin prochaine de leur monarque, persuadés que tout retard serait un malheur pour leur patrie, résolurent d'agir auprès du roi moribond et de le déterminer à faire un testament en faveur

Digitized by Google

d'un petit-fils de France; ils rendaient ainsi justice au droit du sang et sauvaient l'intégrité de la monarchie espagnole. Charles II, doutant encore s'il pouvait réellement en conscience, après la renonciation des deux reines de France à tous leurs droits sur la couronne d'Espagne, tester en leur faveur et reconnaître l'un de leurs descendants pour l'héritier de la couronne d'Espagne, fit consulter le pape Innocent XII, et en même temps plusieurs canonistes et théologiens distingués, qui tous se prononcèrent pour l'affirmative. Afin de donner plus d'autorité à sa décision, le Pape lui disait que, « comme lui, étant » sur le point de paraître devant Dieu, il ne voulait con» seiller que les lois de la rigoureuse justice. » Il dit ensuite que le bonheur de l'Espagne et le bien de la chrétienté exigeaient qu'il donnât la préférence à la maison de France.

La France était demeurée presque entièrement étrangère à toute cette grande affaire. Louis XIV n'avait plus d'ambassadeur à Madrid; ce qui pouvait être une faute fut en réalité un avantage, car si le duc d'Harcourt eût toujours été présent à Madrid, la reine n'eût laissé d'accès auprès du monarque moribond qu'à des personnes dévouées à la maison d'Autriche. La reine, sans nulle défiance, s'étant un jour séparée de son mari et ayant laissé auprès de lui les grands qui voulaient faire réussir la candidature d'un prince français, ceux-ci firent faire à Charles II un testament en faveur du duc d'Anjou. On voit que ce n'est pas à Versailles que le testament fut préparé, et qu'il n'eut point pour cause les manœuvres de nos diplomates; il fut dicté par un monarque mourant, animé uniquement du désir de sauver l'Espagne de la

Digitized by Google

division et de la guerre. Si Louis XIV y eut quelque influence en dernier lieu, ce fut uniquement par cette belle et grande réputation dont il jouissait en Europe, et nullement par d'autres moyens.

Charles II, dont l'existence avait toujours été frêle, vécut encore un mois après la rédaction de ce nouveau testament. On a dit que ce prince était tellement faible d'esprit, qu'il laissa au petit-fils de Louis XIV des Etats dont il ne connaissait pas toute l'importance. Il est certain du moins que jamais prince n'eut une plus grande délicatesse de conscience, qu'aucun ne voulut plus sincèrement le bonheur de ses sujets. Après la signature de son dernier testament, son âme cessa tout-à-fait d'être tourmentée. Il le tint d'ailleurs tellement secret, et ses conseillers furent si discrets, que ni la reine, ni le comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur Léopold, n'en eurent le moindre soupçon. Aussi, quand l'heure de la mort fut sonnée, on aperçut les partisans de l'Autriche pleins de joie, et ceux de la France remplis d'une vive anxiété.

« Tous les ministres assiégeoient la porte du conseil; » c'étoit à qui sauroit le premier le choix du roi qui ve- » noit de mourir, pour en informer sa cour. Blercourt » étoit là comme tous les autres, sans savoir rien plus » qu'eux, et le comte d'Harrach, ambassadeur de l'em- » pereur, qui espéroit tant et qui comptoit sur le tes- » tament de l'archiduc, étoit vis-à-vis la porte et tout » proche, avec un air triomphant. Cela dura assez long- » temps pour exciter l'impatience. Enfin la porte s'ou- » vrit et se referma. Le duc d'Abrantès, homme d'esprit, » plaisant, mais à craindre, voulut se donner le plaisir

Digitized by Google

» d'annoncer le choix du successeur, sitôt qu'il eut vu » tous les grands et le conseil y acquiescer et prendre » leurs résolutions en conséquence. Il se trouva investi » aussitôt qu'il parut. Il jeta les yeux partout en gardant » le silence; Blercourt s'avança, il le regarda bien fixe- » ment, puis tournant la tête, fit semblant de chercher » ce qu'il avoit presque devant lui. Cette action surprit » Blercourt, et fut interprétée mauvaise pour la France. » Puis tout-à-coup, faisant comme s'il n'avoit pas aperçu » le comte d'Arrach, et qu'il s'offrît premièrement à sa » vue, il prend un air de joie, lui saute au cou et lui dit » en espagnol, fort haut : — Monsieur, c'est avec beau- » coup de plaisir..., et, faisant une pause pour l'em- » brasser mieux, ajoute : Oui, monsieur, c'est avec une » extrême joie que toute ma vie..., et redoublant d'em- » brassade pour s'arrêter encore, puis achève, et avec le » plus grand contentement que je me sépare de vous, et » prends congé de la très auguste maison d'Autriche. — » Puis il perça la foule, chacun courant après pour sa- » voir qui étoit le successeur (1). »

La France, qui pendant plus de deux cents ans avait fait marcher de grandes armées, avait employé les plus longues négociations pour disputer à l'Espagne un pouce de terrain ou la possession de quelque bicoque, se trouvait tout-à-coup, sans intrigue et presque sans s'y être attendue, mise en possession de la vaste monarchie espagnole. Ce n'est pas ainsi que la plupart des écrivains du temps ont envisagé cet événement; presque tous nous représentent la cour de France devenue un foyer d'in-

(1) Saint-Simon, tom. III, pag. 23.

Digitized by Google

trigues, l'argent coulant à pleins bords des mains de l'ambassadeur français pour corrompre les grands d'Espagne. Sans doute, le duc d'Harcourt mit de l'habileté dans sa mission à Madrid; il avait fallu de sa part bien du talent pour réconcilier la nation espagnole avec la nation française : mais il y a loin de là à une intrigue telle que celle dont on a parlé.

Charles II, en choisissant le petit-fils de Louis XIV pour héritier de sa couronne, qui devait demeurer séparée de celle de France, avait pensé pouvoir satisfaire à la fois au besoin de la paix et à la conservation de l'intégrité de ses Etats.

Lorsque Louis XIV reçut la grande nouvelle du testament de Charles II en faveur de son petit-fils, il se présenta naturellement à son esprit plusieurs partis. Devait-il l'accepter purement et simplement, ou bien fallait-il se contenter du traité de partage arrêté auparavant entre lui et ses alliés? Le chancelier Pontchartrain et le duc de Beauvilliers, redoutant l'effet que l'avénement de la maison de France en Espagne allait produire sur toute l'Europe, se prononcèrent dans le conseil pour le traité de partage. Le marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères, se déclara pour l'acceptation du testament, se fondant sur ce que le traité de partage n'avait été qu'un projet, non accepté par la maison d'Autriche, qui allait essayer de s'emparer de toute la monarchie espagnole et serait soutenue par l'Angleterre; le partage devait d'ailleurs mécontenter l'Espagne qui se donnait à nous, et nous allions avoir plus d'ennemis pour une partie que pour le tout.

Persuadé par ces raisons, Louis XIV se déclara pour

Digitized by Google

l'acceptation pure et simple du testament, bien qu'il s'attendît à être blâmé. Il envoya aussitôt son petit-fils en Espagne, en lui disant ces belles paroles : « Il n'y a » plus de Pyrénées. »

L'Europe fut frappée d'une espèce de stupeur à la nouvelle d'un si grand événement. Les Anglais blâmaient leur roi Guillaume III, pour avoir signé le traité de partage, et accusaient Louis XIV de perfidie pour l'avoir rompu.

Louis XIV, qui s'était attendu, en acceptant le testament de Charles II et en faisant passer son petit-fils en Espagne, que l'empereur d'Autriche lui déclarerait la guerre, s'appliqua tout d'abord à séparer de son adversaire les rois les plus capables de le soutenir. Guillaume III, roi d'Angleterre, devenu infirme et faible à l'âge de cinquante-deux ans, semblait d'autant moins à craindre, qu'il ne pouvait rien sans son Parlement. Afin de créer dans le Parlement une opposition redoutable aux vues belliqueuses du monarque, Louis XIV fit passer de l'argent en Angleterre et gagna plusieurs personnages influents. Les manœuvres du roi parurent d'abord obtenir un succès si complet, que l'Angleterre et la Hollande, se sentant incapables d'entreprendre une lutte de géant, écrivirent à Philippe V pour le reconnaître comme roi légitime d'Espagne. Une autre accession, non moins importante, fut celle de l'électeur de Bavière, gouverneur de Flandre, qui assura de la manière la plus inattendue la possession de ces provinces à Philippe V. L'électeur de Cologne, frère de l'électeur de Bavière, se déclara aussi pour lui. Le duc de Savoie, beau-père du duc de Bourgogne, allait encore donner une de ses filles

Digitized by Google

au jeune roi d'Espagne; personne ne soupçonnait qu'il dût jamais devenir l'adversaire des époux de ses deux filles. Le duc de Mantoue, vendu à la France par son ministre, consentit à recevoir garnison française dans sa capitale. Telle était alors la puissance de Louis XIV, que depuis Gibraltar jusqu'à Anvers, du Danube à Naples, tout paraissait reconnaître l'autorité des Bourbons. On ne voyait aucune puissance qui osât se lever pour combattre un monarque si redoutable.

Cependant il se formait une ligue formidable, afin de miner une puissance trop inquiétante pour la laisser subsister sans la combattre. L'empereur Léopold s'unit à Guillaume III, qui s'engagea à obtenir de son Parlement et des Etats-Généraux de Hollande, les subsides nécessaires pour commencer la guerre. Une circonstance vint encore réveiller l'antipathie des Anglais contre les Français.

Le roi Jacques II étant venu à mourir à Saint-Germain, son fils, le prince de Galles, demanda à porter le titre de roi d'Angleterre. Le conseil, réuni pour discuter cette grave question, se trouva unanime pour ne pas donner au prince le titre de roi. D'abord Guillaume III ayant été reconnu pour roi d'Angleterre dans le traité de Ryswick, on ne pouvait, sans se contredire et sans manquer à ce monarque, donner au fils de Jacques le nom de roi; c'était ensuite irriter la nation anglaise et lui persuader que la France ne voulait pas, malgré les traités, reconnaître la révolution de 1688. Le roi, quoiqu'il eût une opinion différente de son conseil, avait consenti à suivre l'avis de ses conseillers; mais, à peine rentré dans les appartements de M^me^ de Maintenon, cé-

Digitized by Google

dant aux prières de la veuve de Jacques II, il donna aussitôt au prince de Galles le titre de roi d'Angleterre.

Lorsque le peuple anglais apprit cette reconnaissance, il se livra à des actes de fureur contre Louis XIV, qu'on accusa de vouloir dominer sur l'Angleterre pour y égorger les protestants.

Guillaume III parla avec une grande énergie à son Parlement, et fit condamner à mort Jacques III; acte en vertu duquel on mit sa tête à prix. On a blâmé Louis XIV de sa conduite généreuse, et l'on n'y a vu qu'une détermination extrêmement impolitique. Une telle accusation nous paraît très peu fondée. Il est probable que, quand même Louis XIV n'eût pas reconnu Jacques III, l'Angleterre se serait déclarée pour la guerre; quelques voix du Parlement n'auraient pas suffi pour déterminer cette assemblée à demeurer dans l'état de neutralité; elle eût indubitablement pris les armes pour abaisser la France, dont la grandeur croissante était un sujet de terreur pour les nations voisines. Il fallait absolument l'abattre.

L'empereur Léopold jeta un corps en Italie, et attendit, avant d'attaquer le roi de France sur le Rhin, que le roi d'Angleterre fût prêt à entrer en campagne. Guillaume III, qui avait obtenu de son Parlement tous les subsides sollicités, faisait ses préparatifs de guerre avec la plus grande activité, lorsqu'il fut enlevé par la mort, à la suite d'une chute de cheval. Ce prince fameux, qui fut l'auteur d'une ère nouvelle pour l'Angleterre, avait de grandes capacités comme homme d'Etat et comme général. Connaissant toute la susceptibilité des Anglais pour leurs franchises, il les respecta toujours, quoiqu'il eût affecté une puissance despotique sur la Hollande;

Digitized by Google

aussi disait-on de lui : *Il est le stathouder d'Angleterre et le roi de Hollande.* Bien qu'il n'ait jamais été heureux à la guerre, qu'il ait été battu à Senef par Condé, à Fleurus, à Steinkerque et à Nerwinde par le maréchal de Luxembourg, il ne passa pas moins pour un habile capitaine, parce qu'il sut toujours se relever de ses défaites.

Guillaume eut pour lui succéder la princesse Anne, fille du roi Jacques, mariée au prince de Danemarck, qui ne fut que son premier sujet. Quoiqu'elle eût toujours été brouillée avec le roi Guillaume III, et qu'elle eût blâmé plusieurs fois sa politique, cependant, élevée sur le trône, elle adopta ses vues relativement à la France. Il est vrai que sur ce point elle n'était pas libre, que le Parlement ayant manifesté sa volonté, elle devait la suivre.

Alors se forma le noyau de cette ligue redoutable qui avait pour but l'abaissement de la France. La Hollande s'engagea à entretenir cent deux mille hommes, soit en garnison, soit en campagne; nombre formidable quand on songe que la vaste monarchie espagnole était incapable de mettre sur pied une pareille armée. L'Angleterre promettait quarante mille hommes seulement; elle en fournit cinquante mille dès le début, et en entretint plus tard près de deux cent mille.

L'empereur s'engageait personnellement à mettre sur pied une armée de quatre-vingt-dix mille hommes et des secours considérables des princes alliés, même de ceux qui avaient reconnu Philippe V; il espérait, par ses manœuvres, les réunir contre Louis XIV, en les épouvantant de la grandeur démesurée de la France. Toutes

Digitized by Google

les puissances étaient en effet dans une telle anxiété, qu'évidemment, au premier revers ou à la première espérance fondée de succès pour les coalisés, tous les petits princes devaient nous abandonner.

Les observateurs remarquaient à la cour de France un grand changement, à commencer par le monarque, ses ministres et ses courtisans. Louis XIV, âgé de plus de soixante ans, avait pris des habitudes presque sédentaires qui ne lui permettaient plus de voir et de juger tout par lui-même; il était obligé de s'en rapporter au jugement d'hommes qui n'avaient pas toujours un coup-d'œil très habile. La personne qui avait le plus d'influence sur les déterminations du roi était Mme de Maintenon, femme pleine de vertu et de capacité, mais dont l'esprit, malgré toute son étendue, n'était point à la hauteur des difficiles questions qu'elle avait à résoudre. Mme de Maintenon avait influé sur le choix de plusieurs ministres, tous honnêtes hommes, mais évidemment insuffisants pour remplir les postes qui avaient été occupés par les Colbert et les Louvois. Elle fit nommer au ministère des finances Chamillard, qui, malgré sa modestie, consentit à cumuler et à prendre le ministère de la guerre. Louis XIV, comptant sur sa longue expérience et sur ses profondes connaissances, espérait suppléer lui-même ses ministres et les former. Cette habitude de concentrer tout en lui-même alla si loin, que quelques officiers généraux n'osèrent livrer bataille avant d'en avoir obtenu la permission du monarque; mais, n'étant point sur les lieux, n'ayant pas assez l'expérience des hommes placés à la tête des armées, Louis XIV contribua pour sa part aux fautes qui furent faites. Le besoin d'argent

Digitized by Google

détermina Chamillard à recourir à quelques mesures détestables; il permit à des jeunes gens d'acheter des régiments qu'ils étaient incapables de bien diriger. Il fit même un objet de vente des croix de Saint-Louis, qui auraient dû être la récompense du seul mérite. La discipline militaire, d'une rigueur extrême, était tombée dans un excès de relâchement presque inoui. Les officiers et les soldats quittaient souvent leurs régiments sans que les chefs y fissent attention. Tout le service de l'armée était dans un égal désordre. Les approvisionnements n'étaient ni abondants, ni de bonne qualité, ni exactement faits. Les armes elles-mêmes ne furent plus aussi bien trempées.

Les ennemis avaient acquis, en hommes et en matériel, la supériorité que nous avions perdue. Nous verrons, en effet, à la tête de leurs armées des officiers du premier mérite. Celui que nous devons nommer tout d'abord, qui le premier balança la fortune jusque-là si favorable de la France, fut Eugène de Savoie, que nous pourrions appeler prince français, puisque son père, le comte de Soissons, établi en France, lieutenant-général des armées du roi et gouverneur de Champagne, avait épousé une nièce du cardinal Mazarin, de qui naquit à Paris ce prince si dangereux pour Louis XIV. Ce jeune homme ayant demandé un régiment au roi de France et en ayant obtenu un refus, alla, avec plusieurs Français, mettre son épée au service de l'empereur contre les Turcs (1683). Ayant tous reçu du roi l'ordre de rentrer en France, le prince Eugène fut le seul qui n'obéit point; il déclara même qu'il renonçait à la France, ce qui fit dire à Louis XIV : « Ne trouvez-vous pas que j'aie fait

Digitized by Google

» là une grande perte? » Tous les courtisans firent alors le portrait le plus hideux du jeune officier, qu'ils représentèrent comme un esprit dérangé et comme un homme incapable de tout. Cependant ce jeune homme tant méprisé était doué des plus belles qualités, d'un esprit juste et ferme. Il a commis des fautes qui ont disparu sous l'honneur insigne qu'il eut de contenir la puissance ottomane et d'ébranler la grandeur de Louis XIV. Ce qui relevait encore ses éminentes qualités, c'était le désintéressement qui lui fit toujours mépriser le faste et les richesses.

Le prince Eugène, alors âgé de trente-sept ans, ayant l'expérience de ses victoires remportées sur les Turcs et des fautes commises dans les dernières guerres, reçut de l'empereur Léopold le commandement d'une armée de trente mille hommes, avec la permission de les conduire comme il voudrait. Eugène descendit en Italie par le Trentin, et déboucha sur les terres des Vénitiens. Il eût été possible d'arrêter alors le prince; mais le roi, dans la crainte d'indisposer les Vénitiens et de les déterminer à prendre les armes contre nous, défendit à Catinat de porter les premiers coups, voulant laisser à son adversaire de commencer l'attaque, afin d'avoir de son côté toutes les raisons de droit.

A cette faute en succédèrent d'autres. Catinat n'ayant pas la liberté d'agir comme il le croyait nécessaire, ne put dès-lors suivre ses propres idées, et ne comprit pas entièrement celles qui lui furent communiquées. Ce général, ayant trop étendu sa ligne le long de l'Adige, pour empêcher aux ennemis le passage du fleuve, le laissa traverser à Carpi, où il se trouvait trop faible. Ne voulant pas ensuite exposer son armée à un échec, il se

Digitized by Google

retira derrière l'Oglio, retraite que les meilleurs officiers approuvèrent, mais que quelques-uns condamnèrent; car, malheureusement, Catinat n'avait point cette fermeté d'esprit nécessaire pour imposer à des officiers jaloux et turbulents. Les courtisans, surtout ceux qui aspiraient à l'honneur de remplacer Catinat, commencèrent à déclamer contre lui et à demander qu'il fût remplacé. C'est sous l'impression de ces plaintes que Louis XIV écrivit à Catinat une lettre dure, et dans laquelle il déclarait sa volonté d'envoyer à l'armée un officier plus résolu et plus entreprenant. Villeroi fut aussitôt nommé supérieur de Catinat, qui, malgré les brillantes journées de Staffarde et de Marsaille, fut obligé de servir sous cet officier incapable.

Villeroi, que le roi affectionnait beaucoup, doué d'une grande bravoure, mais sans profondeur dans l'esprit, se persuadait qu'en faisant bien manœuvrer une armée, sans combinaisons savantes, on était assuré de vaincre. Si Catinat dut être mécontent de servir sous un pareil général, le duc de Savoie le fut bien plus, surtout quand il se vit traiter par ce courtisan altier avec une légèreté réellement déplorable. Victor-Amédée, prince plein de fierté, manifesta dès-lors la volonté de séparer sa cause de celle de la France. Au lieu d'attacher ce prince par les moyens les plus en rapport avec son esprit, Louis, dans le dessein de le retenir par la peur, menaça de porter une main très sévère sur le Piémont, si le duc avait le malheur de faire le moindre acte d'hostilité. Dès le début de son commandement, avant d'avoir vu l'ennemi, Villeroi avait indisposé les hommes les plus capables; il ne lui fallait plus que donner des preuves de son incapacité, ce qui ne tarda point.

Digitized by Google

Villeroi, voulant montrer qu'il n'était point circonspect, c'est-à-dire prudent, ordonna d'attaquer le prince Eugène aux portes de Chiari, près de l'Oglio. Plusieurs officiers ayant fait observer que ce serait une témérité, il persista dans son dessein et communiqua l'ordre à Catinat de marcher. Ce célèbre capitaine se le fit répéter jusqu'à trois fois, puis il dit : « Allons, Messieurs, il faut » marcher. » Le duc de Savoie se battit bien, et Catinat mieux encore. Malgré les efforts des Français, tout ayant été inutile, Catinat, voyant que Villeroi demeurait immobile sans donner un ordre, prit sur lui de commander la retraite. Il quitta aussitôt l'armée pour aller à Versailles rendre compte de la manière dont les choses étaient conduites.

Villeroi ne devait pas conserver longtemps son commandement. S'étant renfermé dans Crémone avec une nombreuse garnison, il y fut surpris par le prince Eugène, qui, dans cette circonstance, montra la plus haute habileté, sans cependant réussir complétement. Ayant pratiqué des intelligences dans la place, il s'en servit pour y faire pénétrer, par un égout, quatre cents soldats qui allèrent se rendre maîtres d'une porte de la ville. Villeroi, éveillé en sursaut, prend ses armes, sort de son hôtel et se voit à l'instant environné d'Autrichiens, qui se saisissent de lui et le font prisonnier avec plusieurs officiers. Quatre mille Autrichiens entrent alors dans la place, pensant s'en rendre maîtres absolus. Heureusement pour les Français, deux régiments irlandais étaient déjà sur pied. Par une manœuvre habile, ils attaquent avec vivacité les Allemands, donnent à la garnison le temps de se réunir, et, ce qui est plus heureux

Digitized by Google

encore, vont couper le pont placé sur le Pô, par où de nombreux renforts devaient arriver aux ennemis. Alors un combat extrêmement acharné s'engage dans la place; c'est un pêle-mêle étrange, une lutte corps à corps dans les rues, sur les places publiques. Le prince Eugène, qui s'était d'abord cru vainqueur, fut obligé de sortir de la ville, toutefois très satisfait d'emmener le général en chef de l'armée française et plusieurs de ses officiers-généraux. Lorsque la nouvelle de cette prise arriva à Versailles, une critique si sévère s'attacha au choix d'un tel chef, que le monarque en fut lui-même accablé de douleur. Louis XIV nomma aussitôt le duc de Vendôme pour le remplacer.

Le duc de Vendôme, doué de ces qualités éminentes qui rappelaient Henri IV, la bonté, la bienfaisance et la familiarité, surtout avec les humbles et les petits, n'avait point le génie du prince Eugène; mais il savait si bien se faire aimer des soldats, que leur attachement pour lui et le désir de le bien servir le rendaient capable de grandes choses. Cet amour du soldat, il l'avait un peu acheté aux dépens de la discipline, qu'il ne savait pas assez faire observer, parce que lui-même, fort indolent, aimait la bonne chère et le lit, où il restait quelquefois jusqu'à quatre heures après midi. Vendôme, sur le champ de bataille, était un tout autre homme; il s'y conduisait en héros. Il fut toujours vainqueur quand il n'eut point le prince Eugène en tête; mais, avec ce guerrier fameux, il se crut obligé de recourir à la ruse, à une guerre d'artifices, sans remporter de succès bien marqué. La bataille de Luzzara fut un exemple de cette espèce de guerre. On se combattit vivement, puis on se

Digitized by Google

retira du champ de bataille sans avoir rien décidé; on s'attribua de part et d'autre la victoire, et on fit chanter un *Te Deum* à Vienne aussi bien qu'à Paris. Le général français eut cependant l'honneur de déloger l'ennemi de l'île formée par la rivière qu'on nomme Serraglio, en avant de Mantoue, place fort importante; mais Eugène avait eu l'honneur de s'y maintenir neuf mois.

La guerre que nous venons de raconter n'était que le prélude de la grande guerre. C'est seulement en 1702 que tout se dessine, que les rois, les princes, les ducs se déclarent contre la France. L'empereur d'Autriche, connaissant la valeur du duc de Savoie, offrit à Victor-Amédée ce que Louis XIV lui avait refusé, le Montferrat-Mantouan, Alexandrie, Valence, le pays entre le Pô et le Tanaro, et lui donna plus d'argent que le roi de France ne lui en accordait. On fut extrêmement surpris à la cour de Versailles de voir le père de la duchesse de Bourgogne et de la reine d'Espagne se déclarer contre la France. Cependant cette politique ne manquait pas d'habileté, et, comme on le verra, le duc en retira d'assez grands avantages personnels.

Le roi de Portugal, qui avait reconnu Philippe V, entraîné par l'empereur, admit l'archiduc Charles d'Autriche pour roi d'Espagne, se lia avec quelques partisans espagnols de ce prince et alla même jusqu'à inviter Muley Ismaël, empereur du Maroc, le prince le plus guerrier et le plus politique qui fût alors parmi les nations mahométanes, à prendre parti contre le petit-fils de Louis XIV. Muley avait consenti à intervenir, mais à des conditions telles, qu'un prince chrétien qui savait se respecter, ne pouvait les accepter; aussi le marché ne put se conclure.

Digitized by Google

L'ennemi le plus redoutable de tous pour Louis XIV fut Churchil, si connu sous le nom de lord Marlborough, capitaine consommé, politique habile, qui sut dominer la reine d'Angleterre, le Parlement et l'armée. Ce guerrier infatigable profita de la saison d'hiver pour parcourir les pays voisins et les pousser à la guerre. Il allait à La Haye et déterminait les Etats à prendre les armes; il poussait le prince Palatin à secouer l'alliance des Français qui avaient plusieurs fois réduit ses sujets au désespoir; il allait même jusqu'en Prusse et flattait l'électeur de Brandebourg de l'espérance d'être roi. Toujours d'intelligence avec le prince Eugène, commandant tantôt de concert avec lui, tantôt séparé, il savait unir ses forces afin de triompher plus sûrement. Jamais ces deux hommes ne divulguèrent leurs secrets; tous leurs projets de campagne étaient toujours arrêtés entre eux et fidèlement gardés, avantage immense qui laissait complétement ignorer aux Français les desseins de leurs ennemis. Chamillard, ministre de Louis XIV, intelligence bornée, laissait facilement pressentir ses projets et les livrait à ses adversaires avec une grande facilité. Tous les desseins de nos généraux, leurs plans de campagne étant connus des généraux ennemis, ceux-ci pouvaient facilement triompher.

Lord Marlborough, qui avait fait ses premières campagnes comme volontaire sous Turenne, et avait appris à son école le grand art de conduire une armée, de choisir une position et de pressentir les vues de ses adversaires, avait pris ce fameux capitaine pour modèle et aspirait à devenir le Turenne de l'Angleterre.

Le roi, pour encourager son armée, lui avait donné pour commandant en chef le jeune duc de Bourgogne,

Digitized by Google

prince plein de sagesse et de vertu, qui eût fait le bonheur de la France s'il eût vécu. Il avait pour conseil, ou plutôt pour commandant, le maréchal de Boufflers, officier très valeureux, mais beaucoup trop faible pour agir contre Marlborough, qui prenait sans cesse des places et s'avançait sans que le général français pût un seul instant suspendre sa marche. Venloo, Ruremonde et Liége tombèrent aux mains du général anglais.

Ces malheurs, préludes de bien plus grands, étaient du moins alors compensés par des victoires du côté de l'Allemagne, dont la route nous était entièrement ouverte. Le roi avait, de ce côté, un officier supérieur fameux par son génie et par l'indépendance de son caractère, qui ne lui permit jamais d'être un courtisan. Villars, qui s'était élevé par son propre mérite au grade de lieutenant-général, ayant reçu le commandement de l'armée du Rhin, dit au roi en prenant congé de Sa Majesté : « Sire, je vais combattre les ennemis de Votre » Majesté, et je vous laisse au milieu des miens. » Il en avait en effet beaucoup à la cour, et il le sentit bientôt. Catinat, avec sa prudence habituelle, redoutant un échec, s'était renfermé dans Strasbourg et avait permis à l'ennemi de s'emparer de Landau et de plusieurs places voisines. Villars, moins circonspect, quoique son armée fût bien inférieure en nombre, résolut de pénétrer dans la Forêt-Noire et de repousser les Allemands. Il les rencontra à Friedlingen et donna la bataille qui porte ce nom. Il remporta la victoire. Ce qu'il y eut de plus singulier, c'est que nos soldats vainqueurs prirent la fuite à ce cri, poussé par hasard par un officier : *Nous sommes coupés.* En vain, Villars rappelle ses troupes sous

Digitized by Google

les étendards, en vain il leur dit qu'elles sont victorieuses, elles fuient toujours en criant : *Vive le roi!* Si deux régiments ennemis se fussent trouvés pour les poursuivre, c'en était fait, elles étaient totalement dispersées. Le prince de Bade, qui avait perdu trois mille hommes, tout son canon, qui avait laissé capituler Friedlingen, eut l'audace de faire chanter un *Te Deum* à Vienne.

Villars, vainqueur, se rapprocha de l'électeur de Bavière, qui venait, de son côté, de triompher de l'ennemi et s'était rendu maître de Ratisbonne. Informé que l'armée ennemie allait être renforcée de vingt mille hommes, Villars proposa à l'électeur de prévenir l'arrivée de ce corps d'armée et de combattre. L'électeur ayant témoigné de la répugnance pour une affaire décisive, demanda à en conférer avec ses officiers généraux. « C'est » moi qui suis votre ministre et votre général, lui ré- » pliquait Villars. Vous faut-il d'autre conseil que moi, » quand il s'agit de donner bataille? » Le prince, occupé du danger de ses Etats, reculait encore; il se fâchait contre le général : « Eh bien, lui dit Villars, si Votre » Altesse électorale ne veut saisir l'occasion avec ses Ba- » varois, je vais combattre avec les Français; » et aussitôt il donna ordre pour l'attaque.

On vit, sur le champ de bataille d'Hochstedt, ce qu'on avait déjà vu sur celui de Friedlingen; après une première charge très heureuse, les Français, aussi bien que les ennemis, prirent la fuite. Villars rallia cependant ses soldats, les ramena au combat et remporta une victoire complète. Les ennemis perdirent trois mille morts, quatre mille prisonniers, leurs drapeaux, leurs canons et leurs bagages.

Digitized by Google

Cependant le maréchal de Tallart, après avoir pris le Vieux-Brisach, venait de remporter la victoire de Spire, et il écrivit au roi, sur le champ même de bataille : « Sire, votre armée a pris plus d'étendards et de dra- » peaux qu'elle n'a perdu de simples soldats. » C'est dans cette action qu'on commença à faire un grand usage de la baïonnette, arme terrible lorsque les fantassins s'abordent.

Les victoires remportées par Villars et par Tallart ayant détruit les forces ennemies, il n'y avait plus aucun obstacle pour arrêter les Français ; le chemin de Vienne était ouvert; nous pouvions marcher sans obstacle sur cette capitale de l'Empire, que l'empereur Léopold songea un moment à abandonner. Mais notre gloire se changea bientôt en désastres affreux, causés spécialement par le rappel du maréchal Villars et par la présence de nouveaux capitaines à la tête de l'armée impériale en Allemagne.

Le maréchal Villars, esprit plein de fermeté, ne sachant pas user dans ses commandements de paroles bienveillantes, devint bientôt tellement odieux à l'électeur de Bavière, que ce prince demanda à Louis XIV le rappel du vainqueur de Friedlingen et d'Hochstedt. Le roi de France céda et envoya le plus capable de ses généraux dans les montagnes des Cévennes, pour y combattre les protestants. L'armée du Rhin faisait une grande perte, que le maréchal de Marsin ne pouvait réparer, surtout qu'il allait avoir en tête deux adversaires fameux.

L'empereur, voyant la capitale de ses Etats en danger, se hâta de rappeler d'Italie le prince Eugène, qui conféra aussitôt avec lord Marlborough, revenu à la tête de son

Digitized by Google

armée. Ces deux habiles généraux convinrent de réunir leurs forces pour combattre les Français vainqueurs en Allemagne. Marlborough prit dix mille fantassins anglais et vingt-trois escadrons, et hâta sa marche vers le Danube. Il traversa l'armée franco-bavaroise à Donavert, lui tua six mille hommes, en perdit lui-même beaucoup et put faire sa jonction avec le prince Eugène.

Le maréchal Tallart ayant alors fait sa jonction avec l'électeur et Marsin, il fut résolu qu'on tenterait les chances du combat, faute énorme qu'un officier expérimenté n'eût point commise. Il suffisait, en effet, de harceler les ennemis, de leur couper les vivres pour les jeter dans un grand embarras. Le commandant de l'armée de Flandre pouvait, en l'absence de Marlborough, presser les Anglo-Hollandais et obliger ce capitaine à venir reprendre le commandement de son armée. Mais Marsin et Tallart, se voyant à la tête de soixante à quatre-vingt mille hommes, forces bien supérieures à celles des ennemis, voulurent aussi goûter de la victoire, pour leur malheur et pour celui de la France.

Nos deux maréchaux formèrent deux armées juxtaposées, et séparées cependant par un intervalle, en sorte qu'un ennemi habile pouvait les diviser et les détruire séparément. Marlborough se trouvait opposé au maréchal Tallart, et Eugène à Marsin. Le feu commença vers midi du côté commandé par Tallart, précisément au moment où le général venait de passer à la gauche pour reconnaître les dispositions de son ennemi. On peut juger de l'impression que causa sur nos soldats une vive attaque en l'absence de leur général en chef, quand il n'y avait presque point d'ordres donnés. Revenu à la tête

Digitized by Google

de ses troupes, le maréchal de Tallart les trouve déjà ébranlées, surtout par suite des dispositions qu'il avait adoptées. Non content de s'être isolé de son collègue, il avait encore coupé son armée de trente mille hommes en deux corps, dont l'un de douze mille hommes de troupes d'élite, avait été jeté dans le village de Blenheim, d'où il faisait un feu roulant, il est vrai, mais qui, par son isolement, ne pouvait rendre de services importants, ni secourir le principal corps, s'il était ébranlé. Tallart, après avoir donné des ordres à son corps de bataille, se rendait à Blenheim pour y prendre le commandement, lorsqu'il rencontra un régiment ennemi qu'il crut être des troupes françaises, et fut pris au moment où il s'y attendait le moins. Son corps de troupes fut enveloppé et livré à un massacre horrible, d'autant plus facile que nos soldats, sans officiers supérieurs, abandonnés au hasard, s'échappaient sans savoir où ils allaient, et se précipitaient dans le Danube. Le maréchal de Marsin, après s'être défendu avec valeur contre le prince Eugène, fut accablé à son tour; il eut du moins l'avantage de pouvoir sauver une partie de son armée. Restait le corps renfermé dans Blenheim, qui était demeuré longtemps sans savoir ce qui se passait. Informé enfin de la destruction de l'armée française, il fut invité à déposer les armes; ce qui surprit beaucoup l'Europe, il obéit. C'étaient cependant onze à douze mille hommes de vieilles troupes. Auraient-ils pu, comme beaucoup d'autres l'ont fait en pareilles circonstances, traverser l'armée ennemie? on l'a dit, d'autres l'ont contesté; ce qui est certain, c'est qu'il était extrêmement difficile à dix mille soldats de s'échapper à travers une armée victorieuse.

Digitized by Google

La bataille de Hochstedt avait été extrêmement funeste. Nous avions eu douze mille morts, et quatorze mille prisonniers étaient tombés entre les mains des ennemis; le reste de l'armée était tellement frappé de terreur, que c'est à peine si l'on put réunir vingt mille hommes; tout le reste s'était dispersé. Les ennemis eurent cinq mille morts et huit mille blessés, la plupart du côté du prince Eugène. La destruction de l'armée française nous fit perdre en quelques jours plus de cent lieues de terrain et nous rejeta en-deçà du Rhin.

Lorsque la désastreuse nouvelle de la bataille de Hochstedt arriva à Versailles, personne n'osait en prévenir le roi; M^me^ de Maintenon dut se charger de cette pénible mission. Louis XIV, aussi grand dans ses malheurs que dans sa plus brillante fortune, se hâta de prendre les moyens de réparer ses désastres. Il forma une nouvelle armée d'Allemagne, dont il confia le commandement au maréchal Villars, qu'il tira des Cévennes pour l'opposer au vainqueur. Persuadé que ce qu'il pouvait faire de mieux en présence d'un ennemi supérieur en nombre et dont le courage avait encore grandi avec la victoire, c'était de l'arrêter et ensuite de rendre la confiance à ses troupes, en leur montrant qu'en présence d'un bon général, les Anglais ne seraient pas toujours vainqueurs, Villars fit choix d'une position très importante entre Luxembourg, Thionville et Sarrelouis, afin de couvrir ces trois places et d'arrêter les Anglais. Malborough n'osa, en effet, l'attaquer, et se replia en lui écrivant : « Rendez-moi la » justice de croire que ma retraite est la faute du prince » de Bade, et que je vous estime encore plus que je ne » suis fâché contre lui. » Le prince de Bade, par ses len-

Digitized by Google

teurs à rejoindre Marlborough, avait placé ce capitaine dans une position assez difficile.

Sur la fin de 1703, la fortune de Louis XIV commençait à pâlir, quoiqu'elle ne fût pas encore chancelante comme elle le fut plus tard. Si la journée de Hochstedt avait été un grand désastre, du moins de ce côté notre territoire n'était pas entamé; nous nous soutenions avec gloire en Italie et en Espagne, et les ennemis étaient maintenus dans les Pays-Bas.

Se disposant à nous porter de nouveaux coups et voulant établir le prince autrichien sur le trône de Madrid, la reine d'Angleterre fit équiper deux cents navires de transport, trente vaisseaux de guerre, joints à dix vaisseaux hollandais, avec dix mille hommes de bonnes troupes et de l'argent en abondance.

C'était par le midi que l'armée anglaise voulait attaquer l'Espagne, parce que de ce côté il semblait, en effet, plus facile de soumettre des contrées plus éloignées de la France. Le premier point sur lequel les Anglais portèrent leur attention, fut la forteresse de Gibraltar, jugée imprenable parce qu'elle est assise sur un rocher à pic, et que la baie qui est en avant de son port est fréquemment battue par d'horribles tempêtes. Quoique la place n'eût que cent hommes de garnison, elle eût résisté s'ils avaient prêté au service l'attention qu'ils auraient dû y porter. Mais, après avoir repoussé des attaques de terre et de mer, ils se montrèrent tellement inattentifs, qu'ils laissèrent les matelots anglais gravir le mole et s'en rendre maîtres. La place fut alors obligée de se rendre. Depuis ce moment les Anglais l'occupent comme l'une des clefs de la Méditerranée, mer qui leur était autrefois inconnue

Digitized by Google

et qui est aujourd'hui leur route pour se rendre dans leurs vastes possessions de l'Inde.

Aussitôt après la chute de Gibraltar, la flotte française, sous le commandement de l'amiral comte de Toulouse, qui avait livré devant Malaga une bataille indécise, vint assiéger la place par mer, pendant que le maréchal de Tessé en poursuivait le siége par terre, double témérité qui perdit l'armée et la flotte. Nos vaisseaux, assaillis par une furieuse tempête, vinrent se briser contre les rochers ou furent pris à l'abordage et livrés aux flammes sur la plage. Notre marine, à dater de cette journée, retomba dans la triste situation d'où Louis XIV l'avait tirée un moment.

Pendant qu'une partie de notre armée de terre se consumait inutilement devant Gibraltar, les Anglais s'emparaient presque sans coup férir des provinces de Valence et de Catalogne. La prise de Barcelone présente une circonstance assez curieuse pour que nous croyions devoir nous y arrêter un moment. Péterborough, fameux aventurier qui parcourait le monde pour prendre part à toutes les entreprises difficiles, s'était mis au service de l'archiduc Charles et entretenait une armée à son compte. Lui et le prince de Darmstadt, unis pour conquérir la Catalogne, avaient poussé l'attaque avec tant de vigueur, qu'ils s'étaient rendus maîtres d'un retranchement qui couvre la ville et le fort Montjouy. Le gouverneur, sentant l'impossibilité de se défendre, demanda à traiter de la capitulation, et se rendit à cet effet à la porte de la place pour conférer avec Péterborough. Pendant la conférence on apprend que de grands désordres se commettent dans la cité. « Vous nous trahissez, dit le vice-

Digitized by Google

» roi à Péterborough : nous capitulons avec bonne foi,
» et voilà vos Anglais qui sont entrés dans la ville par
» les remparts. Ils égorgent, ils pillent, ils violent. Vous
» vous méprenez, répondit le comte Péterborough ; il
» faut que ce soit des troupes du prince de Darmstadt. Il
» n'y a qu'un moyen de sauver votre ville, c'est de me
» laisser entrer sur-le-champ avec mes Anglais : j'apai-
» serai tout, et je reviendrai à la porte achever la capi-
» tulation. »

C'étaient en effet les Allemands qui causaient ce tumulte. Il exécute sa promesse, chasse les Allemands de la ville, les oblige à restituer tout ce qu'ils ont pillé et revient à la porte signer la capitulation.

Louis XIV fit de grands efforts pour reconquérir la province, sans pouvoir y parvenir. Philippe V n'était réellement plus soutenu en Espagne que par ces fiers Castillans qui demeurent immuablement attachés à la cause qu'ils ont embrassée.

Sur tous les autres champs de bataille nous étions également malheureux. Villeroi, placé à la tête de l'armée de Flandre, commandait à quatre-vingt mille hommes un peu démoralisés par les revers qui s'attachaient à nos drapeaux, mais auxquels un général habile aurait pu rendre de la confiance en les habituant par de petites affaires à voir en face l'ennemi. Villeroi, se croyant sûr de vaincre, voulut livrer une grande bataille et fit de si sottes dispositions, qu'il dut être infailliblement vaincu. Il avait placé sa gauche derrière un marais, de telle façon qu'elle ne pouvait prendre part au combat. Marlborough s'en étant aperçu, massa toutes ses troupes vis-à-vis de Ramillies où était située notre droite. Gassion,

Digitized by Google

lieutenant-général, qui voit ce mouvement des ennemis, crie au maréchal : « Vous êtes perdu, si vous ne changez » votre ordre de bataille ; dégarnissez votre gauche, » pour vous opposer à l'ennemi à nombre égal. Faites » rapprocher vos lignes davantage. Si vous tardez un » moment, il n'y a plus de ressource. » Plusieurs officiers répétent le même conseil sans que le maréchal daigne les entendre. Aussi, dès le premier choc, nos troupes se trouvèrent accablées et prirent la fuite. Cette funeste journée nous coûta vingt mille hommes, tandis que nos ennemis en perdirent à peine dix mille. Si nous avions subi un affreux désastre à Hochstedt, du moins nous avions fait éprouver à nos adversaires des pertes considérables ; ici il n'y eut pas de compensation.

Le maréchal de Villeroi, cause d'un si grand désastre, qui fut suivi de la perte de Bruxelles, d'Ostende et de Menin, fut rappelé par Louis XIV, qui se contenta de dire à ce favori : « A notre âge on n'est pas heureux. » Pour arrêter l'ennemi en Flandre, le duc de Vendôme fut tiré d'Italie, où il pouvait à peine suffire à la tâche. Après le combat incertain de Cassano, près de l'Adda, et celui plus décisif de Calcinato, livré en l'absence du prince Eugène, Vendôme s'étant replié vers la Savoie et ayant laissé passer le Pô à son redoutable adversaire, remit le commandement au duc de La Feuillade, gentilhomme brave, mais léger et dénué de la profondeur de vues nécessaire pour conduire une grande action. Il entreprit le siége de Turin et promit avec tant de confiance de prendre en peu de temps cette forte place, que Vauban s'étant offert pour aller diriger, comme simple volontaire, les opérations du siége, il refusa ses

Digitized by Google

services de peur qu'un autre ne partageât l'honneur avec lui. Une ligne de circonvallation de cinq lieues de long fut tracée autour de la place. Quand le prince Eugène se présenta pour délivrer Turin, le conseil de guerre se réunit pour délibérer s'il fallait attendre l'ennemi dans les lignes, ou en sortir pour le combattre.

La plupart des officiers s'étaient prononcés pour la sortie des lignes, lorsque le maréchal de Marsin, le même qui avait été vaincu à Hochstedt, tira un papier qui l'établissait juge en dernier ressort et déclara qu'on ne sortirait pas des lignes. C'était moins l'expression de son opinion que celle du ministre de la guerre Chamillard, qui, épouvanté de nos défaites successives, avait défendu de livrer aucune grande bataille. On a lieu d'être très surpris de cette prescription rigoureuse d'un ministre ignorant, qui, ne connaissant ni la situation des lieux, ni la nécessité des circonstances, donne un ordre absolu dont il ne veut pas que l'on s'écarte. Il en résulta une défaite de notre armée et la délivrance de Turin. Les conséquences de cette journée furent désastreuses : nous perdîmes presque aussitôt le Milanais, le Mantouan, le Piémont et le royaume de Naples. Le seul avantage que nous retirâmes de l'espèce de capitulation qui abandonna toutes ces places aux ennemis, fut la rentrée dans nos armées d'une quinzaine de mille hommes que nous avions répandus dans diverses places du Mantouan et de la Savoie.

Le successeur de Léopold, l'empereur Joseph, prince fier, emporté, sans être un grand guerrier, s'appliqua à punir sévèrement les Italiens et les princes allemands qui s'étaient d'abord attachés à la fortune de la France.

Digitized by Google

Il dépouilla les uns, frappa les autres de grosses contributions de guerre et les effraya tous par ses menaces. Joseph n'était pas le seul qui agrandît son empire; l'Angleterre et l'Ecosse se réunissaient pour ne plus former qu'un royaume; le duc de Savoie était non-seulement délivré de la crainte de la France, mais il voyait encore ses Etats prendre de l'extension et se trouvait à la tête d'une assez belle armée pour menacer ce Louis XIV qui l'avait fait trembler.

Philippe V, encore maître de Madrid, de la Castille et de la Navarre, était tellement enveloppé d'ennemis, qu'on proposa de l'envoyer en Amérique. Mais le peuple espagnol se montra si dévoué au souverain de son choix, il témoigna tant d'affection à la jeune reine, fille du duc de Savoie, qui d'ailleurs le méritait par le soin qu'elle prenait de leur plaire et par l'intrépidité qu'elle montrait dans tous ses actes, qu'il fut résolu que le roi demeurerait au milieu de ses sujets bien aimés. Tel était l'attachement des Espagnols pour le prince français, que les ennemis partis de Gibraltar, de Valence, du Portugal, ayant pénétré dans Madrid, où ils proclamèrent l'archiduc, le peuple y répondit par le cri de *vive Philippe V!*

Jusqu'alors les Espagnols, quoique sincèrement amis de leur roi, avaient fait preuve de peu d'énergie pour le soutenir; quand ils le virent presque abattu, qu'ils entendirent proclamer l'archiduc, ils voulurent montrer qu'ils n'avaient point dégénéré des habitants de l'antique Ibérie, braves et fidèles, luttant contre les plus redoutables ennemis, mourant plutôt que de céder à l'infortune. Il se forma dans les montagnes de l'Espagne des guerillas

Digitized by Google

qui harcelaient les Anglais, les Hollandais et les Portugais, leur tuant ainsi plus de monde que dans une bataille rangée. C'est par ces attaques de détail, en massacrant tous les soldats écartés, en assassinant ceux qui avaient le malheur de s'engager en petit nombre dans les villes et dans les bourgades, que les Espagnols contraignirent les ennemis à quitter Madrid et le centre du pays. Philippe V, rappelé dans la capitale de ses Etats, y fut reçu en triomphateur.

Louis XIV respira un peu quand il fut instruit de cette rentrée triomphante de son petit-fils à Madrid. Il redoubla d'efforts, entretint une armée en Navarre et dans le Roussillon, envoya des renforts au maréchal Berwick qui commandait dans la Castille; il réunit les milices pour garder les côtes de l'Océan et de la Méditerranée, enfin il établit deux grandes armées, l'une en Flandre et l'autre près de Strasbourg.

Ces efforts furent d'abord couronnés de quelques succès. Le maréchal Berwick, après avoir chassé les ennemis de la Castille, s'avança pour dégager le royaume de Valence et gagna la bataille d'Almanza, sur la frontière de Valence, qui fut le fruit de la victoire.

Le maréchal de Villars, placé à la tête de l'armée du Rhin, après la bataille de Hochstedt, avait bien vite repris l'avantage sur nos adversaires. Il avait franchi le Rhin et poussé jusqu'au bord du Danube, imposant partout des contributions de guerre, bien nécessaires dans l'état de détresse où nous nous trouvions.

La France, dégagée sur ces points, courait des périls très sérieux du côté de la Provence. Après la fatale journée de Turin, le duc de Savoie et le prince Eugène

Digitized by Google

descendirent en Provence, et vinrent mettre le siége devant Marseille et Toulon.

Toulon, notre grande ville maritime, fut vivement pressée par terre et par mer; une flotte anglaise enveloppait la place du côté de la mer, et l'armée du duc de Savoie et du prince Eugène la serrait du côté de la terre. Si cette place eût été assiégée avec plus d'ensemble et de vivacité, elle fût infailliblement tombée. Elle se défendit vigoureusement et sauva ainsi Marseille, qui eût partagé son sort. Louis XIV, pour recouvrer cette partie de ses Etats, avait rassemblé quelques soldats qu'il avait retirés de l'armée du Rhin, ce qui mit ainsi Villars dans l'impossibilité de rien entreprendre.

La petite armée réunie en Provence harcela sans cesse l'ennemi, lui coupa les vivres et le réduisit bientôt à une extrême misère, ce qui causa des maladies, enleva un grand nombre de soldats et contraignit le prince Eugène à rentrer en Savoie. Charles-Quint avait déjà éprouvé un semblable désastre dans ces contrées.

Louis XIV, plus irrité contre des ennemis audacieux qui voulaient porter la guerre jusqu'au cœur même du royaume, résolut à son tour de leur rendre la pareille et d'envoyer Jacques III en Ecosse, où ce prétendant comptait beaucoup de partisans. Six mille hommes furent embarqués; mais des contre-temps et la divulgation du projet permirent aux Anglais de rassembler une puissante flotte pour couvrir l'Ecosse, dont les forces furent d'ailleurs augmentées de douze mille hommes tirés de Flandre. Ces mesures ayant empêché les partisans du prétendant de se soulever à son approche, les troupes furent ramenées sur nos côtes, sans avoir essuyé de

Digitized by Google

pertes. Il est vrai que la flotte avait été confiée à Forbin-Janson, le plus grand homme de mer de l'époque.

Quoique l'armée anglaise de Flandre eût été diminuée d'un certain nombre d'hommes, elle comptait néanmoins encore quatre-vingt mille braves guerriers commandés par les deux meilleurs généraux des alliés, par Marlborough et le prince Eugène. Ils avaient en face une armée française de cent mille hommes, commandée par un militaire de mérite, le fameux duc de Vendôme, en sous-ordre sous le commandement du duc de Bourgogne, mais en réalité le chef de l'armée, ce qui nuisit beaucoup aux opérations militaires. Les uns flattaient le duc de Bourgogne, lui inspiraient des volontés opposées à celles du duc de Vendôme, qui, de son côté, avait sa coterie. C'est à la faveur de ces divisions que nos ennemis, malgré l'attachement de la Belgique à Philippe V, se virent vainqueurs à la petite affaire d'Oudenarde, et parvinrent à chasser entièrement les Français des Pays-Bas. Le prince Eugène osa même assiéger Lille; il déploya dans ce siége la plus grande fermeté, car il ne lui fallut pas moins de trois mois pour s'emparer de la place. Le maréchal de Boufflers, réduit à la dernière extrémité, voulait encore se défendre, mais il reçut de Louis XIV l'ordre de céder. Quand il envoya demander les conditions de la capitulation, le prince Eugène, plein d'admiration, se contenta de lui répondre : « Envoyez-moi les articles pour que je les signe. »

La perte de Lille avait causé une sensation d'autant plus profonde à la cour, qu'on s'était persuadé que l'étoile du prince Eugène pâlirait devant cette ville. Il semblait extrêmement imprudent à un fameux capitaine d'oser at-

Digitized by Google

taquer une place immense, munie de bonnes fortifications, pouvant être secourue à chaque moment par une armée très nombreuse; mais, quoique le prince Eugène fût obligé de tirer ses vivres de très loin, le duc de Vendôme ne chercha point à couper les convois et le laissa ainsi maître de diriger sans obstacle un siége qu'on pouvait faire tourner à la honte de ceux qui l'avaient entrepris : il eut un succès complet.

C'est au milieu de tous ces revers qu'arriva un nouveau désastre, destiné, ce semble, à porter le dernier coup à notre patrie, l'hiver de 1709. Le froid occasionna les plus grands malheurs : beaucoup d'arbres périrent; dans le Midi, les oliviers furent en grande partie gelés, les grains confiés à la terre furent presque partout anéantis. On entendait dans le lointain des détonations semblables à celles du canon : c'étaient les plus gros arbres des forêts qui, ne pouvant résister à la rigueur de la gelée, se fendaient. Dans plusieurs localités, on cessa de dire la messe, par l'impossibilité de tenir le vin et l'eau à l'état fluide. Il en résulta une autre calamité, celle d'une épouvantable disette, qui fit périr un grand nombre de personnes des classes pauvres. Louis XIV, malgré les immenses besoins du trésor, fut obligé de remettre au peuple neuf millions de taille.

Pour contribuer à adoucir les maux soufferts par son peuple, Louis XIV vendit pour quatre cent mille francs de vaisselle d'or; les plus grands seigneurs envoyèrent leur vaisselle d'argent à la Monnaie. Pendant plusieurs mois on ne mangea à Paris que du biscuit. Plusieurs familles de Versailles se nourrirent de pain d'avoine, et M^me^ de Maintenon voulut elle-même donner l'exemple de

Digitized by Google

cette mortification pour encourager les malheureux.

Louis XIV, enfin profondément humilié, résolut de demander la paix, et s'adressa à ces mêmes Hollandais qu'il avait autrefois tant abaissés. Ces fiers républicains, heureux de voir le grand roi à leurs pieds, exigeaient que leur Etat eût en souveraineté dix villes en Flandre, entre autres Lille, qui était entre leurs mains, et Tournai, qui n'y était pas encore.

Ces prétentions, quelque exagérées qu'elles paraissent, étaient réellement dans l'esprit des Hollandais, qui, d'après un traité avec Marlborough, devaient s'étendre jusqu'à Cologne d'un côté, et atteindre les frontières françaises de l'autre.

Après avoir proposé au roi de semblables conditions, dans un de ces villages où les armées françaises avaient paru en maîtresses, ils exigèrent de plus qu'il fît descendre son petit-fils du trône d'Espagne et qu'il armât pour le dépouiller; ils voulaient encore que l'électeur de Bavière et celui de Cologne, son frère, demandassent grâce. C'était seulement à ces conditions humiliantes qu'on consentait à traiter avec le roi le plus fier qui eût paru depuis des siècles en Europe.

Quand le conseil se réunit pour entendre les conditions faites par nos ennemis, il se trouva lui-même fléchir sous le poids des maux qui accablaient la France. Le duc de Beauvilliers fit une peinture si touchante des désastres qui pesaient sur toutes les classes de la société, que chacun versa des larmes. Le chancelier conclut à la paix, quelque dures que fussent les conditions. Les ministres de la guerre et des finances avouèrent qu'ils étaient sans ressources. Une scène si triste, dit le mar-

Digitized by Google

quis de Torcy, serait difficile à décrire, quand même il serait permis de révéler le secret de ce qu'elle eut de plus touchant.

De Torcy, ému lui-même profondément, sans cependant croire que la France fût réduite à accepter comme une faveur toutes les conditions que ses ennemis consentaient à lui faire, demanda à se rendre, au nom de Louis XIV, auprès des chefs coalisés, pour essayer d'obtenir des conditions moins dures. Il alla frapper à la porte de Heinsius, le chef de la république hollandaise, et fut éconduit sans avoir rien pu obtenir. En quittant La Haye, il se rendit au camp des alliés et s'humilia devant ce prince Eugène, à qui Louis XIV avait refusé un régiment; il conjura Marlborough de montrer de la modération. Tout fut inutile; ces deux capitaines, qui voulaient la guerre, imposaient des conditions inacceptables : « Les alliés demandèrent, pour l'Autriche, que la monarchie espagnole fût donnée dans sa totalité à l'archiduc Charles; pour l'Angleterre, que la reine Anne fût reconnue, la succession protestante admise, le prétendant renvoyé de France, le port de Dunkerque comblé et ses fortifications détruites; pour les Hollandais, qu'on élevât une barrière dans laquelle seraient comprises les places de Lille, de Menin, d'Ypres, de Furnes, de Condé, de Maubeuge, enlevées à la France; pour le duc de Savoie, qu'il rentrât dans la partie de ses Etats occupée par Louis XIV, et qu'il gardât ce qu'il avait pris sur lui (1). »

Louis XIV, révolté de ce qu'on lui proposait de faire

(1) Mignet.

Digitized by Google

la guerre à son propre fils, dit avec indignation : « Puis-» qu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes » ennemis qu'à mes enfants. » Les malheurs des populations fournirent des soldats; un grand nombre d'habitants de la campagne se sentant impuissants à se nourrir, et n'ayant rien pour ensemencer leurs terres, se présentèrent pour prendre du service.

Il fallait à cette armée, composée de nouvelles recrues et de soldats sans expérience, un général capable de la former, de la conduire et de lui donner un peu de confiance; le roi jeta les yeux sur le maréchal de Villars.

Cet officier du plus grand mérite vit accourir à ses côtés le maréchal Boufflers, son ami, qui voulut servir sous lui. En arrivant à l'armée, Villars trouva l'ennemi disposé à investir Mons. Il s'avança pour empêcher ce siége, et rencontra les ennemis au célèbre village de Malplaquet. Il fallait toute l'habileté de Villars pour oser livrer bataille avec une armée découragée et beaucoup moins forte que celle de ses adversaires. Marlborough et Eugène comptaient dans leurs rangs quatre-vingt mille combattants; ils avaient cent quarante pièces de canon. Les Français, au nombre de soixante-dix mille, n'avaient que quatre-vingts pièces de canon.

Les alliés se divisèrent par nation : le duc de Marlborough commandait l'aile droite, où étaient les Anglais et les troupes allemandes à la solde de l'Angleterre; le prince Eugène était au centre, et Tilly, avec le comte de Nassau, à gauche, où se trouvaient les Hollandais. Villars se plaça vis-à-vis de Marlborough, et le maréchal Boufflers fut opposé aux Hollandais. Des travaux de défense avaient été faits à la hâte sur notre front, ce qui fut un

Digitized by Google

sujet de blâme pour le maréchal. Cependant ce travail était utile, je dirai presque nécessaire, pour soutenir les troupes, qui d'ailleurs, ayant pleine confiance dans leurs chefs, se battirent avec la plus grande valeur.

La gauche des ennemis, où se trouvaient les Hollandais, fut presque totalement hachée : on marchait sur les cadavres entassés. La droite se soutenant avec plus de peine, Villars fut obligé de dégarnir un peu son centre, que le prince Eugène attaqua alors avec tant de furie, qu'il le perça. Il fallut, dans ce moment, songer à opérer la retraite, puisque notre armée était coupée en deux. Le maréchal Villars ayant été blessé, Boufflers prit lui-même le commandement de l'armée et la ramena en bon ordre. Nous étions censés vaincus, et cependant nous n'avions perdu que huit mille hommes, tandis que nos ennemis en avaient eu vingt-un mille tués ou blessés (1er septembre 1709).

Louis XIV, informé de tous ces détails, sachant que nos soldats avaient emporté plusieurs drapeaux et étendards pris à l'ennemi, fut consolé et regarda comme un bonheur de n'avoir perdu que le champ de bataille.

Les Hollandais, qui avaient tant souffert à Malplaquet, montrèrent de l'hésitation quand on parla d'aller mettre le siége devant Mons; mais le nom de *Victorieux* qui leur était donné, quoiqu'ils eussent beaucoup souffert, les ranima. Ils consentirent à assiéger Mons, qui fut pris et demeura entre leurs mains, ainsi que Tournai et Lille.

Les ennemis, voyant la France découverte au nord, résolurent de l'attaquer à l'est, afin de reprendre, s'il était possible, la Franche-Comté, depuis si peu de temps rattachée à notre pays et qui regrettait toujours la do-

Digitized by Google

mination de l'Empire, sous laquelle elle jouissait d'une indépendance presque complète. Le général de Mercy, homme de grande capacité, chargé de s'avancer vers la Franche-Comté par la Haute-Alsace, fut arrêté près de l'île de Neubourg, sur le Rhin, par le maréchal du Bourg, qui le battit complétement et ne lui laissa aucun espoir de ce côté.

Quoique la France ne courût plus de danger ni à l'est ni au sud, les affaires marchaient si mal au nord, les progrès des ennemis étaient si constants, que Louis XIV consentit encore une fois à solliciter la paix. Il alla jusqu'à offrir de reconnaître l'archiduc pour roi d'Espagne, de ne donner aucun secours à son petit-fils et de l'abandonner à sa fortune; de livrer quatre places en ôtage, de rendre Strasbourg et Brisach, de renoncer à la souveraineté de l'Alsace et de n'en garder que la préfecture, de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philippsbourg, de combler le port si longtemps redoutable de Dunkerque et d'en raser les fortifications; de laisser aux Etats-Généraux Lille, Tournai, Ypres, Menin, Furnes, Condé, Maubeuge.

Le maréchal d'Uxelles, officier d'un caractère très froid, et l'abbé, depuis cardinal de Polignac, esprit brillant, orateur distingué, chargés de se rendre à Gertruydenberg, pour amener les alliés à accepter les conditions proposées, étaient partout insultés, lisaient dans tous les lieux des libelles infâmes écrits contre le roi par les protestants émigrés, qui se vengeaient ainsi de leur retraite forcée. Uxelles et l'abbé de Polignac consentaient à ce que la France fournît de l'argent pour chasser Philippe V d'Espagne, demandant pour toute grâce que le roi ne fû

Digitized by Google

pas obligé d'envoyer des troupes pour le détrôner. Les ennemis de Louis XIV ne furent point satisfaits de cette concession et exigèrent qu'il s'abaissât jusqu'à envoyer ses soldats contre son petit-fils. Il semblait alors que ce moyen était superflu, car tout le monde croyait la cause du prince français entièrement perdue et celle de l'archiduc gagnée.

L'archiduc avait pour commandant de ses troupes en Espagne Gui de Stahremberg, dont la réputation égalait presque celle du prince Eugène. Ce général battit complétement, à Saragosse, la seule armée qui restât à Philippe V, et dans laquelle il mettait toute sa confiance. Philippe fut encore une fois obligé de quitter Madrid, où l'archiduc Charles fit son entrée solennelle et fut une seconde fois acclamé roi. Philippe se retira à Valladolid et y fixa son séjour, n'espérant plus rien que d'un coup extraordinaire de la Providence. Il ne pouvait rien attendre de son aïeul, qui, obligé de se défendre lui-même, avait rappelé d'Espagne le reste des troupes qu'il avait encore au-delà des Pyrénées. L'infortuné roi d'Espagne se trouva bientôt même sans un seul général. Le duc d'Orléans, qui avait servi pour sa défense, voyant l'opposition que Philippe rencontrait de la part des étrangers, chercha à se créer un parti parmi les Espagnols, afin de se faire reconnaître pour leur roi, leur persuadant qu'avec lui tous les sujets de guerre disparaîtraient. Cette intrigue ayant été connue à la cour de Louis XIV, le duc d'Orléans éprouva une disgrâce et ses agents furent arrêtés.

Les Espagnols, toujours profondément attachés à leur souverain, n'ayant besoin que d'un chef pour les con-

Digitized by Google

duire à la victoire, demandèrent le duc de Vendôme, dont la réputation n'avait pas été affaiblie par ses mauvais succès dans les Pays-Bas. Ce fameux général eut à peine mis le pied en Espagne, qu'il vit accourir à lui les débris de l'armée battue à Saragosse et une foule de volontaires, persuadés que, sous cet habile capitaine, la cause défendue par la plupart des Espagnols finirait par triompher. Tel était l'enthousiasme causé par la présence du capitaine français, que tous les Espagnols se montrèrent disposés à faire les plus grands sacrifices pour sa défense. « On vit alors, dit Saint-Simon, le plus rare et le plus grand exemple de fidélité, d'attachement et de courage, en même temps le plus universel qui se soit jamais vu ni lu. Prélats et le plus bas clergé, seigneurs et le plus bas peuple, bourgeois, communautés ensemble et particuliers à part, noblesse, gens de robe et de trafic, artisans, tout se saigna de soi-même jusqu'à la dernière goutte de sa subsistance, pour rassembler en diligence de nouvelles troupes, former des magasins, et porter avec abondance toutes sortes de provisions à la cour et à tout ce qui l'avait suivie. Chacun, selon ce qu'il put, donna peu ou beaucoup, mais ne se réserva rien; en un mot, jamais corps entier de nation ne fit des efforts si surprenants, sans taxe et sans demande, avec une unanimité et un concert qui agirent et effectuèrent de toute part à la fois. La reine vendit tout ce qu'elle put. »

Persuadé qu'il ne fallait pas laisser un moment cette ardeur se ralentir, le duc de Vendôme marche de suite à la rencontre des vainqueurs, ramène le roi à Madrid, pousse l'ennemi du côté du Portugal, se jette dans le Tage, le traverse à la nage et va faire prisonnier, dans

Digitized by Google

Brihuega, Stanhope avec cinq mille Anglais. C'était là le prélude de la célèbre journée de Villa-Viciosa. « Il était trois heures. Les deux armées étaient séparées par des ravins, par un terrain pierreux, de vieilles masures, quelques restes de murailles de pierres sèches. Cette situation était très désavantageuse pour le premier qui attaquerait. Cependant le roi d'Espagne, appuyé du sentiment du duc de Vendôme, qui était bien persuadé que si on remettait à attaquer le comte de Stahremberg au lendemain, il profiterait de la nuit pour se retirer, donna ordre de commencer le combat. Dès qu'il fut arrivé à la droite, il se mit à la tête des troupes, passa un ravin et se forma en présence des ennemis du côté de Villa-Viciosa. Il attaqua l'aile gauche des ennemis avec tant de vigueur, qu'après une médiocre résistance il la rompit, la mit en fuite et renversa quelques bataillons qui soutenaient une batterie dont il se rendit maître.

» Le duc de Vendôme chargea en même temps l'aile droite des ennemis, qui fit une très belle résistance ; les charges de part et d'autre furent très vives et très fréquentes.

» Tout le jour fut employé à un de ces combats à mort, où personne ne veut céder ni d'un côté ni de l'autre. Il ne restait plus à la nuit qu'un seul bataillon carré, où le comte de Stahremberg s'était retiré pour essayer de continuer une magnifique mais impuissante défense. Il ne se serait pas sauvé un seul homme de cette infanterie, sans la nuit qui favorisa la retraite de ce qui put échapper et mit fin au combat. M. de Stahremberg, quoique vaincu, acquit beaucoup de gloire en cette occasion. Il fit sa retraite du côté de Séguençon avec tant de préci-

Digitized by Google

pitation, qu'il laissa sur le champ de bataille son artillerie et plusieurs chariots chargés de munitions, avec un grand nombre d'autres chariots longs, attelés de huit mulets, qu'on nommait galères. Il y trouva huit mille soldats. M. Mahoni prit, de son côté, huit cents mulets chargés, et les troupes d'Espagne s'enrichirent du butin que les ennemis avaient fait dans la Castille. Un soldat porta à M. de Vendôme un étendard qu'il avait pris, et refusa l'argent que le prince voulait lui donner, en lui montrant une bourse pleine d'or et lui disant : « Voilà » ce qu'on gagne en combattant pour son roi. » Les ennemis laissèrent environ quatre mille morts sur le champ de bataille, et on leur fit trois mille prisonniers (1). »

Philippe V n'ayant pas de lit pour prendre du repos la nuit suivante, le duc de Vendôme lui dit : « Je vais » vous faire donner le plus beau lit sur lequel jamais roi » ait couché. » Et il fit faire un matelas avec les drapeaux pris sur les ennemis.

La victoire de Villa-Viciosa rendit la couronne d'Espagne à Philippe V, qui devait en rester le possesseur paisible, grâce à divers événements qui se succédèrent en Europe. Il s'opérait alors en Angleterre une révolution ministérielle qui changeait entièrement les dispositions de cet Etat à l'égard de la France et de l'Espagne. La reine Anne, blessée de la hauteur que la duchesse Marlborough affectait à son égard, s'appuya sur le parti tory, et amena un changement successif de ses ministres, ce qui fit tomber le fameux général anglais dans la disgrâce. Pendant que ce changement s'opérait, il y avait à Lon-

(1) Quincy, *Hist. milit. de Louis XIV*, tom. IV, pag. 448.

Digitized by Google

dres un abbé français nommé Gauthier, attaché à l'ambassadeur de l'empereur d'Autriche. Il s'était mis en rapport avec quelques grands personnages et en apprit que le roi de France pourrait, s'il le désirait, détacher l'Angleterre de la cause des alliés. Gauthier partit pour Versailles et informa le roi de ce qui se passait. Des négociations s'ouvrirent presque aussitôt, en présence d'un événement qui devait faciliter la conclusion du traité. L'empereur Joseph étant mort, avait eu pour successeur l'archiduc Charles, nommé roi d'Espagne. Lui conserver l'héritage de Charles II, c'était reconstituer la redoutable monarchie de Charles-Quint, dont l'Angleterre ne voulait point. Une suspension d'armes fut presque aussitôt proclamée entre la France et l'Angleterre.

La France, cependant, était loin d'être sauvée. On proclamait comme un bon coup de fortune une audacieuse tentative de Duguay-Trouin, qui était allé piller Rio-Janeiro, l'une des principales villes du Brésil, et en avait rapporté des sommes considérables. Mais que pouvait faire au salut de la France le pillage de Rio-Janeiro, quand l'ennemi s'avançait chaque jour sans s'arrêter, quand il renversait toutes les barrières opposées à son passage, quand l'Espagne sauvée tremblait de nouveau? Le duc de Vendôme, le sauveur de Philippe V en Espagne, étant mort, on craignait que cet Etat ne fût livré à une nouvelle et redoutable crise. Sur notre frontière du nord, Arras, Cambrai, Le Quesnoy étaient tombés au pouvoir du prince Eugène. Landrecies venait d'être assiégé par cet habile capitaine. Le désespoir était dans toutes les âmes. On croyait bientôt voir l'ennemi aux portes de Paris. Louis XIV, à qui on avait conseillé de

Digitized by Google

se retirer à Chambord, au-delà de la Loire, répondit que s'il arrivait un nouveau désastre, malgré ses soixante-quatorze ans, il appellerait la noblesse aux armes, se mettrait à sa tête et vaincrait avec elle ou périrait.

Le prince Eugène, en assiégeant Landrecies, avait commis une faute, qui fut le salut de la France. Ayant établi ses magasins dans Marchiennes, ville forte éloignée de quinze à vingt lieues de Landrecies, il dut établir un poste considérable à Denain, situé à une trop grande distance de la ville assiégée pour qu'il pût être secouru à temps, s'il venait à être attaqué. Les plus petites causes produisent souvent de grands effets; c'est ce qui arriva dans la circonstance présente. Un curé ayant mesuré la distance de Denain à Landrecies, entretint sur ce sujet un conseiller de la cour royale de Douai et lui dit que, dans son opinion, on pouvait battre le corps établi à Denain, ensuite détruire successivement tous les petits postes et enfin emporter Marchiennes.

Villars, dont l'attention fut spécialement éveillée par cette communication, résolut de tenter ce coup, quoiqu'il ne fût pas sans dangers; car si le prince Eugène eût compris au premier moment le but de son adversaire, il pouvait l'attaquer en flanc et détruire une grande partie de notre armée. Le prince Eugène, informé des mouvements de Villars, ne put jamais se persuader qu'il osât une tentative si périlleuse. Aussi, après s'être mis sous les armes, il finit par faire rentrer ses troupes dans son camp. Cependant le maréchal Villars traversait l'Escaut, attaquait le camp retranché de Denain et s'en rendait maître. Le carnage fut horrible, tout fut pris ou tué; un pont par lequel s'enfuyaient quelques ba-

Digitized by Google

taillons s'écroula sous leurs pieds, en sorte que ce qui échappa au fer du vainqueur périt dans les flots. Le commandant du camp se rendit prisonnier avec deux princes de Nassau, un prince d'Anhalt et tous les officiers. Le prince Eugène arrivé sur la fin du jour, voyant le mal irremédiable, se retira sur son camp après une perte de quatre bataillons.

Tous les postes placés le long de la Scarpe furent enlevés l'un après l'autre. Marchiennes tomba en notre pouvoir avec toutes les munitions de guerre et de bouche du prince Eugène. L'ennemi déconcerté leva le siége de Landrecies, et permit à Villars de reprendre Douai, Le Quesnoy et Bouchain.

La victoire de Denain (24 juillet 1712) eut un effet depuis longtemps désiré par la France et l'Europe : la paix générale.

Des conférences, d'abord vainement ouvertes à Utrecht, traitèrent sérieusement de la pacification. La première condition posée à Louis XIV, celle qui dominait toutes les autres, fut la séparation de la couronne de France de celle d'Espagne, reconnue comme un principe fondamental du droit public en Europe. Philippe V renonça spécialement à la couronne de France pour lui et pour sa postérité; et son frère, le duc de Berry, déclara également que si la couronne de France venait à lui échoir par la mort du fils du duc de Bourgogne, il renonçait au trône d'Espagne. Ces renonciations, qui ne sont efficaces que lorsque l'intérêt commun continue à y être conforme, eurent du moins pour effet de calmer les inquiétudes que faisait concevoir l'agrandissement exorbitant de la France.

Digitized by Google

Par le traité spécial passé entre l'Angleterre et la France, Louis XIV reconnut solennellement l'ordre de succession établi par le Parlement en faveur de la reine Anne et de la ligne protestante de Hanovre. Les Iles-Britanniques obtinrent, en Amérique, la baie et le détroit d'Hudson, l'île de Saint-Christophe, la Nouvelle-Ecosse ou Acadie, et l'île de Terre-Neuve avec les îles adjacentes. Ce qui humilia le plus Louis XIV, fut l'obligation de combler le port de Dunkerque. L'Angleterre entretint un commissaire, pour s'assurer par ses yeux si la France ne relevait pas de ses ruines la ville de Jean-Bart. « On va travailler, dit un contemporain, à la dé-» molition de Dunkerque; on demande huit cent mille » livres pour en détruire le tiers seulement. » Les habitants de cette ville infortunée, voyant détruire un port qui avait été la cause de leur fortune, adressèrent à la reine d'Angleterre une humble supplication; le Parlement et surtout l'opinion publique des Iles-Britanniques ne permirent point d'y faire droit.

Pour consentir à la paix, le Portugal exigea, de la part de la France, une reconnaissance que les deux rives de la rivière des Amazones lui appartiendraient en toute propriété; il demanda aussi le désistement de nos prétentions sur les contrées situées au nord de cette rivière, comme faisant partie de la Guyane française.

Par le traité qu'il conclut avec l'électeur de Brandebourg, Louis XIV le reconnut comme roi de Prusse et lui céda, au nom du roi d'Espagne, la haute Gueldre et le pays de Kessel; il consentit de plus à ne pas lui contester à l'avenir la principauté de Neuchâtel et de Valangin.

Digitized by Google

Le duc de Savoie, dont l'Angleterre voulait faire un souverain respectable pour servir de barrière à la France du côté de l'Italie, obtint la Sicile, avec le titre de roi, et sur le continent Fenestrelle, Exilles et les cinq vallées de Pragelas, d'Oulx, de Sezanne, de Bardonèche et de Château-Dauphin. Ces propriétés étaient prises sur la maison de Bourbon, qui consentait ainsi à s'amoindrir pour avoir la paix.

Depuis longtemps la Hollande désirait avoir une barrière du côté des Etats autrichiens des Pays-Bas; elle obtint les villes de Tournai, Ypres, Menin, Furnes, Warneton, Comines et le fort de Knock. Louis XIV qui, par ces concessions, affaiblissait la maison d'Autriche, fut de nouveau mis en possession de Lille, Orchies, Béthune, Aire, Saint-Venant et le fort François.

« Si l'on compare, dit le marquis de Torcy, la paix d'Utrecht avec les préliminaires proposés par le pensionnaire Heinsius en 1709, suivis des demandes encore plus dures que les députés des Etats-Généraux firent dans les conférences tenues à Gertruydenberg en 1710; si le souvenir n'est pas effacé de l'état où se trouvait le royaume dans les années 1708, 1709 et 1710; si l'on se rappelle les fatales batailles de Hochstedt, de Ramillies et de Turin en 1706, la journée d'Oudenarde en 1708, celle de Malplaquet en 1709, tant de disgrâces suivies de la perte de places importantes, ces malheureuses époques prouveront le peu que cette paix coûta à la France, en comparaison de ce qu'elle avait perdu et de l'état du royaume. Le roi céda véritablement des villes considérables et bien fortifiées, Tournai, Ypres, Menin, Furnes et leurs dépendances; mais deux de ces places n'étaient plus en

Digitized by Google

son pouvoir; et, d'un autre côté, la paix d'Utrecht rendit au roi Lille et ses dépendances, Aire, Béthune et Saint-Venant. Il serait à désirer qu'elle n'eût point coûté la démolition des fortifications de Dunkerque; sans cette triste condition, cependant, il était impossible de détacher l'Angleterre de ses alliés, et la paix ne se pouvait faire si le roi ne trouvait moyen de rompre les liaisons de cette couronne avec tant d'ennemis de la France. Mais la monarchie d'Espagne, l'objet et le prix d'une guerre sanglante pendant douze ans, fut conservée dans la maison royale, et le droit des descendants de saint Louis, reconnu de tant de nations et de puissances conjurées pour forcer le roi Philippe à descendre du trône où Dieu l'avait placé. »

Pour déterminer l'Autriche à accéder au traité, on lui réservait huit provinces et demie de la Flandre espagnole et le domaine utile des villes et des barrières cédées à la Hollande; comme garantie, la possession du royaume de Naples et la Sardaigne, avec tout ce qu'elle occupait en Lombardie, et les quatre ports sur les côtes de la Toscane. Le roi en eût même fait encore quelques autres du côté du Rhin et eût abandonné Strasbourg et une partie de l'Alsace pour amener la pacification générale, si l'empereur n'eût repoussé ces offres et voulu continuer la guerre. Le maréchal de Villars, qui avait préparé ces traités par sa brillante victoire de Denain, fut envoyé sur le Rhin, se rendit en peu de temps maître de Spire, de Worms et de tout le pays d'alentour, et s'empara de Landau, que l'empereur eût pu conserver en faisant la paix; il força les lignes que le prince Eugène avait fait tirer dans le Brisgau, défit dans les retranche-

Digitized by Google

ments le maréchal Vaubonne; enfin il assiégea et prit Fribourg, capitale de l'Autriche antérieure.

Le conseil de Vienne, après avoir en vain appelé les secours promis par les cercles de l'Empire, comprit qu'abandonnée par l'Angleterre, la Savoie et la Hollande, l'Autriche ne pourrait soutenir la lutte contre la France; il dut enfin se résoudre à la paix, qu'il accepta trop tard. L'honneur de la signer fut réservé aux deux grands capitaines qui avaient, l'un mis la France à deux doigts de sa ruine, et l'autre sauvée d'un démembrement. Le maréchal de Villars et le prince Eugène, chargés de négocier au nom de leurs maîtres, eurent une entrevue où ils montrèrent tous deux la franchise de leur caractère. Lorsque Villars se présenta devant le prince Eugène, il lui dit : « Monsieur, nous ne sommes point ennemis; » vos ennemis sont à Vienne et les miens à Versailles. » Ces deux grands capitaines eurent, en effet, tous les deux des cabales à combattre dans leurs cours respectives.

Dans le traité signé à Rastadt le 6 mars 1714, il ne fut point question des droits que l'empereur réclamait toujours sur la monarchie d'Espagne, ni du vain titre de roi catholique que Charles VI prit toujours, tandis que le royaume restait assuré à Philippe V. Louis XIV garda Strasbourg et Landau, qu'il avait offert de céder auparavant; Huningue et le nouveau Brisach, qu'il avait proposé lui-même de raser; la souveraineté de l'Alsace, à laquelle il avait offert de renoncer. Le Rhin fut donc toujours, de ce côté, la limite entre la France et l'Empire. Nous perdîmes seulement les places que nous possédions au-delà de ce fleuve. Ce qu'il y eut de plus honorable pour la France, c'est que Louis XIV fit rétablir

Digitized by Google

dans leurs Etats et dans leur rang les électeurs de Bavière et de Cologne, ces alliés fidèles qui avaient tant souffert pour le nom français.

Une chose bien digne de remarque, c'est que depuis plusieurs siècles la France, en se montrant constamment l'appui des petites puissances de l'Allemagne contre les grandes, posa le premier fondement de la liberté germanique. A Munster, elle fit ériger un huitième électorat pour la maison de Bavière; à Nimègue, on confirma toutes les conditions apposées dans le traité de Westphalie en faveur des petits princes allemands; à Ryswick, la France fit restituer les biens du cardinal de Furstemberg; à Rastadt, elle rétablit deux électeurs.

Quoique Louis XIV fût disposé à exécuter avec la plus rigoureuse exactitude le traité d'Utrecht, il fit cependant creuser le canal de Mardick, et rétablit ainsi un port presque aussi important que celui de Dunkerque. L'Angleterre ayant réclamé très vivement, le roi, trop instruit des malheurs de la guerre par les dernières années, fit suspendre les travaux. Il ne restait plus que la Catalogne à soumettre à l'Espagne, pour que toutes les nations qui avaient eu pendant si longtemps les armes à la main, jouissent enfin d'une paix complète. Louis XIV, délivré de la guerre du côté de l'est et du nord, fit passer quelques renforts à Philippe V, qui s'empara en peu de temps de Barcelone et de toute la Catalogne. Le peuple intrépide de la Catalogne, « qui, nous dit Tacite, ne » compte la vie pour rien, quand il ne l'emploie point à » combattre, » fut de nouveau soumis au gouvernement de l'Espagne.

La longue guerre dont nous venons de raconter l'his-

Digitized by Google

toire, présente presque les caractères d'une guerre civile. Le duc de Savoie y combattit contre ses deux filles; le prince de Vaudemont, l'un des plus habiles capitaines de Charles VI, faillit faire prisonnier son propre père, qui combattait en Lombardie pour la cause de Philippe V. Cette guerre avait d'ailleurs changé la face de l'Europe : la Lombardie et la plus grande partie de la Flandre restèrent à la maison d'Autriche, la Prusse obtint une partie de la Flandre, une troisième partie fut dévolue à la Hollande, et la quatrième à la France. L'Espagne, qui avait été depuis si longtemps maîtresse des Pays-Bas, n'y conserva pas même un pouce de terre.

§ X. *Fin du règne de Louis XIV (1715). — Quelques faits détachés.*

Tout ce qui tient à un grand règne intéresse vivement le lecteur : aussi sommes-nous plus curieux de savoir les moindres détails de la cour d'Auguste que de connaître les guerres fameuses des Attila et des Tamerlan. Il y a, sur le règne de Louis XIV, un grand nombre de mémoires, souvent chargés d'anecdotes qu'il ne faut accepter qu'avec une extrême précaution; car beaucoup ont été inventées par des ennemis du roi, d'autres par ceux qui voulaient le flatter. Il y a des faits bien extraordinaires qui sont cependant bien authentiques; l'un des plus curieux est incontestablement le *Masque de fer*. Quelques mois après la mort de Mazarin, il arriva un événement qui n'a peut-être point d'exemple dans les annales du genre humain. Vers 1670 fut envoyé, avec le plus grand secret, un prisonnier inconnu confié à la garde de Cinq-

Digitized by Google

Mars, gouverneur du château de Pignerol. Ce prisonnier était d'une taille au-dessus de l'ordinaire, admirablement bien fait, avait la peau un peu brune, mais très douce; il était d'une recherche excessive pour ce qui tenait à sa personne. Il avait reçu une brillante éducation, il intéressait par ses connaissances et ses malheurs. Toutes les fois qu'il paraissait devant quelqu'un, il avait le visage couvert d'un masque de velours, sur lequel on plaçait un masque de fer quand il devait voyager ou simplement traverser le château où il était renfermé. Il vécut toujours ainsi partout où il fut transporté, car il suivit constamment Cinq-Mars, à l'île Sainte-Marguerite et ensuite à la Bastille, où il eut un appartement honorable.

Le Masque de fer était environné de la plus haute distinction; non-seulement le gouverneur, mais aussi les plus grands personnages qui le visitaient lui donnaient des marques du plus grand respect. Louvois étant allé le voir, se tint debout et découvert en sa présence.

Ce personnage extraordinaire n'a jamais été connu: il n'a fait connaître à personne son origine, ni les causes de sa captivité. Seulement un jour il jeta dans l'île Sainte-Marguerite un plat d'argent sur lequel il y avait écrit quelques mots avec la pointe d'un couteau. Ce plat, recueilli par un pêcheur, fut rapporté au gouverneur, qui l'interrogea et lui demanda s'il savait lire; on voulut s'assurer de la vérité de son assertion par une épreuve de quelques jours, puis on le renvoya en lui disant: « Va-» t-en et remercie Dieu de ne savoir pas lire. » On dit, en effet, que le gouverneur avait l'ordre de tuer quiconque aurait pu savoir le secret, sans excepter le Masque

Digitized by Google

de fer s'il l'eût révélé. On raconte qu'étant à la Bastille, il eut, par un tuyau de cheminée, un entretien avec les prisonniers d'un étage supérieur. Comme ceux-ci l'interrogeaient sur sa naissance, il répondit qu'il ne pouvait rien dire, sous peine de la vie pour eux et pour lui.

Le Masque de fer mourut le 19 novembre 1703, vers les dix heures du soir, fut enterré le lendemain à quatre heures de l'après-midi, dans le cimetière de la paroisse Saint-Paul, et fut inscrit sur le registre des décès sous le nom de Marchiali. On est fort partagé sur l'âge qu'il avait alors : les uns lui donnent soixante ans, les autres quarante-cinq. Après son inhumation on brûla tout le linge à son usage, on enleva le crépit de son appartement, on démonta les fenêtres afin de s'assurer qu'il n'avait laissé aucun vestige de son origine.

On s'est beaucoup occupé de la naissance de cet homme, et jamais on n'a pu parvenir à la connaître d'une manière positive. C'était assurément un personnage important, probablement un prince. Les uns ont dit que c'était le duc de Beaufort, prince du sang : mais cela est fort peu vraisemblable; les autres ont affirmé que le second fils de Louis XIV était né hideux, et qu'on l'avait ainsi séquestré. Ceux qui aiment à flétrir les réputations les mieux établies, l'ont présenté comme un fils adultérin d'Anne d'Autriche avec Buckingham. Mais Anne d'Autriche ne vit point cet Anglais après 1625 ; il n'y a aucun rapport entre cette époque et l'année de la naissance présumée du Masque de fer. Beaucoup sont persuadés qu'Anne d'Autriche eut deux fils à la naissance de Louis XIV, et que, pour éloigner les malheurs d'une

Digitized by Google

guerre de succession, elle avait fait écarter un des enfants de Louis XIII. Le Père Griffet fit, dans le siècle dernier, une savante dissertation pour prouver que le Masque de fer était le comte de Vermandois, bâtard de Louis XIV, d'un caractère incorrigible, qui se permit même de souffleter le Dauphin. Un homme de ce caractère ne se serait probablement pas tu sur son origine. Nous ne parlons pas de ceux qui ont essayé de ternir la réputation de la reine et d'incriminer ses rapports soit avec Richelieu, soit avec Mazarin. Cela n'a été dit que pour les libertins, sans l'ombre de preuves.

Nous avons rapporté les différentes conjectures des historiens, sans que jamais, probablement, il soit permis à l'histoire de lever cet étonnant secret. Il suffisait que cet infortuné fût un très grand personnage, pour que Louis XIV le fît traiter avec des marques de haute considération. Le roi se plaisait, en effet, à montrer beaucoup de grandeur dans toutes ses actions. Aucun prince n'eut plus de dignité dans sa personne et de magnificence dans ses actes que Louis-le-Grand. L'ordre admirable qu'il établit dans sa maison lui permit de faire de grandes dépenses, sans cependant trop surcharger ses sujets. Les visiteurs, ceux qui étaient reçus au château de Versailles, trouvaient non-seulement le couvert, mais tout ce qui était agréable à la vie. Dans les appartements se voyaient des toilettes complètes et tous les agréments qu'on pouvait posséder chez soi. Chacun pouvait manger dans ses appartements et même donner des repas.

La grandeur avec laquelle était traité tout ce qui tenait au palais se reflétait sur le dehors. Se posant comme le protecteur de tous les genres de distinction par ses

Digitized by Google

talents et ses belles actions, Louis XIV étendit ses bienfaits sur les hommes de mérite de l'Europe tout entière. Dans un discours où se trouve l'éloge du cardinal de Richelieu, Saint-Aignan ayant observé qu'il s'était fait le protecteur des savants des pays étrangers, le grand roi non-seulement voulut l'imiter, mais prétendit que ses bienfaits se répandissent sur tous les hommes fameux par leurs talents. Le bibliothécaire du Vatican, Allati; Graziani, secrétaire d'Etat du duc de Modène; le célèbre Viviani, mathématicien du grand-duc de Florence; Vossius, l'historiographe des Provinces-Unies; le mathématicien Huyghens, un résidant Hollandais en Suède, enfin jusqu'à des professeurs d'Altorf et de Helmstadt, villes presque inconnues des Français, furent étonnés de recevoir des lettres de Colbert, qui les priait de reconnaître le roi pour leur bienfaiteur. Les expressions des lettres de Louis étaient mesurées sur l'importance des personnages auxquels il s'adressait, et toutes étaient accompagnées de gratifications considérables ou de pensions.

Tous nos hommes de lettres reçurent aussi de précieux encouragements, qui furent distribués par deux hommes d'un talent médiocre, mais d'un goût assez sûr, Chapelain et l'abbé Cottin, qui furent tant accablés par Boileau. Ils étaient, il est vrai, de fort mauvais écrivains, mais ils étaient des critiques d'assez bon goût. Ils négligèrent un seul auteur de premier ordre, ce Boileau qui n'avait encore fait paraître que des satires, où les dispensateurs des faveurs littéraires étaient traités avec une rigueur extrême. Louis XIV connut de lui-même le mérite de Boileau et le combla de ses dons. Nous verrons,

Digitized by Google

dans le livre consacré aux lettres, les grands travaux littéraires, scientifiques et artistiques accomplis au siècle de Louis XIV. Observons seulement ici que le roi, le plus bel homme de l'univers, prit plus d'une fois part aux ballets de son théâtre et dansa avec les plus nobles personnes de son royaume. Il appartint à Racine de réformer le roi sur ce point et de le rappeler à des actions plus dignes d'un monarque. Ayant assisté à la représentation de *Britannicus*, Louis XIV fut frappé de ces vers :

Pour mérite premier, pour vertu singulière,
Il excelle à traîner un char dans la carrière,
A disputer un prix indigne de ses mains,
A se donner lui-même en spectacle aux Romains.

Depuis cette époque, Louis XIV cessa de danser, si ce n'est dans des circonstances très rares, et jamais en public.

Tandis que les sciences et les arts prenaient les plus heureux développements, des hommes, abusant de leurs connaissances, donnèrent lieu à des crimes épouvantables. Deux italiens, dont l'un nommé Exili, travaillèrent longtemps avec un apothicaire allemand, qui prétendait avoir trouvé la pierre philosophale. Ce qu'il trouva dans son laboratoire, ce fut l'extraction de poisons extrêmement subtiles, dont Exili se servit pour se procurer de l'or plus sûrement qu'avec le laboratoire pétro-philosophal. Bientôt la société épouvantée ne vit de tous les côtés qu'empoisonnements. Le mal devint si grand en peu de temps, que, pour le réprimer, il fallut recourir à des moyens extraordinaires et établir un tribunal spécial, connu sous le nom de *Chambre ardente*.

Digitized by Google

Parmi les empoisonneurs les plus fameux, la marquise de Brinvilliers se fit un nom digne d'exécration. Son mari ayant reçu dans sa maison le chevalier de Sainte-Croix, militaire aussi distingué par sa bonne mine que par sa bravoure, la marquise se sentit éprise d'amour pour cet homme, et conjura son époux de l'éloigner de la maison. Le marquis s'y étant refusé, il en résulta bientôt des relations si évidemment coupables, que le mari outragé dut obtenir une lettre de cachet pour faire renfermer Sainte-Croix à la Bastille. Ce militaire rencontra dans cette prison d'Etat le fameux Exili, qui lui apprit le moyen de se défaire du marquis de Brinvilliers. Il fit passer un poison très subtil à la marquise, qui pardonna à son mari parce qu'il avait été très indulgent à son amour; mais elle fut assez malheureuse pour empoisonner son père, ses deux frères et sa sœur. Elle passa en Belgique, où elle traîna une existence infortunée, tourmentée sans cesse par les remords les plus déchirants, cherchant un repos qu'elle ne pouvait rencontrer. On dit que, de concert avec le chevalier de Sainte-Croix qui avait été la rejoindre, elle fit périr une multitude de victimes, et qu'elle eut l'infamie de porter son art jusque dans les hôpitaux. Le procès de cette femme, qui se trouve dans les *Causes célèbres*, fut un grand scandale.

Le poison devint bientôt une espèce de moyen pour amuser le public. La Voisin, La Vigoureux, Le Sage et quelques autres obtinrent d'Exili le moyen, assuraient-ils, de découvrir tous les secrets et de faire venir le diable. Une épouvante universelle se répandit alors dans toute la société, et on cita devant la Chambre ardente les personnages les plus distingués, parmi lesquels on remar-

Digitized by Google

qua deux nièces du cardinal Mazarin. L'une d'elles avait demandé un peu de poison pour faire mourir un vieux et ennuyeux mari, et une invention pour épouser un jeune homme qu'elle aimait. Ce jeune homme était M. de Vendôme, qui la menait d'une main, tandis que M. de Bouillon, son mari, la conduisait de l'autre.

La sorcellerie était devenue alors tellement ordinaire et avait acquis un tel renom de puissance, que les plus grands personnages furent accusés d'y avoir eu recours. Le maréchal de Luxembourg fut même arrêté sous le poids de l'accusation de pacte avec le diable, afin de pouvoir marier son fils à la fille du marquis de Louvois. L'accusé répondit : « Quand Matthieu de Montmorency » épousa une reine de France, il ne s'adressa pas au » diable, mais aux Etats-Généraux, qui déclarèrent que, » pour acquérir au roi mineur l'appui des Montmo- » rency, il fallait faire ce mariage. » Cette réponse, pleine de fierté, fit tomber l'accusation.

La Voisin, La Vigoureux, avec l'abbé Le Sage, leur agent en sorcellerie, furent livrés à la Chambre ardente, qui, attendu les innombrables escroqueries, les actes irreligieux dont ils étaient coupables, et les assassinats qu'ils avaient fait commettre en distribuant du poison, les condamna à être brûlés. Ces actes de justice, accusés de rigorisme extrême, étaient destinés à arrêter un mal réel. Sans doute il n'y avait pas autant d'empoisonnements qu'on se plaisait à le dire, mais il y en avait de certains. Ce qu'on a blâmé surtout, c'est la sévérité contre les sorciers. D'abord il faut observer que ces actes de sorcellerie causaient un grave désordre dans la société, et qu'ils masquaient des crimes abominables. La

Digitized by Google

justice ne fut donc pas aussi excessive qu'on s'est plu à le dire. Les victimes n'étaient d'ailleurs livrées aux flammes qu'après qu'elles avaient subi la mort.

Malgré ces actes de rigueur dont la justice fut accusée, le roi sut faire, sur plusieurs points, une législation admirable, que nos différents codes nouveaux se sont presque contentés de suivre. Louis XIV, par tous ces actes, s'était si fort attaché son peuple, qu'ayant été atteint de la fistule, toute la nation témoigna une vive inquiétude et montra ensuite autant d'allégresse de sa guérison, que quand, plus tard, on apprit celle de Louis XV à Metz.

Lorsque le grand roi sentit sa fin approcher, qu'il vit le trône sur le point de tomber entre les mains d'un enfant, avec la régence de l'homme le plus corrompu du royaume, il se détermina à faire un testament pour constituer un conseil de régence. Ce testament fut solennellement porté au Parlement, qui jura de le faire observer comme loi du royaume. C'est surtout dans les derniers moments du règne de Louis XIV, qu'on vit ce que c'est que l'attachement des courtisans. Lorsque la maladie du grand roi parut incurable, les amis du pouvoir coururent en foule dans les salons, auparavant déserts, du duc d'Orléans. Un charlatan qui s'était chargé de la guérison du roi, lui ayant rendu un peu de force par un élixir, ils revinrent au palais et abandonnèrent le futur régent, qui dit en plaisantant : « Si le roi mange » une seconde fois, nous n'aurons plus personne. »

Chacun connaît la grandeur d'âme que le roi montra dans ses derniers moments. M^me^ de Maintenon, cette épouse chérie, avait depuis longtemps disposé le monar-

Digitized by Google

que à voir approcher la mort sans crainte, en lui faisant pratiquer les vertus chrétiennes; aussi lui arriva-t-il de dire : « J'avais cru qu'il était plus difficile de mourir. » Il consola lui-même ses domestiques par ces belles paroles : « Pourquoi pleurez-vous? m'aviez-vous cru immortel? » Lorsqu'il sentit que sa dernière heure approchait, il se fit amener son successeur, le prit entre ses bras et lui tint ce discours, que Louis XV avait conservé écrit au chevet de son lit.

« Vous allez bientôt être le roi d'un grand royaume; » ce que je vous recommande le plus fortement, c'est de » n'oublier jamais les obligations que vous avez à Dieu. » Souvenez-vous que vous lui devez tout ce que vous » êtes. J'ai trop aimé la guerre, ne m'imitez pas en cela, » non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai » faites. Prenez conseil en toutes choses, et cherchez à » connaître le meilleur pour le suivre toujours. Soulagez » vos peuples le plus tôt que vous pourrez... »

A ces derniers mots, il embrassa le jeune dauphin, et ayant ensuite fait approcher ses officiers, il les remercia de leurs services et leur recommanda de servir le roi son successeur avec la même fidélité : « J'espère, dit-il, que » vous remplirez tous votre devoir, et que vous vous » souviendrez quelquefois de moi. » Il mourut quelque temps après dans les sentiments de la plus profonde piété, apprenant au monde, comme le dit Massillon, que « Dieu seul est grand. »

On a conservé de Louis XIV une foule de bons mots que nous ne nous arrêterons pas à rappeler ici. Nous croyons, pour caractériser son esprit, devoir citer un mémoire écrit de sa main, où il se juge lui-même, et souvent avec assez de sévérité.

Digitized by Google

« Les rois sont souvent obligés à faire des choses contre » leur inclination et qui blessent leur bon naturel. Ils » doivent aimer à faire plaisir, et il faut qu'ils châtient » souvent et perdent des gens à qui, naturellement, ils » veulent du bien. On doit forcer son inclination et ne » point se mettre en état de se reprocher, dans quelque » chose d'importance, qu'on pouvait faire mieux... On a » des idées confuses, tant que cela est on peut demeurer » sans se déterminer; mais dès que l'on se fixe l'esprit à » quelque chose et qu'on croit voir le meilleur parti, il » le faut prendre. C'est ce qui m'a fait réussir souvent » dans ce que j'ai entrepris. Les fautes que j'ai faites, et » qui m'ont donné des peines infinies, ont été par com- » plaisance et pour me laisser aller trop nonchalamment » aux avis des autres. Rien n'est si dangereux que la fai- » blesse, de quelque nature qu'elle soit. Pour comman- » der aux autres, il faut s'élever au-dessus d'eux... Le » métier de roi est grand, noble et flatteur, quand on se » sent digne de bien s'acquitter de toutes les choses aux- » quelles il engage.... Quand on s'est mépris, il faut ré- » parer sa faute le plus tôt possible. » Et après avoir raconté que, s'étant un jour mépris par complaisance dans un choix important, il ajoute : « Si j'avais pris le » parti de l'éloigner plus tôt, j'aurais évité des incon- » vénients qui me sont arrivés, et je ne me reprocherais » pas que ma complaisance pour lui a pu nuire à l'Etat.»

Ce monument précieux dépose devant la postérité en faveur de la droiture et de la magnanimité de l'âme du grand roi.

Le règne de Louis XIV est, incontestablement, le plus remarquable de toute notre histoire, sous quelque rapport qu'on l'envisage; nous le considérerons plus tard

Digitized by Google

sous le point de vue littéraire et religieux. Sous le rapport politique, il fonde ou perfectionne nos plus belles institutions et établit enfin l'équilibre européen, objet des rêves de Henri IV et des travaux assidus de Richelieu. La civilisation fit sous son gouvernement des progrès admirables, qui rejaillirent sur toute l'Europe. « En Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, partout on reconnaît qu'on a suivi les édits de Louis XIV pour la justice, ses réglements pour la marine et le commerce, ses ordonnances pour l'armée, ses institutions pour la police des chemins et des villes; tout, jusqu'à nos mœurs et à nos habits, fut servilement copié. Tel pays qui se vantait de ses établissements publics, en avait emprunté l'idée à notre nation; on ne pouvait faire un pas chez les étrangers sans retrouver la France (1). »

§ I. *Religion. — Piété. — Jansénisme. — Quiétisme. — Déclaration du Clergé de France.— Révocation de l'édit de Nantes.*

Le siècle de Louis XIV fut grand, non-seulement par les actes politiques, les arts et les lettres, mais encore sous le rapport religieux; nous devons même ajouter que s'il s'éleva si haut, ce fut par le beau mouvement religieux qui avait commencé sous Louis XIII. Ce roi, qu'on a si bien surnommé le Juste, avait fait tous ses efforts, soit par son action personnelle, soit par les ministres habiles dont il sut s'environner, pour former de la France une nation sincèrement chrétienne. On avait, en effet, remarqué un changement prodigieux dans les

(1) Châteaubriand.

Digitized by Google

habitudes, devenues plus sérieuses; dans les mœurs, qu'on travailla à épurer, et surtout dans la vie religieuse. Les institutions monastiques existantes se réformèrent, prirent un esprit véritablement digne d'hommes séparés du monde, et celles qui furent créées reçurent un caractère plus ferme et plus sévère. Le monde éprouva de cette action une impression très forte, qui éleva les esprits et prépara une génération d'hommes capables des plus grandes choses. Il serait difficile de retracer toutes les œuvres de piété et de religion qui se pratiquèrent alors. Saint Vincent de Paul, qui appartient principalement au règne de Louis XIII, continua cependant sous la régence d'Anne d'Autriche à répandre ses bonnes œuvres, à soulager les malheureux, à secourir les provinces désolées par la maladie et la guerre. Il mit un soin spécial à réveiller la piété dans les âmes, à renouveler la face de nos provinces par ces admirables missions qui portaient la lumière dans les consciences aveuglées par les passions, et ranimaient la ferveur dans les âmes languissantes, presque desséchées et tombant sous le poids de la corruption. Il institua ces dignes filles de la Charité que le monde entier demande et qui se trouvent même au milieu des nations païennes, pour les soulager et les convertir. Leur nom seul suffit pour les faire connaître. Le Père Bernard, l'aide et l'émule des bonnes œuvres d'un saint Vincent, portait le dénûment personnel si loin, qu'à une offre de secours qui lui fut faite par Richelieu, il ne demanda autre chose que la réparation du tombereau sur lequel il accompagnait à la mort les coupables condamnés à cette peine. Elisabeth de Rouffaing établissait les filles du *Refuge*, pour arracher

Digitized by Google

à la corruption les malheureuses femmes qui se laissaient entraîner aux vices les plus honteux. On vit alors un élan généreux de tous les esprits vers les choses de Dieu; les sacrifices de tous les genres se multiplièrent. Les uns donnèrent à Dieu leur fortune, d'autres lui immolèrent leurs passions et servirent au monde d'exemple de pénitence. Il suffit de nommer un abbé de Rancé et la Trappe pour rappeler jusqu'où fut portée la vie pénitente et mortifiée. Nous n'en finirions pas si nous voulions citer tous les personnages qui mériteraient, par leur piété, leur conversion exemplaire, leurs œuvres de charité, d'être nommés ici. Jamais, peut-être, le monde religieux ne présenta un plus beau spectacle. L'incrédulité n'existait point, les relâchés se réformaient, les hérétiques revenaient à la foi de l'Eglise. Le travail religieux se manifesta par de grandes œuvres bibliographiques. Le P. Pétau, prodige de science, donnait à la théologie une nouvelle forme. La fameuse congrégation des Bénédictins commençait ces œuvres gigantesques, le désespoir des érudits de tous les temps. On réimprimait les Pères et les Docteurs de l'Eglise, on composait des traités pour mettre la vérité catholique au grand jour contre les hérétiques. La plupart des énormes in-folio qui tapissent nos bibliothèques ecclésiastiques sont de cette époque. On reproduisait les anciens ouvrages et on en donnait de nouveaux. Labbe publiait sa collection des conciles généraux, Huet fouillait les antiquités ecclésiastiques, Hardouin accumulait des découvertes précieuses et les mêlait quelquefois à ses rêveries. Les Bollandistes, dans leurs *Actes des Saints*, ne rétablissaient pas seulement la vérité des légendes chrétiennes, ils montraient encore

Digitized by Google

la tradition à toutes les époques du christianisme. L'histoire ecclésiastique vit élever des monuments impérissables : Tillemont, Fleury, Noël Alexandre, etc., sont des historiens ecclésiastiques dont les travaux demeureront. Sans doute il y a dans leurs écrits des doctrines contraires aux droits de l'autorité pontificale; mais on y peut puiser des richesses réelles. *La Perpétuité de la foi*, ouvrage de l'une des plus savantes écoles du XVII^e^ siècle, malheureusement célèbre par ses erreurs, ouvrit une voie entièrement nouvelle; elle rappela la grande manière des Pères de l'Eglise. Il y a un homme dont les écrits eurent une influence incontestable sur les œuvres de piété de ce siècle; nous voulons parler de saint François de Sales, qui nous appartient, quoiqu'il ait été évêque de Genève. Ce grand homme fait époque dans l'école mystique; il dote cette école d'un enseignement plus pratique et la revêt d'un caractère nouveau.

On vit après lui une foule d'auteurs entrer dans la même voie par des écrits moins importants. Le Père Neveu, Jacques de La Noue, Louis Lallemant, Vincent Lehuby, Gallifet, mirent au jour de petits ouvrages pour pousser le peuple dans la voie de la véritable piété. Plus tard encore on vit Croiset et Boissieu tenter d'introduire une méthode géométrique dans la prière; ils ne comprirent pas que l'élan du cœur a besoin de liberté. On formait une multitude d'établissements pour élever la jeunesse chrétiennement. Adrien de Bourdoise et Jacques Olier instituaient, le premier, le petit seminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et le second Saint-Sulpice, où l'on ne trouvait point, il est vrai, comme à Port-Royal, tous les talents du lycée et toutes les pénitences de la

Digitized by Google

Thébaïde, mais on y voyait régner la simplicité de la foi, la modestie et la douceur, la concorde, la cordialité fraternelle, en un mot tout ce qui peut édifier les vrais fidèles et rappeler ou entretenir le clergé dans l'esprit du véritable sacerdoce. En Normandie, le P. Eudes, frère du célèbre historien Mézeray, fondait un institut qui rivalisait avec Saint-Sulpice pour donner à l'Eglise de saints ministres.

Il était difficile que, dans un tel mouvement d'esprit, il ne se produisît des erreurs, qu'il ne surgît dans les idées des nouveautés, qu'il ne se manifestât une agitation entraînant à des actes coupables auxquels l'autorité dût apporter un remède. Quatre grandes questions religieuses agitèrent vivement le siècle de Louis XIV : le jansénisme, le protestantisme, la fameuse déclaration de 1682, et enfin le quiétisme.

S'il est une question qui doive intéresser l'homme religieux, c'est incontestablement celle de l'action divine sur nous, action qui est reconnue par tous les peuples et par le sens intime; car il n'est pas une seule nation qui n'ait imploré l'assistance divine, comme il n'est pas une seule personne qui n'ait éprouvé dans la prière une impression presque indéfinissable. Quelle est la mesure de l'action divine? quelle part revient à l'homme des œuvres faites sous son impression? comment doit-on concilier la grâce et la liberté? Ce sont là des problèmes que les philosophes ont examinés dans tous les temps et qui ont fait le désespoir des plus érudits. Cette question si obscure fit plus de bruit qu'aucun des systèmes de philosophie de l'antiquité, et arma le pouvoir des rigueurs de la loi contre des sectaires nouveaux.

Digitized by Google

Cornélius Jansen ou Jansénius, mort évêque d'Ypres en 1638, avait confié à ses exécuteurs testamentaires le manuscrit d'un volumineux commentaire des opinions de saint Augustin sur la double question de la nature humaine et de la nature divine. Le prélat, doutant lui-même de l'orthodoxie de son œuvre et voulant épargner au monde catholique les déchirements d'une nouvelle hérésie, avait recommandé de soumettre son livre à l'approbation du Saint-Siége avant de le livrer à l'impression. Les amis à qui il avait confié ce dépôt, désireux de faire du bruit dans le monde et de donner à la piété une impulsion plus vive, supprimèrent la lettre, qui ne fut découverte qu'après la réduction d'Ypres par les Français, et firent imprimer le fameux *Augustinus* à Louvain. Ce livre, cause de tant de discorde, dort depuis deux siècles dans la poussière de nos grandes bibliothèques, sans que personne se soucie de l'ouvrir. Bien plus, beaucoup de personnes qui ont écrit pour l'accuser ou le défendre ne l'ont jamais lu, comme le prouvent les résumés contradictoires présentés par ses plus grands admirateurs eux-mêmes. Le lecteur nous saura gré de ne pas entrer dans la longue discussion que fit naître cet ouvrage, et de ne pas l'égarer avec nous dans le labyrinthe des questions oiseuses qu'il souleva; nous dirons ce qui sera absolument nécessaire pour comprendre la longue controverse dont il fut l'occasion.

La thèse fondamentale de l'*Augustinus* est celle-ci : « Depuis le péché d'Adam, le libre arbitre n'existe plus pour l'homme; les bonnes œuvres sont un don purement gratuit de Dieu, et la prédestination est un effet, non de la prescience qu'il a des œuvres, mais de sa libre

Digitized by Google

et absolue volonté, qui ne s'inquiète pas de nos actions. » C'est, en dernière analyse, la reproduction du dogme désespérant prêché un siècle auparavant par Calvin. On a prétendu qu'une des causes qui avaient déterminé le gouvernement français à repousser le livre de l'*Augustinus*, avait été l'hostilité que Jansénius avait déclarée aux mesures politiques de Richelieu. L'évêque d'Ypres avait fait, il est vrai, une critique extrêmement vive de l'alliance conclue entre la France et les puissances protestantes; mais il ne fallait point ce motif pour déterminer le clergé français à attaquer un écrit essentiellement erroné, qui ruinait de fond en comble la doctrine catholique. L'apparition du livre, prôné comme la dernière raison de la doctrine de la grâce, fut un véritable événement. Les théologiens se hâtèrent de l'étudier, y découvrirent facilement tout le venin qu'il renfermait, et dénoncèrent l'écrit à Urbain VIII, qui, après un examen approfondi de l'ouvrage par la congrégation du Saint-Office, le condamna par sa bulle *Eminenti*, que toutes les écoles catholiques reçurent.

Le jansénisme avait poussé de profondes racines dans un couvent fameux; c'est ce qui lui donna une longu et puissante vie. A six lieues de Paris, au milieu d'un véritable désert où tout prêchait le détachement, existait un monastère de filles gouverné par Angélique Arnauld, qui, à l'âge de dix-huit ans, entreprit la réforme de ses religieuses et l'opéra avec tant de succès, que la clôture devint exacte, l'abstinence perpétuelle, le silence complet, en un mot la règle de Saint-Benoît gardée dans toute sa rigueur. En 1625, la mère d'Angélique Arnauld vint se placer sous la direction de sa fille, et donna

Digitized by Google

à Paris une maison aux religieuses dont elle avait embrassé la règle. Bientôt toute la congrégation se transporta à Paris et obtint tous les priviléges des maisons abbatiales. On ne parla plus que de la ferveur de Port-Royal ; les exercices de piété y furent poussés très loin ; on y introduisit l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement. Ce qui fit le plus d'impression fut l'introduction du chapelet du Saint-Sacrement, pratique que quelques docteurs attaquèrent vivement. L'impulsion qui entraînait Port-Royal lui venait de Duvergier de Hauranne, si connu sous le nom de Saint-Cyran, titre de son abbaye. Ce fut lui qui initia Port-Royal aux fameuses doctrines de Jansénius.

Port-Royal-des-Champs subissait alors une grande transformation. Les hommes les plus distingués, touchés de la piété qu'ils remarquaient à Port-Royal de Paris, se choisirent une retraite à Port-Royal-des-Champs, qui vit bientôt un grand nombre de personnages très recommandables par les talents et les vertus, laïques ou ecclésiastiques, hommes de robe ou d'épée, philosophes et médecins. On distinguait parmi eux Arnauld, surnommé le *grand* par la secte, et Arnauld d'Andilly, frères de la mère Angélique ; Lemaistre de Sacy et de Séricourt, ses neveux ; Nicole, Lancelot, Nicolas Fontaine et enfin Pascal, vinrent se renfermer dans la même maison. On embrassait toutes les branches des sciences humaines. Tandis que Pascal s'élevait aux plus hautes conceptions des mathématiques, que Nicole étudiait les profondeurs de la religion, qu'Arnauld pénétrait la métaphysique et la théorie des idées, il y avait dans le voisinage des cellules, véritables écoles pour les solitaires, d'où sortirent Ra-

Digitized by Google

cine, Achille de Harlay, les deux Bignon, Le Nain de Tillemont, etc. C'était pour former ces élèves que les solitaires composaient la *Grammaire générale*, les *Racines grecques*, les *Méthodes grecque et latine*.

Le nombre des solitaires augmentant chaque jour, les cénobites assainirent le sol sur lequel s'élevèrent de nouvelles cellules. Le duc de Luynes, le duc de Liancourt, son ami, allaient partager les exercices des religieux. La duchesse de Longueville se retira elle-même du monde et se fit bâtir une maison qui communiquait à Port-Royal-des-Champs.

Si elle n'est promptement et énergiquement réprimée, l'erreur ne fait d'ordinaire que grandir et s'étendre par les discussions qu'elle soulève. Port-Royal, outre la faveur dont il jouit, eut aussi des luttes qui firent son succès. Initié au jansénisme par Saint-Cyran, dont le rigorisme extrême présentait une sorte d'attrait à un ordre qui prétendait pousser loin la ferveur, Port-Royal se constitua le défenseur de l'*Augustinus* et en fit pénétrer la doctrine dans toutes les classes, par les savants laïques et ecclésiastiques qui habitaient Port-Royal-des-Champs. Pendant quelque temps les chefs s'étaient tenus sur la défensive, lorsque le *grand* Arnauld résolut de prendre l'offensive dans son fameux livre *de la Fréquente communion*, où, posant les conditions d'une communion fréquente, il exigeait une perfection au-dessus des forces du commun des hommes. Il sut habilement profiter de la circonstance pour attaquer la pratique suivie de son temps, surtout par les jésuites, qui admettaient avec une extrême facilité à la communion fréquente, la regardant avec raison comme le principe de la vie chrétienne. Le

Digitized by Google

livre d'Arnauld, vivement attaqué et dénoncé à Rome, parvint à échapper à une censure, à l'exception de la préface qui fut trouvée condamnable sur plusieurs points. Le P. Pétau voulut répondre à Arnauld et le fit d'une manière très savante, mais si pâle que son écrit donna plus d'éclat à celui de son adversaire.

Les succès des principales colonnes de Port-Royal étaient un triomphe pour le jansénisme, qui avait cherché à éluder la condamnation générale de l'*Augustinus* en prétextant que rien de particulier n'étant défini, on ne savait ce qu'on devait admettre ou rejeter. La Faculté de théologie, chargée de faire un extrait de tout ce qu'il y avait de condamnable dans ce livre, dit que tout l'ouvrage pouvait se réduire à ces cinq propositions, destructives de toute dignité et de toute activité humaine.

« 1° Quelques commandements de Dieu sont impossibles aux justes, quelques efforts qu'ils puissent faire.

» 2° Dans l'état de nature tombée, on ne résiste jamais à la grâce.

» 3° Pour mériter et démériter dans l'état de nature tombée, l'homme n'a pas besoin d'une liberté qui exclue la nécessité d'agir; une liberté exempte de coaction ou de contrainte suffit.

» 4° Les semi-pélagiens admettaient la nécessité d'une grâce prévenante et intérieure pour toutes les bonnes œuvres, même pour le commencement de la foi; mais ils étaient hérétiques en ce qu'ils soutenaient que la volonté humaine pouvait s'y soumettre ou y résister.

» 5° C'est une erreur des semi-pélagiens de dire que Jésus-Christ est mort et a répandu son sang pour tous les hommes. »

Digitized by Google

On avait démasqué avec une grande fermeté les vues des jansénistes et on avait mis au grand jour les conséquences désastreuses de leur système. Puisque, suivant eux, la divinité exerce sur les hommes une véritable tyrannie, à laquelle il est impossible de se soustraire, il s'en suit que l'homme n'a plus la liberté du bien ni du mal, qu'il ne peut être responsable de rien. Qu'on mesure la profondeur de l'abîme dans lequel on tentait d'entraîner l'humanité!

Vaincu sur le terrain de la saine théologie et de la haute raison, les jansénistes recoururent au persifflage, et restreignant la doctrine catholique au seul corps des Jésuites, ils attaquèrent ce corps avec une extrême vivacité. Pascal composa ses Lettres provinciales, *le premier ouvrage véritablement français qui ait été écrit en prose*, a-t-on dit, mais aussi le libelle le plus adroit et le plus injuste qui ait été composé. La lutte devint plus acharnée que jamais, les écrits succédaient aux écrits, chacun proclamait son triomphe. Les esprits se divisaient de plus en plus, il fallait s'opposer à ces progrès de l'erreur.

Le mal devenant chaque jour plus considérable, l'assemblée générale du clergé de 1656 résolut d'y apporter un remède en rédigeant un formulaire qui serait proposé à la signature de tous les ecclésiastiques et de ceux dont les opinions étaient suspectes. Ce formulaire, écrit par de Marca, archevêque de Toulouse, était ainsi conçu : « Je condamne de cœur et de bouche la doctrine des cinq » propositions de Cornélius Jansénius, contenue dans » son livre intitulé : *Augustinus*, et que le Pape et les » évêques ont condamnée, laquelle doctrine n'est point

Digitized by Google

» celle de saint Augustin, que Jansénius a mal expliquée, » contre le vrai sens de ce saint docteur. »

La signature de ce formulaire, qui avait été approuvé par Alexandre VII, rencontra partout de sérieuses difficultés. Louis XIV, que les luttes de la Fronde avaient affligé dans sa jeunesse, devenu par cela même adversaire intolérable de toute résistance aux ordres et aux lois des supérieurs légitimes, fit paraître, en 1660, une ordonnance qui rendait obligatoire la signature du formulaire pour l'admission aux ordres sacrés. Quelques jansénistes le signèrent, contents de conserver intérieurement leurs croyances, et se persuadant que par là ils ne portaient aucune atteinte à la loi naturelle qui défend de mentir. D'autres au contraire, et surtout les solitaires et les religieuses de Port-Royal, opposèrent une résistance opiniâtre. La plupart finirent cependant par céder, avec des restrictions qui portaient atteinte à l'intégrité de la foi. Une lutte plus vive recommença à s'engager à l'occasion d'une nouvelle bulle du Pape, qui prescrivait la signature du formulaire et l'adoption de cœur de la condamnation. La bulle et le formulaire furent immédiatement enregistrés par le Parlement pour devenir loi de l'Etat et obligatoire pour tous les citoyens. Mais, malgré ce concours de mesures, quatre prélats, Pavillon, évêque d'Aleth; Caulet, évêque de Pamiers; Buzenval, évêque de Beauvais, et Arnauld, évêque d'Angers, frère du fameux docteur du même nom, osèrent renouveler dans leurs mandements la distinction du droit et du fait, et nier l'infaillibilité de l'Eglise en matière de faits dogmatiques. Une semblable résistance causa de nouveaux scandales et amena, de la part du Chef de l'Eglise, un

Digitized by Google

nouvel acte connu sous le nom de *paix de Clément XI*, qui établit le sens qu'il fallait attacher aux propositions considérées comme extraites du livre de Jansénius.

Après trente-quatre ans de paix, en 1702, parut le *Cas de conscience*, qui fut un brandon de discorde. On se prononçait dans cet écrit pour un silence respectueux à l'égard de tous les actes du Saint-Siége concernant les décisions relatives au jansénisme. Clément XI condamna le *Cas de conscience* dans sa bulle *Vineam Domini*. Malgré les anathèmes dont les jansénistes étaient l'objet, ils ne cessaient de faire paraître leur doctrine sous un jour nouveau et de s'attirer à eux-mêmes de nouvelles condamnations. Le Père Quesnel, de l'Oratoire, rendit une nouvelle vie au jansénisme par son livre intitulé : *Le Nouveau Testament en français, avec des réflexions morales*. Le pape Clément XI, après de longues hésitations, fit extraire du livre cent-une propositions qu'il condamna, et proscrivit l'ouvrage. On a accusé ce jugement de sévérité, ou plutôt on a réclamé en faveur du bien qui se trouvait dans le livre. « Peut-être, dit Alzog, n'avait-on pas assez considéré qu'il ne s'agissait dans le livre de Quesnel que de méditations pieuses, d'aspirations et de formules de prières, et non de distinctions dogmatiques, par conséquent scientifiquement rigoureuses. Mais, d'un autre côté, n'avait-on pas droit d'exiger que des méditations religieuses qui devaient nourrir la piété des fidèles, reposassent précisément sur des propositions dogmatiques claires et bien arrêtées, surtout dans un temps d'effervescence, et lorsqu'il s'agissait de matières discutées et d'erreurs condamnées par l'Eglise? Quesnel enseignait que la grâce agit d'une manière toute puissante et

Digitized by Google

irrésistible, ce qui détruit la liberté humaine comme l'avait fait Jansénius. »

Dans cette lutte fameuse où les Jésuites se montrèrent constamment opposés aux jansénistes, ceux-ci soutinrent le dogme illibéral d'une prédestination gratuite, dogme qu'ils défendirent cependant par la pratique de quelques belles vertus, tandis que ceux que l'on a si vivement poursuivis comme les ennemis de la dignité morale de l'homme, défendaient la liberté. Jamais, d'ailleurs, on n'avait vu une si mauvaise foi que dans le parti janséniste. Les uns ne voulant pas avouer qu'ils partageassent les idées de gens regardés comme hérétiques, et les autres qu'ils eussent des opinions contraires à celles d'un docteur réputé orthodoxe, recouraient à cent détours opposés à la bonne foi.

L'Eglise de France, toujours si ferme dans la croyance qu'elle défendait avec tant de vigueur contre les jansénistes, faillit faire un triste naufrage. La lutte entre le Saint-Siége et le roi, qui entraîna à sa suite presque tout le clergé, commença par une question de revenus ecclésiastiques, par le droit de régale dont avaient toujours joui nos souverains. « La régale en France, dit le cardinal de Bausset, était un droit par lequel nos rois jouissaient des revenus des évêchés et des archevêchés pendant leur vacance, et jusqu'à ce que les pourvus eussent prêté serment de fidélité et l'eussent fait enregistrer à la chambre des Comptes de Paris. Le célèbre Pasquier avoue que c'est un des points de notre histoire qui lui a toujours paru le plus obscur, et que tous les auteurs qui en ont écrit n'offrent rien de certain ni de satisfaisant sur l'origine et l'étendue de la régale. »

Digitized by Google

Le Languedoc avait été exempté du droit de régale par le deuxième concile de Lyon (1274); et depuis cette époque, les évêques de cette province avaient, aussitôt après la réception de leurs bulles et sans prêter serment au roi, pris possession de leurs siéges. Louis XIV voulant étendre son droit sur le Languedoc, rencontra une vive opposition de la part des évêques d'Aleth et de Pamiers, qui, à peine institués, nommèrent à tous les bénéfices. Le roi, de son côté, fit des nominations, annula celles de l'évêque et défendit les siennes par la force. Innocent XI soutint les deux évêques et frappa de censures les bénéficiers nommés par le roi. On ne voyait d'un côté qu'excommunications lancées pour soutenir les droits de l'Eglise, et de l'autre que proscriptions, exils, emprisonnements et condamnations même à la mort, pour soutenir ce que l'on appelait les droits de la couronne. La plus grande confusion régnait dans le diocèse de Pamiers. Le chapitre était dispersé, plus de quatre-vingts curés étaient emprisonnés, exilés ou obligés de se cacher. Le grand-vicaire nommé par le chapitre fut condamné à mort et exécuté en effigie. La lutte s'engagea enfin entre le Pape et le roi. « La plupart des évêques, dit Fénelon, se précipitent d'un mouvement aveugle du côté où le roi incline, et l'on ne doit pas s'en étonner: ils ne reconnaissent que le roi seul, de qui ils tiennent leur autorité, leur dignité, leurs richesses, tandis que, dans l'état présent des choses, ils pensent n'avoir rien à espérer ni rien à craindre du siége apostolique. Ils voient toute la discipline entre les mains du roi, et on les entend répéter souvent que, même en matière de dogme, soit pour établir, soit pour condamner, il faut consulter le vent de la

Digitized by Google

cour. Il y a néanmoins encore quelques pieux évêques qui affermiraient dans la droite voie la plupart des autres, si la foule n'était entraînée du mauvais côté par des chefs corrompus dans leur sentiment. »

La lutte était si vive, qu'elle ne pouvait durer longtemps sans amener un schisme. Le chancelier Le Tellier, l'archevêque de Reims, son fils, et Bossuet pensèrent que le moyen de terminer le différend c'était d'assembler le clergé de France, où la question de la régale serait résolue. Mais, dans les temps de trouble, on va presque toujours au-delà du but qu'on se propose d'abord. Aussi, une fois réunie, l'assemblée fut saisie de la question de l'autorité du Pape. Bossuet avait une grande répugnance pour cela et ramena à son avis l'évêque de Tournai; mais le roi, poussé par les gens qui criaient : « Le Pape nous » a poussés à bout, il s'en repentira, » ordonna de s'occuper de ce point capital.

Bossuet, qui redoutait une catastrophe, proposa d'examiner la tradition sur ce point. Le Tellier comprit que c'était un moyen d'éluder la question; il fallut formuler des propositions. Après les propositions trop scolastiques de Choiseul-Praslin, Bossuet rédigea les quatre articles tels que nous les avons.

Cette déclaration, regardée comme le palladium des libertés de notre Eglise, et que nos rois n'ont cessé de défendre, établissait en principe : 1° l'indépendance absolue du pouvoir temporel à l'égard du pouvoir spirituel; 2° la supériorité du concile général sur le Pape; 3° l'obligation pour le chef de l'Eglise de gouverner selon les saints canons; 4° le pouvoir reconnu au corps des évêques de réformer les jugements du Pape, quoique celui-

Digitized by Google

ci ait la principale part au gouvernement de l'Eglise.

Bossuet, qui attacha son nom à cette célèbre déclaration, était tourmenté de son œuvre, et bien des inquiétudes s'élevaient dans son âme, comme l'attestent plusieurs passages de son discours *sur l'Unité de l'Eglise*. L'art des paroles ne pouvait changer le fond des choses, qui furent adoptées solennellement par le clergé français.

Les Eglises étrangères apprirent avec une sorte de stupeur la déclaration du clergé de France. Le pape Innocent XI en fut profondément affligé, parla vivement de cette affaire, et la blâma, sans cependant la condamner. Alexandre VIII, sentant sa fin approcher, et craignant de paraître devant Dieu avec la conscience chargée de la déclaration, fit publier la bulle dans laquelle il disait : « Nous déclarons, après une mûre délibération et en » vertu de l'autorité apostolique, que toutes choses et » chacune des choses qui ont été faites dans la susdite » assemblée du clergé de France de 1682, tant touchant » l'extension du droit de régale que touchant la déclara- » tion sur la puissance ecclésiastique et les quatre propo- » sitions qu'elle contient, avec tous les mandats, arrêts, » édits, ont été de plein droit nulles, invalides, illusoires, » pleinement et entièrement destituées de force dès le » principe, qu'elles le sont encore et le seront à perpé- » tuité, et que nul n'est tenu de les observer ou d'obser- » ver quelques-unes d'elles, fussent-elles munies du sceau » du serment... »

Dans cette condamnation, le Chef de l'Eglise n'atteint pas le fond de la doctrine; il se contente de montrer le désordre qui serait dans l'Eglise si chaque province, chaque royaume voulait convertir en dogme ce qui a été

Digitized by Google

disputé dans les écoles. Ce n'est point à une société religieuse particulière à déclarer que telle ou telle doctrine est un dogme de l'Eglise : c'est au chef de l'Eglise. C'était donc de la part du clergé français la plus coupable usurpation.

Innocent XII étant monté sur le trône pontifical, le différend finit par s'arranger. Les évêques français lui écrivirent une lettre pour lui témoigner le regret de ce qui s'était passé et lui déclarer qu'ils tenaient pour *non ordonné* tout ce qui concernait la puissance ecclésiastique. Bossuet avait déjà prononcé le fameux *Abeat quo libuerit* (Qu'elle s'en aille où elle voudra). Louis XIV écrivit, de son côté, au Pape une lettre très respectueuse, dans laquelle il déclarait rapporter ses ordres relatifs à sa déclaration concernant la puissance ecclésiastique.

Louis XIV, croyant en avoir assez fait, laissa ses ordonnances sans en demander l'exécution. Il avait alors des soins qui lui paraissaient plus importants. Les parlements n'oublièrent point depuis lors l'arsenal des ordonnances rendues en faveur des doctrines gallicanes, et, comme elles servaient leurs vues, ils en poursuivirent, sous les successeurs de Louis XIV, une rigoureuse exécution, imposant aux professeurs de théologie l'obligation d'enseigner, non comme une opinion, mais comme une doctrine positive et certaine, les quatre articles regardés comme le palladium de nos libertés. Espérons que la véritable liberté religieuse se substituera aux entraves apportées à l'enseignement théologique dans les écoles.

Les questions que nous venons d'exposer tourmentaient plus l'esprit que le cœur, qui, à son tour, eut son

Digitized by Google

rôle dans les querelles religieuses. L'école mystique espagnole, qui a joué un si grand rôle dans l'Eglise, réagit fatalement sur l'Eglise de France. Un homme dont les doctrines étaient dignes de la réprobation de tous les gens de bien, Molinos, prêtre espagnol, publia un livre intitulé : *La Conduite spirituelle*, où il prétendait établir un système de contemplation parfaite. Sa doctrine peut se réduire à trois chefs : 1° dans la contemplation parfaite, l'âme se perd en Dieu sans réflexion, sans action, et laisse la Divinité opérer comme elle veut sur nous; 2° elle n'a ni crainte, ni désir, ni espérance; pour elle, il n'y a plus de ciel ni d'enfer; 3° elle ne s'occupe point des impressions des sens auxquelles elle n'a plus de part active, et tout le désordre qui peut en résulter n'est point sous sa responsabilité, puisqu'elle n'agit point.

Sous sa nouvelle forme, le quiétisme était aux yeux de ses partisans une protestation contre le culte tout matériel, les formules extérieures, le bréviaire, le chapelet, les prières vocales.

Une jeune veuve à la piété tendre, à l'imagination ardente, fut en France le plus ardent apôtre du quiétisme. M^me^ Guyon, initiée aux rêveries de Molinos, fit de grands progrès sous la direction du Père Lacombe, religieux barnabite. Elle se mit à écrire ses impressions, se servit de termes obscurs, de métaphores tirées du Cantique des Cantiques, qu'elle s'appliquait à elle-même; enfin elle arriva à s'imaginer qu'elle était la mystérieuse épouse de l'Apocalypse (chap. XII, vers. 1). Après avoir été inquiétée dans les diocèses d'Annecy et de Grenoble, pour cause de Molinosisme, elle vint à Paris et propagea dans certains couvents les idées qui avaient agité sa vie.

Digitized by Google

Les dispositions du cœur de Mme Guyon rapprochèrent Fénelon de sa personne. Ce grand évêque avait assisté à plusieurs des conférences où Mme Guyon exposait sa doctrine. Sa piété tendre et son imagination mystique prirent goût aux rêveries extatiques de cette femme. Fénelon n'ayant aperçu ni l'exagération, ni le ridicule de ses théories, ni ce qu'une orthodoxie rigoureuse pouvait y trouver d'irrégulier et de condamnable, s'attacha à cette dame, et, comme le dit Saint-Simon, « leur esprit s'é- » toit plu l'un à l'autre, et leur sublime s'étoit amal- » gamé. » Il n'y avait rien qui pût toucher aux mœurs : Mme Guyon a toujours été une personne d'une vertu au-dessus de tout soupçon.

Mme de Maintenon, d'abord favorable à la nouvelle doctrine, s'aperçut bientôt du danger qu'elle pouvait avoir, et, après avoir pris l'avis de l'évêque de Chartres, de Bossuet, de Bourdaloue, de Noailles, elle défendit expressément à Mme Guyon de visiter Saint-Cyr, où elle propageait son mysticisme.

Mme Guyon, devenue un objet de réprobation, demanda à soumettre sa vie et sa doctrine à une commission compétente, s'engageant à en recevoir l'arrêt, s'il y avait quelque chose à reprendre soit dans ses actes, soit dans ses pensées. Bossuet et quelques ecclésiastiques instruits avaient déjà arrêté les points les plus répréhensibles dans les doctrines de Mme Guyon, quand Fénelon, récemment nommé à l'archevêché de Cambrai, fut adjoint à la commission. Tout en travaillant à adoucir la condamnation, il la signa avec ses collègues.

Mme Guyon, après avoir reçu et accepté le jugement, après avoir promis de renoncer à toutes ses idées de pro-

Digitized by Google

sélytisme, recommença ses prédications et se fit renfermer à Vincennes. Fénelon et ses amis trouvèrent le procédé trop dur et essayèrent de justifier le nouveau mysticisme. C'est alors que Bossuet composa ses *Etats d'oraison*, dans lequel il traitait de molinosistes Mme Guyon et ses défenseurs. Fénelon ayant refusé de signer et d'approuver le livre du grand évêque de Meaux, la lutte commença entre les deux prélats. On a accusé Bossuet d'avoir, dans cette circonstance, cédé à la jalousie; mais il y avait des motifs suffisants pour élever la voix. Les esprits légers peuvent ne pas apercevoir les conséquences d'une mysticité outrée; mais, au fond, il y avait l'indifférence pour les pratiques religieuses. Fénelon voulut répondre à son tour, et composa les célèbres *Maximes des Saints*. A l'apparition de ce livre, inintelligible pour tous ceux qui n'avaient pas fait une étude spéciale de la théologie, le public, habitué déjà à regarder Mme Guyon comme hérétique, jeta les hauts cris. Louis XIV fit appeler Bossuet, et, en ayant appris que Fénelon avait enseigné des erreurs, il défendit à cet illustre évêque de paraître à la cour et d'avoir aucune relation avec le duc de Bourgogne, son élève. Fénelon soutint son livre, qui fut attaqué avec une violence extrême et souvent peu juste par Bossuet; car, au rapport de Fénelon, il supprimait ce qui était essentiel, joignait, sans en avertir, les phrases séparées, donnait les conséquences les plus outrées comme la doctrine précise des *Maximes des Saints*, quoiqu'elles fussent contradictoires au texte formel.

Bossuet répondait que, quand il s'agit de défendre la doctrine catholique en péril, on ne peut crier trop haut.

Le livre des *Maximes des Saints* fut enfin déféré au

Digitized by Google

Saint-Siége, et, après un examen sérieux, le pape Innocent XII déclara erronées vingt-trois propositions extraites de cet ouvrage; mais le mot d'hérésie ne fut pas prononcé. Quand Fénelon apprit cette condamnation, il donna le plus grand exemple de docilité et de courage. Il allait monter en chaire quand on lui remit la nouvelle de la condamnation de son livre : sans le moindre trouble, il franchit les degrés de la chaire de vérité, laisse le sermon qu'il avait préparé et prend pour thème la soumission due à l'Eglise. Il traite cette matière d'une manière forte et touchante, annonce la condamnation de son livre, rétracte l'opinion qu'il y avait soutenue, et termine par une adhésion complète au jugement que le Pape avait prononcé. Deux jours après, il publia un mandement fort court, par lequel il se rétracta, condamna le livre, en défendit la lecture, acquiesça et se soumit de nouveau à la condamnation, et, par les termes les plus concis, les plus nets et les plus fermes, s'ôta tous les moyens d'y pouvoir revenir. Une soumission si prompte, si claire, si publique, devint l'objet d'une admiration générale. Ceux mêmes qui avaient pris le parti de Bossuet avec le plus de chaleur furent vaincus par ce magnifique exemple, et se reportèrent avec un mouvement de sympathie irrésistible vers le magnanime archevêque. Louis XIV ne lui rendit point son affection, et un nouvel ouvrage vint jeter une nouvelle cause d'éloignement entre le roi et l'archevêque. Celui-ci avait donné au duc de Bourgogne, pour modèle et pour thème, le célèbre *Télémaque*, écrit rempli d'idées très généreuses, nourri de théories impraticables, et la critique la plus forte du règne du grand roi. « Le *Télémaque*, dit Bossuet, par-» tage les esprits; la cabale l'admire, le reste du monde

Digitized by Google

» le trouve peu sérieux et peu digne d'un prêtre. » Ce jugement est beaucoup trop sévère. Le *Télémaque* est un ouvrage immortel, comme littérature et même comme politique, malgré l'impossibilité de réaliser la plupart de ses théories. Fénelon ne tient pas assez compte de l'obstacle que les passions humaines opposent à la perfection de l'ordre.

Un autre acte du siècle de Louis XIV, qui concerne la religion et qui a eu un grand retentissement, est celui de la révocation de l'édit de Nantes. Nous devons en rapporter ici les causes et les conséquences, que nous avons omises dans le reste de la narration, pour ne pas diviser ce qui concerne ce grand événement.

La secte protestante, composée, comme nous l'avons vu dans le cours de l'histoire, des têtes les plus ardentes, avait voulu transformer l'Etat et avait fini par former un Etat dans l'Etat, ayant ses assemblées religieuses et politiques, ses chefs, ses places de sûreté, ses garnisons, son trésor. Tout bon gouvernement devait travailler à la destruction d'un tel Etat et ramener la nation à l'unité des lois, s'il voulait s'épargner de grands malheurs. Henri IV, de protestant devenu catholique, avait, malgré une extrême répugnance, et par une sorte de transaction, accordé aux réformés le privilége de l'édit de Nantes, privilége exorbitant, contraire à une bonne politique, qui exigea sous Louis XIII, contre les calvinistes, une guerre difficile, que soutint glorieusement le roi aidé de son grand ministre. Richelieu accordait la liberté de conscience, mais il voulait détruire les protestants comme parti politique : il n'y parvint pas entièrement, et, quoique par le célèbre traité d'Alais, il eût affaibli

Digitized by Google

la puissance des protestants, il laissa subsister la plus grande partie des priviléges politiques de cette secte. Pensant qu'ils étaient assez affaiblis et qu'ils ne pourraient nuire, Mazarin accepta, sans le modifier, l'héritage que lui avait laissé Richelieu. Louis XIV n'eut pas d'abord une autre manière d'agir. Nous avons dit comment il exposa à son fils, en 1670, ses principes de conduite à cet égard.

Par une politique sage, prudente, il voulait ramener à la vérité et à l'unité une fraction relativement minime de la nation, puisque, sur vingt-quatre millions de Français, il y avait à peine un million de protestants. Et, en effet, un grand nombre d'hérétiques étaient revenus à la foi sous Louis XIII et dans les premières années de Louis XIV. Ces conversions changèrent bientôt les rapports des populations catholiques et protestantes des mêmes localités : celles-ci ne se trouvant plus qu'en faible minorité dans les villes et villages où elles avaient été en majorité auparavant, il fallait changer leur condition d'existence et ramener pour elles l'exercice du culte public aux conditions voulues par les lois. De là des plaintes, des rumeurs, une agitation, quand on fermait un temple protestant devenu inutile ou devenu une cause de trouble; de là des arrêts relatifs aux inhumations, aux nouveaux convertis, aux malades protestants. Il y avait des vieillards, des infirmes qui, au moment de la mort, voulaient revenir à la religion catholique; mais les protestants les séquestraient, leur interdisaient la vue de tout catholique. Pour remédier à cette tyrannie et en vertu de cette liberté de conscience que nous proclamons bien haut, on demanda à la législation l'autorisation, pour

Digitized by Google

le prêtre catholique, de pouvoir se présenter auprès des malades protestants qui auraient pu réclamer son assistance. Les catholiques s'étant plaint que, dans les fabriques, il y avait des rixes entre les catholiques et les protestants, que ceux-ci cherchaient à accaparer les industries et les différents genres de commerce, il fallut encore régler, par diverses ordonnances, les rapports des ouvriers protestants avec les catholiques. Toutes ces ordonnances qui, naturellement, devaient être favorables aux catholiques, avaient une cause et des motifs très graves d'existence, dont la légitimité sera reconnue par tous ceux qui ont vécu dans des lieux où la rivalité religieuse est active, oppressive, turbulente. On parle de soumettre tout le monde au niveau de la loi; mais ce niveau n'est pas aussi facile à appliquer qu'on se le persuade, et son application amènerait souvent de plus grands troubles que les mesures qui semblent marquées d'une grande partialité.

Une suite de mesures législatives commandées par la nécessité de régler les nouveaux rapports des catholiques avec les réformés, comme nous venons de le voir, avait dû causer une certaine inquiétude parmi les protestants. La guerre de Hollande les remplit de joie, et il y eut des preuves que les protestants de France entretenaient des relations avec les protestants hollandais, se réjouissant des succès de ceux-ci. Comme le dit d'Aguesseau : « La » nation sentit en son sein une Hollande. » Et en effet, pour celui qui parcourt l'histoire, les protestants français étaient réellement étrangers et ennemis de la nation. Les Juifs demeuraient fort tranquilles, jouissaient d'une pleine liberté; eux étaient dans une inquiétude, un mouvement continuel, et se liaient avec nos ennemis.

Digitized by Google

Assurément, dans un tel état, il n'est pas un seul gouvernement qui ne se préoccupe vivement d'une pareille situation, et il manquerait à son devoir s'il ne cherchait à y apporter un remède. Les protestants étant presque toujours assurés de l'impunité dans tous les crimes où la religion se mêlait, à cause du droit de récuser tout juge qui ne leur plaisait pas, il fallut remédier à cette législation réellement défectueuse. En vertu des légitimes soupçons du gouvernement, il fut défendu d'admettre les protestants à aucune charge publique dépendant de la libre disposition ou volonté du roi. On se mit à rechercher les envahissements des protestants, contraires à l'édit de Nantes : partout où l'on trouva des temples, des écoles, des colléges en contravention à cet édit, ordre fut donné de les supprimer, ce qui occasionna des luttes et des procès.

Certains catholiques s'étant portés à un zèle exagéré et souvent coupable, le roi ordonna qu'on poursuivrait ceux qui insulteraient les protestants; et des corps de troupes, envoyés pour maintenir l'ordre dans les cantons qui s'agitaient, s'étant eux-mêmes laissé aller à des excès condamnables, il fut statué qu'on retiendrait sur leur paie pour réparer les dommages.

La conduite du gouvernement tendait à repousser tous les actes de violence; il ne fut pas toujours écouté, il est vrai, et, dans le Poitou, Marillac, intendant de la province, ne punit guère que les plus graves excès; mais les vexations, les charges inégalement réparties, les logements militaires presque tous supportés par les protestants, étaient une pression morale presque continuelle.

Les pays protestants, et surtout l'Angleterre, donnèrent avis aux réformés français qu'ils trouveraient asile,

Digitized by Google

secours et protection sur leurs terres, et les invitèrent à venir s'y fixer. Un certain nombre de familles protestantes quittèrent alors la France, se retirèrent en Angleterre, en Hollande, en Danemark et en Prusse.

Ces retraites produisirent un effet fâcheux, sur les réformés et sur les catholiques à la fois : les premiers ne parlaient que de persécutions ourdies contre eux, de la nécessité de fuir, de l'oppression des consciences et de l'urgence de contraindre le gouvernement à changer de système. C'étaient des requêtes violentes adressées aux autorités, des menaces de se réunir, s'il le fallait, pour opposer la force à la force. Les catholiques criaient à l'audacieuse violation des lois, poussaient les autorités à prendre des mesures vigoureuses contre les rebelles, et voulaient qu'on contraignît les émigrants à rester sur le sol de la patrie. Les agents du gouvernement, pressés ainsi par le zèle des uns et l'agitation coupable des autres, déployaient une activité désordonnée qui se traduisait parfois en injustes vexations.

Les protestants crurent trouver un moyen de triompher en formant une association secrète générale. Ceux du Dauphiné, des Cévennes, du Languedoc et du Vivarais nommèrent six directeurs chargés de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense du protestantisme. Les directeurs, réunis pour la première fois à Toulouse, résolurent de se saisir de la liberté pleine de leur culte, malgré les ordonnances, de rouvrir les temples fermés, de tenir des assemblées générales et des colloques sans autorisation. Un jour spécial fut pris pour cela, et une requête fut adressée à la cour de justice, dans laquelle on disait que les droits de Dieu et de la conscience passaient

Digitized by Google

avant ceux des rois, et qu'on pouvait les exercer dans toute la largeur des principes.

Ces actes des directeurs épouvantèrent les protestants les plus raisonnables : les églises d'Uzès, de Nîmes et de Montpellier refusèrent de reconnaître l'autorité de ces gens imprudents; presque tous les protestants éloignés du centre de l'agitation représentaient que de semblables mesures ne pourraient être tolérées par un gouvernement sage, et qu'elles amèneraient une catastrophe.

Fondés sur des maximes générales qu'ils entendaient à leur sens, les directeurs ne tinrent aucun compte de ces représentations et fixèrent des assemblées générales au milieu des champs, faute de local suffisant pour réunir les coreligionnaires. Le 11 juillet 1683, les réformés du Languedoc, le 18 ceux du Vivarais, et le 22 ceux du Dauphiné, se réunirent en assemblées de plusieurs mille hommes chacune.

Ces assemblées tumultueuses, qui ne se séparaient que pour se réunir malgré les sages remontrances des protestants modérés, nécessitèrent l'envoi de troupes assez considérables, et, en attendant, le gouverneur du Dauphiné fit prendre les armes aux catholiques. Il fallut que l'évêque de Valence intervînt pour empêcher une grande effusion de sang; il engagea les protestants et les catholiques à se retirer dans leurs maisons et à y rester en paix. Des luttes entre la force armée et les rebelles se déclarèrent; beaucoup de réformés furent saisis et emprisonnés.

Le roi cependant, toujours mu par une pensée de conciliation, fit proclamer une amnistie générale, à la condition que chacun rentrerait dans son domicile et ne

Digitized by Google

prendrait plus de part aux assemblées coupables; on exceptait de ce bénéfice les biens et la mémoire de ceux qui avaient été tués les armes à la main, et les ministres qui avaient excité les soulèvements. On éleva des colonnes sur les ruines des temples où s'étaient produits les plus grands désordres.

Les protestants du Vivarais, soulevés par l'appui de quatre mille Dauphinois qui s'étaient retirés devant la force armée et n'avaient point voulu accepter l'amnistie, nécessitèrent l'emploi de la répression la plus énergique; l'amnistie leur fut accordée aux mêmes conditions qu'aux autres rebelles. Seulement, avant son exécution, beaucoup d'officiers et de soldats abusèrent de leur victoire et châtièrent les rebelles au-delà de ce que commandait la juste répression.

Le culte public réformé ayant été justement interdit dans tous les lieux où il avait été une cause des plus graves désordres, il fut permis aux ministres de s'établir dans des lieux convenables pour pouvoir conférer le baptême à tous les enfants des réformés. Par mesure de prudence et pour empêcher l'agitation religieuse, il fut arrêté que les hôpitaux spécialement destinés aux réformés seraient soumis à la direction générale, et qu'on recevrait désormais leurs malades dans les hôpitaux des catholiques. Il fut aussi statué que toutes les contributions levées par les réformés pour l'entretien de leurs temples et les besoins de leur culte, seraient soumises à l'inspection de l'autorité publique, qui avait besoin de s'assurer que telle était leur destination et qu'elles n'étaient point employées à soudoyer l'insurrection. Comme dans les consistoires on s'occupait plus de projets de sou-

Digitized by Google

lèvement que des besoins du culte, le roi ordonna qu'ils ne se réuniraient pas plus de deux fois par mois et qu'il y aurait un agent de l'autorité présent à leurs délibérations.

Toutes ces mesures, commandées par les premiers éléments d'une sage politique, produisirent une agitation plus grande, qui nécessita l'envoi de troupes dans toutes les provinces tourmentées (1684). Deux ans auparavant on avait remarqué que les troupes, en Poitou, avaient, par leur sévérité non-seulement empêché toute agitation, mais encore ramené au catholicisme un grand nombre de personnes : on résolut de recourir à ce moyen. Le marquis de Boufflers, envoyé en Béarn à la tête de soldats la plupart appartenant à des régiments de dragons, leur donna toute latitude pour vexer les protestants et les contraindre à revenir à la religion de leurs pères. Comme on leur défendait de violer, de tuer et de frapper, ils recoururent aux tourments les plus étranges et employèrent un supplice inconnu : ce fut de ne pas laisser dormir ceux qui ne se convertiraient point. Les soldats se relevaient pour éveiller tous ceux qui tombaient de sommeil. Bientôt les villes entières, les bourgades, le peuple, la noblesse demandèrent à se faire catholiques : on pourrait citer des villes où les municipalités prirent des délibérations pour cela.

Le roi, étonné de ces conversions et ignorant les coupables vexations auxquelles on s'était livré, était charmé d'apprendre ces changements. C'était à ses yeux un moyen facile de ramener l'unité et la tranquillité dans toutes les parties du royaume. On étendit le procédé à la plupart des provinces, et il réussit presque partout.

Digitized by Google

Voilà ce que l'on a nommé *les missions à la dragonnade.* On savait bien que ces moyens violents ne pouvaient faire des catholiques sincères, « mais, écrivait Mme de Sévigné, le P. Bourdaloue et d'autres missionnaires alloient instruire cette multitude de gens qui s'étoient convertis sans savoir pourquoi. Les dragons avoient été de *très bons missionnaires*, les prédicateurs devoient rendre *l'ouvrage parfait* (1). »

Le protestantisme était réellement dissous en France par le procédé violent de Louvois; il fallait l'empêcher de se relever. Le chancelier Le Tellier demanda comme grâce qu'il lui fût accordé de signer la révocation de l'édit de Nantes, seul moyen qui pût préserver l'Etat des convulsions déchirantes du passé. Cette révocation fut en effet signée le 2 octobre 1685. Le Tellier entonna le *Nunc dimittis* et mourut quelques jours après. Par ce nouvel édit, tous les priviléges accordés aux protestants étaient rapportés, l'exercice public de leur culte leur était interdit, leurs écoles fermées; mais on leur laissa d'ailleurs la liberté de conscience jusqu'à ce qu'il plût à Dieu de les éclairer. Les enfants devaient désormais être élevés et baptisés dans le sein de l'Eglise catholique. Les ministres qui ne voulaient point se convertir étaient bannis, ceux qui embrassaient le catholicisme recevaient un traitement plus élevé que celui qui leur avait été accordé par les consistoires. Tous les biens des réformés émigrés étaient confisqués, si ceux-ci ne rentraient dans le délai de quatre mois.

Cette grande mesure, que nous avons si souvent en-

(1) Sévigné, 28 octobre 1684, à Bussy-Rabutin.

Digitized by Google

tendu blâmer de notre temps, fut vivement louée à cette époque par les esprits les plus fermes, et nous disons qu'abstraction faite de la question catholique, tout homme politique sérieux doit l'approuver, du moins dans sa généralité. La révocation de l'édit de Nantes était une nécessité dans la situation où l'on se trouvait; l'exposé que nous avons fait des causes qui l'amenèrent en est une preuve palpable. On peut nous dire que ces causes sont le fait de l'impéritie et de la partialité des hommes d'État. Mais si l'on avait fait de nouvelles concessions aux demandes exorbitantes des réformés, n'aurait-on pas vu renaître les maux effroyables de la Ligue et du règne de Louis XIII? C'était encore une nécessité au point de vue de l'unité nationale; le protestantisme français voulait se placer en dehors de la nation et former un corps à part.

On a accusé la royauté d'avoir violé ses engagements, d'avoir révoqué une convention passée entre elle et une partie de ses sujets. Mais l'édit de Nantes n'était point une convention; c'était un acte législatif rendu par la pleine puissance du roi et révocable de sa nature comme toutes les autres lois. En admettant même qu'il y ait eu transaction, l'histoire dépose que les calvinistes français n'avaient cessé de porter atteinte à la loi et en avaient ainsi perdu le bénéfice.

Ce qui a surtout fait blâmer Louis XIV, ce sont les pertes qu'éprouva le royaume par la retraite d'un grand nombre de protestants. Evaluons ces pertes, établissons les avantages qui en sont résultés pour la France et faisons balance.

Il y a eu perte de sujets trop nombreux, quoique bien

Digitized by Google

moins nombreux que ne le disent les détracteurs de la révocation de l'édit de Nantes. Basnage porte le nombre à trois cent mille personnes, Larrey à deux cent mille; mais tous ces calculs sont exagérés. Le duc de Bourgogne, après une investigation très rigoureuse, fixe le nombre des expatriés à soixante-sept ou soixante-huit mille. Et ce qui prouve que ce chiffre ne s'éloigne pas de la vérité, c'est que Ancillon, l'un des réfugiés français en Prusse, porte à neuf mille six cents et quelques personnes le nombre de ceux qui cherchèrent un asile dans ces contrées (1).

On dit aussi que de cette époque date notre infério-

(1) Au point de vue de la population, nous avons eu plus que compensation. L'Irlande, depuis Cromwell jusqu'en 1789, émigra vers la France parce qu'elle pouvait y professer sa foi. En cinquante-quatre ans, quatre cent cinquante mille Irlandais prirent rang dans notre armée. Quand quelques jeunes gens avaient disparu des villages, on ne s'en inquiétait pas, on disait qu'ils *étaient allés à la recherche du Cigne-Blanc*, c'est-à-dire du drapeau français. Vauban, l'ennemi de la révocation de l'édit de Nantes, dit que par suite de cette mesure, quatorze mille Français allèrent grossir les rangs ennemis; mais ces soldats se firent un triste renom par leur cruauté et leur débauche. Le docteur Gorey, chapelain protestant et secrétaire de Schomberg, dit : « Pouvons-nous espérer » que Sodome détruise Babylone?... Si les catholiques combattent avec » une conscience égarée, nous, nous combattons contre eux avec une » conscience perverse. »

On compte aussi les grands hommes que nous perdîmes. En cette occasion on cite Ancillon, La Bouchère, Basnage, Abbadie, Blagnière, Sanien, le maréchal Schomberg. Est-ce que l'étranger ne nous fournit pas une ample compensation? Le maréchal de Berwick, le duc d'Abermale, le maréchal Fitz-James, les Dillon, les Lally-Tollendal, les Hamilton, les O'Brien, les Macdonald, les Mac-Mahon, etc., sont des noms au moins aussi illustres.

Digitized by Google

rité en industrie, que l'émigration a fourni à l'étranger une multitude d'industriels distingués, que c'est par eux que les nations voisines ont fait de grands progrès dans les arts et métiers. Mais d'abord notre industrie n'était pas aussi avancée qu'on le dit : nous avions si peu de maîtres, que Colbert fut obligé de payer chèrement les étrangers qui consentaient à venir en France pour y exercer leur art. Ensuite les industriels qui quittèrent la France étaient en minorité dans nos ateliers, comme le prouvent les réglements relatifs aux arts et métiers, et les recensements des ouvriers de chaque atelier. Sous ce rapport, il faut donc avouer qu'il y a eu perte réelle, mais infiniment au-dessous de celle que la passion nous présente.

Les avantages qui résultèrent de la révocation de l'édit de Nantes furent d'abord l'unité; il n'y eut plus qu'une loi, qu'un tribunal, qu'une juridiction temporelle pour tous. Les calvinistes qui demeurèrent en France furent traités avec la tolérance qu'éprouvaient les luthériens d'Alsace. Ceux-ci se plaignirent-ils? voulurent-ils faire corps à part? Non, ils trouvèrent leur sort aussi supportable, que dis-je? meilleur que quand ils étaient unis à l'Allemagne protestante.

Un second avantage très considérable fut la cessation des guerres civiles religieuses qui avaient désolé la France pendant si longtemps.

Quand les affaires relatives à la guerre de la succession d'Espagne commencèrent à inquiéter la France, un souffle pernicieux se fit sentir parmi les protestants restés dans le royaume. De prétendus prophètes parurent dans les Cévennes, exaltèrent les têtes et se donnèrent

Digitized by Google

comme les envoyés du ciel pour délivrer le peuple d'impôts et pour lui rendre la liberté de conscience. Ils disaient à ceux qui avaient embrassé le catholicisme plus par peur que par conviction, que tous les priviléges étaient pour les catholiques d'ancienne date, que ceux-ci étaient exempts d'impôts, tandis que ceux-là en étaient accablés. Alors il se forma des associations secrètes; les conjurés, pour ne pas être reconnus en attaquant les receveurs et les traitants, se revêtirent de caleçons et de chemises ou blouses blanches; ce qui leur a fait donner le nom de *camisards*.

Les intendants du roi châtièrent indistinctement ceux qui n'étaient pas coupables aussi bien que ceux qui l'étaient. De là une irritation plus grande et une rébellion plus effroyable. Un chef se présenta pour organiser la levée de boucliers, quand les premiers mouvements des Cévennes se déclarèrent; ce fut Cavalier, retiré à Genève. Proclamé par un prétendu prophète le libérateur de ses frères persécutés, il vola dans les Cévennes, usa de ses talents naturels, organisa une armée et eut sous ses ordres Roland, Ravenel et Catinat. Grâce à la connaissance du pays qu'il possédait et à l'habileté de ses mesures, il sut, pendant plusieurs années, tenir en échec trois maréchaux, parmi lesquels était le célèbre Villars. Il comprit enfin qu'une défense prolongée ne pourrait qu'accumuler de nouveaux malheurs sur son pays; touché aussi des maux de ses parents détenus, il consentit à échanger son titre de chef de bande contre un brevet de colonel. Quand il parut à Versailles, il fut reçu d'assez mauvaise grâce par Louis XIV, ce qui le détermina à se retirer en Angleterre, où il joua un rôle assez important.

Digitized by Google

Catinat se sauva en Suisse et de là se rendit en Angleterre. Gagné par l'or des alliés, il rentra en France et tenta de soulever de nouveau les protestants. Cette levée de boucliers ne servit qu'à le faire périr avec quelques chefs qui étaient rentrés avec lui. Ayant échoué dans la tentative de tuer Baville et les principaux officiers chargés de surveiller le pays, tous furent saisis et condamnés à mort. Catinat fut brûlé et ses cendres jetées aux vents (1705). En 1709 le Vivarais, agité par les alliés, fut presque aussitôt pacifié. L'année suivante les coalisés, nos ennemis, essayèrent une descente en Languedoc avec l'espoir de soulever les restes du protestantisme dans ces lieux; mais rien ne bougea. La réforme était vaincue.

Un historien impartial doit constater ce fait, que si, dans le cours des rébellions dont nous venons de parler, les protestants avaient été aussi puissants qu'ils l'étaient en 1680, ils auraient assurément mis en très grand péril la monarchie française, si violemment attaquée par les puissances étrangères. C'est ce que constatent les auteurs les plus éclairés en matière politique (1).

Que le lecteur dise maintenant si l'acte politique du 2 octobre 1685 fut injuste et malheureux : nous le laissons juge.

La politique de Louis XIV, dans tout le cours de son règne, avait été grande; s'il se trompa quelquefois dans ses rapports avec le Saint-Siége, il revint bientôt de son erreur. Il sentait d'autant plus l'indispensable nécessité d'être en bons rapports avec le Chef de l'Eglise, qu'il comprenait que le catholicisme est la vraie source de tous les genres de grandeur. Aussi mit-il son principal appui

(1) *Univers pittoresque, France, annales*, tom. II, pag. 60.

Digitized by Google

dans la véritable Eglise, et ce fut pour lui le principe de cette gloire ineffaçable qui fera citer son siècle parmi les âges les plus fameux du monde. Au livre consacré aux lettres, aux sciences et aux arts, en montrant tout ce que Louis XIV fit pour les lettres et les sciences, nous pourrons remarquer que ce qui leur donna un cachet de grandeur, ce fut la religion, quoique malheureusement on n'ait pas su se prémunir contre les idées païennes, qui ont prévalu depuis la renaissance.

CHAPITRE II.

Louis XV, âgé de 5 ans (1715-1774).

§ I. *Régence du duc d'Orléans (1715-1723.)*

Louis XIV, arrivé sur le bord de sa tombe, ne voyait, pour succéder à la grande monarchie absolue fondée par Richelieu et affermie par lui-même, qu'un enfant de cinq ans dont la santé était si débile, que son existence était un problème. Mais quand même on aurait pu avoir pour lui l'espoir d'une vie prolongée, quand ce jeune prince aurait eu une santé robuste, il se trouvait pour longtemps dans l'incapacité absolue de suivre les affaires de l'Etat; il fallait donc songer à pourvoir au gouvernement pour le moment où la mort viendrait à frapper le

Digitized by Google

grand roi. Comme il n'y avait sur ce point aucune loi fondamentale, et qu'on ne connaissait dans la famille royale aucune personne à qui la régence pût être confiée, l'embarras fut extrême. Sous les précédentes minorités, les reines-mères avaient été revêtues du droit de gouverner. Si la mère de Louis XV eût encore existé, la régence lui eût sans doute été déférée, et cette princesse l'eût mérité par sa prudence et ses vertus. Mais elle n'existait plus; il fallait donc confier la régence à quelque prince du sang. Sous ce rapport même, il y avait de grandes difficultés.

Le roi d'Espagne, le premier prince du sang, ne pouvait être revêtu de la régence de France sans porter atteinte au dernier traité de paix, qui avait établi une séparation absolue et éternelle entre les deux couronnes de France et d'Espagne, et sans renouveler la guerre, et une guerre extrêmement dangereuse pendant une minorité déjà environnée de tant de difficultés; car, l'histoire à la main, on constate qu'il n'y a pas eu une seule minorité qui n'ait été une occasion de troubles graves. Il ne fallait donc pas songer au roi d'Espagne pour en faire le régent de France.

Après le roi d'Espagne, le premier prince du sang était le duc d'Orléans, qui avait reçu de la nature les plus brillantes qualités; mais il ne semblait vivre que pour ses sens; il s'était accoutumé de bonne heure à la débauche la plus crapuleuse, et il s'y livrait sans retenue. A l'heure de son souper il s'enfermait avec ses compagnons de libertinage, qu'il nommait ses roués, parce qu'il les jugeait capables de tous les crimes punis par la roue; il leur adjoignait ses maîtresses, les leurs et le

Digitized by Google

plus souvent la duchesse de Berry, sa fille. Aucune personne honnête n'avait, dans ce moment, accès auprès du prince; il ne sortait jamais de table sans être ivre, et cette vie dissolue affaiblit successivement toutes ses facultés intellectuelles, comme elle ruina aussi sa santé. Louis XIV l'avait caractérisé par ce mot : *un fanfaron de vices*. Et en effet il voulait déconcerter tous ceux avec qui il conversait par l'impiété, l'immoralité, la grossièreté de ses propos. Une passion dominait tous ses vils penchants : c'était l'intérêt personnel. On dit qu'il lui demeurait encore quelque reste de sentiment d'honneur; il est difficile d'en trouver des traces. Sa correspondance avec les alliés, dans l'espoir de succéder à Philippe V dont il commandait les armées, était un crime d'une nature lâche et basse; il marchandait pour trahir son roi, sa famille, son pays et les soldats sous ses ordres. La voix publique l'accusait d'inceste avec sa fille; il le savait aussi bien que la duchesse de Berry, et tous deux ne faisaient qu'en rire et mettre contre eux toutes les apparences.

Un roi comme Louis XIV, qui avait, même au milieu de sa vie désordonnée, porté si haut le sentiment de l'honneur, pouvait-il sans crainte voir le gouvernement tomber en de pareilles mains? Un autre motif devait encore faire redouter ce malheur au grand roi. Quoiqu'il soit très probable que le duc, la duchesse de Bourgogne et un de leurs fils étaient morts par une maladie naturelle, cependant la voix publique accusait, avec assez de vraisemblance, le duc d'Orléans de les avoir fait périr par le poison, et ceux qui excusaient le duc accusaient sa fille de ce crime. On avait engagé Louis XIV à pour-

Digitized by Google

suivre ce grand personnage; mais comment poursuivre un gendre, le premier prince du sang? Cependant, si Louis XIV avait refusé d'intenter des poursuites, il ne devait pas être moins alarmé sur les suites de la régence d'un tel prince. Les premiers éléments de la politique commandaient donc de ne pas laisser le titre de régent au duc d'Orléans.

Parmi les enfants naturels de Louis XIV, que ce prince avait légitimés et auxquels il avait fait porter le nom de Bourbon, le duc du Maine, dont l'éducation avait été extrêmement sévère, s'était attiré la considération et l'estime de tous par la sagesse de sa conduite et par un mérite éminent. Mais il y avait un obstacle très grave à lui conférer la régence, c'était le vice de son origine. On citait, il est vrai, l'Espagne, où la régence avait été conférée à don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, et plus tard à un second prince de même nom, fils naturel de Philippe IV. Ces exemples étrangers ne paraissaient pas assez décisifs pour qu'on pût songer à les suivre en France.

La difficulté, loin d'être résolue, semblait devenir toujours plus inextricable. Les plus grands personnages de l'époque, les ducs de Chevreuse et de Beauvilliers, avaient consulté Fénelon, qui répondit, par un mémoire, qu'il fallait établir un conseil de régence qui prît en main la direction des affaires du vivant du roi, et rendît ainsi moins difficile le passage d'un règne à un autre. Mais Louis XIV, habitué à gouverner par sa propre volonté, ne pouvait guère se résigner à instituer à la fin de ses jours un conseil de gouvernement assis à ses côtés.

Torcy émit l'opinion d'assembler les Etats-Généraux,

Digitized by Google

disant que sans eux on ne pouvait asseoir aucune confiance sur le Parlement; mais le roi avait peu de goût pour ces assemblées.

Louis XIV se décida à faire un testament, le remit au Parlement, qui dut le conserver secret jusqu'après sa mort et ne l'ouvrir qu'en présence du jeune roi son fils. Par ce testament le roi établissait, pendant la minorité, un conseil de gouvernement composé du duc d'Orléans, président, sans autre attribution, seulement sa voix, en cas de partage, avait la prépondérance; du duc de Bourbon, qui n'entrerait au conseil que lorsqu'il aurait ses vingt-quatre ans accomplis; du duc du Maine, du comte de Toulouse, du chancelier et des cinq maréchaux de France, Villeroi, Villars, d'Uxelles, Tallard et d'Harcourt; des quatre secrétaires d'Etat et du contrôleur général. La tutelle et la garde du souverain étaient aussi confiées à ce conseil de régence. Sous son autorité, le duc du Maine était particulièrement chargé de veiller *à la sûreté, conservation et éducation* du jeune roi. Tous les officiers de sa maison étaient en conséquence placés sous le commandement immédiat du duc du Maine, et ils étaient tenus de lui obéir en tout ce qui avait rapport à la garde de sa personne et à sa sûreté.

Par un codicile, Louis XIV avait réglé qu'aussitôt après sa mort, Villeroi serait gouverneur du roi, qu'il le conduirait au Parlement pour faire ouvrir son testament relatif au mode de gouvernement durant la minorité. Par le même acte, Louis XIV nommait l'abbé de Fleury, évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, et le Père Le Tellier, son confesseur.

Dans le cas où l'un des membres du conseil viendrait

Digitized by Google

à mourir, il devait être remplacé par un membre élu par le conseil lui-même, afin que l'esprit n'en fût point modifié. On n'avait rien négligé pour obvier à tous les inconvénients de la régence. Toutes ces sages mesures devaient être brisées.

Le duc d'Orléans ayant eu connaissance, avant la mort de Louis XIV, des dispositions du testament du roi, se mit alors à intriguer pour les annuler; il acheta plusieurs personnages importants. Il gagna le duc de Bourbon par la promesse d'un ministère; le duc de Guiche vendit sa foi pour la somme de cinq cent mille francs; Reynolds promit les gardes suisses; Villars se livra pour la présidence du conseil de guerre. Le Parlement, longtemps opprimé par Louis XIV, désirait se venger de l'état d'abaissement dans lequel il avait été tenu. Le duc d'Orléans était donc assuré, par ses manœuvres, de faire triompher ses desseins. Le 2 septembre, le lendemain de la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans se rendit au Parlement avec les pairs et les principaux seigneurs, sans y conduire le roi, de peur que sa présence ne le gênât. Après qu'un jeune conseiller nommé Dreux eut donné lecture à voix basse et rapide du testament de Louis XIV, le duc d'Orléans « prit la parole, et, passant les yeux sur » toute la séance, se découvrit, se recouvrit et dit un » mot de louange et de regret du feu roi. Elevant après » la voix davantage, il déclara qu'il n'avoit qu'à approu- » ver tout ce qui regardoit l'éducation du roi quant aux » personnes, et ce qui se trouvoit sur un établissement » aussi beau et aussi utile que celui de Saint-Cyr, dans » les dispositions qu'on venoit d'entendre; qu'à l'égard » de celles qui regardoient le gouvernement de l'Etat, il

Digitized by Google

» avoit peine à les concilier avec ce que le roi lui avoit » dit dans les derniers jours de sa vie, et avec les assu- » rances qu'il lui avoit données publiquement; qu'il ne » trouverait rien dans ces dispositions dont il pût n'être » pas content...; qu'il falloit qu'il n'eût pas compris la » force de ce qu'on lui avoit fait faire (regardant du côté » du duc du Maine), puisque le conseil de régence se » trouvoit choisi, et son autorité tellement établie par le » testament, qu'il ne lui en demeuroit plus aucune à lui; » que ce préjudice fait aux droits de sa naissance, à son » attachement pour la personne du roi, à son amour et » à sa fidélité pour l'Etat, étoit de nature à ne pouvoir » être souffert avec la conservation de son honneur, et » qu'il espéroit assez de l'estime de tout ce qui étoit là » présent, pour se persuader que sa régence seroit dé- » clarée telle qu'elle devoit l'être, c'est-à-dire entière, » indépendante, et le choix du conseil de régence à sa » disposition, parce qu'il ne pouvoit discuter les affaires » qu'avec des personnes qui, étant approuvées du pu- » blic, puissent aussi avoir sa confiance (1). »

Pour gagner plus sûrement les suffrages du Parlement, le duc d'Orléans lui avait adressé des flatteries : *Mais, à quelque titre que je doive aspirer à la régence*, dit-il, *j'ose vous assurer, Messieurs, que je la mériterai par mon zèle pour le service du roi, par mon amour pour le bien public, et surtout étant aidé de vos conseils et de vos sages remontrances.*

Le duc du Maine, qui avait réclamé la parole après le duc d'Orléans, vit repousser cette demande et ne put par-

(1) Saint-Simon, tom. XIII, pag. 218.

Digitized by Google

ler qu'à son tour. Chacun s'attendait qu'il allait rappeler les soupçons qui avaient plané sur le duc d'Orléans et s'appuyer de ces motifs pour démontrer la sagesse des dispositions testamentaires de Louis XIV. Il n'osa le faire. Le duc d'Orléans avait placé des gardes armés de poignards pour l'assassiner dans le palais même de la justice, s'il avait osé faire planer sur sa personne quelque soupçon injurieux. La partie fut alors gagnée.

Le Parlement, poussé par les jeunes conseillers, se hâta de rendre un arrêt qui était déjà tout préparé. Il cassa de sa pleine autorité le testament de Louis XIV, établit le duc d'Orléans régent du royaume, nomma le duc de Bourbon président du conseil de régence, et conféra la surintendance de l'éducation du roi au duc du Maine.

Après le prononcé de cet arrêt, le duc du Maine dit « que, s'il était dépouillé de l'autorité qui lui était donnée par le codicille, il demandait à être déchargé de la » garde du roi, ou à ne plus répondre de sa personne, et » conserver seulement la surintendance de son éducation. M. le duc d'Orléans répondit : — Très volontiers, Monsieur, il n'en faut pas davantage. »

Le Parlement s'était exprimé en souverain dans le fameux arrêt que nous venons de rapporter : c'était une véritable usurpation, car les lois du royaume n'autorisaient point cette magistrature à disposer à son gré du pouvoir.

Les actes de la régence du duc d'Orléans sont une suite d'intrigues, de folles tentatives, d'immoralités sans nom qui se mêlent, se croisent et rendent la narration extrêmement difficile. Afin de jeter plus de jour sur cette

Digitized by Google

partie du règne de Louis XV, nous exposerons d'abord les faits intérieurs en dehors des finances; nous dirons ensuite les rapports avec les nations étrangères; enfin nous raconterons les folies financières, le système de Law et ses conséquences.

Le régent annonça de grandes réformes. Afin de se concilier l'opinion publique, il se fit avant tout apporter les lettres de cachet et les jeta au feu, ouvrit les prisons à tous ceux qui n'avaient pas été arrêtés pour crimes d'Etat. Sous prétexte d'économie, quelques honneurs funèbres furent à peine rendus au grand roi, dont les entrailles furent portées sans cérémonie à Notre-Dame, et l'on ne déploya presque aucun appareil au service célébré à Saint-Denis.

On est saisi d'indignation à la seule pensée d'un pareil oubli des devoirs à l'égard de la royauté.

Un des premiers soins du régent fut d'organiser l'administration sur des formes quasi-républicaines. On prônait à cette époque la polysynodie, comme le meilleur système de gouvernement. « Les hommes d'Etat n'avaient pas encore assez d'expérience pour avoir appris qu'en multipliant les hommes appelés à s'accorder pour prendre une résolution, on diminue pour chacun la responsabilité, et souvent l'attention, l'étude et la force de volonté; que plus de têtes ne donnent pas plus de lumières, mais plutôt une moyenne entre leurs diverses intelligences, et que, surtout lorsqu'il s'agit d'exécuter, les conseils substitués aux personnes ralentissent et entravent l'action. Le régent était moins occupé de ces considérations que du désir d'avoir un plus grand nombre de places à donner, pour attacher plus de monde

Digitized by Google

à son gouvernement. Il flattait Saint-Simon de l'espoir d'exclure ainsi la roture et la robe des places de l'administration, et il les réservait aux gens de qualité; il tenait à d'autres un langage opposé; en même temps il se donna un mois pour faire ses choix, afin de pouvoir gagner plus de partisans par des promesses qu'il ne comptait point remplir (1). »

Le conseil de régence que forma le régent fut composé exclusivement de ses créatures, à l'exception du duc du Maine, qu'il fut contraint d'y admettre. Villeroi et Voisin, qui en firent partie parce qu'ils avaient trahi les secrets de leur maître, comprirent bientôt que leur action serait nulle, et se mirent en état d'hostilité contre le duc d'Orléans; mais leur influence fut facilement neutralisée par Saint-Simon, le maréchal Besson, l'ancien évêque de Troyes, de Torcy, la Vrillière et Pontchartrain.

Les ministres furent remplacés par des conseils présidés, celui des finances par le duc de Noailles, celui des consciences par le cardinal de Noailles, celui des affaires étrangères par le maréchal d'Uxelles, celui de la guerre par Villars, celui de la marine par d'Estrées et le comte de Toulouse, celui des dépêches ou de l'intérieur par le duc d'Antin.

Le plus habile des hommes qui environnaient le régent, était son ancien précepteur, l'abbé Dubois, qui semblait s'appliquer à détruire tout ce que les autres précepteurs avaient déposé de bien dans cette âme si évidemment portée au mal. Dubois, fils d'un apothicaire

(1) Lemontey, pag. 45; Sismondi, tom. XXVI, pag. 243.

Digitized by Google

de Brives-la-Gaillarde, était venu, comme beaucoup de jeunes gens de cette époque, chercher fortune à Paris, et avait su, par un esprit souple et insinuant, se faire des protecteurs parmi les personnages les plus haut placés. Après avoir été moitié scribe, moitié valet du curé de Saint-Eustache, il fut pris par le précepteur du prince pour copier les thèmes de son élève. Dubois fit bientôt de tels progrès dans l'esprit du jeune duc, que celui-ci fit renvoyer Saint-Laurent pour conserver uniquement le copiste de ses thèmes. Il s'établit dès-lors entre le maître et l'élève une telle sympathie, fondée, il est vrai, sur la corruption, que la duchesse d'Orléans en fut épouvantée : « Mon fils, dit au duc d'Orléans la prin» cesse, sa mère, lorsque le Parlement lui eut déféré la » régence, je ne désire que le bien de l'Etat et votre » gloire; je n'ai qu'une chose à vous demander pour » votre honneur, et j'en exige votre parole : c'est de » ne jamais employer ce fripon d'abbé Dubois, le plus » grand coquin qu'il y ait au monde, et qui vendrait » l'Etat et vous pour le plus léger intérêt. »

Le duc d'Orléans fit à sa mère la promesse demandée, qu'il oublia presque aussitôt, car il éleva Dubois aux fonctions de conseiller d'Etat, en attendant qu'il lui donnât de plus hautes dignités.

Tout, dans la personne du prince régent, dans sa vie, dans son administration, dans ses vues, était un démenti complet donné au règne précédent. Tout ce qui constituait le pouvoir souverain se déplace; ce n'est plus la noblesse qui forme le conseil du roi : le régent invite les particuliers à donner leur avis sur les affaires les plus importantes. Les maximes de Fénelon, sur la manière

Digitized by Google

de gouverner, sont proclamées à haute voix. Il fait imprimer le *Télémaque* à ses frais, ouvre les bibliothèques royales au public, et chacun, sans discernement, peut y aller puiser la nourriture intellectuelle qu'il lui plaît.

Le Parlement, qui se posait en juge des affaires de gouvernement, d'ailleurs ami des traditions, ne pouvait voir, sans réclamer, un pareil bouleversement dans toutes les affaires. Persuadé que, parce qu'on l'avait établi juge de la régence au moment où on l'appelait à casser le testament de Louis XIV, il serait au moins l'égal du duc d'Orléans, il manifesta ses prétentions à l'occasion de la fameuse procession du 15 août, établie pour l'accomplissement du vœu de Louis XIII et pour mettre la France sous la protection de la sainte Vierge. De grands débats, relatifs à la préséance, s'étaient fréquemment élevés en cette circonstance entre les différents corps et les personnages qui en faisaient partie. Le Parlement prétendit que le régent irait à la procession comme l'un de ses membres, entre deux présidents, mais qu'il n'occuperait pas une place spéciale. Il fallut un ordre du roi pour que le régent passât *seul* avant la compagnie.

Si le président fut obligé de s'abaisser, il s'en vengea en ne donnant au régent que la qualification d'un citoyen ordinaire. Dans ses actes, ses lettres, même les adresses de ses lettres, dans ses paroles, il ne voulut point lui donner le titre de Monseigneur, qu'il donnait cependant au garde des sceaux. Le régent ne réclama point. Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour montrer comment, à côté de la royauté, se formait un pouvoir qui prétendait devenir son juge et son supérieur.

Digitized by Google

Un tel changement devait amener une lutte entre le nouveau régime et ceux qui avaient conservé la dignité du règne précédent. Cette lutte s'engagea d'abord entre le régent et les princes légitimes.

Le duc du Maine et le comte de Toulouse, fils naturels de Louis XIV, avaient été légitimés et déclarés princes du sang et héritiers du trône après extinction de la race des vrais princes du sang, par un édit (1714) perpétuel et irrévocable rendu par le roi, de sa science certaine, pleine puissance et autorité royale. A cause de l'importance de cet édit, Louis XIV avait tenu un lit de justice pour son enregistrement, et l'avait fait enregistrer par tous les parlements du royaume. Bien que Louis XIV leur eût permis de protester, du moins après l'enregistrement, aucun cependant n'éleva la voix pour réclamer. Tous les princes du sang, appelés eux-mêmes à prendre part aux délibérations, donnèrent leur voix pour l'affirmative. En conséquence, les fils naturels de Louis XIV jouirent des honneurs attachés à la qualité de princes du sang, au lit de justice qui conféra la régence.

Les princes légitimés, et surtout le duc du Maine, avaient pris une grande autorité sur le roi enfant. Les princes d'Orléans, le duc de Bourbon, le comte de Charolais et le prince de Conti présentèrent une requête au jeune roi, tendant à faire annuler par le Parlement, dans un nouveau lit de justice, les droits accordés aux princes légitimés. C'était flatter le Parlement et le rendre, en moins de six mois, juge des droits de régence et des lois fondamentales réglant la succession au trône.

La duchesse du Maine se jeta de toute l'ardeur de son âme dans cette querelle : dès ce moment les poètes et les

Digitized by Google

comédiens firent place, dans son palais, aux jurisconsultes et aux érudits. « On vit la princesse elle-même, » cachée dans son lit sous des amas d'in-folio, compul- » ser de poudreuses chroniques, et mettre en ordre d'in- » nombrables citations dont les jésuites lui envoyaient » le tribut. Ce qui peut frapper aujourd'hui dans les vo- » lumineux écrits que les deux partis mirent au jour, » c'est la nouveauté du langage dans lequel, pour cap- » ter la faveur publique, ils s'exprimaient sur la puis- » sance souveraine. L'autorité royale y était représentée » comme un dépôt et un mandat, la monarchie comme » un simple contrat civil, et la nation comme la maî- » tresse et l'arbitre de ses droits. »

Les princes légitimés sentaient, au milieu du déluge d'écrits, de consultations, répandus en leur faveur et contre eux, que le moyen de résister à la faiblesse du Parlement, c'était de s'abriter derrière la nation et de faire demander la convocation des Etats-Généraux pour être juges de cette grande affaire. Les pairs et les seigneurs de la plus haute noblesse intervinrent en effet, et demandèrent cette convocation.

Une grande partie de la noblesse, effrayée de la marche que suivait le régent, épouvantée des suites du système de Law, qui commençait à alarmer les hommes prudents, désirait vivement la convocation des Etats-Généraux, pour arrêter le gouvernement sur la pente dangereuse où il s'était placé. Le Parlement, toujours jaloux de ces grandes assemblées dont il se croyait le représentant, redoutant d'ailleurs toute espèce de nouveauté dans l'Etat, repoussait de toutes ses forces la convocation des Etats-Généraux. Il rejeta la protestation

Digitized by Google

de la noblesse, et interdit même pour six mois l'huissier qui avait osé la présenter.

Pour punir le duc du Maine et le comte de Toulouse d'avoir voulu les Etats-Généraux, le régent fit rendre un édit (juillet 1727) par lequel on ôtait aux enfants légitimés de Louis XIV le titre de princes du sang, que leur père leur avait donné contre les lois des nations et du royaume, en leur réservant seulement la prérogative de traverser, comme les princes du sang, ce qu'on appelle au Parlement le parquet; c'est une petite enceinte de bois par laquelle ils passaient pour aller prendre leurs places, et de tous les honneurs de ce monde, c'était assurément le plus mince. Ainsi tout ce qu'avait établi Louis XIV était alors détruit; la forme même de son gouvernement avait été entièrement changée.

La décision du Parlement, arrachée par la crainte, n'était pas de nature à satisfaire le duc du Maine et le comte de Toulouse. Dans son irritation, la duchesse du Maine s'était écriée : « Quand une fois on a été déclaré » habile à succéder à la couronne, il faut, avant de se » laisser arracher ce droit, mettre le feu au milieu et » aux quatre coins du royaume. » Elle se mit alors à agiter le Parlement et tous les hommes qui tenaient à l'ancien régime.

Une multitude de pamphlets parcouraient les rues de la capitale contre le régent; on se passait de main en main une pièce de vers qui retraçait tous les forfaits attribués à ce prince, ses turpitudes avec ses roués, avec sa fille, ses prétendus empoisonnements du duc de Bourgogne, de plusieurs autres princes de la royale maison de France et le dessein de vouloir faire périr Louis XV par le poison.

Digitized by Google

La duchesse du Maine exploitait toutes les circonstances; elle animait le Parlement contre le système de Law. Le chancelier d'Aguesseau, élevé dans les formes du palais, très instruit dans la jurisprudence, mais moins versé dans la connaissance de l'intérieur du royaume, difficile et incertain dans les affaires, mais aussi intègre qu'éloquent, s'opposait autant qu'il pouvait aux innovations intéressées et ambitieuses de Law.

Le régent ayant voulu faire sanctionner plusieurs réglements sur cette importante matière, d'Aguesseau les jugea pernicieux, refusa de les signer, et il fut exilé à sa maison de campagne. A cette nouvelle le duc de Noailles, chef du conseil des finances, se rendit auprès du prince régent et lui dit : « Monseigneur, je vois bien que la ca» bale l'emporte, et, puisqu'on attaque un aussi honnête » homme que M. le chancelier et mon meilleur ami, je » vois bien qu'on m'attaque aussi. » Il remit en même temps sa commission. Le régent nomma alors garde des sceaux et vice-chancelier, le conseiller d'Etat lieutenant de police d'Argenson, homme d'une ancienne noblesse, d'un grand courage, d'une expédition prompte, d'un travail infatigable, désintéressé, ferme, mais dur, impérieux et le meilleur instrument de despotisme que le régent pût rencontrer. Le duc d'Orléans, qui voulait absolument la réalisation du système de Law, l'avait choisi pour vaincre tous les obstacles qui s'opposaient aux vues de ce célèbre économiste; afin de donner à d'Argenson toute l'autorité dont il pouvait avoir besoin, il le nomma garde des sceaux à la place de d'Aguesseau, et ministre des finances à la place du duc de Noailles.

Ces changements dans la plus haute administration, avaient porté l'irritation au suprême degré. La cabale

Digitized by Google

comprit que, pour rendre son succès durable, il fallait arracher le roi aux mains de ceux qui le formaient, de peur qu'ils ne lui donnassent des idées contraires à celles des gouvernants et qu'ils ne les renversassent un jour. Saint-Simon, l'âme maudite du duc d'Orléans, lui persuada cette mesure, et se présenta même pour remplir l'une des fonctions les plus délicates. Le régent lui eût, en effet, confié la garde du jeune roi, si le duc de Bourbon ne l'eût impérieusement réclamée. Le duc d'Orléans, effrayé, se détermina à faire tenir au roi un lit de justice au palais des Tuileries, où les membres du Parlement furent obligés de se rendre à pied, en grand costume, pour y assister à l'enregistrement des lettres-patentes du garde des sceaux, qu'il avait jusqu'alors rejetées. D'Argenson ouvrit la séance par un discours remarquable, dont voici un des principaux passages :

« Il semble même qu'il (le Parlement) a porté ses entreprises jusqu'à prétendre que le roi ne peut rien sans » l'aveu de son Parlement, et que son Parlement n'a » pas besoin de l'ordre et du consentement de Sa Majesté » pour ordonner ce qu'il lui plaît. Ainsi le Parlement » pouvant tout sans le roi, et le roi ne pouvant rien sans » son Parlement, celui-ci deviendroit bientôt législateur » nécessaire du royaume; et ce ne seroit plus que sous » son bon plaisir que Sa Majesté pourroit faire savoir à » ses sujets quelles sont ses intentions. »

Suivit ensuite la lecture d'un édit qui interdisait au Parlement l'usage abusif de se mêler jamais d'aucune affaire d'Etat, des monnaies, du paiement des rentes, ni d'aucune finance. Lamoignon, avocat du roi, s'étant levé alors pour demander qu'il fût permis au Parlement

Digitized by Google

de délibérer, d'Argenson répondit avec un ton de hauteur : « Le roi veut être obéi et obéi sur-le-champ. »

Non content d'avoir ainsi humilié le Parlement, le régent prit encore deux mesures destinées à l'abaisser davantage. Jusqu'alors les présidents à mortier avaient occupé les premières places en assemblées générales, même au-dessus des pairs de France; il fut lu un nouvel édit pour intervertir cet ordre et donner la préséance aux pairs.

Cette mémorable séance se termina par un acte destiné à porter atteinte à l'honneur du duc du Maine, qu'on savait l'un des principaux moteurs de l'opposition du Parlement. On lui ôta la surintendance de l'éducation du roi, qui fut à l'instant confiée au duc de Bourbon; on ôta encore au duc du Maine les priviléges de prince du sang, qui furent conservés au comte de Toulouse.

En voyant le vertueux duc du Maine ainsi humilié, le maréchal de Villeroi, qui avait contribué à faire casser le testament de Louis XIV, se sentit vivement ému ; il se tourna vers le régent, la tête basse, les yeux mourants, la voix faible : « Je ne dirai que deux mots là, dit-» il : voilà toutes les dispositions du roi renversées, je ne » puis le voir sans douleur. M. du Maine est bien mal-» heureux! — Monsieur, répondit le régent d'un ton vif » et haut, M. du Maine est mon beau-frère, mais j'aime » mieux un ennemi découvert que caché (1). »

Le duc de Saint-Simon, qui triomphait de l'abaissement du Parlement, nous a ainsi peint son humiliation.

(1) Saint-Simon, tom. XVII, pag. 118.

Digitized by Google

« Un silence extrême annonçoit éloquemment la crainte, » l'attention, le trouble, la curiosité de toutes les diver- » ses attentes. Ce Parlement qui, sous le feu roi même, » avoit fréquemment mandé ce même d'Argenson et lui » avoit, comme lieutenant de police, donné des ordres » debout et découvert à la barre; ce Parlement qui, de- » puis la régence, avoit déployé sa mauvaise volonté » contre lui jusqu'à donner tout à penser, et qui retenoit » encore des prisonniers et des papiers pour lui donner » de l'inquiétude; ce premier président, si supérieur à » lui, si orgueilleux, si fier de son duc du Maine, si fort » en espérance des sceaux; ce Lamoignon qui s'étoit » vanté de le faire pendre à sa chambre de justice, où » lui-même s'étoit si complétement déshonoré, ils le vi- » rent revêtu des ornements de la première place de la » robe, les présider, les effacer, et, entrant en fonctions, » les remettre en leur devoir et leur en faire leçon pu- » blique et forte, dès la première fois qu'il se trouvoit » à leur tête. On voyoit ces vains présidents détourner » leurs regards de dessus un homme qui imposoit si fort » à leur morgue et qui anéantissoit leur arrogance dans » le lieu même d'où ils la tiroient... Pendant le discours » du garde des sceaux, une consternation générale se ré- » pandit sur tous leurs visages. Presque aucun de tant » de membres n'osa parler à son voisin... Une douleur » amère, et qu'on voyoit pleine de dépit, obscurcit le vi- » sage du premier président. La honte et la confusion » s'y peignirent. Ce que le jargon du palais appelle le » grand banc, pour encenser les mortiers qui l'occupent, » baissa la tête à la fois comme par un signal... Ce fut » bien pis à la lecture de la déclaration; chaque période

Digitized by Google

» sembloit redoubler à la fois l'attention et la désolation » de tous les officiers du Parlement. Après les opinions, » je vis ce prétendu grand banc s'émouvoir; c'étoit le » premier président qui vouloit parler et faire la remon- » trance, qui a paru pleine de la malice la plus raffinée, » d'impudence à l'égard du régent et d'insolence pour » le roi. Le scélérat trembloit toutefois en la prononçant. » Sa voix entrecoupée, la contrainte de ses yeux, le sai- » sissement et le trouble visible de toute sa personne dé- » mentoient ce reste de venin dont il ne put refuser la » libation à lui-même et à sa compagnie. Ce fut là où je » savourai, avec tous les délices qu'on ne peut exprimer, » le spectacle de ces fiers légistes, qui nous refusent le » salut, prosternés à genoux et rendant à nos pieds hom- » mage au trône, tandis que nous étions assis et cou- » verts sur les hauts siéges, à côté de ce même trône... » Mes yeux fichés, collés sur ces bourgeois superbes, » parcouroient tout ce grand banc à genoux ou debout... » vil petit gris qui voudroit contrefaire l'hermine, et » ces têtes découvertes humiliées à la hauteur de nos » pieds. La remontrance finie, le garde des sceaux mon- » tant au roi, puis, sans reprendre aucun avis, se remit » en sa place, jeta les yeux sur le premier président et » prononça : *Le roi veut être obéi et obéi sur-le-champ...* » Ce grand mot fut un coup de foudre qui atterra prési- » dents et conseillers de la façon la plus marquée. Tous » baissèrent la tête, et la plupart furent longtemps sans » la relever. Le reste des spectateurs, excepté les maré- » chaux de France, parurent peu sensibles à cette déso- » lation (1). »

(1) Saint-Simon, tom. XVII, pag. 137.

Digitized by Google

Le Parlement, ainsi humilié, se rassembla dès le lendemain et rendit un arrêt pour constater qu'il n'avait pris aucune part aux actes de la veille, contre lesquels il protestait. Plusieurs discours assez violents ayant été prononcés dans cette circonstance, le régent, intéressé à faire croire aux bruits les plus absurdes, afin de pouvoir frapper à son aise, accusa le duc du Maine de pousser le Parlement à une révolution; il fit, le soir même, arrêter dans leurs maisons le président Blamont et les conseillers Feideau de Calende et de Saint-Martin. Le Parlement protesta dès le lendemain contre ces arrestations arbitraires et adressa au roi de nouvelles remontrances. Le garde des sceaux répondit d'une voix sèche et dure : « Les affaires dont est question sont affaires d'Etat qui » demandent le secret et le silence. Le roi est obligé de » faire respecter son autorité; la conduite que tiendra » son Parlement déterminera les sentiments de Sa Ma» jesté à son égard. »

Afin d'obtenir la relaxation de ses membres arrêtés, le parlement de Paris suspendit l'exercice de la justice; mesure que les parlements de province, et surtout celui de Bretagne, approuvèrent. Epouvanté de ce concert unanime des parlements, le régent donna la liberté aux trois conseillers arrêtés, et tout rentra dans l'ordre pour quelque temps.

Villeroi, gardien de la personne du roi, répandait de son côté les plus graves soupçons sur le régent, par les précautions qu'il prenait. Il portait sur lui la clef d'une armoire où il faisait mettre le pain et le beurre de la Muette, dont le roi mangeait, et il gardait sur lui cette

Digitized by Google

clef avec le même soin et avec bien plus d'apparat que le garde des sceaux celle de la cassette qui les renferme. Il fit un jour une sortie d'éclat, parce que le roi avait mangé d'autre pain, comme si tous les vivres dont il usait nécessairement tous les jours, la viande, le poisson, les assaisonnements, les légumes, les fruits, l'eau et le vin, n'eussent pas donné lieu aux mêmes craintes. Il fit une autre fois le même vacarme pour les mouchoirs du roi, qu'il gardait aussi, comme s'il n'y eût pas eu le même danger quant aux chemises, aux draps, en un mot quant à tous les vêtements, les gants, que néanmoins il ne pouvait avoir sous clef pour les distribuer lui-même.

Le roi ayant eu un jour un violent accès de fièvre, Villeroi dit, de manière à être entendu : « Il est empoi- » sonné, il est empoisonné; » et, le voyant guéri, il le conduisit à Notre-Dame pour rendre grâces à Dieu. Le soir de la Saint-Louis, il le montra au peuple, qui, ayant peu de confiance au régent, avait été dans la plus grande anxiété. L'affluence fut immense; tout Paris se montrait ivre de joie. « Cette affluence importunoit le roi, qui se » cachoit dans des coins à tout moment. Le maréchal de » Villeroi l'en tiroit par le bras et le menoit tantôt aux » fenêtres, d'où il voyoit la cour et la place du Carrousel » toutes pleines et tous les toits jonchés de monde, tantôt » à celles qui donnoient sur le jardin et sur cette innom- » brable foule qui attendoit la fête. Tout cela crioit : » *Vive le roi!* à mesure qu'il étoit aperçu, et le maréchal » retenoit le roi, qui se vouloit toujours aller cacher. — » Voyez donc, mon maître, tout ce monde et tout ce

Digitized by Google

» peuple, tout cela est à vous, tout cela vous appartient, » vous en êtes le maître; regardez-les donc un peu pour » les contenter, car ils sont tous à vous (1). »

Dubois, qui connaissait la franchise de Villeroi, tenta une réconciliation avec lui, afin de s'assurer auprès du roi une personne dévouée. Villeroi, qui accepta une entrevue, dit tout ce qu'il pensait et proclama haut tous les soupçons qu'il nourrissait intérieurement.

Dubois, profondément irrité, détermina le duc d'Orléans à éloigner de la personne du roi ce personnage trop longtemps toléré. Le régent ayant commandé à Villeroi de rester éloigné du roi tandis qu'il voulait parler à ce jeune monarque, Villeroi s'emporta et déclara qu'il ne le permettrait jamais; qu'étant responsable de la personne du roi, il voulait toujours l'avoir sous ses yeux. Le régent se retira. Le lendemain Villeroi, honteux de son emportement, s'étant rendu chez le régent avec tout son fracas ordinaire pour lui faire des excuses, fut arrêté et tout d'un trait transporté dans son gouvernement de Lyon.

Louis XV, à qui le régent annonça lui-même cette nouvelle, pleura toute la nuit, mangea à peine, craignant que tout ne fût empoisonné. Fleury, gouverneur du jeune monarque, qui avait aussi été éloigné, étant revenu, tout rentra alors dans le calme.

Au milieu de ce mouvement disparurent de la scène du monde quelques grands personnages, sans même qu'on y fît attention. M^me^ de Maintenon a joué un assez grand rôle pour que nous disions quelques mots de cette

(1) Saint-Simon, tom. XVIII, pag. 597.

Digitized by Google

femme célèbre, qui descendait alors dans la tombe. La fortune de Mme de Maintenon présente toutes les variétés du roman le plus extraordinaire. Elle naquit dans les prisons de la Conciergerie de Niort, où Constant d'Aubigné, son père, et sa famille avaient été renfermés, moins pour cause de religion, comme on l'a dit, que pour se purger de l'accusation du crime de faux monnayage, et du crime plus épouvantable de l'assassinat de la première femme de son père. Elle fut, dès son enfance, en proie à la plus affreuse misère; elle épousa, pour sortir du malheur, ce Scarron si célèbre par son esprit burlesque.

Chargée d'élever les enfants adultérins du roi, elle sut bientôt plaire à ce monarque par son esprit, ses grâces et sa vertu; elle osa rappeler Louis XIV à son devoir; on l'entendit même dire à une revue de mousquetaires, que tous ces mousquetaires étaient de francs libertins, et que leur capitaine (Louis XIV) ne valait pas mieux qu'eux. Loin de s'irriter de ces paroles, le roi n'en conçut que plus d'estime pour Mme de Maintenon, que par la suite il épousa secrètement. Si elle fut associée au roi par le lien le plus auguste, ce fut pour le porter au bien. Il est peut-être à regretter que, par le désir de faire arriver les hommes les plus honnêtes aux premières charges de l'Etat, elle n'ait pas toujours fait choisir des hommes assez capables. La politique ne fut point le rôle qu'elle ambitionna; le sien était de faire du bien. Jamais elle ne consentit à ce que le roi fît pour elle ces dépenses scandaleuses dont on l'avait vu obérer les finances pour des femmes coupables. Bien plus, elle ne voulut pas se servir de son crédit pour élever ou enrichir ses parents. En

Digitized by Google

quelque endroit qu'elle se trouvât, elle visitait les malades et les pauvres, leur distribuait de l'argent, des aliments, des remèdes, des habits, et rentrait souvent sans coiffe, sans écharpe et sans mante, pour les avoir données. Elle faisait apprendre des métiers à des enfants pauvres, et en plaçait d'autres dans des couvents, des colléges, des séminaires. Elle avait institué à Versailles une assemblée de charité, et, faisant tourner au profit des malheureux l'envie qu'on avait de lui plaire, elle y avait enrôlé un grand nombre de femmes même de la cour; enfin, elle fonda la maison royale d'éducation de Saint-Cyr, à laquelle elle donna son nom. D'abord elle voulut allier une grande instruction à la vertu; mais elle comprit bientôt que trop de science donne de l'orgueil aux femmes et en fait de tristes mères de famille; elle s'appliqua ensuite à leur donner plus de vertu que de science, et quand elles avaient quitté Saint-Cyr, elle les dirigeait par ses lettres que nous voyons publiées aujourd'hui et où les maîtresses pourront trouver le vrai moyen de former au bien les jeunes personnes.

Il n'est pas étonnant qu'après une pareille vie le roi ait dit qu'il ne regrettait qu'*elle* au monde. On ne doit pas être surpris non plus que le régent ait dit assez longtemps après la mort de Louis XIV : « M^me^ de Maintenon » n'a rendu de mauvais offices à personne, et elle a tou» jours tâché d'entretenir la paix et l'union entre tout le » monde. » Après la mort du roi, elle se retira à Saint-Cyr, se dépouilla de tout l'attirail de la grandeur et voulut vivre comme une simple religieuse, édifiant la communauté par l'exemple des plus belles vertus. Quoiqu'elle fût étrangère au monde, quand elle vit les infa-

Digitized by Google

mies de la régence, qu'elle sut le duc du Maine, formé par elle à la vertu, dépouillé de ses titres et de ses honneurs, et même jeté en prison, elle se sentit pénétrée d'une vive douleur, qui la conduisit au tombeau (1719).

Une autre mort qui aurait profondément affligé tout autre père que le duc d'Orléans, c'est celle de sa fille chérie, la duchesse de Berry, femme d'un esprit supérieur; mais elle avait puisé à la cour de son père cette corruption inqualifiable, inconnue ailleurs qu'à la cour du régent. Ce qui peint les mœurs de cette époque, c'est que cette femme si éhontée, si corrompue, « avait pris un ap» partement aux Carmélites, où elle allait toujours cou» cher aux jours de bonnes fêtes, et souvent elle y de» meurait plusieurs jours de suite; elle mangeait avec » ces dames de ce que le couvent lui apprêtait, allait au » chœur ou dans une tribune à tous les offices du jour et » fort souvent de la nuit; et, outre les offices, elle y de» meurait quelquefois en prières et y jeûnait très exac» tement les jours d'obligation. »

Après s'être déshonorée avec l'amant de sa confidente, M^me^ de Mouchy, elle voulut faire disparaître les traces de sa honte et tomba dans une maladie qui la conduisit aux portes du tombeau. Le cardinal de Noailles et le curé de Saint-Sulpice défendirent de recevoir sa confession et de lui donner les sacrements, à moins que la Mouchy et Riom, son amant, eussent quitté la maison. Il fallut céder. La Mouchy et Riom s'éloignèrent, et la princesse mourut dans des sentiments de repentir. Par décence, on ne lui fit pas faire d'oraison funèbre.

Cette digne fille du régent avait des imitateurs dans sa famille. La reine d'Espagne, sa sœur, porta au-delà

Digitized by Google

des Pyrénées la plus effrayante corruption : « Je voudrais bien que vous ne sussiez rien des nouvelles d'Espagne, écrivait Voltaire à une amie le 20 juillet, j'aurais le plaisir de vous apprendre que le roi d'Espagne vient de faire enfermer madame son épouse, fille de feu M. le duc d'Orléans, laquelle, malgré son nez pointu et son visage long, ne laissait pas de suivre les grands exemples de mesdames ses sœurs. On m'a assuré qu'elle prenait quelquefois le divertissement de se mettre toute nue avec ses filles d'honneur les plus jolies, et, en cet équipage, de faire entrer chez elle les gentilshommes les mieux faits du royaume. » Le visage se couvre de rougeur en écrivant de pareilles choses, mais il faut les rapporter pour peindre l'histoire.

Un de ces horribles fléaux qui apparaissent de temps en temps dans le monde pour l'effrayer et en même temps pour le ramener au sentiment du devoir, désola alors l'une de nos plus grandes cités. En 1720, une peste telle qu'on en avait peu vu en Europe envahit Marseille, et de là se répandit dans toute la Provence. Le capitaine Châtaud, venant de Tripoli, où il avait dû déposer quelques Turcs qu'il avait à bord, avait pris, en Orient, une maladie pestilentielle, et, quoiqu'il eût traversé des régions atteintes du mal redoutable, il avait reçu de tous les lieux qu'il parcourut des patentes nettes. Cependant trois Turcs et trois matelots moururent de la peste dans la traversée; malgré cela, le capitaine fut admis à Marseille sans subir la quarantaine. Peu après sa rentrée dans sa maison, Châtaud et toute sa famille furent enlevés par le fléau, qui put faire des progrès d'autant plus libres, que les médecins niaient la nature du mal et le regardaient

Digitized by Google

comme une affection ordinaire. Enfin un jeune médecin nommé Peyssonnel, qui avait suivi avec le plus de courage le développement du mal naissant, fit connaître la nature de la maladie, ce qui détermina le parlement de Provence à défendre, sous peine de mort, toute communication entre les habitants de la province et la ville de Marseille. Tout en faisant cette déclaration, le Parlement, dans le but sans doute de rassurer les esprits, attesta que la maladie qui décimait Marseille n'était point pestilentielle. Cette déclaration avait un grave inconvénient, celui d'engager les citoyens des campagnes voisines à se rendre dans la ville, où ils pouvaient faire des profits considérables.

Au début, on éprouvait de profondes douleurs de tête, des nausées suivies de vomissements, une prostration générale, des vertiges et un état fébrile. Le mal saisissait quelquefois les malades avec tant de violence, qu'ils périssaient sans aucun signe précurseur; mais le plus grand nombre « succombait le second ou le troisième jour, surtout s'il ne survenait ni bubons ni exanthèmes, ou si ces éruptions étaient incomplètes. Passé le troisième jour, il y avait espoir de guérison. Les prescriptions de quelques médecins furent, dans les premiers instants, non moins bizarres qu'inefficaces, et devinrent même nuisibles. Par exemple, on alluma de grands feux pendant trois jours sur les places publiques et devant les maisons infectées; on brûla du soufre pour purifier les hardes, les habits et les demeures des pestiférés. Or, l'air ainsi chargé de vapeurs noires et brûlantes, rendait encore plus intolérables les ardeurs de l'été, et, comme on devait s'y attendre, la contagion n'en de-

Digitized by Google

vint que plus active. Chirac, premier médecin du régent, ne resta pas au-dessous de cette extravagance, et, non content de protester contre la nature contagieuse de la peste, il ne vit rien de mieux à faire *que de payer des violons et des tambours pour donner occasion aux jeunes gens de s'égayer, et pour bannir ainsi la tristesse et la mélancolie.* »

La peste causa bientôt une telle frayeur, que les habitants de la ville abandonnèrent leurs maisons pour se retirer dans des vaisseaux, où la mort allait les frapper. Toutes les administrations quittèrent les murs de la cité et la laissèrent à son malheureux sort. Un homme dont le dévoûment fut célébré par toutes les bouches, et dont le nom demeurera à jamais comme témoin de ce que peut le christianisme, contribua beaucoup, par sa présence, à relever les courages et à ramener quelques citoyens à leurs devoirs.

M. de Belzunce, évêque de Marseille, demeura à la tête de son troupeau, tandis que tout le monde fuyait. Le Chef de l'Eglise, touché du malheur des Marseillais et de l'exemple de leur évêque, envoya trois mille charges de blé aux habitants de Marseille, et publia *des indulgences en faveur de ceux qui donneraient à boire et à manger à ceux qui étaient soupçonnés d'être atteints du mal.*

Ces encouragements engagèrent les échevins à seconder les efforts de Mgr de Belzunce, et contribuèrent beaucoup à pourvoir aux besoins et à l'approvisionnement de la cité. Les membres du clergé surtout, religieux et pasteurs, donnèrent des preuves du plus sublime dévoûment.

Digitized by Google

Enfin, au mois d'août 1721, la peste finit à Marseille, après avoir enlevé quarante mille individus dans l'intérieur de la place et dix mille au dehors. Le mal s'étendit bientôt dans les villes du voisinage : Toulon perdit seize mille âmes.

Ce qui consola au milieu de ce désastre général, c'est le zèle des gens de bien : il s'établit entre toutes les classes, entre les riches et les pauvres, les ecclésiastiques et les laïques, une heureuse émulation ; même des courtisanes demandèrent à servir dans les hôpitaux, pour racheter leurs péchés par le sacrifice de leur vie.

Paris fut éprouvé par une autre maladie, par la petite vérole, qui exerçait des ravages si affreux avant la découverte de la vaccine : elle enleva dans la capitale vingt mille personnes.

Dès avant que ces fléaux (1715) éprouvassent la nation, et au milieu d'une agitation intérieure si mesquine, si misérable, qu'elle serait un objet de ridicule et de plaisanterie si elle n'avait eu des conséquences malheureusement trop sérieuses pour l'avenir, le gouvernement bouleversait aussi nos relations à l'extérieur. Nous avions des rapports avec trois nations principales : l'Empire, l'Angleterre et l'Espagne.

Pour mieux sentir avec quelle imprévoyance les affaires de ce monde sont conduites, il faut remarquer que le sultan, ennemi acharné de la maison d'Autriche, après être demeuré en paix pendant la longue guerre que nous avions eu à soutenir pour la succession d'Espagne, prit les armes aussitôt que les Français, accablés par le malheur, eurent fait la paix, et attaqua le Péloponèse, qui était demeuré aux Vénitiens.

Digitized by Google

Obligé, par les traités qui liaient l'Empire à Venise, de faire la guerre aux Turcs, l'empereur mit à la tête de son armée le prince Eugène, qui s'était déjà signalé contre ces ennemis du nom chrétien par une victoire fameuse, et qui les battit de nouveau en plusieurs circonstances. Dans cette guerre, il mit le comble à sa gloire en imposant la paix de Passarowitz.

Afin de profiter de la nouvelle situation de la France, Walpole, ministre de George, roi d'Angleterre, résolut de payer au confident du régent une pension considérable. Dubois, qu'on a accusé d'avoir, pour gagner en conscience son argent, et peut-être en mériter davantage, abandonné la politique suivie par Richelieu, Mazarin, Lionne et de Torcy, ne livra pas, autant qu'on l'a dit, nos intérêts entre les mains de nos ennemis. Ces grands ministres n'avaient eu qu'un seul mobile, empêcher l'agrandissement de toute puissance qui pourrait écraser les autres, soit sur terre, soit sur mer. Nous n'avions sans doute rien à redouter sur terre, la division des Etats était telle qu'aucun ne pouvait se flatter de devenir le maître des autres. Mais il n'en était pas de même sur la mer. L'Angleterre avait pris un tel ascendant sur mer, que tout homme réfléchi devait trembler de voir sur cet élément une maîtresse qu'il fallait affaiblir. Et comment était-il possible de contre-balancer la puissance maritime de l'Angleterre? en soutenant les nations secondaires qui avaient une marine, en s'alliant surtout à l'Espagne, obligée par ses immenses possessions d'outre-mer d'avoir de nombreux vaisseaux. Loin de s'unir au roi d'Espagne, dont l'établissement nous avait tant coûté, Dubois fit avec l'Angleterre un traité dont un

Digitized by Google

article portait cette humiliante disposition : « Le régent s'engage à achever la démolition de Dunkerque et du canal de Mardick. » La Hollande accéda à ce traité; l'empereur l'adopta aussi, ce qui lui fit donner le nom de *traité de la quadruple alliance;* et nous fûmes les amis de nos ennemis naturels ; et on parut vouloir relever les Pyrénées abattues par Louis XIV.

La France réclama tout d'une voix et se souleva d'indignation contre cette incroyable politique : « Il lui semblait insensé de se proposer de lier avec cette puissance (l'Angleterre) une amitié véritable, qui ne serait jamais que frauduleuse et traîtresse, jamais offerte ou acceptée que dans l'unique vue de diviser la France d'avec l'Espagne, et d'en profiter.»

Le régent ne persista pas moins dans ses desseins, et la division entre les deux nations amies devint complète. Constatons d'abord la situation de l'Espagne.

Philippe V n'était plus en Espagne ce beau et vaillant prince d'Anjou qui avait fait l'honneur et l'orgueil de la maison royale de France. Après avoir perdu sa première femme, qui l'avait dominé et sauvé par son génie, il avait épousé Elisabeth Farnèse, qui avait conçu pour lui un amour jaloux et frénétique. Elle le suivait partout, à la chasse, au conseil, épuisant ses forces et même son intelligence. Saint-Simon le vit en 1721; il nous fait de ce prince le triste portrait qui suit : « Il me fallut » chercher les souvenirs, dit-il, dans son visage fort al» longé, changé, et qui disoit encore beaucoup moins » que lorsqu'il étoit parti de France. Il étoit fort courbé, » rapetissé, le menton en avant, fort éloigné de sa poi» trine; les pieds tout droits, qui se touchoient et qui se

Digitized by Google

» coupoient en marchant, quoiqu'il marchât vite, et les » genoux à plus d'un pied l'un de l'autre (le roi avoit » trente-neuf ans). Ce qu'il me fit l'honneur de me dire » étoit bien dit, mais si l'un après l'autre, les paroles si » traînées, l'air si niais, que j'en fus confondu. Un jus- » taucorps sans aucune sorte de dorure, d'une manière » de bure brune, à cause de la chasse où il devoit aller, » ne relevoit pas sa mine ni son maintien (1). »

Elisabeth Farnèse avait trouvé à la cour d'Espagne Jules Albéroni, qui devait jouer un grand rôle. Albéroni avait une stature courte et ronde, un visage d'une largeur démesurée, une tête énorme; tout cet ensemble formait une masse grotesque; mais lorsqu'il parlait, que sa figure s'animait, on perdait de vue la grossièreté de l'enveloppe pour ne considérer que la richesse du fond, l'éclat de son élocution et le son enchanteur de sa voix. Il s'était tellement rendu maître de lui, qu'il parvint à travailler dix-huit heures par jour, à ne dormir que trois heures et à ne faire qu'un seul repas de cénobite.

Le cardinal Albéroni, honteux de l'état de misère dans lequel se trouvait l'Espagne, avait résolu de la relever aux yeux du monde et de lui rendre sa prépondérance. Il parvint en peu de temps à mettre de l'ordre dans les finances, à rendre l'armée espagnole respectable, à rétablir principalement les forces maritimes. Il forma surtout deux grands projets : donner à l'Espagne les provinces qui lui étaient nécessaires pour agir, si elle le voulait, du côté de l'Italie, et spécialement abattre l'Angleterre, sa grande rivale sur mer. La Sardaigne, la Si-

(1) Saint-Simon, tom. XIX, pag. 42.

Digitized by Google

cile surtout lui paraissant indispensables à la sécurité de l'Espagne, il forma le plan de s'en rendre maître. Dans le dessein d'abattre l'Angleterre, il voulait changer sa constitution et lui donner le gouvernement absolu, avec le fils de Jacques II. Pour l'exécution de ces différents projets, il fit alliance avec la Turquie, qui se chargea d'attaquer l'Autriche, et avec le czar de Russie et le roi de Suède, Charles XII, qui devaient rétablir Jacques III. La France s'étant alliée à l'Angleterre, il noua des intrigues avec le duc du Maine, et forma le dessein de donner à Philippe V la régence du royaume de France pendant la minorité de Louis XV. Il se fût ainsi trouvé le premier ministre de la France et de l'Espagne.

L'abbé Dubois, après avoir fait humilier les princes légitimés et le Parlement, résolut d'atteindre l'Espagne et Albéroni qu'il regardait comme les principaux soutiens du duc du Maine et de ses prétentions; mais, pour cela, il sentait qu'il avait besoin de s'élever plus haut, d'arriver au cardinalat et à la dignité de premier ministre, qu'il devait aussi détruire les conseils et les remplacer par des ministres, parce qu'il lui serait plus facile de dominer huit hommes que soixante-dix. Il répondait ainsi aux vues de Georges Ier, roi d'Angleterre, qui lui payait 40,000 livres sterling de pension pour s'opposer aux vues de l'Espagne. Il lui fallait une conspiration pour amener un tel changement et se faire approuver comme indispensable; il en trouva une au petit-pied.

La duchesse du Maine, liée particulièrement à l'ambassadeur d'Espagne, prince de Cellamare, afin d'ôter la régence au duc d'Orléans, ourdit une conspiration. Mais

Digitized by Google

ces vastes projets conduits dans l'ombre, capables, ce semble, de produire de grands effets, furent, comme beaucoup d'autres, découverts par une circonstance singulière qui tient aux mœurs déplorables du temps dont nous parlons.

Le prince de Cellamare, ambassadeur du roi d'Espagne à Paris, chargé de conduire cette affaire, avait pour secrétaire et agent intime un jeune abbé nommé Porto-Carrero, qui faisait son apprentissage diplomatique. Dubois, ne pouvant point découvrir le fond des pensées du ministre espagnol, résolut de recourir à un moyen digne de lui. Ayant eu de longues relations avec une fille publique nommée *Fillon*, dont il se servait pour fournir des maîtresses à tous ceux qu'il désirait perdre et corcompre, il la chargea d'en trouver une assez habile non-seulement pour entraîner Porto-Carrero dans une intrigue amoureuse, mais encore pour lui arracher une partie de ses secrets et lui prendre des pièces qui pussent les confirmer. La Fillon remplit sa mission au gré du ministre. Une fille parisienne parvint à s'insinuer auprès de Carrero et tira adroitement de sa poche un rouleau de papier contenant des billets de banque et des lettres assez importantes. La fille de joie conserva pour elle les billets et porta les lettres à la Fillon, qui les fit remettre à l'abbé Dubois. Bien que ces lettres ne renfermassent aucune preuve évidente d'une manœuvre destinée à produire une révolution, cependant les mots de mettre le feu aux poudres firent soupçonner qu'il y avait une grande trame. Porto-Carrero, effrayé de la saisie de ses papiers, après avoir en vain recherché la fille qui avait enlevé son portefeuille, se sauva et fut malheureusement arrêté. On n'eut

Digitized by Google

plus de doute alors que le ministre d'Espagne s'était uni avec quelques grands personnages de France pour arracher la régence au duc d'Orléans.

Le cardinal Albéroni voulait en même temps amener une révolution en Angleterre, avons-nous dit, et rétablir sur le trône de ses pères le fils de Jacques, roi d'Angleterre. Il s'était principalement appuyé sur Charles XII, roi de Suède; malheureusement ce héros aventurier alla périr devant une petite place de la Norvége. Comme l'Espagne avait déjà fait de grands préparatifs, elle ne voulut pas qu'ils fussent inutiles, elle les employa à faire la conquête de la Sicile et de la Sardaigne.

Albéroni avait échoué dans ses vastes projets. Les Turcs, qu'il engageait à continuer la guerre contre l'Empire, venaient de faire leur paix avec Charles VI; la guerre civile n'avait éclaté ni en France ni en Angleterre; il dut donc s'attendre à avoir pour adversaires décidés l'empereur d'Autriche et les rois de France et d'Angleterre.

Cependant l'ambassadeur de France à Madrid ourdissait de son côté contre l'Espagne une conspiration bien autrement importante que celle de Cellamare; elle tendait au renversement du trône d'Espagne; mais elle fut découverte. L'ambassadeur parvint à s'échapper, laissant toutefois dans sa voiture des personnes supposées, et c'est ainsi qu'il put se sauver à cheval avec sa femme et atteindre la frontière à temps.

Plusieurs grands personnages furent arrêtés en France pour la part qu'on leur attribuait dans la conspiration. Le duc du Maine, arrêté à Sceaux, se laissa transporter dans la prison de Doullens, sans plainte ni murmure,

Digitized by Google

se contentant de prier sans cesse. Sa femme, sœur du duc d'Orléans, fut aussi arrêtée, mais elle ne fut pas si endurante; elle vomit contre M. le duc tout ce que la rage soutenue d'esprit peut imaginer de plus injurieux. Restait le comte de Toulouse. Lorsqu'il connut l'arrestation du duc et de la duchesse du Maine, il alla trouver le duc d'Orléans; il lui dit nettement qu'il regardait le roi, le régent et l'Etat comme une seule et même chose; qu'il l'assurait qu'on ne trouverait jamais rien en lui de contraire au service et à la fidélité qu'il leur devait, qu'il ne se mêlerait jamais de cabale ni d'intrigues.

Chose singulière et incompréhensible dans un état normal où toutes les affaires seraient bien conduites : on vit la France s'unir à l'Angleterre pour faire la guerre à l'oncle de Louis XV, à ce Philippe V que Louis XIV avait établi au prix de tant de sang et d'argent. Ce n'est là encore que la moindre des anomalies. Le duc de Berwick, qui avait gagné des batailles pour affermir le trône du roi d'Espagne, était placé à la tête des armées françaises, tandis que son fils commandait l'armée espagnole. Comme s'il n'y avait pas eu assez de contradictions dans toute cette guerre, le père écrivait à son fils pour lui recommander de bien se battre, et lui donnait peut-être des instructions sur la manière dont il fallait se conduire pour vaincre les Français qu'il commandait. La Motte-Houdard fut chargé de rédiger un manifeste qui fut publié sans porter aucune signature. Il semblait, en effet, qu'on sentait la honte d'une guerre contre un prince qui, pour rappeler qu'il était français et de la grande race des Bourbons, avait mis sur ses drapeaux les trois fleurs de lis.

Digitized by Google

On lisait dans ce manifeste : « Sa Majesté, avec le roi » de la Grande-Bretagne, n'a rien négligé pour arrêter » le feu que l'Espagne allumoit; elle a employé tous ses » officiers pour ménager entre l'empereur et le roi d'Es- » pagne un accommodement aussi avantageux qu'ho- » norable au roi catholique... Mais comme on ne pou- » voit s'assurer que le ministre du roi d'Espagne modé- » rât l'ambition de ses projets, et qu'il n'étoit pas juste » que le repos de l'Europe dépendît de son opiniâtreté » ou de ses vues secrètes, Sa Majesté et le roi de la » Grande-Bretagne n'ont pu refuser, aux instances qui » leur ont été faites, de convenir, suivant l'usage fré- » quemment pratiqué dans les occasions importantes, » que si quelqu'un des princes intéressés refusoit de » consentir à la paix, ils réuniroient leurs forces pour » l'y obliger. »

Pour tenir tête à l'orage qui se préparait contre eux, Albéroni et le duc du Maine avaient compté sur une insurrection en Bretagne, parce que cette province, toujours amie de ses franchises, ayant refusé en 1717 d'accorder par acclamation le don gratuit demandé pour le jeune roi, avait vu casser ses Etats en punition de ce refus. Comme on ne doutait point que si cette province trouvait un motif de rébellion, elle ne le saisît avidement, Albéroni et ses partisans en France se formèrent un grand parti en Bretagne, avec l'espoir qu'il s'étendrait de là dans les autres provinces du royaume. Une flotte espagnole fut, en conséquence, armée pour déposer en Bretagne des troupes et des armes. Mais la flotte ne put opérer ce débarquement.

Dubois qui était parvenu à saisir les fils de la conspi-

Digitized by Google

ration, principalement par la saisie des papiers de Porto-Carrero, et en faisant arrêter le duc et la duchesse du Maine, les relâcha après quelques mois de détention dans les châteaux de Doullens et de Châlons; il se saisit aussi des Bretons membres du complot; mais il se montra beaucoup plus rigoureux à leur égard. Une commission spéciale, établie à Nantes pour les juger, arracha à quelques-uns des secrets importants. Quatre d'entre eux eurent la tête tranchée; seize autres, qui avaient pris la fuite, furent condamnés par contumace à la même peine. On accorda une amnistie à tous ceux qui n'avaient pas été jugés, à l'exception de dix qui, à la grâce toujours flétrissante d'une amnistie, préférèrent aller chercher un asile à l'étranger.

Albéroni n'était pas seulement malheureux en France; il éprouvait des revers partout. La flotte espagnole qui devait opérer sur les côtes de Sicile, fut détruite devant Syracuse par les Anglais; celle qui avait transporté Jacques III sur les côtes de l'Angleterre, avait été en partie anéantie par la tempête, et les débris en avaient été livrés aux flammes par les Anglais. L'armée espagnole, après la défense héroïque de Messine, avait été chassée de la Sicile par une armée autrichienne soldée par la France et qu'avaient amenée des vaisseaux anglais.

Le maréchal de Berwick pénétrait en Espagne, soumettait la Catalogne, s'emparait de Saint-Sébastien et détruisait les chantiers de la marine espagnole au Passage et à Santogna, « afin, écrivait-il au régent, que le gouverne-» ment anglais puisse faire voir au Parlement qu'on n'a » rien négligé pour diminuer la marine d'Espagne. »

L'Angleterre triomphait : la marine française était

Digitized by Google

détruite par le gouvernement qui venait encore d'anéantir celle de l'Espagne; elle put alors se dire avec orgueil : « Je suis la reine des mers! » Le roi d'Espagne, après avoir essayé un instant de se défendre, finit par abandonner son ministre et par accorder toutes les satisfactions demandées. Il abandonna la Sicile et la Sardaigne, et crut obtenir beaucoup par l'expectative du duché de Parme et de Toscane qu'on lui laissait en faveur de don Carlos, son fils.

Albéroni, obligé de quitter l'Espagne après s'être vu sur le point de jouer le rôle le plus brillant en Europe, se rendit à Gênes, où Philippe le fit arrêter comme coupable d'intelligence avec le Turc. Il l'était effectivement, et c'est sans doute le premier cardinal qui ait invité les infidèles à répandre le sang chrétien. Innocent XIII fit examiner, par des commissaires du Sacré-Collége, la conduite de leur collègue. Albéroni fut renfermé un an chez les jésuites de Rome; mais son esprit remuant ne le quitta pas. On connaît son entreprise sur la petite république de Saint-Marin, qui ne lui réussit pas plus que celles qu'il avait tentées sur de plus puissants royaumes. L'inaction est mortelle pour un ambitieux, et celui-là eût voulu deux mondes pour avoir le funeste plaisir de les bouleverser. Ce cardinal mourut en 1752, âgé de 87 ans, avec la réputation d'un ministre plus intrigant que politique, aussi ambitieux que Richelieu, aussi souple que Mazarin, mais plus imprévoyant et moins profond que l'un et l'autre. On a publié, après sa mort, un prétendu testament politique, imprimé sous son nom, et qui, peut-être, n'est pas indigne de lui; mais il n'a fait illusion à personne.

Digitized by Google

S'il y avait un étrange renversement de principes dans la guerre faite à l'Espagne et dans l'alliance avec l'Angleterre, notre ennemie de tous les temps, la manière dont on procédait à l'intérieur, présentait quelque chose de plus insolite encore. Le premier soin du régent avait été d'ordonner une exacte recherche de tous les traitants du dernier règne qui avaient, il est vrai, beaucoup abusé de la fortune publique pour s'enrichir au milieu de la misère de tous. Dans cette recherche il n'y eut ni équité ni principe de justice; on rançonna à tort et à travers ceux qui avaient secouru l'Etat dans sa détresse.

Malgré le triste état des finances, le régent commença bientôt à prodiguer de toutes mains soit de l'argent, soit les survivances des grandes charges que Louis XIV s'était fait une règle de refuser, pour ne pas engager l'avenir. Les grands officiers de la couronne se disputaient les dépouilles du dernier roi. Le duc de La Rochefoucauld réclama la garde-robe; le régent y ajouta les pierreries qui n'étaient pas de la couronne. Le duc de Trèmes, premier gentilhomme de la chambre, se fit livrer tout l'ameublement de l'appartement dans lequel le roi était mort; Le Grand voulut avoir toute la dépouille de la grande écurie; de Beringhen, premier écuyer, toute celle de la petite écurie, et à ce titre tous les carrosses et attelages du roi. Des gratifications magnifiques furent accordées aux principaux officiers : quatre cent mille écus au chancelier, cinq cent mille au duc de Guiche, huit cent mille à de Torcy, qui donna sa démission de ministre des affaires étrangères; trois cent cinquante mille à Desmarets, cinquante mille écus à M^me^ de Ven-

Digitized by Google

tadour, gouvernante du jeune roi. En un mot, tout fut donné, places, argent, meubles, en sorte qu'il ne restait au nouveau roi qu'un trésor vide, un palais dépouillé et des charges aliénées pour deux générations (1).

Cependant il fallait de toute nécessité faire face à la dette de deux milliards, somme énorme dont les guerres et un peu le faste de Louis XIV avaient chargé le royaume. Il y avait en billets au porteur, actuellement exigibles, sept cent-dix millions; les intérêts de la dette publique se montaient à quatre-vingt-six millions; ces deux dettes réunies formaient un capital de plus de deux milliards. Quand le régent contempla cette dette prodigieuse, et qu'il ne trouva dans le trésor que huit cent mille livres d'argent comptant, il fut dans un embarras extrême. Le fameux duc de Saint-Simon, qui s'est toujours montré plein de mépris pour ce qu'il nommait les *gens de peu*, conseilla la banqueroute, sous prétexte que le nouveau règne n'était point tenu des dettes contractées par le précédent. Pour la moralité du principe, il aurait donc dû dire que le nouveau gouvernement ferait abandon aux créanciers de tous les biens meubles et immeubles appartenant à l'Etat. Mais il ne s'inquiétait pas de si peu. Le régent eut assez d'honneur pour repousser ce moyen odieux et coupable, et s'appliqua à rechercher ce qui pourrait augmenter les revenus du trésor sans cependant fouler le peuple. Depuis 1689, Louis XIV ayant accordé beaucoup de lettres de noblesse, sans doute pour récompenser un grand nombre de personnes qui avaient utilement servi l'Etat, il les abolit afin

(1) Saint-Simon, tom. XIII, pag. 251.

Digitized by Google

d'augmenter le nombre des terres imposables. Il put ainsi diminuer l'impôt qui pesait sur le peuple. Afin de protéger l'agriculture et de déterminer un grand nombre de citoyens à s'y adonner, une lettre circulaire, adressée aux intendants des provinces et renouvelant la fameuse prescription de Colbert, leur ordonna de tenir la main à ce que les collecteurs, procédant par voie d'exécution contre les taillables, n'enlevassent point les chevaux et bœufs servant au labourage, ni les lits, habits, ustensiles et outils avec lesquels les ouvriers et artisans gagnaient leur vie.

C'est aussi dans la vue de protéger l'agriculture que la liberté du commerce des grains fut établie entre toutes les provinces; on permit même l'exportation, à la seule condition de faire connaître la quantité de grains qu'on se proposait d'exporter hors du royaume.

L'impôt foncier ne pouvait pas suffire à la solde de la dette, il fallut chercher le moyen de créer des revenus. L'Etat ayant déjà beaucoup souffert de la variation des monnaies, on ordonna une refonte générale dont on espérait tirer un grand profit, parce qu'on voulait élever de beaucoup la valeur nominale du numéraire. Ainsi les louis d'or anciens devaient être cotés vingt livres au lieu de quatorze, et les pièces de trois livres et demie cinq livres. C'était, comme on le voit, un bénéfice de plus d'un cinquième pour l'Etat sur le numéraire existant en France. On avait espéré qu'on verrait pour plus d'un milliard d'espèces à la Monnaie, et il ne s'en présenta que pour trois cent quatre-vingt millions.

Un des grands moyens d'augmenter les ressources du trésor fut, comme nous l'avons déjà observé, de pour-

Digitized by Google

suivre les traitants. Dans la recherche des fournisseurs de l'Etat on atteignit quatre mille quatre cent soixante-dix chefs de famille, qu'on menaça de faire passer par la Chambre ardente. L'effroi fut tel, que les uns se suicidèrent, d'autres devinrent fous, beaucoup essayèrent de se sauver, un plus grand nombre furent exécutés; enfin, aux prières des roués, des princes, des intrigants, des femmes perdues, le régent leur accorda la vie. En établissant la Chambre ardente, le ministère avait espéré percevoir au moins trois cents millions : il n'en toucha guère que deux cents, dont le tiers à peine entra dans les coffres de l'Etat.

Pour diminuer les charges, on fit dans les troupes une réduction de vingt-cinq mille hommes; et comme il était à craindre que ces soldats ne se livrassent au vagabondage ou à une industrie coupable, on accorda des priviléges à ceux qui s'adonneraient à l'agriculture. Par un examen approfondi des rentes et des créances, on réduisit au denier vingt-cinq des rentes qui étaient au denier douze; les rentes viagères créées en 1714 et 1715, dont le capital avait été fourni moitié en numéraire et moitié en effets décriés, furent réduites d'un quart.

L'opération la plus fameuse fut celle du visa, dont les frères Pâris furent les auteurs. Les frères Pâris, nés dans un cabaret du Dauphiné, s'étant élevés de simples munitionnaires au rang des premiers financiers de l'époque, furent chargés d'examiner toutes les lettres des effets royaux, d'en rechercher la valeur réelle et de les convertir en une seule espèce de billets qui, étant uniforme, faciliterait beaucoup la comptabilité. Tous les billets qui ne furent pas trouvés réguliers furent éliminés, ce qui

Digitized by Google

réduisit les sept cent dix millions de dettes à six cents millions. Après cette première opération il s'en fit une seconde non moins importante et beaucoup plus difficile, c'était la réduction des billets en valeur proportionnelle. La dette se trouva ainsi réduite à deux cent cinquante millions, dont l'intérêt fut fixé à quatre pour cent. Il est difficile de croire qu'une pareille réduction fût fondée sur la justice; il y avait là une banqueroute simulée.

Tous ces expédients ayant été insuffisants, le régent accepta les plans d'un fameux agioteur, du célèbre Law. Jean Law, né à Edimbourg en 1671, d'un père banquier et orfèvre, reçut une éducation distinguée, voulut voyager, connaître le monde et suivre les matières de finances. Arrivé à Londres, il y étudia le crédit public et les matières commerciales.

Après avoir acquis une connaissance approfondie du système de crédit alors en vigueur en Angleterre, il se rendit à Amsterdam, s'appliqua à l'étude du système financier de la Hollande, se mit en rapport avec les plus célèbres maisons de commerce, et fut initié à la manière d'opérer de la banque d'Amsterdam. Il se forma dès-lors un grand système financier, qui, selon lui, devait faire disparaître la gêne dans toutes les transactions commerciales.

Après avoir vainement tenté d'établir son système en Ecosse, il quitta son pays, passa à Bruxelles, d'où il se rendit à Paris. Louis XIV vivant encore, il n'osa proposer un système qui eût été repoussé par un monarque trop éclairé pour se laisser duper par des utopies. Il se rendit en Piémont, où il ne fut pas heureux. Après la mort de Louis XIV, Law accourut en France et fit adop-

Digitized by Google

ter ses idées sur la puissance du crédit : « Les notions sur les capitaux et sur le rôle qu'ils jouent dans l'industrie, non-seulement étaient alors fort confuses, mais elles le sont encore aujourd'hui. La circulation des billets d'Etat avait accoutumé à croire qu'un papier sans valeur intrinsèque peut remplacer presque absolument le numéraire. De nouveau on voyait des familles très opulentes n'avoir pour patrimoine que des rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville. On en concluait que l'Hôtel-de-Ville, en créant des rentes, produisait des richesses immatérielles, un capital qui s'ajoutait aux autres capitaux de la nation, et qui pouvait comme eux animer l'industrie. On commençait donc à parler du pouvoir créateur du crédit. Il paraît que ce fut là l'erreur de Law. Il crut qu'il dépendait de la seule opinion publique, dirigée et secondée par le gouvernement, de créer, par la seule confiance, de nouvelles richesses, avec un pouvoir sans limites. Il proposait, en conséquence, que la nation et le gouvernement fissent usage de leur crédit pour soulager les finances publiques, et pour donner de l'activité au commerce et à toutes les industries utiles. Il ne savait pas, mais il semble qu'aujourd'hui encore la plupart des hommes ne le savent pas non plus, que le crédit ne crée rien, qu'il déplace seulement des richesses préexistantes; qu'il met en jeu les valeurs qu'il emprunte. Ainsi la nation qui se donne un papier-monnaie, emprunte seulement la valeur d'une certaine portion du numéraire déjà circulant, qu'elle remplace par des promesses de la restitution en nature à la première réquisition. Ainsi encore la nation qui constitue des rentes perpétuelles, s'engage seulement à les payer avec une partie des reve-

Digitized by Google

nus des contribuables. Le crédit paraît, il est vrai, créer un capital immatériel, correspondant à cette rente au taux courant de l'intérêt, mais il ne fait ainsi autre chose que grever tous les biens et l'industrie future des contribuables, d'un capital égal à celui qui représente cette rente, et qu'en général l'Etat a emprunté. Ainsi le crédit donne des facilités pour les opérations de finances, mais il n'enrichit point une nation, car la quantité positive de richesses qu'il met à sa disposition est toujours compensée par la quantité négative qu'il met à sa charge.

» Il en résulte que le crédit peut être utile, mais qu'il y a des limites qu'il faut se garder de dépasser. Law ne connaissait point ces limites; il croyait avoir donné naissance au crédit, s'il éblouissait l'imagination, s'il donnait au peuple de la confiance dans cette création magique de richesses dont il croyait disposer; et quand il offrait à un gouvernement prodigue, désordonné, indifférent sur l'avenir, se jouant de toutes ses promesses, le moyen de le faire nager dans l'abondance, il était sûr d'être écouté. Law eut cependant la sagesse de vouloir marcher par degrés; la banque qu'il avait proposée fut établie au mois de mars 1716, avec un capital nominal de six millions, et aussi longtemps qu'elle se borna à substituer ses billets à une portion si limitée du numéraire de la capitale, et à les payer à présentation, elle prospéra et rendit de vrais services à l'Etat (1). »

Si Law se fût borné à établir une grande banque de commerce, comme il y en avait en Suède, à Venise, en

(1) Sismondi, tom. XXVI, pag. 260.

Digitized by Google

Hollande, il eût rendu un grand service à la France. Pour que toute espèce de banque puisse prospérer, il faut qu'elle ait des valeurs réelles, soit argent, soit biens fonds, proportionnées à l'émission de ses billets; car si elle vient à créer une série de billets sans autre fondement qu'un commerce imaginaire, sans autre réalité que les brouillards de la mer, il est évident que tous ceux qui se confient en elles finissent par être dupes. C'était là le grand vice de Law, qui s'appliqua tout d'abord à déprécier l'argent monnayé et à persuader que le papier pouvait très utilement le remplacer. Afin d'amener l'argent à la Monnaie et de le faire échanger contre ses billets, il fit tout à coup l'opération la plus étrange et en même temps la plus captieuse, ce fut de relever subitement l'argent d'un tiers et de donner aux nouvelles monnaies une valeur nominale beaucoup plus forte que l'ancienne. Le marc d'argent, qui valait alors quarante livres, fut élevé à soixante livres, en sorte que celui qui allait à la Monnaie ou aux banques s'y présentait avec quarante francs et en rapportait soixante. Il n'y avait plus de valeur intrinsèque; mais puisque dans les transactions du gouvernement, dans le paiement des impôts, on ne recevait les pièces que pour la valeur inscrite sur les monnaies, il s'ensuivait que celui qui voulait conserver ses vieilles espèces éprouvait une perte réelle d'un tiers. L'ouvrier surtout était content quand, avec quatre francs, il pouvait en obtenir six. La multitude, entraînée par l'espoir imaginaire d'un gain présent, échangeait en foule son peu d'or contre des billets.

Le Parlement, qu'on accusait d'être routinier de son naturel, ennemi de toute nouveauté, et trop effrayé des

Digitized by Google

conséquences du système de Law, résolut de faire des remontrances au régent. Il lui eût fallu de grandes connaissances en matières financières, et malheureusement il n'en avait pas. Il se trompa sur l'évaluation de l'argent; il ajouta à cette erreur de calcul une erreur encore plus grande, en prononçant ces paroles : « A l'é-» gard de l'étranger, si nous tirons sur lui un marc d'ar-» gent, dont la valeur intrinsèque n'est que de vingt-» cinq livres, nous serons forcés de lui payer soixante » livres, et ce qu'il tirera de nous, il nous le paiera dans » notre monnaie, qui ne lui coûtera que sa valeur intrin-» sèque. »

La valeur intrinsèque d'un marc d'argent n'est ni vingt-un, ni trente, ni quarante livres ou francs, mots qui, par eux-mêmes, ne signifient que ce qu'on peut leur faire signifier. La valeur réelle de l'argent est le poids, et c'est seulement par le poids qu'il est possible d'arriver à établir l'égalité avec l'étranger, qui a aussi ses dénominations, peu correspondantes avec le poids.

Le régent répondit au Parlement avec beaucoup de modération, et lui dit ces propres mots : « J'ai pesé les » inconvénients, mais je n'ai pu me dispenser de donner » l'édit; je les ferai pourtant de nouveau examiner pour » y remédier. »

Cette réponse, qui témoignait du bon vouloir du régent, prouvait en même temps son incapacité en matière de finances. Comment un homme chargé du pouvoir pouvait-il adopter des mesures dont les conséquences étaient immenses, sans les connaître et sans les avoir suffisamment appréciées?

Le Parlement, poussé par les hommes les plus sages,

Digitized by Google

se réunit dès le lendemain pour prendre de nouvelles mesures. En conséquence, un arrêt fut rendu et adopté par cent soixante-cinq membres, qui défendait d'obéir aux édits formulés sur ce point. Le régent, après avoir cassé cet arrêt, comme attentatoire aux prérogatives du roi, et avoir fait placer deux compagnies de gardes à l'hôtel de la Monnaie, consentit cependant à ce que le jeune monarque reçût une députation du Parlement. Sept présidents et trente-deux conseillers se rendirent gravement au Louvre, espérant, par cette démarche, faire une vive impression sur le peuple. Mais telle était la fureur du jeu causée par le système de Law, que la multitude se serait plutôt soulevée pour sa défense, si l'on avait osé l'attaquer.

Non content d'avoir déjà uni à sa banque une grande partie des ressources de l'Etat, le célèbre étranger, voulant les posséder toutes, y réunit encore la Compagnie d'Occident et la ferme du tabac, dont les revenus étaient considérables. Le Parlement, ne sachant quelles mesures prendre, osa défendre aux receveurs des deniers publics de les porter à la Banque, renouvela ses anciens arrêts contre les étrangers employés dans les finances de l'Etat, et décréta d'ajournement personnel le sieur Law, et ensuite de prise de corps.

Law trouva un refuge au Palais-Royal, contre l'arrêt d'arrestation rendu par le Parlement. Sa banque ayant reçu un coup fâcheux, pour la relever il engagea le public à employer ses billets à acheter des actions de la Compagnie des Indes occidentales, établie pour exercer exclusivement le commerce de la Louisiane. Tout ce que nous avons vu de notre temps pour échauffer les spécu-

Digitized by Google

lateurs, fut mis en usage; on faisait de magnifiques tableaux de la richesse du sol de la Louisiane, on y montrait de prétendues mines d'or plus riches que celles du Pérou. Sous le prétexte qu'il ne fallait que des colons et des ouvriers pour recueillir d'immenses profits, on enrôla pour l'émigration tout ce qui se présenta de gens oisifs, de rebuts de la société. Pour leur donner des femmes, on y fit transporter une légion de filles publiques, moyen assuré de ne rien faire. Aussi cette multitude de paresseux, jetée sur un terrain très fertile, sous un climat ardent, propre seulement à favoriser les passions les plus vives, s'appliqua non point à faire produire à la terre ce qu'elle pouvait donner, mais à consommer ce qu'elle produisait pour ainsi dire d'elle-même, en futilités et pour la satisfaction des désirs criminels. Au lieu de tirer du profit de la nouvelle colonie, les fonds que la Compagnie y envoyait étaient inutilement consumés. Ces colons se plaignaient qu'on les laissait mourir de faim; ils réclamaient des instruments de travail, des semences et des vivres, qu'on leur expédiait sans même se demander si ces objets seraient employés utilement.

Ce fut seulement après la chute de Law, quand on fit une enquête sérieuse sur toutes ces compagnies factices de travail, qu'on connut ce qui s'était passé à la Louisiane, qu'on sut que ces prétendus travailleurs, au lieu de s'occuper de la culture de la terre, se livraient au jeu et au plaisir avec une ardeur effrénée : on ne fut plus étonné de la ruine publique. La colonie de la Louisiane, devenue le séjour du crime et des passions viles, fut alors un lieu de déportation pour les criminels et les filles de joie malades ou insoumises.

Digitized by Google

La Banque, chargée du commerce universel de la France avec toutes ses colonies présentes et futures, s'empara de la célèbre colonie des Indes, fondée par le grand Colbert, sous lequel elle était montée si haut; mais depuis elle était tombée dans un tel état de décadence, qu'elle avait laissé son commerce aux armateurs de Saint-Malo. Le commerce du Sénégal lui fut aussi confié; la masse de nos finances, tous les genres de revenus publics furent concentrés dans les seules mains de Law.

La Compagnie unique qui se fondait sur ces vastes et colossales proportions, avait de si grandes possessions et embrassait tant d'objets, que chacun la crut impérissable. En peu de temps les premières actions augmentèrent vingt fois au-delà de leur première valeur. Il était du devoir d'un gouvernement sage d'apporter la plus sérieuse attention à ce qui se passait, et de modérer l'ardeur inconsidérée d'un public dupe des prospectus; mais la plupart des agents du gouvernement, et le duc d'Orléans lui-même, étant intéressés dans les prétendus profits, durent faciliter l'agiotage. Aussi on vit en peu de temps des hommes de rien, des intrigants sans aucune garantie de solvabilité, acquérir une fortune prodigieuse.

La richesse nationale paraissait tellement accrue, que le régent jetait les billets sans en examiner la valeur. Il supprima presque tous les impôts sur les comestibles, fit creuser le canal de Montargis, construire le pont de Blois et l'église Saint-Roch, à Paris, fit ouvrir des routes magnifiques, établit sur un pied plus imposant les compagnies de maréchaussées; il se chargea de la paie des professeurs, pour que l'enseignement dans l'Uni-

Digitized by Google

versité de Paris fût gratuit; dans les relations extérieures de la politique, il porta cette même générosité, cette même prodigalité, et envoya en Angleterre huit millions en lingots d'or pour acheter la paix.

En 1719, on avait fabriqué une si énorme quantité de billets, qu'il fallut doubler le nombre des commis employés à la signature. Cette épouvantable émission, comparable à un vrai déluge, ne causa cependant aucune inquiétude; la spéculation n'en devint que plus active pendant les mois d'octobre et de novembre. Saisie d'une espèce d'ivresse pour le système de Law, la multitude se précipitait avec une ardeur inconcevable à de nouvelles transactions. L'aveuglement devait cesser bientôt, et le jour où la moindre inquiétude se manifesterait devait, en quelques heures, amener une réaction épouvantable et produire les plus grands désastres. Il était en effet impossible que, quand on avait fait des émissions pour cent fois, mille fois plus de valeurs que n'en possédait la compagnie, quelque homme éclairé ne vînt enfin à dessiller les yeux des aveugles.

Le prince de Conti, voyant que la Banque chancelait, se rendit dans ses bureaux avec trois fourgons qu'il fit remplir en échange de ses billets. Presque en même temps des agents parurent sur la place, chargés de billets qu'ils négociaient au prix qu'ils pouvaient avoir. Law, effrayé, voulant rassurer le public et lui rendre un peu de confiance, se fit nommer contrôleur général et ministre des finances. Il commença son ministère par des variations nouvelles dans les monnaies. Mais comme personne n'avait plus de confiance, et qu'on conservait ses espèces au lieu de les porter à l'hôtel des Monnaies,

Digitized by Google

il fit faire défense à toutes personnes et communautés de garder chez elles plus de cinquante livres d'argent, sous peine de confiscation au profit des dénonciateurs et dix mille livres d'amende. Epouvantés d'une loi qui provoquait la délation domestique et portait l'espionnage jusqu'au sein des familles, les uns enfouirent leur argent, les autres l'envoyèrent dans des pays étrangers; un très petit nombre, vexés par les agents du fisc, le changèrent contre des billets. Enfin, à bout de moyens, Law fit prendre un arrêté qui diminuait de moitié le nombre des billets, banqueroute qu'on rapporta peu de jours après, pour voir enfin crouler tout l'édifice, qui écrasa de ses ruines une multitude de personnes et principalement celui qui l'avait élevé.

On l'avait vu, en peu de temps, d'Ecossais devenir Français par naturalisation; de protestant, catholique; d'aventurier, seigneur des plus belles terres, et de banquier, ministre d'Etat : on l'avait vu parcourir en maître les vastes salles du Palais-Royal, suivi de ducs, de pairs, d'évêques, de maréchaux de France, dominant tout le monde par ses orgueilleuses prétentions. Au milieu du désordre que le Parlement dénonçait et qu'il attaquait sous toutes les formes, le financier eut assez de pouvoir pour faire exiler à Pontoise cet illustre corps. Law, chargé enfin des malédictions de tout un peuple qu'il avait voulu enrichir et qu'il avait plongé dans la misère, partit dans une chaise de poste que lui prêta le duc de Bourbon, n'emportant avec lui que deux mille louis en or, presque le seul reste de son opulence passagère.

Les accusations les plus étranges circulèrent contre le duc d'Orléans et son ministre, qui, disait-on, avaient

Digitized by Google

accaparé tout le numéraire de France. Cependant le duc d'Orléans mourut endetté de sept millions exigibles, ce qui n'est pas entièrement incompatible avec les profits très considérables qu'il avait su tirer des moyens employés pour l'agiotage. Law mourut à Venise, dans un état à peine au-dessus de l'indigence; et sa veuve, après sa mort, mena à Bruxelles une vie aussi humble qu'elle avait été splendide et triomphante à Paris.

La chute effroyable du système de Law amenait pour l'Etat la nécessité d'une liquidation générale. On fit un recensement de toutes les fortunes des citoyens, ce qui était une entreprise non moins difficile que le système lui-même. Jamais, chez aucun peuple du monde, on n'avait vu une opération de finance et de justice plus grande et plus difficile. Quatre frères, qui avaient combattu vivement le système de Law et qu'on avait exilés à Sampigny à cause de leur opposition à un agiotage ruineux, furent appelés pour relever l'Etat de sa ruine et rendre aux particuliers appauvris une partie de leur fortune. Afin de mettre un peu d'ordre dans ce chaos, les frères Pâris établirent assez de tribunaux, de juges, de maîtres des requêtes pour recevoir les billets et y apposer le visa. Ce fut le travail le plus important, puis vint le classement des billets, et enfin la liquidation générale.

« J'avoue, dit Lemontey, que l'équité et le plus rare » talent présidèrent au plan tracé par les frères Pâris, et » à ce mécanisme où tous les effets du système devoient » être triturés avec des pertes proportionnelles, depuis » un sixième jusqu'au dix-neuf vingtième. — Plus de » cinq cent onze mille chefs de famille firent leur décla-

Digitized by Google

» ration et déposèrent deux milliards deux cent vingt-
» deux millions de papier, dont environ un tiers fut
» annulé, et le reste converti en rentes d'un taux désa-
» vantageux; le hasard, la faveur ou la vengeance dic-
» tèrent bien des décisions. On ne présenta au visa que
» cent vingt-cinq mille vingt-quatre actions, au lieu de
» cent quatre-vingt-quatorze mille qui étoient émises,
» parce que précédemment la Compagnie en avoit elle-
» même supprimé une sur trois, et retiré plusieurs sous
» le nom de dépôt des mains des actionnaires trop cré-
» dules. Suivant les déclarations, ces cent vingt-cinq
» mille vingt-quatre actions avoient coûté neuf cent mil-
» lions. Le visa les réduisit au nombre de cinquante-
» cinq mille quatre cent quatre-vingt-une, dont le prix
» moyen fut de huit cents livres. C'étoit moins de qua-
» rante-cinq millions, ou à peine cinq pour cent du ca-
» pital primitif (1). »

C'est ainsi que finit le jeu de fortune prodigieux qu'un étranger inconnu avait fait jouer à toute une nation. La banqueroute qui ruinait les créanciers de l'Etat, ne suffisait pas pour libérer la fortune publique; car, en 1723, l'Etat se trouvait endetté de six cent quatre-vingt-cinq millions de plus qu'à la mort de Louis XIV.

Il demeura quelques vestiges de ce vaste et prodigieux système; la Compagnie des Indes, qui était presque tombée auparavant, se soutint quelque temps à la hauteur des grandes institutions financières de Londres et d'Amsterdam.

Ce qui avait été une cause de ruine pour tant de Fran-

(1) Lemontey, pag. 349 et suiv.

Digitized by Google

çais, l'agiotage effréné, ayant produit des fortunes immenses, trouva des partisans dans les Etats voisins. Amsterdam, Rotterdam et Londres virent les mêmes artifices, les mêmes folies, portées, il est vrai, à un degré moins haut. Il se trouva, dans ces grands centres de commerce et de finances, des charlatans et des dupes. Le mal ne jeta pas de profondes racines à Amsterdam, parce qu'on éclaira vite le public; Rotterdam fut ruiné en quelque temps; Londres fut entièrement bouleversé pendant l'année 1720. Un autre mal que la ruine et la banqueroute fut la triste conséquence de ce jeu : la cupidité effrénée produisit une dépravation étrange des mœurs publiques; on perdit peu à peu le sentiment du juste et de l'honnête; le vol, déguisé sous le nom d'agiotage, de banque, d'entreprise commerciale, parut une chose juste et légitime. Il est bien de retracer assez longuement ces actes de démence, qui sont un véritable fléau pour la société. Malgré les avertissements et les exemples du passé, on se laisse encore prendre à ces grossiers appâts de la cupidité. Sous le règne de Louis-Philippe, l'un des descendants du régent, nous avons vu revivre les mêmes pratiques et causer les mêmes désordres.

L'abbé Dubois, l'une des colonnes du ministère, quoique simple tonsuré, apprenant que le cardinal de La Trémouille, archevêque de Cambrai, venait de mourir à Rome, et qu'il laissait un siége dont le revenu se montait au moins à cent cinquante mille francs, résolut d'avoir cet archevêché. Ce ne fut qu'en « bégayant et en » racontant qu'il avoit fait un plaisant rêve, le rêve » qu'il étoit archevêque de Cambrai, qu'il osa le de-

Digitized by Google

» mander au régent. — Toi, archevêque de Cam-
» brai ! s'écria le régent en lui faisant connoître l'indi-
» gnité de sa vie. Dubois se mit à raconter la vie de
» certains prélats qui n'étoient pas moins indignes que
» lui. — Mais tu es un sacre, et qui est l'autre sacre qui
» voudra te sacrer? — Oh ! s'il ne tient qu'à cela, reprit
» vivement l'abbé, l'affaire est faite, je sais bien qui me
» sacrera; il n'est pas loin d'ici. — Et qui diable est ce-
» lui-là, reprit le régent, qui osera te sacrer? — Voulez-
» vous le savoir? répliqua l'abbé; votre premier aumô-
» nier, qui est là dehors. Il ne demandera pas mieux; je
» m'en vais le lui dire. » Si cette conversation, que rap-
portent la plupart des historiens, a eu réellement lieu, elle est une bien triste preuve de la dégradation morale et du régent et de son précepteur. L'historien doit remarquer que les mauvaises mœurs de Dubois étaient antérieures à cette époque, et qu'alors simple tonsuré, sans avoir reçu aucun ordre, même mineur, il n'appartenait au clergé que par un très faible lien. Deux causes servirent surtout à mettre en relief ses vices antérieurs : c'est son zèle à combattre l'hérésie de Jansénius, et la fermeté avec laquelle il soutint son rang de cardinal et de ministre contre certains grands seigneurs.

Le cardinal de Noailles, et par son respect pour les principes, et un peu par son antipathie contre un tonsuré ennemi des jansénistes, ayant refusé un dimissoire à l'abbé Dubois comme indigne des saints ordres, celui-ci en obtint un de l'archevêque de Rouen. En une seule matinée Dubois reçut, de la main de l'évêque de Nantes, tous les ordres sacrés. Huit jours après le cardinal de Rohan lui donna l'onction épiscopale. Ce qui afflige le

Digitized by Google

plus dans cette consécration, c'est que l'évêque qu'on estimait le plus pour ses talents, l'éloquent Massillon, après avoir lâchement attesté et garanti que Dubois avait *la pureté des mœurs, la science ecclésiastique, les talents nécessaires* dans un évêque catholique, fut un des trois prélats qui l'assistèrent à son sacre. Après avoir obtenu l'archevêché de Cambrai, Dubois aspira à devenir cardinal et voulut être couvert du chapeau rouge aussi bien que Richelieu et Mazarin; la cour de Rome, sollicitée par la plupart des ambassadeurs des grandes puissances, consentit à le revêtir de cette dignité.

Si Dubois avait poursuivi les hautes dignités ecclésiastiques, c'était non-seulement pour posséder de riches bénéfices, mais encore pour tenir un rang qui lui permît d'exercer, au milieu des premiers personnages, les hautes fonctions de premier ministre, auxquelles il se sentait appelé. Il déployait d'ailleurs une politique assez habile à l'extérieur, et semblait promettre de racheter les fautes du régent à l'égard de l'Espagne, entre laquelle et nous la réconciliation paraissait franche et cordiale. Après avoir ainsi regagné quelque crédit à la cour d'Espagne, Dubois arriva enfin au but qu'il s'était proposé et qu'il n'avait pu espérer d'atteindre que par une hardiesse qu'on aurait taxée de témérité. Il fit agréer à l'Espagne le mariage de Louis XV, alors âgé de douze ans, avec l'infante dès qu'elle serait nubile : elle n'avait que trois ans. La joie de Philippe V, qui avait conservé un cœur entièrement français, fut extrême en pensant que sa fille allait s'asseoir sur le trône de France. Dubois obtint en même temps que le prince des Asturies épouserait M^lle^ de Montpensier, quatrième fille du régent, âgée de douze ans.

Digitized by Google

C'était là un acte de grande politique. Le roi, âgé de onze à douze ans, étant timide et même sauvage, répondit à peine quand on le consulta sur son mariage. Pressé par l'évêque de Fréjus et par Villeroi, il finit par dire *oui*, et en présence du conseil de régence, il se contenta de prononcer le même monosyllabe. L'échange des princesses s'opéra dans l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa. L'infante d'Espagne, âgée de trois ans, fut conduite en France pour y être élevée. M^lle^ de Montpensier, fille du régent, passa en Espagne. Quoiqu'elle n'eût que douze ans elle montra cette corruption précoce et effrénée qu'elle avait puisée dans la maison de son père, comme nous l'avons remarqué plus haut.

Dubois, l'auteur de cette négociation habile, désirant s'avancer toujours depuis qu'il était cardinal, n'avait pas voulu paraître au conseil, parce que, sentant la bassesse de son extraction, il n'osait réclamer le pas que cette dignité donnait sur les ducs et pairs. Le cardinal de Rohan étant revenu de Rome, il le fit entrer au conseil, lui fit prendre le rang qui convenait à sa dignité et vint se placer à côté de lui. Les ducs et pairs disparurent; il ne s'en émut point, profita de leur éloignement pour affermir davantage sa puissance, et bientôt absorba toute l'autorité.

Le duc d'Orléans, usé par ses débauches, incapable de s'occuper d'affaires, n'osait rien décider sans l'avis de Dubois, qu'il fit premier ministre. D'Aguesseau fut alors exilé, Noailles et le marquis de Nocé renvoyés des affaires; tous les hommes importants furent exclus. Dubois, inquiet sur ses destinées futures, travaillait ainsi à se rendre nécessaire pour le moment où le roi serait déclaré majeur.

Le roi, sacré à Reims le 22 octobre 1722, touchait à

Digitized by Google

sa majorité; il fut arrêté que, pour lui fournir une instruction convenable, et aussi pour l'attacher aux personnes chargées de conduire l'Etat, il lui serait donné des leçons de gouvernement sur la politique, la guerre et les finances. Le cardinal lisait l'instruction, le régent, qui la développait, avait toujours soin de lui faire un discours contre Villeroi, son ancien gouverneur. Peu après, le monarque fut conduit en grande pompe au Parlement, pour être déclaré majeur. Louis XV continua la direction des affaires au duc d'Orléans, qui en laissa tout le soin au cardinal Dubois. Quoi qu'il en soit, l'administration de cet homme ne manqua ni de vigueur ni d'activité; il travailla à se concilier l'estime des gens de bien, sans pouvoir cependant se corriger de ses emportements. Il osa dire qu'il voulait punir les fripons, quand il devait commencer par lui-même; ses ennemis nièrent qu'un ministre français, pensionnaire secret de l'Angleterre, ait pu défendre les intérêts de son pays selon toutes les règles de l'honneur national. Tel est cependant le privilége des grandeurs, que, quoique méprisé des classes les plus élevées de la société, il vit les plus grands personnages de l'Etat prosternés à ses pieds. L'Académie française, qui ne devrait avoir de préférence que pour les hommes distingués dans les lettres, ambitionna l'honneur de le posséder dans son sein et le choisit pour son président. Dubois, accablé par les honneurs et par le travail excessif que lui imposait sa nouvelle dignité, succomba bientôt (1723). On a dit que cet homme, portant jusqu'au dernier soupir son caractère d'impiété, apporta un prétexte pour ne point communier à l'article de la mort, et qu'il prétendit que, pour administrer un

Digitized by Google

cardinal, il y avait des cérémonies particulières qu'on devait remplir à son égard. Il y a en effet un cérémonial spécial pour l'administration du viatique à un cardinal. Dubois s'était d'ailleurs confessé avec des sentiments non équivoques de repentir. Le curé de Versailles alla aux informations; et pendant ce temps-là le cardinal mourut, allant rendre compte à Dieu d'une vie qui est encore un problème.

C'était une perte énorme pour le duc d'Orléans, car le régent n'avait eu qu'une part secondaire aux affaires et les abandonnait entièrement à son ancien précepteur. « Le pouvoir de Dubois sur l'esprit de son maître, dit » Saint-Simon, étoit sans bornes. Il le conduisoit, au » point que ce prince n'osoit sans lui remuer la moindre » paille, encore moins décider rien que par son avis et » conformément à son avis; en sorte qu'en grâces et en » affaires, en choses courantes et en choses extraordi- » naires, il ne s'agit plus de M. le duc d'Orléans, à qui » personne, pas même aucun ministre, n'osoit aller pour » quoi que ce fût, sans l'aveu et la permission du cardi- » nal, dont le bon plaisir, c'est-à-dire l'intérêt et le ca- » price, étoit devenu l'unique mobile de tout le gouver- » nement. C'étoit aussi une perte pour le roi, qui auroit » eu un homme habile à la tête de son gouvernement, » car, malgré sa déplorable conduite antérieure, le car- » dinal étoit plus capable qu'aucun autre personnage de » France de conduire les affaires pour la grandeur de la » patrie, et nous ne doutons pas qu'il les eût dirigées » avec une grandeur de vues et une fermeté qui auroient » empêché les faiblesses des ministères subséquents. »

Le duc d'Orléans ne survécut pas longtemps au car-

Digitized by Google

dinal Dubois, heureusement pour la France, car il avait formé le projet de rappeler Law afin de reconstituer une nouvelle banque. Un coup d'apoplexie foudroyante qui l'enleva, le 2 décembre 1723, épargna à notre patrie un nouveau désastre.

Touché de la mort du duc d'Orléans, le jeune monarque avait l'air triste et les yeux humides; il se souvenait des manières respectueuses et de ce mélange de grâce et d'affection dont le régent ne s'était jamais départi avec lui. Il conserva toute sa vie de l'attachement pour sa mémoire. Lorsque le duc de Bourbon entra dans le cabinet, « Fréjus dit tout haut au roi que, dans la » grande perte qu'il faisoit de M. le duc d'Orléans, dont » l'éloge ne fut que de deux mots, Sa Majesté ne pouvoit » mieux faire que de prier M. le duc, là présent, de vou- » loir bien se charger du poids de toutes les affaires, et » d'accepter la place de premier ministre comme l'avoit » M. le duc d'Orléans. Le roi, sans dire un seul mot, re- » garda Fréjus et consentit d'un signe de tête, et aussi- » tôt M. le duc fit son remerciement. La Vrillière, trans- » porté d'aise de sa prompte politique, avoit en poche le » serment de premier ministre copié sur celui de M. le » duc d'Orléans, et proposa tout haut à Fréjus de le faire » prêter sur-le-champ. Fréjus le dit au roi comme une » chose convenable, et à l'instant M. le duc le prêta. Peu » après M. le duc sortit. Tout ce qui étoit dans le ca- » binet le suivit; la foule des pièces voisines augmenta » sa suite, et il ne fut plus parlé que de M. le duc. » La révolution était faite. Le pouvoir passait du chef de la maison d'Orléans au chef de la maison de Condé (1).

(1) Saint-Simon, tom. xx, pag. 460.

Digitized by Google

§ II. *Ministères du duc de Bourbon et du cardinal de Fleury (1723-1743).*

L'époque de la régence du duc d'Orléans est une triste page dans notre histoire; nous l'avons vu, tout y fut scandaleux : les finances, la politique, les mœurs; les affaires, qui avaient été dirigées par des hommes corrompus, tombèrent entre des mains insatiables. Le duc de Bourbon, nouveau chef du ministère, âgé alors de trente-un ans, avait été nommé membre du conseil de régence par Louis XIV, et avait employé tout son crédit durant cette triste période à s'enrichir, en prenant une part avantageuse au système de l'Ecossais Law, et profitait de la fameuse liquidation dirigée par les frères Pâris.

La haine qu'il portait au régent rejaillit sur son jeune fils, le duc d'Orléans, et amena un tel changement de politique, que, pour éloigner de ce jeune prince toute éventualité à la couronne de France, dont il était l'héritier présomptif, on songea à revenir sur la renonciation de Philippe V à la couronne de France. « Tout sembloit » faciliter ce projet, car il (Philippe V) avoit pris le parti » de se retirer entièrement des affaires du gouvernement, » abdiquant la possession de tous ses états, royaumes et » seigneuries, en faveur de son fils don Louis, pour me- » ner à Saint-Ildephonse une vie privée avec la reine, » qui s'étoit offerte de son plein gré à l'y accompagner, » afin de pouvoir, débarrassé de tout soin, se livrer au » service de Dieu, méditer sur l'autre vie et travailler » à l'ouvrage important de son salut (1). »

(1) Coxe, tom. III, pag. 64.

Digitized by Google

Mais un événement vint changer totalement la situation des choses en Espagne. Le jeune roi étant mort, Philippe V reprit la couronne et éprouva de la part du duc de Bourbon, cet ami si dévoué à sa personne, un affront sanglant qui eut d'assez graves conséquences. Le lecteur se rappelle qu'au moment de la réconciliation du roi d'Espagne avec le régent, on avait arrêté le mariage de Louis XV avec une fille de Philippe V. Le duc de Bourbon, touché de la situation du royaume, crut qu'il était d'une bonne politique de marier le roi le plus tôt possible, afin de donner un héritier au trône. La princesse espagnole ayant à peine six ans, attendre encore sept ou huit ans avant de marier un roi nubile, c'était beaucoup trop à ses yeux; et d'ailleurs il espérait que le jeune monarque pourrait épouser M^lle^ de Vermandois, sa sœur. Cette princesse refusa cet honneur pour se donner entièrement à Dieu. Après avoir promené ses regards sur toutes les cours de l'Europe et avoir refusé une princesse de Russie, le duc de Bourbon se rabattit sur une des filles de ce palatin de Posnanie qu'un caprice de Charles XII avait placé sur le trône de Pologne et qui était tombé avec son protecteur. Stanislas Leczinski, chassé de Pologne, s'était retiré à Wissembourg, où il recevait une petite pension du roi de France. Ce fut là qu'on alla demander une épouse pour Louis XV, une reine pour la France.

Marie Leczinska avait près de vingt-deux ans, lorsqu'un matin son père entrant dans la chambre où elle se tenait avec sa mère, leur dit, sans autre explication : « Mettons-nous à genoux et remercions Dieu. — Mon » père, vous êtes rappelé au trône de Pologne! s'écria la

Digitized by Google

» jeune Marie. — Ma fille, vous êtes reine de France ! » Et il lui montra les lettres dans lesquelles le duc de Bourbon demandait pour Louis XV la main de Marie, dont le mariage fut célébré à Strasbourg, le 5 septembre 1725.

Quand Philippe V apprit ce mariage, il renvoya aussitôt en France la veuve du roi Louis, et Mlle de Beaujolais, promise à don Carlos. Il travailla en même temps à conclure la paix avec l'empereur et à former entre l'Empire et l'Espagne une alliance intime. Le duc de Bourbon forma de son côté entre la France, l'Angleterre et la Prusse, une alliance qui pouvait balancer celle de l'Espagne et de l'Empire; mais il ne devait pas être appelé à recueillir les fruits de cette politique, ni à réaliser les projets peut-être un peu prématurés qu'il avait conçus.

Paris-Duverney, qui avait montré tant de talent dans la liquidation de la banque de Law, devint le principal conseiller du duc. Plein de grands projets pour la réforme du royaume, afin de mettre en rapport le travail et les objets de commerce avec l'argent, équilibre qui avait été détruit par le papier monnaie, il avait formé le dessein de régler le prix de chaque chose par la loi. Tous les intérêts se croyant ainsi compromis, il fallut faire marcher la maréchaussée pour comprimer les soulèvements. L'extinction de la mendicité étant aussi entrée dans la pensée du ministère, à chacun des hôpitaux du royaume devaient être joints des asiles volontaires pour les pauvres, où ils trouveraient un travail convenable à leur condition. Quoique des archers eussent été établis avec la fonction exclusive de poursuivre les mendiants partout où ils les rencontreraient, cette tentative eut peu de succès. Paris fit encore aggraver les lois portées contre le vol : la peine

Digitized by Google

de mort dut être fréquemment appliquée pour des actes de simple filouterie.

Le gouvernement, redoutant plus que jamais la division en matière de religion, prit des mesures sévères contre les calvinistes ; il refusa les effets civils à tous les mariages non célébrés par devant le curé, et ne reconnut d'autre part aux enfants des protestants qui naissaient de ces sortes de mariages, que celle des enfants naturels ; remettant en vigueur les lois de Louis XIV contre les ministres protestants, il frappa même ceux qui donnaient asile aux pasteurs, le tout appuyé de confiscation et d'amendes.

Ces mesures, quelque sévères qu'elles fussent, entraient dans la pensée du Parlement, et elles étaient sanctionnées par l'opinion publique.

Les finances n'étaient pas rétablies, il fallait des impôts. Duverney proposa le cinquantième en nature sur tous les fonds nobles, roturiers et ecclésiastiques, une taxe pour le joyeux avénement du roi, une autre appelée *la ceinture de la reine*, le renouvellement d'une érection d'offices sur les marchandises qui arrivent à Paris par eau, et quelques autres édits qui déplurent tous à la nation, déjà irritée de se voir entre les mains d'un homme si nouveau et de la maîtresse du duc de Bourbon dont la conduite n'était pas approuvée. Le Parlement refusa d'enregistrer les édits : il fallut mener le roi tenir un de ces lits de justice où l'on enregistre tout par ordre du souverain. Le chancelier d'Aguesseau étant éloigné, ce fut le garde des sceaux d'Armenonville qui exécuta les volontés de la cour. On conservait par cet édit la liberté des remontrances au Parlement ; mais on ordonnait que les mem-

Digitized by Google

bres de ce corps n'auraient jamais voix délibérative en fait de remontrances, qu'après dix années d'exercice, qui furent ensuite réduites à cinq. Ce nouveau ministère effaroucha également le clergé, la noblesse et le peuple. Presque toute la cour se réunit contre lui; l'évêque de Fréjus en profita.

Fleury avait commencé à se faire connaître par l'administration de son diocèse de Fréjus, où, en peu de temps, il avait fait revivre une discipline exacte. Son esprit de conciliation avait aussi fait cesser les divisions dans beaucoup de nobles familles. Son diocèse, obéré de dettes quand il en avait pris la direction, fut bientôt libéré, grâce à la sage économie du prélat. Lorsqu'il eut ainsi ramené l'ordre autour de lui, il se déchargea du fardeau de l'épiscopat, donnant à ses diocésains, pour motif de sa retraite, la *faiblesse de sa santé*, que du reste il sut toujours si bien maintenir, qu'aucune personne ne jouit d'une aussi heureuse vieillesse.

Fleury, ayant pris Paris pour le lieu de sa retraite, se mit en rapport avec des hommes de la plus haute distinction, dont il se fit chérir; car telle était l'aménité de son esprit, les agréments de son commerce, que chacun se plaisait dans sa société.

Lorsque Louis XIV fit son célèbre testament politique, Villeroi le pria d'établir Fleury précepteur du jeune enfant destiné à lui succéder. Loin d'avoir ambitionné cette haute charge, Fleury en fut effrayé. Nous avons sa pensée dans une lettre adressée au cardinal Quirini, son ami :

« J'ai regretté plus d'une fois la solitude de Fréjus. » En arrivant, j'ai appris que le roi étoit à l'extrémité,

Digitized by Google

» et qu'il m'avoit fait l'honneur de me nommer précep-
» teur de son petit-fils ; s'il avoit été en état de m'enten-
» dre, je l'aurois supplié de me décharger d'un fardeau
» qui me fait trembler ; mais après sa mort on n'a pas
» voulu m'écouter : j'en ai été malade, et je ne me con-
» sole point de la perte de ma liberté. »

Obligé d'accepter un fardeau très lourd et de prendre la responsabilité de faire un roi digne de la France, il mit toute son application à former son élève aux affaires, au secret, à la probité, et conserva dans toutes les agitations de la cour, pendant la minorité, la bienveillance du régent et l'estime générale ; ne cherchant point à se faire valoir, ne se plaignant de personne, ne s'attirant jamais de refus, n'entrant dans aucune intrigue, il s'instruisait en secret de l'administration intérieure du royaume et de la politique étrangère.

La manière admirable dont il avait formé son élève, la circonspection de sa conduite, l'aimable séduction de son esprit, firent désirer qu'il fût placé dans les conseils du gouvernement.

Le roi avait conçu tant d'affection et d'estime pour son maître, il aimait tant à le consulter sur les moindres choses, qu'il voulait qu'il fût présent à la signature des différentes affaires que lui présentait le duc, son premier ministre. La présence de Fleury gêna plus d'une fois, non-seulement le premier ministre, mais encore les courtisans, et, dit-on, la reine Marie Leczinska, qui auraient voulu faire adopter certaines mesures, et qu'on n'osait présenter à la surveillance scrupuleuse de l'évêque. Le duc de Bourbon trouvait étrange que le précepteur du roi jouît du privilége de contrôler tous

Digitized by Google

ses actes, tandis que lui-même, premier ministre, n'avait aucune influence sur la nomination aux bénéfices dont Fleury avait la feuille. Quand il y avait quelque nomination à un poste ecclésiastique, de quelque importance qu'il pût être, tout se passait entre le roi et son précepteur. Sous le spécieux prétexte de délivrer le jeune monarque de la tutelle dans laquelle le précepteur tenait son élève, on persuada à la reine de prier le roi de venir tenir chez elle son conseil pour les affaires de peu d'importance. Quand Fleury se présenta à la porte du conseil, pour prendre part, selon son habitude, aux délibérations, il fut étrangement surpris de voir la porte fermée. Pensant alors que sa place n'était plus désormais à la cour, il forma à son tour le projet de quitter aussitôt Versailles, et de se retirer à Issy, dans la maison de campagne du séminaire de Saint-Sulpice.

Le parti du premier ministre, radieux à la nouvelle de la retraite du précepteur, ne s'attendait guère que ce serait une autre *journée des dupes*, et que, sans recourir aux moyens employés par Richelieu, Fleury triompherait aussi bien que lui. Louis XV, presque indifférent pour tous les personnages composant son entourage, et qui avait vu exiler, sans en être longtemps touché, son gouverneur Villeroi, dont le dévouement était si profond, avait conçu la plus vive amitié pour Fleury. Tout, dans ce personnage, le rendait digne de l'attachement et de la confiance du monarque. Son désintéressement était tel, qu'il ne demanda jamais la moindre grâce pour lui-même ni pour aucun de ses parents. Il n'avait évidemment qu'un seul but, le bonheur de son élève et la grandeur de la France. Il y avait d'ailleurs tant d'agrément

Digitized by Google

dans toute la personne de Fleury, tant de douceur sur son visage, que quand le roi le comparait au duc de Bourbon, dont les manières étaient si dures, il ne pouvait s'empêcher d'aimer son précepteur et d'éprouver de l'éloignement pour son premier ministre.

Le roi, qui jusqu'alors s'était montré sans volonté, voulut faire voir qu'il était roi, et exigea de son premier ministre qu'il écrivît à Fleury, pour le prier de revenir auprès de son souverain. Il adressa en même temps des reproches assez vifs à la jeune reine, qui s'était prêtée à une manœuvre indigne, et lui fit même verser des larmes. Toute la cour, informée de ce qui s'était passé dans la journée, attendait avec impatience la représentation théâtrale du soir, où tous les grands personnages devaient se trouver. Précisément ce jour-là on jouait *Britannicus;* on y saisit plusieurs allusions à la situation présente. Quand l'acteur prononça ce vers :

« Que tardez-vous, seigneur, à la répudier? »

tous les yeux se portèrent sur le roi et sur la reine, sans cependant y découvrir ces impressions qu'on attendait.

Le lendemain, Fleury rentra à Versailles, sans manifester la moindre antipathie, se montrant également bienveillant à tous ses ennemis comme à ses amis. Le roi, comprenant sans doute que son gouvernement ne pourrait marcher convenablement tant qu'il serait entre les mains du duc de Bourbon, dont il fallait surveiller les actes, fit enlever ce prince de la manière la plus inattendue et ordonna de l'exiler à Chantilly. Fleury devint alors premier ministre. Tous les partisans du duc de Bourbon, ceux qui avaient le plus profité des finances

Digitized by Google

sous son administration, les frères Pâris, les véritables chefs de l'Etat qu'ils gouvernaient sous le nom du duc, furent exilés ; Duverney, le plus important des quatre, fut renfermé à la Bastille. Mme de Prie, maîtresse du duc, fut exilée en Normandie et y consuma le reste de ses jours dans un sombre désespoir.

Le cardinal de Fleury, qui arriva au ministère sans secousse violente, nous présente un phénomène d'existence peut-être unique en son genre. Arrivé à l'âge de soixante-treize ans, après avoir fait l'agrément des plus hautes sociétés et en avoir été recherché, il entre au ministère quand les autres quittent le monde, et il tient le pouvoir avec un bonheur unique. « Depuis 1726 jusqu'à 1742, tout lui prospéra; il conserva jusqu'à près de quatre-vingt-dix ans une tête saine, libre et capable d'affaires. »

Le poste de premier ministre ne changea rien à son caractère ni à sa manière. Il fut toujours le plus aimable des courtisans et le plus désintéressé des hommes ; c'est sans doute à cela qu'il dut que son administration fut moins contestée et moins enviée que celle de Richelieu. Le cardinal de Fleury avait un naturel qui convenait au tempérament de la France de cette époque. L'Etat avait éprouvé de si violentes secousses, qu'il avait besoin d'un long calme pour se remettre de ses malheurs. Aussi Fleury le traita comme un corps robuste fatigué par un travail excessif, qui n'a besoin que de repos pour reprendre son énergie.

Le ministère du cardinal de Fleury se divise naturellement en deux parties : la première comprend sept ans de paix, de 1726 à 1734. Cette période offre peu d'événements, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du royaume.

Digitized by Google

« Jamais roi de France, dit Saint-Simon, non pas même » Louis XIV, n'a régné d'une manière si absolue, si sûre, » si éloignée de toute contradiction, et n'a embrassé si » pleinement et si despotiquement toutes les différentes » parties du gouvernement de l'Etat et de la cour, jus- » qu'aux plus grandes bagatelles. Le feu roi éprouva » souvent des embarras par la guerre domestique de ses » ministres, et quelquefois par les représentations de ses » généraux d'armée et de quelques grands distingués de » la cour. Fleury les tint tous à la même mesure, sans » consultation, sans soin de représentation, sans oser ha- » sarder nul débat entre eux. Il ne les créoit que pour » les recevoir et exécuter ses ordres sans la plus légère » réprimande. »

Pour donner plus d'autorité à son ministre, le roi obtint pour lui le chapeau de cardinal. Revêtu alors de la plus haute dignité ecclésiastique, placé à la tête du clergé français et par son titre et par ses vertus, et refusant la qualité de premier ministre pour ne pas effaroucher les grands, Fleury essaya de guérir toutes les plaies à l'intérieur. Il commença par reconnaître les immunités du clergé et les respecter; il déclara que les ecclésiastiques ne devaient point être compris dans l'impôt du cinquantième, ni dans les taxes de joyeux avénement.

Il rendit aux princes légitimés, qui avaient eu beaucoup à souffrir sous la régence, toutes leurs prérogatives, à l'exception du droit de succéder à la couronne. Villeroi reparut un instant à la cour; mais, persuadé qu'on n'avait pas pour son mérite et ses services toute la considération qui lui était due, il se retira dans son gouver-

Digitized by Google

nement de Lyon, où il mourut en 1730. Le duc de Bourbon, le seul grand seigneur contre lequel l'arrêt d'exil de la cour fut maintenu, tenta cependant de rentrer en grâce ; et, pendant une maladie du roi, il sollicita, par sa mère, la faveur de visiter le monarque. Louis XV répondit : *Point.* « Mais, sire, répliqua-t-elle, vous m'ac- » cablez de la plus vive douleur ; voulez-vous mettre mon » fils et moi au désespoir? Qu'il ait la consolation de » vous voir un seul moment. » Il répondit *non*, et tourna le dos (1).

Retiré à Chantilly, le duc de Bourbon s'y livra avec passion à l'étude de la chimie et de l'histoire naturelle, dont il forma de précieuses collections. Il mourut en 1740.

Pour mettre en ordre nos finances, le ministre en confia la direction à Lepelletier-Desforts, qui renouvela les baux des fermes et des recettes générales ; et, grâce à la paix et au mouvement de l'industrie, il obtint une grande augmentation dans le revenu. Cette amélioration, jointe à la plus stricte économie, permit d'abolir entièrement le droit du cinquantième, et ensuite d'accorder annuellement un dégrèvement de dix millions sur les autres impôts. Sur la proposition du ministre des finances, le cardinal de Fleury avait supprimé les rentes de quatre pour cent du capital établi, par suite de la liquidation des banques de Law, par les frères Pâris, parce que la rente de quatre pour cent était réellement un revenu exorbitant pour le prix de l'achat de titres donnés presque pour rien. Mais il comprit bientôt l'atteinte qu'il portait au crédit de l'Etat et à la stricte équité ; il se hâta de ré-

(1) Lacretelle, tom. II, pag. 56.

Digitized by Google

parer sa faute, la seule grande qu'il ait laissé commettre en matière de finance. Il n'y eut qu'une seule classe de citoyens qui se plaignit de sa sévère économie, ce furent les courtisans, ces parasites de la royauté, ces chancres qui dévorent le corps social.

Deux grands ennemis travaillaient à miner la société en France : l'hérésie et la philosophie. Nous remettons à en exposer ailleurs l'action dissolvante. Ajoutons une petite intrigue, connue sous le nom de *conjuration des Marmousets*, et nous saurons tout ce qui se passa à l'intérieur pendant sept ans.

Les ducs de Gèvres et d'Epernon, jeunes seigneurs de l'âge du roi, admis dans son intimité, raillaient souvent avec lui sur son vieux précepteur, accusaient son économie, et représentaient son régime comme trop sévère et trop monotone; ils présentèrent au roi un mémoire qui était une critique spirituelle, amère, astucieuse et presque toujours injuste de l'administration du vieux cardinal. Le roi, qui avait promis de ne pas montrer à son ministre ce mémoire qu'il se proposait d'examiner avec soin, le copia même de sa main, et cette copie fut mise sous les yeux de Fleury par un serviteur infidèle. Le vieux cardinal demanda alors au roi la permission de se retirer dans sa retraite d'Issy, pour échapper à la diffamation dont il était l'objet. Le jeune roi, effrayé de cette demande, oublia les promesses faites à ses amis, remit le mémoire entre les mains du cardinal, qui renvoya les ducs de Gèvres et d'Epernon auprès de leurs parents (1730). L'exil de ces deux jeunes gens dura deux ans.

Les affaires politiques prirent une tournure entièrement pacifique, grâce à l'administration de deux hommes

Digitized by Google

presque de même caractère, placés alors à la tête de deux grands peuples : Fleury en France, et Walpole en Angleterre. Tous deux, sincèrement amis de la paix, préféraient les arts, le commerce, la richesse, le vrai bonheur des peuples à cette fumée de gloire produite par la guerre, vapeur vaine qui enivre pour user les ressorts les plus puissants.

Il se formait alors deux puissances en Europe, destinées toutes deux à jouer un grand rôle dans le monde : la première constituait ce vaste et redoutable empire de Russie, dont la prépondérance pèse sur l'Europe. Pierre-le-Grand, son véritable fondateur, le forma de peuplades sauvages presque sans loi, plus barbares que les barbares eux-mêmes.

Cet Etat naissant fut soumis à des convulsions épouvantables; les meurtres s'y succédaient sans interruption. Les crimes les plus horribles continuèrent pendant si longtemps encore à être les mœurs habituelles de la race impériale de Russie, que la morale publique du reste de l'Europe en fut ébranlée, et qu'on s'accoutuma presque à croire qu'il n'y avait point de forfait que l'éclat d'une couronne ne dût faire disparaître.

La seconde puissance, établie sur des fondements moins vastes, était la Prusse, dont les forces se préparaient et ne se déployaient pas encore. La France avait peu de relations avec ces deux nations. Les principaux peuples avec lesquels elle était en rapport, d'intérêts du moins, étaient l'Espagne, l'empire d'Allemagne et l'Angleterre. Fleury s'était attaché surtout à conserver avec ce dernier peuple des relations d'amitié, regardant cette intimité comme la plus sûre garantie de la paix universelle.

Digitized by Google

En 1722, un congrès s'était ouvert à Cambrai sous la médiation de la France et de l'Angleterre, pour terminer le différend qui existait toujours entre l'Espagne et l'Autriche. Irrité du renvoi de l'infante d'Espagne, qui avait été destinée à épouser Louis XV, Philippe V se détermina à se rapprocher de l'Autriche, et envoya Ripperda à Vienne pour y traiter directement de la paix. Les deux cours, qui avaient été pendant si longtemps ennemies implacables, s'entendirent presque aussitôt, et établirent une union intime entre les deux couronnes. Le point sur lequel l'empereur Charles VI tenait le plus, c'était l'acceptation de sa fameuse *pragmatique sanction*, qui, dérogeant aux constitutions traditionnelles de la succession en Autriche, admettait que les femmes, aussi bien que les hommes, pourraient à l'avenir hériter des états de l'Empire. Cette dérogation avait pour but de favoriser la célèbre Marie-Thérèse, l'héritière de Charles VI. Philippe V ayant reconnu cette pragmatique, que d'ailleurs il n'avait point d'intérêt à contester, la paix devint très facile. L'empereur d'Allemagne s'engagea à aider le roi d'Espagne à reconquérir Mahon et Gibraltar, que les Anglais avaient conservés après la guerre de la succession. Philippe V, de son côté, accordait la libre entrée de ses ports aux sujets de l'empire d'Autriche, qui de plus devaient jouir de tous les priviléges accordés aux nations les plus favorisées. La nouvelle inattendue de ce traité jeta la consternation dans les gouvernements de France, d'Angleterre, de Hollande, de Prusse, de Suède et de Danemarck, qui s'unirent contre l'Autriche et l'Espagne. On crut un moment qu'une conflagration générale allait éclater et qu'on reverrait ces guerres gigantesques qui avaient af-

Digitized by Google

fligé le monde à la fin du règne de Louis XIV. Grâce à l'esprit conciliant de Fleury et à sa bienveillante intervention, l'embrasement fut encore une fois éloigné.

Les Espagnols avaient déjà mis le siége devant Gibraltar quand Fleury intervint et fit signer les préliminaires de Paris, qui stipulaient qu'il y aurait une trève de sept ans. Des conférences s'ouvrirent alors à Soissons, et Fleury y manœuvra si habilement, qu'il parvint à rompre l'alliance redoutable de l'Espagne et de l'Autriche. Ce premier succès en amena un autre beaucoup plus important : on signa à Séville un traité par lequel la France, l'Espagne et l'Angleterre s'unissaient pour se soutenir mutuellement et pour garantir à l'Espagne la possession de Parme et de Plaisance, promises à l'infant don Carlos. L'empereur d'Autriche, étonné de cette versatilité de l'Espagne, qui donnait raison à celui qui parlait le plus haut, menaça à son tour, rappela son ambassadeur de Madrid et envoya une armée dans le Milanais pour combattre les troupes espagnoles, si elles osaient paraître à Parme et à Plaisance. Philippe V, épouvanté de cette menace, se rapprocha de l'Autriche, confirma la pragmatique sanction et obtint de l'empereur, en échange, qu'il pourrait dès-lors envoyer six mille Espagnols en Toscane et y établir son fils don Carlos sous la tutelle de Jean Gaston, duc de Toscane. C'est ainsi que se termina une longue dissension qui avait failli encore une fois mettre le feu aux quatre coins de l'Europe.

Le monde se trouvant dans une paix générale, quelques âmes ardentes ou fatiguées, qui ne goûtaient plus de joie sur le trône, voulurent le quitter pour chercher dans la vie privée des jouissances plus douces que celles

Digitized by Google

qu'elles avaient puisées au milieu des grandeurs de la souveraineté. Quatre souverains donnèrent presque en même temps ce spectacle : Christine de Suède; Casimir, roi de Pologne; Philippe V, roi d'Espagne, et Victor-Amédée, duc de Savoie. Philippe V avait trouvé dans la solitude la paix et le repos qui convenaient si bien à son caractère, quand il fut rappelé, malgré lui, par la mort de son fils, à reprendre les rênes du gouvernement. Casimir ne pensa jamais à ressaisir le sceptre. Christine reporta plus d'une fois sa pensée vers le trône de Suède, et sentit le vide dans la solitude de la grande Rome. Victor-Amédée, dont l'âme inquiète avait tant de fois changé de parti, voulut, pour épouser une maîtresse, abandonner le pouvoir et chercher auprès de cette compagne le bonheur dans la solitude.

Tout était en paix, depuis l'Espagne jusqu'au fond de la Russie, depuis Constantinople jusqu'à Londres, lorsque la mort du roi de Pologne vint remettre les armes aux mains des peuples fatigués. Stanislas, beau-père de Louis XV, qui avait été nommé roi de Pologne en 1704, et avait vu prendre son trône par Auguste, fut de nouveau élu roi en 1733 de la manière la plus légitime et la plus solennelle. Il ne convenait pas au czar de Russie, et moins encore à l'empereur d'Autriche, que le puissant roi de France eût dans leur voisinage un autre lui-même à la tête d'un peuple comme le peuple polonais. Ils intriguèrent si bien, qu'une autre élection, très irrégulière, faite par un petit nombre, porta sur le trône le fils du dernier roi, l'électeur de Saxe et l'époux d'une nièce de l'empereur Charles VI C'était un coup de maître, un tour de grande habileté qui devait montrer l'im-

Digitized by Google

puissance de la France, réduite absolument à la position où s'était vu le prince de Conti. La France, cette fois, serait-elle plus généreuse, aurait-elle le courage d'armer pour soutenir le beau-père de son roi? C'est ce qu'on se demandait et ce qui était un grand problème à la cour.

Fleury, qui appréciait les choses avec un esprit calme, regardait le trône de Pologne comme moins important qu'on ne semblait le dire. D'abord cet Etat était pauvre; le trésor royal toujours vide pouvait à peine suffire aux besoins de la royauté; ensuite les rois de Pologne, placés à la tête d'une noblesse turbulente, étaient toujours obligés de lutter contre elle pour conserver le pouvoir. Ce n'était pas dans le présent que la France devait faire des sacrifices, mais encore dans l'avenir, si on voulait maintenir Stanislas à la tête du royaume de Pologne.

Cependant Stanislas, pour défendre ses droits, s'était rendu à Dantzig, où il avait vu accourir autour de sa personne une nombreuse noblesse. Mais cette vaillante noblesse, que l'on croyait capable de tout vaincre, se vit bientôt dispersée par ces barbares de la Russie, qu'elle connaissait à peine un demi-siècle auparavant et qu'elle méprisait encore depuis que Pierre-le-Grand avait placé si haut son empire. Ces Russes déjà disciplinés, capables de résister à une attaque régulière, après avoir dispersé les partisans de Stanislas, vinrent mettre le siége devant Dantzig. La ville, vivement pressée, demanda des secours à la France, demande qu'appuyait de tout son pouvoir la jeune reine. Pour arriver à Dantzig avec des forces suffisantes, il fallait armer une flotte considérable et obtenir l'agrément de la jalouse Angleterre, car il était incontestable que si cette puissance s'opposait au passage

Digitized by Google

d'une flotte française, il serait impossible d'atteindre Dantzig. Fleury, qui n'était pas fâché d'avoir un motif pour ne point envoyer à Stanislas un secours qui devait nous coûter d'énormes sacrifices, fit valoir ces raisons, et comme on insistait vivement, qu'on affirmait qu'un faible corps destiné à soutenir les Polonais fidèles suffirait pour assurer le trône de Stanislas, il consentit à lui envoyer par mer un corps de quinze cents hommes, secours dérisoire qui ne pouvait causer d'ombrage à l'Angleterre.

Le commandant de l'expédition, en arrivant dans la rade de Dantzig, jugea que vouloir tenter le débarquement, c'était exposer ses quinze cents hommes à une perte certaine; il alla relâcher en Danemarck, où se trouvait le comte de Plélo, qui représentait la France auprès de la cour de Copenhague. Plélo, honteux de la faiblesse du chef de l'escadre, se mit lui-même à la tête de l'expédition et voulut secourir Dantzig, quoiqu'il sût qu'il allait à une perte certaine. Il écrivit à l'un des secrétaires d'Etat une lettre dans laquelle se lisaient ces mots : « Je » suis sûr que je n'en reviendrai pas, je vous recom» mande ma femme et mes enfants. » La nouvelle de sa mort arriva presque en même temps que cette lettre. Le comte de Plélo débarqua à la rade de Dantzig, attaqua l'armée russe, et périt comme il l'avait prévu. Les Russes se rendirent maîtres de la ville, firent prisonniers nos soldats, et jetèrent dans les fers notre ambassadeur, établi auprès du roi de Pologne. La tête de Stanislas fut mise à prix, et ce monarque infortuné n'échappa à la mort qu'en se déguisant en matelot.

Digitized by Google

Nos quinze cents soldats, après avoir obtenu une capitulation honorable, furent transportés à Saint-Pétersbourg, parce que la marine française avait pris un vaisseau russe. Ces deux causes étaient loin d'être connexes; la capitulation aurait dû être respectée. Disons cependant, à l'honneur de la Russie, que nos soldats furent traités, non-seulement avec humanité, mais encore avec une grande considération. L'impératrice Anne fut prodigue d'égards envers les officiers, et donna des vivres et des vêtements aux soldats.

Fleury dut comprendre alors que le faible secours envoyé à la Pologne, loin d'avoir simplifié la situation, n'avait servi qu'à l'embrouiller davantage. Allait-il laisser nos braves sans vengeance? permettrait-il qu'on eût manqué aux droits sacrés de notre ambassadeur en Pologne sans demander satisfaction? C'était impossible. Il n'y avait donc que le point sur lequel on devait porter la guerre qui pût offrir quelque difficulté. Vouloir faire de la Russie ou de la Pologne le théâtre des hostilités, c'était folie. Fleury pensa que le moyen d'obtenir une réparation convenable, c'était d'attaquer l'empereur d'Autriche, qui avait été le principal auteur de ce revirement en Pologne. Avant de prendre les armes, le ministre sentant le besoin d'avoir des alliances dévouées, fit, avec la Sardaigne et l'Espagne, un traité qui devait avoir pour but d'affaiblir l'Autriche.

Ce plan convenait parfaitement aux deux alliés que la France venait de se choisir; Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, espérait réunir le Milanais au Piémont; le roi d'Espagne voulait ajouter à Parme et à Plaisance quelques terres voisines soumises à l'Autriche. La France

Digitized by Google

semblait n'avoir rien à demander de cette guerre, qui lui valut cependant la magnifique province de Lorraine.

La négociation avait été si promptement menée, qu'on n'avait pas même eu le temps de la communiquer à l'Angleterre et à la Hollande. Mais telle était la haute réputation de modération et d'équité dont jouissait Fleury dans toutes les cours de l'Europe, que ni l'Angleterre, ni la Hollande n'en conçurent de l'ombrage, persuadées que la France, sous un tel ministre, se renfermerait dans les bornes rigoureuses du droit. Cette appréciation fait le plus grand honneur au ministre chargé alors de diriger les affaires de la France : il sut faire la guerre sans alarmer l'Europe.

La déclaration de guerre de la France était du 10 octobre 1733, et dès le 12 du même mois l'armée française franchit le Rhin, ayant à sa tête de Berwick, vieux maréchal qui avait commandé avec tant de succès dans la dernière guerre de Louis XIV. Il vivait retiré dans sa terre de Fitz-James, s'occupant, comme les guerriers de l'antiquité, de la culture de ses terres et de ses jardins, et prenait ses délassements dans la conversation de quelques amis choisis, lorsqu'il en fut tiré pour aller commander l'armée du Rhin. Pour une guerre sérieuse contre l'Allemagne, il fallait être maître de deux passages sur le Rhin; Berwick jeta les yeux sur Philippsbourg et sur Kehl, l'une des clefs de l'Allemagne, place située au-delà du Rhin, vis-à-vis Strasbourg.

Le roi fit déclarer à la diète de Ratisbonne, « que la » nécessité seule le forçoit de s'emparer du fort de Kehl, » pour s'assurer un passage sur le Rhin, autant dans la » vue d'offrir plus efficacement son secours à l'empire

Digitized by Google

» contre l'oppression de son chef, que d'attaquer l'em-
» pereur son ennemi (1). »

Les travaux du siége marchèrent très rapidement; la tranchée fut ouverte le 19 octobre et la place se rendit le 28 (1733). Les pluies d'automne arrêtèrent les opérations militaires et contraignirent le maréchal à prendre ses quartiers d'hiver.

Déterminé à commencer de bonne heure les travaux de la guerre, afin d'emporter plus facilement les lignes d'Etlingen, élevées par ses ennemis pendant l'hiver, Berwick avait donné des ordres positifs au comte de Belle-Isle, qui commandait à Strasbourg pendant son absence, pour que tout fût prêt sur la fin du mois de mars. Il y arriva le 30 de ce mois, et rien n'était préparé pour entrer en campagne, en sorte qu'il ne put commencer les opérations militaires que dans les premiers jours de juin. Tandis qu'il faisait mine d'attaquer de front les lignes d'Etlingen, un corps de vingt mille hommes passait le Rhin au-dessous de Philippsbourg, prenait les impériaux en flanc et les contraignait à se retirer sur Heildbronn. Ce fut là que le prince Eugène les rejoignit.

Quoique ce grand capitaine s'avançât à la tête de soixante mille hommes pour faire lever le siége de la place, Berwick, dont les positions étaient formidables, ne s'en inquiéta point; il fit pousser les travaux avec une nouvelle activité. Le 12 juin 1734, selon son habitude de visiter tous les jours les travaux et d'arrêter ceux du lendemain, il se rendit à la tranchée, alla examiner les sapes, monta sur un tertre pour reconnaître la position des en-

(1) *Mém. Berwick*, tom. XVI, pag. 278.

Digitized by Google

nemis : il eut la tête emportée par un boulet. On dit que Villars s'écria en apprenant cette nouvelle : « J'ai tou-» jours eu raison de dire que cet homme là était plus » heureux que moi. » Le maréchal de Berwick était froid, impassible, et se distingua toujours des autres généraux par une extrême prudence. Cependant cette prudence ne dégénérait pas en timidité ; car, lorsqu'il le fallait, il montrait de la vivacité, de l'audace et de la promptitude. Le maréchal de Berwick fut la souche de deux grandes familles, l'une espagnole, des ducs de Lérida, l'autre française, si bien connue sous le nom de Fitz-James.

La situation de l'armée pouvait devenir critique ; mais les positions prises par le maréchal étaient tellement fortes, que le prince Eugène ne put les entamer, et la place fut obligée de se rendre le 18 juillet. La campagne se borna à cette conquête.

L'armée d'Italie était moins nombreuse que celle du Rhin, et cependant de plus brillants succès lui étaient réservés. Le vieux maréchal de Villars, âgé de quatre-vingt-deux ans, placé à la tête des troupes françaises de ce côté, parla, en quittant le cardinal-ministre, de ses succès futurs : « Dites au roi qu'il n'a qu'à disposer de » l'Italie, je m'en vais la lui conquérir. La reine de France » lui mit une cocarde à son chapeau, la reine d'Espagne » lui en envoya une à Lyon, et celle de Sardaigne lui en » attacha une elle-même à Turin. Il dit à cette dernière : » Voilà mon chapeau orné d'un voile de reines, qui me » rendra heureux dans mes entreprises pour les trois » couronnes (1). »

Quarante mille Français se réunirent à dix-huit mille

(1) *Mém. Villars*, tom. XXI, pag. 138.

Digitized by Google

Piémontais, près de Verceil et de Mortara. Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, prit le commandement général des troupes; Villars ne fut que le second, quoiqu'il méritât d'être le premier par ses talents. Les alliés se mirent en mouvement et entrèrent dans le Milanais le 24 octobre. Après avoir emporté Vigevano en quelques jours, l'armée eut à peine franchi le Tessin, que toutes les villes du Milanais envoyèrent leurs clefs; Milan ouvrit ses portes; le château seul et quelques forteresses demeurèrent aux Allemands dans cette province.

Villars, sans s'amuser à faire le siége de places mal pourvues qui devaient succomber d'elles-mêmes lorsqu'elles cesseraient d'être soutenues par la présence d'une armée allemande, voulut refouler l'armée autrichienne, dans les gorges du Tyrol; mais Charles-Emmanuel préféra se rendre maître des forteresses et traiter avec elles pour son propre compte. Le château de Milan, Crémone, Novare, Tortone, Lecco, Trezzo, Arona et le fort de Fuentès, ouvrirent successivement leurs portes.

Cependant l'armée espagnole débarquait en Italie sous les ordres du comte de Montemar, officier plein d'activité, rempli des souvenirs des vieilles bandes si fameuses sous Philippe II. Animés par la soif de l'or, les Espagnols ravageaient tous les pays qu'ils traversaient. Nous n'avons pas à les suivre à travers les terres de l'Eglise, ni sur le territoire de Naples. Ils battirent complètement leurs adversaires à Bitonto, et bientôt, dans toute cette partie de l'Italie, il ne resta ni une seule place, ni un seul soldat à l'empereur.

L'infant don Carlos fut déclaré roi des Deux-Siciles. Ainsi un arrière-petit-fils de Louis XIV recommençait en Italie, sous le nom de Charles IV, une nouvelle dy-

Digitized by Google

nastie indépendante. C'était une nouvelle application, mais beaucoup plus heureuse, de la pensée de Louis-le-Grand en franchissant les Pyrénées. L'équilibre entre les grandes puissances de l'Europe était mieux établi. Charles avait une belle âme, un bon cœur, un jugement exquis. Tout annonçait les plus belles espérances pour le royaume qu'il fondait; il avait pour ministre un homme habile, Bernardo Tanucci, qui rendit, il est vrai, des services à son pays, mais qui eut le malheur d'attaquer les droits de l'Eglise et de contribuer à la proscription des Jésuites.

Le maréchal Villars, sans cesse contrarié par Charles-Emmanuel, profita de l'un des plus beaux faits d'armes pour opérer sa retraite. S'étant un jour avancé avec Charles-Emmanuel à la tête de quatre-vingts chevaux pour reconnaître la position des ennemis, il se trouva tout à coup en face de quatre cents hommes. « C'est le » moment de payer d'audace, dit Villars, car la retraite » nous perdrait. » En même temps ils chargèrent avec tant d'ardeur, qu'ils ébranlèrent les ennemis et les forcèrent à abandonner le champ de bataille. « M. le ma- » réchal, lui dit le roi après l'action, je n'ai pas été sur- » pris de votre valeur, mais de votre vigueur et de votre » activité. — Sire, répondit-il, ce sont les dernières étin- » celles de ma vie; car je crois que c'est ici la dernière » opération de guerre où je me trouverai, et c'est ainsi » que, partant, je lui fais mes adieux. »

Villars, âgé alors de quatre-vingt-deux ans, se trouvant blessé du peu de respect qu'on avait pour lui, se retira à Turin, où il mourut peu après dans la chambre où il était né lorsque son père était ambassadeur.

Digitized by Google

L'empereur, pour tenir tête à nos troupes, dirigea sur l'Italie de Mercy, capitaine très actif et très entreprenant. Coigny, général des Français, qui s'était retranché sous les murs de Parme et avait logé des grenadiers dans des maisons sur le bord du canal, fut vivement attaqué à plusieurs reprises par les Allemands, qui parvinrent à couper nos lignes et à rejeter nos colonnes contre le Pô, dans un espace marécageux et entrecoupé de canaux. La situation des Français devenait critique; ce ne fut que par des efforts d'une héroïque valeur qu'ils recouvrèrent les postes d'où ils avaient été chassés et qu'ils rétablirent leur ligne. Le carnage était effroyable. Mercy, par une manœuvre habile, tournait notre droite pour nous attaquer en flanc, quand il fut mortellement blessé (1734). Il recommanda au prince de Wurtemberg de prendre le commandement de l'armée et d'opérer la retraite. Wurtemberg soutint le combat jusqu'à la nuit et opéra sa retraite pendant les ténèbres. Les Allemands laissèrent dix mille morts ou blessés sur le champ de bataille; les Français et les Savoyards avaient perdu plus de cinq mille hommes (1).

Le comte de Kœnigseck, vieux et brave général autrichien envoyé pour remplacer Mercy, voyant le roi de Sardaigne et les généraux français abandonner sans précaution leur cavalerie dans les pâturages, tomba sur les différents détachements, tua quatre cents hommes et fit trois mille cinq cents prisonniers.

Cet avantage donna de la confiance au vieux général autrichien, qui se porta sur Guastalla, dont les Français

(1) Botta, *Istoria d'Italia*, pag. 307.

Digitized by Google

venaient de s'emparer. Malgré la supériorité des Allemands, le roi de Sardaigne, général en chef des troupes alliées, ayant pour lieutenants-généraux les maréchaux de Coigny et de Broglie, marcha contre l'ennemi, livra un combat opiniâtre et pendant longtemps incertain; enfin il remporta la victoire.

Après cette bataille, la guerre ne fit que languir. Les hôpitaux étaient encombrés, les maladies décimaient les troupes : « Les pertes de l'armée, dit l'abbé Millot d'après les papiers de Noailles, avoient été, dans la dernière campagne, plus considérables qu'on ne le disoit. » Les nouveaux officiers arrivés de France avoient reçu » des colonels toutes sortes de dégoûts, et les colonels eux-» mêmes avoient favorisé les capitaines, qui, voulant faire » de honteux profits sur leurs compagnies, craignoient » qu'on ne les rendît complètes. On avoit trompé les directeurs et inspecteurs, on avoit séduit ou intimidé les » commissaires des guerres; on avoit abusé des gratifications destinées aux officiers blessés; elles avoient été, » pour la plupart, le prix de la faveur et non des blessures ou des services. Enfin une espèce d'anarchie régnoit dans l'armée : le colonel vouloit être absolu dans » sa troupe, le capitaine dans sa compagnie; chacun affectoit l'indépendance sans que les supérieurs y missent ordre... Noailles fut pénétré de douleur en apprenant qu'on n'avoit pris aucun soin du soldat dès le commencement du quartier d'hiver; que, pendant la rigueur de la saison, on l'avoit laissé dans des cloîtres et des portiques sans fermetures; que la même négligence s'étoit étendue sur les hôpitaux, et que celui de Guastalla, un des plus nécessaires, avoit été entièrement abandonné. On laissoit périr de la sorte ces

Digitized by Google

» braves gens, qui venoient de combattre en héros; on » les oublioit pour un gain sordide (1). »

L'empereur expiait cruellement la faute qu'il avait commise en soutenant, en Pologne, le compétiteur de Stanislas Leczinski; il s'était vu enlever successivement la plupart de ses possessions d'Italie; il avait vu anéantir ses armées; après une lutte inégale contre la France, l'Espagne et la Sardaigne, il sollicita la paix, et fut très heureux de l'obtenir aux conditions que voulut lui imposer la France victorieuse.

La question du trône de Pologne, qui avait été la cause principale de la guerre, éloigna pour quelque temps les chances de paix. Les négociations, un moment suspendues, recommencèrent, et, le 3 octobre 1735, les préliminaires furent signés entre la France et l'Empire.

La principale disposition des préliminaires portait qu'en compensation de la cession que Stanislas consentait à faire de ses droits sur la Pologne, il lui serait accordé les deux duchés de Bar et de Lorraine, à la condition qu'à sa mort ces deux duchés seraient réunis à la France. Pour indemnité au duc de Lorraine, on lui donnait le grand duché de Toscane, qui devait lui appartenir en propriété absolue après la mort de Jean Gaston de Médicis, le dernier de cette famille. Stanislas fut mis en possession du duché de Bar le 8 février 1737, et du duché de Lorraine le 21 mars suivant. Il en demeura le propriétaire et y fit bénir son nom jusqu'à sa mort, arrivée en 1766, époque de la réunion définitive de la Lorraine à la France.

Le traité avait rencontré plus de difficultés à l'égard

(1) *Mém. Noailles*, liv. XXIV, pag. 238.

Digitized by Google

de la Sardaigne et de l'Espagne. Le roi Emmanuel, qui avait compté sur tout le Milanais, dut se contenter du Novarais, du Tortonais et de la suzeraineté sur les fiefs des Langhes, qui formaient des enclaves dans ses Etats. L'Espagne, qui avait espéré recevoir la Toscane, la vit, avec un extrême regret, passer en d'autres mains. Mais, après beaucoup de bruit et de vaines protestations, l'Espagne, réduite à l'impuissance, dut se résigner. Le traité définitif fut enfin signé le 8 novembre 1738.

« Ainsi, dit Voltaire, l'empereur Charles VI perdit presque toute l'Italie, pour avoir donné un roi à la Pologne; et un fils du roi d'Espagne eut en deux campagnes les Deux-Siciles, prises et reprises tant de fois auparavant, l'objet continuel de l'attention de la maison d'Autriche pendant plus de deux siècles. »

Après la conclusion de cette heureuse paix, tout demeura paisible. La cour de France n'eut d'ailleurs d'autre rôle, si ce n'est le plus beau de tous, celui d'arbitre, faveur dont elle jouissait sur toute l'Europe. Louis XV montra combien son autorité était grande, dans la malheureuse guerre que l'empereur avait entreprise contre les Turcs sans avoir pris l'agrément de l'Empire. C'est par l'intermédiaire de Villeneuve, notre ambassadeur auprès de la Porte ottomane, que l'Autriche conclut la paix avec le grand-visir, en 1739.

Gênes, affligée d'une guerre civile, écouta les avis bienveillants qui lui furent donnés par la France et vit la paix se rétablir entre ses concitoyens. Fleury soumit les Corses, qui avaient secoué le joug de Gênes. Ce ministre rendait le même service qu'à Gênes, à la ville de Genève, également agitée par une guerre civile.

Digitized by Google

L'Espagne, qui, en 1735, avait déjà retiré tant et de si heureux fruits de l'intervention de la France pour concilier son différend avec le Portugal, sut encore profiter de la même médiation pour avoir une paix honorable. Telle était la haute considération que Fleury avait su donner à la France en Europe, qu'aucune nation n'avait à se plaindre de son gouvernement, et que toutes lui devaient beaucoup de reconnaissance.

Louis XV était parvenu à sa vingt-sixième année, abandonnant absolument le soin des affaires à son vieux précepteur, dont toute l'attention était de se faire oublier, aimant à répéter cette maxime de l'*Imitation:* « Aimez à être inconnu; *Ama nesciri.* »

Le roi, éloigné des affaires, se livrait à quelques jeunes gens de son âge qui l'entraînaient à la chasse, au jeu, et s'attachaient à le faire sortir de sa timidité naturelle. Il ne manifestait guère son caractère confiant qu'après les petits soupers, où les têtes avaient été échauffées par des vins exquis. Les jeunes débauchés, amis du roi, désiraient surtout lui donner des maîtresses. Quoique la reine ne fût point belle, qu'elle ne possédât aucune grande qualité, le roi l'aimait à cause de son inaltérable douceur. D'ailleurs, elle avait déjà donné huit enfants, six filles et deux garçons. Lorsqu'on parla d'une maîtresse au roi, il fit cette réponse : « Est-elle plus belle que la » reine? » Personne n'aurait osé dire oui; mais les fréquentes grossesses et les maladies de la reine la rendaient moins chère à son époux. Le soir elle témoignait du mécontentement de voir le monarque dans un état voisin de l'ivresse : toutes ces causes entraînèrent le monarque dans une passion qui lui fut bien funeste et à

Digitized by Google

toute la France. Il s'attacha alors aux filles de Louis de Mailly de Nesle.

Cette maison de Nesle, qui rappelle dans l'histoire un nom d'une corruption profonde, présenta, sous le règne de Louis XV, une suite de prostitutions scandaleuses qui commencèrent la perte du roi. Des cinq filles du comte de Nesle, quatre se disputèrent le roi et s'abandonnèrent à lui.

Dès 1732 les corrompus de la cour avaient travaillé à perdre le monarque et à lui faire lier une intrigue coupable avec la comtesse de Mailly; Louis XV, pieux encore et délicat sur les mœurs, avait repoussé les intrigants, mais avec une telle nonchalance, qu'ils avaient compris qu'avec de la persévérance ils vaincraient la volonté du roi; sachant d'ailleurs que, même dans un rendez-vous, tout se terminerait avec des respects réciproques, ils recoururent à l'impudence d'un valet, qui poussa son maître au crime. Laissons parler sur ce point Sismondi. « Dès-lors la comtesse de Mailly, contente d'aimer secrè-
» tement le roi, ne désira ni profiter de sa faveur, ni
» la faire connoître jamais; elle ne demandoit de grâces
» ni pour ses parents, ni pour elle-même; elle faisoit
» des dettes pour son entretien qui étoit fort recherché,
» payoit elle-même les dépenses des parties de plaisir
» auxquelles le roi prenoit part, et étoit obligée d'em-
» prunter de ses voisins des flambeaux, des plats d'ar-
» gent, lorsque le roi venoit jouer chez elle. Déclarée
» favorite en 1735, elle vivoit à la cour avec la même
» modestie, sans se mêler des affaires d'Etat et sans de-
» mander aucune faveur. Mais M^me^ de Mailly ne jouit
» pas longtemps sans amertume de l'humiliant honneur

Digitized by Google

» qu'elle venoit de recevoir. Sa seconde sœur, Mlle de
» Nesle, pensionnaire à l'abbaye de Port-Royal, aspi-
» roit, en 1739, à le partager avec elle; alors âgée de
» vingt-quatre ans, elle avoit formé le projet de plaire
» au roi, de le subjuguer, de supplanter sa sœur, de
» chasser Fleury et de gouverner l'Etat. Elle écrivit à
» sa sœur lettre sur lettre, et obtint enfin d'être appe-
» lée auprès d'elle. Mlle de Nesle n'étoit pas belle, mais
» elle étoit pétulante, audacieuse, spirituelle, et se paroit
» d'une tendresse vive et ingénue qui séduisit le roi. Il
» partagea ses faveurs entre les deux sœurs, sans rougir
» de l'une devant l'autre. Mlle de Nesle fut introduite
» dans les petits appartements, à Versailles, à Choisy, à
» la Muette; mais ce n'étoit point assez pour elle, elle
» prétendoit à la publicité. Elle obligea le roi à dire à
» quelques courtisans qu'elle étoit aimée comme sa sœur;
» c'étoit le déclarer à toute la France. Ce fut le 7 juin
» 1739 que, pour la première fois, elle soupa avec le roi
» à la Muette : Mlles de Charolais et de Clermont, Mmes
» d'Antin, d'Estrées et de Mailly, n'eurent pas honte de
» s'y trouver ensemble. Le marquis de Vintimille, petit-
» neveu de l'archevêque de Paris, consentit à épouser
» la nouvelle maîtresse, qui se trouvoit enceinte, mais
» à qui le roi donnoit deux cent mille livres, et le vieil
» oncle bénit le mariage dans son palais archiépiscopal.
» Le 5 octobre suivant, Mlle se chargea de présenter à
» la reine Mme de Vintimille dans son cabinet; Mme de
» Mailly et deux autres de ses sœurs, Mme de Flavacourt
» et Mme de la Tournelle, l'accompagnoient. Bientôt une
» troisième demoiselle de Nesle, la duchesse de Laura-
» guais, se mit sur les rangs avec le même succès, et

Digitized by Google

» vint aussi se livrer aux caprices coupables d'un monar-
» que pour qui l'inceste semblait n'être qu'un aiguillon
» et un charme de plus. Mais la comtesse de Vintimille
» ne pouvoit craindre longtemps la duchesse de Laura-
» guais, dont la beauté, au moins médiocre, n'étoit re-
» haussée ni par l'esprit, ni par les grâces. Mme de Mailly
» lui sembloit plus redoutable, parce qu'à un amour vé-
» ritable pour la personne du roi, elle joignoit le don de
» converser spirituellement et d'arranger des parties au
» gré du prince, qu'ennuyoient également et le sérieux
» des affaires et la frivolité de l'étiquette. Mme de Vinti-
» mille accoucha, en 1741, d'un fils qui reçut le nom de
» comte de Luc, et elle mourut presque subitement quel-
» ques jours après. Cette mort causa à Louis XV un
» violent chagrin; Mme de Mailly put seule le consoler:
» elle fut appelée au palais et reçut un appartement au-
» dessus de la chambre du roi, qui crut se réformer en
» se bornant à elle seule. »

La duchesse de Mazarin, qui mourut en 1742, quoique brouillée avec Mme de Mailly, sa petite-fille, à cause de sa vie désordonnée, avait cependant consenti à recevoir dans sa maison ses deux sœurs, Mme de Flavacourt et Mme de la Tournelle. Maurepas, son héritier, ne voulut pas souffrir qu'elles continuassent à habiter sa maison. Chassées honteusement de la demeure d'un noble particulier, elles obtinrent du roi un appartement au château.

Nous le disons en rougissant, quatre sœurs furent successivement les amantes du roi; toutes les quatre furent admises dans le château royal, reçues avec de grands honneurs. Le roi eut même la bassesse d'ériger, en faveur de

Digitized by Google

Mme de la Tournelle, la terre de Châteauroux en duché, avec quatre-vingt mille livres de rentes. Après la mort de Mme de Châteauroux, Richelieu tenta la cinquième des sœurs de Mailly en lui offrant des richesses, du crédit, les empressements des ministres, les grâces et les emplois qu'elle voudrait distribuer. Celle-là au moins eut la fermeté, disons plus, la vertu de répondre : « Voilà tout, » M. de Richelieu? Eh bien! je préfère l'estime de mes » contemporains au prétendu honneur d'être la maî- » tresse du roi. »

Le roi avait conservé des sentiments de foi au milieu de ces affreux désordres; il observait les jeûnes de l'Eglise en disant : « Il ne faut pas du moins commettre des pé- » chés de tous les côtés. » Dans une maladie grave, en 1741, il tenta de se convertir, mais il n'en eut pas l'énergie.

A ces affreux scandales se mêlaient ceux de la philosophie nouvelle, dont nous devons exposer l'origine et le développement.

La philosophie d'un siècle se résume ordinairement dans une grande idée bonne ou mauvaise, juste ou erronée, mais qui du moins lève un coin de la vérité et la montre en partie, tout en l'attaquant sous plusieurs rapports. Quand il y a cette unité d'idée, quand on n'émet qu'un principe fondamental, on peut saisir une doctrine, l'apprécier en elle-même, la caractériser et en déduire les conséquences. Mais tel n'est point le caractère de la philosophie du XVIIIe siècle; il n'y a aucune idée fondamentale, aucun système réellement suivi, aucune théorie sérieuse; il n'y a qu'un seul point sur lequel tous les philosophes sont d'accord : c'est la destruction de tout

Digitized by Google

ordre, moral, politique et religieux. C'est moins dans les systèmes que dans les personnes qu'on peut juger la philosophie du XVIII^e^ siècle.

Quoique toute classification rationnelle paraisse impossible au milieu de ce véritable chaos, on peut cependant diviser sommairement les philosophes du XVIII^e^ siècle en quatre classes : Voltaire et ses disciples, Rousseau et les philosophes de l'école prétendue morale, les hommes de sciences représentés par Condillac, enfin la tourbe philosophique des encyclopédistes. Avant d'étudier de plus près ces différentes espèces de philosophes, il est nécessaire de connaître comment ces sages, ces régénérateurs du genre humain appréciaient leur philosophie. Voici le jugement que Jean-Jacques en porte :

« Je consultai les philosophes, je feuilletai leurs livres, j'examinai leurs diverses opinions; je les trouvai tous fiers, affirmatifs, dogmatiques, même dans leur scepticisme prétendu, n'ignorant rien, ne prouvant rien, se moquant les uns des autres; et ce point commun à tous me parut le seul sur lequel ils ont tous raison. Triomphants quand ils attaquent, ils sont sans vigueur en se défendant. Si vous pesez les raisons, ils n'en ont que pour détruire; si vous comptez les voix, chacun est réduit à la sienne; ils ne s'accordent que pour disputer. »

Voltaire a aussi porté son jugement sur les philosophes de son temps, avec le cynisme léger qui le caractérise : « Paris abonde en barbouilleurs de papier, écrit-il » à d'Alembert; mais de philosophes éloquents, je ne » connais que vous et Diderot. Il n'y a que vous qui » écriviez toujours bien, et Diderot parfois : pour moi, » je ne fais plus que des ..... (nous n'osons dire le mot).

Digitized by Google

» En vérité, mon cher philosophe, je ne connais guère » que vous qui soit clair, intelligible, qui emploie le » style convenable au sujet, qui n'ait point un enthou- » siasme obscur et confus, qui ne cherche point à traiter » la physique en phrases poétiques, qui ne se perde point » en systèmes extravagants. Nous sommes dans la fange » des siècles pour tout ce qui regarde le bon goût. Par » quelle fatalité est-il arrivé que le siècle où l'on passe » soit celui où l'on ne sait plus écrire? Notre nation est » trop ridicule. Buffon s'est décrédité à jamais avec ses » molécules organiques, fondées sur la prétendue expé- » rience d'un malheureux jésuite. Je ne vois partout » que des systèmes de Cyrano de Bergerac dans un style » obscur et ampoulé. En vérité, il n'y a que vous qui » ayez le sens commun.

» Je vous embrasse tendrement, mon cher ami, vous » qui empêchez que ce siècle ne soit la chiasse du genre » humain. » Ce dernier mot n'est peut-être pas fort propre, mais c'est le mot propre du *grand* Voltaire, dans sa lettre du 12 décembre 1768.

Ces jugements épouvantent dans des hommes qui se sont posés comme les maîtres de la doctrine et de la morale, comme des envoyés de la *nature* pour régénérer la terre. Ceux qui avaient une si pauvre idée de la philosophie, s'étant établis eux-mêmes maîtres en cette matière, la rabaissèrent encore loin de la relever.

Le premier caractère des écrivains de cette école, c'est un orgueil indicible. Ils s'appellent tous *philosophes*, c'est-à-dire des sages, et nomment leur siècle le *siècle de la philosophie*. Ce nom, prôné avec tant d'emphase, répété jusqu'au dégoût, affecté avec tant de prétention,

Digitized by Google

devait être par cela même extrêmement suspect à la raison, qui ne pouvait y voir qu'un pur charlatanisme. Les siècles les plus remarquables ne se sont pas donné à eux-mêmes le surnom de grands, ils ont attendu le jugement de la postérité. Le XVII^e^ siècle ne s'est point surnommé le *grand siècle*, le *siècle du génie;* l'âge où vécurent les Socrate, les Euripide, les Platon, les Aristote, ne s'est point nommé *l'âge philosophique;* mais l'Europe moderne a témoigné son admiration pour les grands siècles en leur consacrant les noms de Périclès, d'Auguste, de Léon X et de Louis XIV : le XVIII^e^ siècle n'avait rien de ce qui caractérise la vraie philosophie; le siècle précédent avait rassemblé savamment toutes les preuves éparses de la divinité de notre religion, y avait joint toute la vigueur de la logique et toutes les couleurs de l'éloquence; le XVIII^e^ siècle a étalé une critique, une érudition toutes différentes. Mais malgré sa grossière ignorance, malgré son insigne mauvaise foi, cette prétendue philosophie a su, par le plus honteux abus de l'esprit et du raisonnement dans tous les genres, produire le plus grand bruit et se faire généralement accréditer. Quand on vient à réfléchir sur l'audace criminelle d'hommes sans morale et sans foi, on est étonné qu'un siècle ait pu pousser la frivolité et la corruption d'esprit jusqu'à donner le nom de *philosophes* à des dogmatiseurs en délire, travaillant à détruire tout, religion, morale, société. Un philosophe de ce temps, ramené à de saines idées par les rudes épreuves de la révolution, La Harpe disait : « Ce *siècle philosophe* ne sera pour nos neveux » que ce qu'il est déjà pour les gens sensés, un sobriquet » très ridicule, une sorte de contre-vérité, comme le nom

Digitized by Google

» des Euménides, qui par lui-même désigne la douceur » et la bonté, et que les Grecs, peuple frivole et railleur, » avaient imaginé pour les furies. »

L'un des hommes qui jouèrent le plus grand rôle dans ce temps, fut incontestablement Voltaire, le grand oracle de cette époque et de la nôtre. Son étoile commence à pâlir, et l'on s'étonne que des esprits solides aient pu si longtemps se laisser surprendre par une philosophie sans base et sans suite; car on trouve de tout dans Voltaire, athéisme, scepticisme, déisme, protestantisme, et même catholicisme, en très faible dose, il est vrai. « Il faut examiner, dit M. de Barante, l'esprit qu'apporta Voltaire dans la philosophie, c'est-à-dire dans les opinions relatives à la religion, à la morale et à la politique. On lui a attribué un projet formel de renverser ces trois bases de l'honneur et de la félicité des peuples. Mais qui voudrait trouver dans Voltaire un système de philosophie, des principes liés, un centre d'opinions, serait fort embarrassé. Rien n'est moins conforme à l'idée grave qu'on se ferait d'un philosophe, que le genre d'esprit et de talent de Voltaire. Qu'il ait eu le projet de plaire à son siècle, d'exercer sur lui de l'influence, de se venger de ses ennemis, de former un parti qui pût le louer et le défendre, nous le croyons sans peine. Il vécut dans un temps où les mœurs étaient perdues, du moins dans les classes supérieures de la société, et il ne respecta pas la morale. Son pays avait un gouvernement sans force, sans considération, et qui ne faisait rien pour les obtenir; il eut un esprit d'indépendance et d'opposition. Voilà quelle fut la vraie source de ses opinions. Nous concevons comment il les a eues, sans pour cela les ex-

Digitized by Google

cuser; il les énonça continuellement, sans songer aux résultats funestes qu'elles pourraient avoir. Toutefois, il fut loin de montrer dans ses erreurs cette certitude invariable et cet orgueil outrecuidant de quelques-uns des écrivains de la même époque. Lui-même, dans un de ses romans, nous a donné une juste idée de sa philosophie. Babouc, chargé d'examiner les mœurs et les institutions de Persépolis, reconnaît tous les vices avec sagacité, se moque de tous les ridicules, attaque tout avec une liberté frondeuse. Mais lorsqu'ensuite il réfléchit que de son jugement définitif peut résulter la ruine de Persépolis, il trouve dans chaque chose des avantages qu'il n'avait pas d'abord aperçus, et se refuse à la destruction de la ville. Tel fut Voltaire. Il voulait qu'il lui fût permis de juger légèrement et de railler toutes choses : mais un renversement était loin de sa pensée; il avait un sens assez droit, un dégoût trop grand du vulgaire et de la populace, pour former un pareil vœu. » Ce jugement, que nous avons voulu transcrire, parce qu'il est d'un personnage qu'on n'accusera pas d'être trop ennemi du dernier siècle, nous paraît trop favorable à Voltaire. Il est probable que Voltaire n'aurait pas voulu le bouleversement de la société? mais quand on pose les prémisses, croit-on que les conséquences ne seront pas tirées? Oui, Voltaire fut l'une des grandes causes des malheurs dont nos pères et nous avons été les témoins et les victimes; et quand Napoléon Ier interdisait la réimpression des œuvres de ce prétendu philosophe, en disant *qu'il ne se chargeait pas de gouverner un peuple qui lirait Voltaire et Rousseau*, il ne donnait pas seulement la preuve d'une haute raison, il faisait encore acte de bonne politique.

Digitized by Google

A côté de Voltaire se présente Montesquieu, qui marchera son égal, et que la postérité appréciera de plus en plus à mesure qu'elle avancera dans les théories sociales ébauchées par Bodin, La Boétie et les autres publicistes du XV^e^ siècle. Ses *Lettres persanes*, ouvrage de jeunesse, attaquent, comme tous les écrits de l'époque, l'autorité quelle qu'elle soit, religieuse, politique et même paternelle. Son principal ouvrage est l'*Esprit des lois*.

Malgré la hauteur de quelques aperçus généraux, on remarque, dans cet écrit trop célèbre, beaucoup de conclusions mal déduites des principes, et une tendance à affaiblir le pouvoir politique. Il établit les principes des trois gouvernements connus dans le monde, non sur la religion, mais il requiert la *vertu* pour les républiques, l'*honneur* pour les monarchies, la *crainte* pour les Etats despotiques. Ces règles, sans la religion qui leur serve d'appui et de guide, sont évidemment insuffisantes pour diriger les empires.

Rousseau, regardé comme le plus profond des penseurs du XVIII^e^ siècle, en proclamant sans cesse les mots vertu, morale, sagesse, n'en connaît ni la valeur, ni l'étendue, ni la véritable signification. Il sape réellement la base de tout devoir.

« Dans ce livre fameux du *Contrat social*, dont l'influence a été immense sur l'esprit public et sur les événements politiques de notre pays, Rousseau rapporte l'origine de la société à une convention sans date et sans monument, et, sur cette donnée imaginaire, il s'efforce vainement d'établir sa république sur un plan qu'il finit par déclarer lui-même impossible. Dans l'*Emile* ou *Traité de l'éducation*, Rousseau prêche encore le retour à la nature. Quoi qu'on en ait dit, dans ce livre même,

Digitized by Google

qui est son chef-d'œuvre, les opinions de Jean-Jacques furent moins originales que son talent. On a voulu trouver tout Voltaire dans Bayle; il serait plus facile de trouver tout Rousseau, moins la forme oratoire et les exagérations où entraîne toujours l'abus de la logique, dans Montaigne et son école, dans Locke (1). »

Quand on entend un pareil écrivain dire *que tout est bien dans la nature et que tout se dégrade entre les mains de l'homme;* que l'ordre est interverti, *parce qu'il y a des riches, des grands, des royaumes et des villes; que tous les rangs sont des usurpations, qu'il y a tout à parier que les ancêtres d'un gentilhomme étaient des fripons,* quelles effrayantes conséquences ne doivent pas en résulter pour l'ordre social! Rousseau eut le talent d'attacher à sa cause les femmes et les jeunes gens, et l'on ne doit pas en être surpris quand on lui connaît l'art pernicieux de donner à leurs passions favorites le ton et l'air des vertus. Des jeunes personnes, ne consultant que leur cœur et non leur devoir, se sont crues des Julie; des étourdis, en cherchant à séduire l'innocence, se sont flattés d'être des Saint-Preux. C'est en flattant toutes les passions, tout en parlant de vertu, que Rousseau s'est fait un si grand nombre de malheureux disciples.

Condillac, l'unique métaphysicien de cette époque, a été beaucoup vanté à cause de la lucidité de son esprit. Sa philosophie eut un effet puissant sur les sciences exactes et naturelles. Mais comme toutes celles de ce siècle, non-seulement elle se sépara de toute idée religieuse, elle établit de plus le sensualisme qui en amène la des-

(1) De Barante, *De la Littérature française.*

Digitized by Google

truction. Ainsi, dans son *Cours d'études* composé pour l'éducation de l'Infant de Parme, il veut conduire son élève sur la route que les premiers hommes ont dû suivre; il fait dépendre ses premières études de ses premiers besoins. Les principes de son éducation faussèrent l'esprit et le cœur des princes et princesses de la cour de Parme; nous en verrons la preuve dans la suite de cette histoire.

La quatrième classe, peut-être la plus méprisable de celles que nous venons de nommer, est la tourbe philosophique des encyclopédistes, qui professaient un athéisme grossier et niaient tout ce qu'il peut y avoir de noble et de désintéressé dans l'esprit humain. C'était sans doute une grande idée que l'exposition substantielle de tout ce que les hommes avaient conçu, découvert ou créé depuis la formation des sociétés; c'était un projet gigantesque de vouloir tracer tout ce que l'esprit humain croyait savoir. « Personne, aujourd'hui, ne révoque en doute que l'Encyclopédie ne fut qu'un ralliement de conjurés contre la religion, quoique le secret de la conspiration ne fût d'abord qu'entre les chefs; mais il se répandit à mesure que leur crédit et leur impunité leur répondirent davantage de leurs associés et de leurs prosélytes. Le fameux dictionnaire fut, en effet, le boulevard de tous les ennemis de la religion et de l'autorité. Ils y étaient comme à couvert sous la masse du livre, et enhardis par l'espace et l'espérance qu'ouvrait devant eux une bonne entreprise. Ils comptaient, non sans raison, que la curiosité serait plus empressée de rechercher la satire de la religion et du gouvernement dans ces morceaux de dissertations de tous genres, que la surveillance du pouvoir et

Digitized by Google

du zèle ne serait occupée à les y découvrir. Leur plan, il faut en convenir, fut combiné avec toute l'adresse que peuvent donner la crainte et la haine du bien, et soutenu avec toute l'activité qui appartient à l'amour du mal. Rien ne fut négligé, et l'un de leurs premiers avantages, celui dont ils profitèrent d'abord le plus et qui servit à les défendre pendant sept ans, même après que leur projet fut éventé, ce fut le nombre et la qualité des coopérateurs que leur associait la nature de l'entreprise, et l'intérêt général qu'elle devait d'abord inspirer. Toutes les classes supérieures de la société étaient appelées à y concourir, et les élus dans chacune pouvaient s'en glorifier. Des grands, des militaires, des magistrats, des jurisconsultes, des administrateurs, des artistes, des théologiens très renommés figuraient sur la liste, la plupart avec une qualification qui les rendait recommandables. On vantait les censeurs qui avaient été cependant choisis parmi des hommes qui ne devaient pas gêner la *liberté de penser* dans leur livre très scientifique. Le chevalier de Jaucourt, l'un de leurs plus habiles compilateurs, semblait couvrir tout l'ouvrage par sa juste réputation d'honnêteté et de piété; mais, exclusivement occupé de son travail, il était loin de soupçonner, en mettant la main à l'édifice, quelle était la pensée des architectes (1). »

De ce court exposé, fait sans aucune exagération, et plutôt adouci, il résulte évidemment que la philosophie du XVIII^e^ siècle était essentiellement anti-sociale, et qu'elle sapait la religion et la société par les fondements. Si, au milieu de phrases brillantes, il se trouvait quelques maximes généreuses, des sentiments humains, à côté l'on

(1) La Harpe, *Cours de littérature*, tom. XIV, pag. 87.

Digitized by Google

voyait un tel dénigrement de tout ce qui tendait à la conservation de l'ordre, qu'il en dut résulter un mal effroyable, puisque ces mauvais livres passaient dans les mains de tout ce qui savait lire. Le régent, qui avait encouragé le mal, eut malheureusement des successeurs trop faibles et trop imprévoyants qui ne comprirent pas la nécessité de le réprimer, ou n'osèrent tenter de le faire.

Il était impossible que la conscience et la morale publique ne fussent pas ébranlées par ce débordement d'écrits pernicieux. Le vertueux cardinal de Fleury, arrivé à plus de quatre-vingts ans, avait adressé au roi quelques remontrances sur ces désordres; il aurait voulu arrêter le flot de la corruption, mais les ministres qu'il s'était associés partageaient l'erreur commune. Ce qui les excuse, c'est qu'à cette époque la détestable philosophie ne s'était pas encore entièrement démasquée; elle conservait une sorte de décence qui put tromper le vénérable abbé de Fleury; ce fut seulement dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle qu'elle montra à nu toutes ses infâmes doctrines. Le ministère se composait (1735) du chancelier d'Aguesseau, pour la justice; du marquis de Chauvelin, aux affaires étrangères; d'Angiviller, à la guerre; d'Orry, contrôleur aux finances; du comte de Maurepas, à la marine, et du comte de Saint-Florentin, pour la maison du roi. Il n'y avait pas alors de ministère de l'intérieur. Chaque ministre avait un certain nombre de provinces dans ses attributions.

D'Aguesseau était un ministre à part; il était né à Limoges d'une famille qui comptait une longue suite de magistrats savants et révérés. Il étonna, dès sa tendre jeunesse, par la vivacité de son esprit. Chose rare! à vingt-

Digitized by Google

deux ans, il inspira assez de confiance par son mérite pour être nommé à la place d'avocat-général au parlement de Paris. Bientôt après on lui trouva une telle connaissance des lois et tant de discernement pour les affaires, qu'on le jugea digne de remplir le poste honorable de procureur-général. La vivacité de son esprit ne s'exerçait pas seulement sur les causes particulières, mais dans les plus hautes spéculations; les affaires politiques les plus élevées, les questions d'économie sociale allaient également à son génie. En matière religieuse, il s'était laissé surprendre, comme la plupart des membres de la magistrature, par la sévérité du jansénisme. Très opposé d'abord à l'enregistrement de la bulle *Unigenitus*, il fléchit sur ce point et essaya d'amener le Parlement à la vérité. Dans la place si éminente de grand chancelier de France, il eut à lutter contre Dubois et subit plusieurs exils. Les dernières années de sa vie, il s'occupa spécialement à perfectionner la législation par des règlements et des ordonnances qui sont ses plus beaux titres de gloire.

Le marquis de Chauvelin, qui fut garde des sceaux en même temps que d'Aguesseau occupait la chancellerie, mérita d'avoir la place de ministre des affaires étrangères sous Fleury. On prétend qu'il eut une grande part aux actes politiques de ce célèbre ministre, et qu'il acquit la principale part de la gloire de ce ministère. Mais on a beaucoup exagéré le mérite de Chauvelin. Le grand caractère du ministère Fleury est la probité et l'honnêteté soutenues par la fermeté. C'est ce qui constituait le fond du génie du premier ministre; Chauvelin ayant tenté de supplanter son supérieur, fut disgrâcié et exilé d'abord à Bourges, puis à Issoire.

Digitized by Google

Ancelot de Chaillon, nommé pour le remplacer, n'entendait rien à la politique. L'ambassadeur de Portugal, interrogé sur ce choix par le cardinal-ministre, fit cette réponse spirituelle : « Le public n'en est pas très content, » mais je l'augure meilleur que tout autre, en ceci que » M. Ancelot ne sachant rien de la politique, il n'appren» drait rien que de Son Eminence. »

Le plus célèbre de ces ministres était le comte de Maurepas. « Doué, dit Marmontel, d'une facilité de perception » et d'intelligence qui démêlait dans un instant le nœud » de l'affaire la plus compliquée, il suppléait dans les » conseils, par l'habitude et la dextérité, à ce qui lui man» quait d'étude et de méditation. Accueillant et doux, » souple et insinuant, flexible, fertile en ruses pour l'at» taque, en adresse pour la défense, en faux-fuyants pour » éluder, en détours pour donner le change, en bons mots » pour démonter le sérieux par la plaisanterie, en expé» dients pour se tirer d'un pas difficile et glissant ; un œil » de lynx pour saisir le faible ou le ridicule des hommes ; » un art imperceptible pour les attirer dans le piége ou » les amener à son but ; un art plus redoutable encore de » se jouer de tout, et du mérite même quand il voulait le » dépriser ; enfin l'art d'égayer, de simplifier le travail » du cabinet, faisaient de Maurepas le plus séduisant des » ministres (1). »

Aucun de ces ministres n'était de taille à dominer la situation intérieure, qui menaçait de tout perdre par la corruption et l'impiété.

Pendant le calme de la paix, Fleury employait son in-

(1) *Mém. Marmontel.*

Digitized by Google

fluence au dehors pour apaiser les dissensions intérieures chez les autres peuples. La principale intervention fut celle de la France à l'égard de la Corse.

La Corse, soumise à Gênes, trouva son joug insupportable, se souleva et soutint contre ses oppresseurs une lutte longue et difficile. Après avoir été prié par les deux partis de leur apporter des secours, Louis XV ayant lieu de craindre que la Corse ne vînt à tomber entre les mains d'une grande puissance et à nous créer ainsi un voisinage dangereux, se détermina à intervenir en faveur de Gênes. Son intention, en mettant le pied dans l'île, n'était point de la soumettre par la force, mais de concilier les esprits et d'amener une transaction entre la métropole et ses sujets. Nos troupes, sous les ordres du comte de Boissieux, se contentèrent d'occuper les places qui restaient encore aux Génois, et ouvrirent aussitôt des négociations avec les insurgés. Les conditions présentées par les Français parurent si favorables, que les Corses reçurent avec une extrême froideur leur roi Théodore-Antoine, qui leur amenait des recrues considérables tirées de la Hollande.

Lorsque les insurgés, presque pacifiés, apprirent que les Français mettaient à la tête du traité qu'ils demeureraient sujets génois, ils furent saisis d'une espèce de rage et préparèrent tout pour un massacre général de nos compatriotes. Profondément irrité de cet horrible projet, qui réussit sur plusieurs points et reçut le nom de *Vêpres Corses,* Louis XV jura que la Corse serait réintégrée sous la puissance de Gênes.

Le comte de Boissieux étant mort, le marquis de Maillebois, appelé à le remplacer, conduisit la guerre avec

Digitized by Google

une extrême vigueur, força les retraites les plus difficiles, et finit par faire adopter une constitution moitié génoise et moitié française, sous la domination de Gênes. Persuadé que la paix était consommée à toujours, Louis XV ordonna à ses troupes de rentrer en France (1741).

Un plus grand événement vint jeter le trouble dans toute l'Europe. L'empereur Charles VI, comme nous l'avons dit, se voyant sans enfant mâle, avait résolu de rendre sa fille Marie-Thérèse son héritière et avait en conséquence établi cette fameuse pragmatique-sanction reconnue par les principales puissances.

A la mort de l'empereur, une multitude de prétendants se donnèrent pour héritiers légitimes de ses Etats. L'un, se fondant sur un testament de Charles-Quint, voulait en faire valoir les dispositions deux cents ans après la mort du célèbre empereur; ce prétendant était l'électeur de Saxe. D'autres, voyant la branche masculine éteinte, admettaient le principe de l'avénement des femmes à la couronne d'Autriche; mais ils prétendaient en même temps qu'il fallait remonter aux aînées de la famille. Sur ce principe, le roi de Pologne, électeur de Saxe, ayant épousé la fille aînée de l'empereur Joseph, réclamait la couronne pour sa femme. Le roi d'Espagne remontait plus haut et faisait valoir les droits d'Anne d'Autriche, sa trisaïeule. Louis XV, se fondant sur le même principe, aurait pu à son tour présenter ses droits. On comprend qu'au milieu d'une telle multitude de prétendants, Marie-Thérèse, succédant immédiatement à l'empereur et ayant en sa faveur une pragmatique jurée par les grands de l'empire, dut avoir les principaux avantages. Marie-

Digitized by Google

Thérèse d'Autriche, épouse du grand duc de Toscane, François de Lorraine, s'était hâtée de se mettre en possession de toutes les provinces que son père avait possédées. Elle reçut l'hommage des États d'Autriche, à Vienne, le 7 novembre 1740. Les provinces d'Italie, la Bohême, lui firent leurs serments par leurs députés; elle gagna surtout l'esprit des Hongrois, en se soumettant à prêter l'ancien serment dû roi André II, fait l'an 1222 : « Si » moi ou quelques-uns de mes successeurs, en quelque » temps que ce soit, veut enfreindre vos priviléges, qu'il » vous soit permis, en vertu de cette promesse, à vous et » à vos descendants, de vous défendre sans pouvoir être » traités de rebelles. »

Frédéric II, roi de Prusse, voulant profiter de l'état encore incertain de Marie-Thérèse pour obtenir la Silésie, réclama cette province, et, sur le refus de la reine, lui déclara la guerre. Il remporta la célèbre victoire de Molwitz. Si le roi de Prusse, malgré ce premier succès, avait été réduit à ses seules forces, il est certain qu'il aurait bientôt succombé; mais il avait compté sur la France, qui avait trop d'intérêt à affaiblir la maison d'Autriche, pour ne pas chercher à l'abattre entièrement si elle le pouvait. Un double motif déterminait la France à prendre les armes. D'abord, sa politique traditionnelle, celle qui avait été inaugurée par Richelieu, et qui semblait devoir alors recevoir son complément. Si la coalition eût en effet réussi, elle eût incontestablement abattu la maison d'Autriche et fait plus que Richelieu et Louis XIV. Un autre motif engageait encore la France à ne pas demeurer dans l'inaction; le candidat à l'Empire était ce même électeur de Bavière qui avait tant souffert pour

Digitized by Google

son attachement à la France, à qui on avait même ôté le nom de ses Etats, car l'empereur n'avait pas cru que c'était assez le punir que de le jeter en prison ; il lui avait porté un coup plus rude. Etait-il présumable que la France dût abandonner un prince qui avait tant souffert pour elle?

Afin d'entraîner la France, le roi de Prusse avait fait des promesses, violées au moment même de commencer la guerre, en disant à notre ambassadeur à Berlin : « Je » vais, je crois, jouer votre jeu ; si les as me viennent, » nous partagerons. » Ces paroles, rapportées à la cour de France, y firent naître des espérances que le vieux cardinal de Fleury combattit avec force ; car il semblait insensé à cet homme prévoyant d'engager la France dans une guerre lointaine et ruineuse. Sa conscience, d'ailleurs, était révoltée de voir la France manquer à sa parole la plus sacrée et oser attaquer la pragmatique-sanction dont elle avait juré l'observation.

Le cardinal de Fleury, sur l'esprit duquel les engagements contractés avaient tant de force, s'exprima avec la plus grande énergie contre la guerre projetée ; mais il se rencontra deux hommes presque inconnus du roi, sans action sur le premier ministre, qui parvinrent cependant à pousser la France et à la jeter dans les voies les plus dangereuses.

Il y a dans les nations des hommes qui, sans jouir d'aucune autorité, prennent sur l'opinion publique un tel ascendant, qu'ils ont plus de pouvoir que ceux qui gouvernent, finissent par leur imposer leurs idées et les entraînent dans l'abîme. Deux frères d'un nom illustre s'étaient fait en France, dans la haute société, une grande

Digitized by Google

réputation de savoir et de capacité. Par les grandes idées qu'ils développaient, par les vastes projets qu'ils avaient conçus, on les regardait comme ces personnages qui apparaissent parfois pour élever les empires au plus haut point de gloire. Ces deux hommes étaient le maréchal duc de Belle-Isle, et son frère le chevalier de Belle-Isle, petits-fils de Fouquet.

Le maréchal, doué d'une grande puissance de conception, d'un esprit insinuant et facile, avait tant de grâce dans l'expression, présentait les choses sous un jour si favorable, que l'on était comme malgré soi entraîné à se ranger de son avis. La faiblesse de sa santé, usée dans les travaux, ajoutait encore à la persuasion, et on croyait facilement qu'un homme qui s'était affaibli dans l'étude des grandes spéculations politiques devait avoir raison.

Le chevalier, son frère, avait peut-être plus de profondeur, une éloquence plus mâle, quelque chose de plus ferme, de plus décidé. Par lui-même, il eût peut-être déplu, à cause de son air sombre; mais l'alliance de ces deux hommes, leur communauté d'idées, persuadaient facilement que l'avenir de la France ne pouvait être placé en meilleures mains.

Ces deux hommes, préconisant la politique de Richelieu, parlant avec enthousiasme des beaux jours du siècle de Louis XIV, demandaient la guerre et traitaient d'hommes faibles ceux qui la repoussaient. L'opinion publique agit si fortement sur le ministère, qu'il se laissa entraîner malgré l'opposition de Fleury, qui prédit de grands malheurs. On s'attendait que ce ministre allait se retirer; s'il l'eût fait, son ministère eût toujours été heureux. Il consentit cependant à rester encore à la tête du

Digitized by Google

gouvernement, dans l'espoir de rendre quelques services et d'empêcher de trop grandes folies.

Le maréchal de Belle-Isle, chargé de se rendre auprès du roi de Prusse et de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, vit partout ses vastes projets acceptés, et crut le succès infaillible. Il en paraissait tellement assuré que, « un jour qu'il se trouvait auprès de Frédéric II, ayant » un air plus rêveur et plus occupé qu'à l'ordinaire, » ce prince lui demanda s'il avait reçu quelque nouvelle » désagréable. — Aucune, répondit le maréchal; mais » ce qui m'embarrasse, Sire, c'est que je ne sais ce que » nous ferons de cette Moravie. — Le roi lui proposa » de la donner à la Saxe, pour attirer, par cet appât, » le roi de Pologne dans la grande alliance. Le maréchal » trouva l'idée admirable et l'exécuta dans la suite (1). » Cette légèreté d'un ambassadeur qui se croyait déjà maître de toutes les possessions de Marie-Thérèse, donnait peu de confiance au roi de Prusse. Il signa seulement le 5 juillet 1741 son traité avec la France, qui lui garantissait la basse Silésie.

Belle-Isle négociait et parcourait toute l'Allemagne pour trouver de l'appui à un prince incapable par lui-même, à qui il fallait tout donner, argent, armée, voix dans les élections, car le duc de Bavière n'avait réellement aucun partisan dans l'Empire. Secondé par les armes de la France, il fit bientôt de rapides progrès contre une reine qui manquait de tout appui.

Marie-Thérèse, dont le courage était grand, après la défaite de son armée par le roi de Prusse, s'était trouvée

(1) Frédéric, *Histoire de mon temps*, pag. 171.

Digitized by Google

presque sans défense contre une partie de l'Europe. Deux peuples se seraient volontiers déclarés pour elle. L'Angleterre et la Hollande, toujours inquiètes de la prépondérance que la France pouvait prendre en Europe, faisaient des vœux pour la reine, mais craignaient d'agir, parce que nous avions un corps d'armée dans la Westphalie pour envahir la Hollande, si cette république osait porter du secours à la reine de Hongrie, et pour saisir le Hanovre, si l'Angleterre osait armer pour cette noble princesse. La France exerça même une telle pression sur ces deux Etats, qu'ils finirent par signer un traité de neutralité.

Cependant l'armée française, sous les ordres de l'électeur de Bavière, nommé lieutenant-général du roi de France, avait emporté Passau, s'était rendue maîtresse de Lintz, et avait ainsi le chemin ouvert jusqu'à Vienne, capitale de l'Autriche. Quelques partis poussèrent même jusqu'à trois jours de cette grande ville, qu'on croyait sérieusement menacée. Mais ni l'électeur de Bavière, ni le ministre de la guerre de France, n'avaient songé à une telle conquête et n'avaient rien préparé pour faire le siége d'une si grande ville.

Cependant la terreur était extrême dans la capitale de l'Autriche. La reine faisait embarquer sur le Danube ce que la cour avait de plus précieux, et se préparait elle-même à se retirer en Hongrie. Afin de s'appuyer fortement sur les braves Hongrois, elle assembla les quatre ordres de l'Etat à Presbourg, parut au milieu d'eux tenant entre ses bras son fils aîné, presque encore au berceau, et, leur parlant en latin, langue dans laquelle elle s'exprimait très bien, elle leur dit à peu près ces propres

Digitized by Google

paroles : « Abandonnée de mes amis, persécutée de mes » ennemis, attaquée par mes plus proches parents, je » n'ai de ressource que dans votre fidélité, dans votre » courage et dans ma constance ; je mets en vos mains la » fille et le fils de vos rois, qui attendent de vous leur » salut. » Tous les palatins, attendris et animés, tirèrent leurs sabres en s'écriant : « Mourons pour notre roi Marie-Thérèse ; *Moriamur pro rege nostro, Mariâ Theresiâ.* »

Jamais reine n'avait mieux mérité le titre de roi. Elle avait, par son discours, produit une espèce de délire d'enthousiasme. Marie-Thérèse, profondément émue, se contint, mais, rentrée dans sa demeure, elle versa un torrent de larmes au milieu de ses femmes. Elle croyait en effet sa cause tellement désespérée, que, se trouvant enceinte, elle avait écrit à la duchesse de Lorraine, sa belle-mère : « J'ignore s'il me restera encore une seule » ville pour faire mes couches. »

Le courage héroïque de Marie-Thérèse, le dévouement qu'elle avait su inspirer à tous ses Hongrois excitaient partout le plus vif enthousiasme : en Angleterre, les femmes du plus haut rang, et à leur tête la duchesse douairière de Marlborough, veuve du fameux général de ce nom, proposèrent de former une souscription pour subvenir en faveur de l'héroïne. Cent mille livres sterling furent souscrits en peu de jours. La reine de Hongrie eut la générosité de remercier ces nobles dames, assurant qu'elle voulait traiter de gouvernement à gouvernement. En entraînant le ministère anglais, elle obtenait bien plus qu'un secours passager et transitoire, c'était l'appui moral et matériel d'une grande nation.

Digitized by Google

Le gouvernement anglais, poussé par l'entraînement général, se déclara pour la reine et lui rendit la prépondérance politique dont elle avait besoin pour soutenir la guerre.

Nous avons laissé l'électeur de Bavière à Lintz, pouvant marcher sur Vienne et surprendre cette ville frappée de terreur. Il aima mieux se diriger sur Prague, capitale de la Bohême.

Prague, ville très forte, avait une garnison de trois mille hommes commandés par un brave Irlandais qui mettait son honneur à conserver cette ville à la reine. Lorsque l'armée française en entreprit le siége, il lui fallait agir avec une extrême vivacité, car le grand-duc marchait au secours de la place à la tête de trente mille hommes. Comme la ville était grande et la garnison assez peu nombreuse, il fut résolu qu'on tenterait une surprise. Une nuit, un vacarme épouvantable se fait entendre d'un côté de la ville; toutes les pièces de canon grondent à la fois : on aurait dit que le tonnerre mêlait ses éclats à ceux des pièces françaises. Toute la garnison de Prague accourt à l'endroit menacé et laisse à peine quelques sentinelles sur les autres points. Cependant un détachement nombreux tourne la ville et applique silencieusement une échelle contre la muraille. Chevert, qui commandait les grenadiers choisis pour cette escalade, assemble les sergents de son détachement et leur dit : « Mes amis, vous êtes tous braves, mais il me faut ici un » brave à trois poils. Le voilà, ajouta-t-il en s'adressant » à l'un d'eux. Camarade, tu monteras le premier, je te » suivrai. Le factionnaire te criera *Wer da!* Ne réponds » rien; il lâchera son coup de fusil et te manquera; tu » tireras et le tueras. »

Digitized by Google

Chevert entra le premier dans la ville et fut suivi de tous ses braves. La garnison tout entière fut faite prisonnière de guerre. L'armée française se conduisit dans cette circonstance avec tant de modération, que les habitants se mêlèrent avec nos soldats et vécurent en frères; mais ce fut là le terme de nos triomphes.

Jusqu'alors nous avions obtenu des succès éclatants; l'électeur de Bavière, que nous voulions élever sur le pavois, après avoir été couronné archiduc d'Autriche à Lintz, roi de Bohême à Prague, allait encore être proclamé empereur à Francfort sous le nom de Charles VII. Le maréchal de Belle-Isle, qui faisait à la fois l'office de commandant général des troupes et de négociateur, avait, à l'aide de l'or de la France, acheté plusieurs électeurs. Réunis à Francfort pour procéder à l'élection d'un nouvel empereur, les électeurs choisirent, de la manière la plus tranquille et la plus solennelle, Charles-Albert de Bavière et le proclamèrent empereur. Ce fut là le terme de la félicité de cet homme, qui avait déjà tant souffert pour la France et qui devait être encore mis à de si rudes épreuves.

Il était difficile qu'entre des peuples dont les intérêts étaient si divers, qu'entre le roi de Prusse et le roi de Pologne, qu'entre le nouvel empereur et les autres princes allemands, il ne s'élevât bientôt des difficultés qui rendissent la position du nouvel élu très précaire. En effet, Charles-Albert avait à peine été couronné roi de Bohême et élu empereur, que le roi de Prusse et l'électeur de Saxe cessèrent d'agir de concert avec la France et lui laissèrent tout le fardeau d'une guerre entreprise en commun. La situation de notre armée, enfermée dans Prague, ne tarda pas à devenir difficile en présence

Digitized by Google

d'un ennemi actif occupant un pays où il avait pour lui les populations. Le prince Charles de Lorraine, à qui la reine Marie-Thérèse avait confié le commandement de son armée, entra en Bohême, à la tête de trente-cinq mille hommes, non point pour livrer de grandes batailles, mais pour harceler les Français, leur couper les vivres dans un pays pauvre, et suspendre leurs convois. Les troupes à la tête desquelles il se trouvait étaient éminemment propres à ce genre de guerre : c'étaient des Pandours, habitants des bords de la Drave et de la Save, revêtus d'un habit long, ayant à leur ceinture plusieurs pistolets, un sabre et un poignard; c'étaient les Talpaches, infanterie hongroise très agile, armés d'un fusil, de deux pistolets et d'un sabre; c'étaient les intrépides Croates, qui ne fuyaient que pour revenir à la charge; c'étaient enfin ces fameux houzards, cavaliers hongrois, montés sur de petits chevaux légers et infatigables, aimant à tomber sur tous les petits postes et tuant tous les hommes écartés. Précisément les troupes françaises se trouvaient dans ce cas, parce que l'empereur Charles VII avait voulu conserver une vaste étendue de terrain avec peu de monde.

L'attaque de nos petits postes causa en peu de temps des pertes si considérables, que Fleury, désespéré de nos désastres, se détermina à faire une démarche pour la paix. Le maréchal de Belle-Isle reçut l'ordre de remettre au comte de Kœnigseck, ministre de Marie-Thérèse, une note où Fleury faisait un aveu indirect de notre faiblesse, de l'irrésolution du cabinet, du tiraillement qui existait dans les conseils du roi, espérant que, selon les usages diplomatiques, cette lettre demeurerait

Digitized by Google

secrète. Sentant tout l'avantage que le parti de la reine de Hongrie pouvait tirer de la publication de cette communication, Kœnigseck donna à cette lettre toute la publicité possible. Indigné d'un procédé inconnu jusqu'alors entre gens d'honneur, le cardinal de Fleury crut se venger en disant qu'à l'avenir il ne dévoilerait plus sa pensée. C'était encore présenter des armes faciles à ses adversaires, qui déclarèrent que, conséquemment, on ne pourrait plus ajouter foi aux paroles de l'homme le plus estimé de l'Europe pour son caractère et la délicatesse de sa conscience.

Cependant l'Angleterre et la Hollande se déclaraient ouvertement en faveur de l'Autriche. Les puissances qui avaient si bien promis de seconder la France de tous leurs efforts, la Prusse et la Saxe, ayant tiré de leur agression les avantages qu'elles avaient espérés, laissaient retomber sur nous tout le fardeau de la guerre; en sorte que, pour une cause qui nous était étrangère, par l'imprudence de jeunes insensés qui avaient su prendre de l'ascendant sur la nation, la France se trouvait engagée dans une guerre très difficile et avait, encore une fois, toute l'Europe contre elle. Notre marine, alors dans un déplorable état, parce que Fleury n'avait pas cru, d'après son système, que nous dussions avoir jamais de guerre maritime, périt presque entièrement sous les coups de l'Angleterre. Pour colorer nos désastres et les rejeter sur celui qui aurait dû le moins en avoir la responsabilité, on accusa le cardinal de Fleury d'avoir lui-même été une cause de nos malheurs par une économie mal entendue.

L'esprit de parcimonie étroite, disait-on, qui animait Fleury, était devenu fatal à la France. « Le mi-

Digitized by Google

» nistre, dit Saint-Simon, tourna cette vertu en défaut. » La vie pauvre qu'il avait menée jusqu'à son épiscopat, » celle surtout qu'il avait menée dans sa jeunesse, dans » les colléges et les séminaires, l'avait accoutumé à une » vie dure, à se passer de tout, et à une grande épargne. » Mais cette habitude n'avait point dégénéré en lui, » comme en presque tous ceux qui sortent d'une longue » pauvreté, en soif d'argent, de biens, de bénéfices, » d'entasser et d'accumuler des revenus, ou en avarice » crasse et sordide. C'étoit l'homme du monde qui se » soucioit le moins d'avoir, et qui, maître de se procurer » ce qu'il auroit voulu, s'est le moins donné, comme il a » paru dans tout le cours de son long et toujours tout- » puissant ministère. Mais, avec ce désintéressement per- » sonnel et cette simplicité, même portés trop loin, de ta- » ble, de maison, de meubles et d'équipages, et libéral » du sien aux pauvres, à sa famille, même à quelques » amis, sans faire pour soi le moindre cas d'argent, il » l'estima trop en lui-même, et non content d'une sage » et discrète économie, choqué à l'excès des profusions » des ministères qui avaient précédé le sien, il tomba » dans une avarice pour l'Etat et pour les particuliers, » dont les suites ont été funestes. Il est vrai de dire » qu'il excelloit aux ménages de collége et de séminaire, » et, qu'on me pardonne ce mot bas, aux ménages des » bouts de chandelles. »

Malgré les attaques dont le cardinal de Fleury avait été l'objet, et quoiqu'il soit mort au milieu de nos désastres (29 janvier 1743), il n'en est pas moins un des grands ministres qui ont gouverné la France. On ne peut sans doute le mettre à la hauteur de Richelieu et de Ma-

Digitized by Google

zarin; après ces noms, nous ne voyons personne qu'on puisse mettre au-dessus de lui.

§ III. *Guerre pour la succession d'Autriche. — Bataille de Fontenoy (1743-1755).*

Le roi regretta sincèrement le cardinal de Fleury, et ce ministre méritait des regrets; car, malgré le poids des années, malgré la faiblesse inséparable d'une extrême vieillesse, il avait rendu d'immenses services à son pays. Heureuse la France, si d'imprudents conseillers ne l'avaient pas lancée dans une guerre injuste et désastreuse! Louis XV voulut prendre lui-même la direction des affaires; mais il était trop dominé par les femmes, par ses passions, pour qu'on pût espérer de lui une attention soutenue et l'activité nécessaire dans les grandes entreprises.

Aucune nation n'avait mieux profité de la paix d'Utrecht que l'Angleterre. Non contente d'avoir obtenu Minorque et Gibraltar en Espagne, elle avait encore arraché à la cour de Madrid des priviléges commerciaux que nous, Français, les véritables fondateurs de la monarchie de Philippe V, n'avions pas acquis. Les commerçants anglais faisaient alors l'infâme métier de la traite des nègres, qui entraîna de sérieux démêlés entre l'Espagne et l'Angleterre.

Le ministère anglais Walpole succomba, et donna naissance à un ministère d'action qui poussa la guerre avec une extrême vigueur.

La France, qui voulait demeurer neutre entre les deux nations, fut entraînée à prendre parti en faveur de

Digitized by Google

l'Espagne, qui s'engagea à seconder la lutte contre l'Autriche dans la Péninsule italique, où elle voulait conquérir la Toscane et le Milanais, pour un frère puîné du roi de Naples. Les troupes espagnoles traversèrent la France pour se rendre en Italie; arrivées sur nos frontières du sud-est, elles se virent arrêtées par les Suisses et les Piémontais, qui leur refusèrent le passage. Elles résolurent alors de s'embarquer à Toulon, où la flotte espagnole était arrivée pour les recevoir. Se croyant supérieure en nombre à celle des Anglais, cette flotte résolut de se mesurer avec elle. Mais les Anglais, sous les ordres de l'amiral Matthews, réunirent quarante-cinq vaisseaux, cinq frégates et quatre brûlots. La flotte espagnole, commandée par don Joseph Navarro, n'ayant alors que douze vaisseaux, fut ralliée par quatorze vaisseaux français, quatorze frégates et trois brûlots, sous les ordres de l'amiral de Court, qui, à l'âge de quatre-vingts ans, avait toute la vigueur de corps et d'esprit qu'un tel commandement exige. Il s'était trouvé à la dernière bataille navale livrée à Malaga quarante ans auparavant.

Malgré l'infériorité du nombre, notre flotte, jointe à celle des Espagnols, sortit du port, attaqua l'ennemi avec violence et le dispersa, sans cependant lui avoir causé des pertes considérables; car il est bon d'observer que les combats maritimes sont très rarement décisifs. On voit, en effet, peu de batailles navales comme celles de la Hogue, d'Aboukir et de Trafalgar.

L'avantage demeura cependant, en réalité, aux Espagnols et aux Français, puisqu'ils parvinrent à rendre pour un temps la Méditerranée libre, où Philippe put

Digitized by Google

recevoir des secours; mais ce ne fut pas pour longtemps, car l'amiral Matthews étant revenu avec des forces considérables, ne put cette fois être dispersé.

Jusqu'alors nous avions combattu sur mer contre l'Angleterre, sur terre contre la reine de Hongrie, non en notre propre nom, mais pour le compte d'autres peuples; jusqu'en 1744 nos soldats servaient sous l'empereur Charles VII, et nos vaisseaux, qui s'étaient battus à Toulon, étaient presque sous les enseignes espagnoles. La France déclara enfin la guerre à Georges Ier et à Marie-Thérèse. L'Espagne et Naples continuèrent à la faire, sans se soucier d'une déclaration inutile, puisque le fait était une preuve suffisante de l'état des peuples.

Une des premières opérations que les Français, au nombre de vingt mille sous les ordres du prince de Conti, voulurent tenter de concert avec les Espagnols, aussi au nombre de vingt mille, fut d'attaquer le Piémont, pays difficile, où un bataillon peut souvent arrêter une armée. Le 1er avril 1751, le Var, petite rivière qui descend des Alpes et se jette dans la mer de Gênes, au-dessous de Nice, fut heureusement traversé. Le premier obstacle qui se montra, furent des retranchements élevés près de Villefranche; plus loin se voyaient les gorges de Montalban, munies d'une bonne forteresse. Ce qui ajoutait à la force de la défensive, c'est que l'amiral Matthews avait débarqué de bonnes troupes qui s'étaient unies à celles du pays. Le prince de Conti, sans s'effrayer de ces moyens de défense, se présenta au pas de Villefranche, rempart du Piémont, haut de près de quatre cents mètres, qui avait été négligé parce qu'on le croyait inaccessible. Il fut en un instant couvert de

Digitized by Google

Français et d'Espagnols, qui faillirent faire prisonniers l'amiral anglais et ses matelots.

L'armée, encouragée par ce succès, arriva jusqu'à la vallée du Château-Dauphin, qui était défendu par une armée piémontaise assise sur des remparts de rocs presque taillés à pic. Les Piémontais croyaient bien cette fois demeurer vainqueurs et arrêter la marche des Français; mais rien ne peut suspendre la course de nos vaillants soldats; le bailli de Givri escalade en plein jour un roc sur lequel deux mille Piémontais étaient assis; le brave Chevert, que nous avons vu développer tant de valeur et de sang-froid au siége de Prague, monte le premier à l'assaut sous le feu de la mitraille; et telle est l'ardeur de nos troupes, que leur commandant, informé qu'un passage moins difficile venait d'être découvert et emporté, ordonne en vain de suspendre l'attaque; on marche en avant malgré sa défense, et le roc tombe en notre pouvoir. De notre côté, les pertes se montèrent à deux mille hommes, mais il n'échappa pas un seul Piémontais. Le prince de Conti rendit ainsi compte au roi de ce beau fait d'armes. *C'est une des plus brillantes et des plus vives actions qui se soient jamais passées; les troupes y ont montré une valeur au-dessus de l'humanité. La brigade de Poitou, aiant* M. d'Agénois *à sa tête, s'est couverte de gloire. La bravoure et la présence d'esprit de* M. de Chevert *ont principalement décidé l'avantage. Je vous recommande M. de Solémi et le chevalier de Modène. La Caste a été tué; Votre Majesté, qui connoît le prix de l'amitié, sent combien j'en suis touché.*

Ce magnifique fait d'armes, l'un des plus beaux de

Digitized by Google

nos annales militaires, avait été précédé peut-être d'un plus habile encore. A une faible distance de Château-Dauphin, existait ce qu'on nommait les Barricades. C'était un passage de cinq à six mètres, entre deux montagnes taillées à pic qui s'élevaient jusqu'aux nues. Le roi de Sardaigne y avait fait couler un torrent, dont le bord opposé aux Français fut fortifié. Pendant qu'une partie de l'armée française se présentait de front, l'autre tournait avec une grande dextérité les Piémontais, qui, se trouvant pris entre deux feux, se virent obligés de déposer les armes. Ce qui fut le plus glorieux dans cet avantage, chef-d'œuvre de l'art, c'est qu'il y eut très peu de sang versé.

Les brillants exploits de notre armée en Piémont avançaient fort peu la grande cause que la France soutenait contre l'Autriche. C'était en Allemagne que devaient se porter les coups décisifs, et malheureusement nos succès ne répondaient point aux immenses préparatifs qui avaient été faits sur ce point. Après s'être avancés bien avant dans le pays et s'être approchés de Vienne, les Français avaient été repoussés sur le Rhin et sur le Mein; et leur empereur Charles VII s'était réfugié d'abord à Augsbourg, ville impériale libre qui se gouvernait en république. Obligé de quitter cette cité tombée au pouvoir des Hongrois, il se retira à Francfort, siége du conseil d'élection à l'Empire, où il attendit le sort d'une grande bataille qui devait décider de son avenir.

Le roi d'Angleterre, accompagné de son second fils, le duc de Cumberland, vint se mettre à la tête de son armée forte de cinquante mille hommes, dirigée spécialement par le comte de Stair, l'un des élèves du duc de

Digitized by Google

Marlboroug, et contre l'opinion de ce capitaine s'avança jusqu'à Aschaffenbourg. Le maréchal de Noailles, commandant général de notre armée, lui apprit bientôt ce que sa position avait de faux et de compromettant; il se mit à ravager le pays et à couper les vivres aux Anglais, qui furent réduits à une telle misère, qu'ils mirent en délibération s'ils n'abattraient point les chevaux pour s'en nourrir. Ce qui faisait proposer cette détermination, c'est que la retraite était extrêmement dangereuse, car il n'y avait d'issue que par un défilé où les Français avaient fait des préparatifs de défense considérables.

Après avoir placé deux batteries de manière à balayer la route que l'armée anglaise allait suivre, le maréchal de Noailles avait disposé des corps pour accabler les colonnes ennemies quand elles auraient été ébranlées par le feu. Des dispositions si bien prises furent rendues inutiles par l'imprudence du duc de Grammont, qui céda trop facilement à son ardeur à la vue de la tête de la colonne ennemie qu'il prit pour l'arrière-garde; il s'élança à la rencontre de ses adversaires et eut la maladresse de venir occuper précisément le bas du défilé, de manière que ses troupes avaient le désavantage de la position et du nombre; il ne put se servir des pièces de canon qui avaient été très heureusement disposées, car, au lieu de foudroyer l'ennemi, elles eussent accablé nos soldats.

Le combat fut extrêmement acharné; la maison du roi donna avec ce brillant courage qui la distingue, mais toujours elle fut reçue avec une égale bravoure par les redoutables insulaires. De notre côté tombèrent de vaillants guerriers, la fleur de cette noblesse française qu'on est toujours sûr de rencontrer sur le champ d'honneur.

Digitized by Google

Les Anglais firent des pertes aussi considérables que les nôtres. Ce qui console, c'est le soin que les deux généraux en chef prirent des prisonniers tombés en leur pouvoir. Le roi d'Angleterre dîna sur le champ de bataille, mais le quitta avec tant de précipitation, qu'il n'enleva pas tous ses blessés. Il en laissa une partie, se contentant de les recommander au maréchal de Noailles, bien assuré qu'ils seraient traités avec autant de soin que nos nationaux. Noailles écrivit, en effet, au roi d'Angleterre pour lui rendre compte de la manière dont il s'était conduit à l'égard des soldats laissés entre ses mains. Le comte de Stair y répondit par une lettre très flatteuse. C'était un échange mutuel de politesses entre l'un et l'autre.

Le duc de Cumberland, l'un des fils du roi d'Angleterre, se faisait soigner pour une blessure; voyant apporter dans sa tente un mousquetaire français grièvement blessé, nommé Girardau, il dit à son médecin : « Com» mencez par soulager cet officier français; il est plus » blessé que moi; il manquerait de secours, et je n'en » manquerai point. »

Les Français avaient fait une grande faute dans cette journée : s'ils eussent attendu le moment favorable pour attaquer, ils eussent, incontestablement, remporté une victoire signalée. Les Anglais en avaient commis deux : la première, de s'être mis dans un danger évident d'être perdus; la seconde, de n'avoir pas su profiter de la victoire. Si Georges II avait mieux connu l'art de la guerre, s'il s'était montré plus entreprenant, les frontières françaises auraient pu être exposées à un grand péril. Les bandes hongroises étant parvenues jusque sur les bords

Digitized by Google

du Rhin, des dissensions s'élevèrent entre elles et les Hanovriens, ce qui détermina Georges II à rentrer en Angleterre.

L'infortuné Charles-Albert, qui attendait la bataille d'Aschaffenbourg pour rentrer dans ses Etats, fut alors plongé dans le plus affreux malheur, dépouillé de ses provinces héréditaires, n'ayant pour toute consolation que la visite du maréchal de Noailles et du comte de Stair, qui essayaient d'adoucir sa peine par de vaines paroles d'espérance.

Cependant l'union entre les puissances ennemies de la France se fortifiait de jour en jour. Le 2 septembre 1743, le baron de Wasner, plénipotentiaire autrichien, signa à Worms une alliance offensive et défensive entre la maison d'Autriche, la Grande-Bretagne et la Sardaigne. L'Autriche cédait au duc de Savoie le haut Novarais, le Milanais d'outre Pô et le Plaisantin jusqu'à la Nuro; elle l'autorisait à reconquérir sur la république de Gênes le marquisat de Finale, qui ouvrait au Piémont une communication facile avec la mer. Charles-Emmanuel se chargeait de mettre sur pied quarante-cinq mille hommes, auxquels l'Autriche devait en joindre trente mille. L'Angleterre devait agir sur mer et donner de l'argent pendant toute la durée de la guerre.

Vivement étonnée à la nouvelle de ce traité, la France sentit la nécessité de se rapprocher de l'Espagne, et, le 25 octobre 1743, elle signa à Fontainebleau un traité d'alliance pour réaliser le projet d'union des deux monarchies que Louis XIV avait proposé quarante ans auparavant. C'était le premier pacte de famille, quoique ce nom ait été plus spécialement réservé au traité conclu

Digitized by Google

en 1761. Les diverses branches de la maison de Bourbon, tout en se garantissant l'intégrité de leurs Etats par un engagement qui devait être perpétuel, avaient pour principal but d'assurer à l'infant don Philippe, comme établissement en Italie, les duchés de Milan, de Parme et de Plaisance. La France promettait de faire agir du côté des Alpes une armée de trente-cinq bataillons d'infanterie et de trente escadrons; de déclarer la guerre à la Sardaigne et à l'Angleterre, qui jusqu'alors n'avaient pas fait une guerre franche; enfin d'aider l'Espagne à reprendre sur l'Angleterre Gibraltar et Mahon.

Ce n'était pas sans regret que Louis XV s'engageait dans ce traité; il savait que l'alliance de l'Espagne avait toujours été extrêmement onéreuse à la France et lui avait imposé des charges bien lourdes; il savait de plus que cette alliance éloignait la paix. « Tant que Philippe V » vivra, disait-il, et que sa femme gouvernera, il sera » difficile de conclure la paix générale avec l'Espagne, » parce que, dans cette cour, on ne proportionne jamais » les moyens avec la fin; qu'on n'y songe qu'à ses pro- » pres intérêts, grossièrement, durement, et sans aucun » égard à ceux des autres; que tout y chemine par le » conseil des passions d'orgueil, d'avidité et de ven- » geance. » C'était donc avec peine que Louis XV avait conclu à Fontainebleau un traité qui l'engageait à des conquêtes impossibles (1).

Pour avoir des succès et remplir les charges que nous imposait ce traité, il fallait un plan, une règle de conduite proportionnée à la grande tâche acceptée légère-

(1) Flassan, tom. v, pag. 287.

Digitized by Google

ment. Le maréchal de Noailles, qui dirigeait Louis XV, conjurait le roi de mettre ordre aux opérations militaires, de parler, de décider, de prescrire à ses ministres ce qu'ils avaient à faire, d'exiger d'eux le choix d'un bon général, auquel toutes les opérations se rapporteraient. Noailles comprit dans la suite que, pour prendre en main les affaires d'un empire, pour les conduire avec sagesse, pour avoir un succès réel et permanent, il faut non-seulement de l'intelligence, la connaissance des affaires, mais encore l'activité, la science nécessaire pour mettre en action les dons qu'on a reçus de la Providence : et le faible Louis XV, adonné au plaisir, livré aux femmes, n'avait pas même assez d'énergie pour tracer un plan et le faire exécuter; cependant il essaya de se mettre à la tête de son armée.

Ce fut dans ces circonstances dangereuses, dans ce choc de tant d'Etats, dans ce mélange et ce chaos de guerre et de politique, que Louis XV commença sa première campagne. Il voulait s'opposer à la marche toujours progressive de la reine Marie-Thérèse, qui était entrée à Francfort et y avait fait déclarer la nullité de l'élection de Charles VII. Ces actes étaient soutenus par les armes de l'Empire, qui, ne se bornant plus à agir seulement en Allemagne, commençait à entamer la France. Charles de Lorraine, frère du grand-duc, jeta vis-à-vis le vieux Brisach, l'une des clefs du Rhin, des troupes qui se disposèrent à franchir le fleuve. Alors parut dans l'Alsace et dans les Trois-Evêchés, un de ces hommes extraordinaires par leur barbarie, qui rappelait tout ce que le nom d'Attila avait de plus odieux : le fameux partisan Mentzel, dont le nom seul épouvantait toutes

Digitized by Google

les provinces des frontières, menaçait de faire pendre, après les avoir forcés à se couper le nez et les oreilles, tous ceux qui auraient le malheur d'opposer la moindre résistance.

Bientôt le péril devint bien plus grand, car les Anglais, maîtres sur mer et sur terre, déterminèrent les Hollandais à prendre les armes; et la Prusse, la première cause de la guerre, fit sa paix particulière et obtint la Silésie, objet de ses vœux. La France se trouvait donc obligée de lutter depuis Naples jusque sur le Rhin et sur l'Escaut.

Louis XV, animé par le souvenir des grandes guerres du siècle précédent, résolut de punir l'Angleterre en excitant les dissensions intérieures et en favorisant les projets du jeune prince Charles-Edouard. Fils du prétendant et petit-fils de l'infortuné Jacques II, Edouard se faisait remarquer par beaucoup de qualités brillantes, un courage héroïque, une grande force de corps et les manières les plus prévenantes. Une flotte, forte de vingt-un grands vaisseaux portant une armée de vingt mille hommes, parut en vue de la côte d'Angleterre. Mais le mauvais temps et la crainte des vaisseaux anglais ne permirent pas d'opérer le débarquement; en sorte que cette tentative échoua comme toutes les autres, et servit à déterminer le peuple anglais à serrer encore plus ses rangs autour du souverain de son choix.

Louis XV voulant punir, à l'exemple de son bisaïeul, cette Hollande, fière comme une république bourgeoise, et intéressée comme une société de marchands, se mit enfin à la tête de son armée et parut en Flandre. Sa seule présence intimida la Hollande, hautaine tant que

Digitized by Google

nos soldats étaient éloignés, mais rampante quand elle sut qu'ils approchaient de ses frontières. Non-seulement les Hollandais n'osèrent remplir leurs promesses à l'égard de l'Angleterre et de l'Autriche, mais ils se rendirent au camp du roi pour mendier la paix. Afin de leur faire comprendre qu'il ne les redoutait point et de leur donner une leçon, le roi prit en leur présence Courtrai et Menin.

Ces villes avaient été à peine emportées, que le siége fut aussitôt placé devant les murs d'Ypres, siége qui fut dirigé par le prince de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés, regardé comme l'un des hommes les plus habiles de cette époque. C'est le dernier abbé qui ait commandé des armées. Richelieu avait eu une grande propension à employer les ecclésiastiques à la guerre; les cardinaux de Sourdis et La Valette avaient donné des preuves incontestables d'un talent militaire remarquable. Dans la suite, l'usage prévalut de ne plus employer les ecclésiastiques dans les armées.

Les succès se succédaient presque sans interruption. Ypres avait à peine capitulé, que le Kænoque tombait sous les coups de Boufflers; Furnes, après cinq jours de tranchée, arborait le drapeau blanc, et les généraux anglais et autrichiens, qui, à la tête de leurs armées, voyaient de Bruxelles ces succès, ne purent mettre un terme à nos exploits, car un corps, commandé par le maréchal de Saxe, arrêtait leurs mouvements et couvrait tous les travaux des siéges. Nos villes frontières, et surtout Douai, avaient été fournies de tous les moyens nécessaires pour faire une longue guerre et soutenir les siéges les plus difficiles. Les résolutions étaient toutes arrêtées en conseil et exécutées avec vigueur.

Digitized by Google

Lorsque le roi s'enorgueillissait le plus de ses succès au nord, il apprit que nos provinces de l'est étaient entamées, que le prince Charles de Lorraine, à la tête d'une armée de soixante mille hommes, était entré en Alsace sans résistance, qu'il s'était emparé en quelques heures de l'importante position de Lauterbourg, qu'il avait même occupé Wissembourg et ces lignes redoutables qui sont l'une des plus puissantes défenses de la France, de ce côté, contre les armées assez audacieuses pour remonter le Rhin. Le maréchal de Coigny, effrayé d'un succès réellement aussi exorbitant qu'inattendu, et redoutant de voir de plus grands malheurs, se porta à la hâte sur les lignes de Wissembourg, qu'il emporta après un combat extrêmement opiniâtre; mais ce succès ne dura qu'un instant, car le général autrichien revint en force et refoula les Français vers la Lorraine. Dès-lors des corps ennemis pénétrèrent plus avant en France, traversèrent la Sarre, ravagèrent le pays Messin, couvrirent de ruines les Trois-Evêchés. Le roi Stanislas, effrayé à la vue des partisans qui arrivaient aux portes de Lunéville, abandonna cette cité et se rapprocha de l'intérieur de la France. Afin d'engager la Lorraine et l'Alsace à déserter la domination de la France pour revenir à celle de l'Autriche, dont l'action éloignée se faisait à peine sentir, on répandit de nombreux écrits pour vanter la douceur du gouvernement de l'Empire et décrier la sévérité du roi des Français; mais ces écrits, qui circulèrent dans ces provinces, y causèrent peu d'effet, car il est à remarquer qu'à peine réunies à la France, elles étaient devenues entièrement françaises.

Louis XV, sur l'avis de son conseil de guerre, réunit une armée à Metz, lieu le plus favorable pour les opéra-

Digitized by Google

tions; il en prit lui-même le commandement et sut se la concilier par son ardeur chevaleresque et par sa sollicitude à l'égard du soldat.

La reine de Hongrie, Marie-Thérèse, avait su, par une habile politique, attacher à sa cause de si nombreux et de si puissants Etats, tels que l'Angleterre, la Sardaigne, la Hollande et la Saxe, qu'un prince voisin et prévoyant dut en concevoir de la crainte. Si le roi de Prusse n'aimait pas de voir les Français trop puissants sur le Rhin, il commençait à redouter bien davantage la reine de Hongrie, qui chercherait à affaiblir la monarchie naissante.

Dès le commencement de l'année 1744, Chavigny, qui s'était conduit en habile négociateur avec les principaux souverains allemands, leur avait représenté que, si les préparatifs faits à Dunkerque comme une diversion utile n'avaient pas de chance de renverser Georges II, ils pouvaient lui faire ressentir le juste mécontentement de la France. Le roi de Prusse trouva bonne cette diversion, demanda à la France d'agir avec vigueur, d'entreprendre immédiatement le siége de Fribourg en Brisgau, de faire marcher une forte armée en Westphalie, pour menacer ou occuper le Hanovre, de s'avancer avec une autre armée vers la Bavière, pour y rétablir l'empereur Charles VII, se chargeant, à ces conditions, de mettre quatre-vingt mille hommes sur pied. C'est sur ces bases que fut conclue l'*union confédérale* entre l'empereur Charles VII, le roi de Prusse comme électeur de Brandebourg, l'électeur Palatin, et le roi de Suède comme landgrave de Hesse-Cassel. Les contractants déclaraient n'avoir d'autre but que de ramener la paix;

Digitized by Google

pour cela ils devaient d'abord agir auprès de la reine de Hongrie, pour la déterminer à reconnaître l'empereur Charles VII, et, en attendant, lui faire agréer une trève. La France était invitée à accéder à ce traité. Marie-Thérèse, loin de se croire dans la nécessité d'accepter la loi de ses adversaires, voulait conserver la Bavière, faire de grandes conquêtes en France et en Italie, et reprendre la Silésie au roi de Prusse.

Frédéric II, aussi menacé que la France, étant engagé par ses plus chers intérêts à faire tous ses efforts pour nous seconder, détermina Louis XV à rechercher l'alliance de la Suède et de la Russie; il se proposait de marcher droit sur Prague, qui ne pouvait faire grande résistance, et de se porter de là sur Vienne, afin de contraindre la reine de Hongrie à demander la paix. Comme compensation de ses dépenses et de ses dangers, il désirait le cercle de Kœnigsgratz en Bohême.

Cette puissante diversion en Allemagne, nos conquêtes en Flandre, la marche en Alsace avaient dissipé toutes les alarmes, lorsqu'il arriva un malheur imprévu qui prouva le profond attachement de la France à son roi. Le jour même où l'on avait chanté à Metz un *Te Deum* pour la prise de Château-Dauphin, le roi ressentit quelques mouvements de fièvre qui bientôt prirent un caractère si alarmant, qu'en quelques jours il se trouva réduit à l'extrémité. Il serait difficile de peindre la douleur qui se manifesta dans toutes les parties du royaume. Les peuples accouraient en foule à Metz, couvraient les chemins, s'approchaient du palais pour avoir les nouvelles de la santé du monarque. Toutes les églises firent des prières solennelles pour obtenir du ciel la guérison

Digitized by Google

du roi. On observa que plusieurs prêtres, accablés de douleur, interrompaient la prière par leurs larmes et leurs sanglots, et que le peuple était suffoqué à son tour.

Le peuple, qui se montrait si bon à l'égard de son roi, attribuait cependant sa maladie à ses désordres. La duchesse de Châteauroux, qui s'était logée dans l'abbaye de Saint-Arnould pour continuer sa vie criminelle, communiquait avec le roi par une galerie qui fermait les abords de quatre rues. La ville, qui murmurait à haute voix contre un pareil scandale, ne se contint plus quand le danger devint sérieux; elle fit entendre aux prêtres qui allaient prêter leur ministère au monarque quel était leur devoir. Fitz-James, évêque de Soissons, prélat courageux, sévère, inflexible, s'étant vu fermer, comme aux autres grands seigneurs, la porte qui conduisait auprès du lit de Louis XV, en força la consigne, se présenta au roi, lui dit qu'il fallait se confesser : « Il n'est pas temps en-» core, » répondit Louis XV. Ayant eu cette nuit même une défaillance, la vue de la mort qui semblait approcher à grands pas, les pensées religieuses qui avaient sommeillé au fond de son cœur se réveillant subitement, lui causèrent une terreur salutaire. Il demanda donc à se confesser. Après sa confession, le roi appela le duc de Bouillon : « Vous pouvez me servir, lui dit-il, il » n'y aura plus désormais aucun obstacle; j'ai sacrifié » les favorites et mes favoris à la religion, et à ce que » veut l'Eglise d'un roi très chrétien et du fils aîné de » l'Eglise. » L'évêque de Soissons ouvrit les deux battants du cabinet où s'étaient retirés Richelieu et M^me^ de Châteauroux : « Le roi vous ordonne, madame, de vous » retirer de chez lui sur-le-champ. » Richelieu eut l'au-

Digitized by Google

dace de vouloir s'opposer à un ordre extorqué, disait-il, dans un moment de transport fébrile : « Qu'on ferme nos » saints tabernacles, s'écria le courageux prélat, afin que » la disgrâce soit plus éclatante et que le roi soit obéi » sur ses ordres nouveaux. » La concubine sortit du palais. Le courageux prélat revint auprès du roi et lui dit : « Les lois de l'Eglise et nos saints canons nous défen- » dent d'apporter le viatique lorsque la *concubine* est en- » core dans la ville. Je prie Votre Majesté de donner de » nouveaux ordres pour son départ, car il n'y a pas de » temps à perdre, Votre Majesté mourra bientôt. » L'ordre fut donné. L'irritation du peuple et des grands était portée si loin contre la Châteauroux, qu'elle ne trouva pas un seul officier pour consentir à la conduire. Le maréchal de Belle-Isle lui prêta sa voiture ; elle en abaissa les stores et échappa ainsi à la colère du peuple.

Lorsque la Châteauroux fut éloignée, l'évêque de Soissons donna les derniers sacrements à Louis XV, et tint ce discours : « Messieurs les princes du sang, et vous, » grands du royaume, le roi nous charge, M. l'évêque » de Metz et moi, de vous faire part du repentir sincère » qu'il a du scandale qu'il a donné dans son royaume » en vivant comme il l'a fait avec M^me^ de Châteauroux ; » il en demande pardon à Dieu. Il a appris qu'elle n'est » qu'à trois lieues d'ici, et il lui ordonne de ne point ap- » procher plus près de la cour de cinquante lieues, et Sa » Majesté lui ôte sa charge dans la maison de la Dau- » phine... » Le moribond leva la tête et ajouta : « et à sa » sœur aussi. »

La maladie avait fait des progrès effrayants. Le 15 août au soir on avait récité les prières des agonisants, quand des

Digitized by Google

charlatans, qui s'étaient vantés de sauver le roi si on voulait suivre leur traitement, furent introduits après la déclaration des médecins sur l'impuissance de leur art. L'un d'eux lui fit avaler une très forte dose d'émétique, dont l'effet fut extrêmement violent mais salutaire; le monarque entra bientôt en convalescence. La reine était accourue auprès de son époux, qui lui avait demandé pardon de toutes les peines qu'il lui avait causées. Il ordonna à ses enfants de s'arrêter à Verdun. Son fils accourut malgré cette défense; Louis XV le reçut froidement, se persuadant que ce bon fils était animé du plus vif désir de régner. Bientôt tous les bons sentiments du monarque s'évanouirent à mesure que sa santé se fortifiait; la reine n'était plus reçue qu'avec froideur; Richelieu revint auprès du prince, et se proposa de punir tous ceux qui avaient eu part à son humiliation.

Le courrier qui apporta, le 19, à Paris, la nouvelle de la convalescence du roi, fut embrassé et presque étouffé par le peuple : on baisait son cheval, on le menait en triomphe. Toutes les rues retentissaient d'un cri de bonheur : *Le roi est guéri!* Quand on rendit compte à ce monarque des transports inouïs de joie qui avaient succédé à ceux de la désolation, il en fut attendri jusqu'aux larmes, et en se soulevant par un mouvement de sensibilité qui lui rendait des forces : *Ah!* s'écria-t-il, *qu'il est doux d'être aimé ainsi! et qu'ai-je fait pour le mériter?*

A peine le roi eut-il repris assez de force pour s'occuper des affaires, qu'il s'intéressa vivement à l'armée chargée de repousser le prince lorrain, et dit ces nobles paroles au comte d'Argenson, ministre de la guerre : « Ecrivez de ma part au maréchal de Noailles que, pen-

Digitized by Google

» dant qu'on portait Louis XIII au tombeau, le prince de » Condé gagna une bataille. » Si le duc de Noailles n'eut pas l'avantage d'annoncer au roi le gain d'une grande bataille, il put du moins l'informer de la retraite des ennemis. Le prince Charles avait plusieurs motifs de quitter la France et de repasser le Rhin. D'abord, il se trouvait pressé par une armée supérieure; ensuite l'intérieur de l'Empire exigeait sa présence. Le roi de Prusse, pendant que le prince Charles de Lorraine guerroyait en Alsace, avait envahi la Bohême, s'était emparé de Prague et de toute la province, et avait presque aussitôt conquis la Moravie. Par une manœuvre d'une grande habileté, le prince Charles sut échapper à l'armée française, franchit le Rhin sans perdre un seul homme, et d'un trait fut en Bohême. Jamais sa présence n'avait été plus nécessaire au cœur de l'Empire. L'empereur Charles VII avait été rétabli dans sa dignité impériale, causant ainsi une vive inquiétude au gouvernement autrichien, qui éprouvait de tous les côtés les pertes les plus sensibles.

L'Italie était alors témoin de beaux succès pour les armées combinées de l'Espagne et de la France. Avant de descendre dans le Milanais, elles avaient besoin de s'emparer de Coni, la clef du Piémont et du Milanais; elles assiégèrent cette place et poussèrent les travaux avec une grande activité. Le duc de Savoie ne doutait point du dévoûment des défenseurs de Coni; sentant cependant toute l'importance de cette place et la nécessité d'en empêcher la prise, il ne se contenta point de harceler les assiégeants, il résolut même de livrer bataille, assuré que si l'armée française était vaincue, elle ne sortirait pas du Piémont; que si elle était victorieuse, lui-même

Digitized by Google

avait des retraites parfaitement choisies, d'où il pourrait également attaquer sans cesse les petits partis français qui s'égareraient. Une défaite, d'ailleurs, avait peu d'influence sur le sort de la place, qui avait donné l'assurance de se défendre jusqu'à la mauvaise saison. Le combat fut glorieux pour nos armes; les Français et les Espagnols combattirent comme des alliés qui veulent se soutenir et comme des rivaux qui veulent donner l'exemple du plus grand courage. Le roi de Sardaigne, vaincu, perdit cinq mille hommes et le champ de bataille. Deux mille hommes, tant du côté des Français que des Espagnols, succombèrent. Le prince de Conti, qui avait donné l'exemple de la valeur, qui avait eu deux chevaux tués sous lui et dont la cuirasse avait été percée de deux coups de feu, ne parla point de lui dans sa lettre, mais il s'étendit sur les blessures « de MM. de *La Force*, de *Senneterre*, de *Chauvelin*, sur celles de MM. de *Choiseul*, du *Chaila*, de *Beaupreau*, sur tous ceux qui l'avaient secondé, et demandait pour eux des récompenses. »

Cette victoire, qu'on célébra avec enthousiasme, fut cependant inutile pour les suites de la guerre. Ce que le roi de Sardaigne avait prévu arriva. Les montagnes se couvrirent de neige, les ruisseaux se changèrent en torrents, en sorte que le soldat, accablé par le froid, souffrait beaucoup plus que les assiégés. Le découragement et les souffrances furent bientôt tels, qu'il fallut lever le siége et venir prendre des quartiers d'hiver dans la plaine. La victoire de Coni n'avait donc eu d'autre effet que de répandre inutilement du sang. Depuis 1600, plus de cent vingt batailles avaient été livrées, un petit nombre

Digitized by Google

avaient été décisives, et toutes les autres sans effet réel.

Un autre siége non moins difficile, conduit sous les yeux mêmes du roi, se termina plus heureusement que celui de Coni. La nécessité de se rendre maître de Fribourg pour pouvoir agir plus librement du côté de la Suisse et de la haute Allemagne, décida le roi à faire le siége de cette ville malgré les difficultés qu'il présentait. Lorsque déjà la saison annonçait des contre-temps, une des premières opérations fut de détourner la rivière qui environnait la ville, en pratiquant un canal de plus de cinq mille mètres. Les eaux y étaient à peine versées, que les digues s'étant rompues, il fallut recommencer les travaux et les rendre plus solides. Ce travail long et difficile, qui nous avait coûté beaucoup de peine et de monde, étant terminé, on commença l'attaque de la ville. Dès le premier jour cinq cents hommes furent couchés par terre, tués ou blessés par les mines habilement pratiquées par les ennemis. Le lendemain, l'attaque fut reprise avec une nouvelle ardeur malgré le feu continuel des batteries et le feu des bombardes. Ce qui prouve l'habileté de la défense, c'est que seize ingénieurs ayant été employés pour diriger les travaux, tous seize furent blessés sans exception. Enfin, après deux mois de tranchée, le 28 novembre 1744, la place de Fribourg en Brisgau fut obligée de se rendre et arbora le drapeau blanc. Les châteaux soutinrent encore leur feu; mais, sept jours après, tous étaient soumis.

Par la prise de cette importante place, le roi dominait dans la Souabe, et le prince de Clermont s'avançait jusqu'à Constance.

Le maréchal de Saxe, qui tenait alors tête à la grande

Digitized by Google

armée des ennemis placée dans les Pays-Bas, se trouvant plus faible de vingt mille hommes que ses adversaires, se contenta de manœuvrer avec un rare talent, bien plus estimé des hommes de l'art qu'une victoire. Camper et décamper à propos, couvrir son pays, faire subsister son armée aux dépens des ennemis, aller sur leur terrain lorsqu'ils s'avancent vers le pays qu'on défend et les forcer à revenir sur leurs pas, rendre par l'habileté la force inutile, c'est ce qui est regardé comme le chef-d'œuvre de l'art militaire, et c'est ce que fit le maréchal de Saxe depuis le commencement d'août jusqu'au mois de novembre.

Cette guerre était marquée par les plus grandes péripéties. Nous avons vu Marie-Thérèse réduite à fuir dans les marécages de la Hongrie, puis reprendre l'offensive, pénétrer en France après s'être emparée de tous les Etats héréditaires de l'empereur Charles VII; puis, tout à coup, le roi de Prusse pénétre jusqu'au cœur des Etats autrichiens pendant que nos armées s'emparent de Fribourg, qu'elles franchissent le Rhin et qu'elles triomphent à Coni. Loin de se laisser abattre, Marie-Thérèse déploie un nouveau courage, bien assurée que l'or de l'Angleterre ne lui manquera pas. Cette nation essentiellement mercantile, ennemie déclarée de la France, faisait alors des sacrifices énormes pour triompher de notre résistance. Outre les troupes qu'elle fournissait et soudoyait en son nom, elle payait à l'électeur de Saxe, roi de Pologne, cent cinquante mille pièces par an, cinq cent mille guinées à la reine de Hongrie, deux cent mille au roi de Sardaigne. Elle payait même des subsides à l'électeur de Cologne, afin d'obtenir de lui la permission de lever des

Digitized by Google

troupes dans les évêchés de Cologne, de Munster, d'Osnabruck, d'Hildesheim, de Paderborn et dans les abbayes si nombreuses qui étaient de la dépendance du prince électeur. Quoique l'archevêque fût frère de l'empereur Charles VII, cependant le sentiment allemand prédominait en lui : il voyait avec peine la couronne impériale donnée par la France. Les efforts combinés de l'Angleterre et de l'Autriche eurent alors les plus heureux succès, grâce à la haute supériorité des talents militaires du prince Charles de Lorraine.

Cet habile capitaine, que nous avons vu courir des bords du Rhin dans la Bohême envahie par les Prussiens, manœuvra avec une telle supériorité, qu'il finit par dégager entièrement tout le pays. Il poussa si vivement les Prussiens, qu'il traversa l'Elbe à leur suite et qu'on crut même qu'il se porterait sur le Brandebourg après avoir reconquis la Silésie. L'Autriche reprenait la supériorité partout et semblait encore sur le point d'imposer en maîtresse la loi à ses adversaires. Les Français se soutenaient, il est vrai, dans la Flandre, grâce à la tactique habile du maréchal de Saxe qui n'osait livrer un combat. Si nous avions vaincu à Coni, nous avions été obligés de quitter les Alpes et de rentrer en France. L'Italie présentait un spectacle extrêmement fâcheux; les terres de l'Eglise, devenues le champ de bataille entre les Autrichiens et les Napolitains, étaient livrées au plus affreux brigandage. Cette guerre, où nos alliés faisaient tant d'efforts contre les Autrichiens, nous est trop étrangère pour que nous nous arrêtions à en raconter les détails.

Après la prise de Fribourg, le roi de France était re-

Digitized by Google

tourné à Paris, où il n'avait point paru depuis longtemps. Il serait difficile de peindre l'enthousiasme des Parisiens. Un père bien aimé, éloigné depuis longtemps de ses enfants, revenant d'un lieu d'exil, ne reçoit pas de ses fils des preuves d'un attachement plus sincère. Les habitants de Paris, avides de voir Louis XV, voulurent qu'il restât trois jours dans leurs murs avant de se rendre à Versailles.

Cependant le maréchal de Belle-Isle, chargé d'une mission à Munich, revenait en France et se présentait au bureau d'Eblingrode, petit village appartenant au Hanovre, où il fut saisi, maltraité et bientôt transporté en Angleterre. On fit d'incroyables et inutiles efforts pour l'arracher des mains des Anglais. Le ministère anglais déclara qu'il détenait cet homme important en qualité de prisonnier d'Etat et non à un autre titre; et comme on n'avait pas prévu dans les conventions antérieures qu'on pût recourir à de si misérables subterfuges, il fallut se taire.

Le prince qui avait été la cause de cette déplorable guerre, l'empereur Charles VII, électeur de Bavière, se mourait alors, après avoir été constamment malheureux depuis que l'ambition l'avait porté à ceindre la couronne impériale. Il fut inhumé avec toute la pompe des anciens empereurs et avec les mêmes cérémonies que pour Charles-Quint. On porta le globe devant celui qui, durant sa courte et chétive existence impériale, n'avait pas même possédé une petite et malheureuse province. Quelques rescrits lui donnèrent même le titre d'*invincible*, quoiqu'il eût presque toujours été vaincu. Il est nécessaire de rappeler cet exemple de la vanité et de la misère humaine,

Digitized by Google

pour apprendre aux générations combien l'orgueil abuse des mots qui peuvent faire illusion.

Le grave démêlé suscité par la pragmatique-sanction, fut loin d'être terminé par la mort de Charles VII, quoiqu'on ne pût offrir la couronne impériale au fils de ce monarque, âgé de dix-sept ans, et que tout sujet de dissension parût enlevé. Cependant Marie-Thérèse, poussée par l'Angleterre, ne voulait pas de la paix, dans l'espérance d'abattre la prépondérance du royaume très chrétien.

La France ayant besoin d'un point d'appui, essaya de jeter la division parmi les alliés en offrant la couronne impériale à l'électeur de Saxe, roi de Pologne, qui refusa un honneur plus périlleux qu'utile; car un empereur sans l'Autriche, la Hongrie et la Bohême, c'est-à-dire sans de grands États pour soutenir son rang, devait incontestablement amener de grandes rivalités, des guerres redoutables, et peut-être la perte de celui qui serait assez téméraire pour oser se saisir de la couronne impériale. Les malheurs du dernier empereur en fournissaient une preuve indubitable. La France jeta de nouveau les yeux sur le jeune Maximilien-Joseph de Bavière. Mais, avant de songer à le hisser sur le trône impérial, elle dut lui donner les moyens de se défendre contre les ennemis qui l'assaillaient de toute part. Six mille Hessois à notre solde, trois mille Palatins et treize bataillons d'Allemands qui étaient depuis longtemps incorporés parmi les troupes françaises, se joignirent aux soldats bavarois soudoyés eux-mêmes aux dépens de notre trésor.

La France, désirant enfin frapper un grand coup, se contenta de se couvrir du côté de l'Allemagne et de

Digitized by Google

l'Italie, et transporta ses principales forces en Flandre.

La ville de Tournai, que ses fortifications, œuvre de Vauban, rendaient si importante, fut le point que le roi résolut d'attaquer pour consommer ensuite la conquête de la Flandre. Quand on apprit, en Hollande, que cette place était menacée par une armée de quatre-vingt mille hommes, il fut résolu qu'on la délivrerait à tout prix.

Lorsque le roi connut que les ennemis marchaient à la délivrance de Tournai, il confia le commandement de l'armée au maréchal de Saxe. Quoique dangereusement malade par suite de ses débauches, le maréchal quitta Paris, et répondit à Voltaire qui l'engageait à demeurer : « Il ne s'agit pas de vivre, mais de faire triom-» pher la France. » Il s'était fait accompagner d'une voiture d'osier pour lui servir de lit et se faire traîner, quand ses forces épuisées ne lui permettaient plus d'être à cheval. Le roi et le dauphin, son fils, étaient, de leur côté, partis de Paris pour assister à la grande bataille qui allait se livrer.

En avant de Tournai, par la route que devaient suivre les ennemis pour arriver à la ville, on remarque, assez près de l'Escaut, un peu au-delà d'Antoin, le village de Fontenoy. Presque sur la même ligne, est un petit espace étroit de neuf cents mètres de large, entre Fontenoy et un petit bois qu'on appelle *bois de Bari*. Le maréchal de Saxe avait établi des redoutes entre Antoin et Fontenoy : d'autres redoutes, aux extrémités du bois de Bari, fortifiaient cette enceinte. Le champ de bataille n'avait pas plus de cinq cents toises de longueur, depuis l'endroit où était le roi, auprès de Fontenoy, jusqu'à ce bois de Bari, et n'avait guère plus de neuf cents toises de large; de

Digitized by Google

sorte que l'on allait combattre en champ-clos comme à Dettingue, mais dans une journée plus mémorable.

Quoique la position fût très forte et qu'il eût toute l'espérance de vaincre, cependant, comme un habile général doit pourvoir à tout, le maréchal de Saxe indiqua les points par où chaque corps, dans le cas de nécessité, opérerait sa retraite au-delà de l'Escaut. Les deux armées étaient d'ailleurs en égal nombre sur le champ de bataille, environ soixante mille hommes de chaque côté.

Les Anglo-Hollandais se formèrent en deux lignes, dont l'une se porta sur Fontenoy et l'autre sur Antoin. Les Anglais attaquèrent trois fois Fontenoy, et les Hollandais se présentèrent à deux reprises devant Antoin. A leur seconde attaque, on vit un escadron hollandais emporté presque tout entier par le canon d'Antoin; il n'en resta que quinze hommes, et les Hollandais ne se présentèrent plus dès ce moment.

Le duc de Cumberland, voyant l'impossibilité de s'emparer de Fontenoy de haute lutte, résolut de traverser le bois de Bari, de pénétrer jusqu'à la redoute de ce bois, vis-à-vis Fontenoy, et de l'emporter. Le général chargé d'exécuter cet ordre ayant rencontré à une faible distance, presque à l'entrée du bois, un faible corps qu'il regarda comme une armée, se hâta de rétrograder et dit au duc de Cumberland irrité qu'il était impossible de forcer le passage. C'est alors que le général en chef des Anglais forma une résolution audacieuse qui faillit lui valoir la victoire la plus complète et la prise du roi de France. « Il se détermina sur-le-champ à passer entre cette redoute et Fontenoy. Le terrain était escarpé; il fallait franchir un ravin profond, il fallait essuyer tout le feu

Digitized by Google

de Fontenoy et de la redoute. L'entreprise était des plus téméraires : mais il était réduit alors ou à ne point combattre, ou à tenter ce passage. Les Anglais et les Hanovriens s'avancent avec lui sans presque rompre leurs rangs, traînant leurs canons à bras par les sentiers; il les forme sur trois lignes assez pressées, et de quatre de hauteur chacune, avançant entre les batteries de canon qui les foudroyaient dans un terrain d'environ quatre cents toises de large. Des rangs entiers tombaient morts à droite et à gauche; ils étaient remplacés aussitôt, et les canons qu'ils amenaient à bras vis-à-vis Fontenoy et devant les redoutes, répondaient à l'artillerie française. En cet état ils marchaient fièrement, précédés de six pièces d'artillerie, et en ayant encore six autres au milieu de leurs lignes. Vis-à-vis d'eux se trouvèrent quatre bataillons des gardes-françaises, ayant deux bataillons des gardes-suisses à leur gauche, le régiment de Courten à leur droite, ensuite celui d'Aubeterre, et plus loin le régiment du roi qui bordait Fontenoy le long d'un chemin creux. Le terrain s'élevait à l'endroit où étaient les gardes-françaises jusqu'à celui où les Anglais se formaient. Les officiers des gardes-françaises se dirent alors les uns aux autres : « Il faut aller prendre le canon des Anglais. » Ils y montèrent rapidement avec leurs grenadiers, mais ils furent bien étonnés de trouver une armée devant eux. L'artillerie et la mousqueterie en coucha par terre plus de soixante, et le reste fut obligé de revenir dans ses rangs (1). »

Les Anglais s'avançaient toujours, et, en arrivant

(1) Voltaire, *Précis du règne de Louis XV.*

Digitized by Google

en face des gardes-françaises, leur commandant cria : « Messieurs des gardes-françaises, tirez. » D'Anteroche, lieutenant des grenadiers, répondit : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers, tirez vous-mêmes. » Les Anglais tirèrent en effet, et dix-neuf officiers des gardes tombèrent blessés à cette seule charge; bientôt tout le premier rang fut emporté. Le colonel de Courten, son lieutenant-colonel, quatre officiers supérieurs tombèrent morts. Les trois autres rangs, effrayés d'un pareil ravage, ne voyant rien pour les soutenir, prirent la fuite. La colonne anglaise reprit alors sa marche et s'avança à pas lents, comme quand elle faisait l'exercice. Ce n'était point sans effroi qu'on apercevait cette colonne serrée onduler sur un terrain accidenté. Le régiment d'Auberterre, jeté en avant pour arrêter la colonne, demeure lui-même impuissant. La colonne s'avance toujours lentement, et de moment en moment semble plus épaisse.

Le maréchal de Saxe, étonné, ordonne à la cavalerie de se précipiter sur cette longue colonne et de la briser en tronçons. Nos escadrons s'avancent au pas de course et viennent échouer contre les baïonnettes ennemies devenues un rempart de fer. « Il y avait de l'étonnement et de la confusion dans l'armée depuis le moment de la déroute des gardes françaises et suisses. Le maréchal de Saxe veut que la cavalerie fonde de nouveau sur la colonne anglaise. Mais les efforts de cette cavalerie étaient peu de chose contre une masse d'infanterie si réunie, si disciplinée et si intrépide, dont le feu toujours roulant et soutenu écartait nécessairement des petits corps séparés. On sait d'ailleurs que la cavalerie ne peut guère entamer

Digitized by Google

seule une infanterie serrée. Le maréchal de Saxe était au milieu de ce feu : sa maladie ne lui laissait pas la force de porter une cuirasse; il portait une espèce de bouclier de plusieurs doubles de taffetas piqué, qui reposait sur l'arçon de la selle. Il jeta son bouclier et courut faire avancer la seconde ligne de cavalerie contre la colonne. »

Le danger était alors extrême. Si, dans ce moment, les Hollandais avaient montré la même constance que les Anglais, il est indubitable que les ennemis auraient remporté la plus brillante victoire; mais ils hésitaient, tandis que leurs alliés se sacrifiaient; ils semblaient attendre que ceux-ci eussent contraint les Français à se retirer d'Antoin. Voyant Fontenoy débordé, le maréchal de Saxe, déterminé à masser ses troupes et à tenter un dernier effort, voulut au moins, dans une tentative si dangereuse, sauver ce que la France avait de plus précieux; il envoya une seconde fois conjurer le roi de se retirer et de ne point exposer la France à un grand malheur. Le monarque, qui comprenait que sa retraite allait jeter l'armée dans le plus grand découragement, refusa de se retirer, quoiqu'il y eût déjà auprès de lui plusieurs cavaliers qui avaient pris la fuite, et il voulut demeurer pour exciter la confiance du soldat. Le duc de Richelieu ayant examiné la colonne ennemie, se présenta hors d'haleine, l'épée à la main et tout couvert de poussière : « Quelle nouvelle apportez-vous? lui dit le » maréchal; quel est votre avis? — Ma nouvelle, dit le » duc de Richelieu, est que la bataille est gagnée si on » le veut, et mon avis est qu'on fasse avancer dans l'ins- » tant quatre canons contre le front de la colonne; pen- » dant que cette artillerie l'ébranlera, la maison du roi

Digitized by Google

» et les autres troupes l'entoureront; il faut tomber sur » elle comme des fourrageurs. »

Le roi accepta des premiers ce conseil et voulut qu'il fût à l'instant exécuté. Des officiers d'ordonnance coururent bride abattue pour donner partout des ordres convenables.

Pour que cette manœuvre eût tout le succès désirable, il fallait que les troupes placées à Antoin conservassent leur poste. Elles venaient de le quitter à regret, sur l'ordre du maréchal de Saxe, qui, comme nous l'avons vu, avait prescrit de masser toute l'armée pour tenter un dernier effort. Le duc de Biron, comprenant le danger de la retraite commencée, prit sur lui de la contremander. Le maréchal de Saxe approuva en effet ce conseil, devenu nécessaire par le changement d'opération.

La redoutable attaque résolue contre l'armée anglaise commença avec un admirable ensemble. Un corps soutenu par une puissante batterie l'arrête de front, pendant que d'autres corps l'attaquent sur les deux flancs. En sept ou huit minutes, toute cette colonne formidable est ouverte de tous côtés; le général Posonby, le frère du comte d'Albermale, cinq capitaines aux gardes, un nombre prodigieux d'officiers étaient renversés morts. Les Anglais, après s'être ralliés, cédèrent et quittèrent le champ de bataille sans tumulte, sans confusion, et furent vaincus avec honneur. « Le roi de France allait de régiment en régiment; les cris de victoire et de vive le roi, les chapeaux en l'air, les étendards et les drapeaux percés de balles, les félicitations réciproques des officiers qui s'embrassaient, formaient un spectacle dont tout le monde jouissait avec une joie tumultueuse. Le roi était

Digitized by Google

tranquille, témoignant sa satisfaction et sa reconnaissance à tous les officiers généraux et à tous les commandants des corps; il ordonna qu'on eût soin des blessés et qu'on traitât les ennemis comme ses propres sujets. »

Le maréchal de Saxe rendit un éclatant hommage aux deux officiers qui avaient contredit ses plans et avaient fait résoudre la dernière attaque : le duc de Richelieu, qui avait lui-même indiqué le moyen d'arrêter l'ennemi et de l'accabler, et le duc de Biron, qui avait empêché l'abandon d'Antoin. Il avoua en même temps qu'il avait fait une faute en ne mettant pas une redoute de plus dans le bois de Bari, justifiant néanmoins sa conduite sur ce qu'il ne se serait jamais persuadé que les Anglais auraient eu l'audace de tenter une trouée par où ils s'étaient avancés.

La bataille avait été très sanglante. Onze mille hommes étaient restés sur le champ de bataille, dont sept mille Anglais et quatre mille Français. Nous avions de plus fait deux mille prisonniers, ce qui avait considérablement affaibli nos adversaires, qui dès-lors ne pouvaient plus rien entreprendre d'important.

Ce qui caractérise encore le mieux peut-être l'esprit qui animait alors les peuples, et les sentiments d'humanité qui étaient entrés dans tous les cœurs, c'est la manière dont on traita les blessés. « Jamais, depuis qu'on fait la guerre, on n'avait pourvu avec plus de soin à soulager les maux attachés à ce fléau. Il y avait des hôpitaux préparés dans toutes les villes voisines, et surtout à Lille; les églises mêmes étaient employées à cet usage digne d'elles. Non-seulement aucun secours, mais encore aucune commodité ne manqua ni aux Français ni à

Digitized by Google

leurs prisonniers blessés. Le zèle même des citoyens alla trop loin ; on ne cessait d'apporter de tous côtés aux malades des aliments délicats, et les médecins des hôpitaux furent obligés de mettre un frein à ce dangereux excès de bonne volonté. Enfin les hôpitaux étaient si bien servis, que presque tous les officiers aimaient mieux y être traités que chez des particuliers, et c'est ce qu'on n'avait point vu encore (1). »

Cette victoire célèbre, qui était due autant à la valeur de nos capitaines qu'à la sagesse des mesures prises par le maréchal de Saxe, donna l'occasion à Louis XV de manifester son amour de la paix et la modération de son caractère. Le premier soin du monarque fut d'écrire à notre ambassadeur à La Haye qu'il ne demandait, pour fruit de sa victoire, que la pacification de l'Europe, et il déclara qu'il était disposé à négocier dans un congrès où les conditions de la paix seraient librement discutées par les puissances intéressées. Les Etats-Généraux, surpris de cette proposition, se hâtèrent d'en référer à leurs alliés. Mais Marie-Thérèse, et surtout l'Angleterre, qui souhaitaient l'abaissement de la France, repoussèrent les offres qu'on leur faisait. Cependant les malheurs arrivés coup sur coup aux alliés auraient dû les avertir que le temps de traiter était venu.

Au moment où le courrier arrivait au camp du roi de Prusse, notre allié, pour lui faire part de la célèbre journée de Fontenoy, ce monarque venait lui-même de remporter un brillant succès à Friedberg. Frédéric répondit par ces ingénieuses paroles à la missive du roi de

(1) Voltaire, *Précis du règne de Louis XV.*

Digitized by Google

France : « J'ai acquitté à Friedberg la lettre de change » que vous avez tirée sur moi à Fontenoy. »

Louis XV, voyant que ses propositions étaient repoussées, se détermina à agir vigoureusement et à obliger ses ennemis, à force de succès, à solliciter eux-mêmes la paix. La ville de Tournai se hâta de se rendre, et la citadelle fut bientôt emportée.

Après la prise de cette ville, le roi jeta les yeux sur Gand, grande et riche cité, dont le siége avait fait beaucoup d'honneur à Louvois en 1689. La garnison de la ville, forte seulement de six mille hommes, était soutenue par les habitants, ennemis acharnés des Français, quoiqu'ils n'aimassent guère la domination autrichienne.

Les Anglo-Hollandais, vaincus à Fontenoy, ne s'étaient pas dispersés ni découragés après leur défaite; il fallait les tromper pour arriver sous les murs de Gand avant qu'ils eussent couvert cette ville. Plusieurs mouvements furent faits en conséquence. Quand les Anglais, dont le quartier général était alors à Bruxelles, connurent le dessein des Français, ils firent marcher un corps de six mille hommes pour entrer dans la place et la défendre. Ce corps rencontra bientôt un faible détachement français avec des pièces de canon qu'il lui enleva. Le marquis de Crillon, irrité de cet échec, forme à l'instant le projet audacieux de se précipiter à droite et à gauche sur la colonne ennemie et de lui reprendre les canons dont elle s'était emparée. Cette manœuvre, exécutée avec la plus grande précision, est à l'instant même couronnée d'un plein succès. Les régiments français arrivent et jettent une telle confusion parmi les Anglais, que ceux-ci mettent bas les armes devant les plus

Digitized by Google

faibles détachements. D'Azincourt, capitaine de Normandie, avec quarante hommes seulement, fit prisonniers le lieutenant-colonel du régiment de Rich, huit capitaines, deux cent quatre-vingts soldats qui jetèrent leurs armes et qui se rendirent à lui : rien ne fut égal à leur surprise quand ils virent qu'ils s'étaient rendus à quarante Français. Azincourt conduisit ses prisonniers à Graville, tenant la pointe de son épée sur la poitrine du lieutenant-colonel anglais, et le menaçant de le tuer si ses gens faisaient la moindre résistance. Un autre capitaine de Normandie, nommé de Montalabert, prend cent cinquante Anglais avec cinquante soldats de son régiment. De Saint-Sauveur, capitaine au régiment du roi-cavalerie, avec un pareil nombre d'hommes, mit en fuite, vers la fin de l'action, trois escadrons ennemis. Enfin le succès étrange de ce combat est peut-être ce qui fit le plus d'honneur aux Français dans cette campagne, et qui mit le plus de consternation chez leurs ennemis. Ce qui caractérise encore cette journée, c'est que tout y fut fait par la présence d'esprit et par la valeur des officiers français, ainsi que la bataille de Fontenoy avait été gagnée.

La brillante journée de Mêle fut presque aussitôt suivie de la reddition de Gand, où nous trouvâmes d'immenses magasins de guerre et de bouche, du fourrage, des armes, des vivres, des habits, que les alliés avaient mis dans cette place, comme dans un lieu de sûreté.

Après la prise de Gand, Oudenarde fut investi et obligé de se rendre au bout de trois jours de siége. Dendermonde tint encore moins longtemps : cette ville ouvrit ses portes après deux jours de tranchée. Ostende, ma-

Digitized by Google

gnifique port de mer dont la possession nous était très utile, ouvrit ses portes après quelques jours de résistance. La chute de cette place, soumise en présence d'une flotte anglaise accourue pour la défendre, causa une grande consternation parmi les alliés, qui voyaient tomber toutes les forteresses de Flandre les unes après les autres sans pouvoir les protéger.

Les succès du roi, le grand nombre de prisonniers illustres détenus en France, déterminèrent les Anglais à proposer un échange de prisonniers; ils renvoyèrent sans rançon le maréchal de Belle-Isle et son frère, qui, le lecteur s'en souvient, avaient été pris contre le droit des gens. Les autres furent rachetés ou échangés.

Le roi, après sa brillante campagne de Flandre, rentra en France et alla jouir dans sa capitale du spectacle des grandes fêtes données pour célébrer le triomphe de nos armées, la conquête de la Flandre et les belles victoires de Fontenoy et de Mêle.

Au milieu de ces brillants succès, dus principalement au maréchal de Saxe, qui avait recouvré toutes ses forces, il se passait en Allemagne des événements qui causaient de grandes inquiétudes. La reine de Hongrie, Marie-Thérèse, touchait enfin au plus vif objet de ses désirs: le grand-duc de Toscane, son époux, était élevé à la dignité impériale, malgré les efforts du roi de Prusse, de l'électeur de Saxe et de l'électeur palatin. Celui qui contribua le plus à cette élection, fut un prince dont la famille était depuis un siècle attachée à la France, le jeune duc de Bavière, pour le père duquel la guerre avait été entreprise. Considérant que la continuation de la lutte amènerait la ruine totale de sa maison, il fit sa paix avec

Digitized by Google

l'Autriche, renonça à toutes prétentions sur les Etats autrichiens, garantit et confirma avec serment la pragmatique-sanction, s'engageant à donner au grand-duc de Toscane sa voix pour la dignité impériale, et à renvoyer immédiatement les troupes auxiliaires qui se trouvaient dans ses Etats. Si l'abandon de notre cause par l'électeur de Bavière était un danger de plus pour nous, du moins le roi croyait toujours pouvoir compter sur la coopération du roi de Prusse, qui paraissait l'ennemi le plus acharné de l'Autriche, avec laquelle, cependant, il devait presque aussitôt se réconcilier. Frédéric II protesta d'abord contre l'élection de l'empereur François, protestation dont se moqua le nouvel empereur, parce qu'elle ne reposait sur aucun fondement.

Le roi Frédéric, toujours heureux à la guerre, s'avança bientôt du côté de Dresde et y remporta de brillants succès. Il entra dans cette ville, tout en manifestant les intentions les plus pacifiques; car, il faut le dire, dans cette guerre singulière, c'étaient les vainqueurs qui proposaient la paix, et c'étaient les vaincus qui la refusaient et repoussaient toutes les médiations qui pouvaient s'offrir. Il s'en présenta une bien inattendue. Le sultan, touché lui-même des maux de la guerre dans l'Europe occidentale, proposa sa médiation et rappela les souverains de la chrétienté à des sentiments plus humains. Sa médiation ne fut point acceptée, car l'Angleterre avait juré que la France serait humiliée.

Le roi de Prusse, s'il eût été un allié de bonne foi, n'eût point séparé sa cause de la nôtre; mais, ayant obtenu la Silésie, il reconnut l'empereur, et l'électeur palatin suivit son exemple. Frédéric II retourna ensuite

Digitized by Google

dans sa capitale, où il reçut le nom de *Grand* par un peuple dont il était l'orgueil.

Quoique la paix faite par le roi de Prusse ne créât point de nouveaux ennemis à la France, cependant elle lui était très nuisible, parce qu'elle laissait à ses adversaires l'emploi de toutes leurs forces, dont une partie avait été jusqu'alors dirigée contre la Prusse, la Bavière et le Palatinat.

Cependant la France continuait toujours ses conquêtes dans les Pays-Bas. Lorsque Louis XV fut informé de la prise d'Ostende et du siége de Nieuport, il quitta Versailles pour se mettre de nouveau à la tête de son armée, qui allait entrer dans le Brabant et tenter le siége de Bruxelles, capitale du pays et séjour des vice-rois autrichiens. Cette place, assez mal fortifiée, avait une très forte garnison et renfermait des militaires du plus haut mérite. Bruxelles s'attendait si peu à un siége, que le gouverneur de la province et les ministres plénipotentiaires y vivaient en pleine sécurité, lorsque l'armée parut subitement en quatre colonnes par quatre chemins différents. La ville fut enveloppée tout d'un coup, en sorte que rien ne put en sortir. Le siége n'offrit pas d'ailleurs de grandes difficultés et ne nous coûta aucune perte sérieuse. La garnison, avec tous les officiers généraux, fut faite prisonnière.

On a lieu d'être surpris de voir les Français faire des progrès continuels presque sans la moindre opposition, quand les ennemis avaient cependant tant d'intérêt à défendre les Pays-Bas. Ce qui nuisait un peu à la défense du pays, c'était la division jetée dans la république de Hollande, dont les riches commerçants, flattés par les

Digitized by Google

agents de Louis XV, inclinaient pour la paix; mais le peuple, poussé par les perfides Anglais, demandait toujours la guerre, bien que le roi de France fît chaque jour de nouveaux progrès et qu'on dût craindre de le voir bientôt arriver aux frontières de la Hollande.

Anvers, placé sur l'Escaut, ville d'un important commerce, qui avait plus d'une fois excité la jalousie des Hollandais, fut assiégé par le roi au commencement de 1746. Les Etats-Généraux, jaloux d'Anvers, dont ils désiraient la chute, furent cependant épouvantés du siége d'une ville si rapprochée de la Hollande.

Pendant qu'Anvers tombait, le prince de Conti enlevait Mons, capitale du Hainaut. Saint-Ghislain eut le même sort, et Charleroi ouvrit ses portes sans coup férir. Les peuples se montraient d'ailleurs assez favorables aux Français, qui, ordinairement, n'imposaient d'autre condition que la soumission de la garnison et sa réduction à l'état de prisonnière de guerre. C'est ainsi que nous étions arrivés à avoir dans nos forteresses près de quarante mille militaires prisonniers.

Le projet fut alors de s'emparer de Maëstricht, dont la possession devait nous rendre maîtres des principales routes qui pénètrent dans la Hollande. Avant de tenter un siége aussi important, il fut résolu qu'on prendrait Namur, ville très forte, prise et reprise sous le règne de Louis XIV, après des siéges extrêmement mémorables. Il serait trop fastidieux pour le lecteur d'entendre sans cesse des descriptions de siége. Il y eut des actes d'héroïsme étonnants, qui jetèrent une telle épouvante parmi les ennemis, qu'un officier ayant pénétré seul dans un fort, reçut la soumission des soldats. La garnison tout

Digitized by Google

entière, après la plus honorable défense, se rendit prisonnière.

Les alliés, fatigués enfin de voir tout le pays tomber en détail sous les coups des Français, résolurent de livrer bataille, et s'arrêtèrent devant Liége, où la lutte, sans être très sanglante, fut cependant acharnée. Personne ne put dire s'il avait remporté ou perdu la victoire.

Pendant que nous obtenions de si glorieux succès en Flandre, notre armée d'Italie éprouvait de grands revers, et les pertes que nous essuyions de ce côté équivalaient bien aux conquêtes des Pays-Bas. Là comme sur tous les autres points où la guerre se faisait, nous avions d'abord obtenu de grands avantages. La république de Gênes, pressée par les Autrichiens et le roi de Sardaigne, avait fini par se ranger du côté de la France, ce qui augmenta le nombre de nos soldats. La maison d'Espagne, pour qui nous faisions des conquêtes en Italie, comme nous en avions fait en Allemagne pour l'empereur Charles VII, aspirait à obtenir le Milanais et le Mantouan, qui avaient été cédés par Philippe V pour terminer la *guerre de la succession*. Pour occuper ce pays, il fallait avant tout s'emparer du cours du Pô, dont le roi de Sardaigne, à la tête de cinquante mille hommes, s'était rendu maître. Il occupait en effet une anse à l'embouchure du Tanaro, où il était extrêmement difficile de le forcer. Le jeune fils du maréchal de Maillebois, commandant-général de l'armée franco-espagnole, demanda une partie de l'armée française pour se porter sur Milan et feindre de faire le siége de cette ville, ne doutant point que le général autrichien Schulembourg, alors uni au duc de Savoie, ne le quittât pour sauver la capitale du Milanais. Ce plan fut adopté et obtint

Digitized by Google

un succès complet. Le roi de Sardaigne, forcé dans ses retranchements, fut obligé de reculer jusqu'à Casal et se trouva ainsi absolument coupé de toute communication avec les Autrichiens. Cependant le général napolitain qui commandait du côté de Rome, repoussait les Autrichiens jusque dans le Mantouan. C'est ainsi qu'en peu de temps les Franco-Espagnols se virent maîtres du Montferrat, de l'Alexandrin, du Tortonais, du pays derrière Gênes; c'est ainsi qu'on recouvrait les fiefs impériaux de la Lomelline, du Pavesan, du Lodesan, de Milan et de presque tout le Milanais, de Parme et de Plaisance (1745).

La première paix conclue par le roi de Prusse avait contraint nos généraux à abandonner la Bohême, parce qu'elle avait permis à l'Autriche de réunir toutes ses forces contre nous. Il en arriva de même après la seconde paix de Frédéric, signée à Dresde. L'Autriche put alors porter toutes ses forces en Italie et nous y faire éprouver de grands revers.

Pour regagner le terrain perdu en Italie et vaincre l'Autriche, il fallait se réconcilier avec le roi de Sardaigne; Louis XV résolut de tenter cette réconciliation, et des négociations s'ouvrirent. Le roi de France garantissait à Charles-Emmanuel tout le Milanais au nord du Pô, jusqu'aux confins de la république de Venise. La partie du Milanais située au midi du grand fleuve était rendue au duché de Parme; Finale devait appartenir aux Génois. La Toscane passa au frère de l'empereur, Charles de Lorraine. L'Italie était ainsi rendue indépendante de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne. Mais, pour terminer le traité, il fallait l'agrément de l'Espagne, et elle le laissa longtemps attendre.

Digitized by Google

Enfin, après de longs délais, la reine d'Espagne dit à l'évêque de Rennes, ambassadeur de France : « Nous » n'avons pas dormi de toute la nuit, le roi et moi; nous » n'avons fait que raisonner du traité que le roi très » chrétien a conclu sans nous avec le roi de Sardaigne et » de la fermeté qu'il a apportée pour le soutenir. Nous » cédons enfin, nous voulons bien l'exécuter. » Les lenteurs mises par la cour d'Espagne ranimèrent le feu de la guerre.

Le roi de Sardaigne, doutant de la France, et bien davantage encore de l'Espagne, se sentait vivement secondé par l'impératrice Marie-Thérèse, qui, délivrée enfin de la crainte du roi de Prusse, faisait filer en Italie des renforts très considérables : il reprit les armes. Le maréchal de Maillebois, jugeant bien la situation, engagea nos alliés, les Espagnols, à abandonner le Milanais, dont la conservation, selon lui, ne pouvait amener que de grands malheurs; mais les Espagnols voulaient le garder comme une ancienne propriété de leur famille.

Les troupes de l'impératrice, placées au milieu d'un pays de la dépendance de leur couronne, étaient massées en grand nombre et trouvaient facilement toutes les choses nécessaires à la vie. Les Français, au contraire, en pays ennemi, s'affaiblissaient de jour en jour par leurs conquêtes, parce qu'ils étaient obligés de disséminer leurs guerriers. Les Autrichiens se mirent à attaquer successivement les postes, en emportèrent plusieurs et affaiblirent ainsi une armée qui se recrutait difficilement. L'armée franco-espagnole, afin de résister à l'ennemi, s'était massée devant Plaisance. Elle y fut attaquée par le général autrichien Lichtenstein qui, bien que aussi malade

Digitized by Google

que le maréchal de Saxe à Fontenoy, fit preuve d'autant de valeur et d'intelligence que celui-ci. La bataille dura neuf heures et fut perdue par les Français, dont les pertes s'élevèrent à plus de douze mille hommes, huit mille morts ou blessés et quatre mille prisonniers. Le duc de Savoie parut, après la bataille, sur nos côtés, et eût pu, s'il eût agi avec plus de vivacité et d'intelligence, détruire l'armée tout entière.

Les Français, dans l'extrême péril où ils se trouvaient, durent leur salut au talent et à la valeur du jeune de Maillebois, qui proposa d'opérer la retraite en combattant. Il sut choisir un poste si avantageux, que l'armée ne fut point entamée et put se retirer avec ses bagages et son artillerie. Cette retraite fut conduite avec une telle dextérité, que les officiers les plus habiles la regardèrent comme un fait d'armes digne d'être placé à côté des plus belles victoires.

Il arriva dans ces circonstances un immense changement en Espagne, ce qui pouvait amener de plus grands changements dans la politique et laisser absolument tout le poids de la guerre sur la France. Le roi d'Espagne, Philippe V, mourait et laissait sa couronne à son fils Ferdinand VI. Philippe V, qui avait relevé la nation espagnole et avait voulu rendre à cette antique monarchie toutes ses possessions, avait réalisé en grande partie ses vœux. Il avait assuré la couronne de Naples à son fils don Carlos. Il avait reconquis Parme et Plaisance et une partie du Milanais pour don Philippe, son troisième fils; il avait su lutter en Amérique contre les prétentions des Anglais, qui voulaient s'emparer de tout le commerce espagnol. Il mourut avant la bataille de Plaisance, où ses troupes et

Digitized by Google

celles du roi de Naples, son fils, avaient tant souffert. La mort de Philippe V, arrivée dans de pareilles circonstances, dut encore ajouter à l'inquiétude. On se demandait si Ferdinand VI consentirait à faire pour son frère les mêmes sacrifices que Philippe V avait faits pour son fils.

C'est dans ces sentiments d'inquiétude que l'armée, réduite à seize mille hommes, opérant cependant sa retraite avec une grande habileté, arriva sur les confins du territoire de Gênes, abandonnant tout le pays qui avait été conquis et laissant dans Plaisance trois mille blessés. Nous avions déjà plusieurs fois fait la conquête de l'Italie, et jamais nous n'avions pu nous y établir d'une manière permanente. Charles VIII, Louis XII et François Ier avaient obtenu de grands succès dans la Péninsule, ils avaient facilement conquis ce pays et l'avaient perdu plus facilement encore.

Gênes, ville extrêmement forte, garantie par une triple enceinte dont la première, la plus redoutable de toutes, est formée par les Apennins, se voyant abandonnée par les Franco-Espagnols qui continuaient leur retraite vers la Provence, ne tenta pas de se défendre un moment, quoiqu'elle eût pu résister longtemps. Les Autrichiens entrèrent sans coup férir dans la place, qu'ils punirent très sévèrement de son alliance momentanée avec les Français. Marie-Thérèse n'eut pas, dans cette circonstance, l'orgueil de Louis XIV, qui avait fait venir le doge à Versailles, mais elle indisposa beaucoup plus la république marchande en lui imposant une contribution de vingt-quatre millions.

L'armée autrichienne, victorieuse dans toute la haute Italie, avait à choisir, pour la suite de ses opérations, en-

Digitized by Google

tre la conquête du royaume de Naples ou une entrée en France. La conquête du royaume de Naples était, incontestablement, la plus facile et la plus aisée à garder. Mais qui, dans les grands succès, ne se laisse entraîner par de trop grandes prétentions? L'Autriche, persuadée que la conquête de Naples et de la Sicile ne présenterait aucune difficulté quand Marseille, Toulon et toute la Provence seraient entre ses mains, se détermina à marcher vers les frontières de France, où rien ne pouvait arrêter ses soldats, car nous n'avions de ce côté aucune armée capable de mettre obstacle à la marche des Autrichiens.

L'incendie qui avait commencé vers le Danube et s'était étendu presque jusqu'aux portes de Vienne, gagnait enfin le territoire de cette France ambitieuse qui l'avait allumé avec tant d'imprudence. Nos côtes étaient bordées par les vaisseaux anglais, qui couraient sur tous les navires de nos marchands assez aventureux pour se hasarder sur mer. Ces implacables ennemis de la France avaient même osé descendre en Bretagne et essayé d'y former des partis. Ils croisaient devant Marseille et Toulon, places assiégées par terre par les Autrichiens.

Pour sauver la Provence de malheurs plus grands que ceux qu'elle avait essuyés, Louis XV y envoya le maréchal de Belle-Isle, fauteur de la guerre, plus habile discoureur que grand capitaine. Le premier soin du maréchal de Belle-Isle fut de reconstituer l'armée à l'aide des recrues que lui envoyait le gouvernement, ou qu'il tirait du pays où il se trouvait; il obtint encore un secours de trois mille Espagnols, ce qui le mit en état de harceler l'ennemi et de lui couper les vivres dans un pays où l'on en trouve difficilement. C'est par cette tactique et sans livrer aucune bataille qu'il parvint à contraindre les

Digitized by Google

Autrichiens à se retirer. Un événement imprévu hâta encore cette retraite.

Les Autrichiens, maîtres de Gênes, avaient causé tant de désordres dans cette malheureuse ville, ils avaient fait tant souffrir le pauvre peuple, que le désespoir entra dans tous les cœurs, et il se trouva dans les premières classes des hommes pour exciter un soulèvement et le diriger.

Les Autrichiens, ayant besoin d'armes et de munitions pour les siéges qu'ils ouvraient devant Marseille et Toulon, se servirent des bras génois pour tirer des arsenaux les plus belles pièces de canon et toutes les munitions qui leur étaient nécessaires. Une soudaine indignation s'empara aussitôt de tout le peuple, qui prit des armes dans les arsenaux ouverts et courut à l'hôtel du doge pour le prier d'armer tous les citoyens. Le doge ne répondit point, mais ses serviteurs agirent pour lui et conduisirent le peuple dans les lieux où il pouvait prendre des armes de toute espèce. Chose incompréhensible, les Allemands, témoins de ce mouvement, demeurèrent immobiles et ne songèrent à se défendre que quand le peuple, armé et animé par la plus grande fureur, se montra déterminé à vaincre ou à mourir. Les neuf régiments allemands furent bientôt si vivement pressés, qu'ils quittèrent la ville, laissant quatre mille prisonniers entre les mains du peuple soulevé et lui abandonnant d'immenses provisions. Les paysans, de leur côté, assaillirent tous les corps détachés et tuèrent tous les soldats qui étaient assez imprudents pour s'éloigner du gros des troupes.

Le peuple, vainqueur, ne voulant plus du sénat pour gouverneur, choisit, parmi les citoyens les plus fermes,

Digitized by Google

trente-six personnes pour être chargées du gouvernement et préparer la défense, car on ne doutait point que les Autrichiens n'arrivassent avec des forces considérables, afin de triompher d'une cité qui leur avait fait essuyer un échec si humiliant, et qui tenait encore dans ses prisons quatre mille soldats, qu'on rendait responsables des malheurs qui pourraient arriver à la ville.

Les Autrichiens, qui commençaient à être embarrassés en Provence, se hâtèrent de profiter de ce désastre pour quitter notre pays et aller punir Gênes de ce qu'on nommait sa trahison et sa rébellion. Louis XV, très intéressé à la résistance des Génois, leur assura sa protection, leur fit parvenir un million en espèces, et, ce qui fut plus heureux, embarqua six mille soldats pour soutenir le peuple de Gênes. Quoique la mer fût gardée par les Anglais, quatre mille cinq cents soldats parvinrent à pénétrer dans le port de Gênes et redoublèrent la confiance des Génois. Un millier d'hommes furent pris en mer, mais cette perte paraissait fort peu considérable eu égard au résultat obtenu. Gênes avait encore plus besoin d'un homme énergique que de soldats, car il fallait maintenir le peuple, diriger son activité turbulente, mettre de l'ordre dans le service des vivres et rétablir partout l'harmonie entre les citoyens divisés. Louis XV chargea de cette belle mission le duc de Boufflers, qui organisa la défense avec un talent supérieur, fit faire de fréquentes et heureuses sorties, et sut exciter un tel patriotisme parmi les citoyens, que certains religieux, partageant l'enthousiasme général, encouragèrent le peuple à opposer une résistance à mort aux troupes allemandes. On vit un ermite se mettre à la tête des plus

Digitized by Google

ardents de la campagne et diriger les paysans contre les postes détachés des Autrichiens.

Le duc de Boufflers, qui se fit tant d'honneur par sa belle défense, perdit la vie au milieu de ses succès, et cette mort jeta la cour de France dans un nouvel embarras. Elle était trop intéressée à ce que Gênes se défendît à outrance, pour ne pas se hâter de lui envoyer un nouveau capitaine; elle jeta, cette fois, les yeux sur le duc de Richelieu, qui aborda heureusement, avec de l'argent et des troupes, montra autant de talent que son prédécesseur, et sut toujours maintenir dans Gênes cette vivacité de patriotisme qui sauve les Etats dans les grandes crises.

Quoique les Anglais, malgré leur blocus maritime, ne pussent tenir le port entièrement fermé, que les Autrichiens n'osassent faire un siége en règle, et que la ville pût recevoir des vivres, cependant il était nécessaire de la dégager. Le maréchal de Belle-Isle reçut l'ordre de pénétrer en Piémont et de se porter sur les derrières des Autrichiens. Trois routes se présentaient : l'une suivait le long de la mer; très étroite, impraticable aux voitures, elle était de plus exposée aux décharges des vaisseaux anglais, qui, venant s'adosser au rivage, prenaient la colonne en flanc; la route de Demonte et de Coni était plus facile; mais, pour la suivre, il fallait emporter Coni, ville très fortifiée, qui arrêterait longtemps l'armée. On se détermina enfin à suivre le sol abrupt d'Exilles.

Lorsque l'armée française arriva en face du château d'Exilles, qu'elle aperçut ces rochers taillés à pic, où l'on arrivait par des chemins barricadés, elle commença à douter du succès. Elle montra cependant un dévoûment

Digitized by Google

héroïque en ne cessant, pendant deux heures, de tenter vainement un assaut. Mais le feu des batteries ennemies, qui plongeait sur nos colonnes serrées, arrêta les plus braves et tua, en deux heures, trois mille hommes et en blessa seize cents. Le maréchal de Belle-Isle, qui avait pour principe qu'un général doit vaincre ou mourir, se montra fidèle à cette maxime; on le vit animé d'une telle fureur, que, blessé des deux mains et ne pouvant plus les employer, il se servit de ses dents pour arracher les palissades qui barraient le passage; il tomba enfin mort. L'armée renonça alors à l'entreprise, retourna sur ses pas et déposa ses blessés à Briançon, où Audiffret, lieutenant du roi, et sa femme donnèrent l'exemple du plus beau dévoûment. Audiffret vendit sa vaisselle d'argent et tout ce qu'il avait de précieux pour soulager les blessés, que la comtesse, sa femme, quoique dans un état de grossesse très avancé, voulut soigner de ses mains. Cette noble femme fut victime de son dévoûment.

Ces désastres engageaient le roi, vainqueur en Flandre, à solliciter la paix avec la plus grande instance. Regardant les revers du Midi comme peu importants pour la France, certains esprits étaient étonnés que le monarque se montrât si disposé à la paix. Mais il y était pressé par M^me^ de Pompadour et par les philosophes. M^me^ de Pompadour, devenue l'*homme d'Etat* de la France, ne rêvait que progrès des arts, amour des lettres, et surtout souhaitait puiser à pleines mains dans le trésor de l'Etat. La guerre absorbant tous les fonds disponibles et obligeant à recourir à des emprunts, elle ne pouvait le faire avec autant de facilité que pendant la paix. Cependant, malgré les calamités publiques, elle avait su se faire donner

Digitized by Google

des châteaux et des terres dont les revenus s'élevaient annuellement à cent quatre-vingt mille francs, somme considérable que venaient encore grossir plus de trois cent mille francs de cadeaux qui lui étaient faits chaque année. Les philosophes ne parlaient que d'humanité dans tous leurs écrits, ne cessaient de condamner la guerre et de vanter le bonheur de la paix; ils pressèrent vivement le roi et surtout Mme de Pompadour, leur protectrice, de faire tous les sacrifices pour l'obtenir. Afin d'arriver enfin à une paix si vivement sollicitée, le roi fit demander aux Hollandais un congrès, où se tiendraient des conférences. La ville de Bréda fut choisie. La Hollande y envoya un commissaire sans aucun plan déterminé; l'Angleterre y eut aussi son représentant, à qui elle donna pour règle de conduite de tant exiger, que la France ne pourrait accorder ce qu'on lui demanderait.

Le roi avait espéré que la Hollande, comprenant ses véritables intérêts, accepterait une paix avantageuse; mais le parti anglais et le préjugé général prévalurent.

Le roi, pour vaincre l'opposition des seigneurs hollandais, résolut cette fois d'entamer cette partie du Brabant qui, par la paix d'Utrecht, avait été cédée à la Hollande. Avant de mettre le pied sur le sol hollandais, il fit déclarer son intention et dit qu'il ne garderait les villes prises que comme un simple dépôt. Les Hollandais, à qui une telle générosité était inconnue, se persuadèrent que Louis, tout en négociant pour la paix, n'avait qu'un seul désir, faire de nouvelles conquêtes et se rendre maître de la Hollande elle-même. Mille bouches rappelaient l'attaque de la Hollande en 1672, et disaient que

Digitized by Google

Louis XV avait les mêmes intentions que son prédécesseur. Le roi aurait dû tenir un peu plus compte de ce sentiment, suspendre sa marche au moins pendant un temps déterminé et faire une trève pour montrer à la Hollande les avantages de la paix; mais Louis XV, encore enivré de la gloire de ses conquêtes, céda à cet amour et s'empara de tout ce que la Hollande possédait sur la rive gauche de l'Escaut.

Cette prise de possession d'une partie du territoire hollandais excita une telle terreur parmi le peuple de Hollande qu'il demanda à grands cris la création d'un stathouder. On jeta les yeux sur un prince de la maison d'Orange, sur Guillaume-Charles-Henri Frison. L'État n'avait cru se donner un maître que pour le moment du péril; mais tel fut l'ascendant pris par le stathouder, que presque aussitôt l'on établit l'hérédité du pouvoir dans sa famille, même pour les filles, si la ligne masculine venait à manquer. C'est ainsi que la république de Hollande se transforma en une espèce de royauté constitutionnelle, et que, sous prétexte de défendre son territoire, elle perdit une partie de ses franchises.

Cette guerre, si singulière dans plusieurs de ses circonstances, faillit encore produire une grande révolution en Angleterre. Le descendant des Stuart, Jacques III, que sa sœur Anne, reine d'Angleterre, aurait voulu, sur la fin de ses jours, se donner pour successeur, vivait à Rome dans une profonde retraite. Son fils Charles-Edouard, prince ardent, courageux, énergique comme les rudes Ecossais dont descendait sa race, et qui était toujours cher à ces insulaires, fut appelé en France parce qu'on voulait par là jeter la division parmi le peu-

Digitized by Google

ple anglais. Mais lorsque le prince arriva en France, les pensées de ceux qui l'avaient appelé étaient déjà changées, et il se vit dans le plus complet isolement à Paris. Dans une visite qu'il fit au cardinal de Tencin, celui-ci lui dit : « Que ne tentez-vous de passer sur un vaisseau » vers le nord de l'Ecosse? votre seule présence pourra » vous former un parti et une armée; alors il faudra » bien que la France vous donne du secours. »

Charles-Edouard se détermina à suivre ce conseil, acheta des armes et s'associa quelques hommes qui louèrent un petit bâtiment. Il parvint à débarquer en Ecosse et y eut quelques succès. Le gouvernement français, informé de cet heureux commencement, ne fit pas, dans cette circonstance, ce que lui prescrivaient ses intérêts; n'osant prendre une part active et puissante à la tentative du prince ami de la France, il se contenta de laisser agir les partisans du fils des Stuart; s'il eût jeté sur la côte de l'Ecosse cinq ou six mille hommes de troupes régulières, Charles-Edouard eût peut-être triomphé. On répondit, il est vrai, aux communications de ce prince; Louis XV le traita de frère, mais c'était certes une pauvre fraternité que celle qui n'osait rien faire. Le roi de France eut cependant encore un agent auprès de cet intrépide prétendant.

Ce cruel abandon le fit succomber à Culloden, où quatre mille hommes de troupes régulières l'auraient fait triompher. Après des courses héroïques, il finit par rentrer en France, et se condamna à de nouveaux malheurs. L'Angleterre, épouvantée de la terreur qu'il lui avait inspirée, exigea son expulsion. Cet infortuné prince voulut résister à un ordre bien dur pour un homme malheu-

Digitized by Google

reux; il fut alors arrêté, garrotté, mis en prison et conduit hors de France. Ce fut le dernier coup dont une providence sévère accabla cette génération de rois, qui avait été éprouvée par les plus grands malheurs pendant trois cents ans.

Pendant que la fortune de l'Angleterre se jouait en Ecosse, et que le monde attentif s'inquiétait du résultat définitif d'une lutte commencée heureusement pour le prétendant, Louis XV continuait ses conquêtes sur la Hollande, et éloignait ainsi la paix. En vain répétait-il à Bréda qu'il voulait la paix, qu'il détestait la guerre; en vain répétait-il, par la bouche de ses plénipotentiaires, les déclamations des philosophes contre l'usage des armes, on lui répondait en lui montrant les ravages qu'il faisait, les villes qu'il emportait, les conquêtes qu'il ajoutait à ses conquêtes, et on lui prouvait que ses actes démentaient ses paroles. Le nouveau stathouder de Hollande, quoiqu'il eût besoin de la paix pour s'affermir, se laissa entraîner par les réclamations de son peuple et par les promesses des Anglais. Ces redoutables insulaires, comprenant leur faiblesse personnelle, avaient été mendier jusqu'au fond de la Russie l'appui de l'impératrice Elisabeth, et en avaient obtenu cinquante mille hommes et cinquante galères, qui devaient être transportés dans les lieux que l'Angleterre désignerait. Le roi George II s'engageait à payer, pour ce secours, cent mille livres sterling, somme minime en elle-même, qui prouve que la nation russe, destinée à être l'une des plus riches de l'Europe, n'avait pas encore tiré de son sol et de ses mines les richesses que depuis elle sut acquérir.

Louis XV n'attendit point que cet appui fût arrivé en

Digitized by Google

ligne contre lui; il se hâta de continuer ses conquêtes. La Flandre hollandaise fut soumise en un instant : Arschot, Mons, le Sas-de-Gand, Namur, la Perle, Liefkenshoech, Axel et Santberg, furent successivement emportés. Le maréchal de Saxe, qui dirigeait toutes ces opérations, sentait qu'il lui fallait Maëstricht, d'où l'on pouvait atteindre Nimègue. Il ne doutait point que les Hollandais, épouvantés de la prise de ces deux places, ne fussent obligés de demander la paix avant d'avoir pu être secourus par les Russes. Le roi pensa que, pour assurer le succès de ce siége, il était nécessaire de battre les ennemis. La bataille eut lieu en effet à Lawfeld, et le maréchal de Saxe la gagna; mais elle ne fut rien moins que décisive. Les Français, épuisés de fatigue, n'essayèrent pas de poursuivre leurs ennemis. La perte, de part et d'autre, fut évaluée à peu près à six mille hommes tués ou blessés; la prise de vingt-neuf pièces de canon et de neuf drapeaux était presque le seul avantage dont pût se vanter le maréchal de Saxe et Louis XV se féliciter, lorsque, le soir du même jour, ce prince arriva sur le champ de bataille.

Louis XV avait espéré qu'après cette célèbre journée, les alliés comprendraient enfin la nécessité de la paix; il dit même au général Ligonnier, qu'on lui amenait prisonnier : « Ne vaudrait-il pas mieux songer sérieuse-» ment à la paix que de faire périr tant de braves gens? » Les alliés, comptant sur le secours des Russes, ne la voulaient point tant que la fortune leur serait contraire. Il y avait, dans ce sentiment, et la honte de leur infériorité et la crainte de ne point avoir de conditions avantageuses.

Louis XV se détermina alors à mettre le siége devant

Digitized by Google

Berg-op-Zoom, ville fameuse réputée imprenable, parce que ses fortifications passaient pour un chef-d'œuvre et que ses murailles étaient sans cesse battues par les eaux de l'Escaut. Ce siége, regardé comme le plus difficile qui ait été fait jusque-là par les Français, fut conduit par le comte de Lowendahl, qui en assura le succès, quoique tout le monde crût que c'était une témérité.

Après trois semaines de tranchée ouverte, bien que la brèche ne fût pas encore praticable, Lowendahl, persuadé qu'il y a des occasions où il ne faut pas toujours suivre les règles de la prudence, conseilla l'assaut. « Tout est prêt au milieu de la nuit, dit Voltaire, les troupes sont commandées en silence; les assiégés se croyant en sûreté, on descend dans le fossé, on court aux trois brèches; douze grenadiers seulement se rendent maîtres du fort d'Edem, tuent ce qui veut se défendre, font mettre bas les armes au reste épouvanté; les bastions la Pucelle et Coehorn sont assaillis et emportés avec la même vivacité; des troupes montent en foule; on emporte tout; on pousse aux remparts, on s'y forme, on entre dans la ville la baïonnette au bout du fusil. Le commandant de la forteresse du port se rend à discrétion; tous les autres forts se rendent de même. Le vieux baron de Cromstrom, qui commandait dans la ville, s'enfuit vers les lignes. Tout est abandonné; la ville est livrée en pillage au soldat vainqueur. On s'y saisit, au nom du roi, de dix-sept grandes barques chargées dans le port de munitions de toute espèce et de rafraîchissements que les villes de Hollande envoyaient aux assiégés. La surprise fut grande à Londres, la consternation extrême dans les Provinces-Unies. L'armée des alliés fut découragée. »

La prise de Berg-op-Zoom couronna noblement la cam-

Digitized by Google

pagne de 1747; mais chacun comprenait que, malgré l'importance de cette conquête, ce n'était pas dans cette ville que se trouvait la pacification; chacun disait : « La » paix est dans Maëstricht. » La saison étant trop avancée pour commencer le siége de cette place, on le remit à l'année suivante.

Dès l'ouverture de la campagne, le maréchal de Saxe prit ses dispositions pour se rendre maître de Maëstricht. Quoique la garnison fût très nombreuse et qu'il y eût à une faible distance de cette place, dans une position avantageuse, une armée ennemie forte de quatre-vingt mille hommes, cependant les travaux furent si habilement conduits, que la place se rendit le 7 mai 1748, après trois semaines de tranchée.

Le duc de Cumberland, qui était toujours le commandant général de l'armée des alliés, n'ayant osé hasarder une bataille avec des troupes inférieures en nombre, attendait avec une extrême impatience ces vaillants soldats de la Russie, ces hommes rudes, à demi-sauvages, dont la vie étonnait les générations amollies de l'Europe. Ces hommes infatigables, formés à la plus grande discipline, couchaient en plein champ, couverts d'un simple manteau, et souvent sur la neige. Et chose étonnante, malgré cette vie dure, quand les trente-cinq mille Russes arrivèrent à l'armée anglaise, il n'y avait que quatre malades. L'arrivée des Russes devait être le signal d'une levée de boucliers générale, non-seulement en Europe, mais encore dans toutes les contrées du monde; car l'Amérique et l'Asie devaient aussi avoir leur part de malheurs dans la guerre désastreuse que se faisaient les peu-

Digitized by Google

ples de l'Europe, sans avoir ni un but, ni un motif réel de combat.

Une des plus fameuses expéditions maritimes du siècle de Louis XV, fut due surtout au courage et au talent du commodore Anson, qui alla tourner le cap Horn, dans la partie méridionale de l'Amérique, d'où il remonta la côte occidentale du nouvel hémisphère pour ravager le Pérou. De là il se dirigea vers l'Asie, et parut sur les côtes de la Chine. Il rapporta des richesses prodigieuses, qui furent transportées en triomphe sur trente-deux chariots. Cette grande expédition, qui causa tant de dommages aux Espagnols, nous en fit peu à nous-mêmes.

De simples particuliers faisaient des captures plus considérables que la marine de l'Etat. Le capitaine Talbot prit, avec son seul vaisseau, deux navires français, qu'il crut d'abord venir de la Martinique et ne porter que des marchandises communes; mais ces deux bâtiments malouins avaient été frétés par les Espagnols avant que la guerre eût été déclarée entre la France et l'Angleterre : ils croyaient revenir en sûreté. Un Espagnol, qui avait été gouverneur du Pérou, était sur l'un de ces vaisseaux, et tous les deux rapportaient des trésors en or, en argent, en diamants et en marchandises précieuses. Cette prise était estimée vingt-six millions de livres. L'équipage du corsaire fut si étonné de ce qu'il voyait, qu'il ne daigna pas prendre les bijoux que chaque passager espagnol portait sur soi. Il n'y en avait presque aucun qui n'eût une épée d'or et un diamant au doigt : on leur laissa tout. Et quand Talbot eut amené ses prises au port de Kingsale en Irlande, il fit présent

Digitized by Google

de vingt guinées à chacun des matelots et des domestiques espagnols.

Le butin fut partagé entre deux vaisseaux corsaires, dont l'un, qui était compagnon de Talbot, avait poursuivi en vain un autre vaisseau nommé l'*Espérance*, le plus riche des trois. Chaque matelot de ces deux corsaires eut huit cent cinquante guinées pour sa part; les deux capitaines eurent chacun trois mille cinq cents guinées. Le reste fut partagé entre les associés, après avoir été porté en triomphe de Bristol à Londres sur quarante-trois chariots. La plus grande partie de cet argent fut prêtée au roi même, qui en fit une rente aux propriétaires. Cette seule prise valait au-delà d'une année du revenu de la Flandre entière. On peut juger si de telles aventures encourageaient les Anglais à aller en course et relevaient les espérances d'une partie de la nation, qui envisageait dans les calamités publiques des avantages si prodigieux (1).

Après de semblables bénéfices, on comprend qu'une nation injuste, qui ne calculait que ses avantages matériels, dût aimer une guerre qui lui rapportait tant de trésors, et qu'elle repoussât une paix qui livrerait les peuples à leurs forces commerciales et industrielles.

La marine anglaise était alors sur un pied formidable; nous étions dans l'impuissance de nous mesurer avec elle. Les Anglais avaient six vaisseaux de cent pièces de canon, treize de quatre-vingt-dix, quinze de quatre-vingts, vingt-six de soixante-dix, trente-trois de soixante, trente-sept de cinquante à cinquante-quatre

(1) Voltaire.

Digitized by Google

canons; et au-dessous de cette force, depuis les frégates de quarante canons jusqu'aux moindres, on en comptait cent quinze. Ils avaient encore quatorze galiotes à bombes et dix brûlots. C'était en tout deux cent soixante-trois vaisseaux de guerre, indépendamment des corsaires et des vaisseaux de transport. Cette marine avait quarante mille matelots. Jamais aucune nation n'avait eu de pareilles forces maritimes. Il fallut que la France résistât pendant toute la guerre, n'ayant en tout qu'environ trente-cinq vaisseaux à opposer à cette puissance formidable. Il devenait de jour en jour plus difficile de soutenir les colonies; si on ne leur envoyait pas de gros convois, elles demeuraient sans secours à la merci des flottes anglaises. Si les convois partaient ou de France ou des îles, ils couraient risque, étant escortés, d'être pris avec leurs escortes (1).

Les Anglais, qui avaient formé le dessein de détruire notre marine et nos colonies, avaient tout d'abord résolu de porter leurs premiers coups sur le Canada, qu'ils désiraient joindre à leurs possessions de l'Amérique. Ils commencèrent par la prise de Louisbourg, ville importante, le principal port de commerce de cette partie du nouveau continent. Cette place aurait pu se défendre longtemps si elle avait eu des munitions suffisantes, mais elle avait été presque délaissée et livrée à elle-même. Quand on apprit que les Anglais formaient des desseins sur cette importante cité, un gros vaisseau partit pour déposer dans la place ce qui était nécessaire pour un long siége. Déjà le port était assiégé quand il arriva; aussi se

(1) Voltaire.

Digitized by Google

fit-il prendre par les Anglais, qui, peu de temps après, se rendirent maîtres de la ville. La Compagnie des Indes ayant affermé le commerce des riches pelleteries du Canada, deux gros vaisseaux marchands de cette Compagnie abordèrent immédiatement après la prise de Louisbourg et se remirent eux-mêmes entre les mains des Anglais. Un vaisseau espagnol, qui avait aussi voulu aborder à Louisbourg, fut également pris. Ces trois vaisseaux portaient pour plus de vingt-cinq millions de valeurs. On remarque que, dans le cours de cette année, les Anglais eurent plus de cent millions de bénéfice net par leurs différentes captures.

C'étaient chaque jour de nouveaux désastres, et quelquefois des plus terribles. Une flotte marchande de quarante voiles, venant en France de la Martinique, sous l'escorte de quatre vaisseaux de guerre, fut rencontrée par une flotte anglaise; il y en eut trente de coulés à fond ou échoués; deux vaisseaux de l'escorte, dont l'un était de quatre-vingts canons, tombèrent au pouvoir de l'ennemi.

Un des plus grands avantages des Anglais fut le combat naval du Finistère, combat qui nous coûta treize vaisseaux, dont six de premier ordre appartenant au gouvernement et sept à la Compagnie des Indes, parmi lesquels quatre se rendirent dans le combat, et trois autres ensuite. Quand ces treize vaisseaux entrèrent dans les ports de la Tamise, qu'on vit à Londres vingt-deux chariots chargés de l'or, de l'argent et des effets précieux pris sur la flotte française, la population se livra à des démonstrations d'une joie frénétique. Pour conserver le souvenir de cette célèbre journée, on voulut que l'ar-

Digitized by Google

gent pris sur les vaisseaux français fût porté à la Monnaie, et qu'on fît à cette occasion un coin particulier, sur lequel on lisait le mot *Finistère*. C'était le moyen d'encourager la nation à persévérer dans ses exploits, que d'immortaliser ses triomphes par des monuments, comme le fit jadis l'antique Rome.

Les marins anglais rendirent justice au marquis de La Jonquières, chef de notre escadre, qui, avec des navires si mauvais que tous n'en valaient pas un seul de la marine anglaise, avait lutté courageusement pendant longtemps contre dix-sept vaisseaux parfaitement équipés et d'une construction parfaite; par son courage, il donna au convoi qu'il amenait de la Martinique la facilité d'échapper. Le capitaine de vaisseau *le Windsor* s'exprimait ainsi dans sa lettre sur cette bataille : « Je n'ai jamais vu une » meilleure conduite que celle du commodore français; » et, pour dire la vérité, tous les officiers de cette nation » ont montré un grand courage; aucun d'eux ne s'est » rendu que quand il lui a été absolument impossible de » manœuvrer. »

Si l'on est fier d'un pareil témoignage, on est bien affligé quand on voit notre marine tomber, glorieusement sans doute, mais cependant périr tout entière. Il nous restait encore sept vaisseaux de guerre, que l'on employait à escorter les flottes marchandes qui se rendaient à nos colonies de l'Amérique. Le commandant Estanduère, qui les dirigeait, eut encore le malheur d'être rencontré par quatorze vaisseaux anglais. Il dut combattre, et éprouva le même sort que La Jonquières au Finistère. Sur les sept vaisseaux six furent pris, en sorte que toute la marine royale de France se réduisit à un seul vaisseau

Digitized by Google

de guerre. On rejeta la faute de nos malheurs maritimes sur le cardinal de Fleury, qui avait négligé cette partie de la force publique. Il l'avait moins négligée qu'on ne l'a dit; quand il mourut, notre marine était encore respectable. D'ailleurs, si sa politique avait été fidèlement suivie par ses successeurs, il est certain que les malheurs que nous déplorons n'auraient pas affligé la France.

Un homme, cependant, vengeait l'honneur du pavillon français sur les côtes de l'Asie. Cet homme était Mahé de La Bourdonnais, l'un de nos plus illustres marins. Le théâtre de ses exploits fut cette riche contrée de l'Inde, si fameuse par son antiquité, ses vieilles et mensongères chroniques et la prodigieuse fertilité de son sol. Quoique sa philosophie ait plus d'une fois attiré l'attention des érudits et des savants, ce n'est pas cependant ce qui a le plus préoccupé notre Europe. Les trésors de son sol, voilà surtout ce qui l'a fait envier.

Trois nations principales avaient établi des comptoirs le long de l'immense côte de l'Inde. Les Portugais, les Anglais et les Français, qui auraient pu vivre en amis et trouver une matière suffisante pour leur commerce respectif, étaient malheureusement dévorés par la jalousie.

La fameuse Compagnie des Indes établie par Louis XIV, anéantie en 1712, renaissante en 1720, avait acquis sous le règne de Louis XV un immense développement, qui n'avait pas été dans les intérêts des actionnaires; car, au lieu de donner à leurs bailleurs de fonds les dividendes pompeusement promis, on consumait tous les revenus en de prétendues améliorations, en agrandissements insensés, en développements militaires et industriels. Un homme surtout avait contribué à placer notre Compa-

Digitized by Google

gnie à la tête de toutes celles qui occupaient alors les principales places dans les affaires commerciales. Cet homme fut Dupleix, véritable génie qui donna à nos établissements de l'Inde une grandeur et une puissance étonnantes. L'Angleterre, affligée d'une si grande prospérité, ne cherchait qu'un prétexte pour nous attaquer dans nos plus riches possessions, lorsqu'éclata la trop malheureuse guerre dont nous avons raconté les principales péripéties.

Dupleix, dont l'âme grande et généreuse aurait voulu conserver au commerce toute sa splendeur et séparer l'industrie d'une lutte à laquelle elle devrait demeurer étrangère, proposa au gouverneur anglais de Madras de garder la neutralité et de ne point avoir la barbarie d'inaugurer un système de dévastation réciproque. Loin d'accepter des propositions si conformes au sentiment de la véritable humanité, les Anglais voulurent profiter de la guerre pour détruire nos établissements. Mais ils rencontrèrent un redoutable adversaire dans Mahé de La Bourdonnais, gouverneur des îles de Bourbon et de Maurice, qu'il avait rendues extrêmement prospères. Pendant son administration il s'appliqua à construire de forts vaisseaux, capables de lutter contre des bâtiments de guerre; il exerça les habitants de l'île, même les noirs, au maniement des armes. Il quitta l'île Bourbon avec neuf vaisseaux armés par lui en guerre, chargés d'environ deux mille trois cents blancs et de huit cents noirs devenus d'habiles canonniers. A la tête de cette escadre, il alla attaquer la flotte anglaise placée sous les ordres de Barnet, qui défendait Madras, inquiétait Pondichéry et sillonnait la mer des Indes pour poursuivre

Digitized by Google

les vaisseaux français qui osaient s'aventurer sur cette mer. Il la dispersa et alla mettre lui-même le siége devant Madras, vaste cité divisée en plusieurs villes, dont l'une était exclusivement habitée par des Européens, et l'autre, surnommée la noire, spécialement consacrée à toutes les nations de l'Inde : Juifs, Hindous, Arméniens, mahométans, idolâtres, nègres de différentes espèces, Indiens rouges, Indiens de couleur bronzée. La ville fut bientôt si vivement pressée, qu'elle capitula et se racheta moyennant onze cent mille pagodes (environ neuf millions de francs).

Cette capitulation était bien dans les termes de l'instruction donnée par le ministre, qui, craignant qu'on ne s'affaiblît en voulant conserver de nouvelles conquêtes, avait prescrit *de ne s'en réserver aucune dans l'Inde;* néanmoins Dupleix, gouverneur général, animé d'un sentiment de jalousie condamnable, cassa la capitulation, fit arrêter l'illustre marin comme coupable de concussion et l'envoya en France. Cet illustre capitaine attendit pendant trois ans son jugement dans les prisons d'Etat. Ses juges prononcèrent enfin son innocence et rendirent pleine justice à son intégrité et à son mérite. Mais il était trop tard : la sévérité de la captivité avait tué cette âme héroïque ; il mourut peu après : perte irréparable pour notre nation, dans un moment où elle avait un si grand besoin de marins distingués.

Dupleix, qui avait eu le malheur de punir un grand-amiral, ne retira aucun avantage de la déclaration de nullité de la convention faite par La Bourdonnais. La ville de Madras fut ruinée, mais elle ne paya pas la rançon stipulée par un homme juste appréciateur des inté-

Digitized by Google

rêts de la France. Si Dupleix se trompa, il sut du moins racheter sa faute par un rare courage. Pondichéry ayant été assiégé par des forces supérieures, il remplit à la fois les fonctions d'ingénieur, d'artilleur, de commandant et de munitionnaire. C'est en déployant une activité étonnante, qu'il parvint à sauver la ville. Nous le verrons s'élever plus haut, pour périr au milieu de la plus épouvantable catastrophe.

Le vœu que Louis XV avait tant de fois manifesté se réalisait enfin : la paix se signait à Aix-la-Chapelle. Les Hollandais avaient essuyé des pertes énormes, leur territoire était fortement entamé, leurs places tombaient les unes après les autres; que la guerre durât encore quelque temps, et la conquête de ce royaume eût été complétement terminée. Toutes les nations souffraient également. On est épouvanté des désastres causés sur la mer pendant cette guerre. Près de sept mille vaisseaux marchands, soit de France, soit d'Espagne ou d'Angleterre, avaient été pris dans ces courses de déprédations réciproques. Plus de cinquante mille familles avaient ainsi fait des pertes énormes. Si l'on vient à considérer le nombre des morts qui avaient péri victimes de la guerre, on peut dire qu'il n'y avait presque point de famille qui n'eût à pleurer quelques-uns de ses membres.

Épouvantés enfin des maux qui pesaient autant sur eux que sur nous, les alliés songèrent sérieusement à traiter de la paix. Le marquis de Saint-Séverin, notre plénipotentiaire, fit tout d'abord cette noble déclaration, « que Louis XV voulait faire la paix en roi et non en » marchand. » C'était dire qu'il ne voulait conserver aucune de ses conquêtes, qu'il ne demanderait aucune des

Digitized by Google

villes frontières de la Flandre, qu'il se contenterait des limites accordées à la France par les traités précédents.

Si le roi ne voulait rien pour lui, il fit tout pour ses alliés; « il assura, par cette paix, le royaume des Deux-Siciles à don Carlos, prince de son sang; il établit dans Parme, Plaisance et Guastalla, don Philippe, son gendre; le duc de Modène, son allié et gendre du duc d'Orléans, régent, fut remis en possession de son pays, qu'il avait perdu pour avoir pris les intérêts de la France. Gênes rentra dans tous ses droits. Il parut plus beau, et même plus utile à la cour de France, de ne penser qu'au bonheur de ses alliés, que de se faire donner deux ou trois villes de Flandre, qui auraient été un éternel objet de jalousie. L'Angleterre, qui n'avait eu d'autre intérêt particulier dans cette guerre universelle, que celui d'un vaisseau, y perdit beaucoup de trésors et de sang, et la querelle de ce vaisseau resta dans le même état où elle était auparavant. Le roi de Prusse fut celui qui retira les plus grands avantages; il conserva la conquête de la Silésie dans un temps où toutes les puissances avaient pour maxime de ne souffrir l'agrandissement d'aucun prince. Le duc de Savoie, roi de Sardaigne, fut, après le roi de Prusse, celui qui y gagna le plus, la reine de Hongrie ayant payé son alliance d'une partie du Milanais (1). »

Après cette paix, le calme tant désiré fut enfin rendu à l'Europe, qui, dans quelques années de tranquillité, fit faire de grands progrès aux arts et à l'industrie. Heureuse si elle avait su toujours persévérer dans la même

(1) Voltaire.

Digitized by Google

voie. L'expérience du passé aurait dû l'instruire; mais où sont les peuples qui savent se laisser éclairer? Un jour de bonheur leur fait oublier des années de calamités, qu'ils rappellent bientôt par leurs passions et par leurs crimes.

Nous avons oublié la vie dissolue du roi, pour suivre les affaires de la guerre; nous devons la reprendre où nous avons vu le monarque, à Metz, se convertissant pour retomber presque aussitôt dans tous ses désordres. Mme de Châteauroux avait été chassée ignominieusement de Metz. Dans les cours, une personne autrefois comblée d'honneur, mais tombée en disgrâce, est traitée avec autant de mépris qu'on en montre en Orient pour les pestiférés, dont on s'éloigne sans aucune pitié. Il ne faut donc pas s'étonner qu'on ait regardé comme un acte d'un rare courage l'action du maréchal de Belle-Isle, qui osa prêter sa voiture à la favorite disgraciée. Tout le peuple, qui avait le sentiment des bonnes mœurs, ne cessa de la poursuivre de ses malédictions pendant tout le cours de son chemin. Elle parcourut quatre-vingts lieues traitée en ennemie, et alla se cacher à Paris, attendant avec impatience le retour du roi, bien persuadée que les bons sentiments du monarque n'auraient pas une longue durée et qu'elle saurait bien le ramener au crime.

Le jour de l'entrée triomphante du roi à Paris, Mme de Châteauroux, mise de manière à ne pas être reconnue, vint se placer sur son passage : « Je l'ai vu, écrivait-elle » à Richelieu, alors en Languedoc; il avait l'air joyeux » et attendri, il est donc capable d'un sentiment tendre. » J'ai cru qu'il avait jeté les yeux sur moi et qu'il cher- » chait à me reconnaître... »

Digitized by Google

Quelques jours après, le roi sortit secrètement des Tuileries pour aller la voir. Elle fut alors rétablie dans son ignominieux titre d'amante, et tous ceux qui avaient contribué à son renvoi furent renvoyés de la cour. Le courageux évêque de Soissons, M. de Fitz-James, écrivait quelquefois au roi pour lui reprocher sa honteuse vie et lui rappeler ses promesses solennelles : on ne remettait pas ces lettres au monarque.

M^me^ de Châteauroux, après avoir causé tant de scandale, mourut le 8 décembre de cette année, dans les sentiments du repentir : heureuse si les larmes qu'elle versa trop tard purent lui obtenir son pardon!

Le roi, profondément touché de la perte de sa maîtresse, avait fait dire des messes pour elle dans toutes les églises de Paris et de Versailles. Il en perdit bientôt le souvenir au milieu de la multitude de beautés qui se disputèrent l'infâme honneur de la remplacer. Celle qui triompha fut la fameuse Pompadour. Cette femme célèbre, dont on connaît à peine le père, avait reçu une grande éducation, et, par sa beauté et ses manières, était arrivée à épouser Lenormant d'Etioles, neveu du fermier général. Sa mère, qui voulait la pousser plus loin, forma l'abominable dessein d'en faire la maîtresse du roi; et, comme elle n'avait entrée ni à la cour, ni dans aucune des maisons qui pouvaient la mettre en contact avec lui, elle recourut à un moyen diabolique. Sachant que le roi allait très fréquemment à la chasse dans la forêt de Sénart, elle eut soin de diriger de ce côté les promenades de sa fille, qui chaque jour paraissait sous un costume propre à faire ressortir les charmes de sa figure. Le roi, tout d'abord touché de sa beauté et de ses agréments, lui

Digitized by Google

envoya des produits de sa chasse, sans cependant qu'elle pût l'amener à d'autres démonstrations.

Après la mort de Mme de Châteauroux, elle se fit admettre dans un bal masqué où elle charma tant le monarque, que le voluptueux souverain, vaincu, la proclama sa dame dès le lendemain, et bientôt après la créa marquise de Pompadour. Cette femme ambitieuse, n'avait, en essayant de se faire aimer du roi, qu'un seul but, celui de dominer l'Etat, de satisfaire son goût pour les beaux-arts et d'acquérir de la célébrité. A peine en possession de la faveur du monarque, elle s'environna d'artistes et de savants; elle aida de sa protection Charles Adam dans la création des belles porcelaines de Sèvres; elle fit expédier à Voltaire les titres de gentilhomme, et plus tard un brevet d'historiographe de France; elle orna tous les châteaux royaux, et voulut que tous eussent des théâtres, afin que l'on pût y jouer quand le roi les habiterait. Si cette femme se montrait amie des arts frivoles, elle n'oubliait pas non plus les affaires politiques: on peut même dire que c'est là que se porta sa grande ambition; car dès-lors elle prit en main les rênes de l'empire et conduisit les affaires en souveraine. En 1745, elle accompagna le roi à la guerre, et rien ne se fit que selon ses désirs; les ministres, qui d'ailleurs n'étaient nommés que sur sa demande, lui présentaient leur travail avant de le mettre sous les yeux du monarque insouciant, qui y jetait à peine un regard distrait. Les ambassadeurs se présentaient chez elle avant de voir les ministres, et traitaient toutes les affaires dans son cabinet. Le roi de Prusse ayant osé plaisanter d'elle, la guerre fut continuée pour le punir d'un bon mot.

Digitized by Google

Les deniers de l'Etat étant absorbés par cette vie honteuse, on pressura les provinces pour leur faire rendre ce qu'elles ne pouvaient souvent donner : « On a » présentement, écrivait d'Argenson, la certitude que la » misère est généralement parvenue à un degré inouï. » Au moment où j'écris (février 1759), en pleine paix, » avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, » du moins passable, les hommes meurent tout autour » de nous, comme des mouches, de pauvreté, et brou- » tent l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, » Touraine, Haut-Poitou, Périgord, Orléanais, Berry, » sont les plus maltraitées : cela gagne les environs de » Versailles. M. Arry (contrôleur général) n'a foi qu'aux » rapports des financiers, qui ont intérêt à lui cacher la » vérité. Il regarde les intendants qui lui parlent avec » le plus de franchise, précisément comme des curés ou » des dames de charité, qui exagèrent les tableaux de » la misère par une compassion mal placée; aussi a-t-il » dégoûté tous ses intendants. Aucune voix ne s'élève » plus entre le trône et le peuple; le royaume est traité » comme un pays ennemi frappé de contributions. On » ne songe qu'à faire acquitter l'impôt de l'année cou- » rante, sans penser à ce que l'habitant pourra payer » encore l'année d'après... Le duc d'Orléans porta der- » nièrement au conseil un morceau de pain de fougère » que nous lui avions procuré. A l'ouverture de la » séance, il le posa sur la table du roi, disant : « Sire, » voilà de quoi vos sujets se nourrissent (1). »

« La période qui succéda à la paix d'Aix-la-Chapelle

(1) *Mémoires d'Argenson.*

Digitized by Google

» peut être considérée, dit Lacretelle, comme une régence » exercée par la marquise de Pompadour. On croirait le » monarque absent, si l'on n'était obligé de s'occuper » quelquefois de ses débauches, de ses loisirs puérils et » de ses combinaisons craintives. Le gouvernement est » devenu si faible, que ce n'est plus lui qui imprime un » mouvement à la nation. Elle s'agite, se divise, s'amuse » de cabales, étudie des systèmes, cherche à se former » une destinée nouvelle, obéit mal et n'est point encore » révoltée. Dès que la favorite s'aperçut que la puissance » pouvait survivre à l'amour qu'elle avait inspiré à » Louis XV, elle servit et dirigea son inconstance. Elle » lui donna ou laissa se former un infâme sérail, afin » d'écarter les rivales dangereuses. La cour avait d'a- » bord affecté de dédaigner la fille de l'ignoble Poisson. » Une vivacité inconsidérée, une coquetterie trop fami- » lière, et surtout des expressions qu'on appelait bour- » geoises, trahissaient l'obscurité de sa naissance; mais » le pouvoir, en l'élevant à ses propres yeux, mêla bien- » tôt à ses agréments un peu de dignité. Persuadée » qu'elle régnerait longtemps, elle sut le persuader à » tout le monde. Mobile dans ses affections et ses goûts, » elle écoutait avec enthousiasme les plans nouveaux, » secondait les réputations nouvelles; tous les ambi- » tieux devinrent ses partisans. Les hommes cupides » en grossirent le nombre, parce qu'elle se garda bien » d'imiter le désintéressement de Mme de Mailly et de la » duchesse de Châteauroux... Elle faisait, il est vrai, un » usage splendide et même bienfaisant de son opulence; » elle mariait de pauvres filles, soulageait des vieillards, » réparait des villages dévastés par quelque fléau, en

Digitized by Google

» affectant sur ce point de suivre l'impulsion de la phi-
» losophie nouvelle. La cour bénissait la marquise, et
» des acquits du comptoir payaient les suffrages de la
» cour (1). »

A côté de cette sentine de désordres vivait une reine pleine de piété, ange de douceur, l'amie de tout le monde, bonne même à l'égard des maîtresses du roi. Elle vivait avec ses enfants, les formant à la vertu. Elle eut dix enfants, qu'elle eut la douleur de voir mourir, à l'exception de trois filles. La perte qui dut lui causer le plus de peine fut celle du Dauphin, prince plein d'une haute raison unie à une si grande piété que les ennemis de la foi ont essayé de la tourner en dérision.

Le duc d'Orléans, fils du régent, se retira du monde pour pratiquer les conseils évangéliques, et se mit en pension à l'abbaye de Sainte-Geneviève, ne voulant qu'un seul laquais pour le servir. A côté de ces exemples, le jansénisme et le philosophisme portaient de rudes coups à la religion, l'un par sa sévérité excessive, l'autre par son esprit antireligieux. Nous avons caractérisé la nature de la philosophie du règne de Louis XV et les maux qu'elle causa à la société, dont elle sapa les bases. Le jansénisme, qui ne semblait que l'exagération du principe religieux, causa autant de mal à la société, en rendant le joug de la religion insupportable. Nous avons vu la naissance du jansénisme, ses efforts pour asservir l'homme à la nécessité et détruire le libre arbitre, sous le spécieux prétexte de relever la grâce. Cependant les controverses jansé-

(1) Lacretelle, tom. III, pag. 153.

Digitized by Google

nistes jetèrent l'inquiétude dans certaines âmes et le doute dans beaucoup d'autres. Condamnés sur tous les points, comme nous l'avons vu, ils recoururent aux miracles ridicules du diacre Pâris, qui consistaient en des sauts et des convulsions bien étrangères à la sainteté religieuse. Le cimetière de Saint-Médard, devenu un lieu de scandale public, fut fermé par l'autorité laïque. L'archevêque de Paris prit, de son côté, les mesures les plus énergiques pour atteindre les récalcitrants, et ordonna de refuser les sacrements à tout malade qui ne présenterait pas un certificat de confession de son curé. Cette mesure, assurément exorbitante en ce qu'elle imposait pour ainsi dire le confesseur, fut modifiée par Clément XIV, qui en restreignit l'application aux *opposants notoirement* connus à la bulle *Unigenitus*. Le Parlement n'avait pas attendu cette décision; se constituant juge en matière spirituelle, il déclara qu'il y avait abus dans les mandements de l'archevêque. Fortement repris et même banni pour ce fait, le Parlement recouvra la liberté à son tour et obtint que le roi enverrait en exil Mgr de Beaumont. Un des plus déplorables effets de cette lutte fut l'immixtion du pouvoir temporel dans les affaires purement spirituelles, qui ne sont pas de son ressort.

Au milieu de cette agitation religieuse, il y en avait une autre non moins redoutable; les rêveurs multipliaient sans cesse les projets économiques. L'Etat succombant sous le poids des dettes, il fallait de nouveaux impôts. Machault osa tenter une grande réforme; ce fut de faire tomber sur tous les charges publiques, sans distinction d'ordre, mais à proportion des facultés de cha-

Digitized by Google

cun. Cet impôt, cause de grands murmures, fut vivement attaqué par les parlements, qui soutinrent la cause des classes privilégiées.

L'état de la police nous donne encore une idée de l'intérieur du royaume. Elle avait pour chef Berryer, l'un des favoris de la Pompadour, qui peupla la Bastille des nombreux ennemis de la maîtresse du roi. Sous prétexte de bonne police, Berryer faisait pendre une foule de vagabonds, et enlever aussi, dans le dessein le plus coupable, quelques jeunes filles d'une jolie figure. Bientôt les bruits les plus singuliers circulèrent dans le public. On disait que le roi, énervé par les passions honteuses, n'ayant plus de vie, était obligé, pour ranimer ses forces épuisées, de prendre des bains dans le sang de jeunes enfants, et qu'ainsi chaque jour Berryer faisait égorger une multitude d'innocentes créatures pour fournir au roi le moyen de rétablir sa santé. Un attroupement furieux se forma devant l'hôtel de la police, dont toutes les vitres furent brisées; ce fut avec peine que Berryer s'échappa par une porte dérobée. Sa femme s'étant présentée au balcon en peignoir, imposa par son courage aux séditieux. La foule se retira pour faire une scène semblable devant l'hôtel de Maupeou, premier président du parlement de Paris. Maupeou se présenta hardiment : « Je connais vos chefs, leur dit-il, ils vont être » arrêtés. » Ces seuls mots mirent la multitude en fuite. Quelques-uns des plus coupables furent pendus les jours suivants. Les enlèvements continuèrent cependant; seulement la police y mit plus d'art.

Les malheureux enfants ainsi arrachés à leurs parents avaient une autre destinée. Mme de Pompadour, dégoûtée

Digitized by Google

d'un roi devenu insupportable par la fétidité honteuse qui s'échappait de lui, et cependant désirant conserver tout son empire, voulut satisfaire aux goûts lubriques du vieux monarque par la pratique infâme connue sous le nom de *Parc aux Cerfs*. Cette page de notre histoire est si déplorable, que nous aimons mieux la laisser raconter à un historien qui la peint assez fidèlement. « Sa jalousie pour écarter toutes celles qui auraient pu la supplanter, qui avaient un rang dans le monde, de l'esprit, de la conversation, était vigilante et furieuse, tandis qu'elle se prêtait volontiers à introduire auprès de lui de jeunes filles dont elle croyait n'avoir rien à redouter. Le marquis de Lugeac, son neveu, s'entendait pour cet infâme métier avec Lebel, valet de chambre du roi, et ils étaient toujours sûrs d'être secondés au besoin par l'intendant de police. Bientôt Mme de Pompadour découvrit que Louis XV pourrait lui-même s'amuser à faire l'éducation de ces jeunes malheureuses. De petites filles de neuf à douze ans, lorsqu'elles avaient attiré les regards des gens de la police par leur beauté, étaient enlevées à leurs mères par plusieurs artifices, conduites à Versailles et retenues dans les parties les plus élevées et les plus inaccessibles des petits appartements du roi. Là, celui-ci passait des heures avec elles; chacune d'elles avait deux bonnes pour la servir; le roi s'amusait à les habiller, à les lacer et à leur faire des exemples pour écrire; aussi plusieurs arrivèrent-elles à avoir une écriture absolument semblable à la sienne. Il avait le plus grand soin de les instruire lui-même des devoirs de la religion; il leur apprenait à lire, à écrire et à prier Dieu comme un maître d'école. Il ne se lassait pas de leur tenir le langage de la dévotion. Il faisait plus,

Digitized by Google

il priait lui-même à deux genoux avec elles, toujours avec sa piété accoutumée, et cependant, dès le commencement de cette éducation si soignée, il les destinait au déshonneur. Mme de Pompadour, qui ne faisait pas semblant de s'apercevoir du train de vie de son ami, lui donna, vers 1753, la charmante retraite de l'Hermitage, dans le parc de Versailles, sur la route de Saint-Germain. Ce bâtiment et le jardin avaient été construits et plantés par elle avec toutes les recherches de la volupté, aux frais du trésor royal; elle prétendit s'en être ennuyée et voulut donner au roi le moyen d'éviter la publicité dans ses rendez-vous de galanterie. Bientôt quelques maisons élégantes furent bâties dans l'enclos attenant, qu'on nommait le Parc aux Cerfs. Elles furent destinées à recevoir les jeunes filles qui attendaient les embrassements de leur maître. Elles étaient soignées dans leurs couches, mais leurs enfants leur étaient toujours enlevés pour être placés dans des colléges ou des couvents; jamais ils ne devaient revoir leur mère, qui, de son côté, ne revoyait jamais le roi. Le nombre des malheureuses qui passèrent successivement au Parc aux Cerfs est immense; à leur sortie, elles étaient mariées à des hommes vils ou crédules, à qui elles apportaient une bonne dot. Quelques-unes conservaient un traitement fort considérable. Les dépenses du Parc aux Cerfs, dit Lacretelle, se payaient avec des acquits au comptant. Il est difficile de les évaluer; mais il ne peut y avoir aucune exagération à affirmer qu'elles coûtèrent plus de cent millions à l'Etat; dans quelques libelles on les porte jusqu'à un milliard (1). »

(1) Sismondi.

Digitized by Google

Ce n'était pas seulement ses débauches qui rendaient le roi incapable de remplir ses devoirs, c'était tout l'ensemble de sa vie : « Le roi, dit Mme de Campan, » ne pensait qu'au plaisir de la chasse. On aurait pu » croire que ses courtisans se permettaient une épi- » gramme quand on les entendait dire sérieusement, » les jours où Louis XV ne chassait pas : Le roi ne fait » rien aujourd'hui. Les petits voyages étaient aussi une » affaire très importante pour le roi. Le premier jour de » l'an, il marquait sur son almanach les jours de départ » pour Compiègne, pour Fontainebleau, pour Choisy, etc. » Les plus grandes affaires, les événements les plus im- » portants ne dérangeaient jamais cette distribution de » son temps. L'étiquette existait encore à la cour, avec » toutes les formes qu'elle avait reçues sous Louis XIV; » il n'y manquait que la dignité.

» Séparer Louis de Bourbon du roi de France était, » comme on le sait, ce que le monarque trouvait de plus » piquant dans sa royale existence. *Ils l'ont voulu ainsi; » ils ont pensé que c'était pour le mieux*, c'était sa façon » de parler quand les opérations des ministres n'avaient » pas de succès. Le roi aimait à traiter lui-même la » honteuse partie de ses dépenses privées. Il vendit un » jour à un premier commis de la guerre une maison où » il avait logé une de ses maîtresses : le contrat fut passé » au nom de Louis de Bourbon ; l'acquéreur porta lui- » même au roi, dans son cabinet particulier, un sac con- » tenant en or le prix de sa maison.

» Louis XV voyait très peu sa famille. Il descendait » tous les matins, par un escalier dérobé, dans l'appar- » tement de Mme Adélaïde (l'aînée de ses filles); souvent

Digitized by Google

» il y apportait et y prenait du café qu'il avait fait lui-
» même. Mme Adélaïde tirait un cordon de sonnette qui
» avertissait Mme Victoire de la visite du roi; Mme Vic-
» toire, en se levant pour aller chez sa sœur, sonnait
» Mme Sophie, qui, à son tour, sonnait Mme Louise. Les
» appartements des princesses étaient très vastes : Mme
» Louise logeait dans l'appartement le plus reculé. Cette
» dernière fille du roi était contrefaite et fort petite;
» pour se rendre à la réunion quotidienne, la pauvre
» princesse traversait, en courant à toutes jambes, un
» grand nombre de chambres, et, malgré son empresse-
» ment, elle n'avait souvent que le temps d'embrasser
» son père, qui partait de là pour la chasse.

» Tous les soirs, à six heures, Mesdames interrom-
» paient la lecture que je leur faisais pour se rendre,
» avec les princes, chez Louis XV : cette visite s'appelait
» le débotté du roi, et était accompagnée d'une sorte
» d'étiquette. Les princesses passaient un énorme panier
» qui soutenait une jupe chamarrée d'or ou de brode-
» rie; elles attachaient autour de leur taille une longue
» queue, et cachaient le négligé du reste de leur habil-
» lement par un grand mantelet de taffetas noir qui
» les enveloppait jusque sous le menton. Les chevaliers
» d'honneur, les dames, les pages, les écuyers, les huis-
» siers, portant de gros flambeaux, les accompagnaient
» chez le roi. En un instant tout le palais, habituelle-
» ment solitaire, se trouvait en mouvement; le roi bai-
» sait chaque princesse au front, et la visite était si
» courte, que la lecture, interrompue par cette visite,
» recommençait souvent au bout d'un quart d'heure.
» Mesdames rentraient chez elles, dénouaient les cordons

Digitized by Google

» de leurs jupes et de leurs queues, reprenaient leur ta-
» pisserie et moi mon livre (1). »

De toutes les branches de l'administration publique, celle qui souffrait toujours le plus était celle des finances. Le nouvel impôt d'un vingtième, établi par Machault, n'avait presque rien rapporté. Le clergé, qui s'était opposé à ce qu'il s'étendît sur ses biens, consentit à faire un don volontaire équivalent peut-être à l'impôt dont on voulait le charger. C'était pour le gouvernement un moyen plus facile; car on remarque que, nulle part, le produit de l'impôt n'était plus régulièrement payé et plus productif que celui des Etats consentis, comme en Bretagne, et celui qui était accordé par le clergé.

L'impôt du vingtième, au lieu d'acquitter les dettes de l'Etat, selon son but, ayant été jeté aux courtisans sans que l'on s'inquiétât de l'avenir, il fallut recourir à de nouveaux impôts. En même temps que l'édit du vingtième, il en avait paru un autre qui créait un million huit cent mille francs de rentes au denier vingt, faisant un capital de trente-six millions. D'autres édits de création de rentes nouvelles s'étant succédé rapidement, le Parlement se crut obligé de faire de nouvelles remontrances au roi. Louis XV les entendit, mais persista : *Un plus long délai*, dit-il, *ne pourrait que me déplaire.* Le parlement de Paris, soutenu par les autres corps de l'Etat, présenta de nouvelles observations auxquelles le roi, environné de son conseil des dépêches, répondit avec le ton d'un maître : *J'ai eu assez de patience et de bonté, je veux être obéi dans le jour.* L'édit fut enregistré *du très exprès commandement du roi.*

(1) *Mém. de Mme Campan*, tom. I, pag. 12.

Digitized by Google

§ IV. *Guerre de sept ans (1755-1763).*

Malgré ces mouvements intérieurs, l'Europe, depuis longtemps, n'avait joui d'autant de prospérité matérielle. Le commerce, en pleine activité dans toutes les parties du monde, invitait les arts, l'industrie, l'agriculture à produire à l'humanité le nécessaire, l'utile et l'agréable. Les littérateurs, les artistes, trouvaient dans la richesse des gouvernements et des particuliers les sources abondantes où ils pouvaient puiser à longs traits. Heureuse la France, si elle avait su conserver la paix!

Malheureusement, le traité d'Aix-la-Chapelle avait laissé plusieurs points indécis. L'île de Tabago, la plus orientale des petites Antilles, après avoir appartenu à la France, était ensuite passée sous la domination de l'Angleterre, puis enfin était devenue une terre neutre. Malgré son état d'indépendance, George II s'en déclara le maître. A cette violation du traité d'Aix-la-Chapelle venaient s'en joindre d'autres. Un article de ce traité portait que les possessions saisies pendant la guerre en Amérique et dans les Indes, seraient restituées, et l'Angleterre refusait de nous remettre ce dont elle s'était emparée au Canada et sur la côte indienne.

Louis XV, dont le pouvoir avait été bravé en Amérique et dans les Indes, peu satisfait de ce que ses troupes avaient battu les Anglais dans le Canada, préparait dans ses ports une flotte considérable pour attaquer les Anglais sur mer, tandis que son armée de terre irait en Hanovre surprendre l'électorat de George II. Ces préparatifs de guerre, qui annonçaient un prochain boulever-

Digitized by Google

sement de toute l'Europe, devaient aussi changer les relations qui unissaient les différents peuples. Jusqu'alors le roi de Prusse avait été l'ennemi du roi d'Angleterre et l'ami de Louis XV. George II ayant demandé un secours de trente mille hommes à la Russie, Frédéric en fut effrayé, parce qu'il redoutait que les sauvages du Nord ne prissent l'habitude de s'avancer vers le Midi, et qu'ils ne vinssent bientôt ravager ses terres, sous prétexte de ravager celles de ses voisins. Pour détourner le roi d'Angleterre d'appeler les Russes à la défense du Hanovre, Frédéric offrit de lui-même cent cinquante mille hommes de troupes bien exercées, et se chargea de fermer le passage aux Français. La France, avant d'entreprendre cette guerre, avait cru pouvoir compter sur la Prusse, et cet Etat se déclarait inopinément contre elle.

Louis XV, de son côté, fit des préparatifs d'autant plus rapides, que le danger était plus grand. Afin de se procurer l'argent dont il avait besoin, il contracta un emprunt et créa vingt nouvelles charges de fermiers généraux. Pour mieux masquer ses desseins, le roi feignit de menacer les côtes d'Angleterre, démonstration qui inspira une telle crainte aux Anglais que, ne pouvant compter sur leurs propres forces pour la défense de leur patrie, ils appelèrent des soldats hessois et hanovriens pour soutenir la lutte qu'ils s'attendaient à voir transporter dans leur île. Ce n'était plus la grandeur et la confiance que l'Angleterre avait eues sous Elisabeth, quand Philippe II avait menacé les Iles-Britanniques. L'Angleterre n'avait point alors été obligée de recourir à l'étranger pour sa défense, elle avait trouvé dans

Digitized by Google

son patriotisme les forces nécessaires. Les Anglais, dont l'orgueil a toujours été grand, firent entendre de sévères murmures contre un monarque qui avait si peu de confiance en la vaillance de ses sujets. D'ailleurs, ces préparatifs de défense étaient inutiles, car ce n'était point de ce côté que le roi de France prétendait frapper les plus grands coups.

Louis XV avait vu avec beaucoup d'inquiétude le grand établissement que l'Angleterre avait fait à Minorque. Cette île, en la possession du plus redoutable de nos ennemis, était une menace continuelle dressée contre nos côtes du Midi. Il nous importait, autant qu'à l'Espagne, d'enlever Minorque aux Anglais et de les chasser d'un lieu d'où ils pouvaient étendre leur domination sur toute la Méditerranée. En leur enlevant cette île, on les laissait, il est vrai, maîtres de Gibraltar; mais on se trompait en croyant que cette ville ne pouvait leur fournir la matière d'un grand établissement : Gibraltar n'est, il est vrai, qu'un rocher; son port de mer n'est point vaste, et sa baie est presque toujours battue par d'affreuses tempêtes; cependant la suite a prouvé que Gibraltar est une position de la plus haute importance. Louis XV, voulant enlever Minorque, envoya contre cette île le maréchal duc de Richelieu et vingt bataillons, avec une douzaine de vaisseaux de premier rang et quelques frégates, que les Anglais ne croyaient pas devoir être prêts de si tôt. La flotte anglaise, qui essaya d'arrêter la nôtre, fut dispersée et battue. Quoique l'amiral Bing eût fait son devoir, qu'il eût combattu avec valeur, l'amirauté anglaise le traduisit devant un conseil de guerre, qui le condamna à la peine capitale. La seule consolation qu'il

Digitized by Google

reçut avant de mourir, fut un mémoire des officiers français qui, après l'avoir battu, rendirent hommage à ses talents, à sa fermeté, à son courage, et attribuaient notre victoire à la supériorité de nos armes.

Si nous étions maîtres de l'île de Minorque, il restait encore aux Anglais l'espérance de défendre la citadelle de Port-Mahon, qu'on regardait, après Gibraltar, comme la place de l'Europe la plus forte par sa situation, par la nature de son terrain et par trente ans de soins qu'on avait mis à la fortifier.

Quoique les ouvrages fussent tellement formidables, qu'ils dussent déconcerter les plus hardis, et que la tentative d'un assaut parût plus imprudente que n'avait été le siége de Berg-op-Zoom, cependant il fut résolu qu'on attaquerait à la fois tous les ouvrages élevés pour la défense de la place.

Tous nos braves, à la tête desquels se trouvait le vaillant Maillebois, à qui rien ne semblait impossible, descendirent dans les fossés malgré le feu de l'artillerie anglaise, et n'ayant que des échelles hautes de treize pieds, ils les plantèrent hardiment. Les officiers et les soldats, parvenus au dernier échelon, s'élançaient au sommet des remparts en s'appuyant sur les épaules les uns des autres. Grâce à cette audace, malgré les efforts de trois mille hommes de garnison, les ouvrages avancés furent emportés. Les Anglais, épouvantés d'un tel acte, demandèrent dès le lendemain à composer, et rendirent la place, qui demeura en notre pouvoir, aussi bien que tout le reste de l'île.

C'était au nord que se portaient les regards, parce que c'était là que devaient se donner les principaux coups.

Digitized by Google

Frédéric, qui s'était posé comme le spadassin de l'Angleterre, était dans l'apogée de sa puissance. L'occasion parut favorable à l'impératrice d'Autriche pour recouvrer la Silésie.

Deux siècles auparavant c'eût été un objet indifférent pour l'Europe, qu'un petit pays annexé à la Bohême appartînt à une puissance plutôt qu'à une autre; mais depuis qu'on avait posé pour base l'équilibre européen, on craignait toutes les nations qui prenaient subitement des accroissements considérables. Aussi toutes les grandes puissances entrèrent dans les intérêts de l'impératrice-reine. Elisabeth, impératrice de Russie, unie à Marie-Thérèse par inclination et dans le dessein de se soutenir l'une l'autre contre les Ottomans, avait également pour allié Auguste III, roi de Pologne, contre le roi de Prusse. Tous trois avaient contre lui les plus grandes causes d'inimitié. Si Marie-Thérèse regrettait la Silésie, le roi de Pologne déplorait le ravage de la Saxe, et Elisabeth était jalouse de la puissance naissante d'un voisin insolent.

L'union de ces trois puissances donnait moins d'inquiétudes à Frédéric qu'on n'aurait pu le penser, parce que, en les examinant les unes après les autres, elles lui semblaient moins redoutables. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, était un prince dissipateur dont le trésor était toujours vide, tandis que celui de Frédéric était bien rempli.

Persuadé qu'il ne fallait point laisser à ses adversaires le temps de se préparer à soutenir la guerre, Frédéric prit, dès 1755, la résolution de prévenir les grandes puissances, sans même consulter le roi d'Angleterre et le landgrave de Hesse, ses alliés. Le duc de Nivernais, qui

Digitized by Google

avait été envoyé à Berlin pour empêcher la fâcheuse séparation qui allait diviser la France et la Prusse, reçut pour toute réponse : « Je sais que votre cour traite avec » celle de Vienne ; qu'elles se bornent de leur côté à une » alliance purement défensive, et la paix de l'Europe ne » sera point troublée. »

La France, qui depuis Charles-Quint avait toujours été l'ennemie de l'Autriche, se réconcilia franchement avec cette puissance et étonna les autres nations par les rapports d'amitié qui s'établirent alors entre les deux peuples. Il était, en effet, étonnant qu'après trois cents ans de discordes, à la suite d'une guerre à mort, la cour de France s'alliât à celle d'Autriche et qu'elle sacrifiât l'amitié de la Prusse. Cette alliance, que le parlement anglais appelait monstrueuse, parce qu'il en redoutait les conséquences, était nécessaire et naturelle. Si l'on n'en obtint pas les résultats qu'on pouvait en attendre, cependant il était rationnel d'espérer que la France, l'Autriche, la Suède et la Russie pourraient tenir tête à l'Angleterre et à la Prusse. Le traité passé avec l'Autriche n'était, il est vrai, pas agressif ; il était plutôt un acte d'abstention.

Par ce traité, l'impératrice-reine s'engageait à ne prendre aucune part, ni directement, ni indirectement, au différend qui s'était élevé entre la France et la Grande-Bretagne ; Louis XV, de son côté, s'engageait à respecter la neutralité des Pays-Bas autrichiens. A cette convention de neutralité était joint un traité d'alliance défensive. L'impératrice s'engageait à défendre les possessions françaises de l'Europe contre toutes les puissances, et spécialement contre l'Angleterre. La France prenait

Digitized by Google

un pareil engagement à l'égard de l'Autriche. L'effectif à fournir pour secourir son allié, fut déterminé à vingt-quatre mille hommes. Il n'était nullement fait mention des deux traités d'Aix-la-Chapelle, omission calculée de la part de l'Autriche, car ces provinces se trouvaient garanties par le nouveau traité, tandis que celles de la France ne l'étaient pas; nous avions seulement droit à un secours. Ce traité était évidemment bien insuffisant pour la circonstance; quand la France allait avoir sur les bras les armées de deux peuples puissants, elle ne devait pas se contenter d'une simple abstention, il lui fallait une coopération, et une coopération extrêmement active, ou mieux valait s'abstenir de faire la guerre.

L'abbé de Bernis, qui signa ce traité, était arrivé peu auparavant aux affaires. Ce bel esprit, prétendu homme d'Etat, avait, du temps du cardinal de Fleury, recherché des dignités que la dissolution de sa vie lui fit refuser. « Vous n'avez rien à attendre tant que je vivrai, lui dit » Fleury. — J'attendrai, répondit celui-ci. » Il attendit en effet et ne perdit pas pour cela, car il parvint à la haute dignité de ministre des affaires étrangères. Il inaugura son ministère par une politique entièrement opposée à celle de Richelieu, c'est-à-dire qu'il s'allia à la maison d'Autriche, que le grand ministre avait constamment combattue.

Le roi de Prusse mit tant d'activité dans ses préparatifs de guerre, qu'il entra en campagne quand ses ennemis y pensaient le moins et qu'ils n'avaient encore rien fait pour se disposer à tenir tête à leur adversaire. Frédéric s'avança sur la Saxe, se rendit maître de Leipsick et de Dresde.

Digitized by Google

L'empereur François Ier rassembla une diète et fit déclarer le roi de Prusse perturbateur du repos public et rebelle à l'Empire. Pour soutenir une pareille déclaration, il eût fallu avoir des troupes prêtes à agir contre un roi qui se trouvait à la tête de cent cinquante mille hommes. Frédéric, pour montrer que cette démarche ne l'effrayait point, marcha contre l'armée autrichienne de Bohême, la battit près de Lowositz et alla bloquer les Saxons dans le camp de Pirna. Les Autrichiens n'ayant pu parvenir à les dégager, ils furent obligés de déposer les armes. Tout ce que le roi de Pologne put obtenir, c'est qu'il lui serait loisible de retourner à Varsovie. Par une dérision amère, le roi de Prusse lui donna un *laisser-aller*, avec la permission de prendre des chevaux de poste sur sa route.

Les deux alliés de la Pologne, les Russes et les Autrichiens, se mirent en mouvement. Frédéric se contenta d'opposer un gros corps d'armée aux Russes, et il marcha en Bohême pour combattre les Autrichiens. Après avoir battu le prince Charles de Lorraine près de Prague, il mit le siége devant cette ville, qu'il espérait emporter bientôt. Mais le comte de Kaunitz, ministre de la guerre, avait déjà rassemblé une armée pour dégager la place. Le maréchal Daun, qui en avait le commandement, se posta sur une hauteur de difficile accès, où Frédéric eut la témérité de vouloir le forcer. Sept fois il essaya d'enlever la position, et sept fois il fut repoussé. Charles de Lorraine sortit alors de Prague et poursuivit son adversaire, qui avait perdu plus de vingt-cinq mille hommes.

Les Français étaient, de leur côté, entrés en campa-

Digitized by Google

gne et s'étaient dirigés vers le Hanovre, objet de leurs efforts. Le maréchal d'Estrées, qui avait été chargé de la direction de la guerre, passa le Weser et s'efforça de suivre le duc de Cumberland, qui tâchait de couvrir l'électorat de Hanovre avec une armée de cinquante mille hommes. Le duc de Cumberland, qui avait reculé depuis Munster jusqu'au-delà du Weser, s'arrêta enfin dans une position avantageuse près de Hameln. Les Anglais, qui avaient couvert leurs flancs par le village de Hastenbeck et par une redoute, avaient, en avant de leur front de bataille, un marais qu'il fallait traverser pour arriver à eux. Chevert aborda la gauche des ennemis avec une extrême vivacité et la culbuta sur ce point, pendant que le marquis de Contades chargeait à droite et se rendait maître du village de Hastenbeck, qui donna son nom à la bataille. On ne doutait point que l'ennemi n'éprouvât l'une de ces défaites dont on ne se relève point, quand le comte de Maillebois, jaloux de son général en chef, se fit battre au centre pour perdre son supérieur, et jeta ainsi de l'incertitude dans une grande partie de l'armée, ce qui permit au duc de Cumberland d'opérer sa retraite après avoir essuyé une perte de cinq mille hommes.

Le maréchal d'Estrées, qui venait de remporter la victoire, était à la cour un objet de haine et de jalousie; on disait que, par ses lenteurs, il fournirait aux ennemis le moyen de se soutenir; qu'avec une armée aussi nombreuse que la sienne, il devrait être maître de tout l'électorat de Hanovre. La cour, inquiète de ces bruits, épouvantée des nouvelles sinistres que de mauvais prophètes se plaisaient à répandre, se détermina à donner un suc-

Digitized by Google

cesseur au maréchal. Le roi jeta les yeux sur le duc de Richelieu, que la défense de Gênes et surtout la prise de Minorque avaient rendu fameux.

Le maréchal d'Estrées, dans un mémoire justificatif plein d'une haute raison, avait répondu avec beaucoup de sagesse à ses ennemis : qu'il ne suffisait pas de combattre, qu'il fallait savoir garder ses conquêtes, et surtout se préparer une issue, si l'on éprouvait quelque désastre; et il montrait qu'en s'avançant avec la légèreté de certains guerriers de cabinet qui ne voient qu'un point de vue d'une question très compliquée, on se prépare de fâcheux échecs.

Le maréchal duc de Richelieu, que le gouvernement avait donné pour successeur au maréchal d'Estrées, chercha à s'attacher l'armée par un moyen réellement incroyable: ce fut de laisser au soldat toute latitude pour enlever ce qui lui conviendrait. Le militaire railleur, pour caractériser cette grave infraction à toutes les lois de la discipline, nomma le commandant en chef *le père la Maraude.*

Le maréchal de Richelieu mit une extrême activité à poursuivre le duc de Cumberland; il le poussa jusqu'à l'embouchure de l'Elbe et le força à capituler avec toute son armée. Par cette capitulation, beaucoup plus singulière et non moins honorable qu'une victoire pour le maréchal, le duc de Cumberland s'obligeait par écrit à se retirer au-delà de l'Elbe, afin de laisser le champ libre aux Français contre le roi de Prusse.

Malgré ces succès, les affaires étant dans un état déplorable, le cardinal de Bernis engageait si vivement à faire la paix, que Mme de Pompadour, toujours détermi-

Digitized by Google

née à la guerre, fit appeler le duc de Choiseul au ministère. Il était, selon Duclos, d'une figure petite et désagréable, « mais avait de la valeur, de l'esprit et encore » plus d'audace. Il choisit, en entrant dans le monde, » le rôle d'homme à bonnes fortunes, ce qui prouve que » tout le monde y peut prétendre. Il ambitionnait en » même temps une réputation de méchanceté pour la- » quelle il avait de merveilleuses dispositions, et en tirait » vanité. On ne laisse pas, avec cela, d'en imposer aux » sots et de s'en faire craindre (1). »

Le duc de Choiseul avait épousé Mlle de Crozat, femme pleine de vertu et d'élévation dans l'esprit et dans le caractère. C'est elle surtout qui réunit autour de son mari cette foule de personnages distingués qui lui demeurèrent attachés dans sa disgrâce, et qui formèrent un parti dangereux.

Le premier acte du ministère de Choiseul fut de resserrer l'alliance entre la France et l'Autriche. Il s'engagea à pourvoir, soit en argent, soit en nature, aux besoins de l'armée de vingt-quatre mille hommes que la France devait fournir d'après ses traités. Il promettait en même temps de faire avancer cent mille hommes en Allemagne contre la Prusse, de solder les troupes saxonnes et de payer le subside de la Suède. Il prenait encore l'engagement de favoriser l'élection du fils de l'impératrice comme roi des Romains, et lui garantit la conquête de la Silésie. Choiseul voulait ainsi plaire à Mme de Pompadour, qui était enivrée de quelques éloges que l'impératrice-reine lui avait adressés. C'est une monnaie qui nous coûtait fort cher.

(1) Duclos, *Mém. secrets*, pag. 172.

Digitized by Google

Par cette convention, signée l'année précédente (8 septembre 1757), les Français devaient demeurer maîtres de l'électorat de Hanovre, du landgraviat de Brême et de la principauté de Werden. Les troupes de Brunswick, de Hesse, de Saxe-Gotha et généralement tous les alliés du Hanovre devaient se retirer dans leur pays respectif et garder la plus parfaite neutralité jusqu'à la fin de la guerre, tandis que les Hanovriens devaient passer au-delà de l'Elbe.

Si le roi de Prusse ravageait la Saxe, on ruinait aussi son pays. Le général autrichien Haddit, qui avait surpris la ville de Berlin, voulut lui épargner les horreurs d'une ville prise d'assaut, et il se contenta de lui imposer une contribution de huit cent mille de nos livres.

Le roi de Prusse, après sa grande déroute devant Prague, sa malheureuse affaire de Landshut, à l'entrée de la Silésie, et la bataille indécise qu'il avait livrée aux Russes, semblait inévitablement perdu. Nous doutons cependant qu'il se crût aussi près de sa ruine qu'on le pensait; car, tandis que ses ennemis se partageaient déjà ses Etats, il écrivait un testament politique en vers, ce qui, certes, est loin de persuader qu'il regardait sa perte comme indubitable.

Le prince de Soubise, chargé d'opérer contre lui en Saxe, avait pour le combattre une forte armée, renforcée encore d'une partie de celle du maréchal de Richelieu et des troupes allemandes, commandées par le prince de Hildbourghausen. Frédéric, environné d'un cercle de fer, examina quelle en était la partie la plus faible, pour la rompre, se tourna du côté des Français et s'avança vers eux, jusqu'à une très faible distance des

Digitized by Google

troupes allemandes; il recula alors, comme s'il avait été saisi de crainte, et se retrancha sur une grande hauteur. Le prince de Hildbourghausen proposa de l'attaquer, malgré la puissance de sa position. Le maréchal de Soubise, se voyant bien supérieur à son adversaire, agréa la proposition de son collègue et consentit à envelopper le roi de Prusse, campé à Rosbach. Pour tromper ses ennemis, Frédéric avait fait dresser toutes ses tentes, persuadant ainsi qu'il ne songeait à rien moins qu'à combattre. Soubise fit filer son armée sans défiance vers Mersebourg, espérant couper la retraite aux Prussiens. Les deux armées étaient si rapprochées, que Frédéric entendait les trompettes et les clairons des régiments français. Quand il vit l'armée française engagée dans un défilé et marchant presque sans ordre, il commanda de renverser les tentes, de tirer à mitraille sur cette armée en désordre, et fit avancer ses hommes d'armes sur les derrières des Français. Pris à l'improviste, sans avoir rien disposé, et n'ayant point assez de tête pour parer à une attaque subite, Soubise vit son armée prendre aussitôt la fuite et se disperser sans combat. L'armée prussienne, assurée de triompher sans péril, se mit aussitôt à la poursuite des fuyards et en tua un très grand nombre. On dit que les armées alliées ne perdirent pas moins de dix mille hommes dans cette journée singulière.

Frédéric, qu'on avait cru perdu, se trouva, après cette journée, dans une position entièrement différente. Le murmure fut universel à Paris contre un capitaine qui, en une journée, venait de compromettre les plus heureuses combinaisons. Soubise répara cet échec et sa réputation l'année suivante, en triomphant des Hessois et des Hanovriens réunis.

Digitized by Google

Le désastre de Rosbach en entraîna d'autres. Nous avons dit que, pour mettre Soubise en état de tenir tête à Frédéric, le gouvernement avait retiré à Richelieu une partie de ses troupes et l'avait ainsi rendu trop faible contre le duc de Cumberland, qui n'avait point observé la capitulation que Richelieu lui avait imposée, parce que le gouvernement français avait refusé d'en ratifier certaines conditions. Bien qu'il se fût affaibli en détachant Rochambeau, pour s'emparer du pays de Halberstadt, Richelieu s'avança lentement vers Magdebourg, ruinant tout le pays et le disposant ainsi à une prompte révolte. Il fit élever à Paris un pavillon qu'on appela *Hanovre*, pour indiquer avec quels deniers il avait été construit. Le gouvernement, ne pouvant résister à l'indignation que causaient de pareilles déprédations, rappela le duc de Richelieu et le remplaça par le comte de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés. On dit que le prélat rendit ainsi compte au roi de la situation de l'armée : « J'ai trouvé l'armée de Votre Majesté divisée en » trois parties, l'une sur terre, composée de pillards et » de maraudeurs ; la seconde sous terre, et la troisième » dans les hôpitaux. » Il demanda s'il devait opérer la retraite avec la première partie de ces troupes, ou s'il devait attendre qu'elle eût été rejointe par les deux autres.

Pendant que les Anglais reprenaient l'électorat de Hanovre, Frédéric volait en Silésie, où les Autrichiens avaient emporté Breslau et plusieurs autres places. Il arriva subitement en présence de ses ennemis, les attaqua avec furie, combattit pendant cinq heures avec la rage du désespoir et triompha complétement. Ce ne fut dès-lors qu'une vicissitude continuelle de combats fré-

Digitized by Google

quents gagnés ou perdus. Les Français seuls furent presque toujours malheureux; mais le gouvernement ne fut jamais découragé, et la France s'épuisa à faire marcher continuellement des armées en Allemagne.

Malgré ses succès, le roi de Prusse ayant à lutter à la fois contre les Français, les Russes et les Autrichiens, sentait après chaque victoire ses forces s'affaiblir. Aussi ne put-il empêcher l'armée russe d'entrer à Berlin. Tous les trésors de son père et ceux qu'il avait lui-même amassés étaient incessamment dissipés dans cette guerre ruineuse; mais l'Angleterre, qui se vengeait en pillant nos colonies d'Amérique, l'indemnisait en lui accordant de riches subsides. La cause de Frédéric semblait perdue, le roi de Pologne espérait enfin voir arriver le moment de rentrer dans ses Etats, lorsque l'impératrice de Russie, la célèbre Elisabeth, mourut et laissa son Empire à Pierre III.

Le nouvel empereur, qui était l'ami secret du roi de Prusse, non-seulement fit la paix avec ce roi quand il fut monté sur le trône, mais il devint de plus son allié contre l'impératrice-reine, dont Elisabeth avait été une amie fidèle. Ce revirement dans la politique n'eut pas, toutefois, les conséquences que Frédéric en attendait, grâce à une révolution arrivée en Russie. Pierre III, ayant voulu répudier sa femme, vit la nation se soulever contre lui et lui ôter le trône pour le donner à la célèbre Catherine.

Quoique cette révolution inattendue privât Frédéric d'un allié puissant, cependant ce monarque ne craignit pas de continuer la guerre contre la France, l'Autriche et la Suède. Il est vrai que cette dernière puissance n'a-

Digitized by Google

vait plus les soldats que Gustave-Adolphe avait commandés.

Le seul ennemi réellement redoutable pour le roi de Prusse était toujours la France, qui jeta son or et son argent dans le gouffre de cette Allemagne dont elle ne retira rien. Nous gagnions des batailles, nous en perdions sans nous épuiser. « Le désir de venger l'humiliante défaite de Rosbach, plus encore que le traité conclu avec l'Autriche, avait déterminé le gouvernement français à porter, en 1758, tous ses efforts en Allemagne. Notre armée était supérieure à celle des ennemis; mais, commandée par un général inhabile et par des officiers frivoles et indisciplinés, elle éprouva de nombreux revers. En un mois, on avait perdu la Westphalie, le Hanovre, la Hesse, et l'on avait rétrogradé honteusement sur le Rhin, qu'on avait passé à Dusseldorf. Nos troupes, commandées par le comte de Clermont, étaient campées dans une bonne position à Crevelt, lorsque le prince Ferdinand de Brunswick franchit le fleuve à Rées et marcha à leur rencontre. Après quelques fausses attaques, plusieurs têtes de colonnes d'infanterie et de cavalerie vinrent, le 23 juin, menacer comme à l'ordinaire le centre et les ailes des Français, qui, livrés à la plus grande sécurité, se tenaient tranquillement dans leur camp : la plupart des officiers étaient à table quand on sonna l'alarme. Ferdinand ayant tourné la gauche à travers les marais, avait engagé la bataille sur les derrières. La confusion fut extrême; quinze bataillons seulement soutinrent d'abord le choc et défendirent le terrain pied à pied. Le comte de Saint-Germain, leur commandant, demanda des secours; ils ne lui parvinrent pas. Cepen-

Digitized by Google

dant un corps de cavalerie, commandé par le comte de Gisors, qu'indignait l'audace des Hanovriens, partit sans considérer qu'il n'était pas soutenu et qu'il s'engageait dans un terrain défavorable, où il allait être écrasé par les batteries ennemies. Rien ne l'arrêta d'abord ; il renversa la cavalerie et l'infanterie prussiennes, franchit un ravin, et arriva enfin sur la lisière d'un bois où les chevaux ne purent plus pénétrer. Des troupes fraîches l'y attendaient; il fut accueilli par une terrible décharge de mousqueterie et foudroyé par l'artillerie : blessé et fait prisonnier, le comte de Gisors expira peu après. Le comte de Clermont, par le lâche conseil d'un M. de Mortagne, leva alors son camp et fit une prompte retraite, après avoir perdu sept mille hommes (1). »

Le duc de Brunswick, vainqueur dans cette journée, ayant remarqué la valeur du fils unique du maréchal de Belle-Isle, qui avait combattu si courageusement à Crevelt, le traita avec la plus haute distinction, et l'armée ennemie le pleura bientôt après, quand la mort l'enleva.

L'année suivante, l'armée française d'Allemagne fut placée sous les ordres du duc de Broglie, qui vengea la défaite de Crevelt par la célèbre victoire de Berghen. A l'ouverture de la campagne, le maréchal de Contades se trouvait sur la rive gauche du Rhin ; le duc de Broglie, qui avait succédé au prince de Soubise, avait ses quartiers sur le Mein ; l'armée des cercles, à sa droite, en Franconie, était observée par le prince Henri ; enfin le roi de Prusse, toujours en Saxe, épiait à la fois le maréchal Daun, en Bohême, et les Russes, que le général

(1) *Encyclop. de l'Histoire de France*, tom. VI.

Digitized by Google

Seltikow ramenait dans le Brandebourg. Dans cette situation, le prince Ferdinand conçoit le projet d'enlever Francfort, de séparer les deux portions de l'armée française et de porter le théâtre de la guerre entre le Mein et le Danube. Le 27 mars, le prince arrive à Fulde, où il assemble la plus grande partie de l'armée et y forme des magasins. Dès la première nouvelle de la marche des ennemis sur le pays de Fulde, le duc de Broglie avait posté, à douze lieues en avant de sa première ligne, des troupes légères qu'il avait fait soutenir par des postes de cavalerie placés de distance en distance. Du Blaisel se porta en même temps, avec les troupes légères qu'il commandait, entre Cassel et Marbourg. Tous ces mouvements avaient pour but d'éclairer la marche de l'ennemi, qui attaqua successivement plusieurs postes. Ils se défendirent courageusement, et cédèrent au nombre avec d'autant moins de regret, que l'objet de leur mission était rempli. Le 9 avril, le prince Ferdinand se mit en marche de Fulde avec toute son armée distribuée en colonnes. De Broglie est aussitôt informé de ce mouvement. Comme tous les ordres étaient préparés d'avance pour rassembler l'armée française, il fait partir ses ordonnances et indique le rendez-vous général dans la plaine, entre Vilbel et Berghen. Le corps de Fischer se rassemble en même temps à Friedberg, avec ordre de conserver le magasin de fourrages tant qu'il le pourra, et de le brûler s'il est forcé de se retirer, pour que l'ennemi n'en profite pas. Hanau et Giessen reçoivent des garnisons; le 12 au soir, toute l'armée est rassemblée entre Vilbel et Berghen : elle y passe la nuit au bivouac, et le 13, dès la pointe du jour, de Bro-

Digitized by Google

glie monte à cheval et dispose l'armée à bien recevoir l'ennemi, que l'on n'attendait cependant que pour le lendemain. Il appuie sa droite sur le village de Berghen, qu'il fait occuper; à la gauche était un bois dans lequel on trouve un escarpement très raide, qui tourne vis-à-vis de Vilbel et se termine à la Nidda. De la droite au centre, le terrain va en mourant insensiblement jusqu'à une ancienne tour, qui est le point le plus élevé du pays, et redescend de la même manière jusqu'à la gauche. L'entre-deux du village au bois est une plaine très vaste, occupée transversalement par un ravin.

L'armée ennemie se déploie vers neuf heures; après avoir fait ses dispositions à la faveur d'un rideau qui la couvrait, elle vient en trois colonnes attaquer le village de Berghen. Mais, vivement repoussée, elle se replie, et le feu d'artillerie cesse presque entièrement. Après avoir fait des dispositions pour une nouvelle attaque, l'ennemi porte toute son infanterie et son artillerie sur les deux ailes de l'armée française. Il marche ayant sa cavalerie au centre, et, dans cet ordre, il s'avance sur le village et sur la pointe du bois, à la gauche des Français, où il y avait des volontaires; son artillerie prend position pour battre ces deux points. Le duc de Broglie croyait que ses ennemis allaient faire attaquer à la fois les deux ailes, et que, s'ils réussissaient sur l'un des deux côtés, ils feraient avancer leur cavalerie pour profiter de cet avantage et combattre la cavalerie française. Une seule manœuvre rassure le duc de Broglie contre ce danger; comme la position qu'il avait choisie était très resserrée, il se contente de mettre en réserve, auprès de la tour où il était revenu après l'attaque du village, et d'où il voyait tous

Digitized by Google

les mouvements des ennemis, cinq régiments qu'il tire de derrière la gauche, afin de pouvoir les y renvoyer ou porter sur la droite, suivant les circonstances (1).

Après la défaite du duc de Brunswick par le duc de Broglie, Contades, général en chef de l'armée française, réunit les deux armées de Hanovre et du Mein pour frapper un grand coup et agir sur une seule ligne d'opération. Il passa le Rhin, s'avança sur la Lahn; de là il marcha sur Corbach, passa la Dunel et arriva à Paderborn, à Rielfeld, à Herwarden, en détachant à gauche un corps qui s'empara de Munster, à droite le duc de Broglie, qui prit Cassel et Minden. Toute l'armée française se réunit sous cette dernière ville, sur la rive gauche du Weser, que Frédéric remonta alors pour attaquer les Français, s'appuyant d'une part sur le fleuve et de l'autre sur Nieubourg. Contades avait, de son côté, pris de bonnes dispositions; mais la mollesse du duc de Broglie, peut-être jaloux de son général en chef, le fit battre. Contades, obligé de reculer jusqu'à Cassel, accusa son lieutenant de trahison. Le détail des fautes des deux capitaines fut alors mis à nu par les deux officiers généraux, qui croyaient se justifier en s'accusant l'un l'autre. Chaque général en faisait désirer un autre pour le remplacer, sans qu'on eût des hommes capables d'un grand commandement. La cour donna raison au duc de Broglie et le nomma commandant général de l'armée.

Le prince de Brunswick, qui avait déjà été si heureux à Minden, le fut encore à Warbourg, où furent blessés plusieurs de nos officiers les plus distingués et d'autres

(1) Henault, *Abrégé chronologique de l'Histoire de France.*

Digitized by Google

d'un moindre mérite. Il serait fastidieux de rapporter ici tous les traits de valeur et les actions d'éclat qui signalèrent les marches et les contremarches de nos armées; mais il y en a eu de si singuliers, de si uniques dans leur espèce, que ce serait manquer à la patrie que de les laisser dans l'oubli. En voici un, par exemple, qui mérite d'être à jamais conservé dans la mémoire des Français.

Le prince héréditaire de Brunswick veut surprendre auprès de Vesel un corps d'armée commandé par le marquis de Castres. Le général français, qui se doute du dessein du prince, envoie à la découverte, pendant la nuit, d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne. A peine cet officier a-t-il fait quelques pas, que des grenadiers ennemis en embuscade l'environnent et le saisissent à peu de distance de son régiment. Ils lui présentent la baïonnette et lui disent que s'il fait du bruit il est mort. D'Assas se recueille un moment pour mieux renforcer sa voix; il crie : « A moi, Auvergne, voilà les ennemis! » Il tombe aussitôt percé de coups. Ce dévouement, digne des anciens Romains, aurait été immortalisé par eux; on dressait alors des statues à de pareils hommes : de nos jours, ils sont oubliés.

On est affligé quand on assiste à des massacres continuels, à des ravages qui ruinent des provinces et réduisent à la mendicité des populations qui jouissaient auparavant de l'aisance. Les malheurs des peuples arrivaient jusqu'à leurs chefs, les cris des familles frappaient les oreilles des souverains, et cependant les puissances demeuraient sourdes aux pleurs et continuaient toujours à arroser la terre de sang humain!

Digitized by Google

Les désastres causés par cette guerre, qui furent si grands que l'Etat ne s'était pas trouvé dans une telle pénurie pendant les deux cents ans de lutte contre la maison d'Autriche, se réparèrent peu à peu, les plaies se cicatrisèrent; mais ce qui, dans cette guerre, demeura irréparable, ce fut la perte de nos plus beaux établissements en Asie, en Afrique et en Amérique.

Dans l'Inde, nos armes s'étaient couvertes d'un reflet de gloire bien grand, que les historiens ont à peine signalé, tout occupés qu'ils sont des démêlés entre les rois de l'Europe, comme s'il n'y avait que les démêlés de nos souverains qui soient dignes d'intérêt! Pour bien suivre la guerre que nous allons raconter très brièvement, il est nécessaire de donner une idée de la situation politique de l'Inde. Cette immense presqu'île, dans laquelle les Français, les Anglais et les Portugais avaient de riches comptoirs, était divisée en un grand nombre de vice-royautés qui relevaient du grand Padisha-Mogol. Ces vice-rois avaient au-dessous d'eux de plus petits princes auxquels ils vendaient des provinces. Comme tout était vénal dans ce pays, une patente de royauté donnée par le grand Mogol était fréquemment annulée par une autre patente semblable, d'où naissaient des guerres longues et opiniâtres.

Les Asiatiques, sentant eux-mêmes leur faiblesse, recherchaient pour appui les Européens, qui avaient pris une partie de leur territoire. Souvent les adversaires s'adressaient, les uns aux Anglais, et les autres aux Français. De là une source de luttes entre les deux peuples rivaux qui, sous le prétexte de soutenir leurs alliés, se battaient en Asie, quand leurs souverains étaient en

Digitized by Google

paix en Europe. Si seulement ils avaient eu la prudence de demeurer en repos quand les rois se combattaient en France ou en Allemagne; mais point du tout, la guerre recommençait alors plus vive et plus active que jamais.

Un des sous-tyrans de ces contrées, nommé Chanda-Saëb, aventurier arabe né dans le désert, s'était emparé d'une principauté en assassinant son beau-frère, son frère et son neveu. A l'aide d'une somme que Dupleix lui prêta, il obtint un firman pour la vice-royauté d'Arcate, dont il se mit en possession, grâce aux troupes que lui fournit le capitaine français. Chanda-Saëb, une fois vainqueur et maître des trésors de son prédécesseur, distribue deux cent mille francs aux soldats de Pondichéry, comble les officiers de présents et fait ensuite à la Compagnie française des Indes le don de trente-cinq aldées ou villages.

Les Anglais, jaloux du succès des Français, prirent aussitôt le parti de la famille vaincue. Une guerre sanglante s'alluma aussitôt entre les deux comptoirs sur les côtes de Coromandel, quand l'Europe jouissait d'une paix complète. Il y eut dans cette lutte des faits d'armes aussi beaux que ceux qui se passaient sous le maréchal de Saxe. Il y eut surtout un exploit aussi surprenant qu'il est indubitable, c'est celui d'un officier nommé de La Touche, qui, suivi de trois cents Français, entourés d'une armée de quatre-vingt mille hommes qui menaçaient Pondichéry, pénétra la nuit dans leur camp, tua douze cents ennemis sans perdre plus de deux soldats, jeta l'épouvante dans cette grande armée et la dispersa tout entière. C'était une journée supérieure à celle des

Digitized by Google

trois cents Spartiates au pas des Thermopyles, puisque ces Spartiates y périrent et que les Français furent vainqueurs. Mais nous ne savons peut-être pas célébrer assez ce qui mérite de l'être, et la multitude innombrable de nos combats étouffe la gloire des faits particuliers.

Le roi en faveur de qui nous avions si bien combattu se nommait Mouza-Fersingue. Affermi sur le trône, il voulut paraître à Pondichéry environné de tout l'éclat de la royauté. Pour récompenser Dupleix, à qui il était redevable de la royauté, Fersingue lui donna quatre-vingts aldées, une pension de deux cent quarante mille francs pour lui, autant pour sa femme, une de quarante mille écus pour une de leurs filles. La petite armée française reçut de lui douze cent mille francs; tous les officiers furent mieux récompensés qu'ils ne l'auraient été en Europe.

Fersingue ayant été tué dans une sédition, Dupleix nomma encore un autre roi, et il en reçut quatre petites provinces en don pour la Compagnie. « On lui disait de toutes parts qu'il ferait trembler le grand Mogol avant un an. Il était souverain en effet; car, ayant acheté une patente de vice-roi de Carnate à la chancellerie du grand Mogol même, pour la somme modique de deux cent quarante mille livres, il se trouvait égal à sa créature Chanda-Saëb, et très supérieur par son crédit. Marquis en France et décoré du grand ordre de Saint-Louis, ces faibles honneurs étaient fort peu de chose en comparaison de ses dignités et de son pouvoir dans l'Inde. Nous avons des lettres où sa femme était traitée de reine. Tant de succès et de gloire éblouirent alors les yeux de la Compagnie, des actionnaires et même du ministère; la cha-

Digitized by Google

leur de l'enthousiasme fut presque aussi grande que dans le commencement du système de Law, et les espérances étaient autrement fondées, car il paraissait que les seules terres concédées à la Compagnie rapportaient environ trente-neuf millions annuels. On vendait, année commune, pour vingt millions d'effets en France aux ports de l'Orient. Il semblait que la Compagnie dût compter sur cinquante millions par année, tous frais faits. L'excès même de cette richesse devait la rendre suspecte. Aussi toutes ces grandeurs et toutes ces prospérités s'évanouirent comme un songe, et la France, pour la seconde fois, s'aperçut qu'elle n'avait été opulente qu'en chimères (1). »

Dupleix, qui se croyait toujours plus puissant à mesure qu'il voyait les terres de la Compagnie augmenter, s'en prévalut pour imposer ses volontés et les faire adopter comme des ordres absolus. Il en résulta, entre lui et les chefs, un vif mécontentement, qui nuisit beaucoup à une entreprise qu'il tenta alors contre le gré de l'administration. Ayant voulu faire le siége de Maduré, dans le voisinage, il fut attaqué par les Anglais. La moitié de son armée fut tuée et l'autre captive. Ainsi disparaissaient les magnifiques espérances dont on avait bercé les actionnaires de la Compagnie. Jusqu'alors la Compagnie anglaise n'avait pas été plus puissante que la Compagnie française; elle prit à cette époque de tels développements, qu'elle écrasa la nôtre.

Dupleix, dont la Compagnie avait été si mécontente, fut rappelé en 1753, et se vit obligé de discuter les titres

(1) Voltaire.

Digitized by Google

de sa prodigieuse fortune. Il eut pour successeur un bon marchand, dont tout le soin se borna à faire les affaires de la Compagnie, sans se préoccuper de cette grandeur factice qui avait causé tant d'illusion à Dupleix.

Quand la guerre de Sept Ans éclata, le gouvernement, comprenant la nécessité d'avoir dans les Indes un homme capable de tenir tête à l'ennemi, nomma gouverneur de Pondichéry le lieutenant-général Lally. C'était un Irlandais de ces familles qui, s'étant attachées à la fortune de Jacques III, étaient venues se fixer en France. Il avait montré à Fontenoy une telle bravoure, que le roi avait voulu le récompenser sur le champ de bataille en le faisant colonel. C'est lui qui avait formé le plan de débarquement de Charles-Edouard. Si le gouvernement avait adopté ses idées, il est indubitable que ce prince infortuné eût triomphé.

Lally était un homme intrépide, un ennemi implacable des Anglais; sous ce rapport, on était assuré qu'il ne ferait pas défaut à la guerre; mais il manquait de prudence et ne savait pas se plier à ces ménagements qu'un chef de corps et surtout un gouverneur de province doit avoir. Il avait pris avec lui son brave régiment d'Irlandais, à l'aide duquel il espérait triompher des Anglais. On lui avait fait un tableau enchanteur de la colonie, et, en arrivant, il trouva tout dans le plus complet désordre: plus d'armée, excepté quelques nègres; plus de munitions, plus d'argent dans les caisses publiques. Il voyait de riches particuliers, mais la Compagnie, qu'il croyait toujours dans un état florissant, était alors réduite à une excessive misère. Cette situation réagit sur son caractère; au lieu de traiter la colonie avec douceur, il se

Digitized by Google

livra à des emportements et ne put rien en obtenir. Il écrivit même à Leyrit, qui était gouverneur de Pondichéry : « Cette lettre sera un secret éternel entre vous » et moi, si vous me fournissez les moyens de terminer » mon entreprise. Je vous ai laissé cent mille livres » de mon argent pour vous aider à subvenir aux frais » qu'elle exige. Je n'ai pas trouvé, en arrivant, la res- » source de cent sous dans votre bourse ni dans celle » de tout votre conseil. Vous m'avez refusé les uns et » les autres d'y employer votre crédit. Je vous crois ce- » pendant tous plus redevables à la Compagnie que moi, » qui n'ai malheureusement l'honneur de la connaître » que pour y avoir perdu la moitié de mon bien en 1720. » Si vous continuez à me laisser manquer de tout et ex- » posé à faire face à un mécontentement général, non- » seulement j'instruirai le roi et la Compagnie du beau » zèle que ses employés témoignent ici pour leur service, » mais je prendrai des mesures efficaces pour ne pas dé- » pendre, dans le court séjour que je désire faire dans ce » pays, de l'esprit de parti et des motifs personnels dont » je vois que chaque membre paraît occupé, au risque » total de la Compagnie. »

Il est indubitable qu'une telle lettre ne devait pas sortir de la plume d'un gouverneur général, parce qu'au lieu d'en retirer de l'argent, il ne se créait que des ennemis. Dès ce moment, on ne cessa d'exagérer ses intentions, de dénaturer ses ordres et de le présenter sous les couleurs les plus sombres. On peut en juger par le passage suivant, que Voltaire a extrait d'un journal de l'Inde, rédigé par un des principaux officiers de notre armée : « Il ne parle que de chaînes et de cachots, sans

Digitized by Google

» avoir égard à la distinction et à l'âge des personnes. Il » vient de traiter ainsi M. de Meracin lui-même. M. de » Lally se plaint de tout le monde, et tout le monde se » plaint de lui. Il a dit à M. le comte de..... : « Je sens » qu'on me déteste et qu'on voudrait me voir bien loin. » Je vous engage ma parole d'honneur, et je vous la » donnerai par écrit, que si M. de Leyrit veut me donner » cinq cent mille francs, je me démets de ma charge et » je passe en France sur la frégate. » Le journal dit ensuite : « On est aujourd'hui, à Pondichéry, dans le plus » grand embarras. On n'y a pas pu ramasser cent mille » roupies; les soldats menacent hautement de passer en » corps chez l'ennemi. »

Malgré le grave ressentiment qui existait entre lui et la colonie, malgré la haine dont il était poursuivi, il voulut s'emparer de Madras; il se rendit maître de la ville noire avec assez de facilité, et il se fût probablement emparé de la ville blanche, dite fort Saint-Georges, sans les horribles excès auxquels il abandonna la ville prise. Il écrivait de son camp devant ce fort, le 11 février 1759:

« Le pillage immense que les troupes avaient fait dans » la ville noire, avait mis parmi elles l'abondance. De » grands magasins de liqueurs fortes y entretenaient » l'ivrognerie et tous les maux dont elle est le germe : » c'est une situation qu'il faut avoir vue. Les travaux, » les gardes de la tranchée étaient faits par des hommes » ivres. Le régiment de Lorraine fut seul exempt de » cette contagion, mais les autres corps s'y distinguè- » rent. Le régiment de Lally les surpassa. De là les scè- » nes les plus honteuses et les plus destructives de la » subordination et de la discipline. On a vu des officiers

Digitized by Google

» se colleter avec des soldats, et mille autres actions in-
» fâmes, dont le détail, renfermé dans les bornes de la
» vérité la plus exacte, paraîtrait une exagération mons-
» trueuse. »

Le comte de Lally écrivait avec encore plus de désespoir cette lettre funeste : « L'enfer m'a vomi dans ce » pays d'iniquités, et j'attends, comme Jonas, la baleine » qui me recevra dans son ventre. »

Il était difficile que Lally, avec l'opinion qu'il avait du peuple qu'il était appelé à gouverner, pût obtenir quelques succès. Après avoir vainement essayé de triompher de la ville blanche de Madras, Lally se vit obligé de lever le siége, ayant perdu les plus braves de son armée, et malheureusement le général de Bussy, officier aussi habile à la guerre que dans les négociations. Il se succéda entre les Anglais et les indigènes une suite de combats qui, la plupart, nous furent malheureux. Notre armée était réduite au plus déplorable état quand la flotte française, envoyée pour sauver Pondichéry, se vit obligée de quitter la rade de cette ville, après un combat indécis, il est vrai, mais qui avait tellement maltraité nos vaisseaux, qu'ils durent se retirer à l'île Bourbon.

Pondichéry fut enfin assiégé par terre et par mer. Bientôt la famine se fit sentir dans une ville de soixante mille habitants noirs et de six cents familles d'Européens. Le général proposa de faire sortir les noirs, qui affamaient Pondichéry; mais comment chasser soixante mille hommes? Le conseil, quoique persuadé de la nécessité de la mesure, n'ayant osé la tenter, Lally ordonna une recherche de tous les aliments et l'exerça chez tous les citoyens, et cela avec une rigueur réellement exces-

Digitized by Google

sive. La haine que le gouverneur avait accumulée sur sa tête augmenta encore.

Cependant la ville était toujours plus vivement pressée, et, au lieu de s'unir pour la défendre, le gouverneur et ses subordonnés se divisaient davantage. Il arriva enfin un moment où la ville ne put plus tenir; il fallut songer à périr ou à se rendre. Lally, l'audacieux Lally ne voulait point entendre parler de reddition, menaçait de mort quiconque émettrait un avis favorable à une capitulation, et envoyait des cartels à l'officier anglais, qui ne daignait pas même lui répondre. La ville, obligée de se rendre sans conditions, éprouva des malheurs que nous ne raconterons point. Disons à l'honneur des Anglais qu'ils furent moins cruels contre nos nationaux que les noirs de Pondichéry, qui, pour se venger des maux qu'ils avaient endurés, poursuivaient les Français pour les mettre à mort. Il fallut que les Anglais se constituassent les défenseurs de nos concitoyens.

Lally et les principaux chefs de la colonie, ayant été embarqués pour Londres, employèrent leur traversée à se tourmenter, et, renfermés dans leur prison, prirent la plume pour s'accuser mutuellement. On est profondément affligé quand on voit des Français ajouter à leur déshonneur par leur haine, et rendre l'Europe témoin de leur orgueil et de leurs faiblesses; car c'était l'Europe que l'on constituait juge dans ces écrits qui se multipliaient de toutes parts. Mais là ne se borna point cette fâcheuse affaire. Rentré en France, Lally demanda des juges, et, contre son attente, il fut jeté à la Bastille. Le général de Bussy, qui avait été fait prisonnier en combattant à côté de Lally, avait juré la perte de ce brave

Digitized by Google

gouverneur des Indes. La Grand' Chambre, chargée de juger cet illustre personnage, admit contre lui les témoignages les plus suspects. Les valets mêmes furent entendus. On lui refusa jusqu'à un défenseur. Enfin, après deux ans de débats clandestins, on précipita le rapport. Le premier président Maupeou, que l'on avait prié de ralentir les séances, répondit : « Si je pouvais les doubler, » je les doublerais. »

L'avocat-général Séguier défendit l'accusé avec la plus haute éloquence, et démontra la fausseté de l'accusation. Tout fut inutile; Choiseul ayant juré la perte du gouverneur de l'Inde, le procureur-général persista dans ses conclusions, sans avoir même voulu jeter un coup-d'œil sur les pièces déposées sous ses yeux. Amené enfin sur la sellette des criminels pour y répondre de ses actes, Lally se contenta de découvrir sa poitrine, toute couverte de blessures : « Voilà donc, s'écria-t-il, la ré- » compense de cinquante ans de services! » Le lendemain, il fut condamné à être décapité, pour avoir trahi les intérêts du roi et ceux de la Compagnie, expression vague qui ne définissait rien, qui supposait seulement qu'il n'avait pas mis assez de soin dans son gouvernement.

Chacun s'attendait que, faisant droit à l'indignation publique, Louis XV ferait grâce au condamné. Il n'osa accorder ce bienfait, parce que l'un des principaux personnages de sa cour voulait la mort du gouverneur. Il crut se justifier quand il dit, quatre ans plus tard, au président Maupeou : « Ce sera bien vous qui en répon- » drez, et non pas moi. » Lally fut conduit à la chapelle, où le greffier devait lui faire lecture de l'arrêt. Lorsque

Digitized by Google

celui-ci prononça ces mots : « Pour avoir trahi les inté-» rêts du roi. — Ce n'est pas vrai, s'écria Lally en fu-» reur : jamais ! jamais ! » Et saisissant un compas dont il s'était servi dans sa prison pour tracer une carte de la côte de Coromandel, il se l'enfonça dans la poitrine. Aubry, curé de Saint-Louis, son confesseur, se précipita sur lui et le conjura de se calmer. Le bourreau accourut de son côté et lui mit un bâillon. Le curé avait obtenu que le condamné serait conduit en place de Grève dans un carrosse. Quand Lally vit le tombereau amené pour le transporter, il regarda le curé et lui dit : « J'é-» tais payé pour m'attendre à tout de la part des hom-» mes; mais vous, monsieur, me tromper! — On nous » a trompés tous deux, » répondit le curé. Un instant après, la tête de Lally tombait, après qu'il eut pardonné à ses ennemis.

Nous nous sommes étendus particulièrement sur les faits relatifs à Pondichéry, qui était le plus important de tous nos établissements. Nous en avions d'autres qui, pendant cette malheureuse guerre, ne souffrirent guère moins. La ville de Chandernagor, position extrêmement précieuse sur le Gange, nous fut enlevée avant Pondichéry. La ville de Surate, qui relevait immédiatement de l'empereur du Mogol, fut dévastée parce que nous y possédions un comptoir. Le grand Mogol ressentit à peine cet outrage, que Aurengzeb, l'un de ses prédécesseurs, eût lavé dans le sang des Anglais.

Il ne resta sur les côtes de l'Asie aux Français, que le regret de vastes, magnifiques et fastueux établissements, qui donnaient fort peu aux actionnaires, mais qui enrichissaient une multitude d'employés, jetaient de l'or et

Digitized by Google

de l'argent sur le sol, et nous fournissaient les riches productions de l'Inde sans que notre argent passât par des mains étrangères.

Les Français ne furent pas plus heureux dans les autres contrées que dans les Indes. En Afrique, nous avions de magnifiques établissements à Gorée et au Sénégal; les Anglais s'en rendirent les maîtres absolus et ne nous laissèrent pas une cité.

La plus magnifique de nos colonies d'Amérique, le Canada, qui n'a pas moins de quinze cents lieues, dont les trois quarts sont des déserts, tomba aussi entre les mains des Anglais : Louisbourg fut d'abord enlevé, ensuite Québec, malgré l'héroïque défense de Montcalm.

Pour se consoler de cette perte immense, on a dit que la France perdait plus qu'elle ne retirait du Canada. Il est possible que le gouvernement payât, pour cette colonie, plus qu'elle ne lui rapportait; mais, sous un autre aspect, elle était extrêmement avantageuse au commerce français, et enrichissait un grand nombre de familles. Or, la richesse nationale ne se compose pas seulement des revenus de l'Etat, mais encore de ce que possèdent les particuliers; bien plus, l'Etat, le gouvernement ne doit posséder que pour augmenter la fortune des particuliers et le bien-être des individus.

Les deux riches établissements que nous possédions dans les Antilles, la Guadeloupe et la Martinique, subirent le même sort.

Dans cette lutte continuelle, notre marine, si faible, fut entièrement anéantie, sans cependant que nous ayons livré de grandes batailles navales.

De La Clue, chef d'escadre, traversait en 1759 le dé-

Digitized by Google

troit de Gibraltar, avec une flotte destinée à ravager les côtes d'Angleterre; ayant été assailli par une violente tempête qui dispersa ses vaisseaux, il se vit contraint de cingler, avec sept bâtiments de guerre, sur la côte de Lagos. L'amiral Boscowenn, à la tête de dix vaisseaux anglais bien armés, fondit alors sur La Clue et l'accula à la côte. Ayant eu une jambe emportée par un boulet, La Clue fut obligé de se faire descendre à terre. Son vaisseau, démâté et brisé, se rendit; deux autres furent brûlés, trois furent pris et deux se réfugièrent à Lisbonne.

Trois mois après, l'amiral de Conflans sortit de Brest et fut rencontré par les Anglais dans la baie de Quiberon. Pour se mettre en sûreté, il s'adossa à la côte, hérissée d'écueils. Les Anglais eurent l'audace de le suivre et de l'attaquer, au risque de s'abîmer contre les rochers. Un vaisseau français fut pris, deux échouèrent; les autres se retirèrent dans la Vilaine après avoir jeté leurs canons.

Cette guerre désastreuse avait cependant l'approbation de ce qu'on nommait les hommes politiques de l'époque. Le duc de Choiseul, dont le nom était déjà célèbre, et qui avait été appelé au ministère de la guerre, afin de donner une impulsion vigoureuse à la lutte déjà commencée, pensait que les seuls empires capables de porter ombrage à la France étaient d'abord l'Angleterre, dont il désirait ardemment arrêter la prospérité, et la Russie, dont les forces toujours croissantes commençaient à peser d'un poids trop lourd dans la balance de l'Europe. Pendant son ambassade à Vienne, le duc de Choiseul avait porté une attention toute spéciale sur l'équi-

Digitized by Google

libre européen, et sur le moyen de le maintenir. Il lui sembla que, la France ne pouvant par elle-même faire un contre-poids suffisant à la Russie et à l'Angleterre, il n'y avait pour elle d'autre moyen que de former une alliance avec l'Espagne et l'Autriche. Ce plan, qui a été beaucoup blâmé, était cependant de nature à séduire des esprits sérieux. La première partie en fut réalisée par le « pacte de famille, » et la seconde par le mariage du dauphin avec une archiduchesse.

Pendant les grands désastres que nous avons racontés, il arriva dans les rapports extérieurs un changement favorable. Le roi d'Espagne étant mort sans enfants, le roi des Deux-Siciles, son frère, fut appelé à lui succéder. Charles III avait de grands motifs pour se déclarer contre une puissance qui, en dépit des traités, faisait une contrebande active sur les côtes de ses Etats de l'Amérique, empêchait la pêche de la morue sur le banc de Terre-Neuve et coupait le bois de campêche sur le territoire espagnol. Le duc de Choiseul profita habilement du mécontentement du roi d'Espagne, et l'amena à signer le traité qui est connu dans l'histoire sous le nom de *Pacte de famille* (15 août 1761).

Par ce traité, les rois de France, d'Espagne, des Deux-Siciles et l'infant duc de Parme, s'unissaient en alliance perpétuelle, promettant que chacun d'eux aurait pour ennemie toute puissance ennemie de l'un d'eux; quiconque attaquerait l'une des couronnes était censé attaquer toutes les autres; en sorte que les secours, limités d'abord à vingt-quatre mille hommes de la part de la France et de l'Espagne, devaient s'étendre ensuite à toutes les forces des deux monarchies. Les deux puissances

Digitized by Google

étaient convenues de se faire part de toutes les alliances qu'elles formeraient dans la suite, ainsi que des négociations dans lesquelles elles s'engageraient, article qui attira plus d'une fois, dans la suite, les reproches de l'Espagne à la France. Charles III stipulait pour son fils le nouveau roi des Deux-Siciles, et pour son frère don Philippe. Ces deux princes ne donnèrent cependant point alors leur adhésion au traité. Le pacte de famille n'était que provisionnel et ne s'appliquait pas à la guerre actuelle; mais, le même jour, une convention particulière et secrète fut signée entre la France et l'Espagne, par laquelle la dernière s'engageait à déclarer la guerre à l'Angleterre le 1er mai 1762, si, avant cette époque, la paix n'était pas conclue entre les deux couronnes; et, le même jour, la France devait consigner aux Espagnols l'île de Minorque qu'elle avait conquise (1).

George II, roi d'Angleterre, mourut vers la même époque. Il avait un grand ministre : le célèbre Pitt est l'un des plus habiles politiques que la Grande-Bretagne ait possédés. Actif, infatigable, laborieux, tempérant, il joignait à ces qualités une étendue et une profondeur de génie qui lui donnèrent une immense influence sur tout ce qui se passait de son temps. C'est à lui surtout que l'Angleterre dut cette immense prépondérance maritime qu'elle a possédée jusqu'aujourd'hui. C'est par lui qu'elle étendit ses possessions coloniales jusqu'aux extrémités de l'Amérique du Nord. George III donna toute sa confiance à lord Bute, ministre ami de l'économie, qui commença par retrancher le subside accordé aux Prussiens.

(1) Sismondi.

Digitized by Google

Cet abandon de l'Angleterre dans l'épuisement de la monarchie prussienne, après dix-sept batailles, dont onze avaient été perdues par Frédéric II ou ses généraux, après la dévastation de sa capitale et de ses provinces, l'incendie de ses magasins, la destruction de ses armées et d'une partie considérable de la population de son pays, cette cessation des subsides sur lesquels il avait dû compter, fut comme un dernier coup porté à sa puissance, et sous lequel il s'attendait lui-même à succomber.

Il pouvait être facilement écrasé ; mais les généraux français ne s'entendaient pas. Le maréchal de Soubise, qui avait cent mille hommes sur le Bas-Rhin, et le maréchal de Broglie, cinquante mille sur le Mein, réunirent les deux armées. Dévorés par la jalousie, ces deux généraux repoussaient tout ce qui avait été proposé au conseil l'un par l'autre. L'ennemi en profitait pour tomber, dans toutes les occasions, sur les corps détachés ; mais jamais on ne le contraignait à une grande bataille. La campagne s'étant passée sans rien faire, le duc de Broglie fut exilé dans sa terre. On jouait *Tancrède* au Théâtre-Français le jour où l'on apprit l'exil du duc de Broglie. Lorsque l'acteur prononça ces deux vers :

> On dépouille Tancrède, on l'exile, on l'outrage ;
> C'est le sort d'un héros d'être persécuté,

des applaudissements unanimes et frénétiques les accueillirent. Le public voulait ainsi témoigner son regret.

Le roi de Prusse semblait, malgré cela, devoir succomber. Abandonné par l'Angleterre, pressé par la

Digitized by Google

France, la Suède, l'Autriche et la Russie, il avait perdu toutes ses provinces; il ne recrutait qu'une armée d'aventuriers. Une révolution inattendue mit sur le trône des czars un nouveau souverain, l'admirateur de Frédéric. Il changea aussitôt d'alliance et mit ses armées à la disposition de la Prusse.

Les affaires étaient dans un état déplorable sur mer. La France, l'Espagne et l'Autriche, en réunissant leurs flottes, ne pouvaient faire pencher la balance de leur côté. L'Espagne, après avoir été longtemps simple spectatrice des malheurs qui désolaient la France, se décida enfin à prendre part à la lutte et à s'unir à Louis XV et à l'empereur d'Autriche, dans l'espérance de se rendre maîtresse du Portugal, devenu le vassal de l'Angleterre, où s'écoulaient ses vins, ses blés et ses plus belles productions. Une armée franco-espagnole entra en Portugal, où elle rencontra les Anglais, qui, malgré leur infériorité, triomphèrent de nos troupes et obtinrent un succès complet.

La déclaration de guerre faite à l'Angleterre par l'Espagne eut bien d'autres conséquences que des pertes de batailles en Portugal. La flotte anglaise cingla vers la Havane et s'en rendit maîtresse. Les îles Philippines, presque situées aux antipodes de Cuba, subirent un sort semblable. Les Anglais occupèrent Manille, cité très opulente, qui vit en un jour la perte de tous ses trésors.

Tandis que l'Angleterre s'enrichissait ainsi des dépouilles des autres peuples, la France était livrée à la plus grande misère; le roi et les plus nobles familles portaient leur vaisselle d'argent à la Monnaie, afin de se

Digitized by Google

procurer de l'argent monnayé pour les choses nécessaires à la vie. Le gouvernement obéré, sans crédit, comme un malade désespéré qui appelle les charlatans, donnait le soin de ses finances à tous ceux qui s'engageaient à les sauver : ce n'était qu'une place de passage qu'on abandonnait en désespéré. Bientôt il ne se trouva plus personne pour se charger d'un tel fardeau.

Les principaux soutiens de la guerre tombaient d'impuissance. Frédéric II, qui avait si heureusement combattu, après avoir un moment compté sur Pierre III, dont l'appui lui avait presque aussitôt échappé, se sentait lui-même incapable de continuer la lutte. La Prusse avait perdu à ce terrible jeu cent quatre-vingt mille soldats, la Russie cent vingt mille, l'Autriche cent quarante mille, la France deux cent mille, l'Angleterre, y compris les alliés à sa solde, cent soixante mille, la Suède vingt-cinq mille, les Cercles vingt-huit mille. Le duc de Nivernais se rendit à Londres, accompagné du chevalier d'Eon, en même temps que le duc de Bedfort se rendait à Paris pour traiter directement avec le duc de Choiseul. On fut bientôt d'accord sur les conditions principales : la France était résolue à renoncer à ses possessions continentales en Amérique, et elle insistait seulement pour conserver les îles de Saint-Pierre et de Miquelon, près du banc de Terre-Neuve, afin de protéger ses pêcheries de morue. Les préliminaires du traité furent signés à Fontainebleau, le 5 novembre 1762; ils furent ensuite convertis en un traité définitif, signé à Paris le 10 février 1763. « Par ce traité, la France abandonnait à l'Angleterre toutes ses prétentions sur l'Acadie, le Canada et l'île du cap Breton. Elle recouvrait la Martini-

Digitized by Google

que, la Guadeloupe et les petites îles du golfe du Mexique, qu'elle avait perdues, aussi bien que ses comptoirs en Afrique et dans les Indes orientales. Elle échangeait Minorque contre Belle-Isle, et elle évacuait tout ce qu'elle possédait, dans le Hanovre ou la Westphalie, des Etats du roi d'Angleterre et de ses alliés. L'Espagne reconnaissait aux Anglais le droit de couper du bois de campêche dans la baie d'Honduras; elle leur cédait en outre la Floride et la baie de Pensacola, et elle recouvrait la Havane et les Philippines. Mais, en compensation des pertes auxquelles la France l'avait entraînée, cette dernière puissance cédait à l'Espagne, par une convention secrète signée en même temps que les préliminaires, la vaste et riche colonie de la Louisiane, qui était, il est vrai, presque déserte à cette époque. Les intérêts de l'Allemagne n'étaient entrés qu'accessoirement dans ces négociations; les puissances contractantes s'étaient obligées seulement à retirer leurs armées respectives du territoire de l'Empire, et à ne donner plus aucun secours à leurs alliés d'Allemagne (1). »

Cette guerre de Sept Ans, qui a laissé parmi nous un si long et si douloureux souvenir, dont quelques vieillards nous parlaient encore naguère avec une sorte d'enthousiasme et de grandeur, a été jugée très sévèrement par ceux qui en furent les acteurs et les témoins, et elle le méritait, suivant le récit que nous en avons fait.

(1) Sismondi.

Digitized by Google

§ V. *Annexion de la Corse à la France. — Intérieur. — Suppression des Jésuites. — Missions étrangères (1763-1770).*

Pendant les sept dernières années du ministère de Choiseul, tout se passe pour ainsi dire à l'intérieur; à peine, au-dehors, y a-t-il quelques intrigues. Il y avait pour l'extérieur deux politiques, l'une du roi et celle des ministres. Les ministres conduisaient ouvertement les affaires; mais le roi communiquait en secret avec ses ambassadeurs, contredisait souvent les dépêches de ses ministres, et, comme il ne voulait pas que ses missives fussent publiées, il s'ensuivait une grande irrésolution dans les négociations. Louis croyait ainsi remplir ses devoirs de roi envers des puissances étrangères, comme il se persuadait, à l'intérieur, s'être acquis la réputation d'un prince très habile, parce qu'il faisait ouvrir toutes les correspondances et qu'il connaissait toutes les chroniques amoureuses.

La première affaire importante à l'extérieur fut celle de Pologne. Auguste III étant mort le 5 octobre 1763, il se forma dans le sein de la nation deux partis: l'un, soutenu par la Russie, voulait conserver l'ancienne constitution; l'autre désirait lui substituer une constitution calquée sur celle de l'Angleterre. L'impératrice de Russie intervint pour soutenir les premiers et défendre les schismatiques grecs. Ce fut le premier pas dans une voie funeste, où la Prusse et l'Autriche la suivirent, espérant retirer leur bénéfice dans la lutte qui ne manquerait pas de surgir plus tard.

La France et l'Angleterre auraient pu très efficace-

Digitized by Google

ment s'opposer à l'intervention de l'impératrice de Russie; mais ces deux puissances étaient loin de s'entendre sur ce point.

L'Angleterre, ne prévoyant pas que la Russie deviendrait la puissance la plus exorbitante de l'Europe, s'était alliée à Catherine et n'avait rien fait pour l'empêcher de s'avancer vers le Midi.

La France, qui eut un moment la velléité d'intervenir, craignit de braver les clameurs des philosophes, devenus les régulateurs du gouvernement, et de s'exposer à avoir la guerre avec une grande partie de l'Europe. Louis XV résolut de s'abstenir de toute intervention et d'attendre tout des événements.

Le duc de Choiseul, ayant pour but de resserrer l'alliance entre toutes les branches de la maison de Bourbon, afin de les opposer à l'Angleterre comme un faisceau qu'elle ne pourrait rompre, s'attachait toutes les puissances de l'Italie, qui se reliaient entre elles par des mariages. Le grand-duc de Toscane épousa Marie-Louise, fille du roi d'Espagne; le prince des Asturies, une sœur du duc de Parme, don Ferdinand, qui, le 18 juillet 1765, avait succédé à son père don Philippe. Le mariage de ce Ferdinand et celui de l'autre Ferdinand, roi de Naples, furent arrangés avec deux archiduchesses, filles de Marie-Thérèse, et l'on parlait aussi de marier deux petits-fils de Louis XV, comme on le fit plus tard, avec deux princesses de Sardaigne. La puissance des unions matrimoniales avait toujours un grand poids dans les alliances royales, malgré leurs nombreuses déceptions. La maison de France espérait dominer l'Italie par ces mariages.

Digitized by Google

L'attention du ministre se porta aussi sur la Corse, que le gouvernement de Louis XV avait déjà plusieurs fois voulu conserver à la république de Gênes. Lorsque la France avait retiré ses troupes, espérant que Gênes se suffirait à elle-même pour défendre le pays, la Corse, libre enfin de suivre l'impulsion de son naturel farouche, massacra les étrangers et resserra les Génois dans deux ou trois villes qu'ils avaient gardées. Afin de mieux diriger les forces de l'île et de les faire converger vers un but unique, le sénat corse choisit, sous le nom de protecteurs, trois généraux ou commandants.

Gênes, réduite au désespoir, voyant l'île lui échapper, implora de nouveau l'intervention de la France, et, en 1748, une escadrille partit sous les ordres du marquis de Cursay, brave marin, esprit indépendant, qui se laissa toucher du sort des Corses, et, loin de les combattre, se déclara presque ouvertement pour ceux qu'on appelait des rebelles; il sut leur inspirer une telle confiance, qu'ils lui remirent la garde de plusieurs de leurs places. Le gouvernement français, sur la plainte des Génois, fit remplacer de Cursay par le général Cursy, officier d'une grande sévérité, qui aurait presque voulu imposer à un peuple barbare la discipline d'un peuple civilisé. Par ses exigences, il amena un soulèvement général et la création d'un pouvoir unique, sous le commandement de Jean-Pierre Giafferi, véritable héros, digne des plus beaux temps de l'antiquité. Sous ce chef habile, les affaires des Corses devinrent si prospères, les Génois se virent si resserrés, que, pour lui résister, ils eurent recours à l'arme infâme des assassins. Des Corses soudoyés, parmi lesquels se trouvait le propre frère de la victime, immolèrent

Digitized by Google

l'homme généreux qui savait si bien servir son pays (1753).

La discorde qui divisait les Corses et animait les haines particulières cessa devant la haine générale qu'inspiraient les Génois. Tous les Corses, réunis contre leurs implacables adversaires, sentirent la nécessité d'avoir un chef et en demandèrent un au vieux Hyacinthe Paoli, patriote fameux que les persécutions des Génois avaient obligé à se retirer à Naples. Il envoya son fils, qui ne prit pas le titre de roi, aimant mieux en exercer toute l'autorité sous un titre plus modeste. Paoli était un homme d'un grand mérite. Etablir un gouvernement régulier chez un peuple qui n'en voulait point, réunir sous les mêmes lois des hommes divisés et indisciplinés, former à la fois des troupes réglées et instituer une espèce d'université qui pouvait adoucir les mœurs, établir des tribunaux de justice, mettre un frein à la fureur des assassins et des meurtriers, policer la barbarie, se faire aimer en se faisant obéir, tout cela n'était pas, assurément, d'un homme ordinaire. Il s'était laissé surprendre par les doctrines de J.-J. Rousseau, à qui il avait demandé une constitution; aussi il ne put en faire assez ni pour rendre la Corse libre, ni pour y régner pleinement; mais il en fit assez pour acquérir de la célébrité.

Cet homme infatigable sut, en peu de temps, réduire les Génois et les contraindre à demeurer renfermés dans un petit nombre de villes : Gênes implora l'intervention du Souverain Pontife, qui envoya un légat avec ordre de concilier les partis, et surtout de ramener le clergé de cette île à des sentiments plus chrétiens. Sa pieuse intervention ayant été inutile, les Génois réclamèrent de nou-

Digitized by Google

veau l'intervention des Français, qui consentirent à jeter des troupes dans la Corse et à maintenir le pays sous l'obéissance de la république ligurienne.

La France, dans cette occupation, avait encore pour but d'éloigner de cette île les Anglais, qui cherchaient un motif pour s'immiscer dans le différend survenu entre la république ligurienne et ses sujets. Il eût été infiniment dangereux de permettre à nos ennemis les plus implacables d'entrer dans la Corse, sous le prétexte de rapports de bonne amitié entre eux et Gênes. Chacun sait que la politique de ce peuple, en établissant des protectorats, est de se constituer souverain sous le nom d'un autre.

Les quatre ans d'occupation stipulés entre la France et Gênes touchant à leur terme, la Corse allait évidemment secouer le joug avec plus de violence et reprendre une indépendance d'autant plus grande, que la liberté avait été plus comprimée par les Français. Gênes, voyant qu'au lieu de tirer de l'avantage d'une possession dont elle avait espéré, sinon un moyen d'agrandir son commerce, du moins un appui militaire, elle était obligée de faire des dépenses écrasantes pour la conserver, se détermina à en faire la cession à la France. En effet, le 15 mai 1768, il intervint entre Louis XV et la république de Gênes un traité, non pas d'aliénation de la propriété, mais de cession conditionnelle équivalant à un abandon absolu. Gênes abandonnait au roi de France l'île de Corse, se réservant seulement le droit de la reprendre en acquittant toutes les dépenses qui y avaient été faites antérieurement et depuis cette époque pour la conservation de l'île. Il était certain que ces sommes accumulées seraient

Digitized by Google

tellement grandes, que Gênes épouvantée reculerait devant la nécessité de les acquitter. Aux yeux de tous, la condition apposée à la cession n'était qu'un moyen pour Gênes de couvrir son impuissance, et pour la France de ne pas inquiéter les nations voisines, et surtout l'Angleterre, qui auraient vu avec jalousie notre patrie si puissante, former un grand établissement dans la Méditerranée. La France et Gênes furent également satisfaites de la convention, celle-ci de s'être délivrée d'un fardeau désormais trop pesant pour qu'elle pût le porter, celle-là d'avoir trouvé un point d'appui dans tous les démêlés que l'avenir pourrait lui réserver avec l'Italie.

Un des premiers soins du gouvernement français, une fois propriétaire de la Corse, fut de la ramener à l'obéissance que des sujets doivent à leurs souverains. Deux moyens furent également employés : la politique et la force. Sachant que Paoli jouissait dans l'île d'une influence souveraine, qu'il était parvenu à soumettre les intraitables Corses au joug des lois, il s'appliqua à le gagner. Paoli ne voulut aucune faveur; il consentit à reconnaître la domination nominale de la France, pourvu qu'on permît à sa nation de jouir de toutes ses franchises et de continuer à vivre en peuple libre. Cette concession mit entre les mains des Français la plupart des places de l'île; mais, sur la représentation du marquis de Chauvelin, une proclamation sévère fut adressée aux Corses, qu'on voulut soumettre à l'obéissance commune des lois. Cette proclamation et la sévérité de quelques officiers furent le signal d'une insurrection générale.

Paoli, qui était à la tête de tout mouvement destiné à rendre sa patrie indépendante, prit le commandement

Digitized by Google

des insurgés et fit tout d'abord des pertes assez considérables sans s'alarmer, persuadé que les dix mille Français, en occupant un grand nombre de positions, affaibliraient leur centre d'opération et permettraient aux insurgés de tenter des surprises avantageuses. Bientôt le comte de Chauvelin se trouva tellement affaibli par ces attaques réitérées, qu'il se vit dans la nécessité de réclamer des renforts, ce qui alarma vivement le duc de Choiseul, qui tenait fortement à la Corse. Le ministre remplaça Chauvelin par le comte de Vaux, qui résolut d'en finir avec les rebelles. Après plusieurs affaires sans importance arriva le combat de Ponte-Nuovo, où les insurgés furent tellement maltraités, qu'ils ne purent plus tenir la campagne. Paoli, retiré dans les montagnes, s'y vit bientôt traqué comme une bête fauve. Convaincu enfin qu'il ne pouvait plus continuer à combattre sans exposer les familles des patriotes à de grands malheurs, il prit le parti de quitter sa patrie et s'embarqua avec ses amis sur deux navires anglais que l'amiral Smittoy avait mis à sa disposition.

Quinze mois après la sortie de Paoli de l'île de Corse et la soumission définitive de cette île à la France, la femme d'un officier de Paoli mettait au monde un héros qui devait régner sur la France, et dont le nom passera à la postérité la plus reculée.

L'intérieur était calme pendant que les armées combattaient au dehors. Mais, au milieu de ce calme apparent, les esprits étaient vivement agités; à aucune autre époque les idées les plus contradictoires, les plus révolutionnaires ne s'étaient montrées, n'avaient remué le monde. Le jansénisme tourmentait l'Eglise, les parle-

Digitized by Google

ments renversaient les Jésuites, les philosophes ruinaient les bases de la religion.

C'est vers cette époque que parurent les économistes politiques qui, eux aussi, ont prétendu renouveler la société, la régénérer avec leurs théories plus ou moins rationnelles. Et tout d'abord les écrivains les plus renommés dans la science de l'économie politique, grand mot employé par les gobe-mouches pour surprendre les imbéciles et les ignorants, sont loin d'être d'accord sur le sens à donner à cette expression. Jean-Baptiste Say a dit que l'économie politique n'est pas autre chose que l'économie de la société. L'étude que l'on a faite de la nature et des fonctions des différentes parties du corps social, a créé un ensemble de notions auquel on a donné le nom d'économie politique, et qu'on aurait peut-être mieux fait de nommer économie sociale.

Cette science, que l'on a voulu grandir en la présentant comme nouvelle, est cependant aussi ancienne que le monde, en ce sens qu'à toutes les époques on s'est occupé du bien-être de l'humanité et du moyen de faire produire à la terre le plus de fruits possible. Mais c'est seulement en 1615 que le mot économie politique paraît pour la première fois à la tête d'un traité sur la matière. Montchrétien, seigneur de Watteville, publia un traité d'économie politique où il examina les forces productives du pays, c'est-à-dire l'agriculture, le commerce et les manufactures. Les économistes de cette époque et ceux du règne de Louis XIV ne donnèrent point dans les rêveries de ceux du règne suivant. Le grand économiste du règne de Louis XV, celui qui a donné l'impulsion à la science, est Quesnay, dans son *Tableau économique* et

Digitized by Google

ses *Maximes générales de gouvernement.* « Il réduit, dans ce livre, la science à de simples calculs de profits, et, selon lui et son école, l'économie politique n'est que la connaissance de la source primitive des richesses et des résultats naturels qui en dérivent. Cette source n'est autre que l'agriculture, ou le produit net du propriétaire. Il ne voit d'accroissement possible dans la richesse que par l'accroissement du produit net. Ce produit net, qui passe en partie dans les mains des industriels et des commerçants, ne fructifie plus entre leurs mains; ce n'est pour eux qu'un moyen de transformation qui n'entre pour rien dans l'accroissement des richesses du pays. Les *économistes,* comme on appelait alors Quesnay et ses disciples, partageaient la population en trois classes. La première est la *classe productive,* c'est-à-dire celle qui fait naître, par la culture du territoire, les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances des travaux de l'agriculture et qui paye les revenus aux propriétaires des terres. De cette classe dépendent toutes les dépenses et tous les travaux qui s'y font, jusqu'à la vente des productions à la première main. C'est par cette vente qu'on connaît la valeur de la reproduction annuelle des richesses de la nation. La seconde classe, celle des propriétaires, comprend le souverain, les possesseurs de terre et les décimateurs. Cette classe subsiste par le revenu ou le produit net de la culture, qui lui est annuellement payé par la classe productive, après que celle-ci a prélevé sur la reproduction, qu'elle fait renaître tous les ans, les richesses nécessaires pour se rembourser de ses avances et pour entretenir ses richesses d'exploitation. La troisième classe, que Quesnay

Digitized by Google

appelle *stérile*, est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive (1). »

Le système de Quesnay était trop évidemment fautif, pour ne pas rencontrer d'adversaires dans l'école. Morellet, Mirabeau père, Saint-Péravi, Baudau, Dupont de Nemours présentèrent aussi des systèmes. L'homme dont le nom a obtenu pendant longtemps la réputation du maître, est Adam Smith; avec lui commence une ère nouvelle pour l'économie politique; il jeta pour fondement cette maxime : *laisser faire et laisser passer*, prétendant que la liberté qui en découle donne de l'activité à la production et conséquemment à la richesse nationale.

Ces doctrines d'un maître étranger ont été popularisées parmi nous par Jean-Baptiste Say, qui donna pour base de son système *le produit de la terre et de son travail*. Par le calcul de cette double production on arrive à connaître l'état le plus favorable à la richesse publique.

Les économistes, que nous verrons à l'œuvre dans le siècle suivant, ayant commencé sous Louis XV à jeter dans tous les esprits les doutes les plus alarmants sur les points qui les intéressent le plus, devaient nécessairement avoir pour effet de regarder les systèmes suivis jusqu'alors comme vicieux et de pousser tous les esprits à en rechercher de plus convenables. Quand on montrait aux travailleurs la classe des *stériles*, ou des riches qui vivaient de la sueur du pauvre sans travailler, quand on accusait la nature d'avoir manqué de sagesse dans la

(1) *Dictionnaire encyclopédique de l'Histoire de France.*

Digitized by Google

distribution des biens de ce monde, n'était-ce pas jeter dans les esprits des principes destructeurs de tout ordre? n'était-ce pas établir une véritable cause d'insurrection? Un autre mal qui découlait du système des économistes était le matérialisme, car ces prétendus amis de l'humanité, ces sages prenaient la nature humaine sans aucune vue supérieure; ils établissaient les besoins de la vie matérielle comme nous mesurerions ceux d'un cheval, et sur ces données ils disaient la somme des satisfactions dont elle avait besoin, et prétendaient ainsi la rendre parfaitement heureuse. Mais tout ce qui tend à éloigner l'homme de Dieu, à le constituer le centre de son action, le trompe évidemment, déplace la source du véritable bonheur, et conduit l'humanité à un abîme beaucoup plus profond que celui dont on a prétendu la tirer.

Loin de faciliter la marche du gouvernement, toutes ces idées nouvelles la contrariaient. Tous les impôts étaient attaqués. L'agriculture devait en être exemptée parce qu'elle est la mère nourricière du genre humain. Les économistes, avec leur grande maxime : *laisser faire et laisser passer*, repoussaient toute idée d'impôt sur le commerce ou sur l'industrie. La paix avait été reçue avec des transports de joie inexprimables, parce qu'on se persuadait que la plupart des impôts allaient être supprimés. Mais la guerre avait laissé des charges extrêmement lourdes, il fallait les supporter. De nouveaux édits furent présentés au Parlement, et comme il faisait des difficultés pour les enregistrer, le roi tint un lit de justice et présenta deux édits.

Par le premier, le roi, après avoir témoigné son regret de ne pouvoir diminuer les impôts et soulager le peuple,

Digitized by Google

prolongeait pour six ans la perception des deux vingtièmes, ainsi que les deux sols pour livre sur le dixième; il prorogeait aussi les dons gratuits des villes et bourgs du royaume. « Voulant que les impositions fussent ré» parties proportionnellement sur tous les biens égale» ment, » il prescrivit un dénombrement de tous les biens-fonds du royaume, sans exception de nobles, ecclésiastiques ou roturiers. Un autre édit fixait les conditions du rachat des rentes, quelles que fussent d'ailleurs les conditions primitives du contrat. Le Parlement, qui avait gardé le silence en présence du roi, arrêta, quand il fut sorti, que des remontrances lui seraient adressées.

Le Parlement, après avoir montré les suites désastreuses des nouveaux édits, la ruine du crédit, la surcharge des peuples, la banqueroute cachée sous le nom de liquidation de dettes, finissait par conjurer le roi « de » rechercher d'autres moyens que tous ceux contenus » dans les édits publiés le 31 mai pour rétablir les af» faires... Car aucun sujet dudit seigneur roi ne peut se » persuader que la réforme des abus multipliés qui rè» gnent dans toutes les branches de l'administration des » finances, ne présente pas à l'Etat des ressources plus » étendues que celles qui résulteroient des édits. »

Le roi ayant répondu sèchement qu'il avait tout pesé et qu'il ne pouvait rien changer à ses édits, le Parlement ne se rendit pas; il fit de secondes, puis de troisièmes remontrances. Louis XV n'entrait jamais en discussion : « Je veux bien, dit-il enfin au premier prési» dent, prendre en bonne part les remontrances de mon » Parlement, mais je vous charge de lui dire que son » zèle doit avoir des bornes. »

Digitized by Google

Tous les parlements du royaume marchaient sur les traces de celui de Paris; celui de Rouen protesta avec une extrême énergie, en présence même du duc d'Harcourt, envoyé pour opérer l'enregistrement d'autorité : « A l'effet, dit-il, de s'opposer de tout son pouvoir aux » actes de violence que l'on renouvelle en toute occasion » pour priver les magistrats de la liberté de leurs déli- » bérations, elle (la cour) déclare qu'elle réclamera sans » cesse l'autorité des lois fondamentales du royaume, » suivant lesquelles le Parlement, associé au ministère » de la législation, n'est point appelé à la vérification » des actes royaux pour les approuver aveuglément. » Le premier président rappela au duc d'Harcourt « que » l'obligation étroite du serment qu'il a prêté en qualité » de pair de France ou de membre du Parlement, auroit » dû l'empêcher de se charger d'ordres contraires au » bien du service dudit seigneur roi et à ses vrais inté- » rêts. » Tous les membres sortirent à l'instant de l'assemblée, à l'exception du premier président et du greffier, qui reçurent l'ordre exprès de ne point quitter leurs places. L'enregistrement fut alors fait d'autorité. Mais les magistrats, à peine rentrés dans la salle, le déclarèrent nul et défendirent d'obéir. Un arrêt du conseil cassa l'arrêt du parlement de Rouen et le fit biffer des registres; tous les membres se hâtèrent aussitôt de donner leur démission.

Les remontrances de cette assemblée renfermaient un tableau saisissant de la misère du peuple : « Votre peu- » ple, sire, est malheureux; tout annonce cette affli- » geante vérité; vos cours de Parlement, seuls organes » de la nation, ne cessent point de le dire. Seroit-il pos-

Digitized by Google

» sible que le corps entier de la magistrature s'unît sans
» intérêt pour présenter à Votre Majesté un fantôme de
» misère? Non, sire, il n'est que trop vrai, et nous ne
» saurions assez le répéter, votre peuple est malheu-
» reux..... Il éprouve depuis longtemps le traitement le
» plus dur; un déluge d'impôts et de servitudes ravage
» impitoyablement nos villes et nos campagnes. Les
» biens, l'industrie, la personne des citoyens, tout est en
» proie à la bursalité; la pauvreté même et la piété qui
» l'assiste sont devenues ses tributaires et ses victimes.
» La ferme des aides, dont les réglements attaquent tou-
» tes les conditions et le commerce en général, pèse sur
» le pauvre en particulier de la manière la plus inhu-
» maine. Celui à qui ses facultés ne permettent pas de
» pourvoir de loin à sa subsistance, est obligé d'y sub-
» venir chaque jour à plus grands frais, à cause des im-
» pôts mis sur le détail. Il est vexé à raison de son im-
» puissance. Si la charité fait offrir à un malheureux un
» secours quelconque dont la nature soit du ressort des
» aides, l'aumône est un crime aux yeux du traitant.
» Sous un roi très chrétien, c'est une contravention pu-
» nissable d'amende. La ferme des gabelles ne présente
» pas un spectacle moins révoltant. Chaque paroisse est
» obligée de livrer une quantité de sel relative au nom-
» bre de ses habitants; elle y satisfait. Le traitant, qui a
» lui-même déterminé cette quantité, n'a plus d'intérêt
» légitime à exercer. Cependant, si les collectants ou syn-
» dics épargnent, dans la répartition, un indigent qui
» peut à peine se procurer du pain, cet indigent épargné
» s'expose aux poursuites les plus rigoureuses; il est
» contraint, avec la dernière dureté, à lever un prétendu

Digitized by Google

» supplément de sel, qu'il ne peut payer qu'aux dépens » du premier nécessaire, et dont sa communauté s'est » chargée d'avance pour lui (1). »

Le roi, pour calmer cette opposition, consentit à négocier avec le parlement de Paris et promit de réformer le système financier, d'apporter dans ses dépenses la plus stricte économie. « Si des mesures, disait le roi, qui » n'ont été occasionnées que par des circonstances fâ- » cheuses du besoin le plus pressant des finances, ont pu » donner lieu à des alarmes, nous n'avions jamais d'au- » tre intention que de régner par l'observation des lois » et des formes sagement établies dans notre royaume, » et de conserver, à ceux qui en sont les dépositaires » et les ministres, la liberté des fonctions qu'elles leur » assurent (2). »

Le roi cédait en imposant silence à son Parlement. Les esprits agités préparaient une nouvelle révolution, mais les idées n'étaient pas encore assez mûres.

Les idées qui fermentaient dans les esprits poussèrent à un attentat horrible contre la personne du roi. Un misérable, nommé Robert-François Damien, avait été longtemps domestique à Paris chez des membres du Parlement, jansénistes déclarés qui ne cessaient de déclamer contre les jésuites, contre l'archevêque de Paris, et surtout contre le roi, qu'on représentait comme le soutien des ennemis des bonnes mœurs et de la véritable foi. Plein de ces idées qu'il entendait répéter au milieu des places publiques, persuadé que s'il faisait périr Louis XV,

(1) *Remontrances du parlement de Rouen*, du 5 août 1763.
(2) *Mercure historique*, fév. 1764.

Digitized by Google

il rendrait un grand service à la religion et à la société, il se détermina, non point à tuer le roi, mais à lui donner un avis en le blessant.

Le 5 janvier 1757, par un froid excessif, au moment où le roi montait en voiture, un homme s'approche et le frappe d'un canif entre la cinquième côte. Le roi poussa un cri et dit, en montrant Damien qui avait conservé son chapeau sur sa tête : « C'est cet homme qui » m'a frappé, qu'on l'arrête et qu'on ne lui fasse point » de mal. »

La blessure du roi était peu profonde et peu dangereuse, mais l'inquiétude était grande ; on se persuadait que la famille royale était environnée de conspirateurs et d'assassins ; car une des premières paroles de Damien avait été celle-ci : « Qu'on prenne garde à monseigneur » le Dauphin ; qu'il ne sorte plus de la journée. » Mais bientôt il fut constaté que Damien était un monomane sans complices, sans partisans, même sans un projet qui pût s'expliquer par une idée raisonnable.

Le grand prévôt, à qui appartenait la connaissance du crime commis dans le palais du roi, s'empara tout d'abord du parricide et commença les procédures comme il s'était pratiqué à Saint-Cloud dans l'assassinat de Henri III. Quoiqu'il fût constant que le coupable avait puisé la pensée de son crime dans les discours des membres du Parlement et dans les déclamations débitées chaque jour dans la salle des Pas-Perdus, le roi ne balança pas à déférer le criminel au jugement de la Grand'Chambre. On le mit à la question sans qu'il dît autre chose, sinon « qu'il avait cru faire une bonne action, une œuvre mé- » ritoire pour le ciel. ce qu'il entendait dire chaque jour

Digitized by Google

» dans le palais.» Il fut condamné à subir le même supplice qu'avait subi Ravaillac.

Le Parlement, se sentant atteint par les dépositions de Damien, essaya de détourner le coup et eut l'impudence d'accuser les Jésuites de ce crime. Ces religieux, si grands par leur zèle, leur science et leurs vertus, devenus alors l'anathème du monde, parce qu'ils soutenaient les droits sacrés de la religion, voyaient déjà se former contre eux l'orage qui devait éclater sur leur tête. Il demeura constant qu'ils étaient étrangers à l'attentat formé contre le roi, et qu'ils ne cessèrent de flétrir ces hommes insensés qui, sous le prétexte d'imiter Judith, se rendent coupables des plus grands forfaits en touchant aux oints du Seigneur. La raison et la religion, avec toute la force de leur sublime enseignement, ne pourront jamais triompher de ces esprits étroits qui ne voient le salut des empires que dans l'assassinat. Dieu, qui veille sur les nations, ne manque pas, au moment des grandes épreuves, de leur accorder les moyens de salut dont elles ont besoin.

Le Parlement lui-même, épouvanté du crime de Damien, son œuvre, modifia un peu ses sentiments d'hostilité contre le pouvoir. Seize conseillers, qui avaient été exilés à cause de leur opposition, se soumirent et sollicitèrent la faveur de reprendre leur siége. Chauvelin, l'un d'eux, pour témoigner son regret, fonda une messe à perpétuité pour remercier Dieu d'avoir sauvé le roi.

Le Parlement, qui prétendait exercer sa juridiction sur tout, rendit, le 5 juin 1763, un arrêt contre la vaccine. Tout en requérant l'avis de la Faculté de médeine sur son utilité et de la Faculté de théologie sur sa moralité,

Digitized by Google

cet arrêt bizarre attira sur le Parlement les sarcasmes de Voltaire. D'autres arrêts firent sur les esprits une impression plus profonde; nous avons déjà fait connaître la condamnation et le supplice de Lally. Il y a deux autres condamnations que nous devons rapporter ici : ce sont celles de Calas et de Jean La Barre.

Calas serait demeuré à jamais inconnu sans la mort cruelle qu'on lui fit subir. Jean Calas, membre de la religion réformée, lié à la première noblesse du Languedoc, avait acquis une immense fortune dans le commerce. L'un de ses fils, Marc-Antoine Calas, ayant étudié la religion catholique, avait résolu d'embrasser le catholicisme et avait pris jour pour son abjuration. La veille on trouva suspendu à la porte de la boutique l'infortuné Marc-Antoine. La justice appelée informa à la hâte et se persuada que l'assassin du jeune homme était son père. Il y avait, en effet, des circonstances qui semblaient l'indiquer. Le père n'avait point pris son repas avec la famille, sachant sans doute que son fils, selon son habitude, se lèverait de table avant la fin du souper, et il avait profité de ce moment pour immoler son fils. Le parlement de Toulouse excité par la rumeur publique, sans une preuve bien positive, sur de vagues déclarations, condamna le malheureux père à périr sur la roue. Il subit son supplice avec la plus grande constance, et protesta sans cesse de son innocence.

Les philosophes profitèrent de cette mort pour en faire retomber toute la responsabilité sur le catholicisme. Voltaire écrivit en style énergique contre le fanatisme religieux, dont, à ses yeux, Calas était une victime. Le parlement de Paris, appelé à reviser le procès, cassa le

Digitized by Google

jugement des juges de Toulouse et réhabilita la famille de Calas. Le roi, voulant réparer autant que possible un mal irréparable, accorda à la mère et aux enfants trente-six mille livres.

La Barre subit un supplice plus cruel encore que celui de Jean Calas, et qui fit d'autant plus de bruit, que la religion y était intéressée. La Barre, comme la plupart des jeunes gens de son temps, avait puisé la haine de la religion dans les écrits de cette philosophie mensongère et coupable qui brave tout sentiment et outrage ce qu'il y a de plus saint. Bon officier, mais fort mauvaise tête et surtout cœur corrompu, il prit son plaisir à outrager ce que la France respecte le plus. Ce n'était point assez pour lui de blasphémer la religion avec ses compagnons de débauche, il ne lui suffisait pas d'avoir fait entendre les chants les plus coupables contre le Christ; son impiété n'était point satisfaite d'avoir nourri son cœur des discours les plus impies, il lui fallait les manifester au dehors. S'il passait à côté d'une procession, jamais il ne lui rendait ces hommages dont un homme bien élevé ne manque pas de s'acquitter. Si, toutefois, il se fût arrêté là, il n'eût point été recherché; mais un jour, après un acte de débauche, après des défis, il se rendit sur le grand pont d'Abbeville, abattit la croix, s'empara du Christ, le couvrit d'ordures et le coupa en morceaux. La ville, profondément indignée en voyant une profanation inouïe, demanda qu'on fît justice du coupable. Le chevalier de La Barre fut arrêté avec ses complices; ceux-ci étant parvenus à s'échapper, lui seul subit la peine attachée alors aux profanations sacriléges. Il fut condamné à avoir la langue et le poing coupés, et à subir ensuite le supplice

Digitized by Google

du feu. La législation était sévère, mais le coupable la connaissait : en commettant son crime, il dut en prévoir les conséquences. Certes, à cette époque, la magistrature n'était pas rigoureuse contre les délits commis en matière religieuse ; il fallait que la religion eût été bien bravée pour que les parlements poursuivissent ainsi la punition des coupables.

Voltaire, comme on devait s'y attendre, prit en main la défense de La Barre dans un ouvrage rempli de déclamations contre la religion.

L'écrit de Voltaire n'obtint pas le résultat qu'il en avait espéré : la mémoire de La Barre fut flétrie. Il était réservé à l'impiété de la Convention de proclamer une prétendue réhabilitation, par un acte insultant pour la religion, la morale et le bon ordre.

La haine des ennemis de l'Eglise se manifesta surtout dans un grand fait dont les conséquences furent immenses : nous voulons parler de la suppression de l'ordre des Jésuites. La Société de Jésus avait joui de la plus haute considération en France et avait possédé une grande influence sur les mœurs, sur l'éducation et même sur la direction des affaires politiques ; car les Jésuites, ayant le privilége presque exclusif d'être les confesseurs de nos rois, obtenaient par là une grande autorité sur leur conscience. Leur ascendant n'ayant cessé de grandir, ils avaient, sous le règne de Louis XV, pour ainsi dire le monopole de l'éducation, puisqu'on avait confié à leur habile direction la plupart des colléges du royaume. Devenus le principal conseil des évêques, ils possédaient la plus haute influence sur les affaires religieuses et resserraient fortement les liens qui devaient unir l'épis-

Digitized by Google

copat au centre de l'unité. Par les congrégations qu'ils avaient établies même au sein des armées, pour réveiller la foi et ranimer la piété, ils agissaient efficacement sur le corps social qu'ils éclairaient et stimulaient. Cette forte action, qui se manifestait dans nos colonies aussi bien qu'en France, était également puissante dans toutes les parties du globe; car l'Ordre était rétabli dans tous les pays d'où il avait été expulsé, et comptait plus de vingt mille membres, dont huit mille prêtres.

Si le principe du bien rencontre des contradictions dans le monde, les Jésuites durent en éprouver. Pour nous borner à ce qui concerne notre nation et à l'époque où nous sommes arrivés, nous devons dire quelle était leur situation vis-à-vis des partis puissants qui travaillaient notre pays.

En dehors du gouvernement il y avait alors deux forces qui agissaient vivement sur la nation, le jansénisme et le philosophisme. Le jansénisme avait rencontré un adversaire si redoutable dans la Société de Jésus, que, ne pouvant l'attaquer par des armes loyales, il avait recouru à d'ingénieuses calomnies qui mettaient l'esprit et les rieurs de son côté. Les *Provinciales* de Pascal en sont une preuve. Voltaire, dont le témoignage en faveur des Jésuites ne peut être suspect, confesse que les critiques faites à l'Ordre portent sur un fondement ruineux. « On attribuait adroitement, dit-il, à la Société les opinions extravagantes de plusieurs jésuites espagnols et flamands; on les aurait déterrées aussi bien dans les casuistes dominicains et franciscains, mais c'était aux seuls Jésuites qu'on en voulait. » Les jansénistes avaient trouvé un appui très ferme dans les parlements, qui croyaient, en

Digitized by Google

adoptant des opinions sévères, se montrer magistrats plus dignes. D'ailleurs, le parlement de Paris avait toujours eu de l'antipathie pour les Jésuites, qu'il regardait comme trop dévoués au Saint-Siége. Il s'était rencontré une fâcheuse circonstance, où les deux grands corps avaient pu manifester leur opposition mutuelle. Quand Damien avait été arrêté, après son attentat contre la vie de Louis XV, il avait déclaré qu'il avait été successivement au service des Jésuites et du Parlement. Comme il parut bien plus probable qu'il avait puisé ses perfides projets dans la salle des Pas-Perdus, le Parlement, avons-nous dit, essaya de détourner le coup en rejetant le crime sur les Jésuites, qui, probablement, surent le faire remonter à sa véritable cause. Les jansénistes et les parlements étaient donc des ennemis déclarés des Jésuites.

Les philosophes, dont le but n'allait à rien moins qu'à détruire le catholicisme, avaient rencontré dans les Jésuites des adversaires puissants qui démasquaient leurs manœuvres et mettaient au grand jour leurs criminels projets; ils affectèrent une sorte de respect pour les autres ordres religieux, afin d'avoir plus de puissance dans leurs attaques contre les disciples de saint Ignace. Ils pensaient que quand ils auraient vaincu la principale garde du Chef de l'Eglise, ils auraient facilement raison des autres corps. Aussi leurs attaques étaient audacieuses, violentes et perfides.

La cour était partagée sur le compte des Jésuites; la reine et le Dauphin les aimaient et les estimaient; mais ils avaient l'un et l'autre si peu de crédit, qu'ils ne pouvaient guère leur être utiles. Le roi inclinait pour eux; si le jésuite, son confesseur, lui refusait l'absolution, il

Digitized by Google

reconnaissait que ce religieux ne remplissait que son devoir. Mais la Pompadour, qui était forcée de les estimer, ayant cherché à mettre un peu plus de décence extérieure dans sa conduite, ne parlant que de piété et se donnant comme une simple amie du roi, prétendit qu'un jésuite auquel elle s'adressa lui donnerait l'absolution; le Père ayant exigé impérieusement qu'elle abandonnât le séjour de la cour pour ne plus y revenir, elle se déclara alors l'adversaire implacable des Jésuites.

Choiseul, le principal ministre, avait d'abord été plus favorable qu'hostile aux Jésuites; mais, s'étant persuadé qu'ils poussaient le Dauphin à se déclarer contre son administration, il devint leur adversaire implacable, et, après la dissolution de l'Ordre en France, il en poursuivit la suppression en cour de Rome avec une haine dont l'astuce égalait la férocité.

Tout le corps de l'épiscopat était pour les Jésuites; dans une consultation qui fut adressée aux évêques pour avoir leur opinion sur la pureté de la doctrine, la bonté de l'enseignement et l'utilité de l'Ordre en France, tous en firent le plus grand éloge; il n'y eut que cinq évêques dont l'approbation ne fut pas complète, et de ces cinq évêques l'un était frère du premier ministre et les autres étaient dévoués aux jansénistes.

La surveillance jalouse dont les Jésuites étaient l'objet, les avait rendus excessivement attentifs sur leur conduite, sur leurs écrits et sur leurs entreprises. Leurs ennemis étaient obligés de convenir que nul corps n'était aussi irréprochable, et qu'en considérant la fragilité humaine, on devait être surpris de la pureté qui régnait parmi eux. En 1731, le Père Girard, supérieur du sémi-

Digitized by Google

naire de la marine à Toulon, avait bien été accusé d'avoir séduit l'une de ses pénitentes, Catherine Cadière, femme exaltée, visionnaire, qui après avoir abusé de la crédulité de Girard, en avait été repoussée, ce qui avait excité sa haine, l'avait jetée dans les convulsions jansénistes et l'avait déterminée à s'accuser d'infanticide, afin d'envelopper le Père Girard dans l'accusation. L'affaire fut plaidée par devant le parlement du roi, qui acquitta le religieux. Et d'ailleurs, quand il eût été coupable, ce fait isolé, le seul qu'on ait pu attribuer à un ordre si nombreux, serait une preuve de la moralité du corps tout entier.

Un événement étranger, qui se passa dans les Antilles, réagit contre la Compagnie en France et amena sa perte. Les Jésuites, voulant tout faire servir aux intérêts de la religion, avaient, en plusieurs circonstances, tenté des spéculations de trafiquants, ce qui leur avait attiré en 1741 une défense, de la part du Chef de l'Eglise, de s'occuper de négoce proprement dit. Le Père Lavalette, supérieur des Jésuites de la Martinique, voyant les affaires commerciales languir dans ce pays, crut rendre un véritable service en se livrant à une spéculation locale. Dénoncé comme ayant exercé un commerce étranger, il fut appelé à Paris pour rendre compte de sa conduite. Tous les administrateurs de la Martinique prirent sa défense avec tant de chaleur et le réclamèrent avec tant d'instance, que, sur la demande du ministre de la marine, il fut renvoyé dans les Antilles. On lui interdit seulement le commerce extérieur; mais, sur la prière du premier ministre de France, on lui permit de tenter des efforts pour l'amélioration de nos colonies.

Digitized by Google

Le Père Lavalette réalisa à Saint-Domingue l'acquisition de terrains immenses et acheta un très grand nombre de nègres, dont une bonne partie périt par une épidémie. Malgré cela, et quoiqu'il eût été obligé de contracter des dettes, les affaires du P. Lavalette étaient extrêmement prospères; mais il lui fallait un moyen d'écoulement pour ses produits : il chercha à éluder la bulle qui interdisait le commerce aux Jésuites, en s'associant à un Juif auquel il attribuerait le commerce étranger qu'il faisait en réalité. Il eut bientôt des vaisseaux pour commercer avec Marseille, Nantes et les principaux ports de Hollande. Comme ses affaires florissaient, Lavalette trouva à emprunter, à Marseille et à Nantes, des sommes considérables qui devaient être couvertes par des envois de marchandises. Mais, malheureusement, la guerre vint à éclater entre la France et l'Angleterre; les navires marchands de Lavalette furent pris, nos colonies ravagées et saisies, et le religieux, par un de ces coups indépendants de sa volonté, se trouva dans l'impuissance de payer les dettes qu'il avait contractées en France. Il avait en Amérique beaucoup plus qu'il ne devait, car sa seule plantation de Saint-Domingue fut vendue plus de quatre millions par les Anglais, et le Père devait seulement deux millions quatre cent mille francs.

Les négociants français de Nantes et de Marseille, sachant que les Anglais avaient pris et les navires et les terres du Père, résolurent d'attaquer l'Ordre lui-même et de le rendre solidaire pour les actes de l'un de ses membres. Il est certain qu'en droit le corps n'était pas responsable des opérations de Lavalette; mais telle était la haine qu'on portait à la Société, qu'il était probable

Digitized by Google

qu'on ferait fléchir la justice en faveur de ses adversaires. Il était donc plus sage et plus honorable pour le corps des jésuites français, de se charger des dettes du Père Lavalette : on lui donna ce conseil, mais il le repoussa.

Attaqué par devant la justice consulaire de Marseille, l'Ordre fut déclaré solidaire, et conséquemment condamné. Se fondant sur une consultation d'avocats habiles, le corps des Jésuites commit la faute que demandaient tous ses ennemis, celle d'en appeler au parlement de Paris, qui désirait depuis longtemps avoir une occasion de pénétrer dans le fond des affaires des Jésuites et de mettre au grand jour ce qu'il regardait dans leurs *Constitutions* comme contraire aux principes du gouvernement français.

Le Parlement exigea un exemplaire des *Constitutions* de l'Ordre, fit faire un rapport sur sa nature, sur ses conséquences logiques et sur le fruit qu'il avait produit principalement par les livres. Tout fut composé avec l'astuce et la mauvaise foi que Pascal avait mises dans ses *Provinciales*. Le Parlement dénonça, au roi et aux évêques, la Compagnie « comme tendant à rompre tous les liens de la société civile, en autorisant le vol, le mensonge, l'impureté la plus criminelle, et généralement toutes les passions et tous les crimes, par l'enseignement de la compensation occulte, de l'équivoque, des restrictions mentales, du probabilisme et du péché philosophique. » Il rendit trois arrêts, dont le premier frappait leur prétendue doctrine du régicide, le second ordonnait la destruction de ceux de leurs livres qui contenaient cette doctrine, et le troisième leur interdisait l'enseignement.

Digitized by Google

Le Parlement annonça qu'il allait examiner si l'Ordre, en lui-même, n'était pas contraire aux lois fondamentales du royaume, à la saine morale et au bon ordre, pour en prononcer la dissolution.

Le roi intervint alors et suspendit pour un an l'examen de cette cause : il consulta le corps épiscopal, qui se prononça chaleureusement pour les Jésuites ; et, afin d'ôter aux magistrats tout prétexte de suivre leurs passions contre un Ordre illustre, il demanda au Père Ricci, général de la Compagnie, de modifier les statuts et d'en retrancher tout ce qui choquait le plus notre magistrature. Mais le fidèle défenseur de l'Ordre de saint Ignace répondit : *Sint ut sunt, aut non sint* (Qu'ils soient ce qu'ils sont, ou qu'ils cessent d'être).

Cependant les parlements de province suivaient celui de Paris et se montraient en plusieurs lieux plus violents encore que celui-ci. Le fameux Lachalotais, procureur-général du parlement de Rennes, fit devant ce corps un compte-rendu des *Constitutions* des Jésuites, et par des phrases détachées, des inductions artificieusement calculées, il conclut « qu'en dernière analyse le régime des Jé» suites réduisait l'enthousiasme et le fanatisme en prin» cipe. » Et comme on pouvait lui dire qu'il était étrange qu'avec une pareille constitution l'Ordre fût si pur, qu'on ne pût lui reprocher d'actes d'immoralité, il répondait que les Jésuites étaient inconséquents avec leurs principes, « en paraissant démentir par une conduite régu» lière les principes immoraux dont ils étaient accusés. » Enfin, le 6 août 1762, après seize heures de délibération, le parlement de Paris ordonna la dissolution de la Société des Jésuites et la fermeture de leurs établisse-

Digitized by Google

ments dans tout son ressort. Il fut imité par tous les parlements du royaume, à l'exception des cours souveraines de Franche-Comté, d'Alsace, de Flandre, d'Artois et de Lorraine. Tous les biens des Jésuites furent confisqués; dans beaucoup de localités leurs meubles, les ornements de leurs églises furent pillés. C'était là une ample pâture jetée à leurs persécuteurs, qui s'enrichissaient ainsi aux dépens de ces fervents religieux. Afin de montrer une sorte de justice, les parlements consentirent à assurer une pension ou une retraite aux Jésuites qui se décidaient à signer un acte de renonciation à leur Ordre. Chose inattendue, qui prouve en faveur de la fidélité des Jésuites à l'esprit religieux : sur quatre mille, cinq seulement consentirent à accepter la nouvelle position qui leur était faite. Les autres, dispersés sur le sol de la France, se livrèrent isolément, quoique toujours liés par le lien de l'obéissance, à un ministère très actif. Le gouvernement ayant, en 1764, sanctionné par une apparence de loi les arrêts des parlements, les Jésuites exilés alors quittèrent le royaume et furent reçus en Prusse et en Russie.

Au moyen âge, la situation eût permis aux Papes de répondre à un pareil acte par une sentence d'interdit. Clément XIII adressa de douces réclamations qui, loin d'être écoutées, donnèrent l'espoir aux ennemis des Jésuites d'arriver à leur destruction canonique. Ce fut bientôt un anathème général contre eux; le Portugal les avait chassés avant la France; en 1767, l'Espagne les fit transporter hors de son territoire; les princes d'Italie de la maison de Bourbon firent de même. Joseph II, gagné par l'espérance d'avoir tout ce que possédaient les

Digitized by Google

Jésuites sur les terres de la maison d'Autriche, se chargea de gagner sa mère, Marie-Thérèse.

A la mort de Clément XIII, les cours agirent si activement près du Sacré-Collége, qu'il se trouva divisé en deux partis presque égaux, dont l'un était partisan très décidé des Jésuites, et l'autre se montrait disposé à les sacrifier. Entre ces deux partis, on voyait flotter un cardinal qui avait reçu le chapeau grâce à la bonne intervention du Père Ricci, général des Jésuites; on le nomma, les uns espérant qu'il aurait la faiblesse de sacrifier ses convictions personnelles aux instances des princes temporels; les autres se faisaient la douce illusion qu'il aurait la fermeté de défendre un Ordre qu'il aimait et vénérait.

Tous les membres de la famille de Bourbon, surtout le roi d'Espagne, firent entendre de si vives réclamations, que Clément XIV s'en trouva comme assourdi. Le cardinal de Bernis, notre ambassadeur à Rome, qui, lui aussi, dans le fond aimait les Jésuites, présentait assez mollement les demandes de la France. Enfin, dans la crainte d'un plus grand mal, Clément XIV, la conscience tourmentée par les scrupules, prononça la suppression de la Société de Jésus par le célèbre bref *Dominus ac Redemptor noster*. « Ce bref, dit le protestant Schœll, ne » condamne ni la doctrine, ni les mœurs, ni la disci- » pline des Jésuites. Les plaintes des cours sont les seuls » motifs de suppression qui soient allégués, et le Pape » justifie cette mesure par des exemples précédents d'or- » dres supprimés pour se conformer aux exigences de » l'opinion publique. »

Le roi de Prusse, à qui d'Alembert avait écrit pour

Digitized by Google

l'engager à chasser les Jésuites de ses Etats, après avoir établi qu'ils étaient les plus capables de bien instruire et de bien former la jeunesse, et qu'il serait très difficile de les remplacer pour l'éducation, ajoutait : « C'est cet » objet précieux qui me les rend nécessaires, puisque de » tout le clergé catholique du pays, il n'y a qu'eux qui » s'appliquent aux lettres. Ainsi n'aura pas de moi un » jésuite qui voudra, étant intéressé à les conserver. »

Quoique les Jésuites eussent fait des fautes, que leur zèle excessif les ait quelquefois engagés à embrasser les œuvres les plus diverses, cependant tous les catholiques sincères, sans exception, déplorèrent leur chute comme un grand malheur pour le Chef de l'Eglise, qui brisait sa garde avancée; pour la civilisation et la conversion des infidèles, qui avaient trouvé en eux de charitables prédicateurs de l'Evangile; pour la jeunesse, dont ils avaient été les maîtres les plus expérimentés; pour les sciences et les lettres, qui s'étaient déjà affaiblies, mais dont le mouvement de décadence fut précipité; enfin pour la société tout entière, qui n'avait plus de frein pour arrêter le char de la révolution, dont on prévoyait la marche effrayante.

La suppression des Jésuites ayant causé une grande perte aux missions étrangères, nous devons dire un mot de ce point d'histoire en ce qui concerne la France.

L'une des grandes causes d'expansion et du progrès de la civilisation dans les régions lointaines, c'est assurément le zèle et le dévoûment de ces missionnaires qui portent dans les contrées les plus sauvages les lumières de l'Evangile. L'esprit irréfléchi et inattentif, quand il apprend que de nouveaux apôtres ont quitté le rivage de

Digitized by Google

la France pour aller dans les forêts de l'Amérique, ou au sein des peuplades féroces de l'Afrique, pour franchir les barrières de la Chine, de la Cochinchine, du Tonquin, du Japon, pour se fixer au milieu des sauvages habitants de l'Océanie, ne voit là qu'un acte chrétien; mais il n'y voit rien pour son pays, pour cette France qu'il aime profondément. Cependant rien de plus beau, de plus noble, de plus grand, de plus utile même pour un pays, que les missionnaires qu'il envoie dans les régions barbares.

Sans doute le premier mobile du missionnaire c'est de convertir les hommes à la foi, d'arracher à l'enfer la multitude des victimes qu'il engloutit, d'ouvrir l'entrée du ciel à des créatures plongées malheureusement dans les ténèbres les plus épaisses, les erreurs les plus grossières; c'est là le but que se proposent les missionnaires, et la plupart d'entre eux n'en cherchent pas d'autre. Mais, à côté de ce but, il y a un résultat très réel qui ressort de la doctrine que le missionnaire enseigne et qui profite au pays d'où il vient. Bien que très secondaire pour le missionnaire, cette double influence a une immense action sur la société, sur la politique, sur la civilisation, sur la patrie; action qu'il est bon d'indiquer, et que les plus puissantes intelligences ont saisie.

Il est certain d'abord que la doctrine catholique est essentiellement civilisatrice et amie du progrès. Voyez le missionnaire au milieu d'un peuple sauvage : il y est manœuvre, mécanicien, agriculteur, architecte, maître d'école, mathématicien, astronome, médecin, et c'est ainsi qu'il forme les peuples les plus barbares au travail, à l'industrie, au commerce, aux arts et métiers, aux

Digitized by Google

sciences; c'est ainsi qu'il leur apprend le grand art de s'agglomérer, de former des sociétés et des gouvernements. Toutes ces choses, qui paraissent au premier abord étrangères à la doctrine catholique, en sont cependant une conséquence, parce que cette doctrine veut l'amélioration de l'homme, elle veut que le fidèle remplisse ses devoirs à l'égard de la société, de ses semblables, de soi-même, comme à l'égard de Dieu. Aussi tout missionnaire est essentiellement un homme de progrès, un pionnier de la plus haute civilisation.

Le missionnaire, quand il quitte son pays, n'abdique pas pour cela sa patrie, il ne perd pas le titre de citoyen. Quand le missionnaire français est dans les Echelles du Levant, aux Indes, en Chine, en Amérique, dans les îles de l'Océanie, il est toujours Français, il tient à son pays, c'est un représentant de la nationalité. Quelles sont les conséquences, pour la France, de l'origine du missionnaire, de sa qualité de Français qu'il conserve? Ces conséquences sont très grandes.

D'abord la civilisation qu'il porte dans les régions lointaines, c'est la civilisation française, ce sont les habitudes de la France et aussi le langage français; il apprend à connaître la France, à redouter sa puissance, à aimer son caractère et son dévoûment, à cultiver son commerce, son industrie; il établit nécessairement des relations entre son pays et sa nouvelle patrie. Dès-lors qu'il est toujours Français, il conserve des devoirs à l'égard de sa patrie d'origine; il l'aime, il la préconise, il essaie de faire d'un pays sauvage une autre France.

De son côté, la France a ses devoirs à remplir à l'égard d'un sujet qui, en s'éloignant de son sein par le plus

Digitized by Google

admirable dévoûment religieux, la sert aussi bien et quelquefois mieux que ses ambassadeurs et ses consuls. La France doit à ses missionnaires aide, protection, appui moral et matériel.

Quand la France chrétienne a donné un concours franc, loyal à ses missionnaires, il en est résulté d'immenses avantages pour notre pays. Nous ne remonterons pas à Charlemagne; chacun sait tout ce que ce grand empereur fit par ses missionnaires : c'est par eux qu'il civilisa les Saxons indomptables; nous avons dit aussi la grande influence que les croisades, véritables missions armées, donnèrent à la France sur l'Orient. Depuis cette époque jusqu'aujourd'hui, les chrétientés des Echelles du Levant ont toujours reconnu le protectorat de la France, et grâce à nos missionnaires à Constantinople et le long des côtes de la Turquie d'Europe, le souverain de la France est aussi connu et aussi respecté dans ces contrées que le Grand Seigneur; nos sœurs de charité, aussi bien que les lazaristes, y font aimer et bénir notre pays.

Les missions lointaines datent surtout de la découverte du Nouveau-Monde par Christophe Colomb et de l'époque où le cap de Bonne-Espérance a été doublé par les Portugais. Les missionnaires se livrèrent à la recherche des nations sauvages et vagabondes, pour les convertir à Jésus-Christ et pour les civiliser.

Les premiers missionnaires, qui appartiennent à toutes les nations chrétiennes, n'ayant pas de direction spéciale, n'ayant souvent d'autre guide que leur dévoûment, manquèrent d'ensemble dans leur prédication, et beaucoup n'eurent d'autre succès que de subir le martyre. Pour régulariser les missions étrangères, les encourager et les

Digitized by Google

diriger, Grégoire XV fonda, en 1622, le fameux *collége de la Propagande*, qui devint le séminaire des missions étrangères du monde entier. On y enseigne toutes les langues, et le deuxième dimanche après la Pentecôte on y voit renouveler le miracle dont Jérusalem fut témoin le jour où les Apôtres sortirent du cénacle; c'est-à-dire qu'il y a des élèves pour parler toutes les langues connues au monde.

La France, cette terre classique du zèle, voulut avoir aussi son collége de la Propagande. Le Père Bernard de Sainte-Thérèse, carme déchaussé et évêque de Babylone, fonda à Paris, avec le concours de personnes charitables, le séminaire des Missions étrangères (1663). Depuis cette époque, les principaux missionnaires français furent ou des jésuites, ou des prêtres formés au séminaire des Missions étrangères.

Les Jésuites, que leurs admirables *Constitutions* devaient faire arriver à un si haut degré de puissance, comptaient au nombre de leurs principaux devoirs les missions étrangères. La Société de Jésus n'envoya dans les régions lointaines que les sujets qu'elle jugea propres à une si noble fonction; elle voulut qu'ils joignissent, à des vertus capitales, une vaste et solide instruction, la connaissance de la langue du pays, la science du monde et des affaires.

Les missionnaires de la Compagnie de Jésus se mirent partout à la portée des peuples païens qu'ils avaient à évangéliser. En Amérique, l'intelligence des Indiens était si bornée, qu'on se demanda si c'étaient réellement des hommes, s'ils avaient une âme; il fallut que Paul III le déclarât formellement. Les Jésuites se contentèrent de

Digitized by Google

donner les premières notions chrétiennes à ces sauvages et finirent par en faire des hommes. Chacun connaît les prodiges qu'ils opérèrent au Paraguay, qui devint, par sa forme gouvernementale et ses institutions patriarcales, un vrai paradis terrestre.

L'un des plus grands théâtres où les missionnaires jésuites eurent un immense succès, fut la Chine; et ici ce sont surtout les Jésuites français qui interviennent. Au commencement de XVII^e^ siècle, les Jésuites pénètrent à la cour de Chine, trouvent un peuple fier de sa civilisation et de sa science. Ils comprennent qu'on ne doit point se conduire avec eux comme avec des populations sauvages; c'est par la science qu'ils veulent éblouir ce peuple, stationnaire depuis des siècles, incapable de calculer les éclipses et de faire un bon almanach. Les démonstrations mathématiques, leurs observations sur les éclipses, l'annonce qu'ils en font, les observatoires qu'ils élèvent, tout cela donne aux Jésuites une autorité immense. Bientôt ils deviennent les conseillers de la couronne, sont les intermédiaires de la paix entre la Russie et la Chine. Louis XIV, qui recevait de magnifiques ambassades des peuples de l'Orient, envoya six jésuites, fort habiles mathématiciens, qui obtinrent la publication légale de la religion chrétienne dans tout l'Empire.

Des missionnaires d'autres ordres religieux et des Missions étrangères allèrent aussi en Chine pour prendre part au travail de l'abondante moisson. Malheureusement, ils ne s'entendaient pas avec les Jésuites et crurent trouver en eux ces principes de relâchement extrême dont les *Provinciales* de Pascal les accusaient. Ici il ne s'agissait pas de la morale, mais du dogme. En arrivant en Chine,

Digitized by Google

les Jésuites, voyant un culte, des habitudes traditionnelles impossibles à déraciner, se demandèrent s'il ne leur serait pas possible de conserver de ce culte ce qui serait compatible avec les maximes chrétiennes, et de le sanctifier en consacrant au vrai Dieu ce que l'on donnait auparavant aux idoles. C'est ainsi qu'ils transformèrent le culte des ancêtres en la fête chrétienne des Morts, et qu'ils consentirent à donner au vrai Dieu le nom dont les Chinois se servaient pour désigner l'Etre suprême, ou plutôt le ciel. Les missionnaires qui n'étaient point jésuites accusèrent ceux-ci de paganiser le christianisme en Chine. Ces dissensions, étrangères d'abord aux Chinois, furent enfin connues d'eux, et ils commencèrent à se demander si une religion, source de trouble, valait mieux que la leur. Le légat du pape Clément XI, envoyé pour examiner les coutumes chinoises admises par les Jésuites, les condamna, et malgré les efforts de l'empereur pour lui prouver que l'expression dont on se servait en Chine pour la divinité, ne désignait pas le ciel matériel, mais l'Etre suprême, le vrai Dieu, Clément XI condamna, en 1707, les usages suivis jusqu'alors en Chine, et en 1715, par sa bulle *Ex illa die*, il enjoignit expressément de ne plus mêler les pratiques chinoises aux rites chrétiens, défense que renouvela Benoît XIV avec une nouvelle sévérité. Il en résulta une persécution générale, à laquelle cependant un grand nombre de fidèles parvinrent à échapper.

Après la destruction de l'ordre des Jésuites, le principal fardeau des missions incomba au séminaire des Missions étrangères de Paris. Il continua son œuvre jusqu'à sa suppression par la Révolution. Nous ne pouvons

Digitized by Google

suivre tous les missionnaires, qui opérèrent partout les plus grands prodiges de conversion. Napoléon Ier comprit si bien la haute portée chrétienne, politique et sociale du séminaire des Missions étrangères, qu'il voulut le rétablir et protéger partout nos missionnaires chez les nations infidèles. Nous dirons plus tard tout ce que la France a fait d'admirable au XIXe siècle en faveur de la propagation de la foi.

Dans l'intérieur du royaume, au moment de la suppression des Jésuites, qui nous a fourni l'occasion de parler des missions étrangères, on remarquait aussi un mouvement fébrile dont l'auteur fut l'un des plus ardents antagonistes des Jésuites. Lachalotais, trouvé coupable, payait alors la peine d'une sorte de rébellion. Ennemi de toute autorité légitime, Lachalotais, qui avait pris une part si active dans l'expulsion des Jésuites, était l'un de ces magistrats élevés à l'école philosophique et liés avec les principaux d'entre eux. Parvenu par son talent distingué à la haute charge de procureur-général au parlement de Bretagne, il usa de son pouvoir pour chasser les disciples de saint Ignace de sa province. S'il se fût simplement borné à persécuter ces saints religieux, qu'on poursuivait à cause de leurs vertus, on n'eût élevé aucune plainte contre lui; mais son esprit d'indépendance monta beaucoup plus haut et voulut atteindre le pouvoir royal lui-même. Car il est bon d'observer que les philosophes n'attaquaient pas seulement la religion, mais encore les rois, qu'ils représentaient comme les plus grands ennemis des peuples, après les prêtres cependant. Louis XV, dont les besoins croissaient sans cesse, parce que des entreprises téméraires et des pro-

Digitized by Google

digalités coupables épuisaient le trésor et obligeaient à recourir à des emprunts, se vit forcé d'établir de nouveaux impôts et de les étendre sur toutes les provinces du royaume.

Le parlement de Bretagne, qui se prétendait le gardien des intérêts et des priviléges de sa province, comme celui de Paris se constituait le défenseur des intérêts de toute la France, allégua que l'édit était une violation flagrante des priviléges de la Bretagne et refusa de l'enregistrer. Parmi les membres les plus actifs de l'opposition se distinguait Lachalotais, qui osa même prendre à partie le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province. Le Parlement se divisa; mais, grâce aux efforts du procureur-général, il demeura tellement hostile au pouvoir, que, pour animer le peuple, plusieurs membres donnèrent leur démission. Pour briser une opposition qui devenait alarmante et destructive du pouvoir souverain, le gouvernement donna au duc d'Aiguillon l'ordre de traiter militairement la province et de saisir Lachalotais, son fils et trois autres conseillers. Lachalotais, sur qui tombait non-seulement l'accusation d'avoir poussé le parlement de Bretagne à la désobéissance, mais encore d'avoir écrit un mémoire injurieux contre le ministre, comte de Saint-Florentin, et même d'avoir semé des pamphlets contre le roi, fut jeté dans une prison de Saint-Malo et traité avec beaucoup de rigueur.

Quoique détenu au secret le plus rigoureux, Lachalotais, dont l'esprit actif était ingénieux à se procurer les choses nécessaires, fit de l'encre avec de l'eau, de la suie et du sucre, et écrivit, sur les enveloppes du sucre qu'on lui envoyait, des mémoires d'une verve étrange,

Digitized by Google

d'une force effrayante, mémoires qui se répandaient dans le pays sans qu'on pût savoir où et comment ils avaient été écrits. Ils produisaient un effet qui ne doit point surprendre, quand on entend Voltaire s'exprimer ainsi sur ces écrits : « Malheur à toute âme sensible qui » n'éprouve pas le frémissement de la fièvre en lisant » les mémoires de l'infortuné Lachalotais! son cure- » dents grave pour l'immortalité. »

Les Etats de Bretagne, excités par ces mémoires, animés encore par la démission en masse du Parlement, éclatèrent en plaintes unanimes, et adressèrent de vives remontrances au parlement de Paris, qui intervint auprès du gouvernement; il obtint du roi que toute la procédure serait cassée, et que Lachalotais serait seulement envoyé en exil. Telle fut l'issue d'une affaire qui avait causé beaucoup de bruit et que l'on fit retomber sur les Jésuites; car, alors comme aujourd'hui, ils étaient le bouc émissaire que l'on chargeait de tout, même de l'inclémence des saisons.

La haine des partis, qui s'était montrée dans ce procès, semblait devoir grandir; mais la mort vint bientôt enlever l'un des principaux appuis du ministère.

Mme de Pompadour, qui avait été le soutien le plus ferme du duc de Choiseul et exerçait une souveraineté absolue, se mourait alors. Observons que sa souveraineté n'était pas toujours entière : le roi reprenait quelquefois sa volonté et contrariait sa maîtresse; mais l'habile favorite savait manœuvrer avec tant d'art, qu'elle regagnait en quelques jours le terrain qu'elle avait perdu. Lorsque la tentative de Damien avait averti le roi de l'impression scandaleuse que sa vie produisait sur toutes les classes

Digitized by Google

de la société, il résolut de prendre une nouvelle règle de conduite et de se séparer de toutes ces femmes qui l'avaient perdu. De Machault et d'Argenson ayant aidé à la disgrâce momentanée de la favorite, elle s'en vengea en les faisant destituer; mais bientôt la maladie vint lui faire perdre cette fraîcheur de beauté qui avait si vivement impressionné le licencieux monarque; il s'éloigna d'elle et lui conserva toujours le nom d'*amie*, pour lui montrer son éloignement. Les courtisans s'aperçurent bien vite de cette séparation du maître, et en profitèrent pour faire pleuvoir sur celle qu'ils avaient adorée ces traits de mordante satire qui lui percèrent le cœur et avancèrent sa mort. Se sentant mourir, elle se fit transporter au palais de Versailles, afin de rendre le dernier soupir dans la demeure même des rois, d'où son cadavre fut transporté sans pompe à Paris. Ce qui doit bien instruire sur les protestations d'amour et de profond attachement des grands à l'égard des petits, des amants à l'égard de leurs maîtresses, c'est que Louis XV se mit à la fenêtre pour la voir passer, sans en éprouver la moindre émotion. On rapporte même que, comme il pleuvait le jour de ses funérailles, il prononça ces paroles cyniques : « M^me^ la » marquise aura un mauvais temps pour son voyage. »

Les gens de lettres et les artistes, qui en avaient reçu de grandes récompenses, la louèrent avec emphase; les gens d'épée et surtout la noblesse, qu'elle avait froissés, la blâmèrent vivement. La nation entière la poursuivit de sa haine, non-seulement parce qu'elle avait couvert la patrie de ruines et qu'elle avait fait augmenter les impôts, mais encore parce qu'elle avait dégradé la royauté. Quand cette femme ne se sentit plus assez de vivacité

Digitized by Google

pour réveiller les sens abrutis du roi, elle recourut à un moyen infâme, à ce Parc-aux-Cerfs dont nous avons parlé, ce qui est à nos yeux le dernier degré d'avilissement où un monarque puisse descendre.

Le Dauphin, qui suivit de près cette femme dans la tombe, mourut à l'âge de trente-six ans. On recueillit comme marque d'une sensibilité dont Louis XV ne donnait guère de preuves, une exclamation que ce monarque laissa échapper lorsqu'on annonça pour la première fois le jeune dauphin, depuis Louis XVI : « Pauvre France! » un roi âgé de cinquante-cinq ans et un dauphin de » onze! » Il avait rendu à son fils les soins les plus assidus pendant sa maladie, sans paraître péniblement affecté. Selon l'usage, le roi s'enferma par bienséance. « Cepen- » dant le duc de Choiseul lui ayant écrit pour lui deman- » der à le voir, il le lui avait permis, et, s'exprimant avec » franchise, il lui avait avoué que la perte de son fils » affectait peu son cœur; qu'il le regrettait cependant » beaucoup par la peur qu'en avaient les parlements, qui » désormais, n'ayant plus de frein, ne pourraient plus » être contenus. » Si la magistrature redoutait en lui le » soutien des Jésuites et de la véritable religion, les sages » regrettèrent la perte d'un prince qui eût rétabli l'or- » dre, l'économie et les bonnes mœurs (1). »

Les morts se succédaient dans la famille royale. Stanislas, roi de Pologne, duc de Lorraine, mourut le 23 février 1766. La province qu'il gouverna depuis 1736 jusqu'à sa mort lui a voué une éternelle reconnaissance pour tous ses actes de bienfaisance, les sages institutions

(1) Besenval, tom. I, pag. 365.

Digitized by Google

dont il dota la Lorraine, et les exemples de vertu qu'il ne cessa de donner pendant sa vie. Quoiqu'il ait eu une vertu pleine de tolérance, qu'en plus d'une occasion il eût montré de la faiblesse pour les philosophes, il prévit cependant quelles seraient les conséquences des doctrines pernicieuses qui ne cessaient d'affliger la société. « Il est certain, dit Stanislas, que l'édifice de notre ré» publique s'affaisse, et rien ne sera peut-être compa» rable un jour à ses malheurs. Je ne pense qu'avec » crainte à tout ce qui nous environne. » Chacun avait ces idées dans l'esprit, et personne ne savait conjurer le mal qui s'avançait menaçant.

Une perte plus grande suivit celle-ci. La Dauphine, princesse pleine de grâces et de vertus, qui avait su, par sa tendresse et ses belles qualités religieuses, rendre au roi des habitudes plus morales et plus sérieuses, était elle-même enlevée, dans un moment où sa vie était si nécessaire aux enfants qu'elle laissait au monde. Elle ne connut pas, du moins sur cette terre, les grandes infortunes qui leur étaient réservées.

La reine Marie Leczinska la suivit peu de jours après. Nous avons déjà fait connaître cette princesse vertueuse, qui jamais ne contrista le cœur de son mari. Après avoir vainement essayé d'employer son influence pour ramener un roi libertin, après avoir aussi hasardé quelques conseils sur le gouvernement, elle dut s'abstenir; mais toute sa vie ne fut qu'une suite de bonnes œuvres et d'actions saintes. Il semblait que la Providence, après avoir environné le roi de tout ce qu'il y avait de plus vertueux, voulût l'abandonner à la corruption de son cœur. Jamais, en effet, plus de vertus ne se montrèrent

Digitized by Google

dans une famille. La reine et ses filles étaient des anges, le Dauphin et son épouse pouvaient servir de modèles. Il faut que la corruption soit quelque chose de bien monstrueux pour pouvoir résister à tant d'exemples. On ne doit point, du reste, s'étonner de la persistance du roi dans la plus détestable voie; il était arrivé au fond de cet abîme d'où l'on ne sort presque jamais, parce que le mépris de Dieu et des choses saintes y réside.

Louis XV, qui avait à peine donné quelques marques de sensibilité à la mort de son fils, de sa belle-fille et de son beau-père; qui avait regardé d'une manière cynique le convoi funèbre de sa maîtresse, soit qu'il fût moins préparé à cette mort, soit qu'elle lui fît sentir ses graves torts à l'égard de la reine, montra une extrême sensibilité quand Marie Leczinska mourut. Il entra dans la chambre de cette vertueuse épouse, embrassa ses restes inanimés; il pleura plusieurs jours et chercha quelques consolations dans le sein de ses filles. Ce fut sa dernière preuve de sensibilité. Pour le distraire, on rouvrit le Parc-aux-Cerfs, afin de réveiller les sens d'un sexagénaire épuisé plus par la débauche que par les ans. Une autre passion le dévorait encore, celle de l'avarice. Tandis que la nation succombait sous le faix des impôts, il recourut aux moyens les plus sordides pour grossir ses honteuses épargnes. Désormais il vécut étranger à son peuple et à sa famille; ce n'est plus lui qu'il faut interroger pour connaître les destinées d'une grande nation, ce sont ses ministres, qui malheureusement avaient sucé dans les principes du temps des idées bien peu propres à faire le bonheur de la nation.

Le dernier traité de paix, si honteux pour la France, pesait comme un cauchemar sur la conscience du duc

Digitized by Google

de Choiseul; il voulait laver l'affront fait à sa patrie. Pour cela, il fallait la rendre forte sur terre et sur mer. Cet homme d'Etat brillant, fécond, hardi, prompt à exécuter, plaisait à Louis XV, parce qu'il ne reculait devant aucune difficulté et qu'il tranchait celles qu'il ne pouvait résoudre, sans trop s'inquiéter quelles seraient les conséquences de ses actes; car il avait l'habitude de ne montrer que le côté facile, masquant à dessein les difficultés et les résultats définitifs, devant lesquels le monarque aurait reculé. On s'était persuadé que la mort de M^me^ de Pompadour, sa protectrice, serait le signal de sa disgrâce; il parut au contraire s'affermir, et eut du moins la réputation de se soutenir par lui-même et de ne devoir à aucun autre la faveur du monarque. Son ministère le recommandait aux philosophes, auxquels il avait donné satisfaction par le renvoi des Jésuites, ces sentinelles avancées de la religion. Il avait plu aussi aux amis de la dynastie et de la grandeur de la France par le *pacte de famille*, qu'on proclamait le plus grand acte politique de la royauté depuis les beaux temps de Louis XIV.

Non content de donner ainsi un certain éclat à son ministère, il voulut encore entreprendre des réformes utiles, et profiter de celles que Frédéric II avait introduites dans ses troupes, pour améliorer la situation de notre armée. Sachant que la nation souffrait beaucoup de la perte de notre influence au dehors et de la destruction de notre marine, il travailla à faire fleurir nos possessions des Antilles et s'appliqua si fortement à faire sortir notre marine de ses ruines, qu'en quelques années nous comptâmes plus de soixante vaisseaux de haut bord et cinquante frégates ou corvettes.

Choiseul, ne voulant pas faire connaître ses desseins

Digitized by Google

au roi, qui avait reçu de trop fâcheuses leçons dans la guerre, travaillait cependant à indisposer contre l'Angleterre toutes les nations secondaires. L'Espagne lui était entièrement dévouée; pour se la rattacher encore davantage, il lui céda la Louisiane. Il soutenait tous les petits princes de l'Italie. Les ducs de Parme avaient de tout temps reconnu le Saint-Siége comme suzerain, et ce droit était consacré par le droit public (1). C'était aux yeux du duc régnant un humiliant vasselage, dont il résolut de s'affranchir en se déclarant indépendant. Le Pape frappa d'excommunication ce prince de la famille des Bourbons. Louis XV, dont le gouvernement voulait aussi bien commander au Chef de l'Eglise qu'aux puissances temporelles, intervint en faveur de son parent, et, n'ayant pu obtenir ce qu'il désirait, se détermina à se venger par un acte odieux. En 1682, pendant ses démêlés avec la cour de Rome, Louis XIV avait fait prononcer la saisie du comtat d'Avignon, arrêt qu'il n'avait osé exécuter. Louis XV se souvint de cet arrêt et voulut s'en servir pour se rendre maître du comtat Venaissin. Le 11 juin 1768, sans aucun avertissement préalable, le comte de Rochechouard se présenta aux portes d'Avignon et dit au vice-légat qui tenait la ville au nom du Chef de l'Eglise : « Monsieur, le roi m'ordonne de remettre Avi-» gnon en sa main, et vous êtes prié de vous retirer. » Le peuple avignonais, toujours ami de la nouveauté, célébra cette prise de possession par des feux de joie; et depuis ce moment on vit sur les actes publics : « Régnant » prince Louis, par la grâce de Dieu XV^e^ du nom, roi

(1) Sismondi, liv. XXIX.

Digitized by Google

» de France et de Navarre, comte de Provence, de la » ville d'Avignon et du comtat Venaissin. » Les Papes, cependant, rentrèrent en possession de la ville et du comtat d'Avignon, mais ce ne fut qu'après le retrait de l'acte d'excommunication contre le duc de Parme et la suppression de l'ordre des Jésuites.

§ VI. *Ministère Aiguillon. — Parlement Maupeou. — Mort de Louis XV (1770-1774).*

Choiseul, cependant, se faisait une multitude d'ennemis par sa hauteur. Il est probable que leurs efforts eussent été impuissants sans la coopération d'une femme, de la trop fameuse Du Barry, nouvelle maîtresse du roi. On déplore les passions honteuses des souverains, parce qu'elles sont toujours un exemple funeste pour les peuples et une source de ruine pour l'Etat; mais, quelque dignes de blâme que soient les désordres des rois, lors même qu'ils sont cachés ou qu'ils ont un certain vernis de décence, ils prennent un caractère tout-à-fait repoussant quand ils ont pour objet des êtres vils et accablés du mépris public. Telle était la nouvelle maîtresse du roi Louis XV. La fameuse comtesse Du Barry, née à Vaucouleurs, du commerce d'un moine et d'une couturière qui consentit ensuite à épouser un commis aux barrières, à condition qu'il donnerait son nom à sa fille, fut, toute jeune encore, placée dans une maison de débauche, sous le nom de M^lle^ Lange. Le comte Jean Du Barry, l'un des hommes les plus vils de cette époque déplorable, ayant trouvé dans cette fille une beauté extrêmement rare et une vivacité de passion peu commune,

Digitized by Google

la tira de ce lieu pour la placer dans une maison qu'on nommait plus honnête, parce qu'elle servait aux passions de personnages plus élevés. Ce fut là qu'elle fut livrée aux plus libertins de ce siècle. Après l'avoir fait passer dans la couche du duc de Richelieu et dans celle de ses amis, Du Barry se détermina à la faire offrir au roi. Il la présenta à Lebel, qui avait à la cour l'infâme charge de pourvoyeur de filles pour le monarque corrompu. Dès la première vue, Louis XV fut tellement épris des charmes de la Du Barry, qu'il ne cessa de subir son joug jusqu'à sa mort.

Ni la honte d'avoir une fille publique pour maîtresse, ni le mépris de toutes les cours de l'Europe, ne purent détourner le roi de cette passion avilissante. Cette femme ayant besoin d'un titre pour paraître à la cour, le comte Du Barry, frère du *roué*, consentit à la prendre pour sa femme et à couvrir de son nom les amours du souverain, qui lui payait ses lâches complaisances par des monceaux d'or.

La fille Lange, devenue comtesse Du Barry, fut reçue à la cour comme les plus nobles dames, et se vit bientôt environnée et adorée de tout ce qu'il y avait de plus grand. Soit que le ministre dirigeant n'eût pas toute la complaisance qu'elle demandait, soit qu'elle voulût faire obtenir à l'un de ses amants la place de premier ministre, la comtesse Du Barry obtint le renvoi du duc de Choiseul et fit appeler à sa place le duc d'Aiguillon, son adorateur, avec lequel elle gouverna le pays. Nous ferons connaître les circonstances de ce changement de ministère. Le chancelier Maupeou appelait la Du Barry *ma cousine* et lui présentait à genoux ses pantoufles; l'abbé Terray

Digitized by Google

mettait à ses pieds les trésors de l'Etat. La cour prit alors un ton de licence grossière qu'on oserait à peine comparer à celle des mauvais lieux. C'était par ce ton et ces manières que la Du Barry réveillait les sens émoussés du monarque voluptueux. D'ailleurs, jamais asservissement ne fut comparable à celui de Louis XV sous cette femme, qui l'insultait grossièrement sans qu'il osât s'en plaindre.

Un jour que Louis considérait, en présence de sa maîtresse, un tableau de Charles Ier en fuite, elle lui dit : « Eh » bien, la France (c'est ainsi qu'elle appelait Louis XV), » si tu laisses faire ton Parlement, il te fera couper la » tête, comme le parlement d'Angleterre l'a fait couper » à Charles Ier. » Le roi répondit : « Moi, je m'en tirerai; » mais, quant à mon successeur, il fera comme il pour- » ra. » Le duc d'Orléans lui demanda d'obtenir pour lui la permission d'épouser la Montesson : « Epouse tou- » jours, gros père, lui dit-elle en lui frappant sur le » ventre, après cela on verra. »

Le duc de Choiseul et la duchesse de Grammont repoussaient cette femme comme une ignominie, faisaient des chansons, des libelles sur sa vie antérieure, et on se les passait de main en main : elle résolut de se venger. Quatre personnages qui voulaient la ruine du ministre dirigeant, s'unirent à elle pour l'attaquer avec violence. Ces quatre personnages ont joué un rôle assez important pour que nous les fassions connaître.

Richelieu, qui devait fournir une si longue et en même temps si triste carrière, avait reçu de la nature les dispositions les plus heureuses. On sait en quels termes Mme de Maintenon rendit compte à son père des débuts

Digitized by Google

de ce jeune homme à la cour : « Il plaît au roi et à toute » la cour; il fait bien tout ce qu'il fait; il danse très » bien, il joue honnêtement; il est à cheval à merveille; » il est poli et n'est pas timide ; il n'est point hardi, mais » il est respectueux ; enfin, rien ne lui manque. »

Ces qualités brillantes le firent tant louer par les femmes, que la tête tourna à cet enfant, qu'on fut obligé de mettre en prison à l'âge de quinze ans, pour cause de séduction et de galanterie. Afin de le ramener à de meilleurs sentiments, on plaça à côté de lui un digne ecclésiastique, chargé d'achever son instruction et de lui inspirer de meilleures mœurs ; mais telle était la légèreté de l'élève, que le maître ne put pas plus faire entrer l'amour des lettres dans son esprit que celui des bonnes mœurs dans son cœur ; car il ne put lui apprendre l'orthographe pendant les quatorze mois que dura sa captivité.

En sortant de la Bastille, il se rendit à l'armée et fit ses premières armes à Denain, sous les ordres de Villars. Il s'y montra plein d'intrépidité et d'intelligence, ce qui détermina le grand capitaine à le choisir pour son aide-de-camp. Richelieu, pendant toute cette campagne, joua un rôle très-brillant. Envoyé pour rendre compte à la cour de ce qui s'était fait durant cette campagne mémorable, il y mit tant de grâce, il sut si bien présenter les événements, que Louis XIV, frappé de la manière dont il s'était exprimé, lui prédit un magnifique avenir. Pour réaliser cette prédiction, il eût fallu au duc de Richelieu un mentor capable de le dominer, ou des circonstances assez graves pour dompter son âme légère.

De la royauté si noble et si grande de Louis XIV, Richelieu tomba tout d'un coup au sein de la régence, qui

Digitized by Google

devint son élément. Il n'y avait pas d'excès auxquels il ne se laissât entraîner. On ne parlait que de Richelieu, de ses amours, de ses duels, de ses conspirations, des enlèvements des plus nobles demoiselles. Le régent, malgré sa tolérance pour tous les vices, se sentit si vivement pressé par les gens qui avaient conservé quelque sentiment des bonnes mœurs, qu'il le fit deux fois renfermer en prison. Il serait impossible de décrire les pleurs que versèrent alors les dames de la cour. M^lle^ de Valois, fille sans pudeur du duc d'Orléans, conjura si vivement le prince de remettre en liberté son amant, que ce père coupable le lui rendit.

En 1720 Richelieu sollicita la faveur d'entrer à l'Académie. Quoiqu'il ne sût pas même l'orthographe, grâce aux intrigues des femmes, il fut reçu à l'unanimité, et obtint le fauteuil pour lequel les princes de la littérature de l'époque n'eurent pas même une voix.

L'année suivante, ayant pris place parmi les pairs du royaume, il donna une fête dont les femmes eurent la principale part, car elles étaient de moitié dans ses triomphes. Au milieu de ces frivolités, il sut se montrer guerrier intrépide, homme d'Etat capable : nous l'avons vu dans le cours de cette histoire. Il ne lui eût fallu que le vouloir pour devenir un des hommes les plus dignes de mémoire de nos annales.

Terray dut à l'un de ses oncles, médecin de la mère du régent, de recevoir une éducation solide qui le fit parvenir aux premières charges de l'Etat. Mis en possession d'une grande fortune, il tint une place importante au Parlement, et sut, pour son avancement personnel, éviter les fautes des membres de cet illustre corps, qui,

Digitized by Google

en 1755, donnèrent leur démission en masse. Il prit une part très active à la conclusion du fameux *pacte de famille* dont nous avons parlé dans le cours de cette histoire. Il fit un énorme bénéfice dans ce trafic honteux qui spéculait sur la misère publique, et retirait un très grand profit en accaparant les grains et en les élevant au prix qui lui plaisait. C'est ainsi qu'en peu de temps il porta sa fortune à la somme de cent cinquante mille livres de rentes, ce qui équivalait au moins à trois fois ce que cette somme vaut aujourd'hui. Terray s'était fait une grande réputation au Parlement dans toutes les affaires qu'il avait traitées, soit pour l'Etat, soit pour les particuliers. Il n'y avait ni dans sa manière une grande profondeur, ni dans ses paroles des mots qui frappent et enlèvent; mais il y avait chez lui tant de lucidité, qu'il portait la lumière dans les affaires les plus embrouillées.

Lorsque Choiseul quitta le ministère, il avait indiqué Maupeou pour le ministère des finances. Le chancelier, voyant les affaires trop embrouillées, refusa et indiqua lui-même l'abbé Terray, que le roi accepta parce qu'il désirait avoir un membre du Parlement pour influencer ce corps célèbre. Quand sa nomination fut connue, on conçut des espérances d'autant plus grandes, qu'en 1769 il avait rédigé des remontrances énergiques sur le gaspillage des fonds publics et avait indiqué un remède au malaise qui travaillait l'état financier. Quoiqu'on sût peu de moralité chez cet homme sans conviction, qu'on fût persuadé qu'après avoir vivement blâmé les dépenses de la cour et l'augmentation des impôts, il était capable de tout pardonner à un roi dissipateur pour conserver ses bonnes grâces, on s'attendait cependant à quelque

Digitized by Google

mesure nouvelle, à l'introduction d'un système financier différent de celui de ses prédécesseurs. Il laissa, en effet, entrevoir un moyen fort commode, mais très immoral, pour acquitter les dettes de l'Etat : ce fut la banqueroute. Quelque temps après sa nomination il disait dans un petit comité, en présence du duc de Richelieu, ces paroles qui lui servirent de règle de conduite : « Je ne vois, » pour payer les dettes de l'Etat, qu'une banqueroute » générale, qu'il faut avoir l'adresse de faire en détail, » de façon qu'en quelques années le roi sera quitte. »

Il commença son système en faisant la guerre aux divers contrats de rente, prenant pour prétexte qu'ils avaient été conclus à des conditions trop onéreuses pour l'Etat, et qu'il y avait justice à les ramener à des principes d'équité. Ceux qui étaient stipulés à cinq pour cent furent réduits à quatre, et quelques-uns même à deux et demi ; il réduisit, dans des proportions analogues, les rentes viagères, et frappa diverses dettes d'un amortissement d'un dixième. C'était évidemment une banqueroute partielle. S'il la déguisait dans les préambules des diverses ordonnances rendues pour ces mesures, il l'avouait dans les conversations particulières. Les agents du clergé lui ayant représenté qu'une mesure prise à l'égard de ce grand corps était injuste : « Qui vous dit » qu'elle est juste? répondit-il. Suis-je fait pour autre » chose? » L'archevêque de Narbonne lui ayant dit dans une occasion semblable : « C'est prendre dans nos po- » ches. — Où voulez-vous donc que je prenne? » répondit-il froidement.

Le duc d'Aiguillon, l'un des membres de l'illustre famille des Richelieu, s'était fait une réputation à la guerre

Digitized by Google

par la prise de Château-Dauphin, où il montra la plus grande valeur, et dans l'administration, où il fit preuve d'une grande fermeté qui ne fut pas toujours heureuse. Après avoir administré l'Alsace avec assez de bonheur, il fut nommé gouverneur de la Bretagne dans un moment assez critique; c'était pendant cette funeste guerre de Sept Ans, quand les Anglais tentèrent une descente en Bretagne. Il ne montra pas le courage qu'on avait attendu de lui; aussi Lachalotais, ce fameux procureur-général, aussi ennemi du duc d'Aiguillon que des Jésuites, eut l'audace d'écrire : « Si notre général ne s'est » couvert de gloire, il s'est du moins couvert de farine, » faisant allusion à un bruit qui s'était répandu, qu'effrayé de la présence des Anglais, il s'était caché dans un moulin au lieu de marcher à leur rencontre. Dans l'opposition énergique que le Parlement et les Etats de Bretagne lui montrèrent, il déploya la plus grande fermeté et poussa la hardiesse jusqu'à présenter aux Etats de cette province un projet de règlement par lequel ils auraient abandonné le plus précieux de leurs droits, celui de fixer et de lever l'impôt. Cette tentative fut si énergiquement repoussée, qu'il dut renoncer à un projet qui présageait une insurrection.

La fermeté que le duc d'Aiguillon avait montrée dans son gouvernement, persuada qu'il serait capable de tenir la place de premier ministre et de conduire d'une main vigoureuse les affaires étrangères. Il arrivait aux relations étrangères sans système arrêté, plus préoccupé des affaires intérieures que de son département. Il est vrai que l'intérieur était assez malade pour inquiéter un homme d'Etat du plus haut mérite.

Digitized by Google

Maupeou appartenait à une famille de robe qui avait occupé des postes importants dans l'Etat. Nommé chancelier d'Etat en 1768, Maupeou montra beaucoup de fermeté pour faire rentrer le Parlement dans le devoir de l'obéissance; il sut apaiser les plaintes et faire reprendre son cours à la justice qui avait été suspendue quelque temps. « La nature lui avait refusé les avantages extérieurs de son père. Sa taille était petite; un œil vif et perçant, mais dur, un sourcil épais et très noir, un teint bilieux, donnaient à sa physionomie un air de malveillance qu'il tâchait pourtant d'adoucir par des manières affectueuses avec ses égaux et familières avec ses inférieurs; on ne lui croyait qu'une demi-instruction, avec beaucoup de légèreté et de maladresse; rien de la dignité d'un magistrat, mais beaucoup de manége de cour et d'art dans l'intrigue. Toutefois, ses talents se développèrent dans une situation nouvelle. A une grande souplesse il réunit une grande force de caractère, une volonté inflexible de parvenir par tous les moyens, et la bassesse la plus honteuse pour s'y maintenir. Aucun homme ne fit plus lâchement sa cour à Mme Du Barry, qu'il appelait sa cousine, prétendant avoir quelque parenté avec son mari (1). »

Voilà les hommes qui travaillèrent à renverser le duc de Choiseul, qui avait continué à suivre son plan. Sachant que la Prusse et la Russie étaient assez indifférentes pour l'Angleterre, il avait voulu s'attacher l'Autriche et tenait fortement à cette maison, dont le chef était lorrain comme lui. Il avait jeté les yeux sur une

(1) Sismondi, tom. XXIX, pag. 403.

Digitized by Google

fille de Marie-Thérèse, pour devenir l'épouse du Dauphin. C'était l'infortunée Marie-Antoinette, fille de la grande impératrice. Cette princesse, destinée à tant de grandeur et à de si hautes infortunes, avait reçu de la nature une partie des grandes qualités de sa mère. Pour qu'elles se développassent tout entières, il eût fallu que, dans sa jeunesse, elle eût été à l'école du malheur; elle eût peut-être acquis l'expérience qui l'eût sauvée de l'abîme où elle fut précipitée.

Le duc de Choiseul, en demandant l'archiduchesse Marie-Antoinette pour épouse du Dauphin, petit-fils de Louis XV, avait eu d'abord pour but de relever le trône par une grande alliance, ce qui devait montrer aux yeux de la France la haute considération dont jouissaient les ministres à l'étranger. Un autre motif plus puissant détermina encore le duc de Choiseul. Persuadé, ainsi que plusieurs autres ministres qui lui ont succédé, que, depuis l'affaiblissement de la maison d'Autriche, cette illustre famille que nous avions combattue pendant deux cents ans, devenait notre alliée nécessaire, il demanda la main de l'archiduchesse, avec l'espoir de faire des deux couronnes deux alliés tellement unis, qu'ils eussent à l'avenir les mêmes vues, qu'ils se portassent un mutuel secours dans toutes leurs entreprises. Si la France et l'Autriche s'étaient suffisamment dépouillées de leur intérêt personnel, qu'elles eussent toujours marché dans les sentiments de cette union forte, indestructible, elles eussent incontestablement fait la loi à l'Europe; mais tous ces beaux rêves de fraternité entre deux Etats rivaux disparurent devant les faits.

Se croyant très fort de cette nouvelle alliance, le duc

Digitized by Google

de Choiseul résolut de pousser énergiquement à la guerre contre l'Angleterre. L'Espagne n'attendait que le moment d'éclater. Louis XV écrivit lui-même, de sa main, au roi d'Espagne une lettre où on lisait : « Mon ministre » veut la guerre, je ne la veux point. » L'Espagne parla alors avec aigreur contre la France et se rapprocha de l'Angleterre ; cette circonstance ne fut pas oubliée par les ennemis du ministre. La Du Barry était alors absolument maîtresse du monarque. « Une Roxelane d'une » gaieté familière, sans respect pour la dignité du sou- » verain, porta l'oubli des convenances jusqu'à vouloir » un jour assister au conseil d'Etat. Le roi eut la faiblesse » d'y consentir ; elle y resta ridiculement perchée sur le » bras de son fauteuil, et y fit toutes les petites singeries » enfantines qui doivent plaire aux vieux sultans (1). »

Pour ruiner dans l'esprit de son maître les deux ministres qu'elle détestait, elle prit dans chaque main une orange, et répétait en les faisant sauter tour à tour : *Saute Choiseul, saute Praslin.* Ce fut pour le roi un argument péremptoire. Choiseul avait créé les écoles militaires, organisé les corps d'artillerie et du génie, et donné à ces corps spéciaux la supériorité qu'ils ont su conserver depuis cette époque ; il s'appliqua à faire prospérer les Antilles, faibles restes de tant de belles colonies qui nous avaient été enlevées. Il nous assurait la possession de la Corse, malgré l'Angleterre ; il travaillait à nous rendre redoutables à cette nation orgueilleuse ; il défendait les colonies espagnoles, fomentait l'insurrection des Etats-Unis ; il travaillait à faire échouer

(1) *Mém. Campan*, tom. I, pag. 31.

Digitized by Google

les projets de la Russie sur la Pologne. Mais, sous un autre point de vue beaucoup plus important, le ministère de Choiseul fut bien déplorable : il laissa aux idées philosophiques toute facilité pour triompher, et, par sa complaisance pour des doctrines insensées, il contribua puissamment à préparer les ruines qu'elles accumulèrent plus tard sur notre pays.

La disgrâce de Choiseul fut un véritable triomphe pour ce ministre. Il y eut solitude au château de Versailles, affluence à l'hôtel Choiseul ; les mêmes acclamations le suivirent dans son exil, qui finit à la mort de Louis XV : il ne vit point les malheurs de son successeur ; il mourut au mois de mai 1785. Il ne laissa que quelques faibles débris de l'immense fortune de sa femme.

Le nouveau ministère avait signalé, avant son arrivée aux affaires, le gouffre où allait se perdre la royauté. Ayant accusé Choiseul de l'affaiblissement du principe religieux et du principe d'autorité, montré la banqueroute inévitable au bout de ces systèmes déplorables, il poussait plus loin encore ses accusations : les morts si fréquentes des principaux personnages de la cour étaient attribuées au poison, et on assurait que la main du ministre n'avait pas été étrangère à ce crime. Les nouveaux ministres s'annonçaient comme ayant un triple but : rendre à la royauté son ascendant, son autorité absolue, dont on voulait la dépouiller ; mettre de l'équilibre dans les finances ; enfin donner à la France le rang qu'elle doit tenir parmi les puissances de l'Europe. Ce plan ne manquait pas de grandeur. Voyons comment il fut rempli.

Digitized by Google

Les parlements étaient devenus un pouvoir rival de la royauté, disons même supérieur; car en s'attribuant le droit d'examiner avec attention les nouvelles lois et de n'en enregistrer aucune qui ne lui parût conforme à ses idées, c'était se rendre juge de la souveraineté; lorsqu'il cédait à la force, il déclarait le lendemain que l'enregistrement était comme non-avenu. D'ailleurs, jouissant du pouvoir judiciaire, le Parlement réglait l'exécution des édits, pouvait les interpréter à son gré, les appliquer selon ses volontés.

Quoique le parlement de Paris sentît toute sa puissance, il comprenait cependant que s'il pouvait parvenir à former, avec tous les parlements du royaume, un corps unique et parfaitement discipliné, il serait invincible; car, en agitant toutes les contrées, en suspendant partout le cours de la justice, il devait forcer la royauté à devenir son vassal. Le principal ministre qui arrivait aux affaires, avait eu à lutter contre un parlement de province; sa présence au pouvoir raviva toutes les haines, et les parlementaires résolurent de l'abattre. Pour bien saisir les circonstances de la lutte, il est nécessaire de remonter plus haut.

Depuis 1750, les parlements avaient usurpé un tel ascendant, qu'ils profitaient de toutes les circonstances pour faire des représentations, et souvent dans les termes les plus blessants. Voici les termes des remontrances au roi, du parlement de Rennes contre le duc d'Aiguillon, dans la lutte que nous avons rapportée ci-dessus :

« Sire, on vous assure que personne ne se plaint. Ne » seroit-il pas vrai de dire que personne n'ose se plain- » dre? Tous les particuliers sont dans la dépendance,

Digitized by Google

» leur voix est étouffée par la crainte. Il n'y a qu'un » corps libre toujours subsistant comme notre Parle- » ment, qui puisse se faire entendre et porter au pied » du trône le cri que la nature elle-même y porteroit, si » votre Parlement faisoit une information juridique des » faits dont il se plaint à Votre Majesté. »

Louis XV ordonna au parlement de Rennes de se rendre à Versailles pour y entendre sa réponse. Quatre-vingt-cinq membres parurent à la cour. Le roi les reçut avec froideur et se contenta de répondre : « J'ai lu vos » remontrances; elles sont dressées avec une véhémence » que je désapprouve, et je vous fais défense de les faire » imprimer. Vous y dites que je n'ai pas été instruit : » rien n'est plus contraire à la vérité. J'ai lu tout ce que » vous avez fait, et on ne vous a adressé que ce que j'a- » vois prescrit. Retournez incessamment à Rennes; re- » prenez vos fonctions dès votre retour; je vous l'or- » donne expressément. »

Loin de se soumettre, le parlement de Rennes prit un arrêté pour remettre au roi ses pouvoirs, consentant seulement à les conserver jusqu'à ce que le monarque eût pourvu à l'administration de la province.

La mesure adoptée par le roi à l'égard du parlement de Bretagne fit une profonde sensation sur tous les parlements du royaume. Celui de Paris adressa au monarque des remontrances où il exprimait la plus vive sympathie pour les magistrats disgraciés. La plupart des parlements du royaume l'imitèrent, et plusieurs menacèrent de suspendre le cours de la justice. Louis XV, déterminé à tenir un lit de justice, se rendit au palais accompagné de la première noblesse. Les Chambres ayant

Digitized by Google

pris leurs séances ordinaires, le roi se découvrant, puis remettant son chapeau : « Messieurs, dit-il, je suis venu » pour répondre moi-même à toutes vos remontrances. » Et aussitôt on donna lecture de la réponse suivante :

« Ce qui s'est passé dans nos parlements de Pau et de » Rennes ne regarde pas mes autres parlements. J'en ai » usé à l'égard de ces deux cours comme il importait à » mon autorité, je n'en dois compte à personne. Je n'au- » rais pas d'autre réponse à faire à tant de remontran- » ces qui m'ont été faites à ce sujet, si leur union, l'in- » décence du style, la témérité des principes les plus » erronés, et l'affectation d'expressions nouvelles pour » les caractériser, ne manifestaient les conséquences per- » nicieuses de ce système d'unité que j'ai déjà proscrit, » et qu'on voudrait établir en principe, en même temps » qu'on ose le mettre en pratique.

» Je ne souffrirai pas qu'il se forme dans mon royaume » une association qui ferait dégénérer en une associa- » tion de résistance le lien naturel des mêmes devoirs et » des obligations communes, ni qu'il s'introduise dans » la monarchie un corps, ni un ordre séparé des trois » ordres du royaume. Les magistrats sont mes officiers » chargés de m'acquitter du devoir vraiment royal de » rendre la justice à mes sujets ; fonction qui les attache » à ma personne et qui les rendra toujours recomman- » dables à mes yeux ; je connais l'importance de leurs » services ; c'est donc une illusion qui ne tend qu'à » ébranler la confiance, que d'imaginer *un projet formé* » *d'anéantir la magistrature* et de lui supposer *des en-* » *nemis auprès du trône*. Ses seuls, ses vrais ennemis » sont ceux qui, dans son propre sein, lui font tenir un

Digitized by Google

» langage opposé à ses principes, qui lui font dire : *Que* » *tous les parlements ne forment qu'un seul et même* » *corps, distribué en plusieurs classes ; que ce corps, né-* » *cessairement indivisible, est de l'essence de la monar-* » *chie, et qu'il lui sert de base ; qu'il est le siége, le tri-* » *bunal, l'organe de la nation ; qu'il est le protecteur et* » *le dépositaire essentiel de sa liberté, de ses intérêts, de* » *ses droits ; qu'il lui répond de ce dépôt et serait cri-* » *minel envers elle s'il l'abandonnait ; qu'il est comp-* » *table de toutes les parties du bien public, non-seule-* » *ment au roi, mais aussi à la nation.*

» ..... C'est en ma personne seule que réside la puis- » sance souveraine, dont le caractère propre est l'esprit » de conseil, de justice et de raison ; c'est de moi seul » que mes cours tiennent leur existence et leur autorité. » C'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif, sans » dépendance et sans partage ; c'est par ma seule autorité » que les officiers de mes cours procèdent, non à la for- » mation, mais à l'enregistrement, à la publication et à » l'exécution de la loi, et qu'il leur est permis de me re- » montrer ce qui est du devoir de bons et fidèles con- » seillers. L'ordre public tout entier émane de moi ; j'en » suis le gardien suprême. »

Après avoir donné des avis au Parlement sur la nature, l'étendue et la forme des remontrances qu'il pourrait adresser à l'avenir, le roi terminait en disant : « Ce » spectacle scandaleux d'une contradiction rivale de ma » puissance souveraine, me réduirait à la triste nécessité » d'employer tout le pouvoir que Dieu m'a donné pour » préserver mes peuples des suites funestes de telles en- » prises. »

Digitized by Google

La lutte était évidemment engagée entre la royauté et le Parlement. En allant au fond, on s'apercevait qu'il s'agissait de savoir à qui appartiendrait la souveraineté. Le parlement de Rennes, qui avait été rétabli, voulant se venger sur le duc d'Aiguillon, ancien gouverneur de la province de Bretagne, le dénonça comme concussionnaire et engagea le parlement de Paris à le poursuivre comme pair de France. C'était moins Aiguillon que l'on voulait frapper, que le roi lui-même, auquel il était attaché. Maupeou, devenu chancelier, laissa le parlement de Paris s'engager témérairement, parce qu'il y voyait le moyen d'arriver à ses fins. Tous les membres du Parlement, les pairs du royaume et le roi lui-même prirent résidence à Versailles pour instruire la cause d'Aiguillon. Dans les séances où le roi ne paraissait point, le Parlement manifestait ouvertement son esprit d'hostilité ; il blâmait sévèrement l'exil de Lachalotais et de son fils, il discutait la valeur des lettres de cachet et menaçait les conseillers qui avaient pris part aux mesures de la cour. Comme il fallait nécessairement arrêter cet esprit de vertige et de rébellion, le 26 juin 1770 le Parlement fut convoqué à Versailles pour la tenue d'un lit de justice; il protesta « comme ne devant, ne pouvant et n'entendant y délibérer. »

A l'ouverture même de la séance, le premier président d'Aligre témoigna au roi la crainte qu'éprouvait le Parlement d'une convocation faite en un tel lieu et dans de telles circonstances.

Maupeou prit la parole pour faire connaître les motifs de la convocation. « Par le compte que nous nous sommes fait rendre des informations, nous avons reconnu

Digitized by Google

» qu'une partie des témoins ont déposé des faits étrangers » à la plainte rendue par notre procureur-général, que » quelques-uns ont représenté des arrêts de notre cause, » ont annexé à leurs dépositions des ordres particuliers » émanés de nous, et tenté de compromettre aucuns de » nos ministres. Nous avons pensé qu'il ne nous était pas » possible de laisser continuer une procédure qui ten- » drait à soumettre à l'inspection des tribunaux le secret » de notre administration, l'exécution de nos ordres et » l'usage personnel d'une autorité dont nous ne devons » compte qu'à nous-même. » Après avoir déclaré que, quoique le duc d'Aiguillon désirât la continuation de la procédure pour son éclatante justification, « pour étein- » dre jusqu'au souvenir d'une instruction qui ne pour- » rait qu'entretenir une fermentation dangereuse et ra- » nimer les divisions qui troublent depuis trop longtemps » notre province de Bretagne, nous avons jugé qu'il était » de notre sagesse d'anéantir toutes les procédures faites » jusqu'à ce jour, même les plaintes présentées par notre » cousin le duc d'Aiguillon, par nos procureurs-géné- » raux en notre parlement de Bretagne et par le nommé » Audouard. »

Sous prétexte de représentations respectueuses, et malgré la défense du roi, les membres du Parlement se réunirent le lendemain, et reprirent l'instruction contre le duc d'Aiguillon. « Les charges, dit le Parlement, qui » existent contre le duc d'Aiguillon, subsistent dans » toute leur force. Ainsi le duc d'Aiguillon se trouve » gravement inculpé et prévenu de soupçons qui com- » promettent son honneur. En conséquence, le duc d'Ai- » guillon sera averti de ne point prendre séance en icelle

Digitized by Google

» cour et de s'abstenir de faire aucune fonction de pai-
» rie, jusqu'à ce que, par un jugement rendu à la cour
» des pairs, il se soit pleinement purgé des soupçons et
» faits qui entachent son honneur. » Le roi cassa cet arrêt, ordonna au duc d'Aiguillon de continuer à siéger parmi les pairs, et, afin de faire disparaître les traces des actes déshonorants faits par le Parlement contre son ministre, il alla lui-même au greffe enlever toutes les pièces qui servaient de base au procès et relatives à l'administration du duc en Bretagne. Le parlement de Paris répondit à ces actes par un nouvel arrêt contre le duc ; et, pour se fortifier de tout le corps de la magistrature du royaume, il déclara former, avec les autres parlements de France, un tout indivisible composé de différentes classes : afin de montrer l'union qui existait entre eux, les parlements s'envoyaient mutuellement des mémoires. Pour arrêter ces graves abus, rappeler le parlement de Paris à son existence individuelle et le ramener à ses devoirs, le roi lui interdit dans un lit de justice, tout acte qui tendrait à établir l'union entre tous les parlements de France, lui défendit de leur envoyer des mémoires, enfin de cesser le service et de donner des démissions en masse ; le tout sous peine d'être cassé. Les magistrats se réunirent le lendemain en assemblée générale et déclarèrent *que, dans leur douleur profonde, ils n'avaient point l'esprit assez libre pour décider des biens, de l'honneur et de la vie des sujets de Sa Majesté;* ils suspendirent en conséquence l'exercice de leurs fonctions. Maupeou voyait avec une vive satisfaction le Parlement donner dans le piége et provoquer lui-même son abolition.

Aux lettres de jussion qui lui furent adressées, le Par-

Digitized by Google

lement se contenta de répondre : « Qu'on révoque un » édit qui attaque notre honneur et les droits de la na- » tion, ou nous ne remonterons plus sur des siéges » avilis. » Ce n'était pas non plus l'intention de Maupeou qu'ils y remontassent. Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1771, deux mousquetaires, porteurs de billets où il n'y avait qu'à apposer *oui* ou *non* et signer, se rendirent dans la maison de chaque conseiller au Parlement et leur présentèrent à signer la déclaration. Tous, à l'exception de quarante qui signèrent *oui* par surprise, adoptèrent le *non*, et consentirent ainsi indirectement à leur démission. Les quarante qui s'étaient soumis, connaissant la résistance de leurs collègues, revinrent sur leur signature et voulurent s'associer à leurs frères. Le chancelier déclara les magistrats démissionnaires, et envoya pendant la nuit des mousquetaires accompagnés d'huissiers pour leur signifier la confiscation de leurs charges et leur exil.

Après avoir ainsi brisé la magistrature, pour affranchir l'autorité royale du frein parlementaire, Maupeou composa un nouveau Parlement de membres du grand conseil, d'avocats et de jurisconsultes dont la plupart étaient peu estimés. Mais bientôt des personnes recommandables vinrent relever la nouvelle magistrature. Afin d'affaiblir le parlement de Paris, on réduisit son immense ressort, en établissant des conseils supérieurs de justice dans les villes de Blois, Arras, Châlons-sur-Marne, Clermont, Lyon et Poitiers. Le nouveau Parlement, dont la création avait froissé tant d'intérêts, fut stigmatisé du nom de *Parlement Maupeou.*

Dans le lit de justice du 15 avril, Maupeou adressa

Digitized by Google

une apologie courte mais nerveuse de ce coup d'État, le le plus grand du règne de Louis XV. Après avoir réuni les principaux griefs que le gouvernement avait contre les parlements, il disait : « Ils prétendent élever une au» torité rivale de l'autorité suprême, et établir un mons» trueux équilibre, dont l'effet serait d'enchaîner l'ad» ministration et de plonger le royaume dans le désordre » de l'anarchie. Car, enfin, que resterait-il au roi si les » magistrats, liés par une association générale, formaient » un ordre nouveau qui pût opposer au souverain une » résistance active et combinée? si, maîtres de suspen» dre ou d'abandonner à leur gré les fonctions de leur » ministère, ils pouvaient intercepter tout à la fois et » dans toutes les provinces le cours de la justice? si, » enfin, le droit d'exercer une portion de l'autorité » royale était dans leurs mains le droit de ne recon» naître aucune autorité?

» ..... Cette autorité que Sa Majesté venge avec éclat » quand elle est méconnue, elle aime à la communiquer » à des magistrats fidèles et respectueux, et elle n'est ja» louse de ses droits que pour assurer le bonheur de ses » peuples. »

Le premier président du nouveau Parlement, pour témoigner tout le respect que lui imposait la présence du monarque, se contenta de dire : « Sire, dans un lieu, » dans un jour où tout annonce l'usage le plus absolu de » votre puissance, nous ne pouvons remplir d'autre de» voir que celui du silence, du respect et de la soumis» sion. »

Le roi fit lui-même la clôture du lit de justice en ces termes : « Vous venez d'entendre mes volontés, je vous

Digitized by Google

» ordonne de vous y conformer, et de commencer vos » fonctions dès lundi. Mon chancelier vous installera » aujourd'hui. Je défends toute délibération contraire à » mes édits, et toute démarche au sujet des anciens offi- » ciers de mon Parlement. Je ne changerai jamais (1). »

Ce coup d'État avait réussi ; la nouvelle magistrature fonctionna avec célérité, ce qui plut aux plaideurs ; elle se renferma dans l'exercice de la justice sans se mêler des affaires du gouvernement. Maupeou voulut en relever la dignité en détruisant la vénalité des charges et en rendant la justice gratuite. Il montra un véritable esprit politique en rachetant leurs places aux anciens magistrats, lorsqu'ils consentaient à donner leur démission.

La disgrâce du duc de Choiseul et le coup d'Etat contre les parlements avaient éloigné de la cour un grand nombre de hauts personnages et presque tous les princes du sang. Une protestation fut signée contre le dernier acte de la royauté par le duc d'Orléans et son fils, le prince de Condé et son fils, le comte de Clermont et le prince de Conti. « C'était, disaient les princes, le droit des Fran- » çais, que d'avoir des corps de citoyens, perpétuels et » inamovibles, avoués dans tous les temps, par les rois » et par la nation, qui, en quelque forme et dénomina- » tion qu'ils aient existé, concentraient entre eux le droit » général de tous les sujets d'invoquer la loi... Que des » fonctions si importantes exigent la plus grande sûreté » dans leur exercice, pour qu'en rendant la justice au » peuple, les membres qui composent ces corps n'eussent » rien à redouter des protections, des haines, des ven-

(1) *Mercure historique*, mars 1770.

Digitized by Google

» geances de l'autorité... Que cette sûreté nécessaire ne » saurait exister sans l'inamovibilité de droit... Que le » droit des princes et pairs a de tout temps été de ne » pouvoir être jugés que par le corps premier et indes- » tructible de la nation, et par des juges inamovibles de » droit. » Les princes protestaient aussi contre l'établissement des membres du conseil au lieu du Parlement, contre l'érection de nouveaux tribunaux, contre la création d'un nouveau Parlement, et contre la présence volontaire ou forcée d'aucun prince du sang ou pair de France à ce Parlement nouveau (1).

Devant un pareil coup d'Etat, lorsqu'on se contente d'une simple protestation, on s'avoue vaincu; pourvu que le pouvoir ait de la persévérance et de la prudence, son triomphe est assuré. Tous ceux qui avaient protesté, souffrant de leur éloignement de la cour, cédèrent vite. « Le duc d'Orléans ne fut pas fâché de recevoir cet » exemple de défection. Après avoir signé la protestation » des princes, il lui tardait de reprendre ses habitudes » et de rouvrir son théâtre de société... Son fils, le duc » de Chartres, d'un esprit plus vif et d'un caractère plus » impétueux, avait mis dans son opposition plus d'em- » portement que les autres princes : on fut étonné de le » voir solliciter son retour comme un enfant timide (1). »

Le succès de Maupeou ayant été complet, il parut très simple. Il rencontra un terrible antagoniste dans Beaumarchais, dont les mémoires furent un événement. La mort de Pâris-Duverney, l'un de ses associés, donna lieu à des faits de finances très sérieux. Un arrêté de

(1) *Mercure*, mai et juin 1771. — Bezenval, tom. 1, pag. 369.

Digitized by Google

compte par lequel Pâris-Duverney et son associé avaient réglé leurs droits et leurs intérêts ayant été attaqué par le comte de La Blache, héritier principal du financier, Beaumarchais sollicita, sur la fin du procès, une audience du juge rapporteur. Ce magistrat, nommé Goesman, qui faisait l'infâme métier de vendre la justice, et ne donnait que pour des sommes considérables les plus courtes entrevues, accorda au poids de l'or un moment d'audience à Beaumarchais, qui, malgré de nombreux présents, ne put en obtenir une seconde. Goesman ayant fait perdre le procès à Beaumarchais, lui restitua cependant l'argent qu'il en avait reçu pour son audience, à l'exception de quinze louis qu'il retint sous un vain prétexte. Il est impossible de retracer l'indignation dont le célèbre comique fut saisi quand il apprit que son juge, non content de lui faire perdre le procès le plus légitime, avait encore l'effronterie de lui retenir quinze louis sur ce qu'il lui avait donné pour une audience de quelques minutes. Sa tête en ébullition ne put garder la réserve, et il dénonça à l'opinion publique le magistrat coupable qui avait forfait à l'honneur et aux devoirs les plus sacrés d'un juge. Epouvanté de l'éclat de cette affaire, et déterminé à se couvrir, le magistrat résolut d'attaquer Beaumarchais pour tentative de corruption. En appelant ainsi le célèbre écrivain devant les tribunaux, le juge rapporteur lui avait donné un motif de rendre publiques les relations qui avaient existé entre lui et le magistrat, la nature de son procès et les causes coupables qui l'avaient fait perdre. C'est là ce qui donna occasion aux fameux mémoires qui parcoururent l'Europe et y firent une si profonde sensation. Jamais attaque n'avait

Digitized by Google

été plus adroite et plus violente en même temps. Ces mémoires immortels, où l'on trouvait toute la vigueur d'un plaidoyer et tout l'attrait d'un drame, se montraient tour à tour calmes, impétueux, plaisants et sérieux. Tous les personnages qui parurent dans le procès étaient caractérisés avec cette verve comique qu'on rencontre dans le *Barbier de Séville* et dans le *Mariage de Figaro*. Ces mémoires avaient une très-grande importance politique; ils montraient ce qu'on devait penser de cette magistrature de fraîche date, de ces magistrats improvisés, substitués à la place de ces juges sévères du vieux Parlement. Ils ruinaient dans l'opinion le parlement Maupeou et relevaient dans tous les esprits les hommes exilés pour leur fermeté dans leurs principes et pour l'exactitude avec laquelle ils avaient toujours rempli leurs devoirs.

Le Parlement exilé, regretté surtout parce qu'il avait été frappé par le pouvoir, devint bien plus cher encore aux yeux de la multitude incapable de l'apprécier, mais qui le croyait irréprochable, parce qu'il subissait avec constance la peine qui lui avait été infligée. Les magistrats Maupeou, épouvantés eux-mêmes du bruit que faisaient les mémoires de Beaumarchais, lui rendirent justice et condamnèrent son adversaire comme un calomniateur et un faussaire. C'est ainsi que, dans les actions les plus ordinaires, les partis sapaient le pouvoir et l'ébranlaient.

Le contrôleur-général du Terray mettait, de son côté, à exécution les plans de spoliation que nous avons fait connaître. Persuadé que, dans le triste état de nos finances, il fallait opérer avec une grande énergie, il reprit de fond en comble toutes les dettes de l'Etat, exa-

Digitized by Google

mina avec soin les sources du revenu. Une des premières opérations atteignit les billets de fermes. Au lieu de banques publiques comme il en existe aujourd'hui pour recevoir les fonds et les capitaux disponibles, les fermiers généraux recevaient alors des dépôts et payaient des intérêts pour les sommes déposées entre leurs mains. Se fondant sans doute sur ce que les fermiers généraux devaient agir au nom et pour les seuls intérêts du gouvernement, l'abbé Terray s'empara de ces dépôts et les fit verser dans le trésor, ce qui suscita des procès et des banqueroutes. Cette opération était une spoliation, non point que le ministre voulût prendre l'argent; il se contentait de substituer aux fermiers généraux l'Etat, qui payait la rente à leur lieu et place, comme il percevait les bénéfices de l'opération. Cette espèce d'emprunt forcé, aux yeux des déposants, n'avait pas la même garantie et surtout la même facilité de retrait que chez les fermiers généraux.

Voltaire, qui essuya des pertes à cause des moins values des opérations du ministre, attaqua dans une foule d'écrits l'infortuné du Terray, et nuisit infiniment à ses opérations. Les tontines, espèces de caisses d'épargnes des artisans, furent aussi saisies par le ministre, qui voulait substituer l'Etat à toutes les agences particulières. La Compagnie des Indes, qui avait rendu de si grands services au commerce, fut aussi atteinte par l'abbé Terray, qui, réglant les comptes de cette Société avec l'Etat, lui imposa quinze millions, tandis qu'elle prétendait avoir le droit de réclamer vingt millions.

Par ces différentes opérations, dans lesquelles, sous le spécieux prétexte de faire rentrer dans les caisses de

Digitized by Google

l'Etat des biens qu'on avait usurpés au trésor, il y avait incontestablement beaucoup d'injustices, l'abbé Terray parvint à dégrever le trésor de treize millions de rentes et à avoir constamment l'argent nécessaire pour tous les services publics et pour satisfaire à la prodigalité de Louis XV. Mais, malgré ses efforts, malgré la finesse de ses opérations, Terray ne put jamais égaler la recette à la dépense. Cependant on était obligé de convenir que, de tous les ministres qui s'étaient succédé aux finances, l'abbé Terray était celui qui avait mis le plus d'ordre dans la comptabilité. Tout était si lucide que, d'un coup-d'œil et à chaque heure du jour, il pouvait montrer évidemment l'état réel de nos finances. Obligé de recourir à un emprunt pour satisfaire à des besoins chaque jour croissants, il s'adressa d'abord aux banquiers de Hollande, qui se montrèrent fort peu empressés; il recourut ensuite à ceux de Paris, qui gardèrent autant de réserve. Les opérations du ministre leur faisaient craindre pour plus tard une diminution d'intérêts.

Le duc d'Aiguillon, chargé de la direction des affaires étrangères, avait de graves embarras. Comprenant toute l'importance du pacte de famille, mais ne voulant pas lui sacrifier la dignité du royaume, il répétait avec affectation : « Dans le temps où Choiseul gouvernait, les vo-» lontés espagnoles étaient des lois pour la France; moi, » j'ai été forcé de leur dire que la France est l'alliée, non » pas la sujette du roi catholique. »

Persuadé que l'alliance avec la Prusse, puissance nouvelle et pleine d'énergie, était la plus convenable, le duc d'Aiguillon s'attacha à elle, se rapprocha de l'Angleterre et sembla s'éloigner un peu de l'Autriche. Son système

Digitized by Google

politique était la bienveillance pour tous les Etats, mais sans aucune alliance intime.

La première affaire sérieuse à l'extérieur fut celle de la Suède. La mort de Charles XII, en 1718, avait livré la Suède à une influence étrangère dont plusieurs puissances essayèrent à la fois de s'emparer. Celle qui réussit le mieux fut la France. La Suède avait fréquemment joué un rôle dans les affaires du monde, surtout depuis Richelieu, qui s'en était servi pour abattre la trop grande puissance de la maison d'Autriche. La formation du royaume de Prusse et l'extension donnée à cette nouvelle monarchie étaient une barrière infranchissable pour la Suède du côté de l'Allemagne. Mais si le ministère ne pouvait plus se servir de la Suède contre l'Allemagne, il espérait qu'elle lui servirait de contrepoids contre la puissance envahissante de la Russie. C'était une grave erreur; car, évidemment, la Suède était incapable de lutter contre la Russie; vouloir se mesurer avec une si grande nation, c'était s'exposer au péril d'être broyé par le colosse. Ce fut néanmoins le plan des agents français, qui s'inquiétaient fort peu des conséquences de la lutte pour la Suède, pourvu qu'elle fût utile à la France.

Afin de dominer le gouvernement de Suède et d'en obtenir l'appui qu'on pouvait désirer, le ministère français devait ménager le gouvernement et gagner le sénat et la diète. Le gouvernement devenait favorable par des actes de bienveillance; les Etats se gagnaient par de l'argent, car il est à observer que rien n'est plus vénal que ce qu'on nomme le gouvernement représentatif. Trois moyens servaient au gouvernement français pour masquer ses manœuvres de corruption : 1° les comptes de

Digitized by Google

subsides annuels que la France payait publiquement à la Suède depuis le règne de Charles XII; 2° l'entretien d'un régiment, *Royal suédois*, dont les officiers, la plupart Suédois, attachaient à notre pays les plus grandes familles; 3° l'action de certains chefs dévoués à la France, à l'aide desquels on entraînait d'autres individus dans son parti.

Les nations voisines exerçaient aussi à leur manière la corruption en Suède. La Russie avait gagné ce que l'on nommait les *bonnets*, tandis que les *chapeaux*, c'est-à-dire les hommes les plus importants, appartenaient à la France. Les diètes, poussées par les agents de chaque gouvernement, devenaient souvent des arènes où les représentants luttaient, non point pour la défense des intérêts nationaux, mais pour savoir celui qui aurait le privilége de livrer le mieux son pays.

En 1738, le gouvernement français avait obtenu une concession très importante; moyennant trois cent mille francs de subsides annuels, la Suède s'engageait à ne faire aucun traité sans le consentement de la France. En 1758, le parti français se vit assez fort pour déterminer la diète à déclarer la guerre à la Russie, guerre malheureuse qui coûta aux aggresseurs une partie de la Finlande et les contraignit à accepter pour successeur du prince régnant, qui n'avait point d'enfants, un prince d'une maison alliée à l'impératrice.

Cet échec en était un pour la France, dont les finances devinrent si déplorables, que souvent il fut impossible de payer le subside. La Suède profita de cette impuissance pour se vendre à notre rivale (1766), à cette Angleterre toujours disposée à détruire notre influence. La France, s'appuyant sur les traités de 1738 et de 1758, crut voir

Digitized by Google

dans l'alliance de la Suède et de l'Angleterre un motif suffisant pour refuser le subside. L'ambassadeur français dit « que la Suède ayant, en ne tenant aucun compte » de ses engagements, dérangé les vues politiques de » S. M. le roi de France, de même le non-paiement des » subsides pouvait bien déranger les vues économiques » de la Suède. »

Les choses étaient dans cette situation quand Gustave III, qui était à Paris à la mort de son père, parvint au trône (1771). Il réclamait alors, contre une aristocratie vendue à l'Angleterre et à la Russie, l'appui du gouvernement français pour faire sortir sa couronne de l'état de vasselage où elle se trouvait. Le gouvernement français était trop intéressé au triomphe de la monarchie absolue en Suède, pour ne pas seconder Gustave III. Le comte de Vergennes, chargé de payer les arrérages dus à la Suède, agit avec tant de dextérité, qu'il opéra une révolution en Suède et établit, avec un parti, la monarchie absolue : c'était un résultat assez beau pour le ministère.

L'une des affaires les plus fâcheuses du ministère d'Aiguillon, fut incontestablement le démembrement de la Pologne, dont nous avons vu l'origine. Après l'élection de Poniatowski, le servile agent de la Russie, la confédération de la noblesse polonaise s'était formée en assemblée constituante aux cris de : « Défense de la li- » berté et de la religion, » montrant ainsi le double but qu'elle voulait atteindre : la destruction d'un despotisme énervant, et le triomphe du catholicisme sur l'hérésie et le schisme, qui, en s'introduisant sourdement, voulaient semer la division au sein de la nation. La France retira

Digitized by Google

son ambassadeur de Varsovie, et Choiseul s'engagea à soutenir la confédération de Bar et à lui accorder des subsides : il avait fait passer aux confédérés, au mois de juillet 1770, le général Dumouriez avec un certain nombre d'officiers français. Les soldats qui s'introduisaient en Pologne ne pouvaient y arriver qu'isolément et pour ainsi dire en contrebande. C'est à peine s'il put en passer quinze ou seize cents. Dumouriez, qui était à leur tête, avait cru trouver la nation polonaise soulevée, prête à marcher en masse à la destruction d'un pouvoir qui lui avait été imposé. C'est à peine s'il rencontra quinze ou seize mille confédérés, qui, épouvantés de leur petit nombre, disparurent peu à peu. Battu à Landskron par Souwarow, le 22 juillet 1771, Dumouriez se brouilla avec les confédérés et revint en France.

Le duc d'Aiguillon qui, dans cet intervalle, avait remplacé au ministère le duc de Choiseul, envoya le baron de Vioménil en Pologne et le chargea de réveiller le zèle des confédérés. Il eut d'abord quelques succès, et surprit le château de Cracovie, où il soutint un siége glorieux. Il fut enfin obligé de rendre cette place et d'abandonner ainsi la Pologne à son malheureux sort. La Russie, la Prusse et l'Autriche opérèrent alors le premier partage (5 août 1772). Lorsque le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche à Paris, en informa Louis XV, ce monarque ne put s'empêcher de dire avec une sorte d'amertume : « Je n'aurois pas reçu cet affront » si le comte de Choiseul s'étoit toujours trouvé ici. » Ce fut, pour ainsi dire, l'unique protestation contre la plus grande des iniquités.

Le partage de la Pologne était une suite de la politi-

Digitized by Google

que d'isolement du duc d'Aiguillon. C'était le coup le plus funeste qu'on pût porter à l'équilibre européen. La Russie devenait une puissance formidable; il n'y avait plus de barrière pour l'arrêter du côté de l'Occident. Louis XV, malgré son profond abrutissement, le sentit vivement. Des projets de vengeance se manifestèrent. Le ministère proposa d'attaquer les Pays-Bas. Mais le mécontentement général, l'état déplorable des finances et le vide des arsenaux ne permettaient guère l'exécution d'un pareil projet. On eut un moment la pensée d'envoyer la flotte française insulter les ports de la Prusse et de la Russie ; le ministre proposa à l'Espagne, qui était aussi extrêmement mécontente contre cette dernière puissance, parce qu'elle avait envoyé une flotte dans la Méditerranée, d'unir leurs forces maritimes pour arrêter la flotte russe. De grands préparatifs se firent alors dans les ports de France et d'Espagne. « Ces prépa-» ratifs excitèrent la jalousie de l'Angleterre. Ces pré-» paratifs belliqueux furent continués quelque temps de » part et d'autre. Enfin la vigueur du gouvernement » anglais, et le caractère pacifique du roi français et de » ses ministres, calmèrent les dispositions hostiles qui » paraissaient prévaloir à Madrid (1). »

L'opinion publique ne poussait d'ailleurs point les populations de l'Occident à réclamer l'indépendance de la Pologne. On ne comprenait pas bien l'importance de la mesure pour l'équilibre européen. Et puis la Russie soutenait contre la Turquie une guerre en faveur des Hellènes. C'est une cause qui a toujours sonné agréable-

(1) Edmond Burke, Ann. Register, tom. XVI, pag. 51.

Digitized by Google

ment à nos oreilles; et, sous le prétexte de générosité, on s'est souvent laissé entraîner loin de la véritable politique.

La Pologne tenta de résister et en appela à la France, à l'Angleterre, à la Hollande, à la Suède, sans que personne songeât à se remuer. La Turquie, contre laquelle la Russie, après avoir fait une guerre heureuse, concentrait toutes ses armées, voyant que, privée de tout appui, elle n'avait qu'à mourir ou à se laisser démembrer, préféra sacrifier quelques-uns de ses membres, espérant que le temps lui permettrait de les reprendre.

La politique du duc d'Aiguillon n'était heureuse nulle part; elle avait échoué en Pologne; elle n'avait pas eu d'écho en Turquie. Il est vrai que Louis XV, tout en consentant à ses vues, les contrariait par sa correspondance secrète avec ses ambassadeurs. Aiguillon en ayant eu connaissance par la Du Barry, qui lui livra les lettres du roi, fit entendre des plaintes si vives que, tout en continuant son jeu, Louis XV eut l'indigne faiblesse de faire jeter à la Bastille tous les agents dans lesquels il avait le plus de confiance. Malgré cela, tout annonçait un changement de ministère : les ministres n'étaient pas d'accord; la faction du duc de Choiseul les attaquait avec une violence extrême. Les chansons, les épigrammes, les anecdotes ne tendaient qu'à le discréditer.

Mme Du Barry, qui avait soutenu le triumvirat, paraissait sur le point d'être renvoyée; car Louis XV semblait sentir des remords et vouloir se séparer d'elle. Il est vrai qu'il s'en rapprochait ensuite avec une sorte de frénésie qui ne se conçoit guère dans un vieillard décrépit. « Le 28 avril 1774, le roi se trouva mal au Petit-Trianon,

Digitized by Google

» dans un de ces voyages de deux ou trois jours dont il » essayoit sans cesse de remplir l'inutilité de sa vie, » pour chasser le désœuvrement et l'ennui qui le sui- » voient partout. Mme Du Barry, craignant que la moin- » dre inquiétude sur son état ne rappelât en lui cette » terreur du diable qui se réveilloit au plus petit pré- » texte, et ne lui fît demander un confesseur, vouloit le » déterminer à rester à Trianon. Là, entourée de cette » vile partie des courtisans qui s'étoit déclarée en sa fa- » veur, elle n'avoit rien à craindre de la famille royale, » ni des intrigues qu'on auroit pu faire contre elle. Mais » M. d'Aiguillon, trouvant cette conduite trop hasardée, » l'engagea à ramener le roi à Versailles, où il re- » vint (1). »

La même maladie dont le roi était atteint avait déjà été extrêmement funeste à toute la famille royale. Il en comprit la gravité. Il fit appeler Mme Du Barry et lui dit : « Ma mie, j'ai la petite vérole, et mon mal est très-dan- » gereux à cause de mon âge et de mes autres maladies. » Je ne dois pas oublier que je suis le roi très chrétien » et le fils aîné de l'Eglise. J'ai soixante-quatre ans, le » temps approche où il faudra peut-être nous séparer. » Je veux prévenir une scène semblable à celle de Metz : » avertissez le duc d'Aiguillon de ce que je vous dis, » afin qu'il s'arrange avec vous, si ma maladie empire, » pour nous séparer sans éclat (2). »

Les jansénistes et le parti du duc de Choiseul voulaient que la maîtresse fût ignominieusement chassée.

(1) Bachaumont, *Mém. secrets*, tom. I, pag. 289.
(2) Soulavie, tom. IX.

Digitized by Google

« Le duc d'Aiguillon la fit éloigner à quelques lieues de Versailles; ensuite on donna la communion au malade. L'infection qu'il répandait était tellement grande, qu'on ne pouvait demeurer dans sa chambre. Il expira le 10 mai 1774. Dès qu'il fut mort, chacun s'enfuit de Versailles : on se hâta d'enfermer le corps dans un double cercueil de plomb, qui n'empêchait qu'imparfaitement la puanteur de s'en exhaler. Plus de cinquante personnes gagnèrent la petite vérole, pour avoir seulement traversé la galerie de Versailles, et dix en moururent. Les trois filles du roi, Mmes de France, en furent toutes trois atteintes et fort dangereusement malades; tout le monde s'empressait de fuir une contagion qu'aucun intérêt ne donnait plus le courage de braver. Le corps fut transporté avec précipitation et presque sans pompe à Saint-Denis. Tous les Français semblaient également empressés de faire disparaître les restes d'un monarque qui avait si honteusement terni le lustre de la France, et sur lequel il est juste de laisser peser la responsabilité de tous les malheurs qui attendaient son successeur (1). »

Le règne de Louis XV est celui de la corruption; ce qui, peut-être, servira le mieux à le montrer, c'est l'existence de ce Parc-aux-Cerfs dont aucune nation n'avait donné le modèle. Le voluptueux monarque, rassasié des beautés que lui offrait la cour, fut conduit, par une imagination dépravée, à former pour ses plaisirs un établissement tellement infâme, qu'après avoir peint les excès de la régence, on ne sait encore comment exprimer ce désordre.

(1) Sismondi, tom. XXXX, pag. 508.

Digitized by Google

Sous le point de vue politique, le gouvernement de Louis XV est aussi misérable. « Le règne de ce prince, dit Châteaubriand, est l'époque la plus déplorable de notre histoire; quand on en cherche les personnages, on est réduit à fouiller les antichambres du duc de Choiseul, les garde-robes des Pompadour et des Du Barry, noms qu'on ne sait comment élever à la dignité de l'histoire. La société entière se décomposa; les hommes d'Etat devinrent des hommes de lettres; les gens de lettres des hommes d'Etat; les grands seigneurs des banquiers; les fermiers généraux de grands seigneurs. Les modes étaient aussi ridicules que les arts étaient de mauvais goût; on peignait les bergères en paniers dans les salons où les colonels brodaient. Tout était dérangé dans les esprits et dans les mœurs, signe d'une révolution prochaine (1). »

(1) *Analyse raisonnée de l'Histoire de France.*

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

DU DIXIÈME VOLUME.

IVe ÉPOQUE, IIIe PÉRIODE, LIVRE II, CHAPITRE Ier (Suite).

Pages

§ IV. — Louis XIV commence à régner par lui-même (1661-1667)..... 1
§ V. — Guerre de Flandre (1667-1672)..... 20
§ VI. — Guerre de Hollande (1672-1678)..... 39
§ VII. — Apogée de la gloire de Louis XIV (1678-1686)..... 89
§ VIII. — Ligue d'Augsbourg (1686-1697)..... 104
§ IX. — Succession d'Espagne (1697-1714)..... 151
§ X. — Fin du règne de Louis XIV (1715). — Quelques faits détachés 209
§ XI. — Religion. — Piété. — Jansénisme. — Quiétisme. — Déclaration du Clergé de France. — Révocation de l'édit de Nantes..... 221

Digitized by Google

Pages

CHAP. II. — Louis XV, âgé de cinq ans (1715-1774)..... 257
§ Ier. — Régence du duc d'Orléans (1715-1723)..... 257
§ II. — Ministères du duc de Bourbon et du cardinal Fleury (1723-1743)..... 320
§ III. — Guerre pour la succession d'Autriche. — Bataille de Fontenoy (1743-1755)..... 378
§ IV. — Guerre de Sept Ans (1755-1763)..... 457
§ V. — Annexion de la Corse à la France (1763-1770)..... 497
§ VI. — Ministère Aiguillon. — Parlement Maupeou. — Mort de Louis XV (1770-1774)..... 541

FIN DE LA TABLE DU DIXIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



BIBLIOTECA DE MONTSERRAT
13020100028249

BIBLIOTECA
DE
MONTSERRAT
D
Armario VIII
Estante 8°
Número 3